



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries février 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 1er février

CAUSERIE

Compte tenu de l'ampleur qu'ont pris certains dossiers du site, j'en ai créé deux autres, /eco2 et /service2.

Les causeries et infos en bref de janvier sont en ligne au format pdf (acrobat Reader), 250 pages, on a bien bossé quand même. Les articles de presse de janvier sont également en ligne au même format, 35 articles pour 61 pages. J'ai aussi formaté les dernières causeries de janvier au format pdf. J'ai vraiment écrit comme un cochon les derniers jours, ce qui m'a rassuré quand même c'est que je n'ai pas relevé de fautes dans celle du 31 !

J'essaierai d'actualiser les pages d'accueil des différentes rubriques du site avec les articles dont les adresses figurent dans la page d'accueil le week-end qui vient, demain matin je dois retourner chez le dentiste et ma journée de travail sera amputée, par chance je n'aurai aucune retenue sur mon salaire, je déconne, c'est quand même un sacré privilège de ne pas avoir une saloperie de patron sur le dos, je crois que j'ai eu largement ma dose dans le passé.

Je vous expliquerai un autre jour comment je fais pour abattre autant de boulot, tout seul évidemment, qui voulez-vous qui fasse ce boulot à mes côtés en Inde, un soixante-huitard attardé, un baba cool qui passe ses journées à se défoncer, des expatriés qui n'en ont rien à foutre de la politique et qui ont un train de vie de grands bourgeois, des illuminés qui se vautrent dans l'oisiveté, franchement un peu de sérieux, l'Inde n'est pas vraiment la destination prédestinée des travailleurs qui ont une conscience politique développée, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle je me demande encore ce que je fous là, cela arrive à tout le monde de commettre des erreurs dans la vie, et si j'avais 20 ans de moins cela ferait longtemps que j'aurais pris mes jambes à mon cou, car à part le fait que je vis confortablement j'ai la même vie de chien que les Indiens.

L'accord patronal du 11 janvier 2013 sera présenté en conseil des ministres le 6 mars et examiné à partir du 2 avril à l'Assemblée nationale puis dans la foulée au Sénat.

Aujourd'hui vous avez plusieurs articles qui donnent une idée de la profondeur de la crise du capitalisme qui atteint ses institutions, le FMI, l'ONU, le gouvernement américain... Après les premières nominations par Obama de nombreuses questions se posent. Pas facile de s'y retrouver entre les discours qu'on entend, la personnalité de son entourage, les dernières données géopolitiques ou géostratégiques, les Etats-Unis auraient-ils l'intention de faire passer au second plan le Moyen et le Proche-Orient suite à l'annonce que leur production de pétrole suffirait à couvrir leurs besoins d'ici un an ou deux pour se réorienter vers l'Afrique et ses matières premières à bon marché. Dans ce cas-là, cela confirmerait l'accord passé avec la Russie en juillet dernier pour solder la question syrienne. Pour autant tout danger d'une escalade militaire ne serait pas écartée, bien au contraire, car ce serait le cycle des guerres néocoloniales qui repartirait de plus belle, qui, comme chacun sait a débouché à deux reprises sur une

guerre mondiale pour un repartage du monde ou plutôt ses richesses entre grandes puissances...

On y reviendra dans les jours qui viennent.

[POI. Chut ! L'omerta. Gluckstein ou qui ne dit rien consent.](#)

Il écrit dans son éditorial (IO n°236) : "*Ce qui donne au capital financier une telle arrogance, c'est la certitude qui est la sienne de disposer d'un gouvernement soumis à ses exigences, face à la déferlante des licenciements notamment.*"

N'était-ce pas non plus ou plutôt d'avoir des dirigeants des syndicats et des partis ouvriers inféodés au capital ? Chut !

Il poursuit : "*Légitime est le refus des confédérations CGT et CGT-Force ouvrière de ne pas signer l'accord Medef/CFDT.*"

N'était-ce pas la participation des confédérations CGT et CGT-Force ouvrière à de soi-disant négociations qui a permis la signature de l'accord Medef/CFDT ? Chut !

Et l'accord patronal du 11 janvier 2013, ne nous avait-il pas annoncé que le POI allait mener campagne pour son retrait ? A la trappe oui, envolée, volatilisée, c'était du vent, socialiste en parole... vous connaissez la suite !

Question : Qui s'emploie à offrir un champ libre à la politique réactionnaire du gouvernement et au patronat, c'était bien la question qu'il avait abordée au début de son éditorial, n'est-ce pas ? Il vient de vous fournir la réponse.

Il y a peut-être quelque chose qui vous a échappé. Vous n'avez pas encore compris que les travailleurs directement concernés par l'accord scélérat du 11 janvier n'intéressait pas du tout le POI qui ne s'adresse qu'aux syndicalistes, aux fonctionnaires, aux intellectuels, aux couches ou classes moyennes, à la petite bourgeoisie, à toutes les couches qui en fait assurent la stabilité du régime et forment le gros des troupes des syndicats et des partis ouvriers et au-delà, pas au bataillon de gueux défavorisés qui se comptent par millions dans le pays, la base d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Ceci explique cela. Est-ce suffisamment clair ?

Si vous avez lu le passage de la causerie d'hier intitulé *Défense du marxisme*, relisez-le attentivement, si je peux me permettre un conseil amical et vous comprendrez mieux ensuite quelle est la nature de ce parti et les réelles intentions de ses dirigeants.

D'ailleurs Gluckstein le confirme lui-même à la fin de son éditorial.

Vous n'êtes pas sans ignorer qu'il y a des millions et millions de travailleurs et leurs familles qui se débattent quotidiennement pour à peine survivre, on est bien d'accord, ce n'est évidemment pas le cas d'autres millions de travailleurs bien mieux lotis qui appartiennent aux couches supérieures du prolétariat, à l'aristocratie ouvrière ou qui vivent relativement confortablement avec deux revenus ou de bonnes retraites, les populations que représentent le POI et auxquelles ils s'adressent avons-nous affirmé, donc logiquement le POI se bat pour qu'il leur soit épargné de vivre aussi mal dans le futur que les millions de travailleurs pauvres ou indigents qui le resteront, pour cela écrit-il il faut "*empêch(er) ainsi que notre pays ne sombre dans une situation à la grecque*" pour que nos petits bourgeois (dans leurs têtes et leur mode de vie) continuent de vivre confortablement dans l'insouciance de ce qui se passe dans la société ou dans le monde, peu importe si par ailleurs des millions de travailleurs vivent un véritable cauchemar au quotidien.

Et bien nous, nous préférons que le capitalisme s'effondre, qu'il soit placé dans l'obligation d'affronter brutalement le prolétariat, nous ne larmoyons pas après l'accord infâme du 11 janvier, nous sommes prêts à relever le défi contrairement aux capitulards, qu'il s'attaque frontalement aux privilèges qu'il a accordés à une autre époque à l'aristocratie ouvrière car c'est la condition pour que l'unité de la classe se réalise contre le capitalisme et les institutions, que toutes les couches d'exploités se rassemblent pour affronter et abattre le régime.

On croirait que ces couches privilégiées et la petite bourgeoisie soutiendraient le régime en place sans que cela ait un rapport avec leur niveau de vie, ce serait une lubie ou une idée qui leur serait passée un jour par la tête sans trop qu'on sache vraiment pourquoi, voilà ce qui au POI fait office d'analyse des rapports entre les classes. Ils ont tourné le dos au marxisme. Lisez ou relisez Marx et Engels, vérifiez par vous-même ce que j'avance ici, je vous y invite vivement.

Il est parfaitement clair que la politique opportuniste distillée par Gluckstein consiste à refuser de se situer dans la perspective d'un affrontement avec la classe des capitalistes, pour lui il faut à tout prix que les conditions objectives ne murissent pas au point de mettre cet affrontement à l'ordre du jour du combat de la classe ouvrière. On comprend que cette perspective l'effraie, quand on voit que dans une situation qui est loin d'être comparable à celle de la Grèce, le POI n'est même plus en mesure de mobiliser ses propres adhérents pour mener une campagne ou pour organiser une manifestation. N'allez pas croire que nous nous en réjouissons, nous le déplorons. Quant au NPA et LO, ils sont en dessous de tout, tenez, ils feraient un beau mariage, pas d'amour, mais de raison en guise de désespoir !

Page 4, *Le Front de gauche et l'accord sur la flexibilité*, un article signé Marie Stagliano

Elle termine ainsi : "*Les choses sont dites clairement : un débat... pour amender l'accord Medef-CFDT. Il y a là, pour le moins, une contradiction, que les dirigeants du Front de gauche devront lever.*", vous avez le droit d'éclater de rire pour vous soulager, cela fait plus de 85 ans que les dirigeants du PCF s'en foutent royalement de se contredire sans cesse sans que cela change quoi que ce soit. Encore du vent !

Dans la même page, par la voie d'un "correspondant" le POI fait l'éloge de la CGT dans l'article *Nouvelle menace sur les 1 250 salariés de Goodyear*, c'est scandaleux ! Ne dites pas que le POI soutient l'appareil pourri de la CGT, Informations ouvrières n'a fait que rapporté les propos d'un correspondant, sans ajouter le moindre commentaire évidemment, car en plus ce sont des lâches qui n'assument même pas leurs positions. Lisez, vérifiez-le, je n'invente rien, hélas !

Un dernier mot.

Il semblerait qu'en citant le *Center for Research on Globalization* et *Investig'Action*, les dirigeants du POI aient découvert l'existence des portails Mondialisation.ca et celui de Miche Collon, peut-être les connaissaient-ils déjà sans les citer ou en ont-ils pris connaissance en se connectant sur mon site, bon, ils n'iront pas toutefois jusqu'à fournir à leurs lecteurs les adresses électroniques de ces portails que vous connaissez bien, des fois que ce serait compromettant, on ne sait jamais !

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille chez les deux "gauches".

On a là tous les ingrédients qui permettent de comprendre que le PS et le Front de gauche sont animés par les mêmes intentions posées aux intérêts des travailleurs. Décryptage.

Tout d'abord, il est faux de dire que le PS aurait "*trahi*" ce à quoi justement il ne s'était jamais engagé. Ensuite, pour comprendre en quoi consistait réellement son engagement, il suffit d'écouter Pellerin ou Cahuzac (notamment). Leur discours est parfaitement clair et s'inscrit dans la politique du gouvernement qui au nom de l'intérêt général privilégie ceux de l'oligarchie financière d'une part, et conduit en reprenant à son compte la politique du Medef et de la CFDT au corporatisme.

- Éric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche (PG) chargé des relations extérieures : «*C'est le PS qui trahit, qui ne partage plus le dessein historique de la gauche de transformer la société.*» Pointé au premier chef, le ministre du Budget Jérôme Cahuzac, qui indiquait sur France 2 début janvier, au sujet de la lutte des classes: «*Moi, je n'y ai jamais cru.*»

Il a bien précisé qu'il n'y avait "*jamais*" cru, c'est important car Cahuzac n'a pas 20 ans, cela signifie que le PS ou l'appartenance à ce parti n'est pas incompatible avec cette analyse des rapports entre les classes qui confine au corporatisme, dans le sens où l'entendent les dictateurs et non une catégorie du corps social ou une couche particulière de la population. C'est là que l'on mesure à quel point le PS a intégré l'idéologie de la bourgeoisie, y compris ses aspects les plus réactionnaires.

Ce constat est très intéressant, car dès lors que la lutte des classes n'existe pas, comment le PS pourrait-il être de gauche, comment pourrait-il avoir pour "*dessein historique*" de "*transformer la société*" ? Impossible, sauf dans le sens où l'entend la réaction comme on a pu l'observer sous le régime de Mitterrand ou lorsque Jospin était Premier ministre de Chirac ou plus récemment depuis que Hollande a été élu, du traité de Maastricht au TSG, et en ce moment avec la loi calquée sur l'accord patronal du 11 janvier, l'ensemble confirme que l'orientation politique du PS est foncièrement réactionnaire.

Sur le plan politique elle s'est traduite par la spoliation de nos droits politiques au profit d'une institution supranationale représentant les intérêts des banquiers et des multinationales à laquelle tous les partis institutionnels sont liés ou reconnaissent sa légitimité, et sur le plan social avec l'accord patronal du 11 janvier rétablissant le patron de droit divin, qui se traduit par une nouvelle poussée du corporatisme consistant à interdire aux travailleurs de contester les éléments déterminants de leur condition de travail, salaire, temps de travail et lieu de travail, qui seront dorénavant laissés à l'arbitraire du patronat, ce qui consititue une formidable régression sociale annulant plus d'un demi-siècle de lutte de classe, quelque part le régime de Vichy n'aurait pas espéré mieux.

Ce sont les faits. Comment faire maintenant pour les ignorer ou ne pas en tenir compte, pour les déformer, comment s'y prennent les staliniens ou néo staliniens, les charlatans du PG ? C'est très simple, vous savez que les actes ne correspondent pas toujours ou rarement aux paroles chez ces gens-là, confondre leurs paroles et leurs actes peut permettre de mettre en lumière leurs contradictions et leurs grossiers mensonges, encore que chacun n'accorde pas la même signification aux paroles prononcées

ou aux actes commis, donc cela peut prêter à controverse ou à une polémique qui s'étirera à l'infini pour peu qu'on ait affaire à un interlocuteur particulièrement de mauvaise foi ou à l'esprit tordu ou tout bonnement ignorant.

Dans le passage qui suit, ne considérer que ces deux facteurs ne suffit pour l'analyser, il faut en prendre en compte un troisième qui nous renvoie au paragraphe précédent, la véritable nature sociale du PS, c'est-à-dire qui parle et agit.

Aymeric Seassau commence par dire que *"le gouvernement mène une très mauvaise politique et que la contradiction n'est pas de notre côté"*, il parle donc de l'action que mène le PS aujourd'hui qu'il compare au discours qu'il tenait avant d'arriver au pouvoir. Que fait-il en procédant de la sorte ? Il légitime le discours que tenait le PS avant les élections comme s'il reflétait ses véritables intentions, alors que chacun sait que tel n'était pas le cas, ainsi Aymeric Seassau produit un faux, il se fait le complice du PS au passage auquel il attribue de bonnes intentions qu'il ne respecterait plus aujourd'hui sans trop qu'on sache pourquoi, donc en laissant planer le doute sur un revirement possible, ce qui aurait été totalement impossible s'il avait pris en compte la véritable nature du PS, vous suivez ?

Parvenu à ce stade, il va une nouvelle fois s'employer à présenter le PS sous un jour avantageux en prétendant que le PS aurait véritablement combattu la politique de Sarkozy alors que chacun sait qu'il n'en a rien été. Que fait-il en procédant ainsi ? Non seulement il profère une grotesque contrevérité, il oppose en grande partie le discours que tenait le PS avant les élections et ses actes une fois parvenus au pouvoir, témoignant ainsi malgré lui qu'au PS comme d'ailleurs au PCF la parole tenait lieu de combat politique avant les élections, mais qu'en fait d'actes il n'y en a jamais vraiment eu pour s'opposer à Sarkozy et son gouvernement, c'est en quelque sorte un aveu. Lisez ce passage et on se retrouve ensuite pour la dernière partie, on verra où le PCF voulait en venir.

- *«Tous au Front de gauche, indique le secrétaire fédéral PCF de Loire-Atlantique, Aymeric Seassau, qui avait pris quelques distances avec Jean-Luc Mélenchon sur le dossier Notre-Dame-des-Landes, nous nous accordons à dire que le gouvernement mène une très mauvaise politique et que la contradiction n'est pas de notre côté. Les engagements d'hier que nous combattions ensemble sont-ils devenus bons car la gauche socialiste est passée au pouvoir?»*

Ce genre de discours est destiné aux adhérents du Front de gauche qui ont un niveau théorique politique proche de zéro ou qui n'ont qu'une notion très approximative ou tout aussi nulle de la lutte des classes ou encore ignorent pratiquement tout du socialisme, donc il est possible de leur raconter n'importe quoi ou il est facile de les embobiner : le "camarade" Seassau a dit des choses très justes, en réalité il n'a fait qu'enfoncer des portes ouvertes pour mieux camoufler ses véritables intentions dont ils n'ont pas idée.

Écoutons ce qu'a dit le porte-parole du PCF, Patrice Bessac, qui nous servira de conclusion pour aujourd'hui.

- Porte-parole du PCF, Patrice Bessac veille à ne pas s'aliéner l'ensemble du PS et insiste sur la volonté de son parti de *«tourner vite la page de la critique pour être sur le terrain des propositions et de l'alternative positive»*. Une volonté qui pourrait se lire dans la résolution finale du congrès du PCF. lefigaro.fr 31.01

Voilà où Aymeric Seassau voulait en venir, ils sont malins au PCF, ils se partagent les tâches : l'un critique le PS en tenant en apparence un discours radical, et l'autre passe derrière pour rassurer le PS et la boucle est bouclée.

[PS. Enfumage ou comment la soi-disant gauche du PS manoeuvre pour faire passer l'accord patronal du 11 janvier.](#)

Comment concilier les intérêts collectifs fondamentaux des travailleurs du secteur privé avec ceux des patrons, non ce n'est pas une question, c'est ce à quoi la soi-disant gauche du PS prétend pouvoir parvenir, je vous laisse deviner au profit de qui. L'extrait de l'article qui suit se passe de commentaires tellement son contenu est facile à saisir.

- Comment donner de la marge de manoeuvre aux parlementaires sans casser la dynamique de dialogue avec les partenaires sociaux initiée par le tandem Hollande-Ayrault ? C'est l'équation que tentera de résoudre Jean-Marc Germain, ancien directeur de cabinet de Martine Aubry et futur rapporteur du texte, dans les semaines à venir. *"On marche sur des oeufs, tout est une question de doigté"*, admet le député des Hauts-de-Seine qui pilote la transposition de l'accord en texte juridique. Il faudra être *"dans la loyauté avec les signataires"* mais aussi rester *"à l'écoute des non-signataires"*, explique-t-il. Comment concilier les deux ? En entreprenant *"un travail de bénédictin dans la précision et dans la vérification de tous les risques, de toutes les insuffisances"*, préconise-t-il.

En revanche, du côté des députés de l'aile gauche du PS, la pilule a plus de mal à passer. Parce que l'accord est jugé *"clairement déséquilibré en faveur des propositions du Medef"* et que les avancées *"qui pourraient être intéressantes"*, comme la taxation des CDD ou encore le droit rechargeable au chômage, sont considérées comme *"insuffisantes"*. Mais aussi parce que le vote du pacte de compétitivité, le premier virage social-démocrate du quinquennat, leur reste en travers de la gorge. *"Les députés souhaitaient imposer un certain nombre de contreparties aux entreprises et ils ont été faiblement entendus"*, rappelle Emmanuel Maurel, chef de file de l'aile gauche du parti. Cette fois, *"le Parlement doit vraiment revoir la copie"*, affirme-t-

il, refusant que la négociation sociale prime sur la loi. "On compte amender ce texte pour le rééquilibrer en faveur des salariés", abonde sa camarade Marie-Noëlle Lienemann, qui mènera la fronde au Sénat.

"Et qu'on ne vienne pas me raconter que quand un accord est signé entre les partenaires sociaux, le Parlement doit l'accepter tel quel", s'emporte la sénatrice de Paris, estimant que les syndicats signataires (CFTC, CGC, CFDT) représentent une "minorité" de salariés. "Il n'y a jamais dans la social-démocratie des cadeaux faits aux entreprises sans contreparties. Ça, c'est social-libéral", lâche-t-elle. lepoint.fr 31.01

Plus d'un siècle auparavant, Engels avait raison de dire qu'à présent il faudrait abandonner la caractérisation social-démocrate au profit de communisme, car elle ne reflétait déjà plus l'évolution du mouvement ouvrier. Il dira dans la foulée que dorénavant il faudra construire des partis communistes qui deviendront les sections de la prochaine Internationale, il parlait de la IIe Internationale, dont chacun sait qu'elle fut social-démocrate et passa avec armes et bagages dans le camps de la réaction en 1914. Quant à la IIIe Internationale, qui se dénomma Internationale Communiste sous l'impulsion de Lénine, elle fut ensuite détruite par l'anticommuniste Staline.

Pour notre part, nous considérons qu'il n'y a aucun cadeau à faire au patronat, qui en tant qu'exploiteur se gave déjà sur notre dos. Manifestement nous ne représentons pas les mêmes intérêts de classe que Marie-Noëlle Lienemann.

En appeler aux institutions de la Ve République, à ses serviteurs zélés, c'est se vautrer dans le pire opportunisme qui soit, c'est soutenir le régime en place.

Autre question qui peut intéresser les militants. Faut-il utiliser les contradictions qui se font jour au sein du PS ? Certains s'empresseront de répondre positivement, en réalité c'est mal poser la question : comment peut-on utiliser les contradictions qui existent au sein du PS ? Je ne suis pas sûr que ce soit encore la bonne manière de la poser, car il semblerait que ces contradictions n'ont pas vraiment, elles ne sont qu'apparentes en réalité, et que pendant des décennies et des décennies ce fut une escroquerie politique de nous le faire croire, oui je sais une de plus, je n'y peux rien je ne fais que les relever au fur et à mesure de l'actualité.

Faudrait-il encore se demander sur quoi elles portent au juste et à quel moment elles se manifestent. Ainsi on s'apercevrait qu'au sein de ce parti les uns et les autres se partagent les rôles, entre ceux qui s'adressent directement au patronat et donc mettent en avant ses intérêts, et ceux qui s'adressent aux électeurs du PS qui au fur et à mesure que le PS une fois parvenu au pouvoir applique sa politique réactionnaire prennent leur distance avec ce parti ou lui tourne le dos, pour les ramener dans son giron en vue des prochaines élections ou pour assurer la stabilité du régime, ils jouent le rôle de rabatteurs pour les premiers cités, pour le régime quoi.

ACTUALITE EN TITRES

[Quelles bonnes intentions... sans lendemain bien sûr !](#)

- La finance est "sous-taxée" et doit payer sa part de la crise, selon le FMI - AFP

[Le comble de l'ignominie.](#)

- L'incroyable « marché » américain des mères porteuses - LeFigaro.fr

Chut !

[La Cour européenne de justice est également une secte, celle des nantis.](#)

- Condamnation de la France par trois sectes : "Quoiqu'elles fassent, la cour européenne donne raison aux sectes" - L'Express.fr

[Il a ri en faisant une grimace de dégoût](#)

- Hillary, le prénom le plus impopulaire de l'histoire américaine - Slate.fr

[Propagande et fausses infos.](#)

Qui dit qu'ils étaient chinois? Pékin a démenti.

- Des hackers chinois attaquent le "New York Times" - LePoint.fr

- Pékin réfute avoir hacké le «New York Times» - Liberation.fr

Le PKK a démenti.

- Les activistes kurdes du PKK quitteraient la Turquie d'ici mars - Reuters

- Le PKK dément son retrait prochain de Turquie - Reuters

Qui a le plus intérêt à travestir la réalité ?

- La Syrie accuse l'aviation israélienne d'avoir bombardé un bâtiment militaire - 20minutes.fr

- Israël ferme contre les transferts d'armes entre Syrie et Hezbollah - Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- FMI

FMI: pas d'accord sur un nouveau mode de calcul des quotes-parts

Aux termes d'une réforme lancée en 2010, le FMI avait jusqu'à fin janvier pour revoir le mode de calcul de ces quotes-parts, principalement indexées sur le produit intérieur brut des pays et l'"ouverture de leur économie", afin de faire une plus grande place aux pays émergents.

Tout accord définitif a été repoussé à l'année prochaine, au cours de laquelle une revue générale des quotes-parts doit avoir lieu.

De nombreux points restent en suspens. Les principaux pays émergents réclament notamment que la variable de l'"ouverture à l'économie" soit supprimée ou moins prise en compte.

Afin d'éviter une surchauffe, certains de ces pays ont restreint l'entrée de capitaux sur leur territoire ou limité la convertibilité de leur monnaie et sont ainsi pénalisés par cette variable alors même que leur puissance économique s'étend.

Déplorant le "*maigre*" résultat des négociations, le représentant du Brésil au FMI a fustigé "*la résistance au changement*" des pays européens, qui sont "*sur-représentés*" au sein du FMI et refuseraient de rééquilibrer l'institution au profit des puissances émergentes.

Selon Paulo Nogueira Batista la formule actuelle des quotes-parts produit de "*nombreuses anomalies*" qu'il faut corriger au plus vite "*pour mieux refléter la réalité de l'économie mondiale*".

"Le FMI est au bord de ce qu'on pourrait appeler un précipice de crédibilité", a-t-il estimé dans un communiqué transmis à l'AFP, précisant qu'il s'exprimait à titre personnel. AFP 31.01

2- Etats-Unis

2.1- Guantanamo

Un mystère a été levé jeudi sur la censure à Guantanamo, quand le juge militaire a ouvertement reconnu que le gouvernement américain avait brouillé des échanges qu'il jugeait sensibles et lui a catégoriquement interdit de le faire à l'avenir.

Le juge James Pohl a infligé un sévère camouflet au gouvernement dans la procédure contre les accusés des attentats du 11-Septembre qui encourent la peine de mort pour le meurtre de près de 3.000 personnes.

Dans la salle du tribunal ultra-sécurisé et high-tech expressément conçu pour ce procès historique, le juge a levé le mystère de "la lumière rouge" qui signale, comme un gyrophare, quand les débats sont censurés.

"Le public n'a pas un droit illimité d'accès aux informations classifiées. Cependant, la seule personne autorisée à fermer la salle du tribunal est le juge", a-t-il tranché.

A Guantanamo, les échanges sont diffusés avec un différé de 40 secondes dans la salle de presse et dans la galerie où se trouvent, derrière une épaisse paroi vitrée, les journalistes, les organisations des droits de l'homme et les familles des victimes.

Ce différé permet à un officier de sécurité du tribunal (CSO, court security officer), assis à côté du juge, de censurer les échanges susceptibles d'être classifiés. Il dispose pour cela d'un double interrupteur, que l'AFP a pu voir, sur lequel on peut lire "stop" et "go". Au dessus de lui, la "lumière rouge" est visible des spectateurs assis derrière la paroi vitrée.

Or le colonel Pohl a révélé jeudi que "l'autorité de classification" du gouvernement (OCA, original classification authority) disposait également d'un interrupteur, à l'extérieur de la salle du tribunal.

Au dernier jour de cette audience préliminaire à Guantanamo, le juge Pohl a ordonné que "le gouvernement déconnecte le circuit externe (des débats) ou sa capacité de suspendre la diffusion" des échanges.

Lundi, une portion des débats a été censurée lorsqu'a été mentionné le sujet sensible des prisons secrètes de la CIA où les cinq accusés ont été détenus et subi des interrogatoires musclés. Le juge s'était montré étonné et furieux que l'interrupteur ait été actionné sans qu'il soit au courant.

La procureure, en charge des questions de classification au ministère de la Justice, Joanna Baltes avait expliqué qu'OCA avait la possibilité de contrôler le circuit de diffusion. Il apparaît ainsi qu'OCA a coupé le fil dans la mesure où c'est la CIA qui gérait les prisons secrètes où les accusés ont été soumis à un programme d'interrogatoires renforcés, dont certains sont assimilés à de la torture.

"Le juge et seulement le juge décide" dans ce tribunal, a encore lancé le juge Pohl.

Peu avant, la défense avait déposé une requête d'urgence pour suspendre la procédure tant que la question de la protection des communications confidentielles entre les clients et leurs avocats n'aura pas été tranchée.

David Nevin, l'avocat de Khaled Cheikh Mohammed, le cerveau autoproclamé des attentats, affirme que toutes ses conversations avec son client, y compris lors de ses visites ou bien en aparté dans la salle du tribunal, sont enregistrées.

Sur les tables de la défense et de l'accusation, une pancarte "rappelle qu'il faut éteindre les microphones pendant des conversations en aparté". Mais James Connell, l'avocat du Pakistanais Ali Abd al-Aziz Ali, avait déclaré à la presse que même ces conversations étaient enregistrées.

Juste avant que les débats soient ajournés jusqu'au 11 février, James Pohl a aussi ordonné que le juge Bruce MacDonald, l'autorité suprême des tribunaux militaires, témoigne en février, signant un autre revers pour le gouvernement qui s'y opposait.
AFP 31.01

2.2- Comment le FBI manipule éléments désœuvrés de la société pour en faire des terroristes.

Un jeune Américain d'origine somalienne jugé devant un tribunal de Portland (Etats-Unis) pour avoir tenté en 2010 de faire exploser un véhicule lors d'une cérémonie de Noël, avec une bombe fournie par le FBI, saura sous peu s'il est condamné à la prison à vie pour avoir utilisé une arme susceptible de tuer de nombreuses personnes.

Le jury s'est retiré mercredi pour délibérer, après presque trois semaines de procès.

Le sort du jeune homme dépend de la réponse que le jury donnera à cette question: Mohamed Osman Mohamud, 19 ans à l'époque des faits, 21 aujourd'hui, était-il prédisposé à la violence lorsque des agents du FBI se faisant passer pour des terroristes lui ont offert leur aide pour fomenter un attentat?

Les avocats de l'accusé ont fait valoir pendant le procès qu'il avait été piégé par le FBI: les agents lui avaient fourni de faux explosifs qu'il avait tenté d'utiliser pour tenter de faire sauter une camionnette garée près d'une fête de Noël le 26 novembre 2010 à Portland.

Mais pour l'accusation, le jeune homme a participé activement au complot qui pourrait avoir tué des milliers de personnes si la bombe avait été une vraie.

Il encourt la prison à vie s'il est reconnu coupable d'avoir utilisé une "*arme de destruction massive*".

Pour la défense, les agents du FBI ont fait subir un lavage de cerveau à un adolescent désorienté, lui donnant des instructions précises sur la manière d'organiser un attentat qu'il n'aurait pas pu préparer lui-même.

Il n'était pas un terroriste, il vivait seulement une "*adolescence difficile*", a argué un de ses avocats, Stephen Sady. "*Il ne représente pas une menace*", a-t-il assuré lors des plaidoiries de la défense mercredi, cité par la télévision locale KATU. "*En Amérique, le gouvernement ne peut pas créer un crime*", a-t-il ajouté.

En début de procès, un agent du FBI, qui a témoigné grimé, a assuré que l'accusé était enclin à la violence depuis le départ, parlant d'une "*guerre*" contre les Etats-Unis.

Selon lui, sans aller jusqu'à vouloir devenir "*un martyr*", le jeune homme considérait que la "*violence*" pourrait faire de lui "*un bon musulman*", bien plus que prier cinq fois par jour ou récolter des fonds pour des groupes militants, a expliqué l'agent qui s'était présenté à lui en tant que recruteur d'Al-Qaïda, sous le prénom de Youssef.

L'agent a expliqué qu'il tentait simplement de savoir s'il était réellement capable de passer à l'acte à partir de sa rhétorique de violence.

Selon la loi américaine, il est illégal de piéger quelqu'un en l'incitant à commettre un crime. AFP 31.01

C'est donc ces agents du FBI ou plutôt leur responsable hiérarchique qui devrait être en prison et condamné.

3- Syrie - Provocation et agression israélienne.

La Syrie a menacé jeudi de riposter à un raid aérien israélien présumé contre un centre de recherche militaire près de Damas, les Etats-Unis mettant au même moment en garde le pouvoir syrien contre tout transfert d'armes au Hezbollah libanais.

Le patron de l'ONU Ban Ki-moon s'est dit "*sérieusement inquiet*" des informations sur un raid israélien en Syrie tout en précisant ne pas être en mesure de les vérifier, et la Russie, soutien du régime syrien auquel elle vend des armes, a dit qu'elle le condamnerait si "*l'information était avérée*".

Au lendemain du raid supposé israélien, qui serait le premier en Syrie depuis 2007 et a fortiori le premier depuis le début en mars 2011 d'une révolte populaire devenue conflit armé, les autorités à Damas ont rappelé leur "*droit à défendre (leur) souveraineté*".

Israël a officiellement gardé le silence sur ce raid.

L'armée syrienne a affirmé qu'il avait partiellement détruit le centre militaire faisant deux morts.

Pour l'ambassadeur de Syrie à Beyrouth, Ali Abdel Karim Ali, la Syrie se réserve le droit de répondre "*par surprise*" à cette "*agression sioniste*" condamnée par les deux alliés indéfectibles de Damas, le Hezbollah et l'Iran.

Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir Abdollahian a d'ailleurs mis en garde contre les "*graves conséquences pour Tel-Aviv*" après le raid, sans autre précision.

La Ligue arabe a condamné "*une violation flagrante de la souveraineté d'un Etat arabe*". AFP 31.01

4- Israël - L'Etat sioniste accusé de "*crimes de guerre*" dans un rapport de l'ONU.

Un rapport d'experts commandé par le Conseil des droits de l'homme de l'Onu (CDH) a appelé jeudi Israël à cesser d'installer de nouvelles implantations et à évacuer tous les colons de Cisjordanie.

Ce rapport, rédigé par trois experts présidés par la juge française Christine Chanet, estime en outre que semblables agissements de la part de l'Etat hébreu peuvent être passibles de la Cour pénale internationale (CPI) au titre de crimes de guerre.

Ses auteurs écrivent que les entreprises privées devraient cesser d'opérer dans ces implantations si leurs opérations bafouent les droits des Palestiniens. Ils invitent les Etats membres de l'Onu à faire en sorte que ces sociétés respectent ces libertés fondamentales.

"Israël doit cesser ses activités de colonisation et remédier de manière adéquate, prompte et rapide, à la situation des victimes de violations des droits de l'homme", a déclaré la magistrate française lors d'une conférence de presse.

"Israël doit, conformément à l'article 49 de la quatrième Convention de Genève, cesser sans préalable toute activité de peuplement. Il doit immédiatement entamer un processus de retrait de tous les colons des Territoires palestiniens occupés (TPO)", a-t-elle ajouté.

Les implantations sont établies en violation de la Convention de 1949 interdisant le transfert de populations civiles en territoire occupé, ce qui pourrait être assimilé à des crimes de guerre tombant sous la juridiction de la CPI, indique le Conseil des droits de l'homme.

"Transférer sa propre population sur un territoire occupé est interdit parce que c'est un obstacle à l'exercice du droit à l'autodétermination", a expliqué Christine Chanet.

En décembre, après la reconnaissance de facto d'un Etat palestinien par les Nations unies, l'Autorité palestinienne a adressé une lettre à l'Onu dans laquelle elle accusait Israël de commettre de nouveaux "crimes de guerre" en prévoyant la construction d'autres colonies, notamment à Jérusalem-Est.

Taxant le CDH de partialité, Israël a refusé de coopérer à l'enquête menée depuis mars 2012 par cette instance dont le siège est à Genève et qui vise à examiner l'impact des colonies dans les territoires palestiniens, y compris à Jérusalem-Est.

L'Etat hébreu, par la voix du ministère des Affaires étrangères, s'est empressé jeudi de qualifier le rapport d'experts de "contre-productif" et "regrettable".

"Le CDH s'est tristement rendu célèbre par une approche systématiquement partielle et biaisée envers Israël. Ce dernier rapport en date en est un nouvel exemple", a déclaré Yigal Palmor, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Pour ce dernier, *"la seule manière de régler toutes les questions en suspens entre Israël et les Palestiniens, dont celle des implantations dans les territoires, est d'ouvrir des négociations directes sans conditions".*

"C'est incroyable. Nous sommes extrêmement encouragés par cette analyse franche et fondée sur des principes des violations israéliennes", a confié à Reuters Hanan Achraoui, l'une des responsables de l'OLP. "(...) Ce rapport dit clairement non seulement qu'Israël bafoue la quatrième convention de Genève, mais aussi qu'il est passible (...) de la CPI".

Les trois enquêteurs du CDH ont interrogé en novembre en Jordanie une cinquantaine de personnes venues témoigner de confiscations de terres, de destructions de champs d'oliviers et d'actes de violence commis par des colons, d'après le rapport.

"La mission croit que le mobile derrière ces violences et ces actes d'intimidation visant les Palestiniens et leurs biens est de chasser les populations locales de leurs terres et de permettre une expansion des implantations", écrivent les rapporteurs.

Ces implantations, ajoutent-ils, *"conduisent à une annexion rampante qui empêche l'établissement d'un Etat palestinien viable et continu au plan territorial et qui porte atteinte aux droits du peuple palestinien à l'autodétermination".*

D'après des estimations des Nations unies, environ 250 colonies de peuplement ont été installées en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, depuis la guerre de 1967, avec une population de quelque 520.000 colons.

Priée de dire si les violations mentionnées tombaient sous le coup de la juridiction de La Haye, la magistrate française a été formelle. *"Ces crimes sont du ressort de l'article 8 des statuts de la CPI. L'article 8 se trouve dans le chapitre ayant trait aux crimes de guerre. C'est la réponse", a-t-elle dit. Reuters 31.01*

SOCIAL

1- France

Pour la première fois depuis son élection, François Hollande a été confronté jeudi à un mouvement de grève des fonctionnaires, une part importante de son électorat, mais le mouvement a été peu suivi, selon le gouvernement.

Les quelque 5,2 millions de fonctionnaires français étaient appelés à cesser le travail et à manifester par trois syndicats, CGT, FSU

et Solidaires, mais le taux de participation moyen était de 6,62%, indique le ministère de la Fonction publique.

Les taux de participation à la grève étaient de 6,62 % dans la fonction publique de l'Etat, de 7,59 % dans la fonction publique hospitalière et de 4,27% dans la fonction publique territoriale, précise-t-il dans un communiqué.

Dans l'Education, 11,24% des enseignants ont fait grève, dont 16,32% dans le premier degré et 6,90% dans le second degré, selon le ministère.

D'après le Syndicat national des enseignements du second degré (Snes) environ 25% des personnels du second degré étaient en grève.

Selon les syndicats, plus de 150.000 personnes sont descendues dans les rues de Paris et de nombreuses villes pour "*dire leurs légitimes exigences et leur fort mécontentement*". Mais la mobilisation était très inégale selon les régions.

Les organisations syndicales demandent une revalorisation du point d'indice qui sert de référence pour le calcul des salaires dans la fonction publique et qui est gelé depuis 2010.

Ils réclament en outre un moratoire sur les suppressions de postes et l'abrogation du jour de carence sur les arrêts maladie.

Une réunion sur les carrières et les salaires est prévue le 7 février avec la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, mais cette dernière a d'ores et déjà écarté une hausse globale des salaires dans la fonction publique.

La masse salariale de l'Etat devrait représenter 80,6 milliards d'euros en 2013.

Le gouvernement, qui s'est assigné pour objectif une réduction des déficits publics à 3% du produit intérieur brut (PIB) en 2013, fait valoir ses "*contraintes budgétaires*".

"Les fonctionnaires le savent : nous sommes sur le même bateau. Si l'action publique devait être abîmée par des déficits trop importants, si nous perdions une part de souveraineté, les fonctionnaires seraient touchés également", souligne Marylise Lebranchu jeudi dans Le Télégramme de Brest.

Une revalorisation de 1% du point d'indice "*revient à 700 millions*" d'euros pour l'Etat, rappelle la ministre.

"Il n'y a pas de marge de manœuvre en termes de créations de postes puisque nous portons les priorités du président de la République à l'Éducation nationale, la police et la justice", explique-t-elle.

Pour Thierry Le Paon, appelé à succéder en mars à Bernard Thibault à la tête de la CGT, c'est loin d'être le cas.

"Il y a un changement de gouvernement", mais "*pour l'instant pas grand'chose*" n'a changé "*pour les salariés*", a-t-il estimé sur RTL.

"C'est ce qui nécessite une mobilisation sans précédent des salariés pour que les questions ayant trait aux salaires, à l'emploi et au pouvoir d'achat puissent être sur le devant de la scène", a-t-il poursuivi.

"Je pense que la pression exercée sur ce gouvernement aujourd'hui, comme sur la patronat dans beaucoup d'entreprises, va permettre d'ouvrir de véritables négociations", a-t-il dit, n'abandonnant pas l'espoir d'une hausse du point d'indice.

"Vingt pour cent des agents de la fonction publique sont au smic, donc il y a une vraie question des salaires. En moyenne, les salaires de la fonction publique, c'est 2.200 à 2.700 euros pour des qualifications qui sont parfois assez élevées", a expliqué Bernadette Groison, secrétaire générale de la Fédération syndicale unitaire (FSU) sur iTÉLÉ.

Elle a précisé que 20% des agents étaient des précaires. Reuters 31.01

Chacun sait ce qu'il en est des soi-disant négociations qui sont l'antithèse de la lutte de classe.

2- Grèce

Des employés des transports publics et du secteur de la santé se sont mis en grève jeudi en Grèce pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement, qui exclut de reculer malgré la récente multiplication des mouvements sociaux.

Les transports étaient fortement perturbés jeudi à Athènes en raison des arrêts de travail des chauffeurs de bus et de tramway et des employés des chemins de fer. Navires et ferries sont restés à quai en raison du lancement d'une grève de 48 heures des marins.

Les hôpitaux n'ont assuré que des services d'urgence.

Des centaines de médecins et de membres du personnel médical se sont rassemblés dans le centre d'Athènes pour dénoncer de "*dangereuses*" mesures d'austérité privant, selon eux, le système de santé des moyens financiers et humains de fonctionner.

Ils ont ensuite manifesté en direction du parlement en scandant "*Nous ferons grève jusqu'à la victoire*". Ils ont aussi brandi des banderoles hostiles à la troïka des bailleurs de fonds internationaux, l'UE, la Banque centrale européenne (BCE) et le FMI.

Premier syndicat de la fonction publique, Adedy a appelé à des arrêts de travail en geste de solidarité à l'égard des grévistes.

"*Nous allons continuer à nous battre*", a dit Costas Tsirikas, chef de file d'Adedy. "*Nous exigeons que les poids lourds européens modifient leur politique sans issue.*"

Le Premier ministre, Antonis Samaras, se montre ferme face aux mouvements sociaux afin de prouver aux bailleurs de fonds internationaux et à son opinion publique sa détermination à mettre en oeuvre des réformes impopulaires pour tenter de redresser les comptes publics de la Grèce.

Le secteur privé sera à son tour en grève le 20 février, a annoncé jeudi le syndicat GSEE. Adedy pourrait se joindre au mouvement.

Ces deux syndicats, qui représentent 2,5 millions de travailleurs, sont à l'origine de plusieurs mouvements de grève depuis le début de la crise fin 2009.

Environ un millier de sympathisants du mouvement communiste Pame se sont par ailleurs rassemblés jeudi devant le palais de justice d'Athènes pour exprimer leur soutien aux militants arrêtés après leur intrusion de force dans les locaux du ministère du Travail. Reuters 31.01

Vous avez le début de la causerie en tête, bravo, maintenant vous comparez la participation des fonctionnaires en France à la journée de grève d'hier avec celle des fonctionnaires en Grèce, et vous aurez compris ce que le POI (notamment) veut à tout prix éviter au gouvernement Hollande-Ayrault. Fastoche à comprendre, non ?

SOCIÉTÉ

Chine - Irrésistible le capitalisme.

Les pics de forte pollution atmosphérique ces derniers jours à Pékin ont provoqué un afflux dans les hôpitaux de patients en détresse respiratoire, selon la presse officielle qui réclame jeudi plus d'ouverture des autorités sur ce sujet d'inquiétude croissante de la population.

L'approche des congés annuels du nouvel an chinois génère par ailleurs un débat sur l'opportunité d'interdire les traditionnels feux d'artifice, qui contribuent à obscurcir le ciel de milliards de particules supplémentaires.

Le nombre de cas de personnes souffrant de problèmes pulmonaires ou de difficultés respiratoires a enregistré une hausse de 20% dans la capitale chinoise, selon une enquête du journal Pékin-matin.

Les problèmes respiratoires concernaient 50% des admissions au service des urgences d'un grand hôpital pour enfants, a précisé le quotidien.

Les 20 millions de Pékinois ont étouffé ces derniers jours sous un épais brouillard de particules nocives, après avoir connu à plusieurs reprises en janvier des pics de pollution atmosphérique d'une densité inédite.

L'ambassade des Etats-Unis, qui calcule et publie son propre indice de qualité de l'air, jugeait ainsi que la pollution était jeudi d'un niveau "*très mauvais pour la santé*", contre "*dangereux*" la veille.

Les autorités municipales estimaient elles que la capitale était "*légèrement pollué*". Les Pékinois se méfient toutefois des données gouvernementales et le site de l'ambassade américaine est devenu largement plus populaire que celui des autorités.

Et les médias officiels eux-mêmes ont exigé des autorités davantage de transparence. Le China Daily a ainsi pressé les autorités de fournir des "données crédibles", faute de quoi "la promesse du gouvernement de s'attaquer au problème pourrait rester lettre morte".

Mercredi, les autorités ont recommandé aux personnes âgées, aux enfants et aux personnes de santé fragile de rester chez eux ou de porter un masque anti-pollution s'ils devaient sortir.

A la télévision officielle, le Dr Zhong Nanshan, président de l'Association médicale chinoise, qui avait révélé l'épidémie du SARS en 2002, a déclaré que "la pollution de l'air est plus dangereuse que le SARS et affecte le coeur et les vaisseaux sanguins".

Une centaine d'usines de la capitale ont reçu l'ordre de suspendre leur production, et des dizaines de vols ont été retardés ou annulés pour cause de faible visibilité.

Mais les experts jugent que la solution du problème passe par des mesures beaucoup plus radicales.

Et les policiers en charge de la circulation ont demandé pour leur part à ajouter à l'uniforme le masque anti-pollution, a rapporté le China Daily.

Selon le quotidien Global Times, les autorités n'auraient pour l'instant pas décidé d'interdire les fusées et les pétards que les Pékinois font, comme tous les Chinois, détonner pour éloigner les mauvais esprits et fêter le nouvel an lunaire, qui tombe cette année le 10 février.

La pollution atmosphérique à Pékin est principalement causée par la combustion du charbon pour les industries et les centrales thermiques de la région, ainsi que par la circulation automobile en constante progression. AFP 31.01

[Haut de page ↗](#)

Le 2 février

CAUSERIE

Pas vraiment de bonnes nouvelles aujourd'hui, elles sont rares.

Certes, mais en lisant entre les lignes ou en tenant compte de l'actualité mondiale on trouve de quoi se remonter le moral, si, si, je ne plaisante pas, je ne suis pas du genre à vous enfumer ni même à vous épargner comme vous avez dû le remarquer, je ne m'appelle pas Gluckstein et je n'ai rien à vous vendre, surtout pas du vent.

Voyez comme ils sont dans la merde en Egypte, et en Grèce ils craignent une explosion sociale incontrôlable à tout moment, pareil en Espagne ou le gouvernement est obligé de faire quelques concessions, aux chômeurs en fin de droits, aux régions endettées jusqu'au cou, etc., aux Etats-Unis ils soufflent le chaud et le froid sur la Syrie et la Palestine, le Brésil se rebiffe contre le FMI, etc.

Bon week-end à tous.

[Inde. Business sordide : "Utérus à louer". Le marché de la misère le plus immonde.](#)

Le vieux monde a décidément dépassé le stade de l'ignominie, et dire qu'il y en a dans nos rangs pour soutenir cette pratique infâme, à croire que l'idéologie de la classe dominante a profondément pénétré le mouvement ouvrier jusqu'à lui faire adopter sa morale et ses principes abjectes qui reflètent le stade de décomposition auquel est parvenu le capitalisme.

- L'appel à des mères porteuses de la part d'étrangers est devenu un véritable business en Inde. - lepoint.fr 01.02

Depuis sa légalisation en 2002, l'appel à des mères porteuses rémunérées s'est banalisé en Inde. Les enjeux éthiques de la gestation pour autrui (GPA) ont fait peu de bruit, au profit de l'approche pragmatique des cliniques spécialisées.

"Les dizaines de cliniques de fertilité que j'ai visitées proposent la GPA à tous les demandeurs, qu'ils soient célibataires, homosexuels ou hétérosexuels", note Stéphanie Lebrun, auteur de deux films documentaires sur le sujet.

La croissance du marché procréatif s'est inscrite dans une économie où l'Inde encourage le tourisme médical, avec des spécialités telles que les interventions dentaires, les remplacements de la hanche ou la chirurgie esthétique. Dans ce contexte, de plus en plus d'étrangers ont sollicité des mères porteuses indiennes. Certaines régions, dont celle d'Ahmedabad-Anand dans le Gujarat, se sont spécialisées dans ces services. Les experts et médecins estiment que de 25 000 à 30 000 étrangers font appel chaque année à des mères porteuses. *"Plus de 500 bébés occidentaux, dont 35 en novembre, sont nés de mères porteuses dans mon centre"*, explique le docteur Shivani Sachdev du Surrogacy Center India (SCI) à Delhi.

Pour les demandeurs américains, il s'agit souvent de bénéficier de formalités et de coûts plus abordables. Les Indiennes louent leur corps entre 1 300 euros et 7 000 euros, et la facture totale payée par les étrangers se situe entre 10 000 euros et 25 000 euros. Car toute une chaîne commerciale s'est mise en place, avec un millier de cliniques spécialisées, des agents recruteurs, des avocats, des hôtels.

Certaines organisations critiquent cependant le principe d'un *"utérus à louer"* et s'offusquent de l'exploitation possible d'Indiennes défavorisées. À Delhi, le Centre de la recherche sociale a produit en mars une étude menée au Gujarat, intitulée *"Mère porteuse : éthique ou commerciale"*. Elle montre que ces mères se retrouvent isolées de leurs familles et parfois non indemnisées si le nouveau-né présente des *"défauts"*. À l'occasion, les tribunaux indiens doivent dénouer de véritables imbroglios. Mais des initiatives tentent de remédier aux dérives.

Les enjeux émotionnels de la situation sont tels qu'ils inspirent aussi les écrivains indiens. Dans son dernier roman, *Origins of Love*, Kishwar Desai dépeint à la fois les histoires complexes d'Indiennes devenues mères porteuses, et la souffrance d'Occidentaux aspirant à avoir un enfant. lepoint.fr 01.02

La souffrance de ne pas pouvoir procréer serait une préoccupation supérieure à celle de la faim, de la misère et de la guerre, monsieur Desai votre populisme nous donne envie de vomir.

Notez que le gouvernement indien encourage ce genre de commerces du ventre en délivrant un visa de complaisance appelé *"visa médical"*, à défaut de lutter contre la pauvreté qui concerne des centaines de millions d'Indiens.

Commentaire d'internaute.

- *"Si en Inde cette pratique existe malheureusement c'est par manque d'argent... Luttons pour que chaque être humain puisse manger à sa faim et que ces dérives ignobles, égoïstes, irrespectueuses du droit de l'enfant disparaissent à jamais. Ce monde devient fou, STOP."*

- *"Le père, un fantôme réduit à quelques gouttes de sperme, des lesbiennes qui, en Espagne, militent pour le droit à choisir le sexe de leur futur enfant (les embryons du sexe qu'elles refusent sont carrément jetés à la poubelle !), etc."*

Tout ça est horrible, inacceptable, odieux."

- *"... Ce sont les pauvres et les enfants qui trinquent. Cette industrialisation de la procréation est tout simplement monstrueuse. Et ils osent appelé ça le progrès social."*

On est déjà plus d'1,2 milliard en Inde, il y a des centaines de milliers d'orphelins dans ce pays, sans parler des millions qui existent à travers le monde, alors qu'est-ce qu'ils ont à vouloir adopter cette pratique mercantile scandaleuse, pour que leur création leur ressemble, ce ne sera pas vraiment un cadeau pour l'humanité !

Avez-vous constatez qu'absolument personne ne parle des gosses orphelins ? Rien à foutre, dans cet article de merde l'auteur mettait évidemment l'accent sur le droit des couples homosexuels de recourir à cette pratique épouvantable, je n'ai pas trouvé opportun de reproduire ces passages, inutile de vous dire que les médecins indiens ont affirmé qu'ils étaient prêts à satisfaire toutes les demandes sans restriction, seul le fric compte pour eux, rares sont ceux qui se sont élevés contre cette pratique dégueulasse qui aura d'autres répercussions. Par exemple, les Indiens qui étaient stériles recourront à cette pratique au lieu éventuellement d'adopter un orphelin. Ces gosses en souffrances dans les orphelinats pourront être *"adoptés"* par des familles aisées qui les emploieront comme esclaves avant de les abandonner. Car parmi les membres de la classe moyenne, après l'augmentation des salaires du personnel de service qui a été multiplié par 5 ou 8 au cours des deux dernières décennies dans les grandes villes, certains n'ont plus un revenu suffisant pour se payer une servante ou refuse de déboursier entre 5 et 8.000 roupies par mois, c'est le tarif en vigueur à Pondichéry, un petit esclave remplira le même office pour presque rien, la bonne affaire quoi, cela existait déjà, gageons que cette pratique va s'amplifier.

Mon épouse indienne est stérile et avec ses deux valves cardiaques en cas d'accouchement le coeur n'aurait pas tenu, donc c'est très bien ainsi. Compte tenu de sa situation et ne sachant pas combien d'années il lui restait à vivre, tout autant que ma propre situation, c'est-à-dire mon âge et le fait que je n'ai ni salaire ni retraite, nous nous sommes refusés à adopter un enfant

après en avoir discuté ensemble, nous avons pris nos responsabilités.

Démagogie à outrance.

- Ecole "*maternelle*", un mot sexiste ? - Le Nouvel Observateur

- La députée PS de Paris Sandrine Mazetier a expliqué vendredi 1er février sur RTL avoir saisi le gouvernement pour faire débaptiser l'école maternelle qui renvoie trop, selon elle, à l'image de la seule mère. "*C'est une école, pas un lieu de soin, de maternage, c'est un lieu d'apprentissage*", a-t-elle plaidé. "*Changer le nom en 'petite école' ou 'première école', c'est neutraliser d'une certaine manière la charge affective maternante du mot maternelle*". Le Nouvel Observateur 01.02

Le plus souvent les enseignants en maternelle sont des femmes, généralement c'est aussi les mères qui déposent leurs enfants à la maternelle, pour les gosses ces enseignantes font aussi office de mère quand la leur est absente, cette ignarde doit l'ignorer ou elle s'en fout au nom de la pensée unique...

Cette ignoble bonne femme ignore également que les enfants en bas âge ont un lien privilégié avec leur mère pour avoir vécu 9 mois dans son ventre et avoir été allaités ou nourris par elle les mois et parfois les années qui ont suivi.

Décidément les élus du PS nous répugnent au plus haut plus.

Commentaire d'un internaute

- "*Non mais, ils vont nous emmerder longtemps, avec leurs délires ?*

Déjà qu'ils nous ont fait retirer le terme mademoiselle des documents officiels, ils vont s'attaquer au nom de l'école maternelle, maintenant ?

Jusqu'à temps qu'on les chasse du pouvoir ! Vous pouvez tirez la chasse en attendant car ils empestent !

La situation en Grèce en quelques chiffres.

- En Grèce, 2013 sera la sixième année de «Grande Dépression». Depuis 2008, le pays a perdu plus d'un quart de son PIB.

- La production nationale s'est effondrée, jusqu'à retrouver les niveaux qui prévalaient dans les années 1990.

- Dans le secteur privé, les salaires ont diminué de plus de 30% depuis 2010 – c'est 22% pour le salaire minimum mensuel et 32% pour les salaires des moins de 25 ans.

- Le taux de chômage devrait dépasser les 26% en 2014, selon la Banque de Grèce, voire les 31%, selon l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale, un centre de recherche allemand.

- Plus de 60% des chômeurs grecs sont sans travail depuis plus d'un an. Le chômage des jeunes pointe à 55%.

- La part de ménages grecs risquant de basculer dans la pauvreté est passée à 21,4% en 2011

- Selon l'agence nationale de la statistique, Elstat, plus de la moitié des Grecs avaient des difficultés à payer leurs factures en 2011 et 63% disaient avoir «des difficultés» ou «de grandes difficultés» à joindre les deux bouts.

- Depuis le début de la crise, le taux de suicide en Grèce a quasi doublé, passant de 3 à presque 5 suicides pour 100.000 habitants.

- En 2012, selon les estimations de la Commission européenne, l'économie souterraine représentait 24% du PIB et engendrait une perte de revenus annuelle de 10 milliards d'euros.

- Le think-tank américain Global Financial Integrity évalue, lui, à 120 milliards d'euros la perte causée par des activités illicites comme la corruption et l'évasion fiscale durant la décennie 2000.

- En 2010, dernière année pour laquelle on a des chiffres, seulement 83 citoyens grecs ont déclaré un revenu annuel de plus de 800.000 euros, sur près de 7 millions de contribuables.

- Selon les derniers chiffres, 85% des quelque 30.000 Grecs qui étudiaient à l'étranger en 2010 n'avaient nullement l'intention de rentrer.

- Seulement 14,4% de la population a moins de 14 ans (le pays est 218e sur 226).

Et l'auteur de cet article sur le portail Slate.fr paru hier de préciser :

- Pour couronner le tout, les immigrants retournent dans leurs pays d'origine. Des contribuables de moins en moins nombreux et disposant de revenus de plus en plus faibles devront donc porter à bout de bras une économie qui ne génère déjà plus suffisamment de richesses pour se soutenir elle-même.

Même si le gouvernement dit le contraire, la situation va probablement d'abord continuer à se détériorer avant de s'arranger. Le pessimisme va gagner du terrain et la confiance en un système politique considéré comme corrompu et incompétent va reculer encore. La reprise économique sera longue et se fera attendre, et les Grecs se sentiront de plus en plus étouffés par la pression fiscale à mesure que le programme d'ajustements de l'économie sera appliqué. Slate.fr 01.02

ACTUALITE DU JOUR

Hollande, le PS ou les maîtres de la duplicité qui est une "**fausseté odieuse**".

Parole d'internaute.

1- "*Concernant les nominations politiques, c'est la même chose sous tous les gouvernements*". Exact. La différence ici est que Hollande a prêché la vertu durant sa campagne électorale et a dit que, lui président, ce serait totalement différent. On en rit encore!"

2- "*Voilà la nouvelle République irréprochable des amis, des copains et des coquins du ban et de l'arrière ban des amis socialistes. Il fait exactement en bien pire tout ce qu'il reprochait publiquement à son prédécesseur. Prouvant ainsi de façon irrémédiable son double langage et sa duplicité sans nulle pareille !!!! Au moins maintenant on est persuadé qu'il fera bien pire que l'ancien locataire de l'Élysée et qu'il finira son mandat sous les huées et les lazzis du peuple qui lui a parfaitement compris le personnage tournant sa veste sans répit, toujours dans les promesses flatteuses et les discours de campagne électorale permanente!!!!*"

Duplicité : Caractère de ce qui est double. Caractère d'une personne qui a deux attitudes, joue deux rôles, feint des sentiments autres que ceux qu'elle a dans le cœur. (Le Grand Robert)

Ou encore : Duplicité renchérit sur fausseté : la duplicité est une fausseté odieuse, par laquelle un homme se met sciemment en opposition avec lui-même, avec ce qu'il a dit ou fait, avec ce qu'il fait ou éprouve. Lafaye, Dict. des synonymes, Suppl., p. 148. (Le Grand Robert)

Nous cela ne nous fait pas rire du tout, surtout quand on pense que c'est ce double langage qui a servi à justifier le front unique en direction du PS et la collusion de l'avant-garde du mouvement ouvrier avec ce parti pourri pendant plus de 70 ans, à l'époque SFIO, et qui en grande partie est responsable de l'absence du parti révolutionnaire, de la situation actuelle quasi inextricable ou sans issue de ce fait.

A croire que c'était l'objectif poursuivi par ses dirigeants ou le produit de leur incurie politique devenu légendaire.

Le gouvernement des patrons se prononce ouvertement pour la mise en oeuvre de l'accord du 11 janvier chez Renault.

- Les efforts demandés par la direction de Renault aux salariés dans le cadre des négociations sur l'amélioration de la compétitivité des usines françaises du constructeur automobile sont jugés modérés par Arnaud Montebourg, qui invite ainsi implicitement les syndicats à signer un accord.

«*Je préfère des efforts, modérés certes plutôt que des faillites, des fermetures et des pertes de substance industrielle*», souligne le ministre du Redressement productif dans un entretien publié vendredi dans le quotidien régional La Voix du Nord. Renault s'est engagé à pérenniser ses sites français et à leur allouer des volumes de production supplémentaires en échange de concessions des salariés sur la mobilité, le temps de travail et les salaires.

«*J'invite les partenaires sociaux à s'emparer de toutes les possibilités de cet accord pour négocier des contreparties sérieuses, des éléments de protection supplémentaires, par rapport aux efforts demandés*», ajoute le ministre. Il souligne toutefois que Renault doit impérativement réinvestir en France et que l'Etat sera sur ce point «*inflexible*». lefigaro 01.02

Avec tous les cadeaux que le gouvernement fait aux actionnaires sur le dos et au détriment des travailleurs évidemment, auxquels ils osent demander de faire des efforts.

Arnaud Montebourg a pris jeudi en exemple la Suède, qui a mis au point un modèle permettant aux industriels de "*recalculer leurs prix de production en fonction de l'évolution permanente*" de facteurs comme les prix de l'énergie, le prix du foncier, le prix du travail et le prix du capital, pour les amener à reconsidérer leurs décisions de localisation.

"*Vous mesurez à quel point le pacte de compétitivité, les cinq mesures de stabilité fiscale (du gouvernement), l'amplification du crédit impôt recherche (...), l'ensemble de cette politique, ajoutée à l'accord du 11 janvier entre les partenaires sociaux (NDLR sur la réforme du marché du travail), est de nature à permettre aux producteurs de faire bouger leurs calculs en matière de facteur de production et de localisation territoriale*", a dit le ministre. Reuters 31.01

Montebourg confirme ici que le gouvernement en concertation avec le patronat dont il représente les intérêt a bien lancé une offensive généralisée contre la classe ouvrière.

Rappelons que cet accord a pour objectif de permettre aux actionnaires de Renault de réaliser 500 millions d'euros d'économie, tandis qu'ils ont empoché quelque 10 milliards d'euros au titre de leurs dividendes au cours de la décennie écoulée.

Les travailleurs de Renault sont en droit de refuser de faire le sacrifice d'un euro supplémentaire. Et c'est aux syndicats de reprendre cette exigence et d'appeler dans l'unité à la grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait de ce projet d'accord. Toute autre position sera une trahison.

A bas le gouvernement social-libéral Hollande-Ayrault-Sapin-Montebourg des patrons ! Organisons-nous dans la perspective d'un gouvernement véritablement au service des travailleurs et rompant avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, pour une République sociale.

- Par contre on apprend que : Le ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon serait prêt à faire un geste financier en faveur des professeurs des écoles, sous la forme d'une indemnité annuelle, d'après le journal Les Echos. Elle serait dans un premier temps de 400 euros annuels, écrit le quotidien sur son site internet. AFP 01.02

Il veut acheter la paix sociale, les enseignants et leurs syndicats doivent refuser cet odieux marchandage et réaliser l'unité avec les travailleurs en lutte chez PSA, Renault, Continental, Sanofi, Virgin, etc. pour appeler à la grève générale contre le patronat et le gouvernement jusqu'à satisfaction de toutes leurs revendications...

NPA ou la passoire. Vous ne l'avez jamais été !

Six mois après une vague de départs vers le Front de gauche, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot et Philippe Poutou a ouvert vendredi son deuxième congrès, qui doit durer trois jours à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

"*L'enjeu est de donner un second souffle*" au mouvement, selon Alain Krivine, figure historique du parti. A sa création en 2009, le NPA comptait 9.000 adhérents. C'était deux ans après qu'Olivier Besancenot eut atteint 4% à l'élection présidentielle. Ils sont aujourd'hui 2.500. Lors de l'assemblée préparatoire, ces 2.500 militants ont été appelés à s'exprimer sur quatre textes d'orientation. C'est la plate-forme intitulée "*une orientation pour agir*" et présentée par l'ancienne majorité d'Olivier Besancenot qui l'a emporté avec 51% des voix. Ce texte propose "*une opposition de gauche*". L'Express.fr 01.02

"*Ce n'est pas seulement la crise du NPA, c'est la crise de toute la gauche anticapitaliste en Europe*", décrypte Alain Krivine. "*C'est un paradoxe, en pleine crise du capitalisme*", ajoute-t-il.

Pour Alain Krivine "*les gens sont à la recherche de solutions immédiates*". La situation dans l'automobile est explosive. La gauche radicale joue un rôle important dans les mobilisations", ajoute M. Krivine qui signale une "*petite vague d'adhésions*".

"*Il faut créer une opposition de gauche à ce gouvernement, une alternative, ce qui suppose une politique unitaire et indépendante*", selon Christine Poupin. AFP 01.02

L'"*opposition de gauche*", elle existe, c'est nous *La voix de l'Opposition de gauche* ou tout du moins son porte-parole, mais cela ne peut pas être le NPA (ex-LCR) sinon cela se saurait depuis le début des années 50, d'autant plus qu'il a abandonné toute référence au trotskisme, à l'Opposition de gauche !

Ne perdons pas notre temps avec le NPA, vous avez les réponses à toutes les questions posées par Krivine dans le site et milles autres encore.

ACTUALITE EN TITRES

[Les indicateurs de l'économie.](#)

Banques.

- Le Crédit Agricole s'achemine vers une perte historique en 2012 - [lefigaro.fr](#)
- Caixabank: le profit chute de 78% - [Lefigaro.fr](#)
- BBVA le profit plonge de 44% - [Lefigaro.fr](#)
- Banco Popular : lourde perte - [Lefigaro.fr](#)
- Pays-Bas: une banque nationalisée - [Lefigaro.fr](#)
- Banques/BCE : remboursements freinés - [Lefigaro.fr](#)

Luxe

- LVMH pulvérise encore tous ses records en 2012 - [L'Expansion.com](#)
- Bénéteau anticipe une baisse du CA - [Lefigaro.fr](#)

Pétrole

- Rosneft : bénéfice net record en 2012 - [Lefigaro.fr](#)
- 45 milliards de dollars de bénéfices pour ExxonMobil en 2012 - [L'Expansion.com](#)
- Chevron : bénéfice net 2012 en baisse à 26,2 milliards de dollars - [Lefigaro.fr](#)

Automobile

- Japon: ventes auto en repli de 13%
- France: nouvelle chute du marché auto de 15% en janvier - [Lefigaro.fr](#)
- Les ventes d'automobiles en hausse de 14,2% en janvier aux USA - [Reuters](#)
- Daimler accroît sa présence en Chine en prenant une part de BAIC Motor - [AFP](#)

Chômage

- Italie: chômage en hausse à 11,2%
- USA: hausse du chômage à 7,9% - [Lefigaro.fr](#)
- En 2012, le chômage a explosé en Europe - [L'Expansion.com](#)

[La réaction monte au créneau](#)

- Goodyear : pourquoi la CGT est montrée du doigt - Liberation.fr

- La CGT accusée de "violences intolérables" à Aulnay - L'Expansion.com

A travers la CGT c'est la résistance des travailleurs qui refusent d'être sacrifiés sur l'autel de la crise du capitalisme qui est visée.

Les dirigeants de la CGT (et de FO) en portent la responsabilité en refusant d'appeler à la grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction, en refusant également d'organiser les travailleurs dans l'unité, en refusant de rassembler tous les travailleurs en lutte dans le pays pour affronter ensemble patronat et gouvernement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

L'ancien ministre Jean Charbonnel est prêt à livrer à la Garde des Sceaux Christiane Taubira deux noms qu'Alexandre Sanguinetti, figure du gaullisme, lui a présenté comme étant les responsables de la mort de l'ancien ministre Robert Boulin en 1979, a-t-il dit vendredi.

M. Charbonnel a raconté avoir rencontré M. Sanguinetti fin 1979 à Brive à l'occasion d'un dîner débat lors duquel cette figure du gaullisme et membre influent du Service d'action civique (Sac) lui a fait des révélations.

"Il me dit : +tu as bien compris qu'il a été assassiné? C'est X et Y et je t'en dirai davantage à Paris. Il ne m'en a jamais reparlé, je n'ai pas eu l'occasion de le revoir", Sanguinetti étant mort entre-temps, a dit l'ancien ministre lors d'une conférence de presse.

"Je ne l'ai pas cru", a ajouté l'ancien ministre à propos des déclarations de M. Sanguinetti. M. Charbonnel avait évoqué ces confidences à France Inter dès 2009, assurant qu'il serait prêt à donner ces noms à des magistrats si l'enquête était rouverte.

Mais faute de réouverture de l'enquête, M. Charbonnel s'est dit prêt vendredi à rencontrer Christiane Taubira pour lui donner ces deux noms.

"On verrait ensuite avec la Garde des sceaux quelle publicité en donner", a-t-il précisé. L'ancien ministre a précisé qu'il avait placé ces deux noms dans une enveloppe, dans un coffre.

M. Charbonnel a précisé que ces deux noms lui avaient été présentés comme des "responsables de l'assassinat". En 2011, il avait déclaré que ces deux personnes lui avaient été présentées comme le commanditaire et l'exécutant de l'assassinat.

Ministre de Valéry Giscard d'Estaing, pressenti pour Matignon, M. Boulin avait été retrouvé mort dans l'Etang Rompu à Saint-Léger-en-Yvelines (Yvelines), dans 50 cm d'eau, le 30 octobre 1979.

Selon la thèse officielle, Robert Boulin, mis en cause dans une affaire immobilière à Ramatuelle (Var), s'est suicidé en absorbant des barbituriques. Mais pour sa famille, il s'agit d'un assassinat politique.

Le procureur général de Paris s'est opposé en juin 2011 à la réouverture de l'enquête réclamée par la fille de M. Boulin, Fabienne Boulin-Burgeat, pour "charges nouvelles". AFP 01.02

2- Egypte

Des milliers d'opposants au président Mohamed Morsi sont de nouveau descendus vendredi dans les rues de plusieurs villes d'Egypte et notamment au Caire où, selon des témoins, un manifestant est décédé par balles.

Après la dispersion de la manifestation au Caire, des jeunes ont lancé à la tombée de la nuit une vingtaine de cocktails Molotov contre les murs d'enceinte du palais présidentiel. La police a répliqué au canon à eau et à l'aide de gaz lacrymogène.

Selon deux témoins, un opposant de 23 ans, Mohamed Hussein Kourany, a été tué après un tir à balles réelles.

"C'est vérifié. Je suis à la morgue. Il a été tué de deux balles, c'est le rapport fait par l'hôpital. Les balles ont atteint le cou et le côté droit de la poitrine", a dit l'un des témoins, un avocat, Me Ragia Omran.

Cette information a été confirmée de sources médicales et de sources proches des services de sécurité.

Un peu plus tôt dans la journée, des heurts se sont produits sur la place Tahrir.

Ces manifestations ont eu lieu malgré l'intervention du cheikh Ahmed al Taïeb, recteur de l'université et de la mosquée Al Azhar, influente personnalité et l'une des plus hautes autorités du sunnisme.

Ce dernier a réuni jeudi les principaux dirigeants de l'opposition ainsi que des Frères musulmans, dont est issu le président Morsi, et a obtenu qu'ils signent un accord par lequel ils rejettent toute violence.

Malgré l'initiative d'Al Taïeb, plusieurs formations, dont le Courant populaire de Hamdine Sabahi (gauche), avaient maintenu leur appel à manifester vendredi au Caire.

Dans un communiqué, Hamdine Sabahi dit qu'il ne participera à aucun dialogue tant que ne sera pas mis fin au bain de sang, que l'état d'urgence ne sera pas levé et que les responsables des violences n'auront pas été traduits en justice.

"Notre objectif (...) est de réaliser entièrement les objectifs de la glorieuse révolution de janvier : le pain, la liberté et la justice sociale", dit-il.

Coordinateur du Front de salut national (FSN), qui regroupe différentes composantes de l'opposition laïque et libérale, Mohamed ElBaradeï a tenu un discours similaire.

"Nous avons renversé le régime Moubarak par le biais d'une révolution pacifique et nous sommes déterminés à atteindre les mêmes objectifs de la même manière, quels que soient les sacrifices et l'oppression barbare", écrit-il sur son compte Twitter.

Sur la place Tahrir, un orateur armé d'un micro a réclamé que le président Morsi soit traduit en justice. "Nous sommes venus pour nous débarrasser de Morsi", déclarait-il.

Outre au Caire, des manifestations ont eu lieu notamment à Alexandrie, à Port-Saïd et à Ismailia. Reuters 01.02

Apparemment les choses ne se déroulent pas exactement comme l'avait prévues l'impérialisme américano-britannique épaulé par la France et le Qatar notamment. Leur Nouvel ordre mondial aurait-il du plomb dans l'aile ?

Question : Quel parti révolutionnaire incarne ce mot d'ordre révolutionnaire des bolcheviks en 1917 "*le pain, la paix, la liberté*", en Egypte aujourd'hui "*le pain, la liberté et la justice sociale*" ? Aucun.

Aucun en Egypte, aucun en France, aucun nulle part dans le monde, dans tous les pays la clé de la situation pour les masses exploitées réside dans la construction d'un nouveau parti communiste sur la base du programme de la révolution socialiste internationale.

Le combat politique doit impérativement être subordonné à cette question prioritaire : la construction du parti qui peut en Egypte reprendre ce mot d'ordre "*le pain, la liberté et la justice sociale*" qui ne pourra se concrétiser qu'en renversant le régime en place, détruire l'Etat bourgeois, ce qui inclut le démantèlement de l'armée, de socialiser les moyens de production, ce qui implique que les masses construisent leurs propres organes de pouvoirs politiques, piliers de la République sociale égyptienne...

Qu'observe-t-on en Egypte, mais aussi en Tunisie ou en Grèce ? Que c'est la réalisation des enseignements de la révolution russe de 1917 qui est à l'ordre du jour, que l'ignorer ou s'en écarter ne peut mener que dans une impasse politique. C'est aussi sur cette base politique qu'il faut reconstruire l'Internationale ouvrière.

Les travailleurs égyptiens et leurs partis ouvriers devraient prendre appui sur ceux qui dans les pays où le capitalisme est le plus développé et qui ont une longue tradition de lutte des classes pour trouver la voie de la révolution socialiste, sauf qu'aucun parti ne l'incarne aujourd'hui en France ou en Europe.

3- Irak

Des dizaines de milliers de manifestants sunnites ont défilé vendredi en divers points d'Irak, après les grandes prières hebdomadaires, pour clamer leur colère envers le Premier ministre chiite, Nouri al Maliki.

Les sunnites manifestent depuis la fin décembre contre la discrimination dont est victime selon eux leur communauté depuis la chute de Saddam Hussein en 2003 et l'arrivée au pouvoir des chiites, majoritaires dans la population.

Défilant sous l'ancien drapeau à trois étoiles, qui était celui de l'Irak sous Saddam Hussein, des dignitaires sunnites, des cheikhs de tribus et de jeunes manifestants ont exigé que l'actuelle législation antiterroriste soit amendée, de même que celle qui a encadré la "débaassification" du pays - l'interdiction faite aux membres de l'ancien parti Baas de Saddam Hussein d'occuper des postes dans l'administration.

Les sunnites se disent discriminés et marginalisés par le pouvoir en place, dominé par les chiites depuis la chute du parti Baas.

Craignant de voir les islamistes attiser la colère des sunnites, Nouri al Maliki a lâché du lest sur certains points et libéré plusieurs centaines de détenus. La colère des manifestants sunnites, loin de s'apaiser, a monté d'un cran après la mort de cinq personnes tuées par l'armée lors d'un rassemblement à Falloudja, voici une semaine.

Un an après l'achèvement du retrait militaire américain, le gouvernement dirigé par Maliki, constitué de chiites, de sunnites et de Kurdes, est ainsi confronté à sa crise la plus grave, d'autant plus que ses composantes ne se sont toujours pas entendues, depuis plus d'un an, sur les modalités de partage du pouvoir.

Nouri al Maliki a chargé une haute personnalité chiite de discuter avec les manifestants de leurs revendications, notamment d'une loi d'amnistie et d'un assouplissement de la politique de "débaassification".

Le vice-Premier ministre, Saleh al Moutlak, qui est sunnite, a déclaré qu'une rencontre tenue vendredi avec l'Alliance nationale, la coalition chiite de Maliki, et avec Irakia, formation soutenue par les sunnites, avait permis d'avancer sur certains projets de réformes.

"On peut dire que les choses ont avancé au cours de cette réunion, ce qui ne s'était probablement pas produit les fois précédentes", a-t-il dit. Reuters 01.02

SOCIAL

1- France

1.1- Le centre hospitalier de Marne-la-Vallée a connu sa première grève hier.

Il n'aura pas fallu longtemps avant le premier couac. Hier matin, une partie du personnel du nouveau centre hospitalier s'est mise en grève, pour notamment dénoncer le manque de moyens humains et techniques. La structure a progressivement déménagé de l'hôpital de Lagny-sur-Marne depuis la mi-novembre, pour une installation complète en janvier.

Environ 150 personnes se sont rassemblées dans le hall du site dès 8h30 du matin. D'autres, assignées, arboraient un brassard de soutien. « *Nous dénonçons la privatisation de certains services comme la radiothérapie et la médecine nucléaire* », lance un syndicaliste. Qui ajoute que « *le manque de personnel et l'architecture ne permettent pas la surveillance minimale des patients* ». Les mécontents dénoncent aussi le « *parking payant* », « *les organisations de travail* » et l'absence de « *cafétéria et de marchands de journaux pour les usagers* ».

Martine Ladoucette, la patronne des hôpitaux du nord de la Seine-et-Marne, dit « *comprendre les insatisfactions* » des grévistes. Mais elle demande du temps : « *Nous n'avons achevé notre déménagement qu'en janvier et je ne connais pas d'hôpital qui ait ouvert dans la sérénité.* » Quant aux difficultés rencontrées par le personnel, elle brandit un chiffre : « *Sur les urgences, il y a eu 15% d'activité en plus par rapport à janvier 2012.* » Quant aux demandes d'effectifs supplémentaires, la directrice tranche : « *Il n'y aura pas de créations de postes, je n'ai pas le budget.* » Mais des réunions de concertation sont lancées avec les différents services pour « *identifier les problèmes* ».

Hier après-midi, une réunion s'est tenue mais n'a pas satisfait les grévistes, qui reconduisent leur mouvement ce matin. leparisien. fr 01.02

1.2- GL Bijoux en cessation de paiement, 620 emplois menacés.

GL Bijoux, qui emploie quelque 620 personnes en Ardèche, fait face à un effet de ciseau imparable: une forte baisse des ventes et l'augmentation continue du coût des matières premières.

GL Bijoux, dont le chiffre d'affaires s'est dégradé ces dernières années, s'était déclaré en cessation de paiement. Deux administrateurs judiciaires ont été désignés, a précisé le tribunal à l'AFP.

Le groupe, dont la société mère GL a été fondée en 1917, compte un total de quelque 1.350 salariés dans le monde, notamment en Thaïlande où la production est également en baisse. Il a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de quelque 73,9 millions d'euros, avec des marques sous licence (Kenzo, Lacoste, Inès de la Fressange, Nina Ricci...) et en propre (GL, Altesse...).

Mi-janvier, GL Bijoux avait annoncé la mise en place d'une demi-journée de chômage partiel jusqu'à l'été pour ses salariés des sites ardéchois du Cheylard et de Saint-Martin-de-Valamas, face à la baisse des ventes. Les syndicats redoutent toujours des suppressions d'emplois, alors que la société a souffert d'erreurs de stratégie et de difficultés de gouvernance. L'Expansion.com 01.02

1.3- Bosch veut supprimer 117 emplois

Bosch veut supprimer 117 emplois dans son usine d'équipement automobile proche de Rodez et faire travailler plus son personnel d'ici à 2015, la direction allemande ayant réclamé une diminution des coûts fixes et plus de flexibilité avant de procéder à un investissement lourd, a indiqué la direction locale aujourd'hui. AFP 01.02

2- Grèce

Les Grecs sont appelés par l'ensemble de leurs syndicats à observer 24 heures de grève générale le 20 février contre les réformes d'austérité demandées par les bailleurs de fonds internationaux du pays, zone euro et FMI, dont une mission est attendue fin février à Athènes.

Le principal syndicat de la fonction publique Adedy a lancé aujourd'hui un appel à une grève le 20 février, suite à celui lancé la veille par celui des salariés du privé GSEE et le syndicat communiste Pame contre la poursuite de la rigueur. "*Nous allons observer une grève de 24 heures le 20 février comme la GSEE pour protester contre l'austérité*" qui se poursuit pour la quatrième année consécutive, a indiqué vendredi à l'AFP Ilias Iliopoulos, secrétaire général de l'Adedy. Un communiqué de l'Adedy doit être publié lundi, a-t-il précisé.

Hier, en lançant son appel, la GSEE avait dénoncé "*la violation brutale des principaux droits sociaux*" et "*les taxes saignantes, qui ont dépassé toute limite*". La GSEE réclame la signature et l'application de conventions collectives, l'adoption de mesures efficaces pour lutter contre le chômage qui frappe plus d'un quart de la population active grecque (26,8% en octobre) et la révocation de mesures jugées "*antidémocratiques*" prises contre des employés et des syndicats. AFP 01.02

3- Allemagne

3.1- Hewlett-Packard va supprimer 850 postes.

Hewlett-Packard a annoncé vendredi son intention de fermer d'ici fin octobre son site allemand de Rüsselsheim, au sud-ouest de Francfort, dans le cadre d'un plan global de restructuration de ses activités.

La fermeture du site se traduira par la suppression d'environ 850 postes, a précisé le groupe informatique américain. Reuters 01.02

3.2- EON : grève illimitée votée pour des augmentations de salaire.

Les deux principaux syndicats des salariés du numéro un allemand de l'énergie EON ont voté à une très large majorité en faveur d'une grève à partir de lundi en vue d'obtenir une revalorisation de leurs salaires.

Ver.di et IG BCE ont fait savoir dans deux communiqués séparés que leurs adhérents salariés du groupe EON avaient voté en faveur d'un débrayage à "*durée indéterminée*", avec respectivement 91,4% et 96,9% des suffrages exprimés. "*Les salariés du groupe EON ont clairement montré qu'ils étaient prêts à se battre pour une augmentation de leur salaire*", a commenté Edhard Ott, membre de la direction de Ver.di, soulignant que l'offre de la direction d'une hausse de salaire de 1,7% était "*inacceptable*". La grève affectera la production d'énergie, les services et le département de la comptabilité, mais aucune coupure d'électricité n'est à craindre pour les clients du groupe, a ajouté M. Ott.

Le syndicat IG BCE a lui affirmé être "*toujours ouvert à un compromis juste et équitable*". "*Nous ne voulons pas ce conflit mais nous ne l'évitons pas. L'employeur a encore la possibilité de s'écarter de sa ligne dure*", a estimé Peter Hausmann, porte-parole du syndicat, qui réclame une hausse des salaires de 6,5%.

De son côté, le groupe EON a réagi en appelant à la poursuite des négociations. "*Nous espérons vivement que nous reviendrons à*

la table des négociations avant le début d'une grève et que nous trouverons une solution qui soit acceptable pour les deux parties". AFP 01.02

ECONOMIE

1-Espagne

L'autorité de la Bourse espagnole a levé jeudi soir son interdiction des ventes à découvert sur les actions et les obligations, prenant acte du retour au calme sur les marchés après les turbulences de l'année dernière.

Les ventes à découvert permettent à un investisseur d'emprunter des titres dont il anticipe la baisse puis de réaliser un bénéfice quand il les rachète au comptant. Reuters 31.01

2- Pays-Bas

L'Etat néerlandais a nationalisé le groupe bancaire et d'assurance en difficultés SNS Reaal, pour un coût de 3,7 milliards d'euros, a annoncé le ministre des Finances Jeroen Dijsselbloem.

"Aujourd'hui SNS Reaal a été entièrement repris par l'Etat néerlandais. J'ai nationalisé SNS Reaal", a déclaré M. Dijsselbloem au cours d'une conférence de presse. AFP 01.02

3- Croatie

L'agence de notation financière Moody's a abaissé la note de la Croatie à Ba1 contre Baa3, ce qui la place parmi les investissements spéculatifs, mais sa perspective est désormais stable contre négative auparavant.

Moody's justifie cette décision par "*l'absence de reprise économique en Croatie*" et n'attend pas "*d'amélioration significative alors que la croissance est structurellement entravée*". lefigaro.fr 01.02

[Haut de page ↗](#)

Le 3 février

CAUSERIE

Samedi soir 21h, heure locale

Le site a reçu 5 400 visites en janvier.

5 300 fichiers ont été téléchargés, et vous avez été 796 à télécharger le même fichier (accord medef du 20 décembre), ce qui me fait dire qu'en réalité il y a plus de 1.000 militants ou travailleurs différents qui se connectent sur le site, bravo à vous ! Faites connaître largement le portail, la voix de l'Opposition de gauche, la véritable résistance à la réaction et à l'opportunisme sous tous ses masques.

Ici on ne brade rien, ni nos principes ni nos idées ou nos conviction ni notre discours ou notre langage. Un jour Trotsky convint que le langage de Vladimir Illitch Oulianov dit Lénine était parfois outrancier, il expliqua en substance que c'était pour réveiller les consciences endormis par les discours mollassons ou convenus des autres dirigeants qui ne reflétaient pas la situation dramatique que les travailleurs vivaient au quotidien et l'urgence qu'il y avait à se mobiliser pour réaliser les tâches que la situation commandait pour avancer vers les objectifs que le parti bolchevik s'était fixé...

Nous revendiquons la même méthode à l'heure ou absolument tous les partis à des degrés divers se vautrent dans un opportunisme intolérable, c'est leur attitude qui est véritablement insupportable, en dessous de tout.

Nous ne plions pas, nous ne nous adapterons pas aux réformes sociétales réactionnaires du gouvernement, à son entreprise guerrière au Mali, nous n'accompagnerons pas son exigence de se placer sur le terrain du capitalisme, qu'on ne compte pas sur nous pour leur faire la moindre concession.

Les patrons du CAC40 et les religieux se sont rendus chez Hollande pour lui porter leurs cahiers de doléances parce qu'ils étaient certains d'être entendus, dès lors ceux qui l'immitent au sein du mouvement ouvrier en se rendant dans ses différents ministères ne font qu'alimenter des illusions criminelles dans ce gouvernement réactionnaire.

C'est uniquement par la lutte de classe que le prolétariat doit conquérir son émancipation, qu'il doit prendre conscience que c'est la seule voie pour avancer vers son émancipation et non en s'adressant à son bourreau pour soulager ses peines. Avis aux amateurs, nous allons les pilonner car ils font le jeu du régime en place, âmes sensibles ou petits bourgeois dont l'engagement ne sert qu'à préserver leur petit confort ou en mal d'aventures pour distraire leur bonne conscience s'abstenir, nous n'épargnerons personne.

Politiquement, nous sommes calés sur les affamés, la cohorte de malheureux pour lesquels le quotidien est synonyme d'angoisse, de cauchemar, de désespoir, de souffrances sans fin, en France mais pas seulement, partout dans le monde, oui, l'internationalisme prolétarien est un engagement permanent, comme la révolution.

La suite demain, j'ai encore un peu de boulot ce soir, ensuite je vais me détendre en écoutant un peu de musique, de la musique d'enragés, car comme la jeunesse on a la rage, elle n'a jamais quitté Lénine un instant. Observez ceux qu'elle n'habite plus, ce sont devenus des loques, dites-nous un peu où dans leur discours et sa traduction pratique on trouverait encore trace de cette rage de vaincre notre ennemi, nulle part, d'ailleurs c'est très simple à vérifier, quel parti revendique cet objectif, quel parti prétend combattre pour prendre la direction du mouvement ouvrier pour le conduire à la victoire, quel parti combat dans la perspective affichée de prendre le pouvoir, absolument aucun, ils n'osent même pas le formuler et ce n'est pas nouveau, jamais je n'en ai entendu un le revendiquer, sauf à voie basse entre militants, même lorsque je militais à la fin des années 70. C'est notre objectif.

J'ai ajouté un article dans la rubrique *International*, je vous conseille vivement de le lire, vous n'allez pas en revenir, je vous le garantis, à côté le Taiser ou les balles assourdissantes c'est de la rigolade !

Dimanche après-midi

Au fait, enragé ne veut pas dire gauchiste...

J'ai encore bossé comme un dingue hier soir jusqu'à 23h30, ensuite j'ai regardé des vidéos de Michael Angelo Batio jusqu'à 1h du matin.

Ce matin dès 9h j'étais au boulot. Il est 14h35, je fais un break pour casser la croute, ensuite je rajouterai quelques articles en ligne, dont certains ont un rapport avec la causerie du jour et j'actualiserai les articles de presse. Vous trouverez déjà de nouveaux articles dans les rubriques Economie, Politique, International et Mali.

En Egypte, Morsi dégage, en Espagne Roy démission, à quand Cameron, Merkel, Hollande : dehors ?

Bon dimanche à tous, surtout à ceux qui bossent.

Qui a dit ?

1- Sombre rappel ou prédiction. "*L'année 2013 pourrait devenir une année d'avant guerre, comme 1913, alors que tous croyaient à la paix et que la guerre survint*"

Réponse : Jean-Claude Juncker qui a quitté son poste de président de l'Eurogroupe le 21 janvier devant 80 journalistes. (RTL, cité par Liesi le 2 février)

2- France. "*En dépit d'un changement de gouvernement, les élites au pouvoir continueront à vénérer l'austérité. Personne n'osera remettre en cause le catéchisme de l'assainissement budgétaire.*"

Réponse : Le Financial Times le 4 mai 2012.

Ils savaient manifestement de quoi ils parlaient.

Les traders du portail Liesi qu'on ne peut pas vraiment soupçonner d'appartenir au mouvement ouvrier, c'est un euphémisme, sont toutefois plus lucides que bien des militants ouvriers, disons autant que les patrons ou les représentants du capitalisme, voilà ce qu'ils écrivaient dans le même article le 28 janvier dernier :

- "Le concept a été repris et est à la mode : la flexibilité du travail. D'aucuns pensaient que les syndicats ne suivraient pas, mais c'est une erreur puisque les syndicats sont aux ordres de la Haute finance."

Question : nos dirigeants adeptes de la franc-maçonnerie ne se prendraient-ils pas pour des alchimistes estimant être capables de transformer le plomb en or leurrant au passage travailleurs et militants depuis des lustres sur la nature du PS (notamment) ?

3- Davos. "Pourquoi considère-t-on que les banques sont des saintes-chapelles de l'économie moderne, et pourquoi ne peuvent-elles pas faire faillite comme les compagnies aériennes ou les entreprises de télécommunication, si elles ont été gérées d'une façon irresponsable ? La théorie que vous devez payer pour sauver les banques est une théorie selon laquelle les banquiers peuvent jouir de leurs propres bénéfices et de leur succès, puis que les gens ordinaires payent pour leurs échecs au moyen des impôts et de l'austérité, et dans les démocraties éclairées, les gens ne l'accepteront pas sur le long terme".

Réponse : Le Président islandais Grimsson à Davos devant un parterre médusé d'entendre un tel discours.

Il a dit aussi : "Nous avons été assez sages de ne pas suivre les politiques traditionnelles qui ont prévalu normalement en Occident au cours des 30 dernières années. Nous avons introduit le contrôle des changes, nous avons laissé les banques faire faillite, nous avons soutenu les plus pauvres, nous n'avons pas adopté les mesures d'austérité comme ailleurs en Europe, et le résultat final, 4 ans plus tard, est que l'Islande a accompli des progrès et une relance très différente des autres pays européens qui ont souffert de la crise financière".

Le Chef d'Etat se réjouit : " L'une des choses que nous avons apprises après l'effondrement des banques en Islande, c'est que les banques islandaises, comme les banques britanniques ou les banques américaines, sont devenues des entreprises de haute technologie, qui recrutent des ingénieurs, des mathématiciens et des informaticiens. Et quand elles se sont effondrées, le secteur innovant de notre économie, le secteur informatique, le secteur des TI s'est mis à prospérer, et en fait, sur les trois dernières années, il a eu de bien meilleurs résultats que jamais auparavant dans son histoire. Donc la leçon à en tirer, c'est la suivante : si vous voulez que votre économie soit compétitive dans le secteur innovant du 21ème siècle, un secteur financier fort qui prend les talents de cet autre secteur, même un secteur financier qui marche bien, est, en fait, une mauvaise nouvelle".
(source : french.irib.ir 03.02)

Oui, french.irib.ir, il s'agit bien d'une agence de presse iranienne, lié au régime iranien, étonnant n'est-ce pas ? Ce ne serait pas l'AFP ou les médias français qui auraient relayé ce discours.

Comme quoi il ne faut pas tourner le dos à des sources d'information qu'au premier abord on jugerait infréquentables, voilà à l'adresse de certains militants (du NPA notamment) qui se permettent de critiquer notre démarche sans être capables de la comprendre, des dogmatiques ; qu'ils restent entre eux à refaire le monde entre quatre murs et qu'ils nous foutent la paix, au rythme où va leur parti bientôt ils se réuniront dans une cabine téléphonique, cela rappellera sans doute quelque chose à certains militants d'un autre parti.

ACTUALITÉ DU JOUR

Propagande en faveur des nantis. Et cela marche !

Le soutien à la taxe à 75% s'érode - AFP

Le soutien des Français au projet de taxe à 75% sur les revenus supérieurs au million d'euros s'érode, selon un sondage à paraître dans l'hebdomadaire Dimanche Ouest-France un mois après la censure du texte par le Conseil constitutionnel. D'après ce sondage de l'Ifop, seules 53% des personnes interrogées souhaitent "que le gouvernement propose un projet de taxe assez similaire tout en tenant compte des remarques du Conseil Constitutionnel car, en période de crise, il est juste que les personnes les plus riches contribuent fortement par leurs impôts au redressement des comptes publics".

En revanche, 47% des sondés attendent que le gouvernement "abandonne ce projet car un niveau d'imposition trop élevé pousse les personnes les plus fortunées et des entrepreneurs à quitter notre pays". L'Ifop rappelle qu'en septembre, 60% des Français étaient favorables à la taxation à 75%, selon un sondage du même institut pour le quotidien Sud-Ouest. AFP 02.02

Le résultat de ce sondage ne nous étonne pas. Certains, parce que cela les arrange, diront que ces données sont manipulées, personnellement je penserais plutôt qu'à l'Ifop ils n'ont même pas eu besoin de se donner cette peine. Les masses sont toujours aussi ignorantes ou presque et tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, voilà la vérité qu'il nous faut regarder en face.

Pourquoi en est-il encore ainsi ? Parce qu'il fallait épargner tel parti, tel syndicat, tel appareil, telle institution, tel président, tel

ministre, tel dirigeant syndical, tel élu, etc. la liste est si longue qu'on s'y perdrait presque ! Manoeuvre camouflée plus ou moins adroitement selon les circonstances, de moins en moins depuis que la plupart des militants s'en accommodent apparemment, puisque ceux qui s'y livrent sont toujours en place.

Terrible constat en vérité qui aurait de quoi nous effrayer si nous estimions pas à un moment donné les militants et les travailleurs capables de surmonter cet obstacle, c'est l'un des principaux objectifs de ma contribution politique que les y aider.

En période de crise aigue du capitalisme la réaction relève la tête, se rassemble contre la classe ouvrière, donne lieu à des manifestations de force comme il y a trois semaines contre le mariage pour tous que par ailleurs je récuse, les nervis reprennent du service, elle recrute dans le lumpenprolétariat pour casser de l'immigré, de l'ouvrier, du syndicaliste ou du militant ouvrier tout simplement. Et des pans entiers, si ce n'est la majorité des masses réduites au désespoir sont sensibles à leurs discours démagogiques, nationalistes, xénophobes, racistes, antisémites, homophobes ou qui vantent les vertus des maîtres du monde qui sont en réalité les responsables de toutes leurs difficultés et souffrances.

On sait tout cela parfaitement et rien de ce qui se passe aujourd'hui ne nous surprend. En revanche, on aurait pu penser qu'avec l'élévation du niveau d'instruction des masses, la multiplication et la diversité des sources d'information, des moyens modernes de communication, le niveau de compréhension des masses du fonctionnement de la société aurait progressé, en réalité il n'en est rien et elles demeurent la proie des bonimenteurs, des conditions objectives qu'elles ne saisissent toujours pas, qui au fur et à mesure qu'elles murissent, au lieu de leur servir à trouver la voie de leur émancipation les portent (inconsciemment) à soutenir la réaction. Voilà en gros où nous en sommes.

Et si on ajoute que les forces de l'avant-garde du mouvement ouvrier sont éparpillées dans une multitude de formations politiques qui se livrent une guerre fratricide au lieu de se rassembler sur l'essentiel pour combattre notre ennemi commun, on comprend parfaitement pourquoi les masses ont l'impression qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme. Oui, la majorité d'entre elles est prête à se jeter dans les bras du premier sauveur suprême qui se présentera à elles, rien n'a changé sur ce plan-là non plus.

Vous qui lisez la littérature des différents partis, dites-moi sincèrement, honnêtement, lequel prend la peine d'expliquer ce qui vient d'être dit aux militants et aux travailleurs ? Aucun, si je me trompe, veuillez m'envoyer les documents qui prouvent le contraire et je les mettrai immédiatement en ligne.

[Propagande et désinformation. Hollande au Mali](#)

Après son bain de foule majestueux et indescriptible, à Tombouctou, tout indiquait une suite magique. Hélas, non. L'arrivée à la capitale, Bamako, ne s'est pas vraiment passé comme espéré. En effet, dans une ville de plus d'1 million d'habitants, pas même 2.000 personnes ne sont venues l'entendre, à la Place de l'Indépendance.

Hollande a pris la parole, à 18h47, alors que le match entre le Mali et L'Afrique du sud, comptant pour le 1/4 de finale de la CAN2013, se déroule, ce soir, dès 19h30. Alors, les gens ont préféré rester chez eux, de peur de rater une miette de l'entrée en scène de la bande à Seydou Keita, le capitaine emblématique des Aigles du Mali.

Le président français a été même obligé d'écourter son discours, avant de s'abandonner à un petit bain de foule et filer, à l'aéroport, pour prendre un avion, pour Paris. french.irib.ir 03.02

Comment Le Figaro a présenté le discours de Hollande à Bamako, extraits :

- François Hollande s'est adressé aux Maliens dans un discours qui lui a valu une immense ovation...
- Après le plébiscite, le triomphe. François Hollande était attendu par une foule euphorique avant même le début de son discours, qui s'était massée sur la très symbolique place de l'Indépendance...
- Le président français, dont le nom a retenti sans interruption tout au long du discours qu'il a prononcé

Un grossier mensonge qui ne fait qu'enfoncer Hollande, d'autant plus qu'il était inévitable ou qu'il était attendu au tournant :

- *«La France est à vos côtés, non pas pour servir je ne sais quels intérêts, a-t-il assuré, nous n'en avons aucun. Non pas pour protéger telle ou telle faction, nous sommes à vos côtés pour le Mali tout entier.»*... ben voyons, même parmi ceux qui ont soutenu cette guerre de rapine certains (à l'UMP) n'hésitent plus à avouer le pot aux roses : uranium, or, gaz, pétrole, pierres précieuses, phosphate, etc.
- *«Le combat n'est pas terminé, a ensuite prévenu le président français. Il faut continuer et nous serons jusqu'au bout à vos côtés.*

Et de couper net : Mais nous partirons.»... un jour indéterminé ou l'Africom prendra le relais. (source : Lefigaro.fr 02.02)

Côte d'Ivoire. Sarkhollantara reçoit le soutien de l'impérialisme américain pour service rendu au Mali

- Les Etats-Unis et la Côte d'Ivoire ont signé vendredi à Abidjan un accord bilatéral d'annulation de la quasi-totalité de la dette ivoirienne, portant sur 214 millions de dollars.

"L'annulation porte sur un montant de 214,3 millions de dollars sur un stock de 217,9 millions de dollars, soit 98,3%" de la dette ivoirienne envers les Etats-Unis, s'est réjouie la ministre ivoirienne de l'Economie Nialé Kaba lors de la signature de l'accord.

Ce que n'a jamais fait l'impérialisme américain en Afrique contrairement à la Chine.

- Cela *"permettra au gouvernement ivoirien de concentrer son attention et ses fonds vers les améliorations d'infrastructures importantes dans tout le pays, telles que les autoroutes et les ponts"*, ainsi que sur les services comme la santé et l'éducation, a affirmé l'ambassadeur américain à Abidjan, Phillip Carter III.

La Côte d'Ivoire, très éprouvée par la crise post-électorale de 2010-2011 qui avait fait 3.000 morts, a bénéficié mi-2012 d'un allègement de sa dette de plus de plus de quatre milliards de dollars de la part du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, une bouffée d'oxygène longtemps attendue.

A la même époque, le Club de Paris, qui regroupe les créanciers publics du pays, avait effacé 6,5 milliards de dollars de dette, soit 99,5% du total.

Après une forte récession causée par la crise de 2010-2011, le pays, toujours première puissance économique d'Afrique de l'Ouest francophone, a atteint en 2012 *"plus de 8,5%"* de croissance, selon le FMI.

Le gouvernement du président Alassane Ouattara a regagné la confiance de ses partenaires, qui ont promis sept milliards d'euros pour son *"plan national de développement"* 2012-2015. AFP 01.02

Il faut choisir son camp.

Hollande ne peut pas être à la fois le président des banquiers et des multinationales du CAC40, du Medef, donc du PS, de l'UMP, de l'UDI, de la CFDT, UNSA, CFTC, CGC, et celui des travailleurs ou de la CGT et FO, du FdG, du POI, du NPA, de LO.

- Le PDG de Google reçu à l'Elysée - Reuters

- Petroplus: intersyndicale à Matignon lundi - AFP

- Goodyear: Hollande prône le dialogue - AFP

Google. Le président exécutif de Google Eric Schmidt et François Hollande ont entrepris des discussions sur les modalités d'un accord de rémunération des médias français indexés par le moteur de recherche américain.

"Un accord est en cours de discussion", a-t-on déclaré à l'Elysée. Reuters 01.02

A la bonne heure !

Petroplus. *"Mardi 5 février, nous saurons si un avenir industriel est possible sur le site de Petit-Couronne"*, près de Rouen, a précisé l'intersyndicale de Petroplus. *"Il n'est pas envisageable pour nous que ce combat se termine par une fermeture de site"*, ont ajouté les syndicats, qui appellent à un grand rassemblement devant l'usine mardi à partir de midi. AFP 01.02

A bas les manipulateurs !

Goodyear. *"Nous devons ramener tous les partenaires autour de la table. Il faut qu'il y ait, dans l'esprit de ce qui a été fait par les partenaires sociaux dans ce que l'on appelle les accords de sécurisation de l'emploi, une traduction pour le site de Goodyear"*, a déclaré le chef de l'Etat à la presse, en marge d'un déplacement à Ermont-Eaubonne (Val-d'Oise). AFP 01.02

A bas l'accord patronal du 11 janvier !

ACTUALITE EN TITRES

Raison de plus pour s'en détourner

- Près de 250.000 comptes Twitter piratés - Reuters

Ce sont ceux qui dirigent l'économie mondiale depuis Washington ou New York qui ont créé ce qu'ils appellent les réseaux sociaux, le sachant il faut faire preuve d'inconsistance ou d'irresponsabilité pour marcher dans cette combine. Tout se paie un jour...

Mali. Propagande de guerre.

On comprend pourquoi le PS soutient la version officielle du 11 septembre 2001.

- La France au Mali "*le temps qu'il faudra*", le "*terrorisme n'a pas été vaincu*" - AFP

Il n'a pas été élu et n'a aucune légitimité.

- A Sévaré, les Maliens saluent "*leur président*" en passage éclair - L'Express.fr

Aurait-il fait autre chose en soutenant Mittal, Peugeot, les actionnaires de Renault ou de Sanofi ?

- Goodyear : Hollande "*ne fait plus rien du tout*", selon la CGT - Le Nouvel Observateur

Le syndicat accuse le président de la République de ne pas avoir tenu ses promesses de campagne. Le Nouvel Observateur 02.02

Feindre de découvrir une réalité qui de fait a toujours existé ne sert qu'à camoufler la complicité de la CGT avec Hollande ou le régime. C'est comme si finalement ils passaient leur temps à remettre les compteurs à zéro pour qu'on ne penche pas sur le passé qui n'est pas vraiment à leur avantage. Les appareils procèdent également de la sorte pour brouiller les pistes et quand cela s'avère insuffisant ils changent carrément de nom ou de dirigeants qui sont les clones de ceux qu'ils ont remplacés.

Apparemment cela fonctionne assez bien, bien que, on a cru comprendre qu'il y avait une érosion massive de militants dans leurs rangs.

Circulez, il n'y a plus rien à vendre !

- La Chine va bientôt vendre son propre réacteur nucléaire - AFP

La Chine est prête à exporter son propre réacteur nucléaire de troisième génération, le CAP1400, développé sur la base de l'AP1000 de Westinghouse, a déclaré Gu Jun, directeur général du groupe State Nuclear Power Technology Corporation, cité par le quotidien China Daily aujourd'hui. AFP 02.02

Cela prendra peut-être plus ou moins une décennie selon les experts chinois. Qui avait soulevé cette question depuis des années, à savoir qu'il arrivera un moment où des pays comme la France n'auront plus rien à exporter en Chine ou dans le monde en échange de leurs importations et qu'elle sera réduite à l'état de Tiers-monde ? Cela figurait dans un de mes articles publiés en 2005.

Ils soufflent le chaud et le froid. Suite.

Syrie

- Washington craint une extension du conflit syrien - LePoint.fr

- L'opposition syrienne rencontre Russes et Américains - Reuters

Iran

- Nucléaire, espace, défense: l'Iran affiche sa force et sa détermination - AFP

- Nucléaire : Biden qualifie d'"offre sérieuse" l'appel à Téhéran à négocier - LePoint.fr

- L'Iran, priorité du gouvernement israélien, dit Netanyahu Ori Lewis - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La secte du Mandarom a obtenu jeudi gain de cause devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), qui a condamné la France pour des redressements fiscaux portant, selon elle, atteinte à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Les juges de Strasbourg ont appliqué à deux associations liées au Mandarom et à une autre secte la même logique que celle dont ils avaient déjà fait bénéficier dans un autre arrêt, en 2011, la branche française des Témoins de Jéhovah.

Invalident des procédures fiscales intentées contre ces associations, la Cour a condamné Paris à verser, pour "*préjudice matière*", 3.599.551 euros à l'Association culturelle du temple pyramide, et 36.886 euros à l'Association des chevaliers du lotus d'or, toutes deux liées au "*Mandarom*".

Une troisième requérante, l'Église évangélique missionnaire, présidée par Eric Salaün, s'est vu allouer 387.722 euros.

Les Chevaliers du lotus d'or avaient édifié des temples au monastère du Mandarom à Castellane (Alpes-de-Haute-Provence), dans l'attente de la construction du "*temple pyramide*" par une association distincte, l'Association culturelle du temple pyramide. Quant à l'église évangélique missionnaire, il s'agit d'une secte fondée dans les années 1960 dans la région de Besançon.

À l'issue de procédures fiscales, ces associations s'étaient vues respectivement réclamer plus de 2,5 millions et 37.000 euros, puis appliquer une taxation d'office de 60% sur des dons apparaissant dans leur comptabilité. La troisième s'était vue réclamer pour des raisons analogues 280.000 euros.

Dans ces trois affaires, portées devant la cour européenne en 2007, les associations requérantes alléguaient que la taxation de dons manuels à laquelle elles avaient été assujetties avait porté atteinte à leur liberté de religion inscrite à l'article 9 de la convention européenne des droits de l'homme.

La CEDH leur a donné raison en se référant à sa propre jurisprudence établie en 2011, dans une affaire similaire, concernant alors les Témoins de Jéhovah.

Elle avait jugé le 30 juin 2011 que la France avait porté atteinte à la liberté de religion en ordonnant en 1998 à l'encontre de ces derniers un redressement fiscal massif, pour des dons manuels de fidèles.

Les Témoins de Jéhovah estimaient que le gouvernement français cherchait en fait à réprimer leur activité légitime, à travers un redressement qui portait à l'époque sur 45 millions d'euros.

La Mission interministérielle française de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) a "*pris acte*" jeudi de ces nouvelles décisions de la CEDH.

Selon le président de la Miviludes Serge Blisko, l'arrêt prononcé dans l'affaire des Témoins de Jéhovah repose sur "*l'interprétation par la CEDH du caractère des dons des adeptes de certains groupes à leur organisation. L'administration ne reconnaît pas le caractère culturel donnant exemption fiscale à ces dons, qui sont taxés forfaitairement à 60%*", a-t-il souligné.

"*Mais, si ces associations ont été condamnées, c'est bien pour dérives sectaires, comme ce fut le cas pour Gilbert Bourdin, au Mandarom, qui a échappé par son décès à la justice des hommes*", a-t-il conclu.

De son côté, Catherine Picard, ex-députée PS et présidente de l'UNADFI (Union Nationale des Associations de Défense des Familles et de l'Individu Victimes de Sectes) a déploré que "*quoi qu'il se passe, la CEDH applique l'article 9 de la Convention européenne, sans regarder qui sont les auteurs des faits*".

Selon elle, "*ces groupes savent que quoi qu'ils fassent, quelque dérives sectaires qu'ils s'autorisent, la Cour européenne leur*

donne raison".

Les parties disposent d'un délai de trois mois pour demander que ces affaires soient éventuellement réexaminées par l'instance suprême de la CEDH, la Grande Chambre. AFP 31.01

2- Espagne

Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a nié samedi avoir reçu de l'argent au "noir" et annoncé qu'il allait rendre publics ses revenus, répondant au scandale de corruption qui soulève l'indignation dans le pays.

"Jamais, je répète, jamais je n'ai reçu ni distribué d'argent au noir", a affirmé Mariano Rajoy devant la direction de son parti, réunie en urgence à Madrid, pendant que dehors, des manifestants criaient "démission".

Le nom de Mariano Rajoy était apparu jeudi, cité par le quotidien El Pais, parmi les bénéficiaires présumés de salaires occultes qui auraient été versés pendant des années à plusieurs dirigeants du Parti populaire, de droite, qu'il préside depuis 2004.

Un coup de tonnerre dans une Espagne ébranlée par la multiplication des cas de corruption: après différents scandales ayant révélé des pratiques courantes chez nombre d'élus locaux, les soupçons se portent maintenant sur des dirigeants nationaux.

"Nous ne devons pas permettre que les Espagnols, auxquels nous demandons tant de sacrifices, puissent avoir l'impression que nous ne faisons pas preuve de la plus stricte intégrité", a-t-il assuré samedi.

"Je n'ai pas décidé de faire de la politique mon métier pour gagner de l'argent", a-t-il dit. "J'ai perdu de l'argent, mais il se trouve que pour moi l'argent, ce n'est pas le plus important".

Il a défendu l'intégrité de son parti tout entier, affirmant que *"toutes les rétributions"* de ses dirigeants *"avaient répondu pendant toutes ces années à la plus stricte légalité"*.

"L'affaire Barcenas" avait explosé comme une bombe, le 18 janvier: le quotidien de centre droit El Mundo affirmait alors que Luis Barcenas, ancien trésorier du PP, avait distribué pendant deux décennies des enveloppes contenant entre 5.000 et 15.000 euros à des dirigeants du parti, provenant d'entreprises privées.

Selon El Mundo, Mariano Rajoy n'a jamais touché ces enveloppes et avait ordonné de mettre fin à cette pratique en 2009.

Mais jeudi, El Pais, de centre gauche, allait plus loin en publiant des photos de comptes manuscrits prétendument établis entre 1990 et 2008 par Luis Barcenas et par un autre trésorier du PP, Alvaro Lapuerta.

Selon ces documents, écrivait le journal, l'actuel chef du gouvernement aurait perçu, entre 1997 et 2008, des *"paiements pour un total de 25.200 euros par an"*, sous forme de dons émanant de chefs d'entreprises.

Les noms d'autres hauts responsables du parti comme Dolores de Cospedal, sa numéro deux, ou Rodrigo Rato, l'ex-président de Bankia, figurent aussi sur les tableaux. AFP 02.02

Commentaire d'un internaute

- "Par définition, des revenus cachés (enveloppes, cash, ...) n'apparaîtront pas dans le revenu officiel... Continuez à prendre les gens pour des cons"

3- Grèce

3.1 - Reporter sans frontière vient de publier son rapport pour la liberté de la presse 2013. Sans réelle surprise pour qui suit l'actualité du pays, la Grèce chute lourdement en perdant 14 places en une seule année : elle est désormais classée 84 ème.

Pour la Grèce, RSF indique :

"Plus inquiétant cependant, la chute vertigineuse de la Grèce (84ème, -14) où les journalistes évoluent dans un contexte social et professionnel désastreux. Exposés à la vindicte populaire et toujours confrontés à la violence des mouvances extrémistes et des forces de police, journalistes et photo-reporters doivent désormais faire face à l'activisme ultra-violent des néo-nazis du parti Aube Dorée. Le pays rejoint désormais la Bulgarie (87ème, +2) où les promesses de réforme sont restées lettre morte et où internet n'offre désormais plus le même refuge aux journalistes indépendants."

L'année 2012 aura effectivement été riche en événements inquiétants, pour la démocratie mais aussi pour la liberté de la presse. Quelques rappels des événements de l'année 2012 concernant la liberté de la presse (et la liberté d'expression) :

Février :

- « *Tout le monde s'en fout !* » : témoignage d'une manifestante en colère contre la police et la manière dont était traitée la manifestation monstre par les médias le soir du 12 février 2012, quand le monde entier fut abreuvé d'images d'"*Athènes qui brûle*".

Avril :

- Grèce : la police frappe aussi les journalistes et les photographes : attaque de la police sur le photo-reporter Marios Lolos qui devra subir une opération chirurgicale importante. Lire le communiqué publié le lendemain de l'attaque par l'union des journalistes et photo-reporters d'Athènes.

Mai :

- Article explicatif sur la radicalisation inquiétante de la droite en Grèce qui banalise les discours de l'extrême droite.

- Appel à manifestation devant la chaîne Mega TV accusée de propagande.

Juillet :

- Violences policières en Grèce : le rapport édifiant d'Amnesty International

Septembre :

- Un utilisateur Facebook arrêté pour blasphème envers un moine

Octobre :

- Arrestation de Kostas Vaxevanis qui publie la "*liste Lagarde*"

- Multiplication des cas de censure en Grèce : "*le gouvernement manipule les médias*" okeanews.fr 31.01

3.2- Babacar Ndiaye, un immigré sénégalais père de deux enfants, est mort vendredi soir à la station de métro Thisseio, alors qu'il tentait d'échapper aux policiers municipaux. Poursuivi par une dizaine d'entre eux, d'après les témoignages de personnes présentes sur les lieux du drame, il serait tombé sur les rails après avoir été acculé et poussé par un agent en bout de quai. On ignore encore si la victime est décédée des suites de sa chute sur les rails ou par électrocution.

Des membres de l'organisation antiraciste "*Ensemble contre le racisme et la menace fasciste*" (KEEFRA) et de nombreux Sénégalais, bouleversés, se sont rapidement rassemblés autour de la station Thisseio pour exprimer leur colère et protester contre la police. Deux brigades de policiers anti-émeute, rapidement envoyées sur place, auraient dissous le rassemblement à coup de lacrymogènes et de matraques, et chassé les protestataires jusqu'à Monastiraki. D'après certains témoignages, plusieurs immigrés sénégalais auraient été interpellés et conduits au commissariat.

Ce drame, intervenu un vendredi soir, où la station Thisseio connaît une grande affluence, s'est manifestement produit devant de nombreuses personnes, comme le montre le nombre de témoignages rapidement parvenus dans la soirée sur les réseaux sociaux. Un nouveau bras de fer risque de se dérouler ces prochains jours pour déterminer la responsabilité des policiers municipaux, plusieurs témoignages indiquant que Babacar Ndiaye a bel et bien été poussé sur les rails. okeanews.fr 02.02

4- Egypte

L'opposition égyptienne a intensifié sa pression samedi en déclarant s'associer aux appels au départ du président Mohamed Morsi, également mis en difficulté par la diffusion d'images de brutalités policières contre un manifestant dénudé.

Le Front du salut national (FSN), principale coalition de l'opposition, a affirmé "*se ranger totalement au côté des appels du peuple égyptien et de ses forces vives à une chute du régime de la tyrannie et (à la fin de) l'hégémonie des Frères musulmans*", dont est issu M. Morsi.

Cette déclaration a été publiée au terme d'une réunion du FSN, après une nuit de violences devant le palais présidentiel, au cours de laquelle une personne a été tuée et des dizaines d'autres blessées.

L'opposition a aussi réclamé une "*enquête indépendante*" sur les "*crimes*" des forces de l'ordre dans les manifestations qui ont fait près de 60 morts depuis un peu plus d'une semaine, afin que le chef de l'Etat et son ministre de l'Intérieur, Mohamed Ibrahim, soient poursuivis en justice.

Le FSN a également appelé à poursuivre la vague de manifestations contre le pouvoir.

Jusqu'à présent, les revendications de l'opposition portaient sur la formation d'un "*gouvernement de salut national*" ou encore des amendements à la Constitution adoptée en décembre.

Le FSN n'abandonne pas ces revendications ni un possible dialogue avec le pouvoir, mais son communiqué exclut de "*discuter de la question du dialogue (...) avant que l'effusion du sang ne cesse, que ses responsables rendent des comptes et que les revendications (de l'opposition) soient satisfaites*".

Les manifestants qui défilent dans les rues du pays depuis plus d'une semaine scandent souvent des slogans similaires à ceux de la révolte qui a provoqué la chute de l'ancien président Hosni Moubarak en février 2011, comme "*Dégagé*".

L'opposition accuse M. Morsi et les Frères musulmans de chercher à monopoliser le pouvoir et à établir un régime autoritaire et religieux. Mais les partisans du président rappellent qu'il a été démocratiquement élu. La présidence a réaffirmé dans un communiqué publié avant celui du FSN son attachement "*à protéger la liberté d'expression et de rassemblement*" et sa volonté de mener à bien "*l'évolution démocratique*" du pays.

Mais des images de brutalités policières lors d'une manifestation vendredi soir ont ajouté aux difficultés du pouvoir.

La vidéo montre des policiers anti-émeutes battre un homme avec des matraques, le bousculer et lui retirer ses vêtements, avant de le traîner nu sur le sol, puis l'embarquer dans un fourgon blindé posté près du palais du chef de l'Etat.

La présidence s'est déclarée "*attristée par les images choquantes de certains policiers traitant un manifestant d'une manière qui n'est pas conforme à la dignité humaine et aux droits de l'Homme*". L'opposition évoque des "*images horribles*" rappelant l'ère Moubarak.

Le ministère de l'Intérieur a présenté des excuses, évoqué un "*acte isolé*" et annoncé l'ouverture d'une enquête. Le ministre s'est dit "*prêt à démissionner si cela arrange le peuple*".

Selon le parquet, l'homme avait été appréhendé en possession de cocktails Molotov et de bidons d'essence.

L'homme, Hamadah Saber Mohamed Ali, un ouvrier de 50 ans, a affirmé à la télévision avoir été "*malmené*" et déshabillé par des manifestants puis avoir résisté aux policiers avant de comprendre "*qu'ils essayaient de (le) sauver*".

Deux de ses proches ont ensuite déclaré à la télévision qu'il mentait car il faisait "*l'objet de beaucoup de pressions*" et qu'il avait peur.

Samedi dans la matinée, des manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles contre le convoi du Premier ministre Hicham Qandil sur la place Tahrir, selon une télévision locale. Le bureau du chef du gouvernement a indiqué que M. Qandil avait "*fait face à des jeunes et des agitateurs*".

Autour du palais présidentiel, dont le mur d'enceinte était couvert de graffitis anti-Morsi, le calme revenu dans la journée a fait place samedi soir à un nouveau rassemblement.

Plusieurs centaines de manifestants, jeunes pour la plupart, ont jeté des pierres, des cocktails Molotov et des feux d'artifice en criant "*Dégagé*". Les seules forces de sécurité présentes se trouvaient à l'intérieur de l'enceinte et ont tiré en l'air, selon un journaliste de l'AFP. AFP 02.02

5- Etats-Unis

Une étude du département des Anciens combattants américain, publiée, vendredi, révèle un taux de suicide plus élevé qu'attendu, chez les anciens soldats, avec, en moyenne, 22 morts, par jour, soit une, toutes les 65 minutes.

"*Ces données fournissent une image plus complète, plus précise, et, malheureusement, plus alarmante, du taux de suicide*

des anciens combattants", a déclaré Patty Murray, sénatrice démocrate de l'Etat de Washington, qui a soutenu une loi visant à renforcer l'aide psychologique, pour les anciens combattants. L'étude recense les suicides allant de 1999 à 2010. Une précédente étude faisait état de 18 suicides quotidiens. Plus de 69% des cas surviennent, chez des individus âgés de 50 ans ou plus. Ces résultats interviennent, deux semaines après l'annonce d'un taux de suicide record, dans l'armée, en 2012, le nombre des suicides dépassant celui des soldats morts au combat. *"Nous avons plus de travail à accomplir et nous utiliserons ces données, pour continuer à renforcer nos efforts, en matière de prévention du suicide"*, a déclaré, dans un communiqué, Eric Shinseki, secrétaire aux Anciens combattants. french.irib.ir 03.02

SOCIAL

1- France

Le tribunal de commerce de Bobigny a validé vendredi la reprise par Micromania et Iliad de 71 des 157 magasins du distributeur français de jeux vidéos Game France, en redressement judiciaire, entérinant le licenciement de quelque 400 salariés sur les 557 emplois du groupe.

"Cette décision va permettre de sauver des emplois, mais on est forcément un peu déçus pour les 400 emplois qui ne seront pas sauvés", a réagi auprès de l'AFP Martine Chouant, déléguée CFDT au comité d'entreprise de Game France.

"L'inquiétude porte désormais sur l'avenir. Les salariés vont quitter une entreprise avec des avantages qu'ils ne conserveront pas, et pour un futur assez incertain", a-t-elle ajouté. AFP 01.02

2- Allemagne

Les deux principaux syndicats en Allemagne du groupe EON, numéro un national de l'énergie, ont annoncé aujourd'hui la suspension d'une grève prévue lundi et la reprise des négociations avec la direction concernant une revalorisation des salaires.

Ver.di et son allié IG BCE ont suspendu cette grève *"jusqu'au 10 février minuit"*, ont-ils fait savoir dans des communiqués séparés. Les deux syndicats avaient annoncé hier avoir voté à une très large majorité en faveur d'un débrayage à *"durée indéterminée"* à partir de lundi, en vue d'obtenir des revalorisations de salaires. AFP 02.02

Ce revirement de dernière minute ne vous étonne pas, n'est-ce pas ?

ECONOMIE

Argentine

Le FMI a sorti l'artillerie lourde contre l'Argentine, accusée de tronquer ses statistiques économiques, et adopté vendredi, pour la première fois de son histoire, une *"déclaration de censure"* qui pourrait valoir au pays une exclusion de l'institution.

Ses chiffres officiels de 2012 faisaient état d'une inflation à 10,8% alors que les instituts privés l'évaluaient à plus du double (25,6%).

Après plusieurs ultimatums et des échanges d'amabilités, le conseil d'administration du Fonds, qui représente ses 188 Etats membres, a jugé vendredi que les progrès de l'Argentine n'étaient *"pas suffisants"* et a enjoint au pays de rectifier le tir de toute urgence.

"Le conseil d'administration appelle l'Argentine à adopter sans délai les mesures visant à corriger les inexactitudes" de ses statistiques et à se conformer aux *"standards internationaux"*, a indiqué son communiqué, qui fixe un nouvel ultimatum à septembre prochain.

En cas de nouvelle impasse, l'Argentine s'exposerait alors à une série de sanctions graduelles: le pays pourrait d'abord être privé de prêts du Fonds, puis se voir retirer ses droits de vote au sein de l'institution de Washington, avant d'en être tout simplement exclu.

Quelle qu'en soit l'issue, ce nouvel épisode ne va pas arranger l'état exécrable des relations entre l'Argentine et le FMI.

Les autorités de Buenos Aires tiennent l'institution de Washington pour responsable de la faillite du pays en 2001, qui a ouvert

une période de profond marasme économique.

L'ancien directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, avait en 2007 lui-même admis que le Fonds faisait parfois figure de "diable" dans le pays et qu'il y avait des "raisons à cela".

Dès 2006, l'Argentine a d'ailleurs pris soin de rembourser l'intégralité de sa dette au FMI et limite au minimum sa coopération avec l'institution.

Mardi, le Fonds a calculé que Buenos Aires refusait depuis "62 mois" les évaluations annuelles auxquelles sont traditionnellement soumis ses Etats membres.

Fin septembre, la question des statistiques avait donné lieu à une passe d'armes par médias interposés entre le FMI et l'Argentine.

La directrice générale du Fonds, Christine Lagarde, s'était dit prête à brandir un "carton rouge" contre Buenos Aires, s'attirant les foudres de la présidente argentine Cristina Kirchner qui avait fustigé cette référence sportive et assuré que son pays ne céderait à "aucune menace". AFP 02.02

Chacun sait que le FMI ne prête de l'argent aux Etats qu'en échange de brutales réformes structurelles à caractère antisocial auxquelles les gouvernements doivent se plier, le plus souvent cela se passe sans problème, mais il arrive que parfois certains chefs d'Etat se rebellent... avant de céder plus tard. On en veut pour preuve que le FMI fort de la participation de 188 pays continue d'imposer sa dictature à tous les Etats, la dictature de l'oligarchie financière internationale dirigée par le cartel des banquiers de la Fed.

A Washington et à Wall Street ils ne peuvent pas encadrer Cristina Kirchner qui apparemment demeure populaire en Argentine, après avoir récemment soutenu la mobilisation des latifundiaires (taxe sur la production de soja) et des syndicats jaunes pour la faire plier ou faire chuter le régime...

[Haut de page ↗](#)

Le 4 février

CAUSERIE

J'ai rajouté quelques lignes à la suite des passages déjà mis en ligne hier soir.

Dimanche après-midi ici en Inde.

[Ceux qui complotent sont ceux qui camouflent la vérité et ceux qui s'en font les complices. Contre qui ? A qui profite le crime ? Devinez.](#)

Précision à propos de la vidéo mise en ligne avant-hier :

Le juge anti-mafia Imposimato accuse le groupe Bilderberg de terrorisme
http://www.youtube.com/watch?v=9fVDewJx0W4&feature=player_embedded

- Terrorisme : le juge Imposimato accuse le Bilderberg - Réseau Voltaire 30.01 (www.voltairenet.org/article177324.htm)

Le juge Ferdinando Imposimato est connu pour avoir instruit aussi bien l'assassinat du président du conseil Aldo Moro que la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II. Il a été l'un des principaux juges anti-mafia et est devenu président honoraire de la Cour de cassation. Il a été élu à la Chambre des députés sous l'étiquette Parti de la gauche démocratique, puis au Sénat.

Commentaire d'un internaute

- "A 2 minutes et 19 secondes, ce formidable juge dit que le groupe bilderberg dirige le monde. Je me demande qui est à l'origine de ce groupe ? Rothschild disait : "Donnez-moi le contrôle de la monnaie d'une nation, et je me moque de qui fait ses lois »"

Ma question est : Qui contrôle Bilderberg ? N'est-ce pas Rothschild ?"

Ce que dit le juge Imposimato est intéressant, mais franchement entre nous, il a attendu que sa carrière soit terminée et qu'il soit devenu un vieillard pour avouer ce qu'il devait savoir depuis des décennies, on a du mal à le croire lorsqu'il explique qu'il a ignoré l'existence du groupe Bilderberg pendant 30 ans, de même lorsqu'il affirme qu'il aurait "*retrouvé par miracle*", ce sont ses termes, un document datant de 1967 qui prouvait l'implication du groupe Bilderberg dans la déstabilisation de l'Etat italien, il nous prend pour des naïfs, il ne faut pas être dupe.

Dorénavant, après cette déclaration plus personne ne pourra dire que le groupe Bilderberg n'existerait pas, qu'il remplirait un rôle insignifiant dans l'évolution du monde et du capitalisme, ses institutions à l'échelle mondiale au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler.

Vous avouerez que j'ai eu le flair en m'y intéressant après l'avoir découvert il y a quelques mois, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent des partis ouvriers qui gardent un silence coupable sur ce sujet comme sur bien d'autres d'ailleurs.

Certains m'accusent de matraquer les partis ouvriers, mais ne le méritent-ils pas ? Est-ce que vous avez conscience de leur énorme responsabilité dans la situation actuelle inextricable dans laquelle nous sommes, en avez-vous vraiment pris conscience, je pose cette question aux militants et cadres du PCF, du POI, du NPA et de LO ainsi qu'à ceux des groupes de militants qui gravitent autour ?

Avez-vous conscience qu'eux aussi vous ont caché une partie importante de la vérité, qu'ils vous ont sciemment maintenus dans l'ignorance du fonctionnement de la société et du monde dans lequel le groupe Bilderberg et d'autres institutions (CFR, Trilatérale, etc.) jouent un rôle déterminant depuis 1954, en réalité depuis l'après-guerre ou même avant puisqu'à sa tête on trouve le même cartel de banquiers américains ou britanniques.

Pourquoi ont-ils gardé le silence ? Pour justifier leur politique erronée depuis plus de 70 ans ? Pour camoufler leur incurie politique, leur collusion avec le régime en place, ses partis et ses institutions ? Par lâcheté, pour ne pas effaroucher les âmes sensibles des petits bourgeois ou des masses embourgeoisées qui vivent confortablement et qui composent leur parti à quelques exceptions près ? Pour ne pas se couper des partis qui participent au groupe Bilderberg, dont le PS ? Que valent vraiment de tels dirigeants et partis ? Qu'ont-ils encore à voir avec Marx, Engels, Lénine et Trotsky qui ont sacrifié leur vie et celles de leurs proches parfois à la vérité et à notre cause ? On attend leurs explications. Si vous voulez mon avis, n'en espérez rien, mais bon...

Dimanche 22h30 heure locale

J'ai ajouté 9 articles en ligne, voir les rubriques à la date du 4 février.

[Dégénérescence de la civilisation humaine livrée au marché.](#)

Après la légalisation de la zoophilie en Allemagne, de la pédophilie aux Pays-Bas, voire les précédentes causeries à ce sujet, voilà venu le temps de la légalisation de l'inceste, ce n'est pas une mauvaise plaisanterie, regardez la vidéo suivante :

Dépénalisation de l'inceste en Suisse !

<http://www.youtube.com/watch?v=UZfOcrZqqEY>

L'offensive mondiale de l'ultra libéralisme concerne absolument tous les domaines et tous les rapports dans la société, et au sein du groupe Bilderberg ce sont les médias et les dirigeants des principaux partis de l'ordre et leurs supplétifs qui sont chargés de mener ce combat pour parvenir à niveler par le bas tous les rapports qui existaient jusqu'à présent dans la société au nom de l'égalité, de la démocratie, d'un humanisme aussi volatile que le cours d'une action en bourse, en réalité la destruction de toute norme ou repère pour n'en laisser qu'une : le marché, la marchandisation de tous nos gestes et actes, besoins, aspirations, qui concourt à réduire tous les rapports dans la société à la seule valeur digne encore d'intérêt l'argent, le profit.

Tout le reste n'a finalement aucune importance, qu'un homme baise avec une femme, un homme, un chien, un enfant de 10 ans ou sa propre fille majeure, quelle importance, tout est possible, c'est le droit de chacun de le revendiquer, dès lors tout doit être permis, c'est du pareil au même ou les différences sont insignifiantes, voilà à quel degré de dégénérescence ils en sont rendus, je n'exagère rien, vous avez eu dans les causeries précédentes tous les éléments, articles et vidéos qui le prouvaient. Et c'est à cela que la presque quasi totalité des partis et autres formations politiques du mouvement ouvrier en France ont adhéré, à l'exception du POI si je ne dis pas de bêtise et c'est tout à son honneur.

C'est franchement consternant, effrayant, les mots nous manquent. Ah pour être décomposés ou être tombés sur la tête, ils le sont ! Cela prouve au moins une chose, c'est que tous ces partis et groupes de militants sont incapables de faire preuve du moindre esprit critique, ils sont morts politiquement, définitivement irrécupérables, ils sont aveuglés à tel point par leur propre dogmatisme ou incurie politique ou encore les intérêts de leur misérable micro appareil qu'ils ont fini par joindre leur voix à

celle de la pire réaction, confondant au passage ceux qui habituellement la représentent et ceux qui aujourd'hui, crise économique du capitalisme et de ses institutions politiques oblige montent au créneau, le PS et le Front de gauche en tête ainsi que les syndicats à l'exception toutefois de FO il faut le noter au passage, oui il faut tout dire et être impartial, honnête jusqu'au bout, seuls le POI et FO ont refusé de se prononcer pour le mariage pour tous et la GPA.

Cela dit, le POI n'a pas seulement refusé de se prononcer pour ou contre le mariage pour tous et la GPA, à ma connaissance il n'a rendu publique aucune position. Etait-ce la bonne méthode ? En se mettant un instant à la place de ses dirigeants, on peut très bien concevoir qu'ils n'avaient aucun intérêt à déclencher une crise dans leur parti à partir de cette question finalement secondaire ou même insignifiante, rappelons qu'elle ne concernait qu'1% des populations concernées par les mariages, les motifs de division dans leurs rangs ne manquent déjà pas, donc inutile d'en rajouter un autre, d'autant plus que cela aurait été marcher dans la combine de ceux qui ont lancé cette initiative qui devait aboutir à diviser travailleurs et militants, notons que cet objectif a été atteint au-delà de leur espérance puisque la quasi-totalité du mouvement ouvrier a adopté cette position ultra libérale, Hollande et ses maîtres de l'oligarchie financière peuvent être satisfaits, dans le contexte social actuel un tel soutien n'est pas négligeable.

A leur place, j'aurais estimé préférable de donner la position de mon parti en laissant la liberté aux militants de la défendre ou non. Aborder ouvertement cette question dans un parti et prendre publiquement une position présentait un autre avantage, cela aurait permis de mesurer le niveau de pénétration des idées dominantes dans ce parti, chez ses militants, et de donner une précieuse indication à ses dirigeants sur l'état exact de leur parti. Peut-être n'y tenaient-ils pas vraiment, c'est possible, je n'en sais rien.

Pendant ce temps-là on ne parle pas du chômage, de la précarité et de la misère qui s'étendent, de l'engagement guerrier du gouvernement français au Mali, en République centrafricaine, en Syrie, etc., pendant ce temps-là on ne parle pas non plus des pseudo négociations se poursuivent entre les syndicats jaunes et traîtres et le Medef, des grèves qui se poursuivent dans un grand nombre d'entreprises, c'est toujours cela de gagner !

Le PS vient de ressortir le vote des étrangers, Désir en a appelé à Borloo, demain la CGT ou le Front de gauche vont nous ressortir les sans-papiers, l'islamophobie, l'antisémitisme et ainsi de suite histoire de distraire la galerie pendant que le gouvernement et le patronat appliquent tranquillement leur programme antisocial et réactionnaire...

[A propos de Syriza, Die Linke et le Front de gauche.](#)

Lisez l'article de presse mis en ligne aujourd'hui sur Syriza, et si vous aviez des doutes sur les véritables intentions et la nature du Parti de Gauche ou du Front de Gauche ou que vous en aviez encore dans Die Linke en Allemagne, vous n'en aurez plus sur Syriza qui est la copie conforme de Die Linke et du Front de gauche et du même coup sur ces partis inféodés au capital : *Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI. (04.02)*

Vous nous excuserez de ne pas trouver stupéfiant les propos du principal dirigeant de Syriza, Tsipras, ou de nous en étonner, puisque nous savions pertinemment à qui et à quoi nous attendre de sa part, d'ailleurs nous n'avons jamais manifesté la moindre illusion ou le moindre soutien à Syriza. Ajoutons qu'après avoir rassuré le FMI et le ministère des Affaires étrangères américain sur ses intentions au cas où Syriza parviendrait au pouvoir lors des prochaines élections ou à l'issue d'une crise politique, cette question ne se pose plus, Syriza a pour unique fonction de protéger le régime en place et les institutions contre les masses exploitées qui les contestent de plus en plus ouvertement, et donc de leur interdire toute issue politique qui consisterait à les remettre en cause, à les renverser par une révolution prolétarienne et socialiste.

Si vous étiez adhérent ou sympathisant du Front de Gauche qui a pour référence Die Linke et Syriza, que vous voulez sincèrement combattre le capitalisme et en finir avec lui, changer la société, prenez vos jambes à votre cou et fuyez ce parti, comme disait Marx autrefois : sauvez votre âme !

La suite demain en fin de journée car demain matin je vais chez le dentiste, je vais perdre 3 heures.

Lundi après-midi.

[Un courriel reçu.](#)

Un courriel reçu de Robert Paris qui anime un groupe de militants formé autour du portail Matière et Révolution, j'espère ne pas écrire une bêtise, car en dehors de ce qui figure dans leur portail, je n'en sais pas davantage sur leur organisation, ce sont des militants issus de LO, qui après avoir rejoint le NPA en ont été exclus. Ils diffusent un bulletin d'entreprise La voix des travailleurs.

- "Cher camarade,

Nous organisons une réunion ouvrière sur la situation des luttes, la guerre au Mali et d'autres points éventuels, dimanche 17 février . Rendez vous à 9H50 à la sortie du métro Goncourt (à Paris).

En espérant que vous pourrez venir ainsi que vos amis et camarades."

Les militants organisés ou non sur Paris et la région parisienne peuvent participer à cette réunion, nous les y encourageons.

Congrès du NPA

NPA. A peine fondé et déjà effondré puis refondé... sur les mêmes fondations qui aboutiront infailliblement au même résultat.

On aurait pu se contenter du titre qui suffit à comprendre qu'il n'y a rien à attendre d'un tel parti et passer à autre chose, efforçons-nous toutefois de témoigner que nous ne méprisons pas ses militants tout en compatissant sincèrement à leur désarroi.

Vous trouverez ci-dessous un article de presse d'hier suivi d'un bref commentaire, plus un autre rédigé la veille au soir.

- Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) a clos dimanche son 2ème congrès "*qui a commencé le chantier de refondation*" du parti, six mois après une vague de départs de militants vers le Front de gauche (FG).

"*C'était un bon congrès qui a commencé le chantier de refondation du NPA*", a déclaré Christine Poupin, la porte-parole du parti, après trois jours de débats à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

"*Il y a une volonté d'arriver à une recomposition et d'en finir avec les tendances*", a assuré Alain Krivine, figure historique du parti.

Le NPA ne s'est pas encore totalement remis de la scission qui a vu le courant Gauche anticapitaliste rejoindre l'été dernier les troupes de Jean-Luc Mélenchon, emportant avec lui des dizaines de militants, dont des ex-dirigeants du parti.

Lors de l'assemblée préparatoire, les 2.500 militants ont été appelés à s'exprimer sur quatre textes d'orientation. C'est la plateforme intitulée "*une orientation pour agir*" qui l'a emporté avec 51% des voix.

Sandra Demarcq, porte-parole de la plate-forme, a expliqué qu'il s'agissait "*de mettre le NPA en marche pour clairement combattre le gouvernement actuel et ses politiques d'austérité*".

Pour cela, le NPA entend "*s'adresser à l'ensemble des organisations qui ne soutiennent pas le gouvernement*", y compris le Front de gauche. "*On ne va pas proposer de fusion avec le FG car il y a des désaccords importants, mais le NPA seul n'y arrivera pas*", a souligné Sandra Demarcq.

"*Le FG va devoir se positionner plus clairement et nous serons là pour les titiller et rappeler qu'il faut une vraie opposition de gauche*", ajoute-t-elle.

C'est sur les modalités de ce dialogue avec le FG que subsistent les désaccords au sein du NPA. "*Quelle politique d'interpellation du FG*", interroge Gaël Quirante, dont la motion du "*courant révolutionnaire*" a remporté 32% des votes.

"*Ce sont des nuances*", atténue Alain Krivine, pour qui "*il y a une volonté unanime de sortir à l'extérieur et de participer à tous les débats en cours*". AFP 03.02

Y compris ou surtout ceux mis en avant par les tenants de l'ultra libéralisme, on ne se refait pas !

Comment prendre au sérieux de tels dirigeants et un tel parti franchement, on a plutôt l'impression que c'est en désespoir de cause que des travailleurs le rejoignent ou que des militants s'y accrochent après avoir constaté qu'aucun autre parti leur convenait, ce qui selon nous n'est certainement pas le choix le plus judicieux, le POI que nous ne ménageons pas demeurant à ce jour le seul parti vraiment sérieux bien que miné à la base par les mêmes contradictions.

Je ne sais pas comment les militants du NPA qui ne sont pas organisés dans la tendance majoritaire à laquelle appartient Krivine interpréteront son intention affichée "*d'en finir avec les tendances*", je l'interprète comme un appel à revenir à l'ex-LCR, où finalement l'inertie d'une organisation refusant de faire l'inventaire de son passé et d'analyser sérieusement les raisons qui sont à l'origine de son incapacité à construire un parti révolutionnaire après plus d'un demi-siècle d'existence, est bien plus confortable que d'être exposé sans cesse à la critique de militants venus du PCI ou du PT qui mettent en lumière les contradictions de sa politique opportuniste et au-delà de l'incurie politique de ses dirigeants.

S'adresser au Front de gauche, cela signifie s'adresser à ses dirigeants qui ne valent guère mieux que ceux de Syriza ou de Die Linke, c'est donc une nouvelle fois se tourner vers une formation liée au PS, à un parti social-impérialiste, tout en

prétendant développer une politique indépendante du PS, ce qui est évidemment contradictoire ou impossible au lieu de se tourner résolument vers la masse des exploités, ainsi les dirigeants du NPA confirment pour la énième fois qu'ils sont totalement incapables de tirer le moindre enseignement de leurs propres erreurs politiques.

J'ai lu dans une contribution d'une tendance du NPA que leur parti devait se construire "en priorité dans le monde du travail" pour immédiatement après se limiter aux grandes entreprises qui sont le berceau de l'aristocratie ouvrière contrôlée par les appareils vendus des syndicats, autrement dit elle se proposait ni plus ni moins de se tourner vers les syndicalistes des grandes entreprises qui sont les plus gangrénés par le capitalisme, ce qui confirme qu'aucune tendance au sein du NPA n'entend finalement se tourner résolument vers les couches les plus défavorisés des travailleurs qui se comptent par millions et millions, confirmant ce qui a été dit au paragraphe précédent. C'est une constante au NPA, mais pas seulement, dans tous les partis ouvriers. C'est ce qui est à la fois à l'origine de leur incapacité à construire un nouveau parti communiste profondément ancré dans les masses et leur dérive politique qui les a conduit à s'écarter ou à abandonner le combat pour le socialisme.

Quand on entend que "*le FG va devoir se positionner plus clairement et nous serons là pour les titiller et rappeler qu'il faut une vraie opposition de gauche*", on est bien obligé d'en conclure qu'à partir d'une telle illusion la décomposition politique du NPA devrait se poursuivre.

Le commentaire que j'ai rédigé hier soir avant de prendre connaissance de l'article que vous venez de lire.

En consultant en diagonale plusieurs articles du NPA sur la préparation de son congrès, j'ai constaté que lors du vote des assemblées générales des militants pour élire leurs délégués seulement entre 1600 et 1700 avaient participé à ce vote, donc étaient en réalité organisés au sein de ce parti ou pouvaient être considérés comme des militants, les 700 ou 800 restant étant des adhérents qui ne participent pas à leurs structures. Rappelons qu'il y a 2 ans ils avaient comptabilisé 9000 militants et adhérents confondus.

Lors de ce vote, le texte de la direction sortante a obtenu à peine plus de 50%, soit 800 à 850 voix sur 2500 militants et adhérents au total. Tout cela n'est décidément pas très sérieux et a de quoi ne pas vraiment inspirer confiance. Dans de telle condition, il est impossible d'avoir un parti en ordre de bataille, c'est la débandade.

Avant la transformation de la LCR en NPA il y avait entre 2500 et 3000 militants et adhérents dans cette formation politique, compte tenu de l'apport de militants de différents groupes issus du PCI ou du PT qui l'ont rejoint et d'autres encore, il faut en déduire que des centaines d'ex-militants de la LCR ont quitté le NPA depuis deux ans. Je n'étais pas un partisan de la LCR à l'époque, et je me demande s'ils ont fait le bon choix en créant le NPA. Je pense plutôt que comme au POI, étant incapables ou refusant de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik de Lénine, ils en sont arrivés à chercher une recette magique pour construire le parti, un raccourci qui au bout du compte abouti au même résultat, en pire, car les militants qu'ils ont hérités ont un niveau théorique encore plus médiocre et sont moins déterminés ou combattifs que ceux qui les ont quittés ou qu'ils auraient pu recruter. Ils récoltent le fruit de leurs errements politiques et de leur opportunisme.

Cette formation politique m'a toujours donné l'impression d'être un bordel innommable question fonctionnement ou organisation, il le confirme encore ici, empêtré éternellement à résoudre ce problème sans jamais y parvenir, je me dis qu'au départ, à l'origine il doit y avoir quelque chose qui cloche, vous connaissez mon pragmatisme, je ne supporte pas qu'on laisse traîner un problème indéfiniment, c'est au-dessus de mes pauvres moyens, j'ai horreur de l'indiscipline, du laxisme, du dilettantisme, tout en ayant par ailleurs un esprit large, vous avez pu en jugez en lisant mes causeries un peu plus personnelles...

Je ne sais pas ce vous en pensez, on a l'impression de retrouver le même clivage sur les principes qu'entre les bolcheviks et les mencheviks, la comparaison s'arrête là car le NPA ressemble finalement à ni l'un ni l'autre.

Apparemment c'est difficile de s'en tenir à des principes dans un parti, et que bien que des adaptations soient inévitables dans la pratique, ils doivent demeurer la règle de conduite du parti, en quelque sorte son identité qui concentre sa nature et l'objectif de son combat, je pense évidemment au parti bolchevik et non au NPA. Vous vous souvenez peut-être de quelle manière Trosky avait défini son application en rappelant le génie de Lénine qui maîtrisait parfaitement cette question, fermeté et souplesse mais rigueur en toutes circonstances, ne jamais rien lâcher sur les principes, c'est la rigueur qui sert à délimiter la ligne à ne pas franchir dans un sens ou dans l'autre, ne pas faire régner la terreur du dogmatisme ou du sectarisme et ne pas céder à l'éclectisme qui est la porte ouverte à toutes les formes d'opportunisme.

D'où proviennent-elles ? De l'adaptation aux idées de la classe dominante qui a fini par pourrir le mouvement ouvrier et la société toute entière. Voyez ou conduit aujourd'hui l'ultra libéralisme qui est une forme d'éclectisme poussée jusqu'à la caricature, à rejeter toute règle ou norme établie par le passé dans la société ou dans ses rapports pour finalement n'en conserver qu'une seule : le marché, l'économie de marché, le capitalisme, la société de consommation, le seul rapport devant demeurer étant celui à l'argent, chaque individu étant considéré uniquement comme une source de profit. Aujourd'hui, c'est le PS qui est le fer de lance de cet ultra libéralisme, et au-delà tous les partis qui reprennent en coeur ses revendications sociétales qui ont une orientation profondément réactionnaire, à ne pas confondre avec leur contenu qui ne pourra être réalisé que dans une société débarrassée du capitalisme qui est à l'origine de toutes les inégalités et injustices.

Appliquer la méthode de Lénine est tout un art qu'il n'est assurément pas donné à tout le monde de maîtriser et je ne prétend pas non plus y être parvenu, loin de là, j'y travaille, pas suffisamment d'ailleurs et c'est une faiblesse, mais bon, j'ai le défaut de m'y être pris un peu tard semble-t-il et comme dit la chanson, le temps ne se rattrape plus (Trust) hélas ! On a tous nos défauts ou nos faiblesses.

On ne va pas s'éterniser sur cette question aujourd'hui, on a déjà eu l'occasion de la traiter dans d'anciennes causeries.

De notre côté, on s'en tient à notre objectif, à nos principes, à notre programme, à notre idéal tout en acceptant la discussion sur toutes les questions du moment qu'elles sont abordées sincèrement et honnêtement, la confrontation des idées ne nous effraie pas, au contraire et constatant que peu y tiennent vraiment, depuis longtemps j'en suis arrivé à reprendre les idées de mes adversaires pour les analyser en profondeur sans craindre de remettre en cause les miennes que je rectifie quand j'estime que c'est nécessaire.

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas d'avoir raison, ce serait puéril, on s'en fout, c'est de parvenir à une analyse la plus profonde et la plus fine possible de la situation pour définir une tactique et une stratégie et la manière d'intervenir dans la lutte des classes pour aller de l'avant, peu importe comment nous sommes parvenu à cet objectif du moment qu'il a été atteint. A nous ensuite d'être capable de l'expliquer aux travailleurs et aux militants pour qu'ils y réfléchissent et éventuellement qu'ils s'en saisissent si elle leur convient. Rien ni personne ne peut nous faire dévier de notre méthode, mais nous laissons chacun décider librement de partager ou non notre analyse, nos idées, etc. Je crois avoir compris que c'était le fondement de la méthode de Lénine.

Quand on n'a pas confiance en soi, on ne peut pas défendre honnêtement ses idées, parce qu'on ne les a pas suffisamment travaillées pour les étayer solidement, parce qu'on ne maîtrise pas son sujet, là en l'occurrence parce qu'on ne croit plus dans les masses et dans le socialisme, on craint la confrontation d'idées alors on essaie de les imposer aux autres et on recourt à des moyens malhonnêtes. Cela me fait penser à l'histoire du thermomètre que vous connaissez tous ou du chien qu'on accuse d'avoir la rage. Nous ne sommes pas parvenus à construire le parti depuis la mort de Trotsky, si une faute ou une erreur a été commise quelque part, il ne faut pas chercher ailleurs que chez nous, dans nos propres rangs, c'est la responsabilité de nos dirigeants auxquels nous octroyons le droit à l'erreur à condition qu'ils les corrigent au lieu de les justifier ou de les reproduire sans cesse, ou alors il faut en conclure que le socialisme était une magnifique utopie, que les masses sont vouées à demeurer dans une profonde ignorance et qu'on ne parviendra jamais à vaincre le capitalisme, et alors oui pour le coup on pourrait être livré à un Nouvel ordre mondial ou à une dictature mondiale implacable, effroyable. A chacun de prendre ses responsabilités.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Dans un rapport Goldman Sachs avait prédit récemment que l'euro atteindrait 1,37 dollar : on y est !](#)

Qui mène la barque ? La réponse tient dans le titre.

Le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, a estimé dimanche sur France 2 que l'euro était "*fort, peut-être d'ailleurs trop fort*", alors que la monnaie unique évolue au-dessus de 1,36 dollar, ce qui est pénalisant pour les exportations.

L'euro a encore progressé face au dollar vendredi, évoluant au-dessus du seuil de 1,36 dollar après avoir atteint dans la journée 1,3711 dollar, son plus haut niveau depuis mi-novembre 2011, en raison d'un regain d'optimisme sur les perspectives de l'économie en zone euro.

La monnaie unique a également augmenté face à la devise nipponne et touché 126,97 yens, son plus haut niveau depuis fin avril 2010.

Pour le gouvernement français, cette hausse devient préoccupante car une monnaie trop forte pèse sur les exportations.

Impensable, impossible.

- M. Moscovici a également assuré qu'il tablait sur une inversion de la courbe du chômage d'ici à la fin de l'année à la faveur d'une amélioration de la conjoncture en France et dans le monde. AFP 03.02

Si vous n'avez pas lu l'article mis en ligne dans la rubrique Economie, c'est dommage : *L'Euro serait-il une arme de destruction massive créée contre l'Europe des Nations ?*, car il fournissait les éléments pour comprendre à quoi rime un euro fort face à un dollar, un yen et une livre faible : un nouveau "*choc de compétitivité*" conduisant les gouvernements européens à redoubler (et justifier) leur offensive contre la classe ouvrière en réduisant davantage le coût du travail (les salaires) tout en augmentant la durée du travail, le taux d'exploitation...

ACTUALITE EN TITRES

[De la crise économique du capitalisme à la crise politique de ses institutions politiques...](#)

- Budget de l'UE: les conditions "*pas encore réunies*" pour un accord, dit Hollande - AFP
- Qui veut la peau de David Cameron ? - LePoint.fr
- Espagne: le scandale de corruption tourne à la crise politique - AFP
- Tunisie: crise politique faute de compromis sur un nouveau gouvernement Hamida BEN SALAH - AFP
- Égypte : le fossé se creuse entre le pouvoir et l'opposition - LePoint.fr

[Un os à ronger pour les féministes !s](#)

- EADS: le comité des nominations préfère Trichet ou Pébereau à Lauvergeon - AFP

[Question grotesque !](#)

- Pourquoi les politiques n'assument pas l'engagement pour motif économique de l'armée française en Afrique - Atlantico.fr

[Tiens donc !](#)

- Comment l'antiracisme s'est imposé comme cause de remplacement (facile) à la défense de la classe ouvrière - Atlantico.fr

[Propagande de la réaction.](#)

- Taxe à 75 % : les Français y sont de moins en moins favorables - Atlantico.fr

Et tout naturellement ils sont une majorité à répondre présent aux sirènes de l'ultra libéralisme qu'incarne le PS en se déclarant favorables au mariage pour tous, à la guerre contre le peuple malien...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

1- La police torture et maquille les photos qu'elle livre aux médias

La police a diffusé les photos de 4 suspects arrêtés après un double vol à main armée. Deux Grecs avaient été arrêtés pour avoir participé à des hold-up dans des banques près de Kozani, une ville du nord-ouest de la Grèce, et sont soupçonnés d'appartenance à un groupe extrémiste, a annoncé samedi le directeur de la police locale.

Les deux suspects, âgés respectivement de 22 et de 25 ans, étaient recherchés par la police antiterroriste pour leurs liens présumés avec le groupe anarchiste la Conspiration des Cellules de feu, qui figure sur la liste noire des organisations terroristes internationales établie par les États-Unis, a dit une source policière.

Ils ont été arrêtés vendredi avec deux autres personnes pour avoir pris part à des hold-up dans deux banques de la commune de Velvedos, près de Kozani, selon un communiqué de la police. Dans leur véhicule, les policiers ont découvert deux fusils d'assaut kalachnikov, un pistolet Scorpion et trois autres revolvers, d'après cette même source.

Hier, samedi, la police a diffusé les photos des 4 détenus sur le site officiel de la police (le lien peut ne pas fonctionner ou avoir été supprimé par les forces de l'ordre).

Ces photos montrent clairement que les détenus ont subi des mauvais traitements. (disponibles sur leur portail : <http://www.okeanews.fr>)

Hier soir, on pouvait voir dans les informations de la chaîne Mega la diffusion des photos sans aucune mention de leur modification.

Manifestement, cela ne pose aucun problème, ni à la police, ni aux grandes chaînes de télévision, de publier des photos trafiquées : une méthode -déjà utilisée- qui ressemble à celles pratiquées par la junte militaire et par les dictatures. okeanews.fr 03.02

2- Après que le FMI ait reçu le soutien et des gages de bonnes conduites de Syriza

L'impact sur la récession du plan de rigueur imposé à la Grèce, dont certaines "erreurs" ont été évoquées par des hauts responsables de l'UE et du FMI, "*pourrait être rectifié*", a estimé dimanche le ministre grec du Développement.

"*Il y a eu des erreurs dans la recette*" du plan d'austérité, dicté par l'UE et le FMI et "*nous essayons les rectifier dans la mesure du possible*", a indiqué Costis Hadzidakis dans un entretien au journal Real News.

Compte tenu que "*la troïka (UE-BCE-FMI) a reconnu qu'il y a eu des erreurs*" et que "*le gouvernement grec fait actuellement un effort sérieux pour rétablir la confiance du pays*", "*tout cela pourrait conduire à des rectifications*" et l'apaisement de la rigueur, a souligné le ministre.

Plusieurs hauts responsables de l'UE et du FMI ont critiqué l'impact de l'austérité stricte imposée au pays depuis le début de la crise de la dette en 2010, qui a plongé la Grèce dans une récession profonde.

Le débat a rouvert après un récent article des économistes au FMI, Olivier Blanchard et Daniel Leigh, où ils expliquaient que l'utilisation d'un mauvais coefficient de calcul a débouché sur une sous-estimation des effets négatifs de l'austérité en Europe.

Tenant d'une ligne plus souple au sein du FMI, M. Blanchard avait déjà reconnu que les effets de l'austérité sur la croissance avaient été sous-estimés notamment en Grèce, en récession pour la cinquième année consécutive.

En octobre, le ministre adjoint grec aux Finances, Christos Staikouras, avait relevé que le FMI s'était trompé en matière d'impact de la rigueur sur la récession.

Depuis 2009, "*le coefficient multiplicateur*" des mesures de rigueur sur le recul de croissance a été "*d'environ 1, au lieu de 0,5*" qui avait été retenu pour la mise au point par l'UE et le FMI des plans de redressement dictés à la Grèce en échange des prêts internationaux, avait dit M. Staikouras, soulignant que même le FMI "*le reconnaît désormais*".

Interrogé jeudi sur la question lors d'une conférence de presse, le porte-parole du FMI Gerry Rice a rappelé que l'institution a "*mis à jour ce multiplicateur*" dès qu'elle s'était aperçu "*que les conditions en Grèce étaient différentes*" que celles prises en compte lors du début de la crise.

Toutefois, M. Rice a souligné que "*ce multiplicateur n'était qu'une dimension du problème*" et qu'il y avait "*d'autres facteurs qui déterminent l'ajustement des finances publiques de chaque pays*". "*Et chaque pays est différent*", a-t-il conclu.

De son côté, le ministre des Finances Yannis Stournaras a indiqué dimanche dans un entretien publié au quotidien Kathimérini que "*l'autocritique du FMI aurait dû être fait plus tôt*".

"*Nous avons été contraint de prendre des mesures beaucoup plus nombreuses que celles qu'il fallait pour atteindre les objectifs (...) mais cela peut nous permettre d'arriver à un excédent primaire dès 2013*", a dit M. Stournaras.

Mais pour le chef du principal parti de l'opposition de la Gauche radicale Alexis Tsipras, qui impute au plan de rigueur l'effondrement de l'économie, la voie pour sortir de la crise n'est que "*la fin du cercle vicieux des politiques d'austérité*".

"*Il faut entrer dans la voie de la croissance*" et "*la viabilité de la dette dépend de la restructuration (haircut) de la dette*", a-t-il dit dans un entretien publié dimanche également à Kathimérini.

Sans exclure l'éventualité "*d'une nouvelle restructuration de la dette*", M. Stournaras a répondu que "*la condition pour une nouvelle décote serait d'arriver à un excédent primaire*".

Les hauts responsables de la troïka sont attendus fin février à Athènes pour le contrôle régulier des comptes grecs en vue de la poursuite des versements des prêts au pays. AFP 03.02

On ne peut que sourire en prenant connaissance de la déclaration du dirigeant de Syriza, d'Alexis Tsipras, après avoir lu l'article en ligne dans cette page sur les gages qu'il a fournis la semaine dernière au FMI et à Washington.

3- Un climat politique délétère

Toutes les normes s'effondrent au Parlement grec, où les débats sur les épuisantes mesures d'austérité depuis quatre ans sont pimentés et parfois rendus explosifs par l'arrivée de flopees de députés novices au sang chaud.

Deux députées du parti conservateur et d'un parti nationaliste en sont presque venues aux mains la semaine dernière, après une insulte lancée en séance.

"*Fiche le camp, espèce de salope*", a répondu la députée attaquée, membre du parti de la droite de Nouvelle Démocratie dirigé par l'actuel Premier ministre Antonis Samaras, avant que la séance ne soit prestement ajournée par le président.

Le 31 janvier, le nouveau député nationaliste Vassilis Kapernaros, un avocat, s'est cassé un doigt en tapant sur son pupitre durant un débat particulièrement agité.

Quelques jours avant, c'est un autre député débutant, du parti de gauche radicale Syriza, qui a fait les gros titres en semblant appeler le peuple grec au combat armé contre les mesures d'austérité lors d'une interview.

Un autre député du Syriza, l'auteur Petros Tatsopoulos, avait auparavant affirmé sérieusement dans une interview qu'il avait "*baisé la moitié d'Athènes*", déclenchant de nombreuses réactions outragées sur internet.

Les pires incidents de séance reviennent aux députés du parti néo nazi Aube Dorée.

Au cours des mois passés, les membres de ce parti à la discipline militaire ont accusé le ministre de l'Ordre public, qui supervise la police, d'être "*un homme des Juifs*" et un député musulman d'être un agent des Turcs.

"*Assieds toi, tu es encore saoule*", a lancé en séance le député et porte-parole de ce parti, Ilias Kassidiaris, ancien militaire, à une députée conservatrice lors d'un vote récent.

En séance, le député Kassidiaris a poussé la provocation jusqu'à lire en public un passage du célèbre faux antisémite "*Les protocoles des sages de Sion*", sans être inquiété, ni condamné.

Enfin, dans un registre plus léger, certains déplorent aussi le laisser-aller vestimentaire des nouveaux députés grecs.

Le vice-président du Parlement Christos Markoyiannakis, un conservateur, déplorait ainsi la semaine dernière le nombre croissant de jeans et de mini jupes dans l'hémicycle: "*Nous ne pouvons plus avoir des gens en manches courtes et tatouages*". AFP 03.02

Hormis les jeans et les mini jupes ou les tatouages qui n'ont rien d'outrageant, ces comportements sont à l'image des institutions et de la classe dominante grecque. Il est plus que temps de faire table rase du passé!

SOCIAL

Grèce

Les marins grecs ont décidé dimanche de prolonger de 48 heures leur grève contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement, ce qui menace de couper totalement des dizaines d'îles du continent pendant au moins six jours.

Les marins exigent le versement de plusieurs mois d'arriérés de salaire et le retrait d'un projet de loi affaiblissant leur syndicat par la création d'un nouveau contrat conclu directement entre les propriétaires de bateaux et leurs employés.

"*La loi anéantit la profession de marin et toutes les règles qui la sous-tendent*", affirme le syndicat PNO.

La grève, qui a débuté jeudi, a commencé à provoquer des pénuries dans les épiceries de certaines îles et elle entrave les exportations agricoles à destination des Balkans et au-delà, s'alarme dans un communiqué l'association athénienne des producteurs de légumes.

Des agriculteurs ont pour leur part perturbé la circulation sur plusieurs autoroutes du pays en s'asseyant sur la chaussée et en distribuant gratuitement du riz aux automobilistes. Ils protestent contre l'alourdissement de la fiscalité sur leur secteur dans le cadre des mesures prises par le gouvernement pour tenter de rétablir les comptes publics.

"Nous n'avons d'autre choix que de poursuivre notre mouvement, nous sommes au bord du désespoir", a dit un agriculteur interrogé par la chaîne de télévision NET.

Le gouvernement vient d'abaisser le montant de certains remboursements et de subventions pour l'achat de carburant dont bénéficient les agriculteurs, tout en augmentant leurs cotisations sociales.

Le gouvernement discute avec les grévistes mais il exclut de reculer sur la moindre de leurs revendications afin de ne pas assouplir son effort budgétaire. Cette politique d'austérité est une condition posée par l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) au versement de leur aide financière.

Le principal syndicat du pays, GSEE, a appelé à une grève de 24 heures le 20 février. Reuters 03.02

[Haut de page ↗](#)

Le 5 février

CAUSERIE

Lundi en fin d'après-midi

Place à l'actualité.

- Pourquoi Caroline Fourest attaque-t-elle Michel Collon ? - 3 février - <http://michelcollon.info>

Ce mardi 5 à 20h35, France 5 diffusera un documentaire de Caroline Fourest, qui attaquera notamment Michel Collon comme faisant partie des « réseaux de l'extrême » et des « obsédés du complot ». Sa réaction : Il paraît que je fais partie, je cite la présentation officielle de l'émission, des « obsédés du complot », ces « tribus d'internautes soumis à des mercenaires de la propagande passés maîtres dans l'art de désinformer pour radicaliser les identités et discréditer la démocratie en même temps que la presse. »

Rien que ça ! J'ai écrit à la présentatrice de l'émission, Carole Gaessler, pour demander à pouvoir me justifier de ces crimes épouvantables, et des calomnies de Fourest, dans le débat qu'elle animera ensuite. Pas de réponse à ce jour.

J'invite chacun à regarder cette émission en réfléchissant aux questions suivantes :

Pourquoi Fourest m'accuse-t-elle sans m'avoir jamais demandé ce que je pense réellement ?

Pourquoi ne cite-t-elle jamais mes articles et livres où j'écris exactement le contraire de ce qu'elle m'attribue ?

Pourquoi, à la place, me calomnie-t-elle en m'amalgamant à des gens d'extrême droite avec qui je n'ai rien à voir et que je combat ?

Pourquoi refuse-t-elle un débat public qui permettrait aux gens de se faire leur opinion ?

Pourquoi met-elle toute son énergie à critiquer les auteurs très divers comme Chomsky, Bricmont et Ramadan et moi-même qui critiquons Israël et les guerres des USA ?

Si vous souhaitez poser vos questions à l'animatrice de l'émission : carole.gaessler@francetv.fr

Sur ces rumeurs et calomnies répandues par Fourest et quelques autres personnes, notre site Investig'Action – michelcollon.com.

info reviendra dès que possible. Il faut savoir que notre équipe, trop petite, a beaucoup de travail notamment sur le Mali... Fin

Nous soutenons inconditionnellement Michel Collon et ses collaborateurs, le portail qu'ils animent.

S'il y a complot, il vient de ceux que le juge anti-mafia Ferdinando Imposimato a dénoncés publiquement dont font partie les médias aux ordres invités aux réunions du groupe Bilderberg dirigé par le cartel des banquiers de la Fed. Voir la causerie du 4 février et la vidéo en ligne.

J'ajoute le courriel que j'ai envoyé à carole.gaessler@francetv.fr

Madame,

Suite à l'annonce de la diffusion d'un documentaire de Caroline Fourest mardi 5 à 20h35 sur France 5, qui attaquera notamment Michel Collon comme faisant partie des « réseaux de l'extrême » et des « obsédés du complot », accusation intolérable, calomnie insupportable.

Si complot il y a, ce n'est pas chez Michel Collon ou d'autres journalistes indépendants qu'il faut le chercher, mais du côté du cartel des banquiers internationaux et de l'élite intellectuel dont font partie la plupart des médias qui se réunissent dans le cadre du groupe Bilderberg, notamment. La preuve ci-dessous si nécessaire. Gageons que vous n'oserez pas remettre en cause l'impartialité du Président honoraire de la cour de cassation italienne.

Avec mes salutations respectueuses.

Tardieu Jean-Claude.

J'ai reproduit ensuite la présentation de son livre qui figure dans le portail du Réseau Voltaire.

La suite mardi après-midi.

J'ai laissé de côté quelques articles de presse, ce sera pour demain ou en fin de journée, ainsi que d'autres articles que je mettrai en ligne, plus le temps.

[Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir, sinon à quoi bon ?](#)

L'être humain ou le citoyen est réduit au rôle de vulgaire consommateur, de machine à consommer dans leur société de plus en plus ultra libérale calquée sur le modèle anglo-saxon.

Leur société n'a pas ou plus pour objet de produire pour satisfaire des besoins bien qu'imparfaitement ou de manière inégale selon le statut social de chacun ou encore pour accéder à un niveau de vie meilleur, mais uniquement pour consommer en nombre toujours croissant des marchandises (et des services) le plus rapidement possible ou des biens d'équipement dont la durée de vie est programmée, de manière à ce que la rotation du capital s'accélère, histoire de compenser en partie (en volume) la baisse du taux de profit qui est inhérente au développement du capitalisme.

On s'aperçoit ainsi que cette tendance qui est devenue la norme et que les gouvernants appellent de manière erronée ou démagogique la croissance, est le produit non pas d'une théorie, mais des contradictions du capitalisme qui font partie de ses lois de fonctionnement et qui renvoient à ses fondements, donc posent la question de son abolition pour y mettre un remède. On pourrait ajouter, de la même manière que la financiarisation de l'économie n'est qu'un moyen pour tenter de s'affranchir de ces contradictions et ces lois. Ce qui rend particulièrement réactionnaire la période que nous vivons, c'est que les deux se combinent de nos jours et sont poussés à l'extrême.

La croissance telle qu'ils la conçoivent se résume à produire plus pour consommer plus et ainsi de suite, ce qui permet d'un côté aux capitalistes d'engranger toujours plus de profit, de l'autre de faire en sorte que le but de l'existence soit de travailler toujours plus pour consommer toujours plus, de préférence en s'endettant puisque le coût du travail, les salaires tendent à baisser et les prix, taxes et impôts à augmenter sans cesse, c'est la spirale infernale qui permet à la machine capitaliste de continuer de fonctionner au profit des rentiers, tandis que le travailleur est de plus en plus transformé en esclave, enchaîné à un système économique qui lui échappe totalement puisque dans l'état actuel des choses il ne dispose d'aucun moyen politique de s'y opposer. Toute autre norme ou statut, on n'ose pas dire valeur, devient un obstacle et donc obsolète, voilà où nous en sommes rendus.

Je continuerai cet exposé par la critique d'un entretien que le philosophe Jean-Claude Michea a accordé au Clav (<http://www.youtube.com/watch?v=5r-tIZfGPW0>). L'analyse qu'il fournit du libéralisme rejoint la critique du libéralisme culturel à laquelle je me

suis livré ces dernières semaines sans pour autant partager la conclusion à laquelle il parvient, parce qu'il arrive à épouser la théorie de la décroissance qui on ne sait pas quel miracle nous délivrerait de la dictature du marché, question que nous considérons comme déterminante car les rapports économiques sont à la base de tous les rapports dans la société et sur laquelle en définitif il ne se prononce pas dans cet entretien.

Autrement dit, il nous livre une brillante analyse qui souffre d'une faiblesse récurrente chez pratiquement tous les intellectuels aujourd'hui, à savoir que dès qu'il s'agit d'aborder la manière pratique de mettre un terme au capitalisme ou d'aborder la question politique pour résoudre cette question, il répond aux abonnés absents. Ce qui me fait dire que sa démonstration consiste en un constat que nous avons déjà établi depuis longtemps sans rien nous apporter de plus.

Avant d'écrire ces lignes, j'ai pris soin de visionner à nouveau cet entretien, et comme je ne suis pas un intellectuel et que j'ai un cerveau qui ne fonctionne pas de la même manière, j'ai retranscrit sur papier certains passages sur lesquels je voulais réfléchir à tête reposée, et là, en les relisant, j'ai eu la surprise de discerner des contrevérités sur lesquelles était bâtie sa démonstration, je n'en relèverai que deux ici pour faire bref, de telle sorte qu'il est facile de cerner en quoi réside sa principale faiblesse dont j'ai déjà eu l'occasion de parler dans d'autres causeries à propos d'autres intellectuelles, à savoir qu'ils n'allaient pas au bout de leur analyse, qu'ils se contentaient à un moment donné d'idées reçues.

A un moment donné il cite Engels à propos du libéralisme culturel "*chacun se replie sur son mode de vie particulier où les gens n'ont plus de valeurs communes et partagées qui leur permettraient de ne pas se nuire les uns les autres, on retourne à la guerre de tous contre tous*".

Bien, je pense plutôt que le libéralisme dans sa version culturelle ou sociétale consiste à remplacer certaines valeurs par d'autres qui seront tout autant partagées que celles qui existaient précédemment, ce qu'on en pense est une autre question. Par exemple, avant on estimait que le mariage entre homosexuels était une monstruosité et cette idée était partagée par le plus grand nombre, c'était la norme, demain cette idée sera adoptée par la même majorité et elle deviendra la nouvelle norme. Autrefois si une femme portait une mini jupe, on disait d'elle que c'était une salope ou une putain, puis quand un grand nombre de femmes adoptèrent la mini jupe, plus personne ou presque ne porta ce jugement, une nouvelle norme en avait remplacé une autre.

La question ne réside donc pas dans le fait de disposer ou non de valeurs communes mais bien de leur contenu ou de leur orientation. Pour reprendre le premier exemple, quoi qu'on fasse ou que le législateur décide, la norme demeurera qu'un homme est fait pour s'accoupler avec une femme, et que seul de cet accouplement peut naître un enfant ou l'espèce humaine peut se reproduire, jusqu'à preuve du contraire en dehors de quelques exceptions dans le monde animal, cette norme est et demeurera universelle. Lui en substituer une autre consiste à violer, à nier les principes fondamentaux sur lesquels reposent la nature, l'existence de l'espèce humaine qui finalement n'a pas plus d'importance qu'une vulgaire marchandise sur laquelle on peut faire figurer n'importe quelle étiquette puisqu'elle est destinée à être consommée comme force de travail source de profit et à produire ensuite du profit, on en revient ainsi à notre sujet de départ et la boucle est bouclée.

Plus loin il reproduisait la même erreur en émettant l'idée que le libéralisme culturel conduisait l'Etat à "*ne rien prescrire sur le plan moral, philosophique ou autres*", ce qui est faux et on peut parfaitement l'observer actuellement ou même quotidiennement, c'est encore une fois mal poser le problème. La question n'est pas de savoir si l'Etat prescrit ou non quelque chose sur le plan culturel, économique social ou autres, car même quand il demeure silencieux ou qu'il semble ne pas prendre partie, il adopte forcément une position qui consiste à privilégier tel ou tel comportement ou pratique.

J'ai l'impression que paradoxalement son raisonnement ou sa démarche intellectuelle aboutit à une sorte de nihilisme, où finalement il refuse de se pencher sur le contenu des valeurs ou des principes sur lesquels il disserte, parce que dans le cas contraire cela le forcerait à émettre un jugement qu'il ne pourrait pas forcément assumer, car il l'obligerait à se poser la question des rapports sur lesquels il repose, et là il s'apercevrait que la manière dont ils les avaient envisagés jusque là, sur un plan philosophique ou existentiel ne permettait pas justement d'analyser la société et d'en tirer des conclusions politiques pratiques, de résoudre les questions qu'il se posait ou qui étaient posées à l'ensemble de la société, que toute sa construction philosophique aboutissait à une impasse. Souvenons-nous que les philosophes sont enfermés dans un système qu'ils se sont forgés ou qu'ils ont emprunté à d'autres, et qu'ils passent ensuite le reste de leur existence à le justifier ou à le défendre, alors que le plus souvent il n'a qu'un rapport lointain ou approximatif avec la réalité, pour ne pas dire qu'il marche sur la tête.

Le principal défaut de l'intellectuel, c'est qu'il est bourré de tics, de petites cases dans son cerveau sur lesquelles figurent des étiquettes et dans lesquels il a classé un tas de données ou connaissances, et lorsqu'il doit aborder une question et qu'il entend prononcer un mot il va piocher dans la case correspondante et ainsi de suite, mettant consciencieusement bout à bout tout ce matériel qu'il a rassemblé et qui tient plus ou moins debout, sans qu'il s'aperçoive qu'il est hors sujet, qu'il ne répond pas à la question qui lui a été posée ou que sa réponse comporte des contradictions ou des contrevérités que décèlera un auditoire averti, je caricature mais je ne dois pas être bien loin de la manière de procéder de la plupart d'entre eux.

On arrêtera là, il est presque minuit et je suis épuisé.

En présence d'intellectuels on peut se sentir inférieur, vulnérable, mais il y a toujours un moyen de s'en sortir.

Assurément je ne tenterais pas de rivaliser avec eux quant au débit avec lequel ils peuvent s'exprimer, je serais battu à plate couture. Je serais forcé de ruser ou de manoeuvrer pour combler cet handicap en exposant mon point de vue qui est aussi ou plus structuré ou cohérent encore que le leur, en leur demandant ensuite de se prononcer sur ce qu'ils viennent d'entendre sachant que je maîtrise parfaitement mon sujet, je les forcerais à sortir du bois ou de leurs petites cases pour se placer sur le terrain que j'ai choisi, celui de la réalité, c'est bien celui qui nous concerne pour changer la société, n'est-ce pas ?

Un dernier mot.

J'ai la trame de plusieurs articles en tête, mais je ne peux pas être partout à la fois, j'essaie d'aller à l'essentiel et d'économiser le temps dont je dispose et le vôtre par la même occasion. Entre nous, mon épouse me mène une vie infernale, c'est un vrai cauchemar parce que je consacre trop de temps, tout mon temps à actualiser le site. J'ai même annulé le dentiste qui attendra encore quelques jours.

[Courriel adressé au M'PEP \(contact@m-pep.org\)](mailto:contact@m-pep.org)

Le M'PEP avait cru bien faire en publiant sur son portail un article de Samir Amin, économiste franco-égyptien et directeur du Forum du Tiers-Monde, dans lequel il justifiait l'intervention militaire de l'impérialisme français au Mali, ce qui était son droit.

Suite à cette publication, le M'PEP a reçu de nombreux courriels dont certains exprimaient leur refus de soutenir cette position, et plus surprenant d'autres la soutenant, c'est à se demander quelle est la nature des gens qui fréquentent le portail du M'PEP, mais c'est une autre question, personnellement cela ne me surprend pas du tout, c'est l'inverse qui aurait été étonnant au regard de l'orientation politique que défend cette formation.

Tout cela figure dans leur portail ainsi que le *Bref commentaire concernant les critiques adressées à mon article « Mali janvier 2013 »* que l'auteur a envoyé pour diffusion au M'PEP et daté du 4 février.

N'ayant pas l'adresse électronique de Samir Amin, je vais adresser le courriel suivant au M'PEP, ils en feront ce qu'ils voudront, je rappelle que je n'ai jamais adhéré à cette formation ni à aucune autre à ce jour.

Bonjour,

Vous devriez conseiller à Samir Amin de lire attentivement les 80 articles et vidéos qui figurent en ligne dans mon portail sur la guerre de rapine que mène l'impérialisme français au Mali, peut-être qu'il comprendrait que la France combat aujourd'hui ceux qu'elle a armés hier et que la situation au Mali n'est que le produit de sa politique coloniale qui n'a en réalité jamais cessé et qui va continuer. Il faudrait ajouter et qu'elle arme toujours en Syrie...

Que dit-il pour tenter de justifier sa prise de position ?

Que la France va libérer le Mali des islamistes radicaux qui faisaient régner la terreur pour le bien du peuple malien, alors qu'elle a toujours oeuvré contre ses intérêts et le développement d'un pays par ailleurs extrêmement riche en matières premières, or uranium, pétrole, gaz, phosphate, pierres précieuses, etc. dont la majorité de la population vit dans la misère.

Je passe sur la question purement politique, l'illégitimité du régime en place, l'assassinat par la France du président malien Keita pour mettre à sa place un dictateur pendant plus de deux décennies... Si Samir Amin n'a pas de mémoire ou que cela l'arrange de ne pas en avoir qui sait, les Maliens en ont une, je ne parle pas des semblables de monsieur Samir Amin qui ne doivent manquer de rien à Bamako, je parle de la majorité du peuple malien miséreux qui se tape sur le ventre et vit quotidiennement dans l'angoisse du lendemain.

Je vous avouerai que j'estime insupportable ce genre de discours tenu par des intellectuels, je le condamne sans appel.

Dans mon portail, j'ai mis en ligne environ 80 documents provenant de sources diverses, mais aucun ne fait l'apologie du colonialisme français, aucun, idem sur la Syrie avec plus de 430 articles, par un ne soutient l'agression contre la Syrie indépendante et souveraine, idem sur la Libye.

Pour la petite histoire à propos de la Libye et pour être honnête jusqu'au bout, je voudrais ajouter qu'au début j'ai eu une réaction proche de celle de cet intellectuel, mais en partant d'un raisonnement totalement différent et en arrivant aussi à une conclusion différente. En réalité, c'était dû au fait que j'ignorais une partie de l'histoire en amont ou je n'étais pas en possession des éléments me permettant d'analyser la situation en Libye et dans la région, cependant pour être resté constamment sur le terrain de la lutte des classes, j'ai ensuite rectifié le tir.

Evidemment, jamais je n'ai soutenu le bombardement de la Libye, je m'étais seulement refusé de le condamner pensant que la

lutte des classes se développerait dans ce pays une fois Kadhafi tombé, je l'ai condamné quand il devint évident que la coalition militaire des puissances occidentales était en train de détruire le pays et de causer de terribles souffrances à tout son peuple, position qui m'avait été inspirée par l'attitude Marx face à Bismarck quand la France s'attaqua à l'unité de l'Allemagne il le soutient, puis Marx s'en désolidarisa quand Bismarck entreprit de s'attaquer à la République en France. Donc la position que j'avais adoptée n'était peut-être pas totalement erronée puisque aujourd'hui les autorités libyennes sont justement au prise avec un nouveau mouvement de contestation qui parcourt tout le pays et qui conteste le régime en place, la jeunesse et les travailleurs libyens pourraient s'inspirer de l'Egypte dans des conditions plus difficiles toutefois.

Je regrette de ne pas avoir soutenu ouvertement la souveraineté et l'unité de la Libye comme je le fais depuis deux ans à propos de la Syrie, car cette agression contre la Libye s'inscrivait dans un plan d'ensemble concocté de longue date par l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux, français, britannique et italien principalement sous l'égide de l'Africom pour déstabiliser toute la région, dont le Mali, le Niger, le Tchad et par la suite l'Algérie, afin de recoloniser ou de renforcer leurs positions politiques au Maghreb et en Afrique du Nord pour mieux les piller et contrecarrer les impérialistes chinois et russe vers lesquels les régimes de cette région se tournaient de plus en plus pour assurer leur développement ou se doter d'infrastructures en échange de l'exploitation des matières premières de leur pays ou de parts de marché dans tous les secteurs de l'économie.

Ainsi toutes ces guerres impérialistes depuis celle contre l'Afghanistan jusqu'à celle contre le Mali n'avaient absolument rien affaire avec les besoins de ces peuples, mais consistaient uniquement en une guerre économique que les différents impérialismes se livraient pour s'assurer le contrôle de matières premières indispensables à leur économie financière ou basée sur la spéculation et la consommation à outrance qui permet à l'oligarchie financière, aux banquiers et aux riches actionnaires qui contrôlent les multinationales qui sévissent de l'Afghanistan à la Mauritanie de continuer d'engranger d'énormes profits et d'exercer leur hégémonie sur le reste du monde face à leurs concurrents chinois et russes principalement, y compris au détriment de leur propre peuple aux Etats-Unis et dans l'Union européenne, en Chine ou en Russie.

Les guerres impérialistes, qu'elles soient menées sur le plan économique ou politique, n'ont finalement qu'un seul ennemi : les masses exploitées et opprimées de tous les pays, que ce soit sous la forme d'une dictature pour les maintenir sous le joug d'une exploitation effrénée ou les livrer à une brutale régression sociale, à une violente politique d'austérité ou en recourant à des bombardements.

Je terminerai en disant qu'un effroyable massacre serait perpétré dans un pays où règnerait un régime corrompu ou une dictature mise en place ou soutenue par un impérialisme, que je refuserais de soutenir toute intervention militaire impérialiste pour y mettre un terme puisqu'il en porterait la responsabilité. Autrement ce serait occulter sa responsabilité au lieu de le condamner, car ce serait lui finalement qui aurait fait en sorte que les conditions soient réunies pour que ce massacre ait lieu, l'occulter serait participer à la propagande de désinformation à laquelle se livreraient les médias à la solde de cet impérialisme, ce que je ne peux concevoir un instant.

Le problème de monsieur Samir Amin et de la plupart des intellectuels qui par ailleurs peuvent être animés des meilleures intentions du monde, c'est qu'ils sont incapables de se situer sur le terrain de la lutte des classes et de se placer résolument au côté des opprimés et des exploités. Cela vaut également pour la plupart des partis ou formations qui se réclament du mouvement ouvrier ou du socialisme qui ont abandonné ou se sont écartés de ce terrain de classe pour finalement se placer au côté de leur propre impérialisme au nom d'un humanisme à cent balles ou de salon, c'est la raison pour laquelle ils soutiennent les entreprises guerrières de leur propre impérialisme, leur propre bourgeoisie, de l'Afghanistan au Mali. A vous de jugez si le M'PEP en fait partie.

Fraternellement.

Tardieu Jean-Claude

[Le Monde ou la voix de l'Etat terroriste sioniste](#)

Situé dans la proche banlieue de la capitale syrienne, imaginez un instant quelle terribles conséquences aurait eu ce bombardement s'il avait atteint un dépôt de produits chimiques et d'explosifs. On mesure ici le degré de cynisme et de pourriture de l'Etat sioniste.

Le raid israélien en Syrie visait un centre de recherche sur les armes biologiques et chimiques - Lemonde.fr

L'aviation israélienne a bombardé mercredi près de Damas un site de missiles sol-air et un complexe militaire adjacent abritant des produits chimiques, l'Etat hébreu craignant des transferts d'armes au Hezbollah chiite libanais. Lemonde.fr 04.02

Commentaire d'un internaute

- "J'ignore si l'attaque était justifiée ou non, mais ce qui me choque c'est que le Monde présente comme un fait que l'attaque visait

un centre de recherche sur les armes chimiques et biologiques, alors que le journaliste n'en sait rien et qu'il se contente de répéter une affirmation du ministère de la Défense Israélien. Tout cela aurait du être écrit au conditionnel."

Le Réseau Voltaire avait précisé le 31 janvier les informations suivantes :

- Ce centre n'abritait ni Sam-7, ni armes chimiques. En effet, la destruction de Sam-7 aurait provoqué des explosions visibles depuis la capitale. Et la destruction d'armes chimiques prêtes à l'emploi (c'est-à-dire dont les composants ont déjà été mélangés) aurait provoqué une catastrophe.

Une source officieuse syrienne a indiqué au Réseau Voltaire que l'Armée arabe syrienne a saisi, il y a quelques jours, des matériels israéliens sophistiqués utilisés par les Contras et les avaient apportés dans ce Centre de recherche où ils devaient être démontés et analysés.

C'est probablement ce matériel que les Israéliens ont voulu détruire avant qu'il ne soit transporté en Russie ou en Iran. Le Centre avait d'abord été attaqué par des commandos au sol de l'Armée syrienne libre qui avaient été repoussés. Puis, l'Armée de l'air israélienne est intervenue elle-même pour effectuer le travail que les Contras n'avaient pas été capables de réaliser.

[Les sionistes se sentent chez eux sous le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius](#)

Le lobby pro sioniste US débarque en France!

C'est en France que la Conférence des dirigeants des juifs des Etats-Unis se réunira cette année pour tenir sa conférence annuelle! C'est dire à quel point le président Hollande, son premier ministre, son ministre des AE et autres responsables du pays que les membres de cette conférence projettent de rencontrer font l'objet d'une entière confiance de la part d'Israël. C'est le CRIF qui a organisé ce méga show où participeront quelques 100 chefs sionistes américains! french.irib.ir 04.02

ACTUALITÉ DU JOUR

[Récupération. Des paroles aux actes...](#)

Le numéro un de la CFDT Laurent Berger reconnaît une fracture syndicale en France, plus particulièrement avec la CGT, mais insiste sur la persistance d'un dialogue, après l'accord sur la sécurisation de l'emploi signé par sa centrale mais ni par FO ni par la CGT, dans un entretien aux Echos lundi.

"L'accord a mis en lumière les différences profondes d'approche du syndicalisme entre la CGT et la CFDT. La CGT dénonce mais ne s'engage pas et demande à l'Etat d'agir alors que nous nous engageons pleinement dans les négociations", affirme Laurent Berger au quotidien économique, pointant aussi un *"durcissement"* de ton de la CGT, selon lui, pas *"étonnant"* à l'approche de son congrès.

Interrogé sur les mots durs du patron de FO Jean-Claude Mailly à l'égard de l'accord, M. Berger a dit *"déplorer les excès dans l'expression"* et appeler *"à un peu plus de raison"*, ajoutant cependant: *"Mais nos relations ne sont pas si tendues". "Il y a des divergences mais il n'y a pas de guerre syndicale"*, a-t-il ajouté en rappelant que des discussions en intersyndicale étaient actuellement en cours sur la qualité de vie au travail.

Très remontés contre l'accord sur l'emploi, qui selon elles vont accroître la précarité des salariés, CGT et FO veulent *"joindre leurs forces"* pour empêcher son adoption parlementaire, a indiqué dimanche M. Mailly. Selon le responsable de FO et son homologue de la CGT Bernard Thibault, le principe d'une action commune de leurs organisations *"dans les semaines qui viennent"* contre l'accord national sur la sécurisation de l'emploi est désormais acquis. AFP 04.02

Dans l'émission *«Tous politiques»* diffusée sur France-Inter, *«on nous verra sans doute dans la rue dans les semaines qui viennent, avec Force ouvrière»*, a encore déclaré le patron de la CGT. Lefigaro.fr 04.02

Laurent Berger est un jaune et le revendique, passons.

On a l'habitude des effets d'annonce, attendons de voir quelle action les dirigeants de la CGT et de FO vont proposer. Ce qui est sûr, c'est qu'en participant aux réunions qui ont permis l'existence de cet accord patronal, jusqu'à présent ils ont servi les intérêts du patronat, qu'ils l'aient signé ou non n'y changeant rien.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est qu'ils ont évité au gouvernement et au patronat une grave crise sociale qui aurait pu déboucher sur une crise politique, vous avouerez au regard de la situation (actuelle) qui a découlé de leur participation à cet accord qu'on en est très éloigné. Finalement ne sont dupes que ceux qui veulent bien être dupés ou le feindre.

Le PS briseur de grève

Le Parti socialiste a demandé aujourd'hui qu'une "réponse rapide" soit apportée pour garantir la distribution des journaux sur tout le territoire, alors qu'une nouvelle grève des salariés de Presstalis a très fortement perturbé la diffusion du Journal du Dimanche (JDD).

"Les multiples mouvements sociaux et actions de blocage qui perturbent régulièrement depuis plusieurs mois la distribution des journaux par le groupe Presstalis appellent à trouver une réponse rapide", affirme le secrétaire national du PS chargé des médias, Philippe Buisson, dans un communiqué.

"Pour le Parti socialiste, l'Etat doit continuer de garantir la présence de tous les titres sur l'ensemble du territoire, pour garantir le pluralisme des médias", souligne-t-il.

"Le gouvernement précédent n'ayant pas agi à la hauteur des difficultés pourtant précisées à l'issue des Etats généraux de la presse début 2009, il faut aujourd'hui créer enfin les conditions durables, sereines et équitables de distribution de la presse entre les deux grands opérateurs que sont Presstalis et les Messageries lyonnaises de presse", poursuit-il.

Presstalis distribue 75% de la presse en France et 30.000 marchands de journaux, rappelle M. Buisson. lefigaro.fr 03.02

Hollande ou la voix de l'impérialisme américain. Plus qu'un "fardeau", un boulet, un joug insupportable.

«Bravo» d'un côté, «merci» de l'autre. Joe Biden et François Hollande ont multiplié les compliments ce lundi devant la presse à l'issue de leur entretien à l'Élysée.

Le vice-président américain, qui effectuait sa première tournée européenne depuis la réélection de Barack Obama, a félicité les forces françaises, «courageuses» et «compétentes», pour leur action «décisive» au Mali. Il a ajouté que les Etats-Unis soutenaient le déploiement d'une mission africaine, en souhaitant qu'elle devienne «aussi rapidement que possible» une mission onusienne de maintien de la paix. Le chef de l'Etat français a quant à lui exprimé sa «gratitude» pour le «soutien politique, matériel et logistique» des Américains.

Les divergences survenues sur le dossier malien avant l'intervention française semblent enterrées. «C'est du gagnant-gagnant», résume Thomas Snegaroff, chercheur à l'Iris et auteur de Les Etats-Unis pour les Nuls. Les Américains y trouvent leur compte parce que «ce qu'a fait la France, militairement et financièrement, correspond exactement à la politique de Défense de la nouvelle administration Obama». Selon cette doctrine, formalisée en janvier 2012, les Etats-Unis souhaitent en effet intervenir moins directement dans les conflits, et impliquer davantage l'Europe pour «partager le fardeau de la lutte contre le terrorisme». François Hollande y gagne lui aussi parce que le soutien de Joe Biden lui permet de montrer que Paris n'intervient pas seul au Mali.

Sur les autres dossiers abordés lors de leur entretien - la Syrie, l'Iran, la crise économique et l'environnement - Joe Biden et François Hollande ont affiché la même unité. Une entente bienvenue au moment où les Etats-Unis et l'Europe - son premier partenaire commercial – tentent de négocier un accord de libre-échange. 20minutes.fr 04.02

Ils n'en auront jamais assez ou comment compenser la baisse du taux de profit moyen

Le patron d'Airbus Fabrice Brégier estime que la France a "un problème lié au poids des charges sociales" mais qu'il est encore possible de produire dans le pays en réduisant ses coûts, dans un entretien au journal Les Echos paru lundi.

La France a un "problème spécifique lié au poids des charges sociales" comparé à l'Allemagne où des "entreprises y sont financièrement beaucoup plus saines, dégagent plus de résultats et ont aussi une capacité d'investissement très supérieure à celle des entreprises françaises".

Selon lui, "trop d'entreprises françaises sont en situation de survie et sont contraintes à consacrer toute leur énergie à une gestion à court terme. Ce sont devenus de vrais handicaps structurels".

Pour le patron de l'avionneur européen, l'image de la France "n'est pas bonne, notamment dans les pays anglo-saxons. Pourquoi ? Parce qu'un investisseur étranger veut être certain de pouvoir, sur la durée, maîtriser son investissement et en recueillir les fruits".

La France a-t-elle encore le temps pour se réformer ? lui demande-t-on.

"Il faut une prise de conscience. Espérons qu'elle interviendra avant que le pays ne s'enfonce un peu plus dans la crise", répond-il.

Citant le cas de son entreprise, M. Brégier explique qu'il a fallu faire comprendre et partager au personnel qu'en dépit de la croissance du groupe, les *"problèmes, liés à la non-intégration d'Airbus et au manque de compétitivité du fait du renchérissement de l'euro, étaient très sérieux"*. AFP 04.02

Qui spéculent sur l'euro pour le faire monter, mettre en difficulté la compétitivité des entreprises françaises face à leurs concurrents internationaux, pour ensuite justifier le démantèlement de la législation sociale, l'accord patronal du 11 janvier, et des exonérations de cotisations sociales qui viendront augmenter la dette de l'Etat et donc les intérêts versés aux marchés ? Les mêmes marchés, les banquiers, le cartel des banquiers de la Fed, Rothschild, Rockefeller, Soros, Buffet, JP Morgan, etc... et Goldman Sachs qui ne s'en cache même pas !

Et puis il ne faut pas penser l'économie à l'échelle d'une entreprise, d'un secteur d'activité, d'un pays mais à l'échelle de l'ensemble du capitalisme à l'échelle mondiale, sinon on ne peut pas comprendre les tenants et les aboutissants de ce genre de discours.

[Nuance sémantique. Comment le "ministre des banques" pourrait-il être au service des travailleurs ? Impossible.](#)

Interrogé sur le peu de critiques émises par les banques à propos de cette réforme, le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a répondu à l'AFP : *"je suis ministre des banques, puisque je suis ministre de l'Economie et des Finances"*. *"Quant aux banquiers, je suis leur partenaire, mais je ne suis pas leur ami, pas leur avocat"*, a-t-il immédiatement nuancé.

Il a rappelé que cette réforme visait à *"trouver le juste équilibre entre la moralisation, la régulation, la responsabilisation et en même temps permettre aux banques de poursuivre leurs activités au service de l'économie"*.

Les dirigeants de trois des plus grandes banques françaises (BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole SA) avaient estimé mercredi utile le projet de réforme bancaire du gouvernement, craignant uniquement son éventuel durcissement par le Parlement.

"Je discute avec les banquiers, dans un climat courtois, coopératif, mais aussi dans un dialogue vif et parfois tendu", a insisté M. Moscovici à qui une partie de la majorité reproche de ne pas être assez dur avec les banques.

Rappelant qu'il s'agissait de la transcription d'une promesse de campagne de François Hollande, il a assuré qu'il défendrait ce projet de loi *"avec beaucoup d'énergie, parce que je pense que c'est un très bon projet, un projet de gauche, réformiste et efficace"*.

"Cette loi sera une loi importante, elle restera, elle montrera ses vertus au fur et à mesure, son ampleur", a-t-il ajouté. AFP 04.02

Parole, parole, parole... On a déjà lu lors d'articles précédents que cette *"réforme"* n'empêcherait pas les banquiers de dormir tranquille, qu'ils l'approuvaient même, maintenant c'est normal qu'ils en réclament toujours plus, pas des nouvelles normes de régulation, mais qu'on les laisse faire leurs magouilles dans leur coin...

[Secret de polichinelle. Juge et partie, blanchi par ses pairs.](#)

Le comité de surveillance interne de l'Union européenne a absous, hier, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, de tout soupçon de conflit d'intérêts en raison de son appartenance au Groupe des Trente (G30), un forum international qui regroupe des dirigeants du secteur financier public et privé. Le médiateur européen, Nikiforos Diamandouros, avait ouvert une enquête à l'encontre de Mario Draghi en juillet à la suite d'une plainte de l'Observatoire européen des entreprises (CEO), une ONG soutenant que le Groupe des Trente est un *«instrument de lobbying»* visant à promouvoir des intérêts financiers privés.

Selon l'Observatoire européen des entreprises, le G30 fait la promotion des intérêts du secteur financier privé et donne l'opportunité aux banquiers de faire du lobbying auprès des représentants du secteur public, tels que le président de la BCE. Liberation.fr 04.02

[Encore une affaire qui va se terminer à l'amiable par le versement d'une somme dérisoire.](#)

L'agence de notation financière Standard and Poor's (S&P) a annoncé lundi qu'elle allait être visée par une procédure judiciaire des autorités américaines, qui l'accusent d'avoir sous-évalué les risques de certains actifs immobiliers à l'origine de la crise financière.

Le département de la Justice (DoJ) a informé l'agence de son intention de déposer une plainte civile contre elle, a indiqué l'agence dans un communiqué, où elle affirme qu'elle "*se défendra vigoureusement*" contre des accusations qu'elle juge "*erronées*" et "*injustifiées*".

S&P, une filiale du groupe de médias américain McGraw-Hill, a précisé que la plainte du ministère se concentrait "*sur ses notations en 2007 de certaines obligations américaines adossées à de la dette (collateralized debt obligations, CDO)*".

Ces titres financiers étaient basés sur des montages financiers complexes et liés à des emprunts immobiliers à risques dits "*subprime*".

L'exposition très élevée de nombreuses banques à ce type de produits avait été l'une des causes principales de la crise financière mondiale qui avait débuté en 2007-2008, conduisant à la faillite de banques comme Lehman Brothers mais aussi à la ruine de nombreux épargnants.

Les grandes agences de notation (S&P, mais aussi ses concurrentes Moody's et Fitch) ont été beaucoup critiquées pour ne pas avoir vu venir la crise, et les législateurs des deux côtés de l'Atlantique ont tenté d'en tirer les leçons en régulant davantage leur activité. Mais ce serait la première fois que l'une d'entre elle serait traînée directement devant la justice par les autorités américaines, qui jusqu'ici s'en étaient surtout prises aux banques.

Dans son communiqué, S&P assure qu'elle "*regrette profondément que ses notations des CDO aient échoué à anticiper totalement la rapide détérioration des conditions sur le marché hypothécaire américain durant cette période tumultueuse*".

L'agence fait toutefois valoir que ses analystes "*ont travaillé avec diligence pour faire face à un environnement sans précédent, changeant rapidement et de plus en plus volatil*".

Elle rappelle notamment avoir abaissé ses notes sur une série d'autres actifs financiers liés aux prêts hypothécaires (residential mortgage-backed securities, RMBS) et lancé à plusieurs reprises des avertissements sur la détérioration du marché immobilier.

"*Ces mesures fortes se sont avérées insuffisantes, mais elles montrent que le DoJ aurait tort d'affirmer que les notes de S&P étaient motivées par des considérations commerciales et pas octroyées de bonne foi*", indique-t-elle.

S&P dit avoir tiré les leçons de la crise en investissant 400 millions de dollars depuis 2007 pour renforcer ses systèmes d'évaluation. Mais elle rappelle aussi qu'elle n'est pas la seule à n'avoir pas évalué correctement l'ampleur de la crise.

Elle remarque ainsi qu'elle a "*examiné les mêmes données sur les emprunts obligataires à risque que le reste du marché, y compris des responsables du gouvernement américain qui ont dit publiquement en 2007 que les problèmes sur le marché du subprime semblaient maîtrisés*".

"*De manière regrettable, l'ampleur, la profondeur et les effets de ce qui s'est passé ont été plus importants que ce que nous, comme tous les autres, avions prévu*", dit-elle encore. AFP 04.02

Allez, faute avouée à moitié pardonnée, faites-nous un chèque, on vous laisse déterminer le montant de l'amende que vous êtes prêt à payer et n'en parlons plus....

[De la menace au passage à l'acte il y a parfois un océan impossible à franchir. Des bonnes intentions affichées sans lendemain.](#)

Des "*erreurs*"... ochestrées, programmées qui ont permis de se servir dans les poches des contribuables pour renflouer les banques, l'objectif a été atteint, mieux dépassé puisqu'il a débouché sur de nouvelles et brutales mesures d'austérité contre les travailleurs britanniques.

Que le ministre des Finances George Osborne ait choisi le siège de la banque américaine JP Morgan pour annoncer ses intentions en dit plus que de longs discours sur ses bonnes dispositions envers les banquiers, surtout depuis qu'un protégé de Goldman Sachs est à la direction de la Banque d'Angleterre. Rappelons-nous que ce sont eux qui font les Premiers ministres et les ministres des Finances notamment, pas seulement en Grande-Bretagne, y compris les Présidents ou Chanceliers dans d'autres pays.

Donc pour lire cet article, il faut avoir à l'esprit qu'Osborne s'adresse dans l'enceinte de la banque américaine JP Morgan à gens qui sont capables de décrypter son discours... qui finalement ne les concerne pas vraiment !

- Musclant sa réforme sous la pression du Parlement et de l'opinion, le gouvernement britannique a menacé lundi les banques

de séparer purement et simplement leurs activités de détail et d'investissement si elles ne respectaient pas les nouvelles règles, une décision critiquée par la City.

Le ministre des Finances George Osborne a choisi le siège de la banque américaine JP Morgan à Bournemouth, dans le Dorset (sud de l'Angleterre), pour présenter son projet, le jour même de l'arrivée du texte devant la Chambre des Communes.

"Mon message aux banques est clair: si une banque passe outre les règles, le régulateur (la Banque d'Angleterre, ndlr) et le Trésor auront ensemble le pouvoir d'opérer une séparation totale" entre banque de détail et d'investissement et "pas juste un cloisonnement", a déclaré le Chancelier de l'Echiquier, qui souhaite que la loi soit votée d'ici début 2014.

"Nous n'allons pas répéter les erreurs du passé (...) nous allons prendre les devants en nous armant. Dans le jargon, nous allons +électrifier la cloison+", a-t-il ajouté. "Les Britanniques ont besoin de savoir que les leçons ont été retenues".

"Notre pays a payé un prix plus élevé que toute autre économie majeure en raison de ce qui allait très mal dans notre système bancaire. La colère que ressent la population est vraiment réelle", a insisté M. Osborne, en référence aux dizaines de milliards de livres déboursés par Londres pour sauver les banques lors de l'explosion de la crise financière en 2008-2009.

"Plus de récompenses pour les faillites. Plus de +trop grand pour faire faillite+. Plus de contribuables allongeant la monnaie pour les erreurs des autres", a encore dit le ministre.

Après avoir appelé à ne pas *"détricoté le consensus atteint sur les deux dernières années"*, M. Osborne a donc finalement accepté de durcir sa réforme à la suite de la publication fin décembre du rapport de la commission parlementaire sur les *"normes bancaires"*, créée après l'éclatement du scandale du Libor.

Le projet initial, basé sur les conclusions de la commission Vickers, prévoyait un cloisonnement d'ici 2019 entre les activités de banque de détail et d'investissement, qui disposeront de leurs dirigeants propres et d'une gestion des risques séparée mais resteront toutefois au sein de la même entité.

Mais la commission parlementaire avait appelé le gouvernement à aller plus loin et prôné une *"électrification"* de la cloison via l'inscription dans la loi de la possibilité de séparer purement et simplement les activités si le cloisonnement s'avérait insuffisant.

L'arrivée de cette réforme bancaire durcie devant le Parlement intervient alors que la finance n'a jamais eu aussi mauvaise réputation auprès de la population britannique.

Après Barclays et la suisse UBS, Royal Bank of Scotland, qui a été sauvée par l'argent du contribuable, devrait être condamnée à son tour ces jours prochains à une lourde amende pour avoir manipulé le taux interbancaire Libor. Une affaire qui a été un *"catalyseur"* du changement nécessaire du secteur bancaire, selon M. Osborne.

Mais si le ministre a promis qu'il voulait que la City de Londres reste dans l'avenir *"le centre mondial de la finance"*, les banquiers britanniques sont immédiatement montés au créneau contre son projet de réforme.

"Cela va créer de l'incertitude pour les investisseurs et rendre plus difficile pour les banques de lever des capitaux, ce qui signifiera que les banques auront moins d'argent à prêter aux entreprises", a mis en garde Anthony Browne, directeur général de l'association des banquiers britanniques BBA. AFP 04.02

[Une déclaration de guerre à peine voilée à la Chine.](#)

Alors que se multiplient les cyberattaques contre des médias américains attribuées à la Chine, Washington est sur le point de se doter de nouvelles règles encadrant les pouvoirs de l'armée et des agences de renseignement pour se défendre ou riposter en pareil cas. Cette réglementation secrète conférerait au président Obama de vastes pouvoirs, comparables à ceux qu'il utilise déjà en déployant des drones, y compris dans des pays non déclarés *"zones de guerre"*, indique, dimanche 3 février, le New York Times, l'un des journaux visés par les cyberattaques.

Après le prestigieux quotidien qui, le 30 janvier, avait révélé avoir été visé pendant quatre mois par des hackers chinois peut-être liés au gouvernement, le Wall Street Journal, puis Twitter et le Washington Post, ont reconnu avoir été victimes d'agressions semblables.

A chaque fois, les autorités chinoises – à commencer par le ministère de la défense nationale, mis en cause par le New York Times – ont vigoureusement réfuté les accusations. *"Même ceux qui disposent d'une connaissance limitée d'Internet savent que les cyberattaques sont masquées et ignorent les frontières"*, s'indigne à son tour lundi 4 février, le Quotidien du peuple, organe officiel du Parti communiste chinois. L'Amérique continue d'accuser la Chine de piratage informatique, en jouant de la rhétorique de

la "*menace chinoise*" dans le cyberspace, ce qui offre ainsi un nouvel argument aux Etats-Unis pour tenter d'endiguer la Chine."

Selon le New York Times, les attaques ont commencé après que le journal a publié, le 25 octobre, un article mettant en cause le premier ministre Wen Jiabao et révélant que ses proches avaient accumulé des milliards de dollars dans des affaires commerciales.

"*Les attaques sont parties des mêmes ordinateurs d'université que ceux utilisés dans le passé par l'armée chinoise pour attaquer des entreprises sous contrat avec l'armée américaine*", a indiqué le quotidien, citant "des experts en sécurité informatique". Les pirates se sont emparés de courriers électroniques et de documents en s'introduisant dans les courriels des journalistes ayant enquêté sur les proches de Wen Jiabao.

La cybermenace chinoise est prise très au sérieux par Eric Schmidt, président de Google, société également visée. Dans un livre à paraître en avril, il qualifie la Chine de pirate "*le plus sophistiqué et le plus prolifique*". Plusieurs experts cités par la presse américaine qualifient l'implication de Pékin d'"*évidente*". lemonde.fr 04.02

Que valent les "*révélations*" du New York Times ou d'autres médias américains quand on sait que la totalité de leurs dirigeants ont participé aux réunions du groupe Bilderberg ou encore celles d'"*experts en sécurité informatique*" qui font partie de l'élite intellectuelle recrutée par le CFR ou qui ont été sélectionnés sur la base de leur adhésion à l'idéologie néo conservatrice, dont les promoteurs ou patrons se trouvent aujourd'hui à la Fed et contrôlent le gouvernement, les institutions, l'armée, Wall Street, les principales banques et institutions financières, les multinationales, l'ensemble des médias, des universités, des laboratoires de recherche, etc. ?

ACTUALITE EN TITRES

[En famille. Le maître et son valet.](#)

- Rencontre Biden-Hollande : Lune de miel à Paris - 20minutes.fr

- François Hollande et Joe Biden, le parfait accord - LePoint.fr

Vive le front unique... impérialiste !

[Certes, en voilà un qui sait de quoi il parle !](#)

- Hervé Morin: "*Plus facile de se faire applaudir à Bamako qu'à Florange*" - AFP

[L'essentiel n'est-il pas d'avoir nourri des illusions dans Hollande et le PS ?](#)

- Pétroplus : les chances de trouver un repreneur "*limitées*" - Le Nouvel Observateur

Matignon annonce qu'un "*plan social*" a été évoqué, dans l'hypothèse où "*aucune offre crédible*" de reprise de la raffinerie ne serait trouvée. Le Nouvel Observateur 04.02

- Goodyear: la CGT ne refusera pas "*un plan convenable*" - L'Expansion.com

[Un régime "*ami*" de la France !](#)

- Arabie saoudite: peine légère pour le viol et le meurtre de sa fille de 5 ans - L'Express.fr

5 ans, quel monstre !

Mais après tout, peut-être qu'un jour ce sera la norme, au nom de l'égalité.

Il y a quelques jours encore le ministre français de la guerre Le Drian s'est rendu en Arabie Saoudite pour rencontrer les dignitaires de cette grande démocratie...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

C'est une incroyable découverte faite par les gendarmes de la section de recherches de Paris, chargée de l'enquête dans l'affaire de la guerre du Golfe. Le 20 juillet 2005, les enquêteurs se rendent au bastion XIV, où l'armée de l'air conserve ses archives à Paris. Ils vont y consulter les documents classés secret-défense, dont la juge a pu obtenir la déclassification. Ils comprennent alors qu'une partie de ces documents a été détruite! « *Mentionnons que, lors de la réponse du service historique de l'armée de l'air, il nous avait été indiqué que, lors de la réception des archives de la guerre du Golfe, pour les bases aériennes de Riyadh et d'Al-Ahsa, se trouvaient des procès-verbaux faisant état de la destruction de 200 documents classés secret-défense* », écrivent les gendarmes sur procès-verbal.

Quels étaient ces documents? Comment et pourquoi ont-ils été détruits. Mystère. Certains vétérans émettent l'hypothèse que ces documents auraient pu faire référence à des munitions à uranium appauvri que l'armée aurait voulu faire disparaître, ou des références à des stocks de ces munitions. Selon l'article 413-10 du Code pénal, la destruction de documents secret-défense est illégale et punie de sept ans de prison et 100 000 € d'amende. Leparisien.fr 04.02

2- Egypte

Le ministre égyptien de la Culture, Mohamed Saber Arab, a présenté lundi sa démission pour protester contre des brutalités policières, qui ont ravivé les appels à une réforme de l'appareil policier en Egypte, une revendication-clé lors de la révolte il y a deux ans.

Sur une vidéo qui a choqué l'opinion publique, on voit des policiers battre l'homme avec des matraques, le bousculer et le dévêtir, avant de le traîner au sol, puis de l'embarquer dans un fourgon blindé posté devant le palais.

Hamada Saber Mohamed Ali, un père de famille de 50 ans, qui avait initialement assuré avoir été attaqué par des manifestants et secouru par la police, est finalement revenu sur cette version peu crédible, déjà démentie par des proches qui ont fait état de pressions pour dédouaner la police.

En outre, le décès d'un militant lundi après sa détention par la police a exacerbé les esprits.

La police a fait usage de gaz lacrymogène contre des manifestants qui protestaient près de la préfecture à Tanta, dans le delta du Nil, peu après l'enterrement du militant dans cette ville, selon des témoins.

Les protestataires ont jeté des pierres en direction des policiers, selon la même source.

Mohamed al-Guindi, 28 ans, avait disparu le 25 janvier sur la place Tahrir au Caire où il participait à une manifestation à l'occasion du 2e anniversaire du soulèvement anti-Moubarak, qui avait pris la forme d'un rassemblement contre l'actuel chef de l'Etat, l'islamiste Mohamed Morsi.

Selon ses avocats, le militant a été torturé dans un camp de la police, avant d'être conduit dans un hôpital où, selon ministère de la Santé, il avait été admis inconscient et souffrant d'une hémorragie interne. Tombé dans le coma, il est décédé lundi.

"*Il est mort des suites de la torture*", a affirmé son parti, le Courant populaire, dans un communiqué.

"*Il n'est pas le seul à mourir (sous la torture) sous Morsi. Mais comme c'est un militant, son nom nous est familier*", a déploré Hossam Bahgat, directeur de l'Initiative égyptienne pour les droits de la personne (EIPR), l'une des principales organisations de défense des droits de l'Homme du pays.

Des photos le montrant à l'hôpital, le visage meurtri, ont circulé sur les réseaux sociaux et des militants l'ont présenté comme le nouveau Khaled Saïd, un Egyptien battu à mort par la police en 2010 et devenu depuis un symbole de la lutte contre les brutalités policières.

Embarrassé, la présidence a indiqué avoir demandé au parquet d'enquêter sur les circonstances du décès de M. Guindi et a exclu "*un retour aux violations des droits des citoyens et des libertés après la révolution*" qui a provoqué la chute de Hosni Moubarak.

Il y a deux ans, la réforme de la police, accusée de bénéficier d'une impunité systématique pour ses nombreuses exactions, était

l'une des principales revendications des Egyptiens descendus dans les rues.

"*La police égyptienne pratique systématiquement la violence et la torture, parfois elle tue*", a dénoncé l'EIPR dans un rapport publié la semaine dernière, en indiquant enquêter sur des dizaines de cas de torture ces derniers mois.

"*Il n'y a pas eu de changement de fond, ni même une amélioration cosmétique, dans l'appareil policier en matière de structure administrative, de prise de décision, de contrôle du travail de la police, ou de réforme et de renvoi des officiers et agents responsables de torture et de meurtres*", selon l'ONG.

"*Les jeunes sont encore torturés et tués dans leur quête de dignité*", a souligné Mohamed ElBaradei, une figure de proue de l'opposition. AFP 04.02

Alors en cas de révolution prolétarienne, faut-il ou non détruire l'Etat bourgeois de fond en comble, liquider la totalité de ses institutions dont la police, l'armée, sa justice, etc. ? Il n'y a rien de pire que la demi-mesure en la matière car cela permet à la réaction de se refaire, de se réarmer pour préparer sa prochaine offensive... Avis aux aventuriers ou à ceux qui prêtent une oreille bienveillante aux charlatans.

3- Syrie

«*Le bateau, arraisonné, au Yémen, transportait des armes et des munitions, pour les terroristes opérant à l'intérieur de la Syrie*», a rapporté le quotidien "Al-Awla", citant des sources bien informées.

Ce bateau avait été arraisonné, par la marine américaine et yéménite, aux larges des côtes du Yémen. En provenance de l'Ukraine, ce bateau partait pour la Syrie. Les armes et les munitions qu'il transportait devaient être livrées à l'ASL. Ce, alors que certains médias, affiliés à l'Arabie saoudite, avaient diffusé de fausses informations, comme quoi ce bateau transportait des armes de fabrication iranienne. french.irib.ir 04.02

4- Turquie

La Turquie d'Erdogan va de scandale en scandale! Selon des informations fuitées, à partir des sources proches de l'opposition anti-Assad, les éléments des services du renseignement turc recommandent aux dirigeants des terroristes salafo-wahhabites, en action, en Syrie, d'avoir recours à "*l'arme du viol*"!!

"*La société syrienne doit, non seulement, perdre ses infrastructures et ses institutions, mais aussi, son héritage moral, et biologique*"!!, auraient dit ces éléments aux Salafistes d'Al-Nosra et co! C'est Al-Nakheel, qui rapporte cette terrible information : "*Erdogan a, en personne, donné son approbation à l'usage massif du viol, comme arme de destruction, et ce, alors que la Turquie ne cesse d'enfourcher, à tout va, le cheval du respect des droits de l'Homme, et qu'il se dit, en la matière, irréprochable*"! L'hypothèse avancée par l'esprit diabolique d'Erdogan et de ses généraux est la suivante : "*Le viol corrompra les femmes syriennes et elles donneront naissance à des enfants corrompus, et ainsi, toute la société s'effondrera, en moins de deux générations*"

L'idée n'est rien moins que d'une guerre d'épuration ethnique. Selon cette information, Erdogan aurait donné l'ordre du viol des femmes et des filles, dans les quartiers sous contrôle des miliciens, et ce, non obstant le fait que ces femmes soient anti ou pro-Assad. Ce seront les quartiers chrétiens qui seront visés les premiers. Les officiers turcs seraient même allés jusqu'à affirmer aux miliciens que "*le viol n'a pas besoin d'être autorisé par la religion*"! Pour le moment, et d'après le site Al-Nakheel, les dirigeants de l'ASL et des miliciens auraient refusé d'obéir, mais les officiers turcs les auraient menacés de mort!! french.irib.ir 04.02

SOCIAL

1- France

1.1- PSA.

La grève qui paralyse l'usine PSA Peugeot-Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) depuis la mi-janvier se poursuivait lundi matin, a-t-on appris auprès des syndicats et de la direction. "*La grève continue, il y a toujours autant de grévistes (environ 440, selon la CGT, ndlr) et la direction n'a pas eu la force de redémarrer les chaînes*", a indiqué à l'AFP Jean-Pierre Mercier, délégué du syndicat CGT (28%) qui a appelé à la grève, rejoint par SUD (10%) et la CFDT (4,9%).

"*Il y a toujours un absentéisme très élevé*", a pour sa part indiqué une porte-parole de la direction, selon laquelle des oeufs ont

été jetés par des grévistes, qui ont également fait éclater des pétards dans les ateliers. *"Il n'y a pas de production aujourd'hui et la situation est tendue"*, a également dit Brahim Loujahdi, délégué CFTC, à l'AFP, décrivant l'explosion de *"pétards au ferrage"*, l'un des trois ateliers de l'usine.

Les autres syndicats de l'usine, dont le syndicat maison majoritaire SIA (40% aux dernières élections sur une liste commune avec la CFTC), FO (12%) et la CFE-CGC (4%) ont appelé il y a dix jours à une reprise du travail et dénoncé des *"pressions"* sur les non grévistes.

Quatre ouvriers soupçonnés d'avoir participé à l'agression d'un huissier qui venait constater, à la demande de la direction, des dégradations dans l'usine le 18 janvier sont convoqués mardi en début d'après-midi pour un entretien en vue de leur licenciement. Un rassemblement de soutien est prévu à partir de 13H30 sur le parking de l'usine, avec Pierre Laurent et Marie-George Buffet, secrétaire national et députée du PCF, Martine Billard, coprésidente du Parti de gauche, Olivier Besancenot, ex-candidat du NPA à la présidentielle de 2007, et Nathalie Arthaud, ex-candidate Lutte ouvrière à la présidentielle de 2012, ainsi que des élus locaux communistes et socialistes, selon M. Mercier. AFP 04.02

Le problème, c'est qu'après voir tenu un double langage pendant des mois, avoir fait preuve d'un manque de détermination, avoir refusé d'appeler immédiatement à la grève illimitée avec occupation, ils sont parvenus à diviser et démoraliser, démobiliser une grande partie des ouvriers, et c'est uniquement lorsqu'ils sont parvenus à ce résultat qu'ils manifestent leur détermination, et encore des mots d'ordre contradictoires circulent accentuant la confusion, bref, quand il est trop tard, c'était prémédité, calculé, bien joué, nous ne sommes pas dupes !

1.2- Freescale déménagement !

Des équipements de l'usine de semi-conducteurs Freescale de Toulouse, qui a fermé ses portes l'été dernier avec comme conséquence près de 400 licenciements, sont en route pour la Chine après avoir été rachetés par un groupe chinois, selon une source syndicale.

"L'entreprise chinoise Shang Sha a racheté les équipements et indiqué sans ambiguïté sa volonté de remonter l'usine en Chine", a déclaré lundi dans un communiqué la CGT de Freescale.

"Nos machines vont être remontées en l'état. Elles ne vont pas faire autre chose que des semi-conducteurs", s'est indigné un responsable du syndicat, en contestant l'*"obsolescence technologique"* de ces équipements, la raison invoquée par Freescale pour arrêter la production de son site de Toulouse.

La direction de l'entreprise, qui a conservé ses activités de recherche & développement, a nié pour sa part toute idée de délocalisation cachée de la production.

"Il n'y a aucun lien entre Freescale et cette entreprise", a-t-elle dit. *"Nous nous sommes engagés à donner accès à nos équipements dans le cadre d'une vente, mais nous ne fournissons ni les compétences ni les recettes."*

Elle fait valoir en outre qu'une partie des équipements de l'unité de production de Toulouse a été rapatriée aux Etats-Unis pour servir de pièces détachées, une autre donnée au LaaS/CNRS de Toulouse et une autre cédée à une PME locale. Le reste a été mis sur le marché. Reuters 04.02

1.3- Juy : 120 emplois menacés.

Les 120 salariés du site de Juy, entreprise d'emboutissage et tôlerie industrielle, bloquent leur usine de Crépy-en-Valois depuis ce matin après avoir appris qu'ils ne toucheraient pas leurs salaires du mois de janvier. *«Pire, on vient d'apprendre que le site de Montataire et notre entreprise à Crépy allaient sûrement être liquidés»*, explique Johann Lefort, ouvrier depuis seize ans dans l'entreprise. Le mouvement devrait continuer toute la semaine, le temps pour eux d'avoir plus d'informations sur le devenir de l'entreprise.

Fait rarissime, le directeur de Juy a décidé de se désolidariser du propriétaire des lieux, vu que, lui aussi, *«n'a pas touché de salaire en janvier»*, explique un syndicaliste. Le site de Crépy a été racheté en 2012 par Guido Dumarey, industriel belge. *«Il nous a promis monts et merveilles et voilà ce que l'on récolte... C'est dur.»* A Montataire, l'ex-usine Still, également reprise en juillet 2012 par le même patron, est aussi menacée. Une petite soixantaine de salariés ont été gardés par le nouvel acquéreur, ils étaient 235 encore à travailler sur place il y a un an. Leparisien.fr 04.02

1.4- Contralco supprime 3 emplois sur 4

La société Contralco à Gignac (Hérault), qui avait déjà réduit mardi ses effectifs de 310 à 160 emplois, a annoncé lundi la suppression de 76 nouveaux postes en raison de l'annulation de commandes d'éthylotests.

Au total, en une semaine, le numéro un mondial des éthylo-test jetables a donc fait baisser ses effectifs de 310 à 84 personnes par la non reconduction de contrats en CDD ou d'intérimaires, a indiqué la direction, précisant que le prochain volet de départs, s'il devait y en avoir un, concernerait cette fois les personnes en contrat à durée indéterminée (CDI).

Les salariés de Contralco annoncent qu'ils manifesteront mardi en début d'après-midi devant la préfecture de l'Hérault à Montpellier. AFP 04.02

2- Espagne

Le chômage est reparti à la hausse en Espagne au mois de janvier, avec 4,98 millions de demandeurs d'emploi, a annoncé lundi le ministère de l'Emploi, alors que le pays est plongé dans la récession et soumis à un effort de rigueur sans précédent.

Ces données sont différentes des chiffres trimestriels publiés par l'Institut national de la statistique (INE), qui utilise une méthode de calcul distincte et sert de référence. Selon l'Ine, le taux de chômage a franchi une nouvelle barre historique fin décembre, à 26,02%. AFP 04.02

3- Afrique du Sud

Le gouvernement sud-africain a annoncé lundi une augmentation de 52% du salaire minimum des ouvriers agricoles, répondant à un violent mouvement de protestations qui a agité l'arrière-pays du Cap depuis novembre.

"Le nouveau niveau du salaire sera fixé à 105 rands (8,75 euros) du 1er mars 2013 au 28 février 2014", a annoncé la ministre du Travail Mildred Oliphant, alors que les grévistes réclamaient 150 rands par jour. Le salaire actuel est de 69 rands (5,75 euros). AFP 04.02

4- Chine

Foxconn, le sous-traitant taiwanais d'Apple, prépare une révolution dans ses usines chinoises, selon le Financial Times. Foxconn va pour la première fois autoriser une représentation syndicale afin d'améliorer les relations sociales de plus en plus tendues avec sa main d'œuvre. Lefigaro.fr 04.02

SOCIÉTÉ

L'opium du peuple était vicié !

Un réseau criminel soupçonné d'avoir truqué 380 matches de football, dont des rencontres de Ligue des Champions et de qualification pour la Coupe du monde, a été démantelé, a annoncé aujourd'hui l'Office européen de police Europol.

"Il nous semble clair qu'il s'agit de la plus grande enquête de tous les temps sur des matches truqués présumés", a déclaré le directeur d'Europol Rob Wainwright lors d'une conférence de presse à La Haye, soutenant que 425 arbitres, dirigeants de clubs et joueurs, notamment, sont soupçonnés d'avoir pris part au truquage des matches. AFP 04.02

[Haut de page ↗](#)

Le 6 février

CAUSERIE

Je commencerai ce soir à archiver les articles de janvier.

Des députés (PS) pris en flagrant délit en train de jouer au scrabble ou à d'autres jeux dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale en plein débat, quoi de plus normal.

A propos de l'action que doivent proposer la CGT et FO dans le prolongement de l'accord patronal du 11 janvier, à lire leur

intervention chez PSA, Renault et Goodyear, on est en droit de douter fortement de leur volonté de mobiliser les travailleurs et les militants pour exiger son retrait, d'ailleurs rien ne dit (à ma connaissance) que c'est sur ce mot d'ordre que sera organisée cette action.

Qui a dit ?

- « *Je ne comprends pas les réticences en ce qui concerne l'utilisation de gaz. Nous avons définitivement adopté à la Conférence de paix la position de retenir le gaz comme méthode permanente de guerre... Je suis fortement en faveur de l'usage de gaz toxiques contre des tribus qui ne sont pas civilisées* »

Réponse : Winston Churchill , War Office Minute, 12 mai 1919.

Ses semblables ne viendront pas se plaindre quand on emploiera des moyens aussi expéditifs pour débarrasser définitivement l'humanité de cette pourriture.

Dites-nous après avoir lu ce discours si nous exagérons quand nous prétendons que la lutte de classe n'a vraiment rien d'une balade tranquille, et qu'on doit construire un parti de combattants révolutionnaires au caractère trempé comme de l'acier et non de molassons prêts à déguerpier ou désertir au son du premier coup de canon ?

Comment, on ne vous a pas tenu ce langage ? Eh bien, une fois de plus on vous a caché la vérité ! Si elle vous effraie courez vite vous réfugiez dans les jupons de votre mère. Sans plaisanter, on vous rend service et on vous sauve peut-être la vie en vous donnant ce conseil.

Qu'est-ce vous aviez cru? Qu'on vous racontait des salades? Que nous versions volontairement dans un discours outrancier pour se donner un genre ou passer pour plus révolutionnaire que le voisin ? Si vous l'avez cru vous vous êtes trompés. Il va arriver un moment où tout ou presque ce que nous avons écrit sur le parti va remonter à la surface, pour s'apercevoir que nous ne nous étions pas trompé ou que nous n'étions pas bien loin de la vérité, hélas sans doute trop tard comme c'est parti, mais il ne faut jamais désespérer.

Bon, d'accord cette citation remonte à près d'un siècle, mais quand on a observé les armes qu'ils ont utilisées dans toutes leurs guerres depuis celle des Balkans jusqu'à celle contre la Libye en passant par l'Afghanistan et l'Irak, vous ne pensez pas qu'elles sont tout aussi terrifiantes ou pire encore, sans parler du recours à la torture systématiquement, il y a encore un article sur ce sujet dans cette page.

Je ne comprends pas comment on peut faire prendre conscience à quelqu'un de quelque chose en lui cachant la vérité ou une partie de la vérité, cela me dépasse. Avec un enfant, cela se conçoit très bien et c'est préférable dans des bien des cas, mais nous ne sommes pas des enfants, nous avons la capacité de comprendre les choses dès lors qu'on les met à notre portée, non ?

Cela ne m'empêche pas d'être d'excellent humeur et d'avoir le moral au beau fixe, j'espère vous le communiquer un peu chaque jour. Car je continue de penser que nous avons les moyens de vaincre notre ennemi, et que les travailleurs et les militants sont parfaitement capables de comprendre notre discours à partir du moment où on prend la peine de leur donner les clés pour en saisir la substance. Dans le cas contraire, c'est à nous de revoir notre copie.

Nous allons continuer ce travail d'explication, lent, ingrat, laborieux, sans résultat apparent, peu importe, il faut laisser le temps aux idées de mûrir, Lénine estimait que c'était une grande partie de notre tâche et que c'était une grave erreur de la négliger, il avait raison.

Je regrette qu'aucun parti ne reprenne cette méthode à son compte. J'étais prêt à me mettre à son service pour peu qu'il estimerait mon travail valable ou présentant un intérêt, ce n'est hélas pas le cas. Je ne vais pas à nouveau me lancer dans une polémique à ce sujet, pour parler vulgairement on est assez dans la merde comme cela.

Comme disait Germain, mon ex-beau-père ouvrier à la chaîne chez Bic à Clichy, nous sommes mercredi après-midi, on a basculé, on arrivera bien au bout de cette foutue semaine de boulot, il voulait dire par là qu'on a déjà effectué la moitié du parcours qui nous mène au week-end de repos bien mérité, paix à son âme, Papi, en ayant une pensée pour tous les ouvriers qui en chient quotidiennement pour pas grand chose.

Courage camarades, gardez le moral, le capitalisme appartient au passé, l'avenir nous appartient, on vaincra et vive la révolution socialiste internationale !

ACTUALITÉ DU JOUR

Propagande de guerre. Au tour du Liban !

Titre

- Bulgarie: le Hezbollah désigné responsable d'un attentat anti-israélien AFP 05.02

Le régime bulgare de type mafieux entretient des relations avec l'Etat sioniste, ce qui n'est un secret pour personne.

A défaut de certitudes, de preuves irréfutables, dans l'impossibilité de les rendre publiques, les Etats-Unis et son allié sioniste au Proche-Orient ainsi que l'Union européenne, le Tribunal spécial pour le Liban (TSL), chargé d'enquêter sur l'assassinat de l'ancien dirigeant Rafic Hariri n'étant pas parvenus à présenter des éléments à charge ou suffisamment crédibles impliquant le Hezbollah dans son assassinat, cherchent depuis des années le moyen d'inscrire ce mouvement chiite libanais sur leur liste noire des organisations terroristes qui doivent être combattues par tous les moyens. On sait ce que cela signifie dans la bouche des dictateurs de la Maison Blanche ou de Jérusalem qui kidnappent, torturent, et liquident des personnes (militants ou scientifiques, simples opposant jugés embarrassant) à travers le monde en piétinant au passage la souveraineté des Etats, des nations indépendantes dans lesquels leurs services secrets passent à l'action, qui n'ont commis parfois comme seul crime que d'appartenir à des organisations qui figurent sur leur liste noire, voilà qu'ils auraient enfin trouvé la fameuse preuve qu'il leur faisait défaut depuis si longtemps, c'est en tout cas ce que prétendent les autorités bulgares.

Elles se sont empressées d'informer leurs maîtres des conclusions de leur "enquête", qui se sont jetés comme des bêtes habitées par une haine féroce sur cette os à ronger promettant déjà de prendre "*des mesures préventives*" (John Brennan, probable futur chef de la CIA) contre le Hezbollah, menace qui pourrait servir de déclencheur ou de prétexte à une opération de déstabilisation du Liban qui figure par ailleurs sur la liste des pays que l'impérialisme américain a ciblé comme objectif de sa guerre contre le terrorisme depuis bientôt dix ans, en fait pour remodeler toute la région pour mieux s'accaparer ses richesses.

Après l'Afghanistan, l'Irak, le Soudan, la Libye, la Syrie, le Mali, ce serait au tour du Liban en attendant de s'attaquer à l'Iran, à l'Algérie...

Nous allons voir que ces accusations ne sont pas sans incohérences ou demeurent approximatives, sans réponses sur certains aspects déterminants. Le langage guerrier est de rigueur, cela va de soi. Une guerre préventive au nom de la démocratie comme les aiment tant Kouchner, Sarkozy, Blair, Cameron, Bush, Obama et maintenant Hollande et Fabius.

- La Bulgarie a désigné mardi le Hezbollah comme étant derrière l'attentat anti-israélien meurtrier du 18 juillet 2012 à Bourgas (est), conduisant les Etats-Unis et Israël à demander à l'Europe d'agir face à la menace de ce mouvement chiite libanais.

Accusé d'être mêlé à un simple attentat, et voilà le Hezbollah transformé en une menace planétaire, rien de moins !

- "*Il y a des informations concernant des financements et une appartenance au Hezbollah de deux personnes*", dont l'auteur de l'attentat, a déclaré à la presse le ministre de l'Intérieur, Tsvetan Tsvetanov.

Quelles informations ? Inutile de les attendre il ne les fournira pas, il faudrait croire ce voyou sur parole.

- "*Nous pouvons en tirer la conclusion légitime que les deux personnes, dont l'identité a été établie, font partie à l'aile militaire du Hezbollah*", a-t-il indiqué.

Sans ces éléments, nous ne pouvons en tirer aucune conclusion.

- Washington a rapidement réagi à la nouvelle, qui avait déjà filtré dans plusieurs journaux américains mardi. Le conseiller spécial du président Barack Obama pour la lutte contre le terrorisme, John Brennan, probable futur chef de la CIA, a ainsi demandé aux pays européens de prendre "*des mesures préventives*" pour mettre au jour les infrastructures du Hezbollah ainsi que ses réseaux opérationnels et financiers.

En fait, c'était un secret de polichinelle, ce qui a gâché un peu cette mise en scène grotesque. Passons sur la menace que nous avons déjà évoquée précédemment.

- Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a, pour sa part, appelé l'Union européenne à "*tirer les conclusions quant à la vraie nature du Hezbollah*".

A croire que ce mouvement existerait depuis peu et que personne ne connaissait sa nature, formidable, non ?

- L'Etat hébreu a accusé depuis le jour de l'attentat l'Iran d'en être le commanditaire, et ce mouvement chiite libanais d'en avoir été l'exécutant, ce que Téhéran nie.

La conclusion de cette "enquête" coïncide exactement avec les accusations formulées par l'Etat sioniste avant même qu'elle ait eu lieu, extraordinaire, pour un peu ils auraient pu désigner le Hezbollah et l'Iran avant même que cet attentat se produise, ils sont décidément très forts au Mossad.

- Sans se prononcer sur le résultat de l'enquête de Sofia, le chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a estimé qu'il fallait encore examiner "sérieusement" les implications des déclarations bulgares. "L'UE et les Etats membres examineront la réponse appropriée en fonction de tous les éléments identifiés par les enquêteurs", a-t-elle déclaré.

Apparemment Ashton n'aurait qu'une confiance limitée dans les autorités de Sofia, elle doit avoir ses raisons, au point de douter à demi-mot du sérieux du résultat de leur "enquête", qui semble être le produit de l'imagination des sionistes.

- Le ministre bulgare des Affaires étrangères Nikolay Mladenov a déclaré que "la Bulgarie présentera les résultats de l'enquête à ses partenaires européens et discutera avec eux des mesures à prévenir des attaques terroristes pareilles à l'avenir".

Il présentera les résultats de son "enquête", ce qui ne signifie pas qu'il leur livrera forcément tous les éléments qui ont servi à parvenir à ces résultats, or c'est la clé de cette affaire, cet attentat a très bien pu être organisé par la CIA ou le Mossad. En dehors du fait qu'il faudrait anéantir la capacité de nuisance du Hezbollah, donc s'attaquer à son quartier général situé au Liban, on ne voit pas comment ils pourraient s'y prendre autrement, ce qui signifie mener une guerre contre ce pays.

- Le ministre s'est entretenu au téléphone mardi avec son homologue libanais Adnan Mansour. Il a également accueilli les ambassadeurs des pays arabes à Sofia pour les informer des résultats de l'enquête sur l'attentat.

Pays arabes tous soumis à Washington et Jérusalem.

- Les autorités bulgares s'étaient montrées très prudentes, refusant jusqu'ici de montrer du doigt l'Iran ou le Hezbollah, avant de disposer de preuves.

C'est ce qu'elles affirment, encore une fois qu'elles les rendent publiques, on jugera sur pièces.

- Selon des analystes, la désignation du Hezbollah pourrait fournir aux Etats-Unis un argument de poids pour convaincre l'UE, dont la Bulgarie est membre, d'inclure ce mouvement, grand allié de l'Iran et de la Syrie, sur sa liste noire des organisations terroristes.

Nous y voilà. Il s'agit de s'attaquer aux alliés de la Syrie contre laquelle l'impérialiste américano-franco-sioniste est en guerre depuis bientôt deux ans, sans succès, donc il leur faut s'y prendre autrement, d'autant plus que toutes les provocations auxquelles ils se sont livrées au Liban pour porter la guerre dans ce pays ont échoué jusqu'à présent.

- Le Premier ministre libanais Najib Mikati a annoncé mardi que son pays allait coopérer avec Sofia "pour élucider" les circonstances de l'attentat, qui avait fait six morts -cinq Israéliens et un conducteur de car bulgare-, en plus du kamikaze.

C'est le moins qu'il pouvait dire ou faire.

- Selon le ministre bulgare de l'Intérieur, les deux personnes identifiées "possédaient des passeports d'Australie et du Canada" et "vivaient sur le territoire libanais depuis 2006 et 2010".

En voilà une preuve de leur lien avec le Hezbollah. Plus haut j'ai indiqué que cet attentat avait pu être commis par la CIA et/ou le Mossad, car comme on va le voir plus loin, jusqu'à présent les fins limiers de Sofia ne sont pas parvenus à déterminer si la charge qui a explosé avait été ou non actionnée à distance, ce qui signifie que ces deux ressortissants libanais avaient très bien pu se trouver par hasard sur les lieux de cet attentat sans en être les auteurs, ou encore avoir été attirés dans un piège.

- Le rapport de M. Tsvetanov faisant le point sur l'enquête a été présenté à une réunion du Conseil de sécurité nationale, qui s'est déroulée sous l'égide du président bulgare Rossen Plevneliev et en présence de ministres et des chefs des partis parlementaires.

Aucun intérêt, ils doivent tous être plus pourris les uns que les autres, on arrive à la fin de cet article et on attend toujours que nous soit fournie la moindre trace d'une preuve de l'implication du Hezbollah ou de l'Iran dans cet attentat.

- A la sortie de cette réunion, le président du parti socialiste (opposition) Serguei Stanichev a reproché aux autorités d'annoncer

des faits sans encore disposer de preuves irréfutables.

Patatras, voilà que cette belle construction s'écroule, on s'y attendait à dire vrai. Et pour cause :

- Selon des responsables de l'enquête à Bourgas, une reconstitution de l'attentat aura lieu au printemps prochain en vue d'établir si l'auteur de l'attentat était un kamikaze ou si l'explosif avait été déclenché à distance.

Pour un peu, cet explosif aurait été déclenché à distance et l'auteur de la mise à feu aurait pris soin d'utiliser un retardateur comme il en existe dans les appareils photos pour avoir le temps de rejoindre ses futures victimes et figurer auprès d'eux sur la photo de famille !

Franchement, ils deviennent mauvais à la CIA et au Mossad, tout fout le camp décidément et tant mieux pour une fois !

Parole d'internaute

1- *"J'aurai 65 ans en Avril 2013, je suis nouvelle retraitée et je puis vous assurer qu'il était temps que je parte (c'est tout récent : le 31 Janvier 2013) ! Pourtant je n'avais pas un de ces emplois qu'on dit pénibles, j'étais employée de bureau dans un service informatique. J'ai cotisé toute ma vie active, je pensais avoir une retraite décente, ce n'est pas le cas ! Les mesures envisagées par le Gouvernement sont loin de la réalité ! Qu'ils fassent déjà le ménage devant leur porte avant de taper sur les travailleurs, les vrais.... Un Sénateur qui dort à l'Assemblée Nationale est-il plus fatigué et méritant qu'un ouvrier du bâtiment qui travaille dehors ? et n'allez pas comparer leurs retraites ! Ça vous ferait bondir !"*

Vous avez raison, ce sont des parasites, vous savez quel traitement on emploie généralement avec les parasites pour s'en débarrasser...

2- *"La retraite au delà de 60 ans, voilà une bien macabre idée! Encore une façon pour les politiciens véreux de se débarrasser des vieux."*

Après les avoir fait casquer pendant 41, 42, 43, 45 ans... sans qu'ils en profitent ou si peu de temps, ce qui n'est évidemment pas le cas de tout le monde, par exemple des fonds de pension auxquels ils ont pu cotiser, pire, auxquels ils seront sans doute demain obligés de cotiser au rythme où vont les choses....

3- *"Tout dépend du travail que vous faites dans votre vie??? Allez voir dans les hôpitaux voir les femmes et les hommes dégingués et gravement malade entre 50 et 60 ans et qui ne profiteront jamais de leurs retraites, et les bureaucrates et politiques meurent à plus de 80 ans et souvent à cause d'une grave maladie et non pas de l'usure car ils poussent le bouchon jusqu'à plus de 73 ans et plus??? au boulot elle n'est pas belle la vie....."*

Vous avez raison, la pourriture a la peau dure, hélas qu'on ne puisse pas abréger leur souffrance, on est humaniste ou on ne l'est pas !

Propagande ou intox. Travailler jusqu'à 65 ans et plus si possible, les travailleurs en redemandent !

Titre.

- Etes-vous prêt à travailler jusqu'à 65 ans? - L'Expansion.com avec AFP 05.02

Non merci, sans façon ! Personnellement j'ai devancé l'appel de 25 ans ou un peu plus, et c'est bien l'une des seules décisions que j'ai prises au cours de mon existence et que je ne regretterai jamais tant je hais le capitalisme.

Présentation de l'article.

- *"Une majorité de Français juge nécessaire un report de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans. Et vous, êtes-vous prêt à travailler plus longtemps? Donnez-nous votre avis."*

Vous noterez qu'à ce stade, l'affaire est entendue, la majorité des travailleurs seraient disposés à travailler jusqu'à 65 ans, donc toujours plus longtemps en attendant la suite... On lira un autre son de cloche à la fin de cet article digne du Medef.

Alors à quoi bon donner son avis ? D'autant plus que : *"Un rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) , publié en décembre dernier, montre que l'équilibre financier du système des retraites ne sera pas atteint à l'horizon 2018-2020, comme le prévoyait la réforme Sarkozy de 2010".*

Donc, soit vous acceptez ce nouveau sacrifice, soit vous n'aurez peut-être pas de retraite du tout pour cause d'absence de financement.

Puis viennent les résultats d'un sondage qui vont finir de vous convaincre que vous n'aurez pas d'autres alternative que d'accepter d'épuiser ce qu'il vous restera de force au boulot, si vous n'y laissez pas votre peau entre temps.

- "Une majorité d'entre eux (les Français - Ndlr) (60%) juge "nécessaire" un report de l'âge légal de départ à 65 ans", selon une étude Cecop-CSA pour le cercle des épargnants publiée ce mardi 5 février. L'inquiétude des Français a augmenté depuis 2011, année de la dernière réforme des retraites: ils étaient 57% à se dire inquiets sur le sujet en 2011 contre 67% en 2013."

Formidable se dira le législateur, si ce sont eux qui estiment que c'est "nécessaire", qui le réclament, quelle aubaine, c'est le moment d'en profiter pour mettre le paquet avant qu'ils changent brutalement d'avis ou que la situation soit moins favorable, merci Hollande et le PS s'écrient en chœur les patrons !

On leur a tellement foutu les jetons qu'ils en redemandent les bougres, comme quoi c'est facile de les manipuler : "Dans le même intervalle de temps, la proportion de ceux jugeant "nécessaire" un report de l'âge légal à 65 ans a doublé, passant de 30% à 60%."

Mais apparemment tous ne sont pas logés à la même enseigne et ne l'entendent pas de cette oreille : "Cette mesure est majoritaire à gauche (52% la jugeant nécessaire) comme à droite (76%). Les ouvriers sont, pour leur part, 39% à juger nécessaire ce report, contre 75% chez les cadres supérieurs."

Tiens donc, l'immense majorité des ouvriers, des producteurs de richesses, rejettent cette mesure antisociale et injuste alors que les rentiers s'enrichissent en dormant sans se poser la question du financement de leur retraite ou de son niveau.

La classe des producteurs étant la seule classe progressiste dans la société, les syndicats devraient donc se saisir de ce sondage pour refuser de participer à toute négociation qui reposera sur le diagnostic du COR et qui posera comme unique perspective un accord incluant le report de l'âge de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation pour percevoir une retraite à taux plein.

On se demandera aussi (une nouvelle fois) pourquoi les syndicats participent au COR, sinon pour légitimer son rapport et ses propositions dictées par les contradictions nées de la survie du capitalisme et les besoins de son économie livrée à la finance et à la spéculation.

[Celui qui avait prétendu renégocier le TSCG nous refait le coup cette fois avec l'euro ! Décryptage.](#)

- Hollande veut une politique de change pour l'euro - Reuters

Rien que le titre suffit à comprendre que la décision se prend ailleurs, chez ses amis banquiers.

- L'Europe doit se doter d'une véritable politique de change afin de stabiliser le cours de l'euro actuellement soumis à de fortes oscillations sur les marchés, a plaidé mardi François Hollande devant le Parlement européen.

Problème l'Europe n'est pas maître de son destin, il faut rappeler qu'elle est une création du cartel des banquiers de la Fed, du groupe Bilderberg dirigé par les mêmes banquiers qui se réunit pour la première fois à la même époque et l'avait mise à son ordre du jour. Et récemment encore, c'est Goldman Sachs qui dispose d'un budget deux fois supérieur à celui de la France, 700 milliards de dollars, donc en réalité une puissance de feu 10 fois supérieure à cette somme déjà colossale pour spéculer à découvert sur les marchés des matières premières et les monnaies, qui avait estimé ou plutôt exprimé à haute voix le souhait dans un rapport que l'euro devrait s'échanger à 1,37 pour un dollar, niveau atteint avant-hier, depuis il est légèrement redescendu.

- Le président français a jugé que, faute d'agir, l'Europe prenait le risque de voir sa monnaie atteindre des parités qui porteront atteinte à son économie.

Foutaise, ce niveau a déjà été atteint et franchi depuis longtemps si on en juge par le nombre de fermetures d'usine, plus de 1.000 au cours des trois dernières années en France. (lire l'article en ligne dans cette page)

- "L'Europe laisse sa monnaie, l'euro, vulnérable à des évolutions irrationnelles dans un sens ou dans un autre", a regretté le président français, qui s'exprimait pour la première fois de son mandat devant les députés européens.

Il s'avoue impuissant face à ce problème, car ce n'est pas l'Europe qui en maîtrise le cours, mais les banquiers et

spéculateurs internationaux qui ont leur homme dans la place en la personne de Mario Draghi, ex-Goldman Sachs, pour les servir. Celui-ci vient justement d'être blanchi par ses pairs, le comité de surveillance interne de l'Union européenne, qui a estimé qu'il n'y avait pas de conflit d'intérêts en raison de son appartenance au Groupe des Trente (G30), alors que selon l'Observatoire européen des entreprises, le G30 fait la promotion des intérêts du secteur financier privé et donne l'opportunité aux banquiers de faire du lobbying auprès des représentants du secteur public, tels que le président de la BCE. (voir la causerie d'hier)

Il est dès lors évident que lorsque le président de la BCE, de l'euro, est chargé par les banquiers de promouvoir leurs intérêts, si ces derniers coïncident avec la hausse de l'euro, il fera en sorte de les satisfaire au détriment de l'Europe, CQFD.

- "*Une zone monétaire doit avoir une politique de change*", a-t-il dit alors que l'euro s'est fortement apprécié ces derniers jours par rapport au dollar et aux autres grandes devises mondiales.

Hollande ignore comment fonctionne la finance mondiale ou il feint de l'ignorer, car la baisse du dollar, du yen et de la livre tandis que l'euro montait n'est pas dû au hasard, mais à des décisions politiques consistant à favoriser les marchés les plus juteux en terme de profit ou les plus compétitifs en terme de rentabilité, on a du mal à croire qu'il l'ignorait, c'est impossible, son discours est destiné à duper ce qu'on appelle l'opinion publique, qui elle ignore tout ou presque du fonctionnement de l'économie.

- Des économistes souhaitent que l'Europe suive le chemin des Etats-Unis, du Royaume-Uni ou du Japon qui ont lancé des politiques monétaires visant à faire baisser le cours de leur devise.

Impossible, là encore il nous prend pour des demeurés, toutes les économies et les monnaies sont liées entre elle, imbriquées entre elle sur le marché de la finance mondiale, toute action tendant à la hausse ou à la baisse de l'une d'entre elles se répercute sur les autres, d'autant plus que d'autres mécanismes spéculatifs sont mis à contribution pour parvenir à l'objectif que l'oligarchie financière s'est fixé, elle n'y parvient pas toujours mais en règle générale cela donne les résultats escomptés, sinon ils ne se donneraient pas autant de mal.

- L'appréciation de l'euro suscite des inquiétudes dans les milieux industriels français alors que l'économie nationale s'oriente vers une croissance très faible en 2013.

C'est un euphémisme d'un cynisme incroyable, les centaines de milliers de travailleurs qui risquent encore d'être jetés à la rue dans les mois qui viennent apprécieront, Reuters se faisant le relais du discours de Hollande.

- Soucieuse de préserver l'indépendance de la Banque centrale européenne, l'Allemagne, dont les exportations ne semblent pas souffrir du haut niveau de l'euro, refuse de son côté tout interventionnisme en matière de politique de change.

Normal, elle constitue le fer de lance du cartel des banquiers de ce côté de l'Atlantique.

De plus l'Allemagne profite de conditions d'exploitation plus avantageuses qu'en France dans son propre pays, tout en ayant rapidement investi les ex-pays de l'Est dont elle exploite la main d'oeuvre à un coût proche de celui qui est pratiqué en Chine dans les zones industrielles dédiées à l'exportation. Et pour finir, elle a également investi très tôt massivement en Asie en s'associant avec des producteurs locaux qui aujourd'hui ont parfois atteint la taille de multinationales et inondent leur gigantesque marché intérieur, après que la classe moyenne se soit rapidement développée au cours de la dernière décennie, ainsi elle engrange profits et dividendes dans des proportions tout aussi colossales, ce qui n'est évidemment pas le cas de la France ; les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon ayant été les pionniers en la matière y sont solidement implantés dans de nombreux secteurs économiques et sur un marché en continuelle expansion (alimentation, cosmétique, construction, automobile, biens d'équipement, etc.), je le constate quotidiennement en Inde où je vis

- François Hollande, dont l'ambition affichée est de relancer la croissance en Europe, a jugé que le moment était venu de "*lancer le grand chantier de la réforme de la politique économique et monétaire*" de l'Union européenne.

Encore une annonce en trompe l'oeil qui signifie en fait avancer vers une dépendance accrue du marché dominé par les Américains, les Allemands, les Britanniques et les Japonais. C'est aussi un moyen pour justifier sa politique d'austérité et l'accord patronal du 11 janvier, parvenir à faire baisser le coût du travail, condition qui précéderait un redémarrage de l'économie, tandis que les taux d'intérêt baisseraient de manière à encourager la classe moyenne à consommer et à s'endetter davantage, tout en tentant de conquérir de nouvelles parts de marché à l'internationale, mais rien n'est moins sûr tant la concurrence est féroce et leurs adversaires mieux armés pour l'affronter, ils ont une longueur d'avance en la matière et cela serait étonnant qu'ils ne fassent pas tout ce qui est en leur pouvoir pour la conserver, y compris en agissant sur le cours de l'euro par exemple !

- Pour le président français, l'Europe défend mal ses intérêts économiques.

Il en est le fossoyeur en refusant de s'attaquer à la BCE et plus largement à la finance, on ne lui demandera pas, on sait

pertinemment qui il est et quels intérêts il représente, on connaît parfaitement ses réelles intentions.

- "L'Europe, elle s'honore d'avoir un grand marché mais elle le défend mal face aux concurrences déloyales", a-t-il jugé.

Un nouvelle fois il manifeste son impuissance, alors qu'il dégage ! Place à un véritable gouvernement ouvrier qui se débarrassera du capitalisme et de ses institutions politiques, la Ve République, de son Etat, place à la République sociale.

- François Hollande a exhorté mardi ses partenaires européens à ne pas réclamer des coupes trop importantes dans le budget européen 2014-2020, ce qui risquerait, selon lui, de compromettre les chances de compromis jeudi et vendredi au sommet de Bruxelles.

"Un compromis est possible mais il doit être raisonnable et donc il va falloir raisonner ceux qui veulent amputer le budget européen au-delà de ce qu'il est possible d'accepter", a dit le président français.

"Pour l'avenir, de véritables ressources propres seront indispensables, sinon c'est la construction européenne qui se trouvera remise en cause", a ajouté le chef de l'Etat. Reuters 05.02

A quoi a-t-il servi le budget européen ? On pourrait le demander aux Grecs, aux Portugais et demain aux Espagnols dont le niveau de vie est en train ou est déjà retourné 20 ou 30 ans en arrière. On pourrait inclure les travailleurs des ex-pays d'Europe de l'Est qui ont été intégrés dans l'Union européenne et dont le niveau de vie demeure misérable, pays en proie également à un chômage de masse.

Ce budget a servi essentiellement à développer ou élever le niveau de vie de la classe moyenne qui s'est endettée sur de longues années. On pourrait comparer la manière avec laquelle il a été utilisé à ce qui se produit lors de chaque sortie de crise du capitalisme, où une période d'expansion en grande partie artificielle se produit en recourant massivement au crédit, jusqu'au jour où à nouveau l'économie se rétracte et une nouvelle crise survient, toute l'opération ayant servi presque exclusivement aux banquiers et aux capitalistes à s'enrichir. Il suffit d'observer ce qui se passe aujourd'hui dans les pays qui ont été cités plus haut pour le vérifier.

Donc ce que demande Hollande revient à servir à nouveau le couvert en en faisant payer le prix fort à la fois à la classe ouvrière et à la classe moyenne, à la petite-bourgeoisie, car il n'a évidemment pas la moindre intention de s'attaquer aux privilèges de l'oligarchie financière pour trouver ce financement, le refus de taxer les riches ou le projet de réforme bancaire que Moscovici a présenté sont là pour le prouver si besoin était.

Les syndicats associés à la gestion et engagés dans la préservation du capitalisme jusqu'au cou.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg et cinq de ses collègues ont installé mardi le Conseil national de l'industrie pour fixer le "*cap technologique*" des filières industrielles et leurs donner les moyens nécessaires, a indiqué M. Montebourg.

Pour chapeauter cette politique, le gouvernement a ainsi mis en place un Conseil national de l'industrie (CNI), qui prend la suite de la conférence de l'industrie et constitue un "*véritable parlement de l'industrie*", pour M. Montebourg.

Le conseil "*s'élargit pour s'ouvrir aux artisans, aux territoires (notamment via les associations des régions et des maires de France, ndlr)*". La Banque publique d'investissement et l'Agence des participations de l'Etat (APE) rejoignent également le CNI", selon le document de présentation.

Le rôle des organisations syndicales et des collectivités territoriales se voit également renforcé.

"Le CNI rendra des avis", a fait savoir M. Montebourg, citant des sujets comme le "*débat énergétique*", le "*financement des entreprises*", l'"*euro fort*" ou encore les outils possibles pour faciliter le passage des salariés d'une filière industrielle à une autre en fonction des besoins de l'emploi. AFP 05.02

PSA. Pour Montebourg, le ministre du dégraissage productif, la fermeture de l'usine d'Aulnay était inéluctable.

1- PSA Peugeot Citroën réunira le 15 février un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire pour accélérer les mutations d'Aulnay-sous-Bois vers le site voisin de Poissy (Yvelines), une mesure qui pourrait précipiter la fermeture de l'usine de Seine-Saint-Denis.

Face aux tensions qui règnent sur place entre grévistes et non-grévistes, trois syndicats du constructeur automobile avaient demandé que soit inscrit au menu des négociations sur le plan social, mardi, la question d'un déblocage anticipé des

transferts provisoires vers Poissy.

Les organisations syndicales y étaient jusqu'ici opposées, mais la dégradation du climat dans l'usine, toujours à l'arrêt, les a conduit à revoir leur position.

"Notre demande n'est motivée que par le contexte à Aulnay", explique au téléphone Franck Don, représentant CFTC chez PSA. "Dans l'usine, il y a des gens qui ont peur, et avant qu'un évènement plus grave ne survienne, on ne pouvait rester sans rien faire."

L'usine d'Aulnay a continué de produire après l'été, mais la situation s'est dégradée depuis le début de l'année. Le départ anticipé des 1.500 salariés que PSA s'est engagé à reclasser à Poissy, sur un effectif total de 3.000 personnes, pourrait avancer le passage de deux équipes de production à une seule, antichambre d'un arrêt total des opérations.

La production, arrêtée depuis vendredi après-midi, n'avait pas encore repris mardi matin, selon la direction du site. L'usine avait redémarré la semaine dernière après dix jours de fermeture, mais au compte-gouttes seulement.

La CGT, qui accuse la direction de PSA de manoeuvres d'intimidation, organise mardi après-midi une manifestation à Aulnay en présence de leaders politiques de gauche, comme Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste, ou encore Nathalie Arthaud, de Lutte ouvrière.

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, a jugé pour sa part la fermeture de l'usine d'Aulnay inéluctable, tout en critiquant à nouveau la méthode du groupe sochalien.

"En tout cas nous n'avons pas trouvé d'autre solution", a-t-il déclaré mardi sur RTL. "Aujourd'hui, nous ne savons pas faire autrement."

Il a précisé que l'Etat avait réclamé un "reformatage" du plan social, qui concerne quelque 3.000 salariés, afin d'en limiter la taille.

"Nous demandons à PSA que personne d'Aulnay et de Rennes (...) n'aille à Pôle emploi (...) c'est-à-dire qu'on trouve des mesures de réindustrialisation sur les deux sites pour qu'il n'y ait pas de rupture du contrat de travail", a-t-il précisé.

Pour les 1.500 salariés de l'usine qui ne partiront pas à Poissy, PSA s'est engagé à rechercher des offres d'emplois locales, notamment dans la logistique.

Arnaud Montebourg a également répété que PSA avait "trop tardé" et "dissimulé" la réalité de sa situation. "La conséquence maintenant c'est qu'on est obligé en effet de prendre des mesures de redressement", a-t-il dit. Reuters 05.02

Dans le langage du bourgeois de province, cela signifie que la direction de Peugeot aurait dû liquider plus tôt cette usine et ces milliers d'emplois. Voyez-vous, elle a attendu que vous soyez là avec Hollande, estimant que vous feriez mieux l'affaire pour faire le sale boulot, elle ne s'est pas trompée.

2- Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées mardi devant les grilles de l'usine, où l'ambiance est tendue, pour soutenir quatre ouvriers menacés de licenciement. Ils sont soupçonnés d'avoir participé à l'agression d'un huissier qui venait constater, à la demande de la direction, des dégradations dans l'usine le 18 janvier. Lors du rassemblement, Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, a par ailleurs demandé "de reprendre à zéro les négociations" car "pour le moment, c'est une négociation de la honte".

Aide à la création d'entreprise, indemnités de départ volontaire, durée et prise en charge du coût de la formation: ces thèmes ont une nouvelle fois été balayés mardi avec les syndicats, particulièrement attentifs au traitement des salariés de Rennes (1.400 suppressions de postes prévus) et d'Aulnay (3.000), deux sites où un plan de sauvegarde de l'emploi est prévu. Denis Martin, directeur industriel, a assuré que PSA disposait de plus de 3.500 possibilités d'emploi, dont 1.300 en mobilité interne principalement sur le site de Poissy (Yvelines).

Mais la CGT s'interroge sur "la qualité et la pérennité" de ces emplois, souvent "payés au SMIC". "Même si la grève a fait avancer certains points, on est encore loin du compte et loin des revendications des salariés (un CDI contre un CDI et une pré-retraite)", a résumé Bruno Lemerle (CGT), regrettant que "le redimensionnement de la restructuration n'ait pas été abordé".

"Un nouveau texte doit nous être présenté et on espère que, lors de la dernière réunion le 12 février, on pourra encore gratter des choses. Ensuite, nous attendons de voir si les salariés estiment que c'est suffisant", a indiqué Franck Don (CFTC).

La "note" attribuée par FO est "plutôt positive", même si la durée du congé de reconversion ou du dispositif senior méritent encore des améliorations, a jugé Christian Lafaye.

La direction a dit souhaiter "*rechercher activement la signature d'un accord*", qui, d'un point de vue purement juridique n'est pas indispensable. Le projet d'accord sera néanmoins soumis au vote en comité central d'entreprise (CCE). AFP 05.02

FO négocie la date à laquelle un ouvrier à l'issue de la durée de son congé de reconversion ira pointer au chômage...

[Renault. Montebourg a affirmé à sa manière que l'application de l'accord patronal du 11 janvier était en bonne voie.](#)

Les bureaucrates syndicaux ont multiplié les appels à des actions bidons pour casser la mobilisation et le moral des ouvriers, au lieu d'appeler à la grève illimitée avec occupation de tous les sites en France, de se rassembler avec les travailleurs en butte à la même situation dans tout le pays, de coordonner leurs luttes pour paralyser l'économie et avancer vers la grève générale...

1- Le groupe au losange poursuit mardi ses négociations sur un accord visant à pérenniser toutes ses usines en France en échange d'un gel des salaires, d'un allongement du temps de travail, d'un élargissement du système de mobilité et d'une réduction d'effectifs de 8.200 personnes par des départs naturels.

Renault aimerait conclure sous peu, mais parmi les syndicats, la CGT a prévenu qu'elle ne signerait pas. La CFE-CGC se dit plus confiante sur l'issue des négociations, mais estimait lundi soir le compte n'y était pas encore.

Le gouvernement, principal actionnaire de Renault dont il a loué à plusieurs reprises la méthode, se veut quant à lui optimiste. "*On reste serein quand au déroulement du dialogue et au fait qu'à terme les partenaires des deux côtés pourraient tomber sur un accord*", a-t-on appris de source gouvernementale.

Plusieurs syndicats ont appelé à des débrayages et à des rassemblements sur les sites Renault. Peu suivi mardi matin à Maubeuge, le mouvement l'était nettement plus à Douai, autre site du Nord plus incertain sur le futur plan produits qui lui sera alloué.

Selon un tract de la CGT, des salariés du centre d'essai de Lardy (Essonne) doivent arriver en début d'après-midi par car sur le site de moteurs de Cléon (Seine-Maritime), où le syndicat a appelé à une opération "*usine morte*". Reuters 05.02

2- Les deux constructeurs automobiles français ont poursuivi mardi leurs négociations respectives, mais leurs propositions pour l'heure ne fédèrent pas les salariés une nouvelle fois mobilisés, tant à l'usine PSA d'Aulnay, toujours en grève, que chez Renault.

A Douai (Nord), au Mans (Sarthe), Cléon ou Sandouville (Seine-Maritime), les appels à des arrêts de travail (lancés au cas par cas par la CGT, SUD ou FO) ont été suivis, mais avec "*un impact limité*" sur la production, selon la direction. Les ingénieurs de Lardy (Essonne) étaient également mobilisés, concernés par 2.000 des 8.260 suppressions de postes prévues d'ici à 2016 en France.

A Flins, deux autres débrayages, à 9H30 et 16H00, étaient prévus.

Au Mans, une trentaine de personnes ont formé un piquet devant l'usine dès 08H30, sous la pluie, a constaté un correspondant de l'AFP.

Richard Germain, secrétaire général CGT de Renault Le Mans, a fustigé le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, qui a invité les syndicats à signer l'accord de compétitivité. "*Il se fout de la gueule du monde, même chose chez les Goodyear. Il dit quoi à Renault: du mépris à l'égard salariés*", a-t-il dit.

Mardi après midi, une centaine de salariés ont manifesté aux abords du domicile du ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, au Mans. Une vingtaine de policiers anti-émeute étaient également présents. Les salariés se sont ensuite dirigés vers la rocade qui entoure la ville, perturbant la circulation qui a été bloquée dans les deux sens pendant une heure.

A Cléon, près de Rouen, les syndicats CGT et SUD ont organisé une "*opération usine morte*". Les routes d'accès au site étaient bloquées par des feux de palettes et de pneus. Pour la CGT, Pascal Le Manach a indiqué que le site était fermé, sauf pour les équipes de nettoyage, et accusé la direction d'avoir appelé les salariés à prendre un jour de congé ce mardi. "*La direction a peur de la grève*", a-t-il dit.

A Sandouville (Seine-Maritime), près du Havre, des salariés ont bloqué pendant environ une heure l'entrée de la zone industrielle en entravant un rond-point avec des palettes et des pneus, ce qui a occasionné de gros embouteillages. Les syndicats CGT et FO étaient représentés. De source syndicale, ils étaient environ 200 salariés mardi à participer au mouvement de grève.

Jusqu'à présent, Renault a posé comme préalable à l'attribution de volumes supplémentaires de production et au maintien en activité des sites français, l'allongement du temps de travail, le gel des salaires et des mobilités obligatoires entre sites. L'état du marché est un argument de taille pour Renault: les immatriculations de véhicules neufs ont encore reculé, en janvier, de 15%.

La direction espère conclure lors de la prochaine réunion le 12 février.

"*C'est très mal parti et je ne pense pas que la direction changera quoi que ce soit la semaine prochaine*", a réagi à l'issue de la réunion mardi Laurent Smolnik de FO, l'un des trois syndicats dont la signature est nécessaire. Pour FO, la question du caractère obligatoire des mobilités internes reste l'un des points d'achoppement.

Pour la CGT, la direction propose un "*marché de dupes*" et "*profite du contexte économique pour obtenir*" des syndicats la validation de "*moins disants sociaux*", estime Fabien Gâche. La CFE-CGC attend elle des engagements sur un planning des affectations et des productions en France.

Les syndicats seront reçus mercredi et jeudi au ministère du Redressement productif, dont le patron, Arnaud Montebourg, a appelé à signer l'accord. AFP 05.02

Ils vont à nouveau se répartir les rôles... La direction les siffle et ils accourent ! Elle a tellement "*peur de la grève*" qu'elle espère un accord le 12 février ! Ils ont une mentalité de serviteurs. Enrober ou accompagner financièrement les mobilités internes et le tour est joué !

[Goodyear. Thibault à la manoeuvre. Pour le compte de qui ? Devinez.](#)

Montebourg a salué les dernières déclarations encourageante de Bernard Thibault, ce qui signifie qu'un nouvel accord va intervenir qui laissera sur le carreau des centaines d'ouvriers.

- La CGT a fait mardi une ouverture pour sauver l'usine Goodyear d'Amiens-Nord, où près de 1.200 emplois sont menacés, et rejeté les critiques sur son dogmatisme supposé qui a creusé ces derniers jours le fossé entre les centrales syndicales.

La confédération, qui est ultra-majoritaire à Amiens-Nord (80%), se dit prête à valider un projet de reprise par Titan international si le groupe américain s'engage à poursuivre la production de pneus agricoles sur le site.

"*Un simple engagement à maintenir les emplois ne peut suffire puisqu'il n'empêche pas de licencier*", ont expliqué plusieurs dirigeants du syndicat lors d'une conférence de presse à son siège de Montreuil, près de Paris.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, s'était auparavant engagé à reprendre le dialogue avec Titan, saluant les dernières déclarations du secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, sur ce dossier épineux.

Titan, qui a repris une partie des activités du producteur de pneumatiques dans le monde, avait renoncé en septembre 2012 à reprendre le site d'Amiens-Nord faute d'accord avec la CGT sur un plan de départs volontaires.

Le projet de fermeture de l'usine a été annoncé le 31 janvier, avant un nouveau Comité central d'entreprise prévu le 12 février.

Tant Thierry Le Paon, successeur désigné de Bernard Thibault au poste de secrétaire général de la CGT, que Carlos Moreira, responsable de la fédération des industries chimiques, et Mickael Wamen, délégué à Amiens-Nord, ont dénoncé mardi le "*déchaînement politico-médiatique*" contre la CGT depuis l'annonce de la fermeture.

Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, a ainsi estimé que la CGT avait une position "*dogmatique*" et qu'elle portait "une responsabilité dans ce qui se passe", à parts égales avec la direction.

Des propos déplorés par Jean-Claude Mailly, le "*patron*" de Force ouvrière. "*On ne peut pas rendre le syndicat responsable, même s'il a une position un peu dure, car ce n'est pas le syndicat qui a initié la fermeture de l'entreprise*", a-t-il dit sur BFM business.

Mais tant le président François Hollande que le Premier ministre Jean-Marc Ayrault ont laissé entendre que la centrale était responsable de tensions et qu'il y avait eu "*des occasions perdues*" à Amiens-Nord.

Pour la CGT, ces déclarations ne visent qu'à masquer l'incompétence et les méthodes de Goodyear, qui cumule les condamnations devant les tribunaux, ainsi que l'inertie du gouvernement, qui se contenterait d'un rôle de "*facilitateur*".

"*Les ministres, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier, semblent avoir le même comportement: celui de ne pas assumer leurs responsabilités, se contenant de jouer les 'entremetteurs'*," a dit Carlos Moreira, visant Arnaud Montebourg.

"*Mettre en accusation les syndicalistes récalcitrants semble être devenu un nouvel exercice dans le pays. Il y aurait les bons et*

les mauvais", a-t-il ajouté.

"*Le berger qui tient bien son troupeau en disant oui aux attentes du Medef serait quelqu'un de réaliste*", a ironisé Carlos Moreira par allusion au dirigeant de la CFDT.

Pour Mickael Wamen, François Hollande "*ne fait plus rien du tout*" et ne tient pas ses promesses de candidat.

Pour le syndicaliste, le chiffre d'affaires de Goodyear a progressé de 30%, passant de 16 à plus de 20 milliards de dollars entre 2009 et 2012 et le groupe veut simplement se débarrasser d'une usine en France.

Selon lui, le fabricant a "*transféré en coulisse l'essentiel de la production*" d'Amiens-Nord vers d'autres sites en Europe. Reuters 05.02

Rendez-vous compte, Hollande "*ne fait plus rien du tout*" et ne tient pas ses promesses de candidat. Si, il fait quelque chose, il fait son boulot, il soutient ses amis les patrons. Pourquoi, vous vous attendiez à autre chose de sa part ? Nous, non ! Adressez-vous à ceux qui ont colporté cette illusion criminelle.

ACTUALITE EN TITRES

Pourvu qu'ils disent vrai pour une fois !

- Vers une explosion sociale ? LePoint.fr
- Le gouvernement s'inquiète des risques d'explosion sociale L'Expansion.co
- Valls inquiet des risques "*d'implosions ou explosions sociales*" AFP

A la moindre étincelle un gaz comprimé peut exploser.

- "*L'objectif des entreprises ne peut pas être de comprimer les salaires en permanence*" - L'Express.fr

Normal, elle ne l'a jamais quitté, c'est atroce comme fin !

- Johnny, exilé fiscal, accuse la gauche d'encourager la "*médiocrité*" - AFP

En famille. Le couple de l'année.

- Hollande constate sa proximité avec Cameron... sur le mariage gay - AFP

La monarchie et l'épiscopat à la pointe du progrès social ! On se disait aussi...

- Le mariage gay approuvé en première lecture en Grande-Bretagne - Reuters
- Le Vatican reconnaît le droit des couples gay - LePoint.fr

Hollande pourra l'ajouter sur son carnet d'adresses ; merde, panzer le XVIe, comme le très chic arrondissement de Paris y figure déjà, franc-maçon oblige.

Comment cela, ce n'est pas leur tasse de thé ? Vous avez dû entendre cela dans un discours destiné aux non initiés dont nous faisons partie, la réalité est bien différente. Chut !

Jusqu'à notre dernier souffle s'il le faut !

- Etes-vous prêt à travailler jusqu'à 65 ans?- L'Expansion.com

Même les pauvres sont surendettés!

- Baisse historique du microcrédit dans le monde - L'Expansion.com

[Qui terrorisent les populations ? Qui a déclaré la guerre à tous les peuples ?](#)

- Bulgarie: le Hezbollah désigné responsable d'un attentat anti-israélien - AFP

Sans preuves irréfutables. Pure propagande de guerre pour justifier le bombardement du Liban.

- Des drones contre les Américains proches d'al-Qaida - AFP

- Les Etats-Unis justifient les attaques meurtrières contre des Américains - AFP

- Prisons secrètes : 54 pays ont collaboré avec la CIA - LeMonde.fr

[Chez les "amis" de Hollande et Fabius, du viol au voile.](#)

- Un prédicateur saoudien préconise de voiler les fillettes dès deux ans - Liberation.fr

Hier pour rappel :

- Arabie saoudite: peine légère pour le viol et le meurtre de sa fille de 5 ans - L'Express.fr

Un régime complètement dégénéré, abjecte, et dire que les Sarkozy et Hollande fréquentent cette pourriture, à croire qu'ils ne valent pas mieux, mieux c'est une conviction.

[Flagrant délit de manipulation.](#)

- Syrie : l'opposition lance un appel au dialogue - LePoint.fr

- Syrie: le principal groupe de l'opposition rejette tout dialogue avec le régime - AFP

Ah ben mince alors, et moi qui croyais que c'était le régime que rejetait tout dialogue, j'ai dû manquer un épisode, à moins que je comprenne mieux à quoi tout cela rime ! Bravo, encore un petit effort et vous aurez tout compris !

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Irlande

L'Etat irlandais est jugé dans un rapport officiel responsable d'avoir envoyé un grand nombre de femmes et de jeunes filles dans les "*blanchisseries Madeleine*", surnom de pensionnats catholiques à régime sévère où elles étaient soumises à des brimades et travaillaient sans contrepartie.

Les couvents de la Madeleine sont accusés d'avoir, pendant une bonne partie du XXe siècle, utilisé gratuitement des personnes placées sous leur garde, comme s'il s'agissait d'esclaves. Ils ont inspiré un film remarqué il y a une dizaine d'années, "*The Magdalene Sisters*" de Peter Mullan.

Par le passé, l'Etat irlandais niait toute responsabilité, soulignant que les couvents étaient des institutions privées, mais le rapport de mille pages publié mardi conclut à son "*implication importante*".

Selon le document, rédigé par une commission interministérielle créée en 2011, l'Etat est responsable, via ses diverses branches, de l'envoi d'un quart des quelque 10.000 jeunes filles et femmes enrôlées dans ces pensionnats, parfois dès l'âge de neuf ans, de la fondation de la République d'Irlande en 1922 à 1996.

"A celles qui sont passées à divers titres par les blanchisseries Madeleine, dans 26% des cas à la suite d'une intervention des

services de l'Etat, je dis combien je suis désolé qu'elles aient eu à vivre dans de telles conditions", a déclaré le chef du gouvernement irlandais, Enda Kenny.

Les associations représentant les anciennes pensionnaires de ces couvents, baptisées ainsi par allusion à la Marie-Madeleine des Evangiles, avaient demandé au Premier ministre de présenter des excuses au nom de l'Etat.

Selon le rapport, la majorité des pensionnaires ont passé moins d'un an dans une des dix "*blanchisseries*", dirigées par quatre ordres religieux. Mais près d'une sur dix y est décédée, la plus jeune à l'âge de 15 ans. Reuters 05.02

2- Egypte

Au moins 18 manifestants ont été blessés dans de violents heurts nocturnes avec la police en Egypte lors des funérailles d'un militant décédé en détention, selon un responsable du ministère de la Santé mardi.

Le responsable a précisé que les heurts avaient eu lieu à Tanta, dans le delta du Nil, où selon des témoins les forces anti-émeutes ont fait usage de gaz lacrymogène et tiré à la chevroline contre les protestataires qui leur jetaient des pierres lors des funérailles du militant Mohamed al-Guindi.

Le chef de la police de la région, Hatem Othman, a indiqué que les manifestants avaient incendié un véhicule blindé de la police et lancé des cocktails Molotov en direction de la préfecture et du commissariat de police.

"Nous avons arrêté les jeunes qui ont incendié le véhicule blindé. Ils sont huit ou neuf", a-t-il ajouté sur la chaîne de télévision ONTV.

Mohamed al-Guindi, 28 ans, avait disparu le 25 janvier sur la place Tahrir au Caire où il participait à une manifestation à l'occasion du 2e anniversaire du soulèvement anti-Moubarak, qui avait pris la forme d'un rassemblement contre l'actuel chef de l'Etat, l'islamiste Mohamed Morsi.

Selon ses avocats, le militant a été torturé dans un camp de la police, avant d'être conduit dans un hôpital où, selon ministère de la Santé, il avait été admis inconscient et souffrant d'une hémorragie interne. Tombé dans le coma, il est décédé lundi. *"Il est mort des suites de torture"*, a affirmé son parti, le Courant populaire. AFP 05.02

SOCIAL

1- France

Schneider Electric va fermer de façon "*progressive et sans licenciement*", à l'horizon 2015, son atelier de La Pompignane (Montpellier), dédié aux disjoncteurs de moyenne et haute tension, a annoncé un porte-parole du groupe à l'AFP.

Quatre-vingt-trois personnes sont concernées par la fermeture du site, qui compte au total 113 personnes. Le calendrier et la méthodologie d'accompagnement des salariés concernés seront détaillés le 14 février, lors d'un comité d'entreprise, a précisé Alain Vittoz, délégué CGT.

"Schneider Electric fait face à une rude concurrence sur le marché moyenne tension, avec un effondrement du marché en Europe du Sud, et un ralentissement des investissements", a expliqué le porte-parole pour justifier la décision, annoncée lundi aux salariés. A l'échelle nationale, *"il faut reconfigurer la Recherche et développement moyenne tension et l'outil industriel, pour réduire la dispersion, renforcer la vocation de chacun des sites et en accroître l'efficacité"*, a précisé ce membre du groupe.

"Conformément à l'accord sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC), signé en juillet 2012, Schneider Electric s'engage à éviter tout licenciement sec à Montpellier : accompagnement dans une diversification d'activité, propositions de reclassement au sein du groupe (Alès, Aubenas et Grenoble), départs en préretraite et financement de formations", a-t-il ajouté. L'Expansion.com 05.02

2-Chine

La Chine a annoncé mardi une vaste réforme de la répartition des revenus afin de lutter contre les inégalités et prévoit notamment d'augmenter la proportion des bénéfices reversés par les entreprises d'Etat.

La réforme annoncée par le Conseil d'Etat prévoit également d'élargir l'assiette de l'impôt foncier, de prélever une série de taxes

sur les produits de luxe et d'"étudier" la mise en place de droits de succession "à un moment approprié".

Le Conseil souhaite augmenter les revenus les plus bas et "ajuster" ceux qui sont "excessivement élevés".

"Certains problèmes manifestes de répartition des revenus doivent être rapidement résolus", affirme-t-il sur son site. "L'écart entre villes et campagnes (...) est assez élevé, les revenus sont distribués irrégulièrement, il y a des problèmes visibles de revenus plus ou moins illicites, et une partie du peuple vit dans des conditions difficiles." Reuters 05.02

[Haut de page ↗](#)

Le 7 février

CAUSERIE

Ce soir je mettrai en ligne une quarantaine de nouveaux articles de sources diverses.

L'actualité sociale et politique étant très chargée, je n'ai pas eu le temps de traiter l'appel de la CGT et de FO qui sera finalisé demain, et qui présente dès à présent un intérêt secondaire, pourquoi ?

Voici dans quelle perspective il va se situer selon Thibault : cette action servira à "aider" le ministre du Travail, Michel Sapin, à "trouver les bonnes réponses" face à cet accord, que la CGT et FO "ont décidé d'une action commune", a affirmé le numéro un de la CGT, Bernard Thibault.

Quant à Mailly, il a précisé : "Nous allons joindre nos forces pour essayer de dissuader le gouvernement et la majorité des députés de commettre l'impair important que représenterait l'adoption".

La direction de la CGT a évoqué une "puissante journée de mobilisation" début mars "pouvant aller jusqu'à la grève" (source : AFP 06.02)

Faisons confiance à Sapin pour "trouver les bonnes réponses", alors qu'il s'est déjà engagé à retranscrire cet accord à la virgule près ! Faisons confiance aux députés qui ont adopté le TSCG, la "règle d'or", le budget d'austérité 2013, etc., ben voyons, discours de capitulards, de complices, de traîtres !

Bref, on nous annonce une journée d'action bidon, quoi. Et puis, êtes-vous certains qu'"aller jusqu'à la grève" ce ne serait pas exagéré, gauchiste, il est vrai qu'il ne s'agit que de la liquidation pure et simple du contrat de travail, cela mérite-il vraiment une grève ?

Je n'ai plus le temps de traiter d'autres infos.

L'info économique sur les Pays-Bas et la crise immobilière est intéressante, car avec la montée de chômage combinée à la baisse des salaires ou leur stagnation dans le meilleur des cas, il arrivera un moment où la même situation qu'aux Etats-Unis va se reproduire dans tous les pays avec une masse grandissante d'emprunteurs insolubles...

Vous excuserez les erreurs éventuelles, je n'ai plus le temps de tout relire. A plus tard.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Une étape décisive du système policier Facebook à l'échelle mondiale.](#)

Titre.

- Facebook lancerait une application pour géolocaliser ses amis - Lexpansion.com

Présentation.

L'enfer est parfois pavé de bonnes intentions.

- La firme de Mark Zuckerberg souhaiterait développer un service de géolocalisation qui permettrait à tout moment de trouver ses amis à proximité, même lorsqu'ils ne sont pas connectés au réseau social.

Facebook compte désormais une majorité d'utilisateurs sur supports mobiles. Soit près de 680 millions sur un total de 1,06 milliard.

Que vous soyez connectés ou non, même portable éteint, ils pourront vous localiser et savoir avec qui vous êtes.

- Parmi les nouvelles idées du réseau social sur le mobile, dans le courant du mois de mars pourrait apparaître une nouvelle application de géolocalisation, croit savoir Bloomberg. Elle permettrait aux utilisateurs de localiser leurs amis sans même que ceux-ci ne soient connectés et pourrait aider le réseau social à fournir à ses usagers d'autres services en fonction de leurs habitudes et des lieux qu'ils visitent.

Les services de renseignement et la police ne vous demanderont pas votre autorisation

- A priori, les utilisateurs devront donner leur autorisation pour activer cette nouvelle géolocalisation mobile. Mais l'on peut déjà entendre les protestations et les questions que soulève un tel système sur l'utilisation des informations récoltées et le respect de la vie privée.

"Lorsque nous obtenons vos coordonnées GPS, nous les combinons à d'autres informations géographiques (comme la ville dans laquelle vous indiquez vous trouver). Nous conservons ces données tant qu'elles nous sont utiles pour vous fournir nos services" annonce Facebook dans sa politique sur le respect de la vie privée. Une définition floue qui fera sûrement reculer les utilisateurs frileux, inquiets pour leurs données personnelles.

Les services de renseignement et la police sauront avec qui vous êtes, qui vous avez rencontrés 24h/24.

- Cette politique précise d'ores et déjà que les informations de localisation doivent permettre de "*vous indiquer si certains de vos amis sont à proximité*", "*de diffuser des publicités plus pertinentes, de mieux comprendre la façon dont les gens utilisent Facebook et, de manière générale, d'améliorer les services que nous proposons.*" Cette nouvelle application serait donc un bon moyen pour Facebook d'augmenter la récolte de données lui permettant de cibler plus précisément les besoins de ses usagers, pour vendre de la publicité en conséquence.

Nous vivons sous un régime de liberté surveillée.

- Toujours est-il que le lancement d'une telle application est un vrai pari pour le réseau social. D'autres applications du même genre, telles que "*Find my friends*" d'Apple ou Highlight de "*Math Camp*", existaient déjà auparavant. Or elles n'ont jamais réussi à capter de larges audiences, notamment à cause de l'irruption dans la vie privée de leurs utilisateurs, ainsi que la consommation importante de la batterie des appareils mobiles. Lexpansion.com 06.02

Effectement ce n'est pas nouveau, mais par le biais de ces applications ils tentent de parfaire leur dispositif de contrôle policier de la population.

Aujourd'hui déjà, si je possède un téléphone portable, qu'il soit allumé ou éteint ils peuvent savoir à quel endroit précisément il est. Par contre ils ne peuvent pas savoir entre les mains de qui il est, par exemple j'ai pu le donner à mon épouse qui a rencontré Kumar, Karnan et Mustapha ce matin à la mairie. Jusqu'à présent ils vont en déduire que je suis allé à la mairie et que j'ai rencontré ces trois personnes qu'ils ont également localisés grâce à leurs portables, alors que cette information est fausse.

Si j'ai ouvert une page Facebook et que j'y ai fait figurer la liste de mes amis, il leur suffit de mémoriser cette liste pour connaître mes amis. Mais il n'y figurera pas forcément toutes les personnes que je suis susceptible de rencontrer, soit que je n'ai pas souhaité les faire figurer dans cette liste, soit qu'elles ne figurent pas parmi mes amis, par contre pour une raison ou une autre je peux être amené à vouloir savoir où elles sont pour différents motifs, éventuellement pour les rejoindre ou leur faire une surprise, pour les surveiller dans le cas d'un enfant ou d'un adolescent par exemple, dans ce cas cette application peut m'être utile.

Avantage pour les renseignements généraux, en passant par cette application sans même que soit établi un contact entre deux personnes, ils sauront qu'elles se connaissent ou qu'elles ont établie des relations, renseignement qui ne pourrait leur être fourni autrement que si ces personnes rentraient effectivement en contact en se téléphonant ou en se trouvant au même endroit avec leurs portables puisqu'ils peuvent les localiser à tout moment.

On peut douter que cette application fasse recette dès lors que vous n'avez pas intérêt à ce que les services de polices sachent avec qui vous avez des relations ou qui vous rencontrez.

Si demain nous devons entrer en clandestinité, il est clair que nous devrions nous passer de notre portable (je n'en ai toujours pas) ou nous devrions nous déplacer sans l'emporter avec nous, afin que la police ne puisse pas nous pister et savoir où nous sommes et avec qui. C'est là qu'on s'aperçoit que le téléphone mobile est un formidable outil pour exercer un contrôle permanent sur la population. Qu'ils essaient de le perfectionner ne nous étonne pas.

Propagande et manipulation des masses. Réforme généreuse du Smic : moins de 1 centime d'euro par heure !

- Réforme du Smic : une modernisation mais... - Le Nouvel Observateur

Comme annoncé en décembre par le ministre du Travail, Michel Sapin, cette réforme vise à "moderniser" les critères de revalorisation automatique du salaire minimum, touché par près de 2,6 millions de Français.

L'évolution de la croissance sera désormais "un élément d'appréciation" pour le gouvernement afin de décider d'éventuels "coups de pouce" supplémentaires, en plus de la revalorisation annuelle.

A partir du 1er janvier 2014, l'indice des prix sera donc modifié pour mieux tenir compte de certaines dépenses (loyer, énergie). Ensuite, le salaire de base servant de référence sera élargi à celui des employés, et plus seulement des ouvriers, dont la part parmi les salariés n'a cessé de baisser (de 40% à 22% entre 1980 et 2008).

L'institut Coe-Rexecode, qui a effectué une simulation sur la période 2000-2012, évalue de son côté que la progression supplémentaire du Smic aurait été de 0,2% par an.

Au bout de douze ans, le différentiel atteint 23 centimes d'euros par heure. Le Nouvel Observateur avec AFP 05.02

- Combien va vraiment nous coûter la hausse du Smic ? - Atlantico.fr

Réponse : 1 centime d'euro par heure à tout casser, mais c'est peut-être encore trop !

L'Allemagne fer de lance en Europe de l'offensive de l'oligarchie financière contre la classe ouvrière.

Faire monter l'euro pour justifier la baisse du coût du travail, davantage de flexibilité dans les rapports entre le travail et le capital au profit de ce dernier, voilà le fin mot de l'histoire. D'où l'accord patronal du 11 janvier qui n'est qu'un avant-goût de ce qui attend les travailleurs dans les mois ou années qui viennent.

- Le gouvernement allemand estime qu'une politique de change, telle que réclamée en début de semaine par le président français François Hollande, n'est pas un instrument adapté pour améliorer la compétitivité de la zone euro, a déclaré mercredi un porte-parole.

"De notre point de vue, la politique de change n'est pas un instrument adapté pour améliorer la compétitivité. Elle ne donne qu'un élan à court terme (...). Elle ne permet pas d'atteindre une croissance à long terme de la compétitivité", a déclaré Steffen Seibert, porte-parole de la chancelière Angela Merkel, lors d'une conférence de presse régulière.

La veille, le chef d'Etat français avait défendu devant le Parlement européen à Strasbourg (est de la France) la nécessité d'une "politique de changes" afin de rendre la monnaie unique "moins vulnérable" aux fluctuations du marché car elles mettent en péril les efforts de compétitivité des pays qui en font usage.

"Le gouvernement allemand est convaincu qu'en comparaison historique (l'euro) n'est pas surévalué à l'heure actuelle", a ajouté M. Seibert.

Le cours actuel de l'euro est par ailleurs source d'optimisme, a jugé M. Seibert. Cela "montre que la confiance dans la zone euro est en train de revenir. Dans l'immédiat, la confiance des marchés financiers internationaux n'est pas une mauvaise chose", a-t-il poursuivi.

"Notre conviction profonde, c'est que les changes doivent refléter les fondamentaux économiques et des changes flexibles sont les mieux adaptés", a-t-il encore dit, soulignant que lors des G8 et G20 "on est d'accord qu'il est sensé que ce soit les marchés qui décident des taux de change".

En visite mardi à Paris, le ministre allemand de l'Economie Philipp Rösler avait jugé préférable de renforcer la compétitivité de l'Europe plutôt que de chercher à en affaiblir la monnaie, en réponse aux déclarations de M. Hollande.

Il est dans l'intérêt de l'Allemagne que la France "*demeure économiquement forte ou devienne encore plus forte*", en améliorant sa compétitivité, avait déclaré M. Rösler, tout en exprimant son "*respect*" à l'égard des réformes engagées en ce sens par le gouvernement français.

Vendredi dernier, l'euro avait atteint plus de 1,37 dollar soit une progression de plus de 11% en six mois, selon les calculs des analystes. Mercredi après-midi, il avait baissé et valait autour de 1,35 dollar. AFP 06.02

Un fonctionnaire condamné pour avoir osé dire tout haut...

Le contexte.

Jérôme Morin, 39 ans, agent municipal de la ville de Pontault-Combault s'est fait notifier hier sa mise à pied durant dix-huit mois, dont six avec sursis, à cause d'un ouvrage satirique. Pendant cette période, il n'aura plus le droit de travailler et ne percevra aucun salaire.

Il y a deux ans, l'agent municipal, s'estimant victime de harcèlement moral, éprouve le besoin de poser des mots sur ce qu'il vit comme une placardisation. Encouragé par ses proches, il choisit l'humour et le sarcasme pour raconter la vie quotidienne d'un fonctionnaire d'une ville imaginaire. L'ouvrage, publié à compte d'auteur et sous pseudonyme, sort en novembre 2011. Abruti de fonctionnaire bénéficie d'un bon bouche-à-oreille et s'écoule à 5 000 exemplaires.

Mais un an plus tard, un informateur prévient la presse locale que l'auteur du livre travaille à la mairie de Pontault-Combault. Démasqué, Jérôme Morin dévoile en novembre le pot aux roses. La municipalité décide alors de prendre une sanction exemplaire pour violation du devoir de réserve, injures et diffamation. lefigaro.fr 06.02

Commentaire d'un internaute.

- "Mais la mairesse qui l'a condamné à la plus lourde sanction de France, n'est pas Monique Delessard ? La mairesse et vice présidente du conseil général qui passe bientôt aux assises pour faux en tant qu'officier de police judiciaire ??? Mais si ! C'est elle !

N'est ce pas cette même mairesse qui en 2010 a été condamnée à 15 mois de prison avec sursis et à 3 ans d'inéligibilité ???

Mais si, c'est elle ! Et elle est toujours maire de Pontault-Combault ?

C'est beau de mettre un fonctionnaire à pied un an sans salaire, quand on touche encore ses primes de mandats alors que l'éthique même aurait commandé de démissionner !

Belle, très belle notion de justice...

Monsieur le Président de la république ? Monsieur Harlem Désir ? Vous soutenez cette mairesse PS ? Est-elle à l'image de votre groupe politique.

J'ai hâte que vous osiez répondre...

Partageons cet article ! Qu'il fasse le tour de France."

Cela vous étonne ? Le PS est mille fois pire que tout ce que vous croyez ou ce qu'on vous a raconté complaisamment à son sujet.

Vous l'ignoriez et vous n'en êtes pas responsable, la faute incombe à ceux qui vous l'ont sciemment caché, les manipulateurs et autres falsificateurs qui officient dans les rangs des partis ouvriers et les syndicats.

C'est au tour du Liban ! Suite.

Le gouvernement français social-impérialiste pro sioniste à la solde de l'impérialisme américain passe à l'offensive.

Rappel extrait des infos en bref d'hier

- A la sortie de cette réunion (du Conseil de sécurité nationale en présence du président bulgare Rossen Plevnelie - Ndlr), le président du parti socialiste (opposition) Serguei Stanichev a reproché aux autorités d'annoncer des faits sans encore disposer

de preuves irréfutables.

Patatras, voilà que cette belle construction s'écroule, on s'y attendait à dire vrai. Et pour cause :

- Selon des responsables de l'enquête à Bourgas, une reconstitution de l'attentat aura lieu au printemps prochain en vue d'établir si l'auteur de l'attentat était un kamikaze ou si l'explosif avait été déclenché à distance. AFP 05.02

Donc, sans preuves irréfutables selon le président du parti socialiste, Serguei Stanichev, et sans attendre cette reconstitution, donc sans attendre les conclusions définitives de cette enquête, Hollande et Fabius ont décidé que le Hezbollah avait commis cet attentat puisque Washington et Jérusalem l'affirment. Ils font très très fort, plus fort que Bush et Cheney, quelle pourriture ! On ne regrettera pas de ne pas avoir voté en 2012.

- Traditionnellement prudente face au Hezbollah, la France a décidé de réagir mercredi au lendemain de la déclaration bulgare désignant le mouvement chiite libanais comme responsable d'un attentat anti-israélien perpétré en juillet 2012, ayant coûté la vie à six personnes.

«*Nous avons bien pris note des déclarations du ministre de l'Intérieur bulgare et nous en tirerons les conséquences, en coordination avec nos partenaires européens*», a déclaré mercredi le porte-parole du Quai d'Orsay.

Actifs depuis longtemps sur ce dossier, les États-Unis ont immédiatement félicité mardi leur «*ami proche et allié de l'Otan pour son enquête minutieuse*» et pressé l'Union européenne d'agir contre le Hezbollah en plaçant ce dernier sur la liste des organisations terroristes. «*Nous devons envoyer un message sans équivoque à ce groupe terroriste pour qu'il ne puisse plus commettre d'acte abject dans l'impunité*», a déclaré le nouveau patron de la diplomatie américaine, John Kerry, qui s'est entretenu au téléphone avec son homologue européenne, Catherine Ashton.

L'inscription du Hezbollah sur la liste des mouvements terroristes nécessiterait l'unanimité des Vingt-Sept. Engagée à plusieurs reprises, la dernière fois en juillet 2012, cette initiative n'a jusqu'à présent pas abouti face à la réticence de certains États membres, dont la France. Les raisons ne manquent pas: crainte de déstabilisation du Liban, où le Hezbollah joue un rôle politique clé, peur de représailles sur la Finul, au sein de laquelle les militaires français, avec 900 hommes, forment un des premiers contingents.

«*L'attentat s'est produit sur le sol européen; les Bulgares ont été assez courageux. On ne peut pas rester inerte, il faut que la solidarité européenne s'exerce*», indiquait hier une source bien informée. «*Laurent Fabius a pris sa décision et il semble déterminé*», ajoute cette source.

«*La possibilité d'ajouter le Hezbollah à la liste des organisations terroristes va être étudiée par les États membres, mais ce n'est pas la seule option*», indique Maja Kocijancic, une des porte-parole des services diplomatiques de l'UE. La question pourrait être abordée le 18 février lors de la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE.

Actuellement, seuls deux membres de l'Union européenne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, ont mis le Hezbollah sur leur liste nationale des organisations terroristes. Les autorités néerlandaises ont mis au ban l'ensemble des composantes du mouvement chiite, Londres uniquement sa branche militaire. Toutefois, «*il est bien évident que les sanctions sont d'autant plus efficaces qu'elles sont prises et appliquées à 27*», soulignait mardi le porte-parole du Quai d'Orsay.

Pour Simone Rodan-Benzaquen, la directrice du bureau français de l'American Jewish Committee, «*l'inscription du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes de l'UE permettrait le gel de leurs avoirs, la restriction de collecte de fonds et l'interdiction de voyage de leurs dirigeants*». lefigaro.fr 06.02

Commentaire d'internaute.

- "La France se la joue schizophrénique: Le Hezbollah a des ministres au gouvernement libanais et des députés régulièrement élus au parlement. Comment boycotter le Hezb sans boycotter le gouvernement libanais tout entier et mettre en péril les dizaines de projets de coopération économiques et culturels avec ce pays? Qui vous dit d'autre part que la déclaration du ministre bulgare n'est pas une n-ième tentative de diabolisation orchestrée par qui vous savez??!! La France devrait soigneusement peser le pour et le contre avant d'obéir à des sirènes qui n'ont rien de francophile."

Vous ne posez pas la question tout à fait correctement mais vous brûlez, en réalité, c'est tout le Liban qui est visé, le peuple libanais dans le cadre du projet de l'impérialisme américain de remodeler le Proche et le Moyen-Orient, Israël et les sionistes servant d'aiguillon à cette attaque.

Rappel : le Liban figure sur la liste des pays a attaqué établie par Bush... en 2001.

Extrait de la causerie 18 septembre 2012.

Lors d'une conférence de 2007, en anglais, le Général Wesley Clark raconte alors comment, après le 11 septembre, il va au Pentagone, discute avec ses amis du GQG qui lui annoncent une nouvelle guerre en Irak. Mais pourquoi ? On ne sait pas. Ce sont les ordres de là-haut. On a une liste de 7 pays que l'on doit attaquer en 5 ans, mais on ne sait pas pourquoi. Ce sont eux qui ont décidé. Irak, Syrie, Libye, Liban, Yémen, Darfour, Iran. Il faut qu'on déstabilise ces anciens clients de la Russie avant la montée en puissance d'un nouveau Super-Power. (Conversation de 2001.)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2vWe0cVdYRI

En famille. Cahuzac a tenu à rassurer les investisseurs

Paris perd du terrain dans la course aux investissements étrangers. La capitale française prend même un coup assez brutal : en un an, Paris est passée du 6e au 10e rang mondial des métropoles mondiales les plus attractives. En 2012, la ville et sa région ont attiré 108 investissements étrangers, contre 150 en 2011.

Les résultats d'une étude du cabinet de conseil KPMG et de l'association Paris Ile-de-France capitale économique sont sans appel : Paris séduit moins. Depuis quatre ans, la Ville lumière n'a d'ailleurs cessé de reculer face à Londres, qui conserve la première place au classement. Avec 351 investissements étrangers, le centre financier de l'Europe fait la course en tête, loin devant Hong Kong, deuxième, qui en a capitalisé 239 en 2012. Suivent ensuite Shanghai, São Paulo, New York, Pékin, Moscou, Sydney, San Francisco et Paris.

Encore plus frappant, souligne Nicolas Beaudouin, auteur de l'étude et auditeur chez KPMG, Paris est en train de perdre les fonctions stratégiques des entreprises. La capitale dégringole de la 7e à la 15e place mondiale en un an : les sièges sociaux, la R&D, le marketing ou les départements financiers snobent Paris. 37 % de fonctions stratégiques en moins : c'est la plus forte baisse du top 15 des mégapoles les plus attractives !

Ce déclin parisien sera-t-il durable ? *"Nous attendons l'année prochaine pour le savoir"*, répond Nicolas Beaudouin. *"Pour l'instant, nous expliquons ce décrochage par une frilosité des investisseurs due au climat incertain inhérent à toute élection présidentielle, précise-t-il, ainsi que les incertitudes qui ont longtemps plané dans la zone euro."* Outre le taux de croissance, les stabilités politique, juridique et fiscale sont les premiers critères dans le choix de destination d'un investissement. Or, l'année 2012, coupée par l'élection présidentielle, ne pouvait garantir ces trois critères aux investisseurs étrangers. Pour tenter de dissiper le trouble fiscal et redonner de la visibilité aux investisseurs, Jérôme Cahuzac a affirmé en janvier que la pression fiscale ne serait pas accentuée en France. *"Désormais, la stabilité fiscale est la politique du gouvernement pour la mandature"*, a déclaré le ministre délégué au Budget.

Si l'on regarde leurs dix premiers secteurs d'activité, Londres et Paris sont pourtant deux villes aux profils assez comparables.

Le quartier aux 3 000 start-up, dans l'East End de la ville, attire lui aussi son lot d'investissements : Facebook, Amazon, Cisco..., tous les grands noms du high-tech américains sont là. Soho, à l'ouest, regroupe de son côté de multiples entreprises de médias et de communications, des activités à fort potentiel de développement. Pour Patrick Gougeon, directeur du campus de l'ESCP à Londres, la capitale anglaise est tout simplement la porte d'entrée pour tout investisseur qui veut pénétrer le marché européen. Le pays bénéficie d'une langue parlée par tous, ou presque, et surtout d'un droit des contrats qui est le plus utilisé dans le commerce international. Le Point.fr 06.02

Surtout Londres est le pilier de l'oligarchie financière, le repère du cartel des banquiers de la Fed... depuis un siècle, hier quoi.

ACTUALITE EN TITRES

Austérité.

- Les ventes des agences de voyages ont reculé en France en 2012 AFP

Victimes de la crise, les agences de voyages françaises ont vu leur clientèle loisir fondre de 5,1% en 2012 et leur volume d'affaires loisir de 4,3%, selon le baromètre 2012 publié par le Syndicat national des agents de voyages (Snav). AFP

Comment justifier la régression sociale au nom de la compétitivité

- La charge de François Hollande contre l'euro fort - LeMonde.fr

- La France un peu seule à s'inquiéter du niveau de l'euro - AFP

- Pierre Moscovici veut lutter contre l'euro fort - Liberation.fr

A leur manière : D'où l'accord patronal du 11 janvier 2013 et la suite avec le financement des organismes sociaux et les retraite en juillet prochain.

- Berlin juge que l'euro n'est pas surévalué - Reuters

[Hollande ou Sarkozy : c'est du pareil au même ou pire encore.](#)

- Hollande ressemble plus à Sarkozy qu'il ne l'avait fait croire ! - LePoint.fr

Non, sans blague !

- Parlement européen : Wauquiez souscrit au discours de Hollande - LePoint.fr

- François Hollande et la Côte d'Ivoire: "*Plus ça change, plus c'est la même chose*" - L'Express.fr

- Oui, cette fois, le Mali est bien la suite de la Libye - lepoint.fr

"Une France qui rompt avec une tradition, notamment coloniale, où la force servait la force et ne venait qu'en renfort des intérêts nationaux : pour la première fois, au Mali et en Libye, la force a été mise au service explicite de la liberté et de la justice ; pour la première fois - depuis Valmy ! - il y a un lien voulu, pensé, verbalisé comme tel, entre l'exercice par la France de sa puissance et la défense de valeurs qui la dépassent.

Est-il interdit à un intellectuel, peu suspect de chauvinisme, d'observer que son pays renoue, là, avec une forme de grandeur ?

Et n'y a-t-il pas lieu, pour tous les citoyens français, quelle que soit leur appartenance, par-delà les querelles politiques ou idéologiques subalternes, d'en être fiers et de le dire ?

Vous n'avez pas reconnu l'auteur de ces lignes infâmes, de cette démagogie puante ?

Réponse : Bernard-Henri Lévy.

J'ai failli mettre en ligne l'intégralité de cet article, puis j'ai préféré vous épargner cette épreuve pour une fois.

[Cadeau à 6,5% !](#)

- Bernard Arnault aurait réglé sa succession avec des droits hyper réduits - L'Expansion.com

[Cahuzac l'annonce. Une opération chirurgicale qui n'aura rien d'esthétique, à la hache !](#)

- Les collectivités locales vont devoir se serrer encore plus la ceinture - L'Expansion.com

[Collusion d'intérêt. Il a dû leur dicter...](#)

- Compte suisse: Cahuzac n'a "*aucun doute*" sur la réponse helvète - AFP

[Vivre ou mourir : question pas urgente !](#)

- Touraine: renforcer les effectifs des urgences n'est pas la "*seule réponse*" - AFP

Surtout pas, TSCG oblige !

[Barbouzerie.](#)

- Choquée - LePoint.fr

La famille Chirac a été très choquée par la présentation accusatoire de l'affaire Boulin dans un téléfilm de France 3 "*librement inspiré de...*". "*L'hypocrisie de France Télévisions est scandaleuse*", confie au Point l'entourage de Claude Chirac.

Il est clair qu'il a été assassiné. La preuve : l'ancien ministre Jean Charbonnel (RPR comme Chirac) est même prêt à livrer les noms de ses assassins. AFP 01.02 (Infos en bref du 31.01)

[Vite, légalisons cette pratique au nom de l'égalité des droits !](#)

- Mexique: une fillette de neuf ans donne le jour à un bébé - AFP

Mon épouse Magueswary a qui j'ai fait part de cette information m'a affirmé que cela n'était pas rare en Inde. Elle a ajouté quand elle était jeune, c'est l'âge auquel sa mère a été mariée de force, elle a eu son premier enfant à 12 ans. Elle avait 16 ans quand elle est née.

[Par mesure d'économie.](#)

- Paris: De la viande périmée et du fromage moisi servis dans les crèches - 20minutes.fr

- La poste américaine ne distribuera plus le courrier le samedi - Reuters

[Les appareils pourris des syndicats subordonnés à l'UE à la manoeuvre](#)

- Les salariés de Mittal demandent de l'aide à l'Europe - L'Expansion.com

[Machine capitaliste.](#)

- Chirurgie esthétique: Les Françaises adeptes des augmentations mammaires - 20minutes.fr

- Atterrissage brutal pour le marché des écrans plats en France - L'Expansion.com

Le marché s'est effondré de 23% en volume en 2012, selon Gfk. Les Français ont acheté 2 millions de téléviseurs de moins que l'année dernière.

Quelle catastrophe, c'est la fin du monde... du vieux monde, ce serait une bonne nouvelle en somme !

[Manipulation et intox](#)

- Afflux de logements de luxe sur le marché à cause du départ de riches Français - AFP

Mais ils ne parlent pas des riches étrangers qui s'installent en France ou en achètent...

- Des mesures "*d'urgence*" pour réduire la place des véhicules polluants - AFP

Encore une mesure réactionnaire présentée sous un angle avantageux tournée contre les plus pauvres, qui ne peuvent pas changer de bagnole tous les 3 ans ou accéder au crédit.

- Non, les riches ne sont pas mal-aimés en France - LePoint.fr

On les adore en vérité, on est masochistes ! En fait, les ignorants les envient, voilà tout. Ignorants qui ne sont pas forcément les plus pauvres.

[Encore une chance !](#)

- En Inde le Rafale ne pâtira pas des coupes budgétaires - L'Expansion.com

On ne demandera pas à l'aristocratie ouvrière de chez Dassault de compatir au triste sort des centaines de millions de pauvres en Inde qui apprécieront cette information.

Propagande d'un portail ultra réactionnaire.

- Les entreprises occidentales implantées en Chine résisteront-elles au développement des syndicats chinois ? - Atlantico.fr

Vive la dictature du parti et du syndicat unique !

- La guerre des monnaies fait rage... mais nous l'avons bien cherché - Atlantico.fr

Si les salaires avait été diminués de 30% comme le réclame Goldman Sachs, on n'en serait pas là !

- Ce que l'Education nationale (profs inclus) aurait à gagner d'une rémunération des enseignants au résultat - Atlantico.fr

La marchandisation du savoir n'a pas de prix !

Apparemment ce portail n'a pas dû apprécier que je mette en ligne certains de leurs articles, car depuis deux semaines environ il m'est impossible de copier intégralement le moindre article à partir de leur portail, ce qui ne m'a pas empêché de trouver la parade pour accéder à leurs articles.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Sévices policiers anti-migrants

Un acteur grec incarnant l'Achille homérique, qui a passé une nuit au poste de police pour avoir gardé sur lui l'épée de son rôle, exhalait mercredi dans la presse sa colère contre des sévices policiers anti-migrants dont il affirme avoir été témoin.

"A moi la police n'a rien fait, mais les étrangers", deux migrants de 20 ans arrêtés pour vols dans des voitures *"ont vraiment passé un très mauvais moment"*, a affirmé l'acteur, Georges Christodoulos au quotidien de gauche Elefthérotypia.

"Leur traitement par la police était inhumain, les policiers leur jetaient de l'eau, les injuriaient et les brutalisaient, à un moment ils nous ont même séparés pour que nous ne voyions pas ce qui se passait, mais nous les entendions crier", a-t-il témoigné.

L'acteur rentrait d'une répétition où il avait travaillé des scènes de bataille avec un maître chinois d'art martiaux et avait gardé sur lui l'arme *"d'Achille"*, une épée de 20 cm. La police qui l'a contrôlé n'a pas donné foi à ses explications, et il n'a été blanchi de port d'arme illégal, jugé en flagrant délit, qu'après une nuit au poste du quartier athénien de Péristeri.

L'ensemble des ONG et institutions internationales de défense des droits de l'homme dénoncent depuis des années, sans résultats notables, les fréquents sévices de la police grecque, en particulier contre les minorités et étrangers, sur fond d'impunité quasi-totale garantie à leurs auteurs. okeanews.fr 06.02

1.2- Menaces de mort contre un journaliste

Suite à la publication d'un article d'Unfollow sur la contrebande du pétrole en Grèce, paru le 31 janvier dernier, la rédaction a reçu des menaces de mort d'un homme qui s'est présenté comme étant Dimitris Melissanidis, magnat du pétrole et patron de Aegean Oil. L'article présentait en particulier la pratique de compagnies de transport qui achètent du pétrole à des taux d'imposition réduits et le redistribuent vers le marché au prix normal.

Unfollow a également publié deux rapports des douanes du Pirée, avec les résultats détaillés sur la manière dont deux grandes compagnies pétrolières sont engagées dans ces pratiques. L'une est ELPE (Hellenic Petroleum), où les principaux actionnaires sont l'Etat grec et Spiros Latsis. L'autre est Aegean Oil, qui est gérée par Dimitris Melissanidis - mais sans une position officielle, bien que son frère, Iakovos, occupe un poste au conseil d'administration. Enfin, le rapport d'Unfollow a

souligné que bien que les responsables de Agean Oil ont été inculpés de contrebande et de contrefaçon, leur procès a déjà été reporté à quatre reprises, alors que les avocats étaient absents ... à quatre reprises.

Agean Oil est une entreprise colossale. Elle fournit, entre autres, la marine américaine, et l'une de ses sociétés associées est cotées à la bourse de New York. Un procès sur des accusations de contrebande et de contrefaçon est prévue pour le 12 février. L'attention des médias en Grèce -et ailleurs- a été, sans surprise, inexistante.

ELPE (Hellenic Petroleum) sera prochainement entièrement privatisée, selon le programme de privatisation imposée à la Grèce par la troïka. Il semble que les actions de l'Etat dans ELPE seraient rachetées par Spiros Latsis. Dans le même temps, Dimitris Melissanidis serait sur le point d'acheter l'OPAP, qui détient le monopole des jeux de hasard : une entreprise publique très rentable.

Le lendemain de la publication du numéro 14 d'Unfollow, le 1er février, il y a eu un appel téléphonique au bureau de la rédaction. L'appelant, qui s'est identifié comme étant Dimitris Melissanidis, a demandé à parler au journaliste Lefteris Charalampopoulos, qui avait écrit l'article.

Selon Unfollow :

"Notre journaliste a parlé avec le haut-parleur, et deux autres journalistes d'Unfollow étaient présents. L'homme s'est identifié comme étant Dimitris Melissanidis et a menacé le magazine de poursuites judiciaires. Notre journaliste a répondu qu'il pouvait bien sûr procéder comme il l'entend.

Par la suite, malgré les efforts de notre reporter pour rester courtois, l'appelant l'a menacé de mort à plusieurs reprises. Sur une durée d'appel de 20 minutes, une dizaine de minutes ont été consacrées à des menaces envers notre journaliste.

Une partie de ce qui a été dit par l'homme qui s'est identifié comme étant Dimitris Melissanidis :

"J'aurai pu vous tuer sans vous avoir prévenu. Mais je suis un homme et je vais devoir vous exploser dans votre sommeil. Je vais vous tuer, vous, votre femme, vos enfants, tout ce que vous avez".

Lorsque notre journaliste dit à l'interlocuteur qu'il alerterait les autorités, il a répondu:

"Vous et les autorités, je vais vous serrez la vis. Je ne comprends rien. Je suis Melissanidis. Vous ne serez pas capable de dormir. Vous ne serez pas en mesure de sortir, je serai votre cauchemar. La peur va vous hanter. Ils viendront chez vous et vous feront exploser dans votre sommeil. Je suis habitué à parler aux grands journalistes. Je vous regarderai dans les yeux et je vous abattra".

Lorsque notre journaliste a demandé si par "grands" journalistes, l'appelant entendait ceux qui jouent dans son propre jeu, l'appelant a répondu:

"Je veux que vous me disiez cela avec un pistolet sur la tête".

Une recherche en ligne sur le numéro de téléphone qui a appelé le bureau a retourné: AEGEAN OIL SA (Melissanidis Dimitrios) Industrie du pétrole et de l'approvisionnement - Bureau principal.

Suite à ces menaces, le magazine Unfollow a publié un communiqué de presse, qui indique :

"Premièrement, unfollow ne changera pas sa trajectoire.

Deuxièmement, après les menaces sans précédent sur la vie de notre journaliste, nous déclarons que tout ce qui pourrait désormais mettre en danger la vie de notre journaliste, l'un de nos autres journalistes, ou de leurs familles, nous tiendrons l'appelant auto-identifié comme Dimitris Melissanidis responsable .

Troisièmement, nous demandons aux autorités de faire leur devoir.

Quatrièmement, nous demandons l'appui de tout journaliste ayant une conscience.

Cinquièmement, nous demandons aux syndicats de presse de prendre une position publique sur l'évènement, et faire ce qui est nécessaire, pour que le journalisme en Grèce ne soit pas étouffé. "

A la suite de cette publication, un avocat a envoyé un courrier à Unfollow, le 4 février :

"Comme l'a ordonné mon client, M. Dimitris Melissanidis, je déclare ce qui suit:

Après l'article gravement diffamatoire publié dans votre numéro de Février 2013, vous avez aussi publié sur le site Internet de votre magazine, le samedi 2 février 2013, à 22:15, un article intitulé «Menaces contre Unfollow de l'homme qui s'est identifié comme D. Mellissanidis»

M. D. Melissanidis vous déclare qu'il n'a jamais contacté aucun de vos journalistes ou l'un de vos collaborateurs.

Vous êtes tenu de publier sa réponse sur votre site et de supprimer les commentaires insultants et diffamatoires qui suivent votre message.

Au-delà de cela, il se réserve tous les droits légaux.

Failos M. Kranidiotis - Avocat "

Unfollow a fait une courte déclaration indiquant "*nous avons reçu la lettre de M. Kranidiotis avec intérêt et nous attendons avec impatience ses actions*".

M. Kranidiotis, en plus d'être l'avocat de M. Melissanidis, est un ami de longue date du premier ministre Antonis Samaras, dont il est aussi un proche conseiller, bien que non officiel. Il est également un commentateur fréquent sur les affaires publiques, et ses articles dans des journaux de droite et des sites web populistes sont connus pour leur nationalisme et leur xénophobie sans honte. L'un des partisans les plus sévères du gouvernement autoritaire, M. Kranidiotis est allé jusqu'à suggérer dans un article que l'armée doit intervenir pour maintenir «*l'ordre*» en Grèce.

Et en prime, le gouvernement privatise ses actifs, l'un des hommes les plus riches de la Grèce est candidat pour une entreprise publique très rentable, et son avocat est un conseiller du Premier ministre.

Pas de conflit d'intérêts du tout ... okeanews.fr 06.02

2- Honduras

Portant des gilets pare-balles et armés de fusils d'assaut, des dizaines de policiers patrouillent dans les rues poussiéreuses de la périphérie de la capitale du Honduras, Tegucigalpa, afin de tenter de reprendre le contrôle de quartiers où les gangs ont imposé aux riverains terrorisés un véritable couvre-feu.

"A 19H00, nous voulons voir ces commerces fermés et les gens à la maison", peut-on lire sur des écriteaux placés sur les poteaux électriques et les murs des humbles constructions érigées sur les collines au-dessus de l'un des pires quartiers de cette ville d'environ un million d'habitants.

Après que la presse se soit émue de la situation, une soixantaine d'agents de police ont investi en début de semaine à pied et dans des véhicules de patrouille les ruelles de Las Ayestas, Campo Cielo, Los Profesores ou Las Crucitas, à la recherche de membres des principaux gangs du pays, la Mara 18 (M-18) ou la Mara Salvatrucha (MS-13), ont constaté des journalistes invités à participer à l'opération.

"Les +mareros+ (membres des "maras") allaient de maison en maison en disant qu'il fallait fermer les portes à 19H00, qu'ils ne voulaient voir personne dans les rues", raconte à l'AFP Alejandra Zelaya, une habitante croisée à proximité du poste de police de Las Ayestas.

Comme dans beaucoup de quartiers et de bidonvilles des faubourgs des principales villes du Honduras, les bandes criminelles font payer aux riverains et aux commerçants "*un impôt de guerre*", délogent des familles pour s'emparer de leurs maisons, utilisées ensuite pour le trafic de drogue ou d'armes. Mais ces criminels s'adonnent également à d'autres activités comme les vols de voitures et les meurtres sur commande.

Le Honduras, peuplé de 7,6 millions d'âmes, est le pays où le taux d'homicides, 92 pour 100.000 habitants, est le plus élevé du monde, selon l'ONU et les autorités locales.

"On ne peut plus vivre ici, les agressions et les meurtres ne cessent pas", affirme dans une rue de Las Ayestas une étudiante qui refuse de donner son nom, de peur des représailles.

Le 18 janvier, près de Las Ayestas, des membres d'une "pandilla" ont criblé de balles six personnes qui se trouvaient à côté d'une maison.

"On voit des choses, mais il vaut mieux se taire, c'est trop dangereux de parler. On voit des agressions, des meurtres. La nuit, on croirait que c'est la guerre, à cause des coups de feu. Il y a très peu de policiers", regrette le vigile d'une école, qui demande également à ne pas être identifié.

"Mon frère a été tué à coups de machettes pour lui voler son arme. Il était vigile aussi. La police ne fait rien ici, il y a très peu de policiers", répète-t-il.

Lorsque la police a investi Las Ayestas, elle n'a trouvé aucun "pandillero" (membre des "pandillas"). Selon des enquêtes judiciaires, la police elle-même est infiltrée par les gangs, qui sont ainsi informés avant les opérations. AFP 06.02

SOCIAL

1- France

1.1- Les salariés des messageries Presstalis en grève

Les quotidiens nationaux sont absents des kiosques mercredi en raison d'un mouvement de grève lancé par le Syndicat général du Livre et de la communication écrite (SGLCE-CGT) dans le cadre du conflit social aux messageries Presstalis.

L'appel à cesser le travail vise à peser sur les négociations du plan de restructuration de Presstalis, qui prévoit notamment la suppression de 1.250 postes sur 2.500 salariés.

Pour Marc Feuillée, patron du Figaro et président du Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN, patronat), il s'agit d'*"un conflit insoutenable, un véritable scandale, la presse quotidienne est systématiquement prise en otage. Il faut que le SGLCE CGT arrête ces actes violents,"* arrête ces blocages, a-t-il dit sur France Info.

Concernant le plan social chez Presstalis, *"il y a des reclassements proposés, notamment à la Poste, probablement à la RATP et dans d'autres entreprises publiques. Les conditions sociales de travail des ouvriers du Livre sont extrêmement favorables, les salaires sont élevés et les indemnités de départ sont exceptionnelles",* a encore assuré M. Feuillée.

En cas de licenciement, la convention collective de la presse prévoit des indemnités de départ au minimum dix fois supérieures à celles inscrites dans le code du travail

Pour Nicolas Demorand, patron de Libération, *"les ouvriers du Livre, en tout cas ceux qui ont décidé d'aller à la politique du pire, pensent qu'en mourant ensemble nous vivrons plus longtemps. Funeste erreur",* écrit-il dans un éditorial sur libération.fr.

Près d'une trentaine d'actions de blocage total ou partiel de la sortie des journaux sont intervenues depuis octobre. Des dizaines de salariés du secteur de la distribution étaient rassemblés mercredi matin devant l'imprimerie du Monde à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne).

Presstalis, sauvé in extremis de la faillite fin 2012, a ouvert des négociations en octobre pour sa réorganisation industrielle et son plan social.

Jeudi doit se tenir une rencontre entre la direction et l'ensemble des représentants syndicaux de Presstalis et de ses filiales.

Le Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN, patronat) a dénoncé l'attitude des salariés de Presstalis en qualifiant la situation d'*"inédite"* et d'une *"gravité exceptionnelle"*. AFP 06.02

Rappel, dans les infos en bref du site du 4 février, le PS briseur de grève :

- Le Parti socialiste a demandé aujourd'hui qu'une *"réponse rapide"* soit apportée pour garantir la distribution des journaux sur tout le territoire.

"Pour le Parti socialiste, l'Etat doit continuer de garantir la présence de tous les titres sur l'ensemble du territoire, pour garantir le pluralisme des médias", affirme le secrétaire national du PS chargé des médias, Philippe Buisson, dans un communiqué. Iefigaro.

fr 03.02

1.2- 250 médecins réclament la suspension de la radiation visant le Dr Nicolas Bonnemaïson

Près de 250 médecins ont écrit une lettre ouverte à l'ordre des médecins et au président François Hollande dans laquelle ils réclament la suspension de la radiation visant un urgentiste de Bayonne, Nicolas Bonnemaïson, poursuivi pénalement pour sept cas d'euthanasie sur des patients en fin de vie.

"*Nous sommes profondément choqués par cette sentence et avons souhaité manifester notre indignation*", a indiqué à l'AFP le Dr François Bannier, médecin anesthésiste hospitalier à Bayonne, un des premiers signataires de la lettre ouverte avec le Dr Marie-Pierre Kuhn.

Selon lui, la décision de la chambre disciplinaire de l'Ordre des médecins d'Aquitaine de radier du tableau le Dr Bonnemaïson, la plus sévère des cinq sanctions possibles, a "*paru rapide et brutale alors même que l'affaire est encore en cours d'instruction et couverte par le secret de l'instruction*".

"*C'est un praticien qu'on connaît, il a travaillé 22 ans à l'hôpital, toute cette affaire est traitée de la manière la plus hâtive, l'urgence est de le soutenir*", a estimé de son côté le Dr Kuhn. "*Nous ne sommes pas des militants de l'euthanasie*", a-t-elle souligné.

"*Par deux fois le Dr Bonnemaïson a été jugé coupable, deux fois d'une manière hâtive. Parti en garde à vue au bout de même pas 24 heures sans expertise interne d'ordre médical et là, à nouveau, il y a une sanction extrêmement lourde sans que l'on connaisse le dossier*", a-t-elle ajouté.

La lettre co-signée par quinze professeurs deux anciens directeurs d'hôpitaux, un sociologue et plus de 200 médecins de métropole et des Dom-Tom sera mise en ligne sur le site de soutien au Dr Bonnemaïson (soutien.nbonnemaïson.free.fr), a précisé le Dr Kuhn.

Le Dr Bannier dit espérer "*que ce jugement soit revu pour une peine plus clémente, voire même la suppression de la radiation*" à l'occasion de l'appel formulé par les avocats du Dr Bonnemaïson qui sera étudié par la chambre disciplinaire nationale de l'Ordre des médecins, à Paris.

Cette lettre ouverte s'adresse non seulement au président du Conseil de l'Ordre des médecins, Michel Legmann, mais également à François Hollande et aux ministres de la Santé et des Personnes âgées, Marisol Touraine et Michèle Delaunay.

Les co-signataires pointent que "*le seul document officiel public depuis le 17 novembre 2011 est le rapport de l'IGAS (Inspection générale des Affaires sociales)*" et soulignent que dans le délibéré de la décision rendue "*à aucun moment il n'y est fait référence*".

"*Nous avons trouvé que la justice ordinale avait peu d'éléments pour ordonner un jugement aussi péremptoire*", justifie le Dr Bannier, alors que le Dr Bonnemaïson et son avocat avaient demandé "*un sursis à statuer*" en attendant que la justice pénale tranche.

Pour la chambre disciplinaire cependant "*les manquements déontologiques relevés*" étaient "*de nature à justifier une peine*" et compte-tenu de leur "*gravité*" et de leur "*caractère répété*", ces manquements justifient la radiation.

Selon une étude récente de Nicolas Brouard, directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques (Ined) il y aurait chaque année en France quelque 3.000 cas d'euthanasie.

L'euthanasie n'est pas légale en France, même si la loi Leonetti sur la fin de vie admet qu'on puisse soulager avec des anti-douleur un malade au stade terminal au point d'en "*abrégé la vie*". AFP 06.02

2- Grèce

2.1- Coup de force du gouvernement contre les marins en grève

Après les salariés du métro, le gouvernement grec a réquisitionné mercredi les marins grévistes pour assurer la desserte des îles, et affirmer sa volonté de lancer coûte que coûte les difficiles réformes demandées par les créanciers, zone euro et FMI.

Le jour n'était pas encore levé mercredi matin, que la police anti-émeutes s'est déployée au Pirée, le grand port desservant Athènes, pour encadrer la prise de travail des marins réquisitionnés à partir de 04H00 GMT. Les premiers ferries ont alors pris la mer, après une semaine à quai en raison de la grève déclenchée par le syndicat de marins PNO.

Alors que le syndicat avait voté mardi pour une prolongation de 48 heures de la mobilisation, le recours de la coalition au pouvoir à l'arme de la réquisition, pour la deuxième fois en deux semaines après une opération similaire dans le métro, est sévèrement critiqué par l'opposition de gauche.

Un député de la gauche radicale Syriza y a vu *"la transformation d'une démocratie parlementaire en une +junte+ parlementaire favorisant les intérêts du capital à ceux des salariés"*.

Les médias grecs voient, quant à eux, dans ce durcissement social, des gages donnés par le gouvernement aux bailleurs de fond du pays, tandis que les représentants de la troïka UE-BCE-FMI sont attendus fin février à Athènes.

Plusieurs milliers de manifestants, marins et militants communistes, se sont rassemblés devant le ministère de la Marine marchande au Pirée, dénonçant un *"terrorisme"* étatique. Les marins protestent contre une dérégulation, imposée par l'Union européenne, du secteur des ferries, ouvrant la voie à une réduction du nombre de membres d'équipages à bord, alors que le chômage touche selon le syndicat plus de 7.000 marins pour quelque 15.000 actifs.

Ils demandent aussi la signature de conventions collectives et contestent les coupes dans leur protection sociale et leurs retraites découlant des mesures d'austérité imposées à la Grèce depuis 2010 en échange de son sauvetage financier par l'UE et le FMI.

Ils réclament enfin le paiement d'arriérés de salaire dépassant les six mois sur certaines compagnies de ferries, dans un secteur frappé de plein fouet par la crise, mais réputé pour son opacité financière.

Le ministre de la Marine marchande Costis Moussouroulis avait indiqué lundi soir avoir obtenu des engagements du patronat pour épurer en deux tranches ces impayés.

La Chambre de commerce des Cyclades avait mardi imploré les marins de reprendre le travail: *"les îles ont atteint leurs limites. Cette guerre non déclarée doit s'arrêter"* avait indiqué un communiqué de la Chambre. La presse se faisait l'écho par ailleurs de vives tensions en Crète mardi, certains producteurs agricoles ayant obligé l'équipage d'un ferry à quai à partir pour le Pirée, forçant le blocus syndical des marins. AFP 06.02

2.2- La misère s'étend.

Une distribution de légumes gratuits organisée mercredi en Grèce par des agriculteurs a dégénéré en bagarre générale, fait un blessé et suscité de vives réactions concernant le désespoir croissant lié à la crise économique.

Les chaînes de télévision du pays ont diffusé en boucle les images de Grecs luttant pour des sacs de tomates ou de poireaux, donnant lieu à un débat sur l'ampleur prise par la pauvreté dans le pays.

"Ces images me mettent en colère", a déclaré Kostas Barkas, un député du parti de la gauche radicale, Syriza. *"En colère pour un peuple fier, qui n'a pas de quoi manger, qui n'a pas de quoi se chauffer, pas de quoi joindre les deux bouts."*

Les Grecs ont vu leur niveau de vie chuter durant six années de récession, pendant que le chômage atteignait des sommets.

La distribution avait commencé dans le calme à Athènes, avec des centaines de personnes formant une file d'attente devant le ministère de l'Agriculture. C'est à cet endroit que les agriculteurs avaient choisi de distribuer leur marchandise, pour protester contre des coûts de production jugés trop élevés.

Mais l'atmosphère s'est tendue au fur et à mesure que les étals se vidaient, jusqu'à ce que des dizaines de personnes, parfois accompagnées d'enfants, se précipitent sur un camion pour s'approprier les stocks restants. Reuters 06.02

3- Espagne

Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté mercredi à Madrid contre les coupes dans l'éducation menées par le gouvernement de droite, qui portent atteinte selon eux à un système déjà parmi les moins bien notés de l'Union européenne.

"Dans mon université, nous avons passé les mois d'hiver sans chauffage et avec beaucoup trop d'élèves dans chaque classe, ce qui porte atteinte à la qualité de l'enseignement", raconte Javier Marín, étudiant instituteur de 19 ans, venu participer à la manifestation.

Le gouvernement de droite de Mariano Rajoy avait annoncé au printemps 2012 son intention d'économiser trois milliards d'euros par an dans le secteur de l'éducation, dans le cadre de sa politique de rigueur visant à redresser les comptes publics de l'Espagne.

Les régions, qui gèrent ce budget, ont ainsi été autorisées à augmenter les frais d'inscription à l'université de 50% et à accroître de 20% le nombre d'étudiants par classe.

Selon les syndicats, le gouvernement a économisé l'an dernier cinq milliards d'euros dans l'éducation, alors que, selon l'Unesco, le système éducatif espagnol enregistre un taux d'échec de 30% et des résultats inférieurs à la moyenne des pays développés.

Aux cris de "*vos enveloppes, nos coupes budgétaires*", les étudiants ont parcouru le centre de Madrid, protestant contre ces coupes et contre le scandale de corruption présumée qui ébranle le gouvernement.

Une nouvelle manifestation est prévue jeudi dans la capitale, où les étudiants, en grève pour trois jours, seront cette fois accompagnés par les enseignants. AFP 06.02

ECONOMIE

1- Euro et BCE

Euro Fort et l'amitié franco-prussienne

La hausse actuelle de l'Euro pour être très concret c'est 120 000 chômeurs de plus dans le meilleur des cas, si cette hausse est brève et les réactions de la BCE rapides. Si elle dure plus longtemps, ce sont 180 000 travailleurs qui viennent pointer au chômage. Pourquoi ?

La France est le pays d'Europe le moins intégré dans la CEE, ne réalisant que 50% de son commerce extérieur vers l'Eurozone. Tout le reste est en Dollar, en Yen, etc...

Comme on le voit sur ce graphique, les prix des produits français au Japon ont pris 33% en quelques mois et 25% depuis début décembre. Le cognac va en prendre un coup et Louis Vuitton va pouvoir se faire la malle dans l'archipel. La hausse de nos produits et services en Dollar est moins dramatique en apparence avec une hausse de 10%, mais en réalité, le marché américain est beaucoup plus vaste. Les dégâts sont donc pires. La baisse relative de la livre sterling est également de 10%.

0% de hausse de l'Euro = 1% de croissance en moins

En réalité, c'est plus probablement 1,2% de croissance en moins par rapport aux prévisions. Draghi, l'ennemi de l'intérieur peut donc se féliciter de ses réussites. Souvenez-vous de ce que Mayer Amshel Rothschild disait: « *Donnez moi le contrôle sur la monnaie d'une nation et je n'aurais pas à me soucier de ceux qui font les lois.* »

Il y a quelques mois, Lindsey Williams avait transmis l'information soufflée par le Cartel, que l'Europe devait plonger avant les Etats-Unis. Ces manœuvres monétaires sont le levier qui commande le couperet de notre guillotine. C'est exactement comme si vous aviez entendu le déclic métallique, déclenchant l'engrenage fatal. La lourde lame est désormais libérée et va trancher dans le vif au fur et à mesure de la chute des autres monnaies.

Le déficit de l'Etat français va gonfler un peu plus à chaque mois qui passe. Les dépenses de l'assurance chômage vont augmenter, le déficit extérieur également.

L'Allemagne et sa volonté politique d'un Euro fort, enfonce la France et tous les pays faibles de la zone Euro dans le rouge... Ceci venant se rajouter au rapatriement de son or conservé à la Banque de France, l'amitié franco-prussienne se réchauffe comme en 1913.

Angela cherche t'elle à provoquer la rupture de l'Eurozone actuelle en détachant la périphérie méditerranéenne ? Liesi 05.02

2- Allemagne

Le gouvernement allemand a adopté mercredi un projet de loi sur la séparation des activités bancaires, imitant ainsi la France, une mesure critiquée par les instituts de crédit qui s'estiment victimes de la campagne électorale.

Le projet de loi prévoit la séparation des activités de banque de dépôt de celles réalisées par les banques pour leur propre compte quand ces dernières, considérées comme risquées, dépassent 20% du total du bilan ou équivalent à plus de 100

milliards d'euros.

" *Entre 10 et 12 banques* " sont concernées, a déclaré le ministre des Finances Wolfgang Schäuble lors d'un point presse à Berlin.

La loi doit entrer en vigueur en janvier 2014 mais les banques auront jusqu'à juillet 2015 pour procéder à la séparation effective de leurs activités de marché à risque.

(le temps nécessaire pour pouvoir la contourner. En fait, ce ne sera même pas nécessaire, à lire plus loin. - Ndlr)

" *Nous avons aujourd'hui ouvert la voie à un important paquet législatif. Nous prenons à bras le corps les problèmes d'instabilité du système financier et du manque de responsabilité des banques et des banquiers* ", a aussi affirmé M. Schäuble.

(Démagogie électorale ! - Ndlr)

" *Ce qui a été décidé va sûrement être bien accueilli par l'opinion publique* " a estimé le professeur Horst Löchel.

(Nous y sommes. Ndlr)

Cependant la séparation des activités de dépôt de celles de marché " *ne va pas s'attaquer au coeur du problème* " de la gestion du risque et du crédit, sur lequel portent déjà les nouvelles exigences réglementaires internationales dites de Bâle III, selon M. Löchel. AFP 06.02

(On se disait aussi... - Ndlr)

3- Pays-Bas

Les dirigeants de la banque néerlandaise SNS Reaal, nationalisée en urgence vendredi 1er février, ne seront pas poursuivis en justice.

Le plan de nationalisation du quatrième assureur néerlandais est actuellement examiné par la Commission européenne.

Il a coûté 3,7 milliards d'euros à l'Etat néerlandais, dont 2,2 milliards pour une injection directe de capitaux destinée à compenser " *bank run* " de clients de la banque, qui avaient vidé leurs comptes à hauteur de 2,5 milliards d'euros au cours des deux semaines qui ont précédé la nationalisation.

L'Etat a également isolé 700 millions d'euros de créances douteuses dans une banque résiduelle ("bad bank") et effacé des créances à hauteur de 800 millions résultant, notamment, d'un plan d'aide auquel il avait contribué.

Il a encore accordé 1,1 milliard d'euros de prêts net et 5 milliards de garanties à un établissement jugé " *systémique* ", détenteur d'un million de comptes et très actif sur le marché du crédit hypothécaire.

L'addition est lourde (266 euros par Néerlandais) et pourrait peser sur la note du royaume, qui avait déjà dû nationaliser ABN Amro en 2008 et aider ING au cours de la même année.

L'affaire SNS Reaal ne peut être résumée aux erreurs de ses gestionnaires, même s'ils s'étaient lancés dans une hasardeuse course au développement sur le marché de l'immobilier après le rachat de Property Finance, une filiale d'ABN, en 2006.

Cette opération avait entraîné des pertes récurrentes et dont la direction a, jusqu'au bout, tenté de masquer l'échec.

La chute de l'établissement révèle plus généralement la crise du secteur immobilier néerlandais, parfois assimilée à celle qu'ont connue les Etats-Unis ou l'Espagne.

Le secteur de la construction est en difficulté avec une baisse d'activité de 7 % en 2012 et un effet direct (estimé à 2 points de croissance) sur le produit national brut du pays.

Les prix se sont effondrés de près de 20 % depuis 2008 et la baisse du nombre de transactions atteint 30 % dans certaines régions. On recensait 200 000 ventes de biens en 2009, pour moins de 100 000 en 2012.

Inquiètes, les banques accordent de plus en plus difficilement des crédits, alors que les Néerlandais avaient l'habitude

d'emprunter davantage que la valeur de leur bien. Des réformes gouvernementales ont, par ailleurs, rendu l'investissement immobilier beaucoup moins attractif.

Enfin, la crise est rendue plus aigüe par le système des crédits : l'emprunteur ne rembourse que les intérêts pendant la durée du prêt. Le capital est placé dans un fonds et doit produire un rendement suffisant pour mettre son remboursement en bout de ligne.

Qu'une crise survienne sur les marchés et le secteur est menacé d'implosion avec, à la clé, des drames personnels et un effondrement de la demande. Avec comme conséquence un risque de krach. Le Monde.fr 06.02

4- Etats-Unis

L'économie US prend l'eau et l'Europe est dans 'le viseur' de Wall Street

Tandis que le FMI s'en prend aux autorités d'Argentine qui auraient la manie de fausser les statistiques nationales, rien n'est dit sur ce que d'aucuns ont déjà signalé depuis lustres et dans le même registre, pour les Etats-Unis. Une preuve supplémentaire que le Fmi est une satrapie de l'ogre américain.

« L'argent est une nouvelle forme d'esclavage, et elle ne se distingue de l'ancienne que par son caractère impersonnel – il n'y a pas de relation humaine entre le maître et l'esclave. » Léon Tolstoï

L'économie américaine prend l'eau de partout

« Quiconque croit encore que la croissance exponentielle peut se poursuivre sans fin est soit un fou, soit un économiste » Kenneth Boulding – économiste.

La semaine dernière, les statistiques macro-économiques américaines furent détestables, malgré les innombrables injections d'amphétamines monétaires qui produisent de moins en moins d'effets positifs sur l'économie réelle. Mais les indices boursiers US ont flambé pour les raisons déjà exposées ici comme ailleurs.

Certes, l'économie américaine a créé un peu moins d'emplois qu'attendu en janvier mais les chiffres des deux mois précédents ont été révisés en nette hausse ! Quelle bonne nouvelle ! On tourne autour de 150 000 créations d'emplois... avec tous les artifices inimaginables. La réalité est que les Etats-Unis connaissent un taux de chômage supérieur à 20%.

Les économistes qui vivent du système mensonger avouent tout de même qu'il faut un rythme de 250 000 créations de postes mensuelles sur une période prolongée pour obtenir un reflux durable du taux de chômage. Nous en sommes bien loin... alors Bernanke va continuer à obéir à ses supérieurs afin de nous propulser dans le monde hyperinflationniste de demain.

« Je n'ai encore jamais vu personne qui puisse justifier par la raison et la logique que le gouvernement emprunte son propre argent. Je crois que le temps viendra où les gens demanderont que cela change. Je crois que le temps viendra dans ce pays où nous serons blâmés, vous et moi et tous les autres membres du congrès pour n'avoir rien fait et pour avoir laissé se poursuivre ce système idiot. » Wright Patman – membre du Congrès des USA.

A quand la fin du mythe de la reprise américaine ?

« Un mythe est une idée qui, même si elle est communément admise, est fautive. Dans un sens plus subtil – dans un sens religieux – un mythe est une histoire qui sert à orienter et à mobiliser le peuple. L'accent n'est pas mis sur le rapport entre l'histoire et la réalité, mais sur la fonction qu'est censé exercer le mythe. Une histoire ne peut fonctionner à moins d'être supposée vraie par la communauté ou la nation. Il n'y a pas de débat possible. Si certaines personnes ont le mauvais goût de mettre en doute l'authenticité de l'histoire sacrée, les gardiens de la foi et de l'orthodoxie refuseront de discuter avec elles. Ils les accuseront de blasphème ou, au mieux, les ignoreront. » David Ray Griffin

« Il y a deux manières de conquérir une nation ; l'une par l'épée, l'autre par la dette. » John Adams

Les financiers US veulent la peau de l'Europe

Un excellent signe de la déconfiture américaine ? Les ordres intimés jusqu'à Mario Draghi (il serait intéressant de se pencher sur les relations entre certains proches de Mme Merkel et Goldman Sachs) pour faire flamber l'euro et lamener l'économie européenne qui peine énormément sur les marchés à l'export avec l'Asie ou dans les pays où nous sommes en concurrence avec le dollar.

Chacun sait que les Allemands n'ont pas trop de problème avec un euro fort : ce sont les Etats du sud de la zone euro qui souffrent... ainsi que la France. Par contre, Berlin va tempêter contre ce fichu Premier ministre japonais qui commence à en

faire beaucoup trop. La 'pression' monte du côté du patronat allemand...

Pour information et à titre d'exemple : « *une hausse de dix centimes d'euro, c'est un milliard de chiffre d'affaires en moins pour EADS* », le géant européen de l'aéronautique.

Et que dire de l'Afrique où grâce à la politique étrangère menée par les SarkozystesFabiusards, nous torpillons nos marchés... Quel salarié français pourrait être désormais assez stupide pour s'engager en Afrique et devenir un Otage de choix pour les réseaux djihadites que le gouvernement soutient financièrement et moralement en Syrie ? Car la France ne parviendra jamais à résoudre le problème du terrorisme et du djihad sur ce continent. Cela fait des années (secret de polichinelle) que les mondialistes œuvrent à la destruction de notre armée nationale, incapable aujourd'hui de faire face à une pandémie mortelle qui va se répandre ailleurs. Aujourd'hui, les politiques ont même peur d'une réaction des militaires qui savent ce qui nous attend et ne sont pas acquis à la thèse marxiste du mondialisme. (Les traders de Liesi confondent le Nouvel ordre mondial de l'oligarchie financière avec le nouvel ordre social auquel nous aspirons sur la base de la liquidation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. - Ndlr)

Nous sommes dans un monde de fous ! Ils veulent le mariage pour tous, ils veulent user de leur pouvoir pour susciter une révolution contre les commandements de Dieu : ils auront le chômage pour tous. N'est-ce pas un comble d'avoir des idéologues au pouvoir ignorant le principe du retour de flamme dans le processus révolutionnaire ?

Ce que les gens veulent, c'est du travail. Dans les mois qui viennent, le chômage va grimper et le peuple réclamera du pain à F. Hollande. Il ne leur servira peut-être plus le mariage pour tous, mais le droit de vote aux étrangers, ou encore autre(s) chose(s). Quel aveuglement...

La hausse des taux sera l'un des premiers signes. Nous l'avons déjà dit il y a quelques temps... Aujourd'hui, l'Espagne et l'Italie nous donneraient-ils le LA ? Liesi 04.02

[Haut de page ↗](#)

Le 8 février

CAUSERIE

Jeudi 23h12 heure locale.

Je viens de passer 3h15 à archiver les articles de janvier, il me reste quelques rubriques à actualiser, on verra cela demain. Je viens d'ajouter en ligne 33 articles. A demain, tout à l'heure quoi.

Vendredi 14h heure locale, 9h30 chez vous en France

J'ai parcouru rapidement dans le portail Liesi un article sur l'affaire de corruption qui sévit actuellement en Espagne et qui concerne le Parti populaire du Premier ministre et Mariano Rajoy lui-même, qui m'a mis la puce à l'oreille. Vous savez que les maîtres du monde peuvent avoir des antennes dans un grand nombre d'institutions et de gouvernements, il leur arrive parfois que les choses ne passent pas vraiment comme ils l'avaient escompté. J'ai l'impression que c'est ce qui est en train de se passer d'où la sortie de cette affaire.

Cela fait plus de 8 mois que le FMI fait pression sur le gouvernement espagnol pour qu'il réclame l'aide de l'UE et du FMI justement, comme ils l'ont fait avec la Grèce pour placer le budget de l'Etat espagnol sous leur tutelle... Mais voilà il y a un os,, Mariano Rajoy s'acharne à refuser cet "aide" qu'il ne pourrait obtenir finalement qu'à condition d'amplifier la politique d'austérité qui frappe déjà violemment la majorité des Espagnols. Ceci expliquerait-il cela ? Je n'en ai pas la certitude, mais tout est possible avec eux. Attendons la suite.

Dans l'affaire DSK, je n'ai jamais cru que l'Elysée ou la Maison Blanche n'y était pas mêlé. Ce n'est pas eux qui l'ont déclenchée, par contre ils ont fait monter la sauce, ils ont donné un discret coup de pouce pour briser définitivement DSK qui devait les gêner, sinon une telle affaire aurait pu se régler à l'amiable tout aussi discrètement. Regardez Madoff, il y en a plein aux Etats-Unis, lui seul est tombé. Goldman Sachs a viré le bricoleur français Toure, il y a combien de Toure qui sévissent chez Goldman Sachs, JP Morgan, etc. qui ruinent chaque année des milliers d'épargnants à travers le monde ?

[Contribution suite à l'émission \(France 5\) de Caroline Fourest et les réactions qu'elle a suscitées](#)

Je tiens à préciser avant que vous lisiez cet article, que je partage la quasi-totalité du contenu des articles dont il sera question, et que ma critique somme toute modérée ne porte que sur des éléments qui viennent inutilement les parasiter à mon avis et j'explique en quoi, et que leurs auteurs ont cru bon d'y insérer. Ce qui ne change évidemment rien à la sympathie que je leur témoigne ainsi que l'intérêt que je porte à leur travail. Vous trouverez en ligne dans le site ces articles dans leur intégralité, sinon ils figurent dans le portail de Michel Collon.

Article : Caroline Fourest ou la nouvelle BHL

"être contre une intervention et une ingérence étrangère ne veut pas dire soutenir le chef d'Etat syrien"

Il n'y aurait pas de honte à cela quand il défend la souveraineté et l'indépendance de la Syrie, il y en aurait par contre une quand il réprime son peuple. Elle est aussi là la nuance.

Marx et Engels l'avaient faite en soutenant dans un premier temps Bismarck contre la France quand celle-ci menaçait la toute nouvelle unité de l'Allemagne, puis en attaquant Bismarck quand il prit pour objectif de détruire la République pour rétablir la monarchie en France. Et le kaiser auteur d'une loi antisocialiste n'aurait rien eu à envier à Assad.

J'estime après coup qu'on aurait dû avoir la même position que Marx et Engels envers l'Irak, la Libye et la Syrie. Le cas du Mali est différent sur ce point précis, puisque c'est un régime fantoche qui est en place.

L'histoire nous joue parfois de drôles de tours comme disait Marx en produisant des paradoxes qu'il fallait reconnaître comme tels sous peine d'adopter une position opportuniste ou erronée. Il avait cette profondeur d'analyse qui lui permettait de les reconnaître, ce qui n'est pas toujours notre cas, encore moins du travailleur ou du militant lambda qui au premier abord nous qualifiera de réactionnaire.

Il suffit généralement d'une solide démonstration pour qu'ils comprennent sur quoi repose notre position et surtout dans quelles perspective politique elle se situe, pour que toute confusion ou méprise soit écartée ou se dissipe, c'est juste une question de volonté et de capacité à analyser à fond une question, à maîtriser le matérialisme dialectique. Et j'allais peut-être oublier l'essentiel, de courage qui fait tant défaut aux dirigeants du mouvement ouvrier en général et aux intellectuels.

Article : Merci à Caroline Fourest !

"Si vous remettez radicalement en cause la version officielle des événements, vous êtes associé à ce personnage qui lèche les bottes des pires régimes. Fourest a d'ailleurs raison de souligner les retournements de veste et les positions intenable de Meyssan."

Pour ma part j'estime qu'il est maladroit ou même préjudiciable de s'en prendre à Meyssan dans de telles circonstances, j'ai l'impression que l'auteur de ces lignes se trouvent en concurrence avec Meyssan sur certains sujets dont le 11 septembre 2001 et qu'il profite de cette occasion pour régler ses comptes avec lui.

L'endroit était franchement mal choisi, c'est regrettable, Fourest a partiellement réussi son coup et demain elle pourrait titrer un article : Merci à Olivier Teymans !

Plus loin Olivier Teymans insiste et dérape en manquant singulièrement d'impartialité, le voilà qui s'érige en procureur.

"Sauf que Meyssan n'est pas représentatif du mouvement pour la vérité sur le 11-Septembre, et que son travail sur le sujet est très loin de faire l'unanimité".

Qui selon lui serait *"représentatif du mouvement pour la vérité sur le 11-Septembre"* à part lui bien sûr ? Les auteurs du portail ReOpen911.info ? Seraient-ils vraiment plus fréquentables selon lui que Meyssan alors qu'ils ont mis en ligne des vidéos de Pierre Hillard qui me semble confondre antisionisme et antisémitisme si je ne me trompe pas ? J'en ai mises également en ligne sans pour autant qu'on m'assimile pour autant à un antisémite à ce que je sache.

Bref, j'ai l'impression qu'il a versé dans le procès d'intention à l'égard de Meyssan, j'en veux pour preuve qu'il reproche à Fourest d'omettre "de signaler l'existence de nombreuses associations de professionnels (architectes et ingénieurs, pilotes, pompiers, professionnels du renseignement, etc.)" qui figure dans les articles de Meyssan sur le 11/9 ou publiés dans son portail, cela étant établi et vérifiable, il est possible de lui retourner la sentence qu'il adresse à Fourest "cette omission est cruciale pour la démonstration de sa thèse" et n'honore pas son auteur quel qu'il soit.

Cela dit, je ne partage pas l'interprétation du monde de Meyssan et je lui reproche de fréquenter des gens qui confondent volontiers antisionisme et antisémitisme, comme Soral, Dieudonné ou Le Pen par exemple.

Sur le plan politique, il a adopté la conception des deux blocs qu'avaient adoptée certains courants du mouvement ouvrier à l'époque de ce qui a été appelée la période de la Guerre froide opposant les "bons" et les "mauvais" impérialismes, stratégie que j'ai combattu. Depuis que le capitalisme a été réintroduit en Russie et en Chine, il a conservé la même stratégie, parce qu'il n'est ni marxisme ni communisme ou parce que son interprétation de la société et du monde ne va pas au-delà de l'existence du capitalisme, horizon qu'il est incapable de dépasser, c'est sa limite politique si vous voulez, il est incapable de concevoir la société et le monde autrement que livrée à l'exploitation et à l'oppression d'une classe sur une autre, entrevoir le règne de la liberté une fois émancipé de celui de la nécessité est au-dessus de ses moyens, parce qu'il est étranger au mouvement ouvrier, à la classe ouvrière, à l'immense masse des exploités qui constituent la majorité de la population et qui seule peut mener ce combat à son terme ou atteindre cet objectif, réaliser cet idéal.

Comme vous pouvez le constater, je suis parfaitement conscient de ce qui me sépare de Meyssan sans pour autant tirer à boulets rouges dessus, surtout au moment où les opposants à la guerre que mènent l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux contre les peuples du Maghreb, du Proche et du Moyen-Orient (et ailleurs dans le monde) devraient plutôt se rassembler.

Je ferai remarquer au passage, que le Réseau Voltaire a publié de son côté un long article sur le sujet qui nous occupe ici sans attaquer d'autres journalistes ou personnes cités dans cette émission. Que cela n'ait pas été dans son intérêt d'agir autrement, on peut le comprendre, je vous l'accorde, il s'est borné à démontrer que s'il y avait complot ou conspiration quelque part, il fallait chercher ailleurs que les personnes incriminées par Fourest.

Tactiquement et ponctuellement dans ce contexte de guerre, Meyssan n'a pas forcément tort d'épargner l'impérialisme russe dans la mesure où il soutient des Etats autrement voués à la dislocation et la pire barbarie. Qu'il aille au-delà comme je l'ai précisé plus haut en soutenant la Russie sur le plan stratégique, cela ne regarde que lui et ne nous engage en rien, tout amalgame en la matière relèverait de la malhonnêteté intellectuelle ou l'ignorance après les précisions que j'ai cru bon d'apporter.

Article : Fourest et les complotistes : il était une bergère

Il semblerait que les intellectuels spécialisés en géopolitique ou géostratégie aient un réel problème à penser au-delà de certaines limites ou ils refusent d'analyser certains faits dès lors qu'ils sortent de leur compétence, un peu comme un pharmacien qui ne serait pas capable de changer un fusible parce qu'il n'est pas électricien.

L'auteur de cet article a cru bon de remercier Fourest d'avoir eu "*la délicatesse de ne pas nous (Investig'Action. Ndlr) associer directement aux théories dites conspirationnistes sur le 11 septembre*", précaution inutile.

Dans la foulée, j'ai téléchargé et parcouru les quatre articles datant de quelques années sur le 11/9 dont Grégoire Laliou fournissait les adresses au début de son article. Pour leurs auteurs, ils existaient un doute sur l'implication directe de Bush et sa clique dans la réalisation des attentats du 11 septembre 2001, parce qu'ils ne sont pas experts en explosif, architectes, spécialistes en métallurgie, physiciens, chimistes et j'en passe. Donc malgré tous les rapports et les vidéos fournis par des gens dont c'est le métier ou la spécialité, ils leur étaient impossible de déterminer avec certitude que les deux tours du WTC avaient bien fait l'objet d'une démolition contrôlée, la question est de savoir pourquoi ? Parce que l'admettre signifiait impliquer directement Bush, Cheney et Cie et ils n'y tenaient pas.

Je vais vous avouer un truc, je ne suis pas un expert ou un scientifique dans l'un des domaines exposés précédemment, j'ai tout au plus quelques connaissances dans différents domaines qu'il est inutile de citer ici car cela ne présente aucun intérêt, que vous les possédiez ou non également, il m'a suffit de regarder attentivement deux vidéos : une tournée directement le 11/9 dans laquelle on voyait les deux tours s'effondrer à une vitesse prodigieuse, 10 secondes environ, au regard de leur taille et dès lors qu'elles ont commencé à s'effondrer, et une autre montrant des démolitions contrôlées de bâtiments, d'immeubles d'habitation, réalisées par des entreprises spécialisées à partir de charges explosives télécommandées placées à l'intérieur à des endroits stratégiques pour obtenir un effondrement par empilement, afin d'éviter qu'ils s'écroulent sur l'un de ses quatre côtés ou sur un bâtiment voisin ou n'endommage l'espace situé dans son périmètre. On assiste exactement à la même scène, comme dirait l'autre, il n'y a pas photo. Par souci de rigueur, j'en ai regardé deux autres, une montrant des tours frappées par des incendies géants, et une autre montrant des bâtiments qui s'étaient écroulés naturellement, sans l'intervention de la main de l'homme, suite à une explosion due au gaz ou un tremblement de terre. Dans la première vidéo, les tours peuvent être la proie des flammes pendant plus de 24 heures, elles ne s'effondrent pas, dans la seconde les bâtiments se sont effondrés dans tous les sens mais pas sur eux-mêmes.

Partant de là, le seul bon sens permettait d'en déduire que seule une démolition contrôlée pouvait être à l'origine de l'effondrement des deux tours du WTC, je ne me souviens pas si la troisième tour s'est effondrée de la même manière. Il faut ajouter que pour placer des charges explosives de la base au sommet de ces immenses tours, matériel qui devait être particulièrement lourd et volumineux et nécessité d'être manipulé avec précaution, on imagine mal comment des personnes extérieures au WTC auraient pu s'introduire dans ces tours et faire ce boulot qui a du prendre des jours sans être repérées par les services de sécurité, les caméras de surveillance, y compris dans les parkings ou donnant sur l'esplanade ou les différents accès à ces tours, c'est impossible. Je me souviens avoir lu dans un article que des employés d'une société avaient réalisé un contrôle ou une inspection dans ces tours pendant plusieurs jours, les jours qui ont précédé le 11/9, je ne sais plus si c'était pour l'entretien de la climatisation ou quelque chose dans ce genre. L'article en question figure dans mon site mais je n'ai pas le temps ici de chercher dans lequel se trouve ce passage.

Pour ne prendre que cet exemple, il est établi sur la base des faits et non de fabulations que Bush et sa clique de cinglés ont non seulement manipulé les auteurs de ces attentats, mais fait en sorte que le résultat soit spectaculaire et fasse un maximum de victimes, et dépasse tout ce qu'ils avaient dû imaginer, au point même que 12 ans plus tard il s'en trouve encore pour croire une partie de la version officielle, la plus cruciale de cette affaire, car elle est responsable de la plupart des victimes.

J'avoue ne pas comprendre que ce simple constat soit au-delà de la portée d'intellectuels par ailleurs sincères et honnêtes, je crois bien que c'est la seule chose qui me dépasse, car il ne s'agit pas d'interprétation mais uniquement d'être capable de garder les yeux ouverts pendant 10 secondes. Serait-ce demander un effort physique à fournir trop important pour un intellectuel ? Point d'idéologie ou de grande théorie ici, point de doctrine ou de facultés intellectuelles particulières requises, non, une simple observation ou si cela ne suffit pas une comparaison et l'affaire est bouclée.

Conclusion.

Visiblement le journalisme indépendant à ses limites, elles sont politiques on l'aura bien compris. Comme tout journaliste ils vivent de leur travail, il leur faut donc servir à la majorité de leurs lecteurs qui les font vivre pour la plupart ce qu'ils ont envie de lire ou entendre. Si la majorité d'eux eux estiment encore que Bush n'a fait qu'utiliser le 11/9 pour lancer sa guerre interminable contre le terrorisme, ces journalistes refuseront de reconnaître qu'il en a été le chef d'orchestre.

Par ailleurs, ils se livrent une concurrence qui n'a rien avoir avec l'état d'esprit qui anime notre combat. Quand la survie de votre fond de commerce dépend de l'accueil que reçoivent vos idées, vous aurez tendance à faire en sorte de satisfaire votre clientèle, il en va de même des partis politiques que nous connaissons aujourd'hui.

C'est bien regrettable, il aurait été préférable face à cette nouvelle offensive de la réaction contre le journalisme indépendant ou alternatif, qu'ils fassent taire temporairement leurs désaccords ou leur rancœur respective, il leur suffisait de traiter l'actualité politique en rappelant dans un article leurs positions ou les idées pour lesquelles ils combattent, et de laisser ensuite les lecteurs y adhérer ou les adopter librement en fonction de leurs propres expériences et convictions et tout le monde y aurait trouver son compte, ce qui aurait mieux valu que se débattre que Fourest ou quelqu'un d'autre pourra ressortir à la première occasion pour mieux tenter de les discréditer.

[Le POI dérape-t-il ou se droitise-t-il un peu plus ?](#)

"Les travailleurs, avec la CGT et FO, refusent la flexibilité et les suppressions d'emplois".

A lire ce titre on pourrait être portés à croire que les directions confédérales de la CGT et de FO seraient remplies de bonnes intentions à l'égard des travailleurs, qu'elles combatteraient sincèrement à leur côté, alors que l'on sait qu'il n'en est rien : elles ont permis à l'accord patronal du 11 janvier d'exister, un détail qu'il faut occulter à tout prix apparemment.

"Les confédérations CGT et FO ont annoncé une action commune contre la transposition dans la loi de l'accord interprofessionnel du 11 janvier sur la flexibilité signé par le Medef et la CFDT", alors qu'en réalité ils vont convoquer une journée d'action bidon ponctuée éventuellement d'appels à la grève dans certains secteurs d'activité, et encore, en traînant les pieds, et surtout sans se prononcer sur le retrait de cet accord que Thibault demande à Sapin d'améliorer, ce qui n'est pas du tout la même chose. Notez bien que même si ils radicalisaient soudain leur position en exigeant son retrait, ce serait en faisant tout pour éviter que les travailleurs se mobilisent massivement. On y reviendra plus tard, ils doivent faire une déclaration dans la journée, attendons la suite tout en restant lucide.

Rappel de la causerie d'hier :

- ... selon Thibault : cette action servira à "*aider*" le ministre du Travail, Michel Sapin, à "*trouver les bonnes réponses*" face à cet accord.

Quant à Mailly, il a précisé : "*Nous allons joindre nos forces pour essayer de dissuader le gouvernement et la majorité des députés de commettre l'impair important que représenterait l'adoption*". La direction de la CGT a évoqué une "*puissante journée de mobilisation*" début mars "*pouvant aller jusqu'à la grève*" (source : AFP 06.02)

Informations ouvrières reproduit les propos de Thibault mais tronque ceux de Mailly au passage, pour finalement n'insérer aucun commentaire : qui ne dit rien consent, le POI se fait ainsi le complice de ces appareils pourris.

Très sérieusement, dans son éditorial D. Gluckstein s'adresse à ce qu'il faut bien appeler son ministre : "*Pourquoi ce cri d'alarme, Monsieur Moscovici ?*", il n'aurait pas interpellé Barouin de la sorte, on est bien d'accord.

Qu'écrit-il : " *Plaidoyer mensonger en faveur d'une politique de destruction des garanties collectives de la classe ouvrière dictée par les seuls intérêts de la classe capitaliste.*"

Qu'est-ce qui est en cause : une certaine politique que certains appellent libérale, néo ou ultra libérale, néo conservatrice ou le capitalisme lui-même, que les travailleurs trouvent une issue politique pour le renverser ? Quel est l'objectif du combat du mouvement ouvrier, faire en sorte que le capitalisme change de politique ou que les représentants du capitalisme mettent en oeuvre une politique plus supportable pour les travailleurs ou bien de renverser le capitalisme pour avancer vers le socialisme ?

Apparemment D. Gluckstein reproche à Moscovici de défendre une certaine politique et il n'est nulle part question du sort du capitalisme lui-même. Poursuivons notre lecture.

"*Toute la situation appelle avec force la rupture avec l'Union européenne et les traités qui instaurent la dictature de l'euro et de la troïka.*"

Baliverne, diversion, manoeuvre. Mais rupture ni avec le capitalisme, ni avec ses représentants, ni avec le gouvernement, ni avec les institutions de la Ve République. Vous me direz qu'on ne peut pas tout écrire à chaque fois dans un article relativement bref. Certes, mais il est laissé à l'appréciation de celui qui le rédige de choisir les termes et le contenu qu'il entend y mettre, personne d'autres que lui en porte la responsabilité, nous sommes bien d'accord, n'est-ce pas ? On aurait pu ajouter : ni avec les appareils du PS, du Front de gauche et des syndicats auxquels celui du POI est organiquement lié.

Gluckstein interpelle Moscovici et termine son éditorial en prenant soin d'épargner Hollande et son gouvernement qu'il se garde bien par ailleurs de caractériser politiquement et la boucle est bouclée. Du grand art digne de P. Lambert !

Nous, nous ne reprochons rien à Moscovici, il n'est pas notre ministre, nous n'avons aucun intérêt à colporter des illusions dans ce ministre, il est celui de la classe des capitalistes, il est parfait dans son rôle, y compris quand il ment effrontément, nous n'en attendons pas davantage d'un représentant du capital, partant de là vous comprendrez que non seulement nous ne pouvons pas nous reconnaître dans le discours de D. Gluckstein et nous ne combattons pas vraiment pour le même objectif. Je me demande si les militants du POI en ont vraiment conscience.

Contrairement à des militants de certains groupes de militants ou de tendances du NPA, à aucun moment le POI n'a expliqué aux travailleurs et aux militants qu'en réalité le 11 janvier les différents syndicats se sont répartis les rôles comme ils le font depuis des décennies pour que les besoins du patronat puissent être satisfaits.

A en croire le POI, les dirigeants de la CGT et de FO seraient contre cet accord, alors qu'il n'en est rien en vérité. C'est la base de ces syndicats et la majorité des travailleurs qui ont eu connaissance de son contenu qui ont contraint Thibault et Mailly à adopter cette position, alors qu'ils avaient permis aux Medef, à la CFDT, à la CFTC et à la CGC de le signer tranquillement, voilà la réalité et non les faits tronqués tel que le POI les présente.

Gluckstein termine en confirmant ce qui vient d'être dit : "*De manière immédiate, les travailleurs sont fondés à voir dans le « non » des confédérations CGT et CGT-FO un appel à se regrouper pour résister à la destruction des droits ouvriers et mettre en échec la loi de transposition que prépare le gouvernement.*"

Dans le cadre de son IVe Congrès national qui se tiendra début juin, le POI a décidé de "s'ouvrir" à des militants de toutes tendances, comme on dirait ouvert à tous les vents ou sans grands principes, c'est moi qui le précise, l'éclectisme ou la diversité sont des principes dans le vent auxquels il faut se conformer.

Comme vous y allez, encore une fois vous affirmez des choses gratuitement, vraiment ? Vérifions-le immédiatement.

Page 9, un militant (cheminot) du PCF qui serait bien désigné pour participer à leur congrès et dont ils reproduisent les propos dans un encart :

"*Ça ne peut plus aller, il faut que face à ce gouvernement, qui n'écoute que les patrons, la mère Parisot et consorts, et qui n'écoute pas les salariés, vraiment qu'on inverse la donne, il faut qu'il écoute les salariés.*"

C'est à la mode, tous les syndicalistes se tournent vers Hollande, Montebourg, etc. comme si c'était leur président et leurs ministres et non ceux des banquiers, du CAC 40, adieu TSCG, "*règle d'or*", budget d'austérité 2013, veaux, vaches, cochons, l'accord du 11 janvier, leur soutien à Mittal, à Peugeot, etc. ils perdent la mémoire au bout de quelques mois à peine, envolé d'un coup de baguette magique, ils n'en ont tiré aucun enseignement, absolument aucun et le POI les conforte dans leur ignorance, à peine croyable !

C'est marrant, cela ne vous rappelle-t-il rien ce discours, par exemple ce que vous auriez lu plus haut ?

Ah ben si, dans la bouche de Gluckstein s'adressant à son ministre. Oui, cela aurait pu être dans celle de Pierre Laurent (PCF), puisque ce militant reprend à la virgule près la politique de toujours des staliniens, car oui, sous de Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy et maintenant Hollande, leur discours n'a jamais varié d'un iota, ils se sont toujours adressés à eux comme si c'était leurs présidents, leurs ministres, au point qu'on ne s'étonnera pas qu'ils n'aient jamais vraiment pensé combattre pour un gouvernement ouvrier, à quoi bon, Gluckstein non plus d'ailleurs, imaginez un instant que de Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy les aient écoutés ou que Hollande les écoute, et hop voilà que le capitalisme réalise le socialisme, génial non !

Eh oui, je sais, c'est emmerdant, tout se tient hélas, cela devient trop facile de les démasquer. Est-ce qu'un jour vous vous êtes demandé ce que cette tournure signifiait : il faut que le gouvernement "*écoute les salariés*" ? C'est le cri que poussent ceux qui ont abandonné ou déserté le combat pour le socialisme ou encore qui ignorent ce que signifie combattre sur un terrain de classe indépendant, car c'est cela qui est en cause ici l'air de rien, et c'est cela que le congrès du POI se destine de brader, vous me direz qu'il leur reste plus grand chose à brader depuis le temps qu'ils se sont adaptés au capitalisme.

Sérieusement, quel militant sincère et honnête, fidèle au socialisme, peut concevoir un instant que sur une telle orientation il serait possible de construire un parti ouvrier de combattants révolutionnaires qui demain serait en mesure d'affronter directement la réaction ? Il faut arrêter la masturbation, la picole ou de fumer la moquette camarades, cela va vous jouer de vilains tours à la fin, réagissez avant qu'il ne soit trop tard.

Au fait, ne confondez pas, la mansuétude dont je fais preuve à l'égard de Michel Collon et ses collaborateurs ou encore aux animateurs du Réseau Voltaire, qui provient du fait que nous ne menons pas le combat exactement sur le même terrain et dans le même objectif, et que les choses sont parfaitement claires entre nous. Par contre c'est différent avec le POI avec lequel nous sommes censés mener le combat sur le même terrain de classe et poursuivre le même objectif, alors qu'en réalité ce n'est pas le cas, mieux, nous ne représentons pas et nous ne défendons pas les mêmes intérêts, le POI représente uniquement les intérêts des couches supérieures ou privilégiées des masses exploitées et non ceux de l'ensemble de la classe ouvrière, dont ses couches les plus défavorisées dont les membres se comptent par millions et millions, tout en refusant de l'admettre, de ce fait le regard que les militants et les travailleurs porteront sur nous et le POI sera faussé ou peut porter à confusion, d'où notre acharnement à combattre sa politique opportuniste à laquelle nous ne pourrions jamais adhérer, afin que cette distinction soit la plus claire possible entre nous.

Comment les croire... au conditionnel ?

Jusqu'à présent, pour empêcher les gens de fumer du cannabis, les médecins mettaient en avant le risque de développer une schizophrénie ou un cancer de la gorge précoce. Ils pourraient désormais ajouter le risque accru de faire un accident vasculaire cérébral (AVC) grave.

«*C'est la première enquête qui démontre un lien possible entre le risque d'attaques cérébrales et le cannabis*», a expliqué au Figaro le Pr Alan Barber, coauteur de l'étude. «*On a dit au public que le cannabis était sûr, même si c'était une drogue illégale. Notre travail montre que cela pourrait ne pas être le cas. Le cannabis pourrait conduire à l'accident vasculaire cérébral.*»

Une étude française, menée dans l'unité neuro-vasculaire du CHU de Strasbourg conclut elle aussi la réalité très probable du risque d'AVC causé par le cannabis. L'équipe de Valérie Wolff souligne néanmoins le besoin de nouvelles études pour posséder des données scientifiques précises. 20minutes.fr 07.02

Qu'ils confondent schizophrénie et crise légère d'épilepsie qui peut durer quelques minutes, soit, pour des médecins c'est préoccupant pour la population, mais qu'ils confondent les effets nocifs du tabac qui est toujours mélangé avec le cannabis avec ce dernier relève de la supercherie.

Personnellement, je n'en fume plus depuis deux mois et cela ne me manque pas, par contre je clope deux fois plus et je dors deux fois plus mal et deux fois moins longtemps, quatre heures il y a deux jours, à peine trois la nuit précédente, je me demande si ce n'est pas pire ! C'est aussi la raison pour laquelle je peux abattre plus de boulot, j'ai aussi gagné en concentration, avant c'était l'inverse, décidément je deviens vieux !

Il y a des générations qui font la fête ou se lâchent en picolant un peu, beaucoup ou plus encore, moi cela ne me dit rien, l'alcool n'est pas mon truc, j'ai horreur d'être bourré et cela ne m'arrive jamais, je n'aime pas non plus l'odeur de l'alcool, alors qu'avec un peu d'herbe on a l'impression d'être transporté à la campagne, un encens et hop on est bon pour atterrir à l'autre bout du monde, je déconne, on se détend un peu, c'est pas cher, sans risque et on ne risque pas de dégueuler ou de faire chier quelqu'un, et le lendemain on n'a pas la gueule de bois, sauf si on a abusé on plane un peu ou on a du mal à se remuer, un peu comme lorsqu'il faut se lever tôt pour aller au boulot et qu'on s'est couché tard sans plus.

Il raconte des conneries dans cet article, quand on prépare un stick ou un pétard, on met quatre cinquième ou plus de cigarette, c'est donc la cigarette qui nous intoxique, et le papier qu'ils oublient toujours de citer et d'analyser, ce sont des charlatans. Ne pas confondre l'effet du cannabis sur le système nerveux et sa toxicité chimique. N'allez pas comparer avec le Pastis, cela n'a

rien avoir. Le cannabis agit à dose homéopathique si votre consommation est très modérée, même au fil du temps si vous vous en tenez à cette discipline, ce ne sera pas le cas du Pastis, si vous mettez un doigt de Pastis dans un grand verre d'eau, vous aurez l'impression d'avoir bu une anisette ! Le Pastis est peut-être moins cher, mais comme ceux qui en boivent s'en servent un ou deux le midi et le soir, alors qu'on ne fume qu'un stick dans la soirée, au bout du compte cela revient au même ou presque, je parle en France, en Inde, l'alcool coûte 50 fois plus cher au moins si je compare avec une bouteille de vodka !

Comme je ne suis ni juge ni procureur, libre à chacun de consommer ce qu'il veut, toujours modérément, c'est préférable, et sans jamais toucher à une autre drogue, à prohiber formellement, même pour se marrer ou imiter des copains, c'est un conseil d'ami, de quelqu'un que je crois ouvert et équilibré, qui a tout essayé à une certaine époque par simple expérimentation en étudiant la psychanalyse, donc en ayant les pieds solidement sur terre.

ACTUALITE EN TITRES

Superlatif.

- Pertes colossales pour PSA en 2012 - Liberation.fr
- PSA vers une perte 2012 astronomique après des dépréciations massives - AFP

Mauvaises plaisanteries.

- Banques : «*Les créanciers prennent les profits, ils doivent prendre les pertes*» - Liberation.fr

Et pendant ce temps-là ils se gavent !

- Sanofi promet de distribuer 50% de ses profits à ses actionnaires en 2013 - L'Expansion.com
- Lagardère promet de gâter ses actionnaires après sa sortie d'EADS - AFP
- Les salaires des fonctionnaires à nouveau gelés en 2013 - AFP
- La désindexation des retraites complémentaires se précise - LeFigaro.fr
- La guerre au Mali a déjà coûté 70 millions d'euros à la France - LePoint.fr

Pourquoi, il devrait ?

- La hausse de l'euro n'inquiète pas Mario Draghi - L'Expansion.com

"Les changements actuellement observés dans les taux de change ne sont pas délibérés. C'est davantage l'effet de politiques économiques destinées à relancer l'économie" a-t-il précisé.

Croyez-le sur parole, lui et ses amis n'y sont pour rien, là il repassera. Par contre où on veut bien le croire, c'est que la mise en oeuvre de politiques d'austérité détermine la bonne ou la mauvaise volonté de ses amis.

- M. Draghi a répété qu'elle (BCE) se tenait prête à leur (les banques) fournir autant de liquidités que nécessaire lors de ses opérations de prêts sur une semaine, un mois et trois mois. L'Expansion.com 07.02

Il suffit de demander pour être servi, elle n'est pas belle la vie !

- La BCE laisse son taux inchangé et ne s'inquiète pas de l'euro fort - AFP

Suivez le guide.

- Les Bourses européennes terminent en baisse, sauf Francfort - Reuters

[Chouette : objectif atteint, dépassé, dixit Goldman Sachs !](#)

- 38 % : la baisse de revenu moyenne des foyers grecs depuis 2009 - Atlantico.fr

[Parce que le pluriel est de trop !](#)

- Pourquoi les gauches ne divorcent pas - Slate.fr

[Parce qu'ils ne sont pas sûrs, tiens donc ?](#)

- La loi américaine pourrait bientôt protéger les mots de passe Facebook - L'Expansion.com

Traduisez par "*la loi américaine*" : la CIA !

[Les affameurs. On n'en veut pas !](#)

- Rafale en Inde : '*Il reste encore beaucoup à faire*', estime Dassault - LeMonde.fr

- L'Inde, ce marché gigantesque qui fait rêver tous les industriels de l'armement - LeMonde.fr

[Depuis que la femme est devenue inutile...](#)

- "*L'homme au travail a besoin de se sentir utile car il cherche à donner un sens à ce qu'il fait*" - L'Express.fr

[Vous voulez faire des cauchemars, résultat garantie ?](#)

- Mais qui veut de la statue de Margaret Thatcher ? - LePoint.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Tunisie

Le principal syndicat tunisien a appelé à la grève générale vendredi pour les funérailles de Chokri Belaïd, l'opposant assassiné mercredi à Tunis, a annoncé la centrale syndicale sur son site officiel.

"L'Union tunisienne générale du travail (UGTT) a décidé d'appeler à la grève générale vendredi, lors d'une réunion extraordinaire de sa direction élargie", a indiqué le syndicat dans un bref communiqué jeudi.

Quatre partis politiques avaient déjà lancé un appel similaire, mais l'UGTT, l'un des principaux moteurs de la chute de Ben Ali et qui revendique 750 000 adhérents dans toutes les régions, restait la clé de tout débrayage de grande ampleur. Si elle se confirmait, cette grève générale serait une première depuis 1978. Même sous Ben Ali, l'UGTT n'avait pas utilisé cette arme, se contentant d'un débrayage de deux heures le 14 janvier 2011, jour de la fuite précipitée de l'ex-dictateur.

Les syndicats des avocats, des magistrats et du parquet ainsi que les enseignants de l'université La Manouba de Tunis ont annoncé observer une grève dès aujourd'hui. La Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (LTDH) a de son côté appelé les autorités à protéger les personnalités politiques

A l'UGTT, on indique, jeudi 7 février, avoir reçu par téléphone depuis deux jours plusieurs menaces de mort de plus en plus précises qui visent le secrétaire général de la centrale syndicale, Hocine Abassi, et son fils. "*Auparavant, nous les avions déjà reçues par écrit*", affirme Sami Tahri, membre du bureau exécutif de la centrale. Depuis plusieurs mois, les tensions se multipliaient entre l'UGTT et les autorités.

De son côté, le chef du groupe parlementaire islamiste Ennahda a annoncé à la télévision nationale rejeter l'annonce de la formation d'un gouvernement de technocrates apolitiques formulée la veille par le Premier ministre Hamadi Jebali, après

l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd.

Hamadi Jebali avait annoncé mercredi sa décision de former un gouvernement de technocrates "*n'appartenant à aucun parti et travaillant pour l'intérêt de la nation*", sans fournir de calendrier. Il avait également promis d'organiser rapidement des élections, alors que des voix s'élèvent dans l'opposition pour réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale constituante. Depuis quinze mois, celle-ci ne parvient pas à rédiger de Constitution faute de compromis réunissant les deux tiers des députés.

"*Les autorités savaient que Chokri Belaïd était menacé et n'ont rien fait*", a déclaré le chef du Parti républicain, Ahmed Néjib Chebbi, révélant figurer lui-même sur une liste de personnalités politiques menacées de mort. Son parti s'est allié à un front de l'opposition laïque réitérant l'urgence de dissoudre les milices pro-Ennahda dites "*Ligues de protection de la révolution*" (LPR). Mais le pouvoir a fait la sourde oreille aux appels de dissolution de ce groupe responsable d'une attaque spectaculaire en décembre contre le siège de l'UGTT et du meurtre en octobre de Lotfi Naguehd, un opposant battu à mort dans le Sud.

Besma Khalfaoui, la veuve de Chokri Belaïd, a aussi accusé le gouvernement de l'assassinat de son mari, alors que des manifestations ont eu lieu aux cris de "*Le peuple veut la chute du régime*" dans la capitale et plusieurs régions du pays, où des locaux d'Ennahda ont été saccagés par la foule en colère.

Ils étaient plusieurs centaines à défiler jeudi sur l'avenue Habib-Bourguiba à Tunis, haut-lieu de la révolution de 2011. Ils se dirigeaient vers le ministère de l'intérieur, essuyant des tirs de grenades lacrymogènes de la police. La veille, des heurts ont fait un mort dans les rangs de la police.

A Gafsa, ville instable du bassin minier tunisien, des centaines de manifestants anti-islamistes affrontaient violemment les forces de police jeudi. Les manifestants, qui procédaient à des funérailles symboliques de Chokri Belaïd, ont jeté un cocktail Molotov sur les policiers, qui ont répliqué par des tirs massifs de grenades lacrymogènes. La manifestation était organisée par le Front populaire, une alliance de partis de gauche et d'extrême gauche à laquelle appartenait M. Belaïd. AFP et lemonde.fr 07.02

SOCIAL

1- France

Le gouvernement français a décidé de soutenir l'offre égyptienne pour la reprise de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime), a déclaré jeudi le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

Il a précisé sur la chaîne LCP Public Sénat que la société égyptienne Arabiyya Lel Istithmaraat était l'opérateur du barrage d'Assouan et qu'elle distribuait les véhicules du constructeur PSA en Egypte.

"*Le gouvernement a décidé de s'engager derrière une offre - il y en a eu une deuxième intéressante (d'une société suisse-NDLR) - de manière à obtenir la reprise de cette raffinerie. C'est une stratégie industrielle*", a expliqué Arnaud Montebourg.

"*Nous avons eu la chance d'accueillir une offre un peu surprise, qui pour nous est de bonne qualité, qui est l'offre d'un groupe égyptien ayant pignon sur rue*", a-t-il ajouté.

Au Caire, la société a dit que le projet était pour l'instant à l'étude.

Pierre Moscovici a confirmé que si l'une de ces offres se concrétisait, le gouvernement était "prêt à faire en sorte que l'Etat prenne (...) une participation minoritaire". Reuters 07.02

2- Espagne

2.1- Les étudiants et les enseignants sont dans la rue.

Des milliers d'étudiants espagnols sont descendus dans les rues lors de trois journées de grève, cette semaine, pour défendre un système éducatif déjà classé parmi les plus faibles de l'Union européenne et qu'ils estiment menacé par les coupes budgétaires.

Aux cris de "*ne touchez pas à l'enseignement public*", étudiants et lycéens ont manifesté jeudi soir à Madrid, comme déjà la veille, aux côtés des enseignants et des parents cette fois. AFP 07.02

2.1- Les agriculteurs sont dans la rue.

Quelques centaines d'agriculteurs, brandissant des pancartes "NON, ils démantèlent la campagne", ont manifesté jeudi à Madrid contre la réforme de la Politique agricole commune (PAC) et son financement en discussion au sommet européen à Bruxelles.

"Ce dont on parle maintenant avec la proposition (du président du Conseil européen Herman) Van Rompuy, c'est une réduction d'environ 20% des aides totales de l'Union européenne", a expliqué à l'AFP le secrétaire général de l'UPA, Lorenzo Ramos.

"Concrètement pour l'agriculture, en ce qui concerne l'Espagne, il pourrait s'agir d'une coupe annuelle de 600 à 800 millions d'euros", a-t-il ajouté.

Surtout, "nous luttons pour un prix juste, pas pour des subventions", dit Cuadonga Lopez, une éleveuse d'ovins de 43 ans de la région de la Rioja. Elle dénonce, comme les autres, des prix de vente pour les agriculteurs tirés à la baisse par l'industrie tandis "qu'il y a toujours plus d'intermédiaires" à rémunérer. AFP 07.02

ECONOMIE

UE

Les négociations sur le budget 2014-2020 de l'Union européenne étaient toujours dans l'impasse jeudi soir malgré près de sept heures d'efforts de conciliation déployés par le président du Conseil européen.

Herman Van Rompuy n'a pas été en mesure de présenter de nouvelles propositions de budget à l'ouverture de la première séance de travail des chefs d'Etat et de gouvernement du fait de divergences persistantes sur les chiffres clés.

Le début du sommet de Bruxelles a été retardé plus de cinq heures et demie pour lui permettre de rapprocher les points de vue lors de contacts avec les principaux dirigeants de l'UE.

Selon des diplomates européens, en fin de journée, il n'a pu que constater l'impossibilité de présenter un texte pouvant faire consensus.

"Il n'y aura pas de nouvelles propositions", a dit à Reuters une source européenne peu avant que les chefs d'Etat et de gouvernement ne se retrouvent en séance plénière.

D'autres sources européennes l'ont confirmé. L'une d'elles a cependant nuancé cette information en précisant qu'il n'y avait pas de nouveau texte "pour le moment".

Le président du Conseil estimait initialement qu'une nuit de négociation suffirait. Mais des diplomates pensent maintenant que les discussions pourraient se prolonger pendant le week-end. Reuters 07.02

Bon week-end à vous camarades, pas à eux !

[Haut de page ↗](#)

Le 9 février

CAUSERIE

HOMMAGE A CHOKRI BELAID.

J'enrage depuis que j'ai appris l'assassinat de Chokri Belaïd, contre les renégats, les traîtres, les capitulards, les fossoyeurs du marxisme et du léninisme, de la révolution socialiste, nos misérables dirigeants qui se vautrent dans le pire opportunisme qui soi, qui s'emploient à épargner le régime et à colporter jour après jour des illusions dans la têtes des militants et des travailleurs.

Oui demain vous serez confronté à la même situation que le prolétariat grec ou tunisien, oui vous ne serez pas davantage armés théoriquement et préparés psychologiquement pour affronter des conditions très difficiles où le combat politique basculera dans une guerre ouverte, à mort, avec le camp de la réaction, vous serez incapable d'y faire face et d'assumer vos responsabilités

de militant.

On vous a parler dans ce portail de la grève insurrectionnelle, de la révolution, de l'affrontement direct, violent entre les classes, de la guerre civile, de la répression à laquelle on n'échappera pas, arrestations, enlèvements, tortures, meurtres, de la nécessité de s'armer, de renverser le régime, d'abattre son Etat, de le détruire jusqu'à ce que plus une pierre tienne sur l'autre, on ne vous a rien cacher...

On a pris nos responsabilité, on vous a expliqué pas à pas comment se déroulait une révolution, comment devait se dérouler le combat pour prendre le pouvoir, qu'il nécessiterait des sacrifices, qu'on n'y échapperait pas, et que c'était inévitable pour terrasser, vaincre définitivement notre ennemi.

On vous a expliqué que si vous vouliez combattre sincèrement, honnêtement pour l'émancipation du capital, pour le socialisme, pour la liberté, il était impératif de saisir, d'intégrer la lutte des classes jusque dans ses moindres recoins, que pour garder en permanence à l'esprit cet objectif, y subordonner votre combat, vous deviez avoir intégré chaque étape qui conduit au combat final pour la prise du pouvoir.

On a pris le risque d'être traité de gauchiste, fanatique, de cinglé et j'en passe, Lénine avait dû affronter la même situation, moqueries, insultes, etc. sans fléchir, sans renoncer à ses principes, à ses convictions, à son objectif, il avait intégré les enseignements de Marx et Engels sur la Commune et la révolution de 1905, des révolutions bourgeoises précédentes dans le monde, il était préparé, il s'était préparé aux événements déterminants de la révolution de 1917, il y avait préparé les militants et cadres de son parti et ils s'employaient à y préparer les masses, masses toujours plus courageuses, téméraires que la plupart des dirigeants, la véritable avant-garde du mouvement ouvrier, les partis ouvriers et leurs dirigeants trainant les pieds ou à la remorque des événements, incapables de les prévoir ou de les voir venir, le moment venu ils étaient les premiers à désertier le combat...

Chez nous en France ils s'en sortent en reconnaissant une révolution en Tunisie sans être capables d'indiquer au prolétariat la voie à suivre pour qu'il puisse la mener à son terme. Pire, en France refusant d'axer leur combat contre le gouvernement et les institutions, contre le capitalisme, leurs discours ne sont que des paroles en l'air qui confinent à l'impuissance et mènent dans une impasse politique, situation dans laquelle se trouvent justement le prolétariat grec et tunisien, égyptien aussi. Ils ne servent à strictement rien en dehors de servir les intérêts des couches privilégiées de travailleurs qu'ils représentent et qui sont embourgeoisés, totalement subordonnés au régime en place. Ceci explique cela. En soutenant leur propre bourgeoisie, ils lui laissent le champ libre pour soutenir les régimes les plus pourris de la planète, ils n'ont même pas été foutu d'organiser une manifestation contre l'intervention de l'impérialisme français au Mali.

Ils ont démontré ainsi qu'ils n'étaient pas et ne pouvaient pas être les porte-parole du prolétariat révolutionnaire, de la révolution socialiste internationale, répétons-le, un terrain qu'au mieux ils ont totalement déserté depuis des lustres.

Nous continuerons d'en être le porte-drapeau et sur notre drapeau continuera de briller la faucille et le marteau du léninisme, n'en déplaise à Pierre Laurent pour qui en fait c'est le communisme qui doit figurer au musée de l'histoire, dans la poubelle de ces pires ennemis.

- Tunisie: Plus d'un million de Tunisiens aux obsèques de Chokri Belaïd - 20minutes.fr

- Les obsèques de Belaïd rassemblent une foule énorme à Tunis - Reuters

Jusqu'à 1.4 million de personnes auraient rendu un dernier hommage à l'opposant, lors d'une manifestation sous tension dans les rues de Tunis...

Le cortège a duré plusieurs heures et réuni des centaines de milliers de personnes, peut-être même 1.4 million d'après le ministère de l'Intérieur tunisien, ce vendredi. Elles sont venues rendre un dernier hommage à Chokri Belaïd. Une mobilisation record alors que la population égyptienne compte moins de 11 millions d'habitants.

Dès le milieu de la matinée, des milliers de personnes se sont rassemblées sous la pluie devant la dépouille de l'avocat de 49 ans, opposant anti-islamiste du régime, qui a été assassiné devant chez lui ce mercredi. Dans le défilé, la foule scandait des slogans contre le régime et le parti islamiste au pouvoir Ennahda: «*Ghannouchi, assassin, criminel*», «*La Tunisie est libre, terrorisme dehors*».

Plusieurs centaines de policiers en tenue anti-émeutes étaient déployés sur l'avenue Habib Bourguiba, dans le centre-ville, haut-lieu de la «*révolution de jasmin*» de janvier 2011.

En début d'après-midi, le cercueil a été transporté de la Maison de la culture vers le cimetière El-Jellaz. Des heurts ont alors éclaté, suscités selon des témoins, par des casseurs à proximité du cimetière. Les forces de l'ordre ont réagi fermement par

de nombreux tirs de gaz lacrymogènes et des arrestations autour et même dans le cimetière.

Jamais une foule aussi nombreuse ne s'était rassemblée pour des obsèques en Tunisie depuis celles, en 2000, de Habib Bourguiba, le "père" de l'indépendance et premier président du pays. "*Le peuple veut une nouvelle révolution*", ont scandé les participants, qui ont aussi entonné l'hymne national. "*Belaïd, repose en paix, nous continuons la lutte*", scandait la foule, en brandissant des portraits de l'opposant assassiné par un homme armé qui a pris la fuite à moto.

A la suite de l'appel à la grève générale de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), les commerces de Tunis étaient fermés et les vols en provenance et à destination de Tunis ont été supprimés.

De nombreuses manifestations étaient également organisées dans d'autres villes tunisiennes, notamment Gafsa où des violences ont également eu lieu.

A Gafsa, bastion de partisans de Chokri Belaïd dans le bassin minier du sud de la Tunisie, des manifestants ont lancé des pierres et des cocktails Molotov contre la police qui a riposté à l'aide de grenades lacrymogènes, selon des témoins. La foule y a scandé "*Le peuple veut la chute du régime*", le slogan utilisé à l'origine contre Zine ben Ali.

Dix mille personnes environ ont également manifesté à Sidi Bouzid, d'où est parti la "révolution du jasmin" de décembre 2010 et janvier 2011, rapportent des témoins.

Les banques, les usines et certains commerces sont restés fermés en réponse à l'appel à la grève des syndicats, dont la puissante Union générale tunisienne du travail (UGTT).

La mort de Chokri Belaïd, qui était âgé de 49 ans, a enflammé mercredi la rue tunisienne avec des milliers de personnes manifestant dans la capitale ainsi que dans plusieurs autres villes.

Le parti de Chokri Belaïd n'a qu'un poids politique limité mais cet avocat était devenu depuis la révolution une figure de la contestation et ses critiques contre les islamistes au pouvoir trouvaient un écho important.

"Des criminels ont assassiné Chokri. Mais ils ne pourront pas assassiner son combat", a déclaré Besma Belaïd, sa veuve.

"*Ma tristesse s'est arrêtée quand j'ai vu ces milliers de personnes dans les rues. A ce moment-là, j'ai su que le pays était en bonne voie et que des hommes et des femmes défendaient la démocratie, la liberté et la vie*", a-t-elle ajouté.

Ennahda a démenti toute implication dans ce meurtre mais des manifestants ont incendié dans plusieurs villes des locaux du parti, que beaucoup considèrent comme responsable. 20minutes.fr et Reuters 08.02

ACTUALITÉ DU JOUR

[A bas le gouvernement du Medef !](#)

Parisot le 6 février : *Pas de temps à perdre pour les réformes*, l'article est en ligne dans cette page.

A peine deux jours plus tard.

- Alors que le gouvernement avait laissé entendre qu'il ne traiterait le sujet qu'en 2014, Jean-Marc Ayrault aurait décidé de lancer une réforme des retraites dès cette année, selon le Monde du week-end. L'objectif serait de rassurer Bruxelles et les marchés financiers, alors que la France pourrait ne pas tenir son objectif de réduction du déficit.

Interrogé vendredi, le Premier ministre a botté en touche : «*Le Monde a bien du mal à écrire cela sans avoir d'informations sérieuses*», a réagi Ayrault, tout en reconnaissant qu'il faudra «*traiter*» le «*problème du déficit*» des retraites, et que le gouvernement, «*le moment venu, prendra toutes ses responsabilités*». libération.fr 08.02

Explication.

En échange d'un accord "*historique*" signé le 11 janvier dernier se traduisant notamment par la liquidation du contrat de travail, le Medef avait consenti quelques miettes aux travailleurs, miettes qui étaient en grande partie hypothétiques ou susceptibles d'être remises en cause car la mise en oeuvre de ces mesures était liée à l'évolution de la conjoncture économique, avant que

les goinffres puissent se jeter dessus, entendez les travailleurs qui étaient au chômage ou qui n'avaient pas de complémentaire.

Le gouvernement n'a pas entrepris de revenir sur la partie de cet accord favorable au patronat, il n'a pas non plus décidé de rendre ces miettes plus consistantes, les travailleurs risqueraient de s'étouffer avec, non, face au rejet dont il fait l'objet dans le pays il a décidé de modifier les clauses un peu trop alléatoires pour satisfaire ceux qui au sein du PS avaient mauvaise conscience de soutenir un accord aussi ouvertement antisocial, il fallait trouver le moyen de sauver les apparences en quelque sorte, ce qui n'est pas le cas du Medef qui comptait bien au fil du temps pouvoir revenir sur ces mesures pour en atténuer encore la portée ou les annuler tout simplement, selon le principe : on ne lâchera rien.

1- D'après lesechos.fr, la patronne des patrons conteste cinq points en particulier.

Elle s'oppose notamment à la réintroduction par le ministère du Travail de "*la clause de désignation*" dans l'article visant à généraliser les complémentaires santé. Cette rédaction contraindrait les entreprises à retenir le prestataire recommandé par la branche.

(De mémoire si je ne dis pas de bêtise, l'entreprise cotise au même titre que les salariés. Parisot souhaite que les patrons puissent choisir individuellement les formules qui leurs seraient les moins coûteuses par rapport à celles qui seraient adoptées par les branches où les syndicats sont présents. Il y a complémentaire et complémentaire, les coûts et les services ne sont pas les mêmes. - ndlr)

Autre point: la mise en place de droits rechargeables pour les chômeurs, qui serait rendue "*obligatoire*", alors qu'elle est conditionnée dans l'accord à la réalisation d'études d'impact préalables.

(Mesure qui était donc susceptible d'être annulée sous la pression du Medef - ndlr)

Mme Parisot est aussi réservée sur l'homologation administrative des plans de sauvegarde de l'emploi qui n'auraient pas été validés préalablement par les syndicats. Pour le ministère, il ne s'agit que d'une "*difficulté pratique de mise en oeuvre*", indique lefigaro.fr.

Enfin, la présidente du Medef s'oppose aux mesures concernant la cession des sites rentables et la représentation des élus dans les conseils d'administration des grandes entreprises. AFP 08.02

2- La CFDT est tellement liée au Medef que lorsque le syndicat patronal ne l'informe pas d'une décision qu'il aurait prise, le syndicat jaune s'en offusque et s'estime "*trahi*", plus pourri tu meurs ! Il faut appeler les travailleurs à quitter ce syndicat jaune, patronal, il faut harceler, matraquer ses dirigeants...

- «*Le Medef ne nous a même pas contactés*», s'indigne Véronique Descacq, numéro 2 de la CFDT. Qui estime que c'est «*soit un coup en traître, soit une déclaration à usage interne*» liée à la campagne pour la présidence du Medef. Liberation.fr 08.02

PCF

Parole, parole, parole...

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'est dit vendredi "*profondément choqué*" par des "*propos scandaleux*" de Manuel Valls avertissant qu'il ne fallait pas toucher à l'outil de travail, sur fond de révolte contre des fermetures d'entreprises.

"*Il aurait mieux fait de se taire le jour où il a dit ça*", s'est insurgé le sénateur de Paris sur LCI. "*Si ce gouvernement est en place, c'est parce que le monde du travail a voulu se débarrasser de Nicolas Sarkozy. Donc Manuel Valls doit sa place à ces salariés-là*".

"*Les accuser de vouloir casser l'outil de travail alors qu'ils sont précisément en train de le défendre contre ceux qui veulent fermer les usines, c'est parfaitement scandaleux, ça me choque profondément*", a déclaré Pierre Laurent. AFP 08.02

... et les actes.

36e Congrès du PCF

- Les militants PCF déstabilisés par la disparition du marteau et de la faucille - LeParisien.fr

Alors que s'ouvre le 36e congrès du Parti communiste français à Saint Denis, la faucille et le marteau disparaissent des cartes des adhérents, révèle France Info vendredi 8 février. L'emblème léniniste du communisme "*n'est plus un sigle qui résume*" le

PCF selon Pierre Laurent, secrétaire national du parti.

«*Tout le parti est choqué par ça*», s'offusquait ce vendredi le secrétaire de section à Paris, Emmanuel Dang Tran, au micro de France Info.

«*Comment a-t-on pu semer des illusions sur Hollande qui allait faire une politique de rupture... Jamais ça nous a traversé l'esprit, on est communistes quand même!*» ironise Emmanuel Dang Tran.

Le secrétaire national du parti parle lui de «*modernisation*» et tente de calmer les esprits. "*Nous voulons nous tourner vers l'avenir. C'est un sigle qui ne résume pas ce que l'on est aujourd'hui*", s'est justifié Pierre Laurent sur LCI.

Musique électronique et spots de lumières criantes, les délégations syndicales des «*entreprises en lutte*» (Fralib, Sanofi, Goodyear, Unilever...) échangent jusqu'à dimanche à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) jusque dimanche. LeParisien.fr et Le Nouvel Observateur 08.02

Et bien nous, nous le severons parce que justement nous sommes léninistes jusqu'au bout des ongles, le léninisme coule dans nos veines, c'est lui qui nous inspire quotidiennement dans notre combat, nourrit notre politique et nous empêche de sombrer dans l'opportunisme dans lequel sont tombés finalement tous les partis sans exception.

Le léninisme, c'est le parti communiste construit sur la base des principes définis par Lénine et qui ont permis de construire le parti le plus démocratique qu'a jamais connu le mouvement ouvrier international, le parti bolchevik, qui comportait quelque dix tendances et permettait à chacune d'entre elles de s'exprimer, d'exister sur la base du programme de la révolution socialiste mondiale auquel toutes avaient adhéré librement, ce que la plupart des militants ignorent malheureusement.

Le léninisme, c'est le parti communiste qui a conduit le prolétariat des villes et des campagnes à renverser le régime en place en 1917 et à prendre le pouvoir dans le but de construire une société meilleure et plus juste.

Le léninisme, c'est les enseignements de la révolution russe que Trotsky s'est employé le restant de ses jours à transmettre aux nouvelles générations de militants à travers le monde avant d'être assassiné par le pire ennemi du communisme, du léninisme, des masses exploitées, de la révolution socialiste mondiale, le dirigeant adulé par ceux du PCF : Staline.

Tous ceux qui s'emploient à faire vivre le PCF, qui entretiennent des relations avec ses dirigeants et son appareil, sont des traîtres, des ennemis du léninisme. Qu'il cesse de se réclamer du communisme, qu'il change de nom, il nous rendra service à défaut de pouvoir disparaître pour le moment.

Allemagne. Le visage hideux du capitalisme, il n'essaie même plus de le cacher.

Il est "*légal*", pour ne pas dire recommandé pour une travailleuse de se prostituer pour arrondir les fins de mois et survivre.

- Selon le journal Augsburger Allgemeine Zeitung, une jeune chômeuse a reçu de la part de l'agence allemande du travail une lettre lui proposant un poste d'hôtesse au sein du Colosseum, maison de passe bien connue en Bavière, et tout à fait légale. Une légalité qui n'a pas empêché le scandale d'éclater : "*J'étais à la recherche d'un travail décent de femme de chambre, pas d'un job dans un bordel*", explique la jeune femme au quotidien. "*Ma mère s'est même mise à hurler quand elle a lu la lettre*", plaide-t-elle.

Interrogé, le directeur de l'agence du travail d'Augsburg a reconnu que ses services avaient fait une erreur. Selon lui, ils auraient dû d'abord appeler la jeune femme pour vérifier si elle était intéressée par une telle offre d'emploi. En France, Pôle emploi avait proposé en 2010 sur son site Internet une annonce pour animer des discussions coquines sur le web. Légal, avait répondu feu l'ANPE. LePoint.fr 08.02

On devrait arrêter le directeur de l'agence du travail d'Augsburg et le conduire dans un bordel pour homosexuel pour le forcer à se faire sodomiser, pour survivre en remplacement de son traitement qui serait réduit dans la même proportion que celui que perçoivent les travailleurs soumis aux conditions d'Hartz IV ou lui verser un généreux traitement d'1 euro de l'heure. Vous savez les petits boulots si répandus en Allemagne et qui font le bonheur des capitalistes de ce pays, il paraît qu'il n'y a jamais eu autant de millionnaires en Allemagne, avec un peu de chance il se fera culbuter profond par un généreux donateur.

L'UE des rentiers, des banquiers, des multinationales, des riches actionnaires et des nantis.

Le montant de ce fonds d'aide aux plus démunis va passer de 500 millions d'euros par an à 300 millions, conséquence du budget européen d'austérité en passe d'être adopté à Bruxelles.

Le cri d'alerte des associations caritatives françaises n'aura servi à rien. Le budget du Programme européen d'aide aux plus

démunis (PEAD) va subir une baisse drastique à partir de l'an prochain. Ce n'est pas vraiment une surprise, puisque les vingt-sept réunis à Bruxelles sont en passe d'adopter un budget d'austérité pour la période 2014-2020, en baisse pour la première fois de son histoire (-3%). Presque mécaniquement, le PEAD est donc lui aussi amputé. Selon les Echos, son montant passera de 500 millions d'euros annuels à 300 millions.

Créé en 1987 pour écouler les surplus de la Politique agricole commune, le PEAD avait failli passer à la trappe en 2011, victime d'une fronde de plusieurs pays européens, Allemagne en tête. Sauvé in extremis, le programme était ardemment défendu par plusieurs associations françaises. Celles-ci recevaient chaque année 72 millions d'euros, ce qui leur permettait de distribuer 130 millions de repas. « *C'est une catastrophe, réagissait-on vendredi soir à la Fédération française des banques alimentaires. Cela représente 25 millions de repas en moins par an.* » libération.fr 08.02

Avec l'approbation de Hollande.

Ceux qui ont appelé à voter pour lui et pour les candidats du PS aux législatives en 2012 vont se précipiter pour faire un don bien chrétien à une oeuvre de charité histoire d'entretenir leur bonne conscience, entre nous, on ne voudrait franchement pas être à leur place. A mon avis ils n'en feront rien, pas spécialement parce que ce serait des pingres en plus, bien que ce soit un trait de la personnalité des petits-bourgeois très répandu, mais parce que cela ne leur coûtera rien de continuer d'entretenir des illusions dans le PS, ils en vivent...

[Dupont et Dupont. Vive l'Union libre des Etats libres en Europe, non le POI n'est pas le seul à à avoir adopté ce mot d'ordre hautement révolutionnaire !](#)

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République, a appelé vendredi l'Europe à "se débarrasser" de l'Union européenne alors qu'un sommet européen se penche à Bruxelles sur le vote du budget pour 2014-2020.

"L'Union européenne a trahi la belle idée européenne. Cette organisation est morte, elle mène le continent à la ruine (...) Il va falloir se débarrasser de cette Union européenne qui n'a rien à voir avec l'Europe", s'est-il exclamé sur i>TELE.

Le député de l'Essonne accuse notamment les dirigeants européens de couper "toutes les dépenses d'avenir". "Les Chinois, les Américains, les Brésiliens (...) investissent dans la science et nous, on est en train de rater la révolution scientifique du XXIème siècle", a-t-il accusé.

L'ex-candidat à l'Elysée propose de supprimer "toutes ces instances boulimiques d'argent qui mènent les pays à la ruine" et de refonder une Europe des nations "sur des bases saines" AFP 08.02

Ainsi les adhérents du POI qui envisageraient de quitter leur parti pourront toujours se réfugier dans le parti de Dupont-Aignan, ils ne seront pas très dépaysés, je caricature... à peine.

ACTUALITE EN TITRES

[La contre-révolution a frappé. La révolution est en état de légitime défense.](#)

On y était tous !

- Tunisie: Plus d'un million de Tunisiens aux obsèques de Chokri Belaïd - 20minutes.fr

Armez-vous et faites le ménage !

- Assassinat de Chokri Belaïd en Tunisie: « *C'est la porte ouverte aux règlements de comptes* » - 20minutes.fr

Quand des miliciens d'extrême droite, des néo-nazis ou des salafistes, djihadistes ou autres vermines islamistes radicaux en Grèce, en Egypte, en Tunisie, demain en Espagne, en Italie, en France, etc. menacent ou attaquent, assassinent des journalistes, des syndicalistes, des opposants au régime, des travailleurs immigrés, je leur dis armez-vous pour affronter la réaction et l'anéantir, c'est légitime de défendre votre peau puisque l'Etat en est incapable ou est complice de ces assassins.

Cela vous fera un excellent entraînement pour affronter ensuite son armée et sa police auxquelles vous répliquerez les armes à la main. En état de guerre déclarée entre les classes, les mesures adoptées doivent être à la hauteur de la situation des risques qui pèsent sur la démocratie et les libertés les plus élémentaires.

Le développement de la situation en Grèce, en Egypte et en Tunisie est riche en enseignements, elle démontre notamment qu'il est impossible d'espérer un changement social et politique sans détruire l'Etat en place ou l'ensemble de ses institutions, institutions qui ont été créées par la classe dominante toujours au pouvoir et pour ses propres intérêts, sur la base de rapports sociaux de production qu'elle entend préserver.

Il faut donc que les masses exploitées se rassemblent ou se mobilisent avec leurs partis et organisations pour constituer les bases ou les piliers d'un nouvel Etat, une République social, des organismes de pouvoir indépendants qui représenteront exclusivement les besoins et les aspirations des travailleurs manuels et intellectuels du pays, condition indispensables pour se donner les moyens de les satisfaire, balayer le régime en place et son Etat, son appareil de répression, sa justice sa police et son armée. Tout autre voie est vouée à l'impasse, à l'échec...

C'est le programme de la révolution socialiste mondiale pour éradiquer le capitalisme de la surface de la terre.

[C'est celui qui le dit qui l'est !](#)

- Alain Juppé: «*Les terroristes sont toujours là*» - 20minutes.fr

[Psychose. Hallali de l'obscurantisme et de l'ultra libéralisme.](#)

- La viande de cheval vendue comme du boeuf était d'origine roumaine - AFP

- Lasagnes au cheval : la viande était d'origine française et étiquetée "*viande bovine*" - LePoint.fr

Hallali : Cri de chasse qui annonce que la bête poursuivie est aux abois. (Le Grand Robert) Qu'elle crève !

[En Merkhollande.](#)

- Budget européen: trahison, vaudeville et marchandage au sommet - L'Expansion.com

- Budget européen: Hollande défend "*un bon compromis*" - L'Expansion.com

- François Hollande a cédé devant Londres et Berlin - LeFigaro.fr

À l'issue du sommet européen sur le budget, la France n'a pas réussi à défendre ses positions face aux exigences de David Cameron, soutenu par Angela Merkel. LeFigaro.fr 08.02

- Les conservateurs saluent le succès de David Cameron à Bruxelles - Reuters

- Bruxelles coupe dans l'aide alimentaire européenne - Liberation.fr

[Corporatisme. Boycott !](#)

- "*Parlement et citoyens*", un site web pour associer les électeurs à l'élaboration des lois - L'Express.fr

[Hollande. Mensonge d'Etat.](#)

- Otages au Sahel: Hollande dit qu'il n'y a pas de "*questions financières*" en jeu - AFP

- Sahel: des millions de dollars versés pour des otages, selon une ex-diplomate américaine - AFP

[En famille. Qu'il change de nom !](#)

- Le PCF supprime la faucille et le marteau - Le Nouvel Observateur

- Les socialistes rendent visite à leurs "*amis*" communistes - L'Express.fr

[Les ONG ou la bonne conscience des colons, la blanchisserie des crimes de la réaction.](#)

- Les abus sexuels contre les enfants sont '*courants*' en Inde, dénonce Human Rights Watch - LeMonde.fr

J'en ai causé deux mots hier. C'est ancré dans la tradition de mariée une jeune fille pubère quel que soit son âge à un homme qui pourrait être son grand-père.

La question serait plutôt de se demander pourquoi cette pratique existe-t-elle encore de nos jours. Question que les ONG ne poseront pas, car il faudrait remettre en cause le colonialisme et le sous-développement économique et social dans lequel les puissances occidentales ont maintenu l'Inde et la plupart des pays qu'ils ont colonisés, notamment en Afrique pour mieux continuer à exercer leur hégémonie sur ces pays et piller leurs richesses.

Pourquoi les ONG en sont-elles incapables ? Parce qu'elles sont toutes financées par ces ex-Etats colonisateurs et leurs multinationales.

Autre question pour conclure : pourquoi cet acharnement contre l'Inde ou d'autres pays pauvres ? Pour que leurs dirigeants acceptent de procéder à des réformes structurelles (privatisations) et d'ouvrir leur marché intérieur aux profit des multinationales des mêmes colonisateurs qui hier avaient fait en sorte de maintenir le pays et sa population en état de sous-développement.

On comprendra sans peine qu'une ONG qui tiendrait un tel discours se verrait couper immédiatement les robinets de son financement et serait vouée à disparaître rapidement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE

Les dirigeants européens se sont mis d'accord vendredi après 24 heures de négociations serrées sur un budget d'austérité pour les sept prochaines années, en baisse pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne, mais qu'ils ont salué comme un "*bon compromis*".

"*C'était notre réunion la plus longue, mais cela valait la peine de travailler pour obtenir ce résultat*", a déclaré le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, en jugeant ce budget 2014-2020 à la fois "réaliste et tourné vers l'avenir".

"*Il n'est parfait pour personne, sans doute, mais il y en aura pour tous*", a-t-il souligné.

Ce budget se traduit par 960 milliards d'euros en crédits d'engagement, qui correspondent au plafond autorisé, et 908,4 milliards en crédits de paiement, soit les dépenses effectives, a-t-il détaillé.

Les 960 milliards correspondent exactement à 1% du Revenu brut de l'Union.

Ce résultat est nettement en retrait par rapport aux propositions faites par M. Van Rompuy en novembre (973 milliards d'euros pour les engagements et 943 milliards pour les paiements), elles-mêmes déjà très inférieures aux propositions de la Commission européenne.

"*La Commission européenne aurait préféré, c'est vrai, des montants plus élevés, mais c'était le meilleur résultat qui pouvait être atteint à l'unanimité*", a déclaré son président, José Manuel Barroso.

De sources européennes, on a souligné que cela correspond à une baisse de 3% du budget pour la période 2014-2020 par rapport aux sept années précédentes.

De quoi satisfaire les pays exigeant des coupes sévères dans les dépenses, comme le Royaume-Uni, face aux défenseurs d'un cadre plus ambitieux comme la France.

David Cameron a fait part de sa satisfaction d'avoir obtenu "*un budget considérablement restreint, qui va permettre aux contribuables britanniques d'économiser beaucoup d'argent*".

Le président français François Hollande a salué de son côté "*un accord qui a été aussi long que d'habitude à faire jaillir mais qui a*

été un bon compromis". Il s'est félicité du maintien du budget de la Politique agricole commune, dont la France est le premier bénéficiaire.

Les fonds de cohésion pour les régions les plus défavorisées, notamment dans les pays de l'Est, obtiennent 4,5 milliards supplémentaires. Un nouveau fonds pour l'emploi des jeunes sera doté de quelque six milliards.

Pour parvenir à une baisse substantielle du budget pluriannuel sans amputer la PAC et la Cohésion, l'essentiel des coupes sont opérées dans l'enveloppe destinée aux infrastructures. Elle est amputée de plus de 10 milliards d'euros, à un peu plus de 29 milliards.

Les fonctionnaires de Bruxelles, dans le collimateur des Eurosceptiques britanniques depuis des années, devront se serrer la ceinture, avec 1,5 milliard de moins que la demande de la Commission.

Côté recettes, les pays bénéficiant de rabais, le Royaume-Uni en premier lieu, mais aussi l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède, le conservent. Le Danemark obtient la ristourne qu'il demandait.

La chancelière allemande Angela Merkel, qui a salué un *"bon et un important accord"* entre les 27, a expliqué que seraient négociées avec le Parlement une certaine *"flexibilité"* du budget ainsi qu'une clause de révision dans deux ans, comme le réclament les eurodéputés.

Les chefs des quatre principaux groupes politiques du Parlement européen (conservateurs, socialistes, libéraux et Verts) ont immédiatement annoncé qu'ils refuseraient d'accepter *"en l'état"* ce budget qui, selon eux *"ne renforcera pas la compétitivité de l'économie européenne"*. Sans l'accord des eurodéputés, qui se prononceront en juillet, le budget ne pourra pas entrer en vigueur.

M. Van Rompuy a appelé le parlement à *"prendre ses responsabilités"*, soulignant que *"le budget européen n'est pas une opération comptable"* car *"la vie, la survie de régions, de groupes sociaux entiers en dépendent"*. AFP 08.02

On peut leur faire confiance sur ce plan-là puisqu'ils représentent tous les mêmes intérêts et la même idéologie.

2-Grèce

2.1- Des néonazis allemands au Parlement grec

L'organisation Freies Netz Süd, dont des cadres ont visité le Parlement grec et s'y sont fait photographier avec des membres de Chryssi Avgi (Aube Dorée), est qualifiée de *"néonazie"* par des documents du Ministère de l'Intérieur du Land de Bavière.

Sur les photographies, d'après les légendes rédigées par le site de l'organisation susmentionnée, on trouve à gauche Sebastian Schmaus, à droite Matthias Fischer.

Tous deux sont également conseillers municipaux du parti radical d'extrême-droite Bürgerinitiative Ausländerstopp (Initiative citoyenne Stop aux étrangers). Le conseil municipal de Munich a récemment voté en faveur de l'interdiction de ce parti local.

Sebastian Schmaus a été condamné (en février 2009) à six mois de prison avec sursis pour conduite en état d'ivresse alors qu'il collait des affiches pour le parti néonazi NPD. En 2010, il a été condamné pour violation des droits d'auteur, alors qu'il avait diffusé sur Internet des photos de manifestants de gauche, les présentant comme des personnes recherchées par la police.

En 2010, il a également été accusé d'avoir violemment agressé un cycliste. Il a été innocenté par manque de preuves, mais a été condamné pour la destruction de l'appareil photo du cycliste.

Matthias Fischer a fait 20 mois de prison après avoir été condamné pour incitation à la haine et a également été condamné pour d'autres délits de nature semblable.

Il est le cofondateur du Fränkischer Aktionsfront, interdit en 2004 pour des raisons similaires (6). Après sa libération, en 2011, des attaques néonazies ont eu lieu contre les domiciles et les véhicules de membres d'organisations antinazies, d'après une publication du site du journal Die Zeit. Il a quitté le NPD en 2008.

Le NPD est considéré comme un parti modéré comparé au FNS (Freies Netz Süd). (source : thepressproject) okeanews.fr 08.02

2.2- Intimidations des néonazis dans un dispensaire de Médecins du Monde et « contrôles » à l'hôpital de Tripoli

Deux actions d'intimidation des néonazis ont eu lieu ces dernières 24 heures dans le secteur de la santé : une à Athènes, dans un dispensaire de Médecins du Monde, et une à l'hôpital de Tripoli.

A Athènes, une quarantaine d'activistes néonazis ont procédé à des intimidations contre un dispensaire de Médecins du Monde, à la pointe dans les soins apportés aux migrants. Médecins du Monde a dénoncé ces pratiques. A l'hôpital de Tripoli, dans le Péloponnèse, les néonazis sont entrés dans le bâtiment pour procéder à des contrôles -en toute facilité- afin de vérifier si l'hôpital employait des infirmières étrangères exclusives. Les infirmières exclusives sont dédiées à un seul malade et payées par le malade pour les soins de nuit.

La directrice de l'hôpital de Tripoli a eu une conférence de presse commune avec les membres du parti néonazi dans laquelle elle a partagé certaines idées du parti fasciste, ce qui n'a pas manqué de provoquer des réactions d'indignation du président de l'association des médecins du département d'Arkadia :

"La direction de l'hôpital ne remplit pas son rôle social et constitutionnel. La conférence de presse commune avec un représentant local d'un parti pose des interrogations, pas tant sur le fait de la conférence de presse commune, que sur l'objet de la coopération . Il va sans dire que la question des infirmières exclusives doit être réglée par l'État et par la direction de l'hôpital, mais dans un cadre institutionnel et légalement acceptable."

Le président de l'association s'oppose à la directrice en précisant qu' "*elle cherche des aides extra constitutionnelles pour remplir ses devoirs et elle salue publiquement le fait de se faire justice soi même dans une période où la prise de parole publique par les officiels doit être précautionneuse*".

Concernant les intimidations envers Médecins du Monde à Athènes, l'AFP indique :

Une quarantaine d'activistes néonazis ont mené une opération d'intimidation contre un dispensaire athénien de la section grecque de Médecins du Monde, en pointe dans les soins aux migrants, a dénoncé vendredi son président, Nikitas Kanakis.

Selon M. Kanakis, le dispensaire a fermé ses portes durant la "*stupide démonstration de force*" du groupe, dont les membres, revêtus de la blouse noire du parti néonazi Aube Dorée, se sont massés jeudi après-midi devant ses locaux à Pérama, banlieue ouest d'Athènes, en hurlant des slogans hostiles et xénophobes.

Le dispensaire "*a été visé en tant que tel*", alors que MDM-Grèce est en pointe ces dernières années dans l'aide sanitaire aux migrants et dans le recensement des agressions xénophobes qui se multiplient dans le pays, généralement imputées à Aube Dorée, a-t-il estimé pour l'AFP.

MDM-Grèce va informer la police de l'incident "*pour que les autorités assument leurs responsabilités*" quand à la sécurité de son personnel et de ses installations, a ajouté M. Kanakis.

Dans une réaction à l'AFP, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks, a pour sa part dénoncé une "*intolérable attaque*" qui "*met une fois encore en lumière l'urgence pour les autorités grecques de prendre des mesures résolues pour contenir les personnes violentes, avant que ces dernières ne portent sérieusement atteinte à la démocratie en Grèce*".

Selon M. Kanakis, des journalistes français ont aussi été témoins de l'incident alors qu'ils tournaient un reportage sur ce dispensaire, devenu emblématique du recul de la prise en charge publique de la santé pour cause de cure d'austérité.

"Ce qui est consolant c'est que les patients, à 90% des Grecs dont des anciens résistants et vieux militants de gauche, étaient prêts à défendre le dispensaire", où finalement les néonazis n'ont pas tenté de pénétrer, s'est félicité M. Kanakis.

M. Muiznieks, qui a effectué la semaine dernière une visite en Grèce, avait alors pressé le pays de "*défendre sa démocratie*" face à la "*menace spécifique*" que constitue Aube Dorée, qui a raflé en juin 7% des voix et 18 députés au parlement dans un contexte de grave crise économique et sociale. (source iatropedia et AFP) okeanews.fr 08.02

3- Egypte

Des heurts entre policiers et manifestants ont éclaté vendredi dans plusieurs villes d'Egypte, en particulier près du palais présidentiel au Caire, faisant une centaine de blessés au cours de rassemblements à l'appel de l'opposition "*pour la dignité*" et contre le pouvoir islamiste.

De petits groupes de manifestants se trouvaient toujours en fin de soirée aux abords du palais à Héliopolis, dans la banlieue de la capitale, rassemblés autour de pneus en feu. Certains lançaient des projectiles sur les forces de l'ordre, qui ripostaient par du gaz lacrymogène, selon des images de télévision retransmises en direct.

Auparavant, la police avait déjà fait usage de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants qui lançaient des feux d'artifice et des cocktails Molotov sur le palais.

Des fourgons des forces de sécurité avaient chargé les contestataires qui s'étaient repliés un peu plus loin sur la grande avenue joutant le bâtiment.

Des violences ont aussi éclaté au cours de manifestations dans plusieurs villes de province comme à Alexandrie (nord) et Tanta (delta du Nil).

Le Premier ministre Hicham Qandil, cité par l'agence officielle Mena, a condamné des violences "*injustifiables*", affirmant qu'elles "*nuisent à la stabilité du pays et entravent les intérêts des citoyens*".

Dans la journée, au son de tambours et des drapeaux égyptiens à la main, des milliers de personnes étaient parties de plusieurs quartiers de la capitale pour se diriger vers la place Tahrir, dans le centre-ville, et vers le palais présidentiel.

"*Le peuple veut la chute du régime*", ont scandé les manifestants, tandis que d'autres qualifiaient le ministère de l'Intérieur de "*voyou*". A Tahrir, les contestataires ont accroché des bannières avec des slogans hostiles au président Mohamed Morsi et aux Frères musulmans, dont il est issu.

Ces nouvelles manifestations interviennent après plusieurs incidents liés aux brutalités policières et deux édits religieux (fatwas) appelant au meurtre des figures de l'opposition. La présidence a dénoncé ces fatwas comme du "*terrorisme*".

Cette semaine, la mort d'un militant pro-démocratie après plusieurs jours en détention a provoqué la fureur et ravivé les appels à une réforme des services de sécurité. Ce décès est intervenu quelques jours après la diffusion, en direct à la télévision, d'images d'un homme dévêtu, traîné et battu par la police lors d'une manifestation devant le palais présidentiel.

Après les fatwas contre des chefs de l'opposition, le ministère de l'Intérieur a renforcé la sécurité autour du domicile des deux principaux dirigeants de l'opposition, Mohamed ElBaradei et Hamdeen Sabbahi, dont les noms ont été cités par l'un des religieux dans sa fatwa.

M. ElBaradei, de tendance libérale, et M. Sabbahi, un nationaliste de gauche, sont tous deux membres du Front du salut national (FSN), la principale coalition de l'opposition laïque à M. Morsi.

Mercredi, M. ElBaradei s'était insurgé contre la lenteur du gouvernement à réagir à la fatwa. "*Le régime reste silencieux alors qu'une nouvelle fatwa autorise à tuer l'opposition au nom de l'islam. La religion ne peut encore une fois être utilisée et détournée*", avait-il affirmé.

Jeudi, Al-Azhar, la plus haute instance de l'islam sunnite basée au Caire, a prévenu que de tels édits pouvaient conduire à "*la sédition et au désordre*". AFP 08.02

4- Syrie

4.1- Les soldats de l'armée nationale ont entièrement expurgé la ville de Karnaz dans la banlieue de Hama de la présence des terroristes qaidistes et de leur complice de l'ASL. Au bout de 16 jours d'opérations armée sans répit, les miliciens du front Al Nosra ont été entièrement décimés dans cette localité, plusieurs ateliers de fabrication de bombe et de roquettes ont été identifiés et détruits. Les unités d'ingénierie de l'armée ont de leur côté neutralisé les mines déposées sur la route menant à cette ville. Selon Al Alam, Abou Wassim Al Ansari, le chef qaidiste a été tué à Homs, dans la banlieue de Lattaquié, deux ramps de lancement de missiles ont été détruits et de nombreux terroristes, tués à Saqlin, près de Hama, les forces de l'armée ont infligé de lourdes pertes aux terroristes. french.irib.ir/ 08.02

4.2- Le secrétaire à la Défense et le chef d'état-major des forces armées américaines ont, ouvertement, exprimé leur soutien à l'armement des terroristes, en Syrie.

Leon Panetta, le secrétaire américain à la Défense, et le général Martin Dempsey, chef d'état-major des forces armées américaines, ont, explicitement, annoncé, pour la première fois, avoir soutenu l'armement des terroristes, en Syrie. Par ailleurs, le porte-parole de la Coalition des opposants syriens, Walid Al-Bani, a critiqué les organisateurs du Sommet de l'Organisation de Coopération islamique, pour n'avoir pas invité un représentant de cette Coalition, au Caire. french.irib.ir/ 08.02

4.3- Un groupe de hackers syriens a piraté des comptes Facebook et Twitter de la chaîne de télévision Sky News Arabia, basée aux Emirats arabes unis.

La chaîne a pu, de nouveau, utiliser ses comptes, dans les réseaux sociaux, plus tard, dans la journée.

Les représentants du groupe de hackers, qui se présentent comme des membres de l'Armée électronique syrienne, affirment qu'ils piratent les sites Internet, en signe de protestation contre une position des médias étrangers, par rapport au Président syrien, Bachar al-Assad, qui serait «*biaisée*», selon eux. french.trib.ir/ 08.02

4.4- Selon Dampress, citant la chaîne 10 israélienne, les chasseurs syriens ont survolé, ce mardi, et à une très basse altitude, Haïfa et Tel-Aviv, et ont lâché des tracts, au-dessus de la ville, où c'était écrit : "*Nous saurons riposter au raid israélien et nous allons en déterminer, nous mêmes, le moment et le lieu*".

Selon cette information, les radars sionistes n'ont pas pu intercepter ces avions, puisqu'ils ressemblaient fort aux avions israéliens. french.trib.ir/ 08.02

4.5- Lundi, le régime israélien a reçu une première réponse au raid de son aviation contre le sol syrien :

Selon Al-Alam, l'un des plus grand opérateurs de téléphone mobiles israélien est tombé en panne. Avec ses trois millions d'abonnés, la société Bylephone n'est plus capable d'assurer ses services. Les communications téléphoniques sont très fortement perturbées et même, le cabinet israélien, dont les membres utilise ce même opérateur en sont affectés!

Ces perturbations interviennent, moins d'une semaine après le raid israélien contre un centre de recherche de l'armée syrienne, dans la banlieue de Damas . "*Les usagers sont privés de tous les services, texto, y compris*", a titré la presse israélienne, lundi. C'est l'armée israélienne, hantée par une riposte syrienne à son raid, qui a ouvert une enquête, pour déterminer les causes de cet incident technique, qu'elle qualifie, d'ors et déjà, de terroriste. Damas a affirmé vouloir infliger une réponse adéquate au raid israélien, une réponse qui coûtera cher aux Israéliens. french.trib.ir/ 08.02

SOCIAL

1- France

T-Systems France, la filiale services du géant allemand Deutsche Telekom, pourrait annoncer un nouveau plan social qui ferait passer l'emploi dans l'entreprise d'environ 1.000 personnes aujourd'hui à moins de 300 dans quelques mois.

Trois plans sociaux depuis 2008 ont déjà fait maigrir les effectifs de 1.600 à 1.000 personnes et les syndicats craignent une nouvelle vague de licenciements.

Ces pertes d'emplois s'ajouteraient aux 600 personnes concernées par la cession en cours de l'activité intégration système (SI) qui est dénoncée par les syndicats comme une opération d'externalisation du plan social. Reuters 08.02

2- Allemagne

Affaibli par la crise qui frappe les aciéristes sur le vieux continent, le géant industriel allemand ThyssenKrupp va supprimer plus de 2.000 postes dans sa branche d'acier en Europe, nouvelle étape d'un vaste plan de restructuration visant à diversifier ses activités.

"*Au total, plus de 2.000 postes vont être supprimés sur les 27.600 que comptent Steel Europe*", nom de cette branche, en vue d'économiser 500 millions d'euros d'ici 2015, a annoncé vendredi le groupe de Essen (nord-ouest) dans un communiqué.

Les services administratifs à son siège de Duisbourg seront aussi concernés.

En outre, le conglomérat allemand, 14e producteur mondial d'acier, n'exclut pas de supprimer 1.800 postes supplémentaires dans le cadre de possibles cessions d'actifs, mais n'a pas encore arrêté de décision, a déclaré un porte-parole à l'AFP.

Cette restructuration est liée à l'environnement économique dégradé qui a fortement affecté l'industrie sidérurgique en Europe, a expliqué le groupe.

A l'instar des autres aciéristes européens, ThyssenKrupp a notamment fait les frais d'une hausse du prix des matières premières, des incertitudes pesant sur la conjoncture et d'un effondrement de la demande, principalement en Europe du Sud.

Ce plan devait encore être approuvé par les instances dirigeantes du groupe et discuté avec les représentants du personnel, a-t-

il précisé.

Le syndicat allemand IG Metall s'est déjà dit opposé à tout licenciement sec et a exigé un plan de sauvegarde des site de fabrication d'acier à haute valeur ajoutée, ainsi que le maintien des capacités de production.

"Personne chez ThyssenKrupp ne doit perdre son emploi. (...) ThyssenKrupp doit investir en vue d'un avenir durable, avec une stratégie de long terme pour l'acier", a réagi Knut Giesler, porte-parole du syndicat, cité dans un communiqué.

"Ce n'est pas aux salariés de payer l'addition des erreurs passées de management", a-t-il ajouté.

Il veut désormais se diversifier davantage, au profit de produits à plus forte valeur ajoutée tels que les ascenseurs, les sous-marins, les machines ou encore les composants automobiles et aéronautiques.

Pour ce faire, le groupe, qui emploie 150.000 personnes dans le monde, est embarqué dans un programme de restructuration, qui passe par des suppressions de postes et plusieurs cessions d'actifs. Au total, il vise à réaliser 2 milliards d'euros d'économies d'ici 2015, toutes branches confondues.

ThyssenKrupp est le premier fabricant d'acier en Allemagne. Né de la fusion en 1999 des vieux concurrents Thyssen et Krupp, il fabrique des produits d'acier, mais également des biens technologiques comme des ascenseurs, des sous-marins, ou des composants pour l'industrie automobile. AFP 08.02

ECONOMIE

Venezuela

Le gouvernement vénézuélien a annoncé vendredi la dévaluation de 31,75% de la monnaie nationale, le bolivar, soumis à un strict contrôle du taux de change, et qui va passer de 4,30 à 6,30 pour un dollar américain.

La mesure sera effective mercredi prochain et a été décidée par le président Hugo Chavez, hospitalisé depuis deux mois à Cuba, afin de *"minimiser les coûts et obtenir les meilleurs résultats"* possibles dans une économie pétrolière ultra-inflationniste et dépendante des importations.

En outre, M. Giordani a annoncé la création de l'Organe supérieur de l'optimisation du système monétaire, composé de la Banque centrale, du ministère des Finances et de celui des Mines et du pétrole, principal pourvoyeur de devises de ce pays disposant des plus importantes réserves de brut au monde.

Cet organisme aura pour fonction de fixer les priorités dans l'assignation des devises par secteurs et a été créé, notamment, pour faire diminuer une inflation de plus de 20% par an, a-t-il expliqué.

"En ce moment, il y a une poussée inflationniste et spéculative, et c'est là qu'il faut agir", a déclaré le ministre.

Le président de la Banque centrale, Nelson Merentes, également présent à la conférence de presse, a pour sa part officialisé la disparition du Stime, un système qui permettait de changer le bolivar sur un marché secondaire, à 5,30 pour un dollar, et utilisé par de nombreux secteurs économiques.

Cette annonce *"va avoir un impact inflationniste très important. Si le gouvernement utilise la dévaluation de façon isolée pour combattre le déficit budgétaire sans soutenir le secteur privé, ce ne sont pas des mesures qui vont résoudre les problèmes de fond du Venezuela",* a réagi l'économiste Jesus Caciue, professeur à la Preston University du Venezuela.

L'inflation au Venezuela en janvier s'est établie à 3,3%, plus du double de celle de janvier 2012, et l'indice de pénurie de produits a grimpé à 20,4%, ont indiqué vendredi l'Institut national de statistique (INE) et la Banque centrale.

Sur les 12 derniers mois, l'inflation a toutefois diminué, pour passer de 26% à 22,2%. AFP 08.02

Chavez en tirera-t-il la conclusion qu'il doit s'attaquer au *"secteur privé"* ? Vous y croyez, vous ? S'il ne l'a pas fait au cours des dix dernières années, ce n'est pas demain qu'il va s'y mettre, c'est cela le *"socialisme du XXIe siècle"* !

Haut de page ↗

Le 10 février

CAUSERIE

Hier soir j'ai bossé jusqu'à 3h30 du matin pendant que je téléchargeais des vidéos sur l'économie et la politique. On verra cela demain. J'ai préparé un article en introduction que je dois encore peaufiner. Je corrigerai et je formaterai les causeries au format pdf ce soir.

HOMMAGE A CHOKRI BELAÏD (suite)

Le NPA, LO, le PCF et le PG ont participé à des rassemblements entre les 6 et le 9 février après l'assassinat de Chokri Belaïd. Le NPA a appelé à un rassemblement contre la guerre française au Mali devant le siège d'AREVA le 9.

Un seul absent (à ma connaissance) : le POI. Chokri Belaïd et son parti ne devait pas être assez bien pour ses dirigeants.

Ayez à l'esprit en lisant les lignes suivantes que les travailleurs tunisiens se sont massivement mobilisés avant-hier pas seulement pour rendre hommage à l'un des leurs, Chokri Belaïd, mais aussi en soutien à leur révolution inachevée.

Les partis cités plus haut se sont contentés du minimum syndical, moins encore, ils n'ont pas été à la hauteur de la situation en ne mobilisant même pas leurs militants à l'occasion des manifestations auxquelles ils avaient appelé et qui ont eu lieu hier, honte à eux ! Ils confirment ainsi tout le mal que l'on pense d'eux et du mouvement ouvrier dégénéré et dont seuls ils portent la responsabilité. Voici un article de l'AFP qui était mes propos, si nécessaire.

- Près d'un millier de personnes ont manifesté samedi dans les rues de Paris, Marseille, Lyon et Toulouse pour rendre hommage à l'opposant tunisien assassiné mercredi devant son domicile à Tunis, Chokri Belaïd, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les 400 manifestant parisiens ont défilé au rythme de slogans tels que "*Liberté, démocratie, à bas la terreur, à bas la barbarie*", ou encore "*Ghannouchi assassin*", à l'intention du chef d'Ennahda, le parti islamiste au pouvoir à Tunis, Rached Ghannouchi. Une grande banderole blanche, sur laquelle on pouvait lire en français et en arabe "*nous sommes tous Chokri Belaïd, non aux assassinats politiques*", ouvrait le cortège qui s'est rendu de Barbès à la place de Clichy (18e).

A Marseille, Toulouse et Lyon, des cortèges de 150 à 200 personnes ont défilé, brandissant drapeaux tunisiens, photos et pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*vive la Tunisie laïque*" ou encore "*en deuil pour ma Tunisie*".

Scandant "*Non à l'intégrisme*" et "*Tunisiens debout, jamais à genoux*", les quelque 200 manifestants marseillais se sont regroupés derrière deux banderoles clamant "*tous unis pour une Tunisie libre démocratique*" et "*le peuple tunisien n'abdiquera pas*".

A Lyon, les manifestants étaient regroupés autour d'un grand panneau proclamant, à côté de sa photo, "*vous avez assassiné Chokri, nous sommes tous des Chokri*".

"*Nous sommes un peuple de Musulmans tolérants qui n'a rien à voir avec les traditions djihadistes*", a déclaré dans une prise de parole Ridha Smaoui du Front Populaire tunisien (Rhône-Alpes), applaudi par les manifestants.

"*C'est un acte de gens aux abois qui n'ont rien à proposer pour sortir le pays de la crise, mais nous ferons tout pour démasquer les assassins et nous jurons de rester mobilisés*", a-t-il ajouté, aussitôt repris en arabe par des manifestants scandant "*Chokri soit tranquille on continuera la lutte*".

A Toulouse, environ 150 personnes se sont rassemblées place du Capitole, en plein cœur de la ville rose, avant de se rendre devant le consulat de Tunisie.

De nombreuses photos de l'opposant assassiné étaient visibles dans le cortège. "*Il n'est pas mort sous la dictature de Ben Ali, il est mort assassiné sous la démocratie de la troïka*", pouvait-on lire sur une affichette portée par une manifestante. AFP 09.02 Quelques centaines de manifestants en comprenant les travailleurs tunisiens qui y ont participé, alors que le PCF, le NPA, LO, et le PG comptent à eux tous plus de 100.000 adhérents, les faits parlent d'eux-mêmes, ces partis sont vraiment en dessous de tout. On défend le régime en place à Paris et à Tunis comme on peut.

Savez-vous pourquoi ils n'ont pas mobilisé leurs troupes ? Parce qu'ils sont décomposés, c'est une explication mais elle est insuffisante, il y a une raison politique à cela. Plus loin je reproduis un extrait de la charte du Parti populaire de Chokri Belaïd. En

le lisant vous comprendrez immédiatement, car son contenu et l'engagement sur le terrain de ce parti de combattre sur son programme au lieu de se contenter de paroles en l'air, est en contradiction avec la politique mise en oeuvre par ces partis. Avant d'y venir une précision, un courriel reçu et deux articles de presse.

Avant-hier plus d'un million de Tunisiens ont rendu hommage à Chokri Belaïd, selon le ministère de l'Intérieur tunisien qui a avancé le chiffre d'1,4 million de manifestants. Hier le parti islamiste Ennahda n'a pu mobiliser que quelques milliers de Tunisiens, cela donne une idée assez précise du rapport de forces qui existe en Tunisie entre ceux qui ont participé à la révolution pour obtenir une société meilleure et plus juste, et les forces de la réaction qui ont réalisé un hold-up sur le pouvoir au lendemain de la chute de Ben Ali, parti islamiste ultra minoritaire dans le pays, quasiment inexistant il y a deux ans, financé et porté au pouvoir par les impérialistes français et américains ainsi que le Qatar, les véritables assassins de Chokri Belaïd.

- Le parti islamiste Ennahda au pouvoir en Tunisie était en proie à une crise ouverte avec la menace samedi du Premier ministre Hamadi Jebali de démissionner à défaut de pouvoir former un gouvernement apolitique après l'assassinat de l'opposant de gauche Chokri Belaïd.

Cette annonce est survenue au moment où plus de 3.000 personnes manifestaient à Tunis à l'appel d'Ennahda pour désavouer M. Jebali, numéro deux du parti, qui avait exprimé dès mercredi, jour du meurtre, son souhait d'un tel cabinet refusé par la direction du parti.

"Je présenterai l'équipe au plus tard au milieu de la semaine prochaine. Si elle est acceptée je continuerai à assumer mes fonctions, à défaut, je demanderai au président de chercher un autre candidat pour former un nouveau cabinet", a dit M. Jebali à des médias tunisiens.

Il a ensuite souligné à l'antenne de la chaîne France 24 que "tous les ministres seront des indépendants, y compris à l'Intérieur, la Justice et aux Affaires étrangères", alors qu'Ennahda refuse de renoncer à ces ministères clés.

Le Premier ministre a souligné que son initiative visait à empêcher que le pays "bascule dans le chaos et l'irrationnel", avant de lancer à ses détracteurs: "Quelle alternative? La loi de la jungle?".

C'est la première fois que M. Jebali évoque sa démission. Les divisions au sein du parti opposent les modérés dont il fait partie et une frange radicale rangée derrière le chef Rached Ghannouchi.

Faute de compromis sur la nature du futur régime, l'élaboration de la nouvelle Constitution par l'ANC est paralysée.

Ces remous s'ajoutent à la multiplication des conflits sociaux en raison du chômage et de la misère, deux facteurs clés de la révolution de 2011 qui a renversé Zine Al Abidine Ben Ali. Sans oublier l'essor des groupuscules jihadistes responsables d'attaques sanglantes, dont celle contre l'ambassade américaine en septembre.

Signe que les autorités redoutent de nouveaux débordements, l'armée a été déployée samedi, la Tunisie vivant sous le régime de l'état d'urgence depuis 2011.

Le parti islamiste a nié toute responsabilité dans l'assassinat de l'opposant, alors que des milices pro-pouvoir, la Ligue de protection de la révolution, sont accusées d'attaquer opposants et militants syndicaux. AFP 09.02

Je n'ai pas voulu reproduire un passage de cet article de l'AFP pour qu'il ne soit pas noyé dans cette masse d'informations, à savoir que selon l'AFP avant-hier seulement "plusieurs dizaines de milliers de personnes" se seraient mobiliser à la fois pour rendre hommage à Chokri Belaïd et exprimer leur soutien à la révolution qui n'est pas achevée, ce qui manifestement ne correspond pas à la réalité, ce qui se comprend puisque l'AFP est la voix de la pensée unique, du régime en place à Paris notamment.

Le second article relatant la situation hier soir à Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011

- Des manifestants ont incendié dans la nuit de vendredi à samedi les locaux de mouvements islamistes près de Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011, alors que la Tunisie est plongée dans la tourmente après le meurtre d'un opposant.

Les manifestants ont mis le feu au siège du parti au pouvoir Ennahda et à celui d'une ONG islamiste dans la ville de Souk Jedid, à 17 km de Sidi Bouzid. Ils ont aussi incendié trois bureaux du siège de l'administration du district, ont indiqué des témoins à l'AFP. Des heurts ont aussi opposé dans la nuit à Sidi Bouzid même la police et un groupe de jeunes qui ont tenté de s'introduire dans un dépôt de la douane, a constaté un journaliste de l'AFP. Par ailleurs, par mesure de précaution, Ennahda a évacué les locaux du parti à Sidi Bouzid. LePoint.fr 09.02

Précision.

Personnellement j'ai laissé filer l'info annonçant son assassinat dont j'avais pris connaissance le 6 très tard dans la soirée puis le lendemain matin à 9h, pourquoi je n'en sais rien, en réalité j'avais téléchargé ces articles sans les lire me destinant à les traiter plus tard, c'est en vérifiant ce matin dans le dossier où sont stockés dans le disque dur les articles de février que j'ai découvert cette erreur totalement involontaire de ma part.

Il faut dire que depuis que mon épouse est là, je vis un cauchemar au quotidien, c'est devenu invivable chez moi, si j'avais été plus jeune et dans une autre situation je l'aurais quitté immédiatement et ma décision aurait été irrévocable. Je ne cherche pas une excuse à cette erreur, j'explique dans quelle condition elle s'est produite. Je pourrais ajouter que le carter gauche de l'unité centrale de mon ordinateur est en permanence ouvert car j'ai régulièrement des problèmes, sans parler de ma connexion Internet qui recommence à se bloquer tous les matins et tous les soirs, c'est systématique avec Mozilla, un peu moins avec Explorer, quand le trafic est le plus dense et évidemment quand je télécharge les articles de presse, ce qui fait qu'au lieu d'y passer 1h15 à 1h30 j'y passe plus de 2h et le boulot de la journée ne fait que commencer, je suis déjà épuisé, je tiens le coup au café et à la clope.

Et puis à force de vouloir en faire toujours plus, il arrive un moment où on fait des conneries. J'en fais toujours plus parce que j'ai conscience que certaines infos que je mets en ligne ne seront traitées par aucun média ou parti, par exemple, avez-vous entendu parler du survol de grandes villes en Israël par une dizaine d'avions de l'armée de l'air syrienne, évidemment que non, ni l'AFP, ni Reuters ne l'ont relayée, donc la totalité des médias l'ont ignorée et les partis aussi.

Bon, je me suis rattrapé le 8, c'est l'essentiel.

Un message reçu du parti de Chokri Belaïd, le Front Populaire

"Merci cher camarade pour votre sollicitude.

Vive la lutte du peuple tunisien.

Amitiés"

Ghannouchi a pris la poudre d'escampette.

Une autre info que vous ne lirez nulle part ailleurs, j'ai été la chercher en Iran. Quelle horreur s'écriront nos misérables procureurs pourris par leur dogmatisme et qui se font volontiers les complices de nos bourreaux.

- Rached Ghannouchi a pris un vol de Tunisair, à 14h35, de l'aéroport Tunis-Carthage, en direction de Londres. Il a atterri à l'aéroport de Londres Heathrow, à 16h50. Sa propriété londonienne a été placée sous haute protection policière par la police britannique. french.irib.ir 07.02

Extraits. Projet de la charte politique du Front Populaire - 26 septembre 2012

1. La question nationale et démocratique :

L'édification d'un régime républicain, civil et démocratique, qui soit au service du peuple et qui

réalise une indépendance effective du pays ;

se fonde sur le principe de la souveraineté du peuple, laquelle apparaît dans l'élection de toutes les institutions du pouvoir au niveau national, régional et local, avec la possibilité de les contrôler, de leur demander des comptes et, éventuellement, de les destituer ;

repose sur la séparation des pouvoirs et la nécessité de leur équilibre ;

assure l'indépendance de l'autorité judiciaire selon les critères internationalement reconnus ;

garantit la neutralité de l'État à l'égard des partis et des forces politiques ainsi que sa gestion démocratique ;

garantit les libertés publiques et individuelles et notamment la liberté de pensée, de création et d'expression, ainsi que celle de la presse, de l'information et de la diffusion ; de même que la liberté de s'organiser, de circuler, de protester, de manifester et de

faire grève ; il garantit aussi bien les conditions matérielles de leur exercice ;

réalise l'égalité totale et effective entre l'homme et la femme et reconnaît l'égalité des chances entre eux dans tous les domaines et les lieux et protège les acquis de la femme ; il consolide et promeut le Code du statut personnel et combat toutes les formes de discrimination et de violence physique et morale à son encontre ;

établit une séparation entre le religieux et le politique et garantit la liberté de conscience et la liberté de culte et de sa pratique, et combat toute forme d'instrumentalisation politique de la religion, des lieux de culte, des institutions religieuses, éducatives et culturelles, ainsi que les institutions du travail social, et leur exploitation à des fins sectaires ou partisanses ;

mène une politique étrangère indépendante et nationale, reposant sur le soutien à la résistance nationale en Palestine, en Irak et au Liban, ainsi que le soutien à tous les mouvements de libération nationale et d'émancipation sociale dans la patrie arabe et le monde, de même que le soutien aux révolutions arabes et la lutte contre toute intervention étrangère qui les menace, la criminalisation de toutes les formes de normalisation des relations avec l'entité sioniste et les mouvements racistes ; il œuvre à la réalisation de l'unité arabe sur la base des principes de liberté, d'égalité, de dignité, de démocratie et de justice sociale.

2. La question économique et sociale :

L'édification d'une économie nationale, indépendante, équilibrée et cohérente, qui assure la souveraineté du peuple sur les richesses du pays, garantisse une croissance effective pour toutes les régions et repose sur une distribution juste des richesses de façon à satisfaire les besoins fondamentaux du peuple dans les domaines matériel et moral ; ce qui suppose les procédures suivantes :

la révision des accords préjudiciables aux intérêts du pays et à son indépendance,

la nationalisation des secteurs stratégiques et la garantie de leur gestion démocratique et efficace,

la nationalisation des entreprises confisquées et l'interdiction de leur cession au capital étranger,

la promotion d'une industrie nationale qui soit en rapport avec les besoins du pays, ses compétences et ses capacités,

l'annulation de la dette sur la base d'une étude minutieuse des prêts engagés par la dictature déchue,

l'instauration d'un système fiscal juste et transparent,

une réforme agraire au profit des paysans pauvres et des petits paysans,

la garantie des droits fondamentaux à un travail digne, à un logement décent, à l'éducation publique gratuite et de qualité, ainsi qu'aux soins gratuits,

la garantie de la liberté syndicale et du droit de grève,

la garantie du droit de tout citoyen et des générations futures à un milieu équilibré et sain et à un environnement favorable à la santé et exempt de déchets, ainsi que la lutte contre la pollution et la concentration des efforts sur les énergies renouvelables qui ne soient pas nocives aux êtres vivants.

3. La question culturelle et éducative :

la garantie de la liberté de création sous toutes ses formes artistique, culturelle, intellectuelle et scientifique et l'assurance des cadres et des formes qui lui sont adéquats

l'instauration d'une culture nationale ouverte sur les autres cultures, qui soit également avantageuse à tous les citoyens sans discrimination de groupes ou de régions

la garantie des libertés académiques et la promotion des institutions de recherche scientifique avec l'assurance de leur indépendance

l'instauration d'un système d'enseignement démocratique, populaire et unifié

la garantie de la suprématie de la langue arabe, sa protection et sa promotion, ainsi que la garantie de son usage dans l'enseignement, sur les plans officiel et administratif, tout en s'ouvrant sur les autres langues

œuvrer à l'enracinement de notre peuple dans son identité nationale qui s'est formée à travers un processus historique long et varié, qui s'est enrichie et développée continuellement dans une interaction fructueuse de ses éléments civilisationnels arabo-islamiques éclairés et des acquis du progrès de l'humanité ; le combat contre toute tentative de remise en cause de son appartenance nationale, patriotique et civilisationnelle, ainsi que contre les formes de domination culturelle et tous les genres de fanatisme et d'intolérance

œuvrer à la diffusion des valeurs de la raison, des Lumières et du progrès, ainsi que des valeurs de la citoyenneté et des droits de l'homme

œuvrer à dépasser l'individualisme et promouvoir des valeurs et des rapports sociaux de solidarité au sein du peuple.

Les signataires de ce document considèrent que le principal objectif du Front est d'achever le processus révolutionnaire et d'instaurer le pouvoir du peuple à travers toutes les formes de lutte possibles, y compris les élections. Ils affirment leur disposition à réagir positivement à toutes les initiatives nationales et populaires qui s'accordent avec les orientations et les tâches du Front. Fin.

Il faut ajouter que le Front populaire s'est engagé à rompre avec le FMI et l'UE, ce qui ne figure pas au programme du Front de gauche en France.

ACTUALITÉ DU JOUR

Une journée d'action bidon en guise de mobilisation

Ce que j'avais annoncé il y a quelques jours se trouve confirmé ici.

- La CGT et FO appellent ensemble, ce qui est une première, à une journée de mobilisation le 5 mars, veille de la présentation en Conseil des ministres du projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, auquel ils entendent faire barrage, ont annoncé les deux syndicats vendredi un communiqué commun.

Signé le 11 janvier par trois centrales (CFDT, CFTC, CFE-CGC) et par le patronat, l'accord sur la sécurisation de l'emploi, qui est actuellement retranscrit par le ministère du Travail dans un projet de loi, "*organise une plus grande flexibilité pour les salariés, un recul de leurs droits individuels et collectifs au bénéfice des employeurs*", estiment les deux confédérations.

Elles "*appellent leurs organisations territoriales et professionnelles à créer les conditions de la mobilisation la plus large possible au travers de rassemblements, de manifestations et arrêts de travail dans les régions, départements et localités le 5 mars prochain*". AFP 08.02

Il fait le Lepaon pour camoufler la collusion qui existe entre les dirigeants de la CGT, le gouvernement et le patronat.

Pour lui l'accord patronal infâme du 11 janvier serait seulement "*très mauvais*".

Dans ces conditions, il est normal qu'il s'en remette aux députés qui ont voté le TSCG, la "*règle d'or*", adopter le budget 2013 d'austérité, soutenus la guerre contre le peuple malien, etc. commettant une contrevérité en affirmant qu'ils ont été "*élus sur la base d'un programme électoral que l'accord ne respecte pas*", désolé, dans le programme de Hollande figurait l'engagement de prendre des mesures pour renforcer "*la compétitivité des entreprises*" afin de relancer la "*croissance*", autrement dit en faveur du patronat contre les travailleurs, ce qui figure effectivement dans l'accord du 11 janvier, contrairement à ce que dit Lepaon, Hollande a respecté à la lettre ses engagements.

Que Lepaon s'emploie à le camoufler parce qu'il soutient le gouvernement et le patronat, nous comprenons, nous ne sommes pas dupe.

- Le futur secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon lance une charge contre la politique menée par le gouvernement, estimant que le président François Hollande "*s'inscrit dans la suite de Sarkozy*", dans une interview au Journal du dimanche.

A la question de savoir si le chef de l'Etat mène une politique libérale, il répond: "*Peu importe le vocabulaire. Hollande s'inscrit dans la suite de Sarkozy, il considère, lui aussi, que le travail est un coût qu'il faut baisser*".

"Le gouvernement a ainsi trouvé 20 milliards d'euros pour les entreprises après un coup de fil de (la patronne du Medef) Laurence Parisot et il a refusé d'augmenter le Smic. C'est l'inverse des engagements de campagne sur la justice sociale", dit-il en référence au crédit impôt compétitivité.

Dans cette interview, le successeur désigné de Bernard Thibault dénonce à nouveau l'accord sur la sécurisation de l'emploi qu'il qualifie de "très mauvais".

"Le gouvernement s'était engagé à ce que le CDI redevienne la norme, à favoriser l'accès des jeunes à l'emploi, à sécuriser le travail. Mais avec cet accord, les employeurs ont sécurisé les licenciements, les salariés n'ont aucune garantie sauf celle de voir leur salaire baisser et de renoncer aux recours juridiques", dénonce-t-il.

Il appelle les députés de la majorité, "élus sur la base d'un programme électoral que l'accord ne respecte pas" à ne pas le transcrire dans la loi et réclame "une autre négociation (...) contre la précarité et pour une vraie politique industrielle".

Dans cet entretien, M. Lepaon tacle également son futur alter ego à la CFDT, Laurent Berger pour avoir jugé la CGT coresponsable de la fermeture du site de Goodyear à Amiens Nord, estimant ses propos "indignes".

"Quand on est syndicaliste, on ne met pas au même niveau les victimes et les assassins, les salariés qui se battent et les multinationales qui font des profits. C'est une erreur de jeunesse. Pour dire cela, il ne faut pas avoir vécu un seul plan de restructuration dans sa vie", lance M. Lepaon.

Le syndicaliste réaffirme également la nécessité de légiférer contre les licenciements dits boursiers "pour que l'État ne laisse pas les groupes industriels faire seuls l'aménagement et surtout le déménagement de notre territoire".

Là encore, il lance une pique contre le gouvernement estimant que "l'État ne fait qu'accompagner les restructurations" et n'a "pas de politique industrielle". (La CGT fait exactement la même chose, comme tous les syndicats d'ailleurs. - ndlr)

"Comme le précédent gouvernement, quand on leur demande où sont les priorités, aucun ministre ne sait répondre", dit-il. (Cela saute aux yeux : les intérêts des capitalistes. - ndlr)

Quant aux craintes d'une radicalisation des conflits sociaux, il estime qu'"en publiant une circulaire d'alerte, (le ministre de l'Intérieur Manuel) Valls souffle sur les braises" et "entretient un processus de provocation pour assimiler les salariés aux casseurs". Les services de renseignement de la police ont reçu récemment une instruction de suivre "au plus près" les entreprises en difficulté afin d'éviter une "radicalisation" des mouvements sociaux.

"Notre volonté, ce n'est pas de casser, c'est d'améliorer le sort des salariés", assure M. Lepaon, notant qu'"un conflit social est par nature d'une grande gravité. Il y a la détresse, la désespérance des salariés. Tout est réuni pour qu'il y ait des débordements". AFP 09.02

Traduisez "ce n'est pas de casser", ce n'est pas exproprier les capitalistes. Il manie l'opportunisme et le gauchisme le plus vulgaire fournissant un prétexte à Valls pour matraquer les ouvriers. Les staliniens n'ont jamais agi autrement dans le passé.

[Le PCF en renfort de l'UE. Suivez le guide.](#)

A entendre Pierre Laurent jusqu'à peu l'Union européenne n'avait rien de vraiment insupportable, ce serait seulement maintenant que "leur Europe devient celle de l'égoïsme et non pas de la construction, mais de la déconstruction européenne", car selon lui il faudrait revendiquer le bon boulot qu'elle a fait jusqu'à présent, ses dizaines de millions de victimes apprécieront sans doute.

Donc il considère que l'UE telle qu'elle existe est un acquis et qu'il faut surtout pas engager "sa déconstruction européenne", encore moins rompre avec elle ou la liquider, quelle horreur, c'est qu'il y tient le bougre !

Il y tient tellement qu'il émet le regret que face à la crise, "au lieu de changer de cap, les forces du consensus libéral" ont persisté dans la même voie, pourquoi parce qu'il fallait en attendre autre chose. On a là le discours du stalinien que j'ai évoqué quelques jours plus tôt si vous vous souvenez, lorsque D. Gluckstein (POI) et un militant du PCF s'adressait au gouvernement, en réalité se reconnaissait dans ce gouvernement étranger aux intérêts des travailleurs, de la même manière que l'UE est étrangère, opposée à leurs intérêts. C'est une constante au PCF depuis plus d'un demi-siècle affirmions-nous nous en avons encore ici la preuve, se tourner vers la réaction pour réaliser les revendications des travailleurs en France, au niveau de l'UE pour l'Europe, de l'ONU (et OTAN) à l'échelle mondiale, ainsi la boucle est bouclée, la chape de plomb, au lieu de les mobiliser, de rester strictement sur le terrain de leurs besoins ou aspirations.

Pour conclure, il va de soi que mettre en avant "un véritable projet de refondation européenne qui mette le cap sur l'humain, sur

la solidarité", dans le cadre de l'UE telle qu'elle existe puisqu'il ne faut surtout pas procéder à sa "déconstruction", encore moins s'attaquer aux fondements du capitalisme, revient à soutenir l'UE.

Des parlementaires européens se sont prononcés pour le rejet du budget européen adopté à Bruxelles au nom de "la compétitivité économique européenne, donc en réalité l'application à la lettre de tous les traités européens signés précédemment dont les Etats ont dû s'écarter crise oblige pour sauver l'essentiel, donc au nom des intérêts des banquiers et des multinationales, et bien Pierre Laurent tient le même discours quand il évoque la "solidarité" qui ne s'appliquerait finalement dans l'UE qu'entre banquiers, patrons ou actionnaires contre le prolétariat européen. Je vous laisse en juger.

- Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a dressé samedi un réquisitoire contre "*l'Europe de l'égoïsme*", "*au service des milieux financiers et patronaux*", et a appelé "*les forces de progrès*" à s'unir pour une Europe plus "*solidaire*", lors d'un discours au congrès de son parti.

"La construction européenne, dans son mode ultralibéral, est aujourd'hui une machine extrêmement sophistiquée au service des milieux financiers et patronaux, et largement dominée par les intérêts des classes dirigeantes des pays les plus puissants, au premier rang desquels l'Allemagne", a lancé, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), le patron du PCF.

Face à la crise, "*au lieu de changer de cap, les forces du +consensus libéral+ organisent la fuite en avant vers un fédéralisme centralisateur et autoritaire, seul capable à leurs yeux d'imposer l'austérité à des peuples qui la rejettent de plus en plus explicitement"*, a ajouté Pierre Laurent, qui dirige aussi la Gauche européenne, une alliance de partis communistes à travers le continent.

Evoquant le budget de l'UE adopté vendredi, "*qui, pour la première fois, attaque les maigres dispositifs de solidarité existants*", il a affirmé que "*leur Europe devient celle de l'égoïsme et non pas de la construction, mais de la déconstruction européenne*".

Les dirigeants européens se sont mis d'accord vendredi sur un budget d'austérité pour les sept prochaines années, en baisse pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne.

"*Cela fait resurgir les replis nationalistes ou régionalistes, et prospérer de dangereux populismes racistes et xénophobes*", a ajouté le numéro un du PCF.

"*C'est pourquoi nous opposons à ce risque l'ambition d'un véritable projet de refondation européenne qui mette le cap sur l'humain, sur la solidarité*", a lancé Pierre Laurent, en appelant à ce que "*toutes les forces de progrès (...) joignent leurs efforts, de manière concrète, permanente et systématique*". AFP 09.02

Congrès du PCF en famille. Une mise en scène bien réglée.

Hier, ils étaient trois (de la direction du PS - ndlr) à se rendre à Saint-Denis au 36e congrès des communistes: le numéro 2 du parti et député de Seine-Maritime, Guillaume Bachelay; le député de Haute-Garonne et responsable des élections au PS, Christophe Borgel; et Luc Carvounas, sénateur du Val-de-Marne et chargé chez les socialistes des relations avec les autres formations politiques. «*Un haut niveau de représentation*» a insisté Pierre Laurent à plusieurs reprises.

Certes, à leur arrivée vendredi soir peu avant 19 heures, ils sont allés tout droit vers une salle proche de l'entrée. Pas question de traverser les allées remplies de communistes ou de faire un tour dans la plénière où se déroulent les débats... Des huées, ça aurait forcément fait mauvais genre quand on veut montrer une image de rassemblement. Là, pas de risque. Après 20 minutes d'entretien avec une délégation composée de Pierre Laurent, Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, et Francis Parny, chargé des relations avec les autres partis, les voilà devant une nuée de micros et caméras.

En pensant très forts aux futures alliances locales pour les municipales, Bachelay insiste à fond sur «*la culture commune*» que socialistes et communistes «*ont dans les collectivités*». «*La gauche est diverse mais elle ne doit pas être divisée*», poursuit le député de Seine-Maritime. Laurent acquiesce: «*Nous avons une culture commune de gestion des collectivités locales. Il serait dommageable de brader cet acquis*». Bachelay en remet une couche: «*Il faut s'inspirer de ce qui marche au plan local pour l'appliquer au plan national*».

(Le PCF s'y emploie à sa manière en se refusant de mobiliser les travailleurs contre le gouvernement et les institutions, et la CGT se partage les rôles avec les autres syndicats pour que le patronat que soutient le PS puisse appliquer sa politique, n'en demandez pas trop. La suite est du baratin pour tromper les ignorants de son propre parti. - ndlr)

Mais pas question pour le PCF de se ranger à la politique gouvernementale que soutient le PS. La veille, à la tribune, Laurent avait été clair: «*Nous ne parions en rien sur l'échec. Ce sont les choix gouvernementaux actuels qui nous font craindre cet échec et qui nous conduisent en permanence à mettre en avant des choix alternatifs crédibles.*»

(Il souhaiterait bonne chance au gouvernement qu'il ne s'y serait pas pris autrement ! - ndlr)

Le petit groupe ressort vite du hall. Quelques pas sous la pluie pour se rendre dans une autre salle pour la réception organisée par le chef du PCF. Où sont les socialistes? Bien en face de Laurent. Bien visibles. Derrière eux prend place Pascal Durand, le numéro d'Europe Ecologie – Les Verts. «*J'essaie d'être cohérent!*» plaisante-t-il lorsque Laurent le cherche du regard depuis l'estrade.

A leur gauche, Jean-Luc Mélenchon, ex-candidat Front de gauche à la présidentielle mais aussi plus de 30 ans au PS avant de le quitter en 2008, n'a pas un regard pour ses anciens camarades.

«*On va voir Jean-Luc?*» lance d'un coup Bachelay. Avec Borgel, suivis des journalistes, les voilà près d'une table fournies en macarons auprès de leur ancien camarade. «*Je les connais d'avant et de pendant et dans les luttes je les ai vus tous les deux*», souligne Mélenchon. «*Celui-là je l'ai vu à Sanofi*», dit-il à l'adresse de Borgel, «*celui-là à Petroplus*», pour Bachelay. «*On est ensemble dans les luttes, poursuit le député européen. (Avec Mittal, Peugeot, la direction de Renault, etc. En tant que délégué syndical je les dégagerai. - Ndlr) Vous voyez, je fais aussi des compliments!*» Réponse cinglante de Borgel: «*C'est bien de le reconnaître*». Mélenchon reprend: «*On a un désaccord sur la façon de faire. Pour l'instant les électeurs leur ont donné raison.*» Bachelay du tac au tac: «*C'est bien qu'on le note tous*». Puis, cherchant un satisfecit de ses anciens camarades, Mélenchon leur lance, en souriant: «*Mais je n'ai pas démerité (...) je me suis pas mal débrouillé*», en référence à ses 11,1% au premier tour de la présidentielle. Borgel, acide: «*Oui, et à la fin on a gagné*». liberation.fr 09.02

(Un aveu de plus. Vous avez bien lu, ils sont d'accord, ils ont juste "un désaccord sur la façon de faire", en réalité pour tromper les travailleurs et les militants, faire passer les intérêts du patronat avant ceux des travailleurs.

Mélenchon dans le rôle de sireur de pompes de cette vermine, ce type-là n'a vraiment aucune dignité, ils sont bien issus du même parti et partage bien la même idéologie, la même morale répugnante. Et en plus il en est fier, il n'a "pas démerité", il ne s'est "pas mal débrouillé"... pour porter Hollande au pouvoir. On lui en laissera le mérite. - Ndlr)

[Après l'adoption du budget de l'UE, les grandes manoeuvres ont commencé. Le numéro d'illusionnisme du Parlement européen.](#)

- Budget européen: la bataille ne fait que commencer - L'Expansion.com avec AFP 09.02

Le Parlement européen refuse le budget en l'état nous dit-on.

Qu'en est-il en réalité ? Pourquoi le refuse-t-il ? Qu'est-ce qu'il refuse ? Dans quel sens au juste ? Les réponses.

A en croire les premiers articles de presse publiés à la suite de cet "accord" entre les chefs d'Etat des 27 pays de l'UE, il y aurait une fronde de plusieurs groupes parlementaires au Parlement européen qui doit se prononcer sur ce budget européen pluriannuel 2014-2020. Depuis on en sait un peu plus, voyons de quoi il retourne vraiment.

- Mais les chefs des quatre principaux groupes politiques du Parlement européen ont annoncé qu'ils refuseraient d'accepter "en l'état" le budget pluriannuel européen qui, selon eux, "ne renforcera pas la compétitivité de l'économie européenne".

(D'entrée de jeu on comprend en quoi consiste leur "refus", précisons pour fixer le cadre que ces "opposant" ont tous voté tous les traités européens depuis Maastricht, traités qui avaient justement pour objet renforcer "la compétitivité de l'économie européenne" en s'attaquant à tous les acquis ou droits sociaux des travailleurs en Europe, ils estiment donc que si la compétitivité de l'économie européenne, en réalité celle des entreprises et des banques n'a pas atteint cet objectif, c'est parce que les gouvernements n'ont pas appliqué à la lettre cette politique réactionnaire et qu'il leur reste encore du boulot à faire, les incitant à s'y mettre sans plus tarder. Evidemment, vous ne trouverez pas telle quelle cette explication, c'est ce qui ressort de leur discours - Ndlr)

- "Cet accord ne renforcera pas la compétitivité de l'économie européenne. Au contraire, il ne fera que l'affaiblir. Ce n'est pas dans l'intérêt des citoyens européens", ont estimé dans un communiqué commun Joseph Daul (PPE, conservateurs), Hannes Swoboda (socialistes), Guy Verhofstadt (Libéraux), Rebecca Harms et Daniel Cohn-Bendit (Verts). "Le Parlement européen ne peut accepter en l'état l'accord trouvé aujourd'hui au Conseil européen.

(Bien entendu, il faut présenter l'affaire au nom des "intérêts des citoyens européens" que l'UE n'a eu de cesse de broyer depuis qu'elle existe. - Ndlr)

- "Nous regrettons que M. Van Rompuy, le président du Conseil européen, n'ait pas parlé, ni négocié avec nous au cours des derniers mois", ont indiqué les parlementaires. Les chefs d'Etat et de gouvernement européens se sont mis d'accord vendredi, à l'issue d'un sommet marathon, sur un budget d'austérité pour les sept prochaines années, en baisse pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne. "C'est maintenant que les véritables négociations vont commencer, avec le

Parlement européen", ont prévenu les parlementaires. "Nous maintiendrons les priorités que nous avons clairement indiquées à plusieurs reprises", ont-ils insisté.

(En réalité, ils regrettent de ne pas avoir mis la main à la pâte en collaborateurs zélés de l'oligarchie financière qu'ils sont. Cela se comprend, à 27 ils ont eu toutes les peines du monde à parvenir à un accord boîteux, alors imaginez un peu ce qu'il en aurait été avec quelque 700 députés représentant chacun les intérêts corporatistes des couches qu'ils représentent. Tout cela n'est qu'un numéro d'illusionnisme pour masquer les contradictions auxquelles ils doivent faire face, entre leur subordination total au capital et les intérêts de leurs électeurs qui n'y trouveront pas leur compte, il leur faut mettre en scène cette mascarade pour qu'une fois broyés leurs intérêts ils n'apparaissent pas comme leurs réels fossoyeurs, ils auront fait de leur mieux dans une situation difficile qui ne relève pas de leur compétence et le tour est joué. - Ndlr)

- Selon les chefs des quatre principaux groupes du Parlement européen, le budget adopté par les dirigeants des 27 va mener "à un déficit structure". Ils ont souhaité une révision de ce budget d'ici deux ou trois ans en expliquant qu'ils ne pouvaient accepter "un budget d'austérité pour sept ans" et appelé à la mise en place de véritables nouvelles ressources propres pour le budget européen qui viendraient progressivement remplacer le système actuel fondé sur les contributions nationales. Le Parlement européen se prononcera sur le budget lors de sa session plénière en juillet. Sans l'accord du Parlement, le budget ne pourra pas entrer en vigueur.

(Pas de souci à se faire de côté-là, il l'adoptera et se partageront les rôles de la même manière que les partis et les syndicats le font dans leur pays respectif, ils ont acquis une solide expérience en la matière, on peut leur faire confiance sur ce point. Quant aux nouvelles ressources qu'ils réclament, ce pourrait être un impôt européen qui ne se substituerait pas forcément à la contribution des Etats, cela c'est ce qu'ils prétendent, mais qui s'y ajouterait, un impôt supplémentaire que les travailleurs paieraient en échange de l'engagement de l'UE à soutenir toutes les guerres préméditées ou engagées par l'impérialisme américain par exemple. Après la bonne volonté qu'a manifesté Hollande en portant la guerre au Mali, ils n'ont pas trop exigé de la France lors de ces négociations de marchands de tapis, car en réalité cette guerre ne va pas servir exclusivement les intérêts des multinationales françaises... Il faut penser la politique et les mesures qu'ils sont amenées à prendre à l'échelle mondiale sinon on peut commettre des erreurs d'appréciation ou ne rien comprendre.

Et puis, quand on voit que dans ces "opposants" au budget européen figure le très réactionnaire Daniel Cohn-Bendit, suppôt déclaré et zélé d'une Europe fédérale, qui exige que les Etats abandonnent leur souveraineté, on aura compris qu'en rejetant "un budget d'austérité pour sept ans", en réalité ils en réclament un encore plus sévère pour les décennies à venir. Maintenant il est certain qu'ils peuvent avoir conscience que cela ne fera qu'alimenter la crise du capitalisme et celle de l'UE, mais ont-ils vraiment le choix, existe-il pour eux une autre alternative, chacun de nous sait bien que non. Ou alors il faudrait qu'ils rompent avec l'impérialisme américain et son oligarchie financière qui mène cette danse infernale, vous avouerez que c'est une question grotesque, que c'est totalement impossible. - Ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

[C'est toujours mieux que le syndicalisme ou la politique...](#)

- *"J'ai choisi la spiritualité pour m'aider dans mon travail"* - L'Express.fr

Vous me direz qu'avec le niveau de décomposition atteint par les syndicats et les partis ouvriers, il y a de quoi s'en détourner, à croire que c'est voulu, non ?

[Offensive contre les fonctionnaires.](#)

- Rémunérations et avantages chez EDF: la Cour des comptes s'interroge - AFP

- Idée reçue : la fonction publique aurait la sécurité de l'emploi mais serait mal payée - Atlantico.fr

[La farce \(espagnole\) du jour.](#)

- Mariano Rajoy se défend en publiant sa feuille d'impôts - Reuters

Parce que voyez-vous s'il avait touché des pots de vin, ils devraient y figurer !

[On ne s'en serait pas douté.](#)

- Lieberman juge un accord de paix israélo-palestinien impossible - Reuters

- L'armée US compte garder des troupes suffisantes en Afghanistan - Reuters

[Haut de page ↗](#)

Le 11 février

CAUSERIE

En principe le lundi est mon seul jour de congé de la semaine au cours duquel je dois régler des affaires personnelles, aussi je n'ai pas le temps de mettre en ligne l'article et les vidéos dont je vous ai parlé hier, ce sera pour demain ou dans deux jours.

Je vais de découverte en découverte sur ce qu'on nous a caché et j'en suis stupéfait. Je vais consacrer plus de temps à faire des recherches et il se pourrait que je consacre une partie de mon petit budget à acheter quelques livres.

Hier soir j'ai passé encore plus de 2h à formater mes causeries et corriger les nombreuses erreurs qu'elles comportaient, parfois j'ai même oublié ou confondu une partie de certains mots, j'ai écrit enseigne au lieu d'enseignant par exemple.

[Secret défense, secret bancaire, secret comptable, secret commercial et... "secret" industriel.](#)

On aurait envie d'en rajouter une couche : qui complot, qui conspire ?

En voilà une affaire qui tombe à pic, du cheval à la place du boeuf, cela aurait été du porc on aurait pu comprendre puisque les juifs et les musulmans n'en mangent pas.

En revanche la fraude sur l'origine et la qualité de la marchandise est plus grave, mais là aussi l'hypocrisie des autorités est à son comble, les contrevenants ne risquent presque rien, en vertu du Code de la consommation, les dirigeants d'une multinationale de l'agroalimentaire qui se livrerait à une malversation encourent seulement deux ans d'emprisonnement (avec sursis avec les avocats qu'ils peuvent se payer) et 37 500 euros d'amende qui est une somme ridicule.

En réalité, il s'agit d'une pratique ou d'un trafic très répandu, encouragé par le législateur et la faiblesse des sanctions.

- Sur la seule filière viande, 650 entreprises sont surveillées systématiquement. » Selon nos informations, les agents de la DGCCRF ont prélevé à l'occasion de leurs « descentes » 34 500 échantillons alimentaires en 2012, donnant lieu à 250 000 analyses effectuées dans sept laboratoires spécialisés. Dans le lot, les limiers en blouse blanche ont mené 16 000 analyses bactériologiques et 7 500 analyses sur la *«loyauté des produits»* pour débusquer d'éventuelles tromperies. Une fois sur trois, ces vérifications révèlent des tromperies sur l'origine des marchandises. Le cas des lasagnes à la viande de cheval semble être passé entre les mailles du filet.

Si dans un tiers des cas les vérifications ont révélé des fraudes, cela signifie qu'elle est répandue à grande échelle pour ne pas dire généralisée. D'ailleurs on se demandera comment des chefs d'entreprises peuvent se lancer dans des trafics à des échelles gigantesques en estimant le risque de se faire prendre aussi faible. Un jour on apprendra peut-être que pendant des décennies la corruption a fonctionné dans ce secteur d'activité économique, qui sait.

- *«Débutées en 2011, les investigations ont en outre démontré que 100 tonnes de poissons d'élevage et sauvages (anguilles, crevettes, brochets...), ont été commercialisées avec des actes de tromperie sur l'origine et sur les qualités substantielles, ont précisé l'Oclaesp et la DGCCRF. Par ailleurs, une commercialisation frauduleuse de plus de 5 millions de bouteilles de vin, a rapporté sur trois ans, 2,744 millions d'euros aux auteurs.»* Au regard de la sanction qu'ils encouraient, ils ont réalisé un énorme profit.

Et le pire ou le plus malheureux dans cette histoire, c'est qu'ils ne craignent même pas cette mauvaise publicité et que les consommateurs cessent de consommer leurs produits, tellement ils sont subordonnés à cette société de consommation qui creuse un peu plus chaque jour leur tombe. Là on ne peut pas incriminer l'ignorance des masses, mais leur manque totale de discernement, leur incapacité à manifester leur indépendance d'esprit et à prendre une décision relevant de la volonté, comme si ils étaient totalement soumis à la société quoi qu'elle fasse.

Mais qui est à l'origine de la réglementation aussi laxiste ? Devinez.

- L'Union préconise... l'autocontrôle des industriels ! - Le Point.fr

Le scandale ne fait que commencer et il faut souligner le fait que l'Europe accepte un laisser-faire surprenant dans la mesure où elle n'a pas réussi à imposer une vraie traçabilité des produits alimentaires dans les plats composés. La mention de l'origine du pays des divers ingrédients n'est même pas obligatoire grâce, entre autres, au lobby intense des industriels, alors même que l'alimentation industrielle tend vers une industrie d'assemblage. Quant à la Commission européenne, elle est favorable à plus d'autocontrôle de la part des industriels ! Avec certainement parmi les arguments, peut-être soufflés par les lobbyistes, qu'il faut soulager les autorités sur le plan financier. Or, c'est bien par le contrôle des autorités luxembourgeoises puis anglaises que la supercherie a été détectée concernant l'étiquetage trompeur.

Lefoll complice du "secret" industriel à défaut de l'abolir.

- Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire Stéphane Le Foll a affirmé que tout cela n'était pas acceptable : *"Il faut faire respecter une chose simple, ce qu'on inscrit sur une étiquette doit être conforme à ce qu'il y a dans le produit. (...) Il doit y avoir correspondance entre le contenant et le contenu."* Le contenant, c'est la boîte, et le contenu, ce qu'il y a dedans. Or, M. Le Foll n'est pas sans savoir que l'on ignore la composition d'un grand nombre de produits alimentaires consommés par des millions de gens au nom du "secret" industriel, certains revendiquant même cet aspect sur le plan marketing.

Le soupçon concernant la présence de viandes issues de l'équarrissage existe, reste aux organismes de contrôle nationaux et européens à infirmer ou confirmer cette hypothèse. Le Point.fr par le Dr Laurent Chevallier 10.02

Un véritable gouvernement ouvrier abolirait le secret défense, comptable, commercial, industriel, etc.

[Au-delà du boeuf et du cheval, le porc est à l'honneur en Grèce.](#)

Je précise que cette info nous a été transmise par le portail okeanews.fr proche de Syriza, donc des gens modérés et non des anarchistes ou des extrémistes de gauche, ce qui au passage témoigne de la radicalisation politique en cours en Grèce.

- *"Batsi, gourounia, dolofoni !"* est le slogan classique lors des manifestations. Suite à l'actualité des derniers jours qui a - encore- montré les dérives dans le fonctionnement de la police en Grèce, petit retour sur des exemples de ce slogan.

Partage et traduction d'une suite de messages laissés dans les toilettes d'un petit restaurant/bar à Athènes. Sous le texte en grec, une version simili phonétique pour retranscrire la rime.

Quelques extraits.

- *"Mon dos est cassé et la douleur augmente Flics porcs assassins"*

- *"Vous nous avez rendu alcooliques et il n'y a presque plus d'alcool Flics porcs assassins"*

- *"J'en ai marre de vous aimer et la patience se termine Flics porcs assassins"*

- *"Mon dos ne me fait plus mal, plus rien ne peut vous sauver Flics porcs assassins"* okeanews.fr 10.02

ACTUALITE EN TITRES

Opération diversion

- Lasagnes au cheval: Les produits Findus retirés des rayons, le gouvernement annonce une réunion de crise - 20minutes.fr

- Des milliers de personnes au Carnaval de Dunkerque, entre fête et tradition - AFP

- Goodyear Amiens: *"Nous allons imposer"* le sauvetage affirme l'avocat de la CGT - AFP

[Tout ce qu'on vous cachait sur leur vieux monde hideux](#)

- Kaboul reconnaît la pratique de la torture dans ses prisons - AFP

- Au-delà du cheval : des produits d'équarrissage dans les plats cuisinés ? - LePoint.fr

[Mali. Une preuve accablante.](#)

- Mali : les Français assurent mener des raids chirurgicaux - LeFigaro.fr 10.02

- La France cache les « dégâts collatéraux » de ses raids aériens sur le Mali - Réseau Voltaire 09.02

Extrait de cet article.

Au sujet du nombre de victimes, le correspondant de Russia Today cite en exemple le cas précis d'un des 25 villages qui composent la localité malienne de Konna.

« *Le bilan final de la libération est en tout cas déplorable. Selon notre enquête, l'armée de l'air française a fait seulement deux morts parmi les rebelles. Mais, c'est la population qui a payé la facture la plus lourde : 14 civils ont trouvé la mort sous les bombes françaises* », rapporte le correspondant de Russia Today [Voir la vidéo].

« *Au moment du bombardement, je n'étais pas chez moi. J'étais en train de prier quand on est venu me dire que ma famille avait été bombardée. Ils ont détruit tout ce que j'avais : ma famille et mes moyens de subsistance* », a dénoncé devant la caméra de Russia Today, Idriss Méïga, un paysan de Konna dont la femme et les 3 enfants (âgés de 11, 10 et 6 ans) ont été tués dans un des raids aériens français.

Toujours à Konna, le correspondant de Russia Today rapporte aussi la tragédie de la famille Kampo. « *Quand les bombardements ont commencé, toute la population s'est enfuie, effrayée. La famille Kampo a perdu 2 de ses enfants, noyés alors qu'ils tentaient d'échapper aux bombardements.* »

Abdoul Kappo explique pour sa part que sa famille a dû prendre en charge les 3 enfants d'une mère tuée dans les bombardements. « *Les petits sont arrivés en courant et nous ont dit que leur mère avait été tuée. Je les ai accueilli chez moi. Leur mère est morte après avoir agonisé pendant une heure. Elle nous a laissé les 3 petits. Maintenant, ils n'ont que nous* », explique Abdoul Kampo.

Le reportage indique aussi que des voix commencent à se faire entendre au Mali pour rappeler que les crimes de guerre commis par n'importe quel belligérant doivent être pris en compte et punis en vertu de la Convention de Genève de 1949.

Evidemment vous ne trouverez pas ces informations dans Le Monde, Le Figaro, Le Point, L'Express, Le Parisien ou Libération et autres médias à la solde de l'impérialisme français et américain

ACTUALITÉ DU JOUR

[En famille. Le Drian rencontre à Doha le chef de guerre des djihadistes qui terrorisent la population syrienne, malienne...](#)

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a rencontré dimanche à Doha le prince héritier Tamim ben Hamad Al Thani, à l'occasion d'une brève visite durant laquelle il devait évoquer l'intervention militaire française au Mali critiquée par le Qatar.

M. Le Drian a remis au prince héritier un message du président François Hollande adressé à l'émir du Qatar Hamad ben Khalifa Al Thani, a annoncé l'agence officielle QNA en affirmant qu'il portait sur "*les relations bilatérales et les questions d'intérêt commun*".

Le Qatar est "*un client privilégié de la France*" dans le domaine de l'armement, selon le ministère français de la Défense qui a souligné que depuis 2007 les "*prises de commandes se sont élevées à 450 millions d'euros pour 200 millions d'euros de matériels livrés*".

Du 16 février au 7 mars, un exercice commun, baptisé Gulf Falcon 2013, doit rassembler au Qatar quelque 1.300 militaires français et autant de soldats qataris, avec la participation de forces terrestres, maritimes et aériennes. AFP 10.02

Business is business, de guerre, ou la véritable nature du PS...

Gaucheritude. Une bonne intention... purement électoraliste.

Un mot d'ordre qui ne devrait pas déplaire à Hollande.

- Le leader de «*Maintenant la gauche*», Emmanuel Maurel, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann et le député Jérôme Guedj ont présenté samedi à Paris, devant plusieurs centaines de cadres de leur courant, une résolution intitulée «*le tournant de la relance, c'est maintenant.*»

Ils feignent de ne pas avoir compris que "maintenant" c'était déjà hier, et que le "*changement*" avait déjà eu lieu dans la mesure où Hollande et son gouvernement ne peuvent pas appliquer une autre politique sans affronter et rompre avec l'oligarchie financière qui détient le pouvoir, parce qu'ils n'en auront jamais la volonté en étant finalement leurs représentants.

- Selon eux, c'est «*maintenant*» qu'il faut changer de politique, parce que «nos concitoyens perdent espoir» et «*qu'il appartient à la gauche de répondre à l'urgence sociale*». Face aux plans sociaux, «*Maintenant la gauche*» préconise un volontarisme «*sans faille*» de l'État. Et pour redonner du pouvoir d'achat aux salariés, elle propose une revalorisation du smic, un blocage de la hausse des loyers, ou encore l'interdiction des licenciements boursiers.

Revaloriser le smic et interdire les licenciements boursiers serait remettre en cause l'essence même ou les mesures contenues dans l'accord paronol du 11 janvier 2013, afin de permettre aux entreprises de gagner en compétitivité vous répondront en chœur Hollande et Parisot, impensable, c'est indispensable pour lutter contre le chômage ajouteraient Hollande, Ayrault, Sapin et Parisot, vous pouvez ajouter Berger. Et puis ce serait s'attaquer aux privilèges exorbitants des rentiers du CAC 40, aux banquiers qui contrôlent les multinationales, qui sont bien décidés à ne rien céder.

Diable, en voilà une idée farfelue, vous n'y pensez pas un instant, rassurez-nous, ce n'est pas sérieux, ils nous déclareraient la guerre et là nous devrions affronter une situation mille fois plus difficile, vous n'y tenez pas n'est-ce pas, et bien nous non plus, nous aurions tout à y perdre y compris les travailleurs qui font l'objet de notre part d'une attention de tous les instants et la boucle est bouclée.

Où voulaient-ils en venir, quelles sont leurs véritables préoccupations, vous avez dû vous poser cette question, n'est-ce pas, voici la réponse, donnons leur la parole.

- Pour ce courant du PS, qui pèse à hauteur des 28 % obtenus au congrès de Toulouse face à la «motion 1» portée par Harlem Désir, il en va des futurs succès électoraux de la gauche, qui ne peut se permettre de se couper des couches populaires. «*Envoyons des signaux à notre électorat*», a ainsi plaidé Emmanuel Maurel.

Ils ont lâché le morceau, la suite est du même tonneau où le confirme.

- Elle (la "*gauche*" du PS qui lui est à droite- Ndlr) compte se faire entendre aussi sur l'accord du 11 janvier sur l'emploi, qu'elle juge «*déséquilibré*» en faveur des patrons. Et prévient qu'elle ne souhaite pas que le texte soit «présenté en l'état devant le Parlement». «*Le TSCG, le crédit d'impôt et l'accord emploi ont un point commun: le social-défaitisme*», a résumé le nouveau leader de l'aile gauche, qui a supplanté Benoît Hamon, réduit au silence depuis qu'il est ministre. «*Le PS devrait créer un rapport de forces favorable aux salariés. Il n'a pas fait ce choix*», a encore regretté Maurel.

Comme quoi ils sont parfaitement conscients d'appartenir à un parti pourri jusqu'à la moelle, mais qu'ils ne quitteront pas pour autant, car leur présence sert à le légitimer, à le faire passer pour ce qu'il n'est pas. Mais alors pourquoi agissent-ils ainsi ? Pardi, parce qu'ils sont subordonnés au régime, au capitalisme, aux institutions et que leur survie dépend en grande partie de l'attitude du PS qui les soutient ; rompre avec le capitalisme serait rompre avec le PS ou rompre avec le PS et son idéologie serait porter un coup au régime auquel ils sont viscéralement liés, dans les deux c'est impensable puisque leurs intérêts individuels, leurs carrières en dépend. La limite de la soi-disant gauche du PS s'arrête aux portes du régime et des institutions, voilà la vérité.

La suite ne fait que le confirmer.

- Rassemblés samedi à l'Assemblée nationale, dans une salle bondée, les cadres du courant ont, à leur tour, fait remonter leurs inquiétudes. Une cadre de banlieue parisienne s'inquiète, elle aussi, des «*renoncements*» de Hollande: «*Nos électeurs attendent autre chose de la gauche!*» Il y a une grogne qui monte. Si l'on n'y prend garde, on risque gros.» Élodie, venue d'Ardèche, va plus loin: «*Les gens sont déçus. Ils se demandent ce qu'ils font au PS. Ils ont l'impression d'être trahis. Il faut peser sur la ligne du gouvernement. Sinon on va dans le mur.*». lefigaro.fr 10.02

Même pas le mur de la honte, puisqu'ils ont démontré qu'ils n'étaient même pas capable d'en éprouver.

Commentaire d'un internaute

- "Soyez réaliste.. si nous avons un gouvernement de gauche alors pourquoi ne prend-il pas le contrôle des banques et autres institutions financières??? ils sont donc de droite! autre preuve irréfutable, ils n'arrêtent pas de matraquer les petits contribuables!!"

Si vous le dites... C'est l'évidence même, allez donc raconter cela aux dirigeants du FdG, du POI, du NPA, de LO, etc. ils vous répondront en chœur : mais non, mais non le PS a une origine ouvrière, il est de gauche, il le sera éternellement...

En famille "au coeur de la gauche".

Pierre Laurent : "Il va falloir faire avec nous, comme on est" assure-t-il, soulignant que son mouvement était "au coeur de la gauche", avec le PS, le MRC, le PRG, EELV qui par leur votes au Parlement ont démontré (si nécessaire) depuis 6 mois qu'ils étaient de gauche, d'ailleurs tout comme l'UMP et l'UD qui soutenaient également le TSCG, la "règle d'or", etc.

Le PS et ses satellites d'un côté, l'UMP et les siens d'un autre côté, ajoutez le Front de gauche, soutiennent et appliquent la même politique antisociale et réactionnaire, plus qu'un consensus, ils forment ensemble une sorte d'union nationale plus que rampante, latente, c'est-à-dire qui existe en permanence, on a pu l'observer lors de l'adoption du TSCG par Hollande et le PS alors qu'il avait été préparé par Sarkozy et l'UMP, ou encore à propos de la Libye, de la Syrie, du Mali, l'affaire du mariage des homosexuels par exemple étant là pour brouiller les pistes

Quant au Front de gauche auquel participe le PCF, après avoir rappelé que le PS et le PCF faisait toujours partie de la même famille, alors que le PS fait aussi partie de la famille de l'UMP, Pierre Laurent a réaffirmé une nouvelle fois à sa manière que son mouvement n'était pas dans l'opposition au gouvernement, mieux qu'il oeuvrait à le soutenir : "Nous ne sommes pas cantonnés dans l'opposition, nous sommes plus que jamais une force de rassemblement", répète Pierre Laurent.

D'une déclaration à l'autre car ils se partagent les rôles, ils s'emploient ensuite à sauver les apparences.

C'est ainsi que Marie-George Buffet a déclaré "mais que veulent-ils au PS ? Ils espèrent nous faire rentrer à la niche?", pas besoin, vous n'en êtes jamais sortis ou cela aurait été pour mieux y rentrer après une crise de gauchisme savamment dosée, car prétendre représenter les intérêts des travailleurs et soutenir les partis qui ont voté le TSCG n'est pas sans contradictions qu'il faut gérer tant bien que mal. (source : AFP 10.02)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

La Tunisie, confrontée aux retombées politiques de l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd, était plongée dans l'incertitude dimanche, avec un Premier ministre en conflit avec son parti islamiste et des ministres proches du président laïc menaçant de démissionner.

Les cinq membres du gouvernement issus du Congrès Pour la République (CPR), le parti du président Moncef Marzouki, ont fait savoir qu'ils annonceraient lundi s'ils démissionnaient faute d'avoir obtenu dans la semaine le limogeage de deux islamistes ministres de la Justice et des Affaires étrangères.

"Pour le savoir, on donne rendez-vous demain au local du CPR pour une conférence de presse", a déclaré à l'AFP le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Hédi Ben Abbès, un dirigeant du CPR.

Un autre responsable du parti, Chokri Yacouk, a déclaré à l'agence officielle TAP que l'instance dirigeante du CPR se prononçait en faveur d'une démission collective.

L'armée était toujours déployée et les forces de l'ordre sur le qui-vive, même si les heurts entre policiers et manifestants, déclenchés après l'assassinat de M. Belaïd mercredi, ont quasiment cessé, à l'exception d'échauffourées nocturnes à Gafsa et Sidi Bouzid (centre) et à Kebili (sud). Un policier a été tué et 59 autres ont été blessés, selon un bilan officiel.

La classe politique et la rue attendent le résultat du coup de poker de Hamadi Jebali, numéro 2 d'Ennahda, qui a pris de court son

parti et ses alliés laïcs de centre-gauche en annonçant préparer la création d'un gouvernement de technocrates pour éviter au pays "le chaos" après l'assassinat de Belaïd dont sont accusés, sans preuve, les islamistes.

Vilipendé par son propre camp mais soutenu par l'opposition laïque, le Premier ministre islamiste a menacé samedi de démissionner s'il ne parvenait pas à former avant le milieu de la semaine prochaine un cabinet de personnalités "sans appartenance politique".

Il a précisé que les ministres de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères devaient changer, alors qu'Ennahda refuse depuis des mois de lâcher ces postes. Les futurs membres du cabinet devront aussi s'engager à ne pas participer aux prochaines élections, selon M. Jebali.

Des responsables d'Ennahda, dont l'instance dirigeant était réunie dimanche, estiment que M. Jebali devra obtenir la confiance des députés de l'Assemblée nationale constituante (ANC), où les islamistes sont en position de force avec 89 sièges sur 217.

L'intéressé, un modéré dans son parti, a rejeté cet argument, assurant que l'ANC, en l'intronisant à la tête du gouvernement en décembre 2011, lui avait donné le droit de remanier son équipe.

Un groupe d'experts réunis samedi par la présidence a semblé lui donner raison, selon un communiqué du palais de Carthage.

En effet, selon la loi d'organisation provisoire des pouvoirs publics, le chef du gouvernement peut "créer, modifier et supprimer les ministères et les secrétariats d'Etat, et fixer leurs attributions et prérogatives, après délibération du Conseil des ministres et information du président de la République".

Mais la frange radicale d'Ennahda a prévenu qu'elle était prête à descendre dans la rue pour défendre la "légitimité des urnes", laissant présager la persistance des difficultés de la Tunisie à se stabiliser deux ans après la révolution de 2011, mais aussi une scission des islamistes.

Un premier rassemblement samedi à Tunis a réuni quelque 3.000 personnes. Et dimanche, les manifestants islamistes étaient un millier à Gafsa (centre).

"Ce rassemblement modeste (...) prouve que dans la bataille de la rue, nous ne serons pas vaincus", a déclaré Lotfi Zitoune, un proche du chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi.

Entre la division des islamistes, un boycott de l'ANC par quatre courants de l'opposition depuis le meurtre de Belaïd et les désaccords de principe sur la nature du futur régime, la rédaction de la Constitution reste dans l'impasse.

Or, sans loi fondamentale, les élections promises par M. Jebali ne peuvent avoir lieu, alors que la colère gagne régulièrement la rue depuis des mois faute de réformes économiques et sociales répondant aux revendications de la révolution qui a renversé Zine Al Abidine Ben Ali.

Sans oublier l'essor des groupuscules jihadistes responsables d'attaques sanglantes dans le pays. AFP 10.02

Haut de page ↗

Le 12 février

CAUSERIE

Ici en Inde du Sud il n'y a pas eu de mousson cette année et cela va être un gros problème. Pas une goutte d'eau depuis octobre, alors que la mousson a lieu entre la mi-octobre et la mi-janvier. La température est remontée, on recommence à crever de chaud l'après-midi.

J'ai encore passé ma soirée d'hier à visionner et télécharger des vidéos. On verra cela demain, si j'ai le temps.

En attendant une réflexion.

Généralement lorsque les intellectuels ne partagent pas une idée, une analyse ou une position, ils se bornent à la critiquer. Moi je vais plus loin, j'en fournis une signification politique, ce qu'à mon avis devrait parvenir à faire tout militant. C'est ce

distingue fondamentalement l'intellectuel du militant.

Le premier fournit des analyses contradictoires en laissant le soin à ses lecteurs d'en penser ce qu'ils veulent, d'adhérer à l'une ou l'autre comme si finalement cela n'avait aucune espèce d'importance, la portée du travail de l'intellectuel est purement conceptuel, du domaine des idées et ne sort pas de ce cadre, il vous dira ce qu'il a bien envie de vous dire, au compte-gouttes ou en se faisant prier parfois, sans vous en dire davantage, à vous de deviner pourquoi il tient tel ou tel discours et ne comptez pas sur lui pour vous éclairer. Tandis que le militant poursuit un autre objectif, il se destine à changer le monde, donc la portée de ses analyses doit avant tout être pratique et pouvoir se traduire en terme d'actions.

Dans le cas d'un intellectuel, vous n'avez pas besoin de connaître les tenants et les aboutissants de ses analyses, ni de savoir qui il est ni d'où il vient, vous n'êtes pas dans le cadre d'un rapport pratique qui nécessiterait qu'une confiance s'instaure entre vous, vous prenez ce que vous voulez et vous laissez le reste de côté, cela n'a aucune espèce d'importance pour lui comme pour vous. En fait, vous prenez ce qu'il veut bien vous donner, et s'il y a des lacunes dans son discours, il demeure le seul à en juger, à répondre ou non à vos questions selon son humeur du moment.

Il se comporte en dominateur, il se considère supérieur à vous, il fonctionne comme la plupart des penseurs idéaliste en circuit fermé, tout ce qui ne figure pas dans son système de pensée ou peut le contrarier il l'ignore ou le rejette. Il procède par abstraction ou en recourant à une suite d'abstractions qu'il associe entre elles ou enfile comme des perles sur le fil de la conviction qu'il s'est forgée et qui assure la cohérence de sa pensée. Qu'il se rompe et toute sa construction s'écroule comme un château de sable, alors si l'idée vous en vient de lui soumettre une idée qui pourrait entraîner une telle rupture, autant dire qu'il préférera rompre avec vous au lieu de se remettre en cause puisqu'il en est incapable. Je relate une expérience ici que j'ai faite récemment, vous l'aviez sans doute deviné.

Dans le cas d'une relation avec un militant c'est totalement différent, il s'agit d'une relation beaucoup plus exigeante qui nécessite de savoir à qui on a affaire dès le départ, qu'il nous livre ou qu'on perçoive ses véritables intentions, on est en droit d'exiger qu'il aille au bout de ses analyses sans se soucier des conséquences que cela peut entraîner, on est en droit de savoir si on peut avoir confiance en lui à défaut de saisir parfaitement son discours, pour ensuite mener le combat politique avec lui. On n'est pas là dans le cadre de la spéculation intellectuelle ou de l'échange gratuite d'idées, mais dans celui d'un engagement qui aura une conséquence sur le cours de notre existence et celui de nombreuses personnes. On est là dans le domaine de l'action et non de la réflexion passive.

On ne peut pas se permettre de dire n'importe quoi ou de s'accrocher désespérément à une idée qui ne tient pas la route au risque d'induire un travailleur ou un militant en erreur. On se doit d'être constamment en alerte, vigilant quant à la qualité des informations dont on se fait le relais et en cas d'erreur on se doit de rectifier le tir sans délai. On se doit de se tenir informé et de ne pas prendre pour argent comptant ce qu'on nous raconte, de procéder à des vérifications, des recherches éventuellement, encore faut-il en avoir le temps évidemment, c'est délicat car ce n'est pas toujours le cas, quand c'est impossible matériellement, on doit noter quelque part une question à laquelle on n'a pas trouvé de réponse satisfaisante pour s'y atteler dès qu'on aura un moment de libre, autant il ne nous est pas toujours possible de faire preuve du maximum de rigueur à cause d'éléments extérieurs, mais aussi la fatigue, la lassitude, quand on croule sous les problèmes, autant il est impardonnable de laisser en suspens une question pendant des mois ou des années.

La question est de savoir si on tient vraiment à progresser ou non, à déterminer quel est le meilleur moyen sur le plan pratique pour faire avancer nos idées, parvenir à les faire partager au plus grand nombre pour nous rapprocher de notre objectif, changer la société, le monde. On se doit de tout examiner et analyser une nouvelle fois régulièrement, ne pas se dire que telle idée, tel principe, telle position sera valable pour l'éternité, c'est faux, la société se transforme, les rapports entre les classes évoluent sans cesse, les hommes aussi, il faut donc inlassablement tout repasser au crible de la critique marxiste ou du matérialisme dialectique, sinon on se sclérose, on va multiplier les erreurs, on ne sera jamais plus en phase avec la réalité qui finira par totalement nous submerger, nous échapper, il nous restera plus qu'à nous renfermer dans le sectarisme ou le dogmatisme pour justifier nos idées ou nos positions, c'est le pire qui puisse nous arriver. (A suivre)

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le parti de l'ordre en action. "L'ordre républicain doit être respecté"](#)

- Hollande monterait chez les cadres, baisserait chez les ouvriers - Reuters

La cote de popularité de François Hollande fluctue fortement selon les catégories sociales, dans le baromètre Ipsos-Le Point de février souligne Le Point. Le chef de l'État progresse de 12 points en un mois chez les cadres (55% d'opinions favorables). Un avantage qu'il perd aussitôt auprès des classes les plus modestes avec un recul de 10 points. Reuters 11.02

La détérioration du climat social et la radicalisation de certains leaders syndicaux inquiète l'entourage de François Hollande. « *Tous les ingrédients sont réunis pour que ce soit violent* », explique un conseiller.

Inquiète par la radicalisation de certains conflits, notamment à Aulnay ou chez Goodyear qui appelle à la mobilisation mardi, l'Elysée assume le déploiement de forces policières. « *L'ordre républicain doit être respectée dans les deux sens* », explique un proche de Hollande qui admet que « *le dialogue est plus compliqué* » avec de jeunes leaders syndicaux radicaux. « *Nous demandons à ce que de l'huile ne soit pas rajoutée sur le feu.* » Sur cet aspect des conflits sociaux, Hollande semble donc sur la même longueur d'onde que Manuel Valls, son ministre de l'Intérieur, qui s'est montré très ferme, jeudi dernier. « *Il n'y a pas de place pour la violence, et je lance évidemment un avertissement, la police, elle fait son travail, mais on ne peut pas admettre qu'on cherche à casser l'outil de travail, à briser des mobiliers urbains, qu'on s'attaque à des édifices publics, qu'on lance des boulons sur des policiers* », avait-il déclaré sur Europe 1. 20minutes.fr 12.02

Au moins vous avez la nature de leur République qui pour cette raison ne peut pas être la nôtre, sauf à se tromper de camp.

Effectivement, ce sont notamment les "jeunes leaders syndicaux radicaux" qui assureront la relève révolutionnaire du mouvement ouvrier, car l'actuel avant-garde est usée jusqu'à la corde ou a falli complètement à assurer la relève après-guerre, à prendre le relais du mouvement révolutionnaire d'avant-guerre, à mettre en pratique les enseignements de la révolution russe de 1917 ou à s'en inspirer pour construire un nouveau parti communiste.

Je ne les connais pas donc je ne dirai pas qu'ils auraient renoué avec le marxisme et la tradition du syndicalisme révolutionnaire, il faut les encourager à avancer dans cette voie et espérer qu'ils y parviendront, il leur faut surtout pas imiter nos dirigeants actuels auprès desquels ils trouveraient les pires conseillers qui soient, après avoir démontré leur incapacité à contruire le parti au cours des 70 ans passés, on préfèrerait plutôt oublier qu'ils existent encore et que malheureusement leur capacité de nuisance est encore intacte. Il suffit de les voir à l'oeuvre quotidiennement pour en avoir une idée assez précise.

En aparté, mais cela a un rapport avec ce qui vient d'être dit.

J'ai entendu cela dans une vidéo américaine que j'ai visionnée hier soir, où l'intervenant expliquait que pour poursuivre, accentuer la guerre que menait l'impérialisme américain contre tous les Etats présentant un intérêt stratégique pour conserver dans l'avenir leur hégémonie sur le monde, donc contre la Russie et la Chine qui sont leurs principaux concurrents, l'UE et le Japon étant gagnés à leur cause, il avait mis en place un président étiqueté de gauche, qui en réalité était le clone de Bush, en pire, car hypocritement et se servant des attentes du peuple américain et de cette étiquette de gauche, il pourrait camoufler ou faire passer plus facilement ses entreprises guerrières et antidémocratiques aux Etats-Unis même au nom de la démocratie...

Cela m'a rappelé une autre supercherie qui dure depuis plus d'un demi-siècle en France, depuis le tout début du XXe siècle en réalité, selon le principe dit républicain lors de chaque élection au second tour il faut soutenir le candidat dit de gauche resté en lice contre celui du parti de l'ordre, alors qu'en réalité ils poursuivent les mêmes objectifs politiques et économiques. Et quand on remonte en arrière à la IVe, puis à la IIIe République, on s'aperçoit que ce sont des partis dits républicains ou de gauche en réalité totalement corrompus ou gagnés au capitalisme, qui ont été le plus loin dans la mise oeuvre de politiques coloniales ou impérialistes, et les réformes sociales consenties à la classe ouvrières ou l'élévation de son niveau de vie ont en fait été financées par le biais des profits réalisés au cours de ces guerres de rapine ou l'occupation, l'exploitation et le pillage des ressources des pays qu'ils avaient conquis, avec la bénédiction déjà des dirigeants syndicats tout aussi vendus.

Ce fut valable pour la France et la Grande-Bretagne, tous les pays impérialistes ou dominants. Aujourd'hui la même politique est appliquée par Obama et Hollande au nom de la démocratie, hier c'était au nom de principes républicains ou du socialisme. Alors quand on évoque la situation des peuples du Maghreb, du Moyen et du Proche-Orient, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, on doit avoir à l'esprit qu'elle est le fait des pays dits les plus industrialisés de la planète, développés, riches, dominants, des pays où le capitalisme a atteint le stade de l'impérialisme, avec la collaboration active de ces soi-disant républicains, démocrates, socialistes dans le pire des cas, avec leur bénédiction ou leur complicité dans le meilleur des cas, qui demeurent dans tous les cas de figure insupportables pour tous les peuples qui y ont été soumis depuis plus d'un siècle.

En famille la main gauche sur le "coeur" et la main droite dans votre portefeuille.

- Le n°1 communiste Pierre Laurent se sent "au coeur" de la majorité - L'Express.fr

Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a dit lundi se sentir "au coeur" de la majorité de Français qui "ont élu la gauche" le 6 mai 2012. L'Express.fr 11.02

La "gauche" qui a adopté le TSCG, la "règle d'or", le budget d'austérité 2013, qui soutient les mercenaires sanguinaires djihadistes en Syrie, qui soutient la guerre contre le peuple malien, etc.

Au moins vous savez que la gauche ou la droite c'est du pareil au même, en plus hypocrite donc plus dangereuse, car ils peuvent

se permettent d'aller plus loin encore dans la mise en oeuvre d'une politique réactionnaire, ceci explique cela.

[Mobilisation en trompe l'oeil contre l'accord patronal du 11 janvier 2013. Le Medef et les jaunes satisfaits sont aux commandes.](#)

Il ne vous aura pas échappé que la CGT et FO n'ont pas appelé à la grève générale le 5 mars prochain. Il ne vous aura pas échappé non plus qu'à aucun moment ils n'ont repris le mot d'ordre clair et sans ambiguïté du retrait ou du rejet pur et simple de cet accord. Pour finir, il ne vous aura pas échappé qu'ils n'ont pas rompu avec le gouvernement et le patronat et qu'ils continuent de les rencontrer dans le cadre du "*dialogue social*" qui fonctionne à merveille pour préparer leurs prochains sommets, notamment sur le financement des organismes sociaux et les retraites, leur laissant ainsi l'espoir qu'il se terminera de la même manière que le 11 janvier dernier.

Côté CGT et de Force ouvrière.

Les Fédérations transports de la CGT et de Force ouvrière ont appelé à une grève le 5 mars, dans le cadre d'une journée de mobilisation décidée par les deux confédérations contre l'accord sur l'emploi, à la veille de la présentation en Conseil des ministres du projet de loi transposant l'accord.

Les secteurs concernés par cet appel à la grève sont l'aérien, les transports urbains, les routiers, les autoroutes, le nettoyage, les taxis, les remontées mécaniques, a informé lundi la CGT à l'AFP.

Les syndicats CGT et FO de la SNCF n'ont pas encore précisé la forme d'action qu'ils préconisent.

Vendredi dernier, la CGT et FO ont appelé ensemble, ce qui est une première, à une journée de mobilisation le 5 mars, au travers de rassemblements, de manifestations et arrêts de travail pour faire barrage au texte. Le ministère du Travail a transmis lundi au Conseil d'Etat l'avant-projet de loi transposant l'accord. AFP 11.02

Côté Medef, CFDT, CFTC, CGC et gouvernement.

Le ministère du Travail a transmis lundi au Conseil d'Etat l'avant-projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, une copie jugée satisfaisante par les signataires de l'accord du 11 janvier.

Après le coup de sang, jeudi, de Laurence Parisot, le Medef estimait lundi que "*les zones d'écart (avaient) été corrigées*", qualifiant le résultat de "*traduction satisfaisante*". "*Notre vigilance reste très grande sur la suite des opérations, il y a encore beaucoup d'étapes à franchir*", prévenait-on néanmoins. Pour Patrick Pierron (CFDT), "*satisfait*", comme son collègue de la CFTC Joseph Thouvenel, "*ce projet de loi reprend la lettre et l'esprit de l'accord*". "*On attend des députés qu'ils ne déforment pas ce projet*", a-t-il ajouté auprès de l'AFP.

D'ici sa présentation en Conseil des ministres, le 6 mars, le texte peut encore connaître des ajustements (avis du Conseil d'Etat et consultation des partenaires sociaux). Le texte sera ensuite débattu au Parlement en vue d'une promulgation fin mai. Alors que le ministre du Travail, Michel Sapin, a appelé la majorité à serrer les rangs et à respecter le contenu de l'accord, décrié par la CGT et FO, l'aile gauche du PS a déjà fait part de ses réserves. Sans surprise, la CGT, qui appelle avec FO à manifester le 5 mars, a "déploré une transposition fidèle des aspects les plus dangereux de l'accord".

D'ici sa présentation en Conseil des ministres, le 6 mars, le texte peut encore connaître des ajustements (avis du Conseil d'Etat et consultation des partenaires sociaux). Le texte sera ensuite débattu au Parlement en vue d'une promulgation fin mai. Alors que le ministre du Travail, Michel Sapin, a appelé la majorité à serrer les rangs et à respecter le contenu de l'accord, décrié par la CGT et FO, l'aile gauche du PS a déjà fait part de ses réserves. Sans surprise, la CGT, qui appelle avec FO à manifester le 5 mars, a "déploré une transposition fidèle des aspects les plus dangereux de l'accord".

L'accord du 11 janvier avait été salué comme "*un succès du dialogue social*" par le président François Hollande, qui a fait de la concertation sa méthode. Il avait appelé le gouvernement à transcrire "*fidèlement*" le texte avalisé par trois syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC) et le patronat (Medef, CGPME, UPA). Le ministère du Travail a toutefois expliqué qu'il avait "*fallu clarifier et trancher sur ce qui pouvait paraître ambigu, voire contradictoire*", "*dans un double esprit de loyauté envers les signataires et de transparence et d'écoute envers les non signataires*". L'Expansion.com avec AFP 11.02

Le Medef obtient satisfaction sur la totalité des points en litige dans la transcription à venir de l'accord du 11 janvier qu'il avait soulevés en menaçant de retirer sa signature si tel n'était pas le cas, surrenchérissant encore. Bien entendu gouvernement et syndicats signataires s'en défendent et prétendent au contraire que les points contestés par le Medef avaient été réglés en faveur des travailleurs. Une simple lecture suffit à comprendre que c'est faux.

Extrait d'article de Libération.fr 11.02

- Plan social. Sur la généralisation de la complémentaire santé, tout d'abord : la liberté des entreprises dans le choix de l'organisme, revendiquée par le Medef sous la pression de sa fédération des assurances, a fait long feu. Les branches professionnelles vont ainsi encadrer fortement la désignation du prestataire. (Encadrer signifie contrôler et ne veut pas dire désigner, ce qui veut dire que le patron choisira un prestataire ou proposera une liste de prestataires qu'il aura établie et ensuite seulement les syndicats pourront désigner celui qu'ils ont retenu, donc l'initiative revient au patronat. - Ndlr)

Autre «*écart*» par rapport au texte des signataires : un plan social, même validé par un accord majoritaire dans l'entreprise, devra faire l'objet d'une homologation par l'administration. Une procédure que l'on pensait réservée aux plans sociaux qui n'avaient pas fait l'objet d'un accord majoritaire.

(Comme dans 9 cas sur 10 l'administration valide un plan social contesté par les syndicats, on ne peut donc pas parler d'un avantage pour les travailleurs, mieux, cela permettra d'épargner les syndicats signataires, de les soulager du poids de leur responsabilité d'avoir collaboré avec le patronat quand la signature de l'administration figurera à côté de la leur. - Ndlr)

Certains syndicats craignaient aussi que le principe des droits rechargeables, qui permet à un chômeur de conserver ses droits à indemnisation en cas de reprise d'emploi, soit renvoyé à une hypothétique négociation. Ce dispositif sera inscrit dans la loi, à charge pour les partenaires sociaux d'en préciser les modalités.

(Le règlement de cette disposition est renvoyé à plus tard comme le réclamait le Medef. - Ndlr)

Autre principe, enfin, acté dans la future loi : l'obligation faite aux entreprises qui «*envisagent un projet de licenciement collectif ayant pour conséquence la fermeture d'un établissement*» de rechercher un repreneur. Est-ce à dire, cependant, que l'entreprise est exonérée de cette obligation si la fermeture de l'établissement se fait sans licenciements ? Les détails de cette mesure devraient être précisés dans un projet ou proposition de loi adopté d'ici l'été, a confirmé hier François Hollande. Libération.fr 11.02

(Idem, le règlement de cette disposition est renvoyé à plus tard comme le réclamait le Medef. - Ndlr)

Il faut être aveugle pour ne pas comprendre que le Medef a obtenu satisfaction sur toute la ligne au détriment des travailleurs. Le report du règlement des deux points cités au-dessus montre clairement que l'essentiel dans cet accord est ailleurs, dans la remise en cause des clauses fondamentales qui définissent un contrat de travail, la substance de cet accord scélérat.

ACTUALITE EN TITRES

[Erreur manifestement d'interlocuteur.](#)

- Un proche de Kadhafi s'en remet à Fabius 20minutes.fr

[Consommer, consommer, consommer...](#)

- Les Français achètent moins de médicaments LePoint.fr

Pourquoi, ils s'en foutent...

[Toujours plus dégénérés.](#)

- Fessenheim : quatre syndicats déposent un recours devant le Conseil d'État - LePoint.fr

[Sachant que les banquiers américains ont imposé leurs règles](#)

- Moscovici : 'Une réforme bancaire pour moraliser la finance' - LeMonde.fr

- Vu des Etats-Unis : l'odeur fétide qui émane soudain des banques européennes - Atlantico.fr

En réalité elle vient des Etats-Unis et de ceux qui ont couvert leurs activités illégales. Chut !

[Il vaut celui de Thaïlande](#)

- Blague d'un pilote sur le roi du Maroc : Air France assignée en justice - LeParisien.fr

Rien d'étonnant : pour les actionnaires de McDo il n'y a pas de différences

- Au McDo, les toilettes sont plus propres que les tables à manger - Le Nouvel Observateur

Pas au sol !

- La Russie s'attaque à l'alcool en vol - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

«*La France est en train de combattre, au Mali, ceux qu'elle avait armés, en Libye*», a estimé, dimanche, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, en appelant les Occidentaux à avoir "une vue d'ensemble" sur la région.

«*Au Mali, la France lutte contre ceux qu'elle avait armés, en Libye, contre le régime de Kadhafi, en violant l'embargo du Conseil de sécurité de l'ONU*», a déclaré M. Lavrov, dans une interview, à la télévision russe, diffusée, en Extrême-Orient, et dont les extraits sont publiés, par les agences de presse russes.

«*Les mêmes groupes luttent, en Syrie, contre le gouvernement du Président Bachar al-Assad*», a poursuivi le ministre.

«*Je suis accablé par l'incapacité de nos partenaires d'arrêter de fixer un point sur la carte et d'avoir une vue d'ensemble sur la région*», a-t-il poursuivi. french.irib.ir 11.02

2- Tunisie

2.1- Le Congrès pour la république, le parti laïc du président tunisien Moncef Marzouki, a décidé lundi de "geler" son retrait annoncé la veille de la coalition gouvernementale formée avec les islamistes d'Ennahda.

Mohamed Abbou, secrétaire général du petit parti de centre-gauche, a expliqué lors d'une conférence de presse que les trois ministres CPR resteraient une semaine de plus au gouvernement.

"*Le parti a décidé de geler pendant une semaine les démissions de ses ministres afin de permettre davantage de discussions sur un gouvernement de coalition*", a-t-il dit.

Le CPR du président Marzouki de même qu'Ettakatol, autre formation laïque de centre-gauche, forment avec les islamistes d'Ennahda un gouvernement de coalition depuis les élections d'octobre 2011.

Besma Belaïd, la veuve de l'opposant assassiné, a répété lundi qu'elle souhait la démission du gouvernement.

"*Ma seule exigence est la démission du gouvernement qui n'a pu assurer la sécurité de Chokri Belaïd*", a-t-elle déclaré lors d'un rassemblement de centaines d'opposants devant l'immeuble de l'Assemblée constituante.

"*Il faut qu'ils partent, tous, y compris le Premier ministre. La partie est terminée. S'ils restent, on peut craindre d'autres assassinats dans ce climat de peur et de violence*", a-t-elle ajouté. Reuters 11.02

2.2- Alors que la Tunisie traverse une nouvelle crise politique, plusieurs centaines de personnes ont protesté devant l'Assemblée nationale constituante (ANC) ce lundi pour réclamer la démission du gouvernement et soutenir la veuve de l'opposant Chokri Belaïd, assassiné la semaine dernière.

Les manifestants scandaient "*démission, démission*" et "*le peuple veut la chute du régime*", ont constaté des journalistes de l'Agence France-Presse. Encore sous le choc, certains fondaient en larmes à l'évocation de la mort de Chokri Belaïd. La veuve

de l'opposant assassiné, Besma Khalfaoui, était présente, les traits tirés, pour réclamer le départ de l'équipe gouvernementale. Elle venait d'être entendue par la justice en tant que témoin de l'assassinat de son époux. *"Ce gouvernement doit démissionner aujourd'hui, pas demain ou après-demain. Il ne faut pas attendre. C'est la règle du jeu politique. Quand un gouvernement échoue il doit prendre ses responsabilités."*

Besma Khalfaoui tenait d'une main le portrait encadré de son mari assassiné, faisant de l'autre main le "V" de la victoire. *"C'est n'est pas un accident passager. C'est un assassinat, une déviation très grave de la Tunisie", a-t-elle déclaré. Elle a par ailleurs indiqué que le ministère de l'Intérieur n'avait pas répondu à sa demande d'assurer sa protection et celles de ses deux filles. Un drapeau tunisien sur les épaules, Besma Khalfaoui a quitté la manifestation escortée par des manifestants, tandis que les centaines de personnes présentes, hommes et femmes de tous âges, criaient "(Rached) Ghannouchi, assassin !" accusant le chef du parti islamiste d'être responsable de la mort de l'opposant. Le Point.fr 11.02*

Le développement de la révolution tunisienne confirme la justesse et l'actualité de la théorie de la révolution permanente. Malheureusement pour nos amis tunisiens, il semble que sans révolution sociale et politique dans les pays les plus industrialisés dont dépend en grande partie leur économie, il leur sera impossible d'aller de l'avant ou guère plus loin, tout au plus ils pourront arracher des avantages démocratiques et sociaux sans remettre en cause le régime en place et le capitalisme, d'autant plus qu'on ne voit pas comment la classe ouvrière pourrait parvenir au pouvoir en Europe en l'absence de véritables partis révolutionnaires et d'une Internationale ouvrière combattant sur le programme de la révolution socialiste mondiale, ce qui leur ouvrirait la voie pour aller au bout de leur révolution. Soyons lucide.

2.3- La manifestation organisée samedi 9 février, par "les Jeunesses islamistes du parti Ennahdha", à laquelle se sont joints les salafistes, m'est apparue pour le moins étrange. Elle est venue en contrepoint de la marée humaine qui, la veille, avait suivi le cercueil de l'opposant Chokri Belaïd, assassiné devant son domicile. Les Tunisiens ne s'y sont pas trompés; cette manifestation a été un échec. Seules deux à trois mille personnes, selon les chiffres les plus optimistes, étaient présentes sur l'avenue Habib Bourguiba.

Autre singularité, les manifestants s'en sont pris à la France, avec des slogans d'un autre âge faisant référence à la colonisation. Le prétexte en a été la déclaration de Manuel Valls réagissant à l'assassinat de Chokri Belaïd. Le ministre de l'Intérieur a affirmé la semaine passée qu'il existe un *"fascisme islamiste"* qu'il convient de combattre. Il est évident que cette observation, somme toute anodine, ne s'adressait aucunement aux islamistes au pouvoir en Tunisie, mais aux extrémistes qui usent de la violence terroriste pour chercher à imposer leur idéologie.

En réalité, cette manifestation lancée à la va-vite est un signe parmi d'autres qui montre qu'aujourd'hui en Tunisie, le mouvement islamiste est affaibli et profondément divisé.

Affaibli par l'impossibilité devant laquelle il se trouve, de donner aux tunisiens le bien-être et la prospérité, que la chute de l'ancien président devait leur apporter. Affaibli, aussi par la mouvance salafiste qui cherche à imposer par la violence un islam radical, que ne rejettent pas tous les responsables d'Ennahdha. Les nombreuses exactions commises depuis plusieurs mois, comme l'incendie d'une quarantaine de mausolées, dont l'origine ne fait aucun doute, créent une insécurité, qui vient s'ajouter au passif du bilan du mouvement islamiste au pouvoir.

Et l'on comprend alors pourquoi les manifestants, qui représentaient la tendance la plus dure du mouvement islamiste, ont utilisé cette vieille ficelle usée de l'ingérence de l'ancienne puissance coloniale, qui a pendant longtemps permis de remobiliser le peuple et de masquer l'impérialisme des gouvernants. Mais cette stratégie est vouée à l'échec. Les Tunisiens, qui ont tissé des liens profonds avec la France depuis plus d'un demi-siècle, savent que la France est leur seconde patrie et qu'il existe entre les deux peuples des liens indéfectibles d'amitié et de coopération dans tous les domaines. Tenter de monter les Tunisiens contre les Français est une absurdité qui est la preuve même de l'affaiblissement du mouvement islamiste.

Outre qu'il est affaibli, le mouvement Ennahdha est profondément divisé. Il est traversé par deux courants. L'un modéré, avec comme leader l'actuel Premier ministre, Hamadi Jebali, qui prêche pour un islam éclairé déconnecté du pouvoir politique. Il gouverne sans inconvénient avec des partis laïcs. L'autre ouvertement intégriste, pour qui la loi islamique doit prendre le pas sur la loi démocratique, prôné par le président du mouvement, le cheikh Rached Ghannouchi.

L'assassinat de Chokri Belaïd et la manifestation de l'avenue Habib Bourguiba ont eu pour effet de durcir les positions au sein du mouvement Ennahdha, d'exacerber les antagonismes et de mettre les modérés, tenus à la solidarité, en difficulté, sauf à être accusés de trahison.

On peut se demander alors si la manifestation n'était pas en réalité, dirigée contre le Premier ministre jugé trop conciliant, d'autant que ce dernier a émis le projet de former dès cette semaine un gouvernement de technocrates composé de personnalités indépendantes, extérieures aux partis politiques, excluant par la même les responsables d'Ennahdha. Les extrémistes du mouvement n'en veulent à aucun prix. Et ce n'est donc pas sans raison que les manifestants ont mêlé à leurs slogans anti-Français, d'autres adressés directement au Premier ministre, très explicites, selon lesquels le peuple a voulu un gouvernement islamiste et il n'est pas (ou plus) question de modifier ce qui a représenté sa volonté.

Un bras de fer est engagé entre les deux leaders du mouvement Ennahdha. Hamadi Jebali menace de démissionner. Sa démission ouvrirait une crise politique au sein du mouvement islamiste. Il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui, le parti Ennahdha est au bord de l'implosion, la semaine qui s'ouvre sera à cet égard décisive. Lexpress.fr 11.02

Le mouvement Ennahdha a usurpé le pouvoir qui devait revenir aux partis qui s'étaient engagés dans le mouvement révolutionnaire pour chasser Ben Ali. On voit bien ici qu'il n'a pas de base populaire ou alors très faible, qu'il est illégitime qu'il reste au pouvoir, s'il le reste c'est uniquement parce qu'il bénéficie du soutien du Qatar, de la France et des Etats-Unis, de l'UE.

3- Arabie Saoudite

«Le plus grand exportateur de terroristes est considéré comme un partenaire sûr, pour l'Occident».

Selon la Deutche Welle allemande. «L'Arabie Saoudite est le plus grand protecteur financier des groupes terroristes, mais, les Etats-Unis et leurs alliés se sont associés à ce pays, car leurs intérêts l'exigent», selon le média allemand. french.irib.ir 11.02

L'Empire craque de partout, leur Nouvel ordre mondial vacille sur ses bases...

Allez raconter cela à Hollande, Le Drian, Fabius... Non, non, ils ne sont pas de droite ou d'extrême droite, de gauche paraît-il ! Et Laurent (PCF) est au "cœur de cette gauche... A vous dégoûter d'être de gauche, non ? Alors rejoignez l'Opposition de gauche ! On attend vos messages.

SOCIAL

France

2012 année terrible pour l'emploi, à commencer par les intérimaires, dont l'emploi a chuté de 8,7% sur l'ensemble de l'année 2012, annonce Pôle emploi lundi. Fin décembre 2012, le nombre d'intérimaires s'établissait à 569.400 en valeur corrigée des variations saisonnières, soit une baisse de 54.000 postes par rapport à décembre 2011.

Toutes les tranches d'âges sont concernées par la baisse ainsi que toutes les catégories socio-professionnelles. Les femmes sont toutefois un peu moins touchées que les hommes. Les effectifs féminins ont baissé de 8,3% contre 8,9% pour les hommes. L'Expansion.com 11.02

Normal, les femmes ont des salaires plus bas.

[Haut de page ↗](#)

Le 13 février

CAUSERIE

Ce soir je mettrai en ligne une douzaine d'articles de sources diverses.

J'ai reçu une réponse du M'PEP, suite au courriel que je leur avais envoyé après la publication dans leur portail d'un article de Samir Amin. Je la mettrai en ligne demain avec la réponse que j'ai rédigée, plus politique que la dernière fois ou plus précise aussi.

PSA. "Pour moi, c'est acquis à 99%. La raison l'a emporté sur la passion", a dit à Reuters Christian Lafaye de Force ouvrière. (Reuters 12.02)

La "raison", c'était accepter le plan antisocial de la direction, et la "passion", c'était s'y opposer jusqu'au bout.

La raison du plus fort est toujours la meilleure, n'est-ce pas ?

Ce n'est pas le courage qui l'étouffe ce capitulard. Et pour être passionné, faut-il encore avoir un idéal. Le sien devait manifestement se situer à un niveau alimentaire. Le nôtre, le plus élevé qui soit : la liberté ! On lui conseillera de démissionner de

ces mandats syndicaux.

On voit où conduit ou comment se traduit dans la pratique la soi-disant indépendance syndicale de FO... Qu'en pensent les dirigeants du POI qui ont des rapports quasi congénitaux avec l'appareil de FO ? Vous pariez qu'ils s'abstiendraient d'en dire quoi que ce soit, comme sur "*le mariage pour tous*" sur lequel ils sont demeurés particulièrement silencieux, vous l'aviez remarqué aussi, bravo !

Parole d'internaute

- "*Dans la série des subventions scandaleuses, je souhaiterais connaître le montant que la Marie de Paris a donné au PSG qui appartient au Qatar. Je vais d'ailleurs le demander lors du prochain compte-rendu de mandat de B Delanoë. Je trouve insupportable qu'ayant supprimé la gratuite des transports aux handicapés et aux personnes âgées, il donne de l'argent à ces multimilliardaires.*"

Nous cela ne nous étonne pas, c'est dans la nature du PS.

Delanoë ne peut pas donner à tout le monde, enfin !

En famille. Propagande de la réaction "**extrême**". Les médias et le maire de Paris ne sont pas ingrats.

Le meilleur du documentaire, c'est mardi soir sur France 5 avec «*Les Réseaux de l'extrême*», enquête en quatre volets au cœur des mouvements passés maîtres dans l'art de désinformer pour mieux faire monter les tensions, radicaliser les identités et semer le soupçon contre les médias ou la démocratie. La journaliste Caroline Fourest en décortique les codes, en dévoile les coulisses, en décrypte les méthodes, images à l'appui... Le deuxième épisode est consacré ce soir aux radicaux de l'islam. 20minutes.fr 12.02

Commentaire d'un internaute.

- "*La revue de Fourest ne paraît plus depuis novembre 2011 mais reçoit toujours des subventions de la ville de Paris.*

Dans un article paru dans les derniers Dossiers du contribuable (consacrés au « scandale des subventions » aux associations), je signale que « Prochoix, « la revue pour le droit de choisir », une publication pro-mariage gay (entre autres...) co-fondée par Caroline Fourest, qui ne paraît pas depuis novembre 2011 et dont le blog n'a publié que dix billets en un an (...) a reçu en mars 2012 la bagatelle de 12 000 € d'argent municipal, comme chaque année... » Le contribuable parisien est trop bon !"

On ne lui demande pas son avis !

En famille. Accord patronal du 11 janvier 2013 soutenu par le PS et l'UMP.

Du côté du PS.

Les députés PS "*interviendront*" sur l'accord sur l'emploi pour améliorer sa transcription dans la loi ou le compléter mais "*ne le dénatureront pas*", a assuré leur porte-parole Thierry Mandon, évoquant la volonté de "*ne pas perdre un signataire*".

Depuis le premier jour, Bruno Le Roux a expliqué que la position du groupe socialiste était de respecter l'équilibre obtenu par les partenaires sociaux. AFP 12.02

Pour le PS, le Medef est un partenaire social, en admettant qu'on considère le Medef comme un partenaire ce qui est tout à fait grotesque, nous considérerions que nous sommes en présence d'un partenaire antisocial, donc infréquentable, avec lequel nous refuserions d'avoir le moindre rapport, sauf à l'issue d'une grève ou d'un mouvement social sur demande des travailleurs eux-mêmes, avant, jamais !

Commentaire d'un internaute

- "*En gros Hollande entérine un accord que deux des plus gros syndicats refusent et que les députés n'auront pas le droit d'amender. Après ça c'est Sarkozy qui est l'arme du MEDEF...*"

Mais c'est la démocratie que défendent tous les syndicats, y compris la CGT et FO en ayant participé à cette funeste mascarade qui a abouti à cet accord. On pourrait ajouter le POI, le NPA et LO qui soutiennent leurs appareils et n'entendent pas rompre avec eux pour autant, on ne se refait pas.

Rectifions monsieur si vous voulez bien. Il s'agit d'un couteau dont la lame possède deux tranchants, l'un s'appelle Sarkozy ou l'UMP, l'autre Hollande et le PS, et en fonction du contexte, c'est l'un ou l'autre qui est amené à être utilisé au bénéfice du patronat. Quand l'un a déjà trop servi ou qu'il n'est plus en mesure de terminer le sale boulot, c'est l'autre tranchant qui entre en action et ainsi de suite alternativement, le temps que l'autre aiguisé ses arêtes ou se refasse une santé.

Depuis 1945 (ou même avant), ils n'ont cessé de jouer cette comédie, de se répartir les rôles, et vous ne vous en êtes toujours pas aperçu ? Rassurez-vous, vous êtes loin d'être le seul, l'immense majorité pour ne pas dire la quasi totalité du mouvement ouvrier non plus.

Du côté de l'UMP.

Le président de l'UMP a en effet indiqué, le 4 février sur RTL, qu'il voterait ce texte "*parce qu'il va dans le bon sens*" et "*introduit plus de flexibilité pour les entreprises et en même temps plus de sécurité pour les salariés*".

Dans un argumentaire diffusé le 15 janvier et destiné à ses militants, l'UMP estime l'accord sur l'emploi "*pas à la hauteur*" tout en reconnaissant qu'"*il apporte quelques conclusions utiles*" : "*L'accord sur l'emploi entre les partenaires sociaux, qui ne doit rien à François Hollande, apporte quelques conclusions utiles sur la mobilité des salariés, la portabilité des droits sociaux, l'allègement des procédures de licenciement, ou l'adaptation du travail à l'évolution de la conjoncture, mais il n'est pas à la hauteur du défi car il ne bouleverse pas en profondeur le marché du travail, en faisant notamment l'impasse sur les questions du coût, du temps et du contrat de travail...*", est-il écrit dans ce document.

A l'UMP, l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin avait le premier annoncé le 20 janvier qu'il votera la réforme du marché du travail issu de l'accord signé avec des partenaires sociaux. "*Je vais voter ce texte*" et "*je souhaite qu'il n'y ait aucune surenchère sur ce texte, ni d'un côté, ni de l'autre*", avait-il déclaré. lemonde.fr 12.02

L'UMP préconise d'autres mesures sachant qu'il n'aurait même pas été capable de mettre en oeuvre celles contenues dans l'accord du 11 janvier. Et au nom des intérêts des capitalistes qu'ils représentent, il a de quoi se réjouir que le PS fasse le sale boulot à sa place et les patrons ne s'y trompent pas. Que cela ne soit pas suffisant à leurs yeux, c'est normal au regard de la gigantesque crise dans laquelle est plongé le capitalisme et dont jusqu'à présent on n'a vu qu'un bout infime.

Ils écrivent :

- Il faut : "*baisser la dépense publique, diminuer le nombre de fonctionnaires, poursuivre la réforme des retraites, alléger le coût du travail ou encore simplifier l'environnement fiscal et réglementaire des entreprises.*"

- "*Il faut (...) augmenter le temps de travail, assouplir le code du travail, développer l'apprentissage, l'alternance et la formation continue (...)*" (www.u-m-p.org 15.01.13)

Bref, sans surprise, le programme de l'UMP c'est celui des néo conservateurs américains, qu'ils soient au parti républicain ou au parti démocrate, le programme de l'oligarchie financière américaine et internationale.

Quelques précisions.

Ce qu'en pense le rédacteur en chef du journal Le Point qu'on ne soupçonnera pas d'être au côté des masses laborieuses. Ce qu'il relève, les contradictions de Hollande notamment, ne manque pas d'intérêt pour comprendre les rapports qui existent entre les classes et à l'intérieur des classes. Extraits.

- Démocratie sociale, c'est une appellation qui sonne bien : c'est un courant de la gauche qui ambitionne de mettre l'économie au service du progrès social. Si vous dites "*social-démocratie*", on pense au modèle politique allemand. Donc François Hollande préfère inverser les termes pour annoncer une ère nouvelle dans les rapports entre le pouvoir, les entreprises et les salariés. C'est ce nouveau modèle qu'est censé instaurer l'accord sur le droit du travail signé le 11 janvier entre syndicats et patronat, et que François Hollande avait qualifié par avance d'"*historique*". Quand on regarde le paysage social un mois après, le climat paraît plutôt hystérique !

En réalité, Hollande étant le représentant du capital et le capitalisme connaissant sa plus gigantesque crise depuis deux siècles, tout "*progrès social*" est à exclure des politiques qui seront dorénavant mises en oeuvre et cela depuis déjà plusieurs décennies, cette tendance devant encore s'amplifier puisque la crise du capitalisme s'amplifie chaque jour un peu plus à défaut de pouvoir la juguler.

Il s'agit d'un tour de passe-passe de Hollande. En fait de "*démocratie sociale*", le "*dialogue sociale*" en est l'antithèse ou en constitue le tombeau où elle doit échouer.

Dans le passage suivant, il explique que Hollande et le Medef n'ont pas pu aller aussi loin qu'ils l'auraient souhaité dans la remise en cause de la législation du travail, tout comme Sarkozy précédemment, car les travailleurs résistent.

- Ne nous payons pas de mots : François Hollande s'est vanté d'avoir obtenu cet accord en tordant le bras aux partenaires sociaux. En fait, c'est un accord à minima : le Medef comme les syndicats avouent qu'on est loin de la "flexisécurité" à la scandinave recherchée. Et puis cet accord majoritaire est... minoritaire : 3 syndicats sur 5 l'ont ratifié mais la CGT et FO, qui n'ont pas signé, représentent 50 % des salariés - sans compter que la CFE-CGC et la CFTC, signataires, ne seront plus considérés comme représentatifs avec la nouvelle loi en vigueur en mars. Et que nous avons un taux de syndicalisation parmi les plus faibles d'Europe... Autant dire qu'on est loin des bases solides d'un nouveau dialogue social. La meilleure preuve, c'est que les syndicats font grève et défilent comme sous Sarkozy !

Il minimise la portée de cet accord et on comprend pourquoi, cela dit le patronat en réclame toujours plus. S'agissant de la représentativité des syndicats, la CGT peut jouer la carte de la provocation et recourir au gauchisme ou à des actions violentes intiles histoire de se retrouver en porte-à-faux dans un contexte où les travailleurs ne sont pas forcément très combattifs ou ne se mobilisent pas en masse sinon cela se saurait, afin de faire monter la CFE-CGC et la CFTC plus modérés, c'est un euphémisme, il serait d'ailleurs étonnant que la CFDT ne leur donne pas un coup de pouce, de telle sorte que la répartition des rôles continue de fonctionner. Sinon, le gouvernement se retrouvera dans une situation où il sera obligé de se substituer au "dialogue social" et de légiférer en faveur du patronat concentrant ainsi le mécontentement des travailleurs contre l'Etat.

On comprendrait qu'il y voie un danger et qu'il n'y tienne pas vraiment, car c'est là que se situe la clé de la situation comme je l'ai expliqué dans de précédentes causeries : Hollande et son gouvernement en apparaissant comme les chefs de file du patronat, les maîtres d'oeuvre de sa politique antisociale, les responsables des difficultés que rencontrent quotidiennement les travailleurs, l'Etat et les institutions apparaîtraient de plus en plus comme l'objectif à abattre, objectif facile à saisir et autour duquel l'unité des travailleurs pourrait se réaliser facilement puisque tous les autres intermédiaires auraient disparu ou seraient relégués au second plan ou ne pourraient plus servir d'obstacles pour les protéger, dans ces conditions, c'est sur cet axe de combat que les travailleurs pourraient se mobiliser ou déferler du jour au lendemain en dehors du contrôle des appareils totalement débordés et qui n'ont rien vu venir, ce processus ayant entraîné en profondeur la radicalisation politique des masses, le renversement du régime ou l'issue politique à la crise du capitalisme pourrait être à la portée de notre main, encore faudrait-il qu'un parti incarne ce processus et se fixe cet objectif pour le mener à son terme...

Voilà ce qu'ils craignent tous.

Plus loin, et là je passe tout un passage sans intérêt, ce représentant du capital qui n'est pas à une contradiction près, reproche aujourd'hui au PS ce qu'il n'aurait pas reproché hier à l'UMP, à savoir un déni de la démocratie, dont les deux partis sont familiers ou avec lequel ils n'ont cessé de s'accommoder dans le passé.

Cela dit, c'est intéressant de le relever, car cela signifie qu'il leur est impossible de gouverner sans piéter la démocratie, et que par conséquent si on veut qu'elle soit respectée, il faut impérativement renverser le régime en place et retirer le pouvoir aux capitalistes, il n'existe pas d'autres alternatives, porter à la tête de l'Etat l'un ou l'autre candidat, changer de majorité parlementaire ne change absolument rien à la politique antisociale et réactionnaire qui est mise en oeuvre, c'est l'expérience que les travailleurs sont en train de vivre, à nous de les aider à en tirer les enseignements politiques qui s'imposent. Bon, ce n'est pas la première fois, laissons cela de côté aujourd'hui...

- A propos de l'accord patronal du 11 janvier : Drôle de "démocratie sociale" où la majorité parlementaire se voit imposer un accord minoritaire !

La dernière question portait sur les licenciements dits boursiers. Je reproduis la question et la réponse du rédacteur en chef du Point et on se retrouve ensuite.

- Ce qui n'est toujours pas réglé, c'est la fameuse question des "licenciements boursiers". Est-ce qu'on peut considérer que François Hollande a renoncé ?

Oui puisque l'encadrement des licenciements irait à rebours de l'esprit du texte. Hier, dans une de ces acrobaties syntaxiques dont il a le secret, François Hollande a annoncé une loi en vertu d'un "engagement qui a été pris sur les sites rentables". Tout le monde a cru que c'était la fameuse loi pour laquelle défilent les ouvriers de Goodyear et bien d'autres. En fait non : l'Élysée a précisé qu'il parlait d'une mesure qui figure dans l'accord du 11 janvier et qui obligerait l'industriel voulant fermer un site à chercher lui-même un repreneur. Fausse alerte, donc. Il paraît qu'il faut y voir le signe de ce que François Hollande se réintéresse aux usines. Visiblement, il commence par les usines à gaz.

Excellent, merci pour ces précisions monsieur Gattegno.

Si cette mesure figure déjà dans l'accord du 11 janvier et que " l'encadrement des licenciements irait à rebours de l'esprit du

texte", traduire les intérêts du patronat, cela signifie que la loi en préparation sur les "*licenciements boursiers*" est tout bonnement une supercherie !

Mittal. Numéro d'illusionnisme de l'UE.

Le commissaire européen à l'Industrie, Antonio Tajani, a annoncé mardi avoir demandé à ArcelorMittal de reporter sa décision de fermer des sites en Europe en attendant la présentation d'ici à l'été d'un plan d'action européen pour l'acier, mais le groupe a répondu par une fin de non-recevoir.

(Vous avez bien lu, Tajani a seulement demandé à Mittal de "*reporter sa décision de fermer des sites en Europe*" et non de l'annuler. Cela suffit pour que le philistin Montebourg s'en réjouisse, alors que cela ne changerait rien pour les milliers d'ouvriers concernés, il s'en fout. - Ndlr)

"Nous vous remercions chaleureusement, Monsieur le commissaire", a déclaré M. Montebourg, qui a indiqué qu'*"ArcelorMittal avait protesté en indiquant que ce n'était pas de l'ordre de la Commission européenne, ni des Etats membres d'intervenir ou d'interférer dans la libre entreprise"*.

(Mittal a raison, il en appelle au respect des principes que l'UE a adoptés, Tajani, Juncker, Montebourg, etc. , dont celui de la concurrence libre et non faussée qui permet de démanteler ou liquider des pans entiers de l'industrie et même des services jugés pas suffisamment rentables par l'oligarchie financière. - Ndlr)

"Je suis désolé, ArcelorMittal profite des subsides publics en toutes circonstances, comme beaucoup des activités industrielles de l'acier, il est donc normal qu'un droit de regard s'exerce sur ces activités", a ajouté M. Montebourg.

"Peut-être qu'ArcelorMittal ira outre, mais une chose est sûre, c'est que le politique européen, maintenant, s'affirme comme les Etats-nations s'affirment", a-t-il dit.

(Un "*droit de regard*" qui constitue un aveu d'impuissance, après avoir concocté une législation tellement favorable aux capitalistes qu'il est devenu impossible de s'opposer à leur politique sans la violer, ce que ne se risquera pas à faire l'UE ou un gouvernement qui en fait partie.

C'est dans ce contexte qu'ils ont versé des centaines de milliards aux capitalistes, en sachant pertinemment que quelles que soient les décisions qu'ils seraient amenés à prendre dans le futur, ils n'auraient pas les moyens de s'y opposer, autrement dit ils en ont été par avance les complices parfaitement conscients de ce qu'ils faisaient.

Ce n'est pas "*peut-être*", c'est certain, Mittal ira "*outré*", il y est encouragé par la législation en vigueur dans l'UE autant que l'intention du législateur de ne pas revenir dessus, puisque l'UE fonctionne comme un organisme supranational au service de l'oligarchie financière américaine et occidentale qui contrôle les multinationales, si leur intérêt à l'échelle mondiale leur commande de liquider la sidérurgie en Europe occidentale car trop coûteuse ou pas suffisamment rentable pour eux, ils profiteront du contexte de la baisse de la demande qui est le produit de leur propre politique d'austérité ou qu'ils ont provoquée en réponse à la crise du capitalisme, ils n'hésiteront pas un instant et ne reviendront pas sur leurs décisions. - Ndlr)

"Il y a entre la France et le Luxembourg une solidarité de fait" sur ce dossier, a expliqué M. Juncker. AFP 12.02

(Une "*solidarité*" contre le même ennemi : la classe ouvrière. Pour se faire une idée assez précise des véritables intentions de Junker, Montebourg et Cie., rappelons que le Luxembourg est un paradis fiscal au coeur de l'UE et qu'ils s'en accommodent très bien... comme Mittal qui ne s'y est pas trompé en y installant son siège social. - Ndlr)

Numéro d'illusionnisme des porte-parole de l'oligarchie financière.

- Le projet de réforme bancaire arrive devant les députés - LePoint.fr

- L'Assemblée nationale va muscler la loi bancaire - AFP

La question n'est pas de savoir dans quelle direction. Sa seule fonction ou qualité réside dans le fait d'avoir été posée pour faire croire aux ignorants qu'ils allaient s'attaquer aux privilèges exorbitants de l'oligarchie financières qui se jouent de tous les règlements existants, alors qu'ils n'en ont jamais eu pas la moindre intention, pour sauver les apparences auprès de leurs troupes aussi.

Hier comme aujourd'hui, la politique des dirigeants des partis ouvriers reposent sur les bonnes intentions sans lendemain ou les apparences dont se pare le PS et ses satellites, pour justifier le soutien qu'ils lui ont accordé pendant plus d'un demi-siècle,

au régime en place quoi.

Nous sommes parvenus au constat, que leur politique qui consista soi-disant à se placer sur le terrain des illusions des masses pour mieux les combattre, privilégia en réalité les apparences dans lesquelles se drappait le PS pour mieux tromper les travailleurs, comment ? En leur faisant croire qu'il était animé des meilleures intentions du monde et que s'il ne parvenait pas à les réaliser il n'y était finalement pour rien ou pas grand chose.

Ce qui explique pourquoi les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats ne cessent de s'adresser à Hollande, aux différents ministres, aux élus du PS, pour protéger, pour ne pas que se déchire le voile des apparences trompeur dans lequel se drappe le PS, afin d'alimenter les illusions des masses dans ce parti ou plutôt dans les institutions et le capitalisme qu'il s'emploie à protéger, qu'il incarne et la boucle est bouclée.

[La blanchisseuse du Palais et les barbouzes.](#)

Le parquet a requis mardi la relaxe de l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua au procès à Paris des détournements du programme de l'ONU en Irak "*pétrole contre nourriture*".

Une autre relaxe, une peine de 18 mois de prison, dont 6 ferme, et des amendes allant de 20.000 euros avec sursis à 100.000 euros ont par ailleurs été demandées concernant une dizaine d'autres prévenus. La lecture des réquisitions devait se poursuivre, après une pause, à propos de l'implication présumée de Total dans cette affaire. AFP 12.02

[Inde. Un Etat semi-féodal en guerre permanente contre son peuple.](#)

- '*La modernisation militaire de l'Inde est un impératif*' - LeMonde.fr

Le Monde porte-parole des marchands de canons, normal.

- La police indienne tue huit membres de tribu dans l'Etat d'Assam - Reuters

La police était intervenue pour contenir les protestations de membres de la tribu de Rabha, opposés à des élections qui violent selon eux les lois tribales, a expliqué un autre haut responsable. Reuters 12.02

Car en Inde ils existent de telles inégalités entre les différentes couches de la société, il y en a qui sont à l'ère d'Internet et d'autres à l'âge de pierre pour ainsi dire, des populations vivent dans des villages isolés où ils n'ont ni eau potable ni électricité ni téléphone et parfois ni routes en dur ni commerces ou quelques échoppes seulement ni services publics cela va de soi.

Donc au niveau juridique, sachant qu'il correspond au niveau de développement économique, leur niveau économique n'ayant pas évolué au même rythme que le reste de la société, leurs institutions n'ont pas évolué non plus par rapport au reste de l'Inde, ils rejettent donc le processus électoral que le gouvernement voudrait leur imposer.

A qui la faute, sinon aux classes dominantes qui ont accapé le pouvoir et les richesses du pays depuis l'indépendance et dont le gouvernement actuel de coalition est le représentant.

Quand on sort de la ville et qu'on parcourt quelques kilomètres dans la campagne, on croise encore des tribus vivant de la cueillette et de la chasse (armé d'une lance et d'un fusil à poudre à un coup !), vêtus sommairement, ils viennent s'entasser aux abords des villes et vivent misérablement. Autant dire qu'ils connaissent le même sort que les Roms en France.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Affection vicieuse et purulente mais non contagieuse, il faut l'espérer.](#)

- Copé veut construire une "*relation affective avec les Français*" - AFP

[Il n'y a pas de fumée sans feu. Si le Figaro s'y intéresse..](#)

- Un site internet veut favoriser la démocratie participative - LeFigaro.fr

Question inutile, dépassée, obsolète...

- L'Occident a-t-il encore une longueur d'avance technologique ? - Atlantico.fr

Priorité au capital. Les commis et les larbins des banquiers donnent de la voix.

- Budget: la Cour des comptes veut donner une "*priorité absolue*" aux économies - AFP

- Didier Migaud : '*Il faut désormais freiner davantage la dépense*' - LeMonde.fr

- Cour des comptes: la droite se réjouit du rapport annuel - L'Express.fr

Les auteurs d'un crime prémédité ne peuvent être jugés que coupables.

- Multinationales: l'OCDE s'attaque aux failles du système fiscal mondial - AFP

- En politique : c'est l'inverse ! L'Agence du médicament se veut plus transparente - Liberation.fr

Quand seule l'étiquette change, le contenu étant le même. Il y a des propositions qui ne trompent pas...

- Jean-Yves Le Drian s'était déjà vu proposer le ministère de la Défense... par Sarkozy - leexpress.fr

Jean-Yves Le Drian promettra à Nicolas Sarkozy de le rappeler pour lui donner une réponse: "*Je l'ai donc rappelé et lui ai demandé d'excuser mon refus. Il m'a répondu que l'offre restait valable*".

Fidèle à son étiquette socialiste, ce proche de François Hollande se rattrapera cinq ans plus tard, en obtenant la Défense dans le gouvernement Ayrault. leexpress.fr 12.02

Pour en réalité poursuivre ou amplifier même la politique impérialiste de Sarkozy.

En politique : c'est l'inverse !

- Du cheval dans du "*chili con carne*" vendu chez Picard - Reuters

En réalité, seules l'emballage et l'étiquette était conforme...

Décadence et putréfaction de leur société

- La PMA, une "*demande légitime*", estime Christiane Taubira - AFP

- L'écologiste Placé veut taxer les mégots de cigarettes - L'Express.fr

Comment, vous ne l'avez pas encore liquidé? On fera le travail nous-mêmes.

- La Libye refuse de remettre Abdallah al Senoussi à la CPI - Reuters

La France et la Turquie ou la voix de l'OTAN

- La France fait un geste européen en direction de la Turquie - Reuters

Ils expriment au futur ce qui existe déjà au présent ou au passé.

- Le G7 tente de déminer les craintes d'une "*guerre des monnaies*" - AFP

- Pour Obama, davantage d'économie, moins d'Afghanistan - Liberation.fr

Cela veut dire plus de guerres, puisque l'économie est le concentré de la politique et la guerre la continuité de la politique sous une autre forme à des fins économiques.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

L'ancien chef des services secrets saoudiens a demandé aux Etats-Unis de livrer aux groupes armés syriens des armes lourdes.

L'Agence Mehr, citant les médias arabes, a rapporté que Turki Fayçal, ancien chef des services secrets de l'Arabie Saoudite a demandé aux Etats-Unis de fournir des équipements de défense anti-aérienne et des balles anti-char aux groupes armés syriens. A noter que l'Arabie Saoudite fait tout son possible pour entraver le processus de la résolution pacifique de la crise en Syrie. Il a tenu ces propos, lors de la première conférence internationale du Conseil des relations arabes-internationales. Il a appelé les Etats-Unis à une prise de position claire au sujet de la crise en Syrie. french.irib.ir 12.02

2- Qatar

Le Premier ministre qatari, Jassem Ben Al-eThani, a pris de court tout le monde !

Il vient de proposer à l'Iran de faire partie d'une organisation régionale chargée de la sécurité, une organisation à laquelle prendraient par l'Iran et les six pays arabes du bassin du golfe Persique. Cette proposition a été annoncée aux cérémonies d'ouverture de la première Conférence internationale des relations Arabes/Monde, au Koweït. Le PM qatari a dit : *"Les relations entre les Arabes et les Iraniens sont anciennes et solides et sont à même de résister aux crises et aux tensions imprévisibles, et les parties n'ont d'autres choix que de coexister"* (!!).

Ces propos, plus qu'étranges, sont formulés, alors que le Qatar, ennemi juré de la stabilité régionale, a tout fait, depuis deux ans, pour endiguer ce qu'il qualifie d'influence iranienne. En Syrie, le Qatar combat l'Iran et l'axe de la Résistance, ses pétrodollars servent à armer les terroristes et à acheter les mercenaires, et tout ceci, dans le sens des intérêts des grandes puissance et d'Israël ! D'où vient donc cette proposition choc? Une proposition, qui a, d'ailleurs, suscité la colère de certains pays arabes, qui n'aiment pas trop l'hypocrisie. Le journal *"Arab on line"*, qui paraît, aux Emirats, a son propre point de vue, à ce sujet, qui est loin d'être le vrai. Pour le quotidien *"l'appel du PM Qatari fait écho à celui de l'Iran, qui estime qu'il ne faut à aucun prix impliquer les puissances étrangères, dans les questions sécuritaires touchant la région"*.

L'analyste du journal croit que la proposition de Doha est le signe de l'échec du camp arabo-occidental, au Sommet du Caire. *"Le Sommet a vu l'Iran et l'Egypte proposer une initiative commune. Cette initiative commune veut réunir, sous le même chapitre, les Frères musulmans et l'Iran. Le Qatar s'est dit favorable à cette initiative, vu le large soutien qu'il apporte aux Frères, aussi bien, en Tunisie, qu'en Libye, en Egypte et ailleurs"* Mais que vient faire là dedans l'Iran?

Le Qatar cherche à limiter la casse, en ce qui concerne la Syrie. Son soutien explicite aux Jihadistes libyens, syriens maliens ... et les impacts que ce soutien commence à avoir ont, visiblement, irrité, et les Etats Unis et ses alliés occidentaux. La France, partenaire de longue date du Qatar, tient rigueur à celui-ci qui finance les Salafistes du Nord Mali. Après le meurtre de son ambassadeur, les USA sont, eux aussi, en colère contre Doha et lui demande de mettre de l'eau dans son vin, en réduisant son soutien aux Salafistes libyens et même, syriens. Dans ces conditions, *"impliquer l'Iran, dans une organisation sécuritaire arabo-persique, peut avoir un effet dissuasif, en direction de l'Iran, qui semble, désormais, avoir la main haute, dans le dossier syrien, et en direction des Etats et du camp occidental, dont la pression semble de plus en plus forte sur le Qatar, petit Etat aux grandes ambitions"* french.irib.ir 12.02

SOCIAL

1- France

- Plans sociaux: Goodyear présente son projet, PSA conclut ses négociations - AFP

1.1- Goodyear

La direction de Goodyear, qui projette de fermer son site d'Amiens-Nord, s'est engagée mardi à en *"limiter au maximum"*

les conséquences sociales" lors d'un CCE, qui a mobilisé des centaines de manifestants alors que direction et syndicats ont conclu des négociations sur le plan social chez PSA.

Chez Renault, une nouvelle réunion a été programmée entre la direction et les syndicats, faute d'avancées suffisantes mardi lors de ce qui se voulait l'ultime séance de négociation visant à la signature d'un accord de compétitivité dans l'entreprise.

Lors d'un CCE à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), la direction de Goodyear Dunlop Tires France (GDTF) a "exposé dans le détail les motivations économiques" de son projet aux élus du personnel ainsi que le Plan de Sauvegarde de l'Emploi envisagé. Elle affirme, dans un communiqué, vouloir "utiliser au mieux" les possibilités de reclassement interne et devrait proposer en France "au moins cent" postes, un nombre toutefois limité au regard des 1.173 subissant l'impact de la fermeture.

Près de 700 salariés du site d'Amiens répartis dans 14 cars étaient attendus au siège social, autour duquel plus d'une centaine de CRS étaient déployés.

"Les salariés sont motivés à défendre leurs emplois avec détermination et intelligence", a dit Mickael Wamen, délégué CGT. "Détermination à continuer, à se battre et intelligence à ne pas céder à la provocation."

"Il y a de quoi être scandalisé avec un gouvernement de gauche qui prône le dialogue social à tout va et qui en réalité fait tout le contraire. Je n'ai jamais vu autant de forces de l'ordre réunies pour un comité central d'entreprise où les salariés viennent dire qu'ils veulent garder leur emploi." (On croirait qu'il découvre un beau matin que le "dialogue social" avait un autre contenu ou aurait dû en avoir un autre. -ndlr)

Lors de cette réunion, un cabinet d'experts, Secafi, a été désigné par la majorité des membres du CCE (CFDT et CFE-CGC) "pour rechercher tous les moyens possibles pour tenter d'éviter d'appliquer le PSE projeté par la direction", selon les syndicats.

De son côté, Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, a annoncé que l'éventuel repreneur américain Titan "ne reviendrait pas" et que "le gouvernement cherchait une alternative".

Le ministre du Travail Michel Sapin a, quant à lui, estimé mardi qu'il y avait "encore des possibilités" pour Goodyear.

Plusieurs centaines de salariés d'entreprises visées par des plans sociaux ont manifesté à Rueil dans une ambiance tendue, devant le siège de Goodyear France, en solidarité avec les quelque 750 salariés du fabricant de pneus venus d'Amiens pour l'occasion. Parmi eux des salariés de PSA, ArcelorMittal ou Sanofi, ainsi que le collectif Licenci'elles.

D'importantes forces de l'ordre avaient été mobilisées face à ces manifestants (800 à 1.000 selon la police, 2.500 et 3.000 selon la CGT) qui ont dénoncé les licenciements boursiers.

1.2- PSA

Fin des discussions chez PSA

Chez PSA Peugeot-Citroën, où s'est déroulée l'ultime séance de négociations sur le Plan de restructuration qui vise les sites d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et Rennes, quatre syndicats se sont déclarés favorables à un projet d'accord sur l'accompagnement des salariés concernés. La CFE-CGC, la CFTC, FO et le Syndicat indépendant de l'automobile (SIA), majoritaire à Aulnay-sous-Bois, mais pas la CGT, ont jugé que des avancées positives avaient été faites lors de ces négociations, qui avaient débuté le 7 novembre.

"Pour moi, c'est acquis à 99%. La raison l'a emporté sur la passion", a dit à Reuters Christian Lafaye de Force ouvrière. (La "raison", c'était accepter le plan antisocial de la direction, et la "passion", c'était s'y opposer. La raison du plus fort l'emporte, ce n'est pas le courage qui l'étouffe ce capitulard, et pour être passionné faut-il encore avoir un idéal, le sien doit manifestement se situer à un niveau alimentaire, le nôtre, le plus élevé qui soit, la liberté ! On lui conseillera de démissionner de ces mandats syndicaux.- Ndlr)

Ils ont toutefois précisé que le projet devait être soumis à l'approbation des salariés et ne pourrait, le cas échéant, être adopté définitivement qu'au cours d'un prochain CCE prévu au printemps.

Entre 2012 et 2014, 11.214 suppressions de postes sont envisagées chez le premier constructeur français, dont 3.000 à Aulnay et 1.400 à Rennes, avec une phase de départs volontaires ouverte jusqu'au 31 décembre.

1.3- Renault

Chez Renault, la nouvelle réunion a été programmée pour le mardi 19 février.

"*Nous n'avons pas fini de négocier*", a indiqué Dominique Chauvin, représentant de la CFE-CGC, majoritaire, après avoir estimé que certaines garanties avaient été obtenues. Mais, a-t-il ajouté, "*on veut prendre le temps*" face à la complexité des problèmes soulevés.

La CFDT s'est quant à elle félicité d'avoir obtenu "*des garanties concrètes très importantes pour les salariés de l'ensemble des sites avec une augmentation des volumes jusqu'à plus de 80% de leur capacité d'ici quatre ans et au-delà de 2016*".

Avant la réunion, la CFE-CGC, comme la CFDT, avaient jugé impératif d'obtenir des éléments précis sur les augmentations de volumes de production promis par le constructeur.

A l'issue de cette nouvelle séance de négociations la direction de Renault a confirmé dans un communiqué "*son engagement de développer l'activité des sites industriels français*". AFP et Reuters 12.02

1.4- Enseignants du primaire.

Les enseignants du primaire ont fait grève mardi en France pour contraindre le ministre de l'Education, Vincent Peillon, à reporter à 2014 et à aménager sa réforme des rythmes scolaires, qui instaure le retour à la semaine de quatre jours et demi.

Le SNUipp-FSU (Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs des écoles), principale organisation du secteur, a affirmé mobiliser 58% des instituteurs, avec des taux de grévistes variables selon les régions.

Le ministère fait état pour sa part de 36,17% de grévistes au niveau national dans le primaire à la mi-journée et de 2,40% dans le secondaire, où un petit nombre d'enseignants a suivi le mouvement en soutien aux instituteurs.

La participation était de près de 60% à Paris où les instituteurs sont remontés contre le maire, Bertrand Delanoë (PS), qui avait décidé le passage à 4,5 jours, contre 4 actuellement, dès la rentrée 2013.

Bertrand Delanoë a lancé un appel au dialogue tout en amorçant un léger recul. "*La décision (sur l'application de la réforme à la rentrée 2013 ou 2014) sera prise fin mars*", a-t-il dit sur France Info.

Lors du précédent mouvement dans la capitale, le 22 janvier, près de 80% des professeurs des écoles avaient fait grève, selon le rectorat.

Des rassemblements ont eu lieu dans de nombreuses villes de France, mais beaucoup n'ont réuni que quelques centaines d'enseignants.

En revanche, plusieurs milliers de personnes - 5.800 selon la police, 12.000 d'après les syndicats - ont participé au cortège parisien. "*Ni statu quo, ni bricolage*", pouvait-on lire sur une banderole.

Une autre grève était lancée en parallèle dans l'éducation par cinq syndicats (CGT, FO, Sud, CNT, FAEN) qui demandent, outre l'abandon de la réforme des rythmes scolaires, une amélioration des conditions de travail et de rémunération.

Selon un sondage BVA pour l>télé de janvier, 59% des Français interrogés sont pour le retour de l'école le mercredi ou le samedi matin. A l'inverse, 39% d'entre eux souhaitent conserver la semaine de quatre jours mise en place en 2008.

Les syndicats ne remettent pas en cause le projet lui-même mais dénoncent une réforme "*bricolée*".

Les communes ont jusqu'au 31 mars pour décider si elles appliqueront la semaine de 4,5 jours cette année ou en 2014.

Les journées de classe seraient raccourcies de 45 minutes, consacrées alors à des activités culturelles ou sportives, mais les communes comme les syndicats se demandent avec quel personnel et quel budget.

"*Nous sommes sur une action qui met en lumière la déception de la communauté éducative sur une réforme des rythmes scolaires, qui était attendue et nécessaire, et qui aujourd'hui n'offre pas de garantie*", a déclaré le secrétaire général du SNUipp-FSU, Sébastien Sihr.

"*Les principaux opposants à la réforme des rythmes scolaires sont avant tout les communes, qui sont en train de traîner les pieds pour 2013*", a-t-il ajouté sur RTL. Reuters 12.02

2- Grande-Bretagne

La banque britannique Barclays va supprimer au moins 3.700 emplois, dont 1.900 dans l'activité de détail en Europe et 1.800 dans la banque d'investissements, dans le cadre d'un plan stratégique dévoilé mardi, destiné à réaliser des économies et restaurer sa réputation. AFP 12.02

3- Pologne

Le principal opérateur du téléphone en Pologne, Orange Pologne (France Télécom), a annoncé aujourd'hui à Varsovie qu'il allait supprimer cette année 1700 postes sur un total de 22.414 salariés.

"Orange Pologne, dans la situation économique actuelle, doit réduire ses coûts. Il s'agit de départs volontaires, aussi bien que de licenciements", a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'opérateur, Wojciech Jabczynski. AFP 12.02

ECONOMIE

1- France

1.1- Hermes La maison de luxe publie de nouveaux chiffres record. Hermes anticipe notamment une marge opérationnelle 2012 «*légèrement supérieure*» à celle de 31,2% enregistrée en 2011 et déjà inédite, selon les données dévoilées par l'entreprise ce mardi matin.

Le sellier a également atteint l'an dernier un niveau jamais vu de ventes, à 3,48 milliards d'euros (+22,6%), supérieur à ses attentes et à celles des analystes.

Hermès, qui avait relevé deux fois ses prévisions courant 2012, a réalisé une croissance de 16,4% à taux de changes constants, tirée par l'Asie et bien plus élevée que les 13% encore évoqués en novembre, en raison d'une "excellente" activité au quatrième trimestre. lefigaro.fr 12.02

1.2- Michelin a publié aujourd'hui des résultats en hausse pour 2012, avec un bénéfice net en progression de 7,4% à 1,5 milliard d'euros, un bénéfice opérationnel avant éléments non récurrents qui bondit de 25% à 2,4 milliards et un chiffre d'affaires de 21,5 milliards. AFP 12.02

2- Etats-Unis

Le géant américain des boissons gazeuses Coca-Cola a annoncé mardi un bénéfice net part du groupe en hausse de 5% pour l'ensemble de l'année 2012 à 9,0 milliards de dollars, meilleur que ne l'attendaient les analystes de Wall Street. AFP 12.02

[Haut de page ↗](#)

Le 14 février

CAUSERIE

A défaut de se détendre en parole, on se lâche un peu en images, comme quoi on garde le moral et on reste de bonne humeur même quand la situation est difficile. Hollande est arrivé en Inde avec sa bande de patrons prédateurs, ils ne sont pas les bienvenus.

On a encore eu un boulot de dingue à abattre. Ma souris et le lecteur de CD déconnent quand le clavier ne se bloque pas, du coup je bricole entre deux articles. Si un jour le site n'était pas actualisé vous sauriez pourquoi, ordinateur HS. C'est ma hantise.

Vous trouverez en ligne 25 nouveaux documents.

Deux infos qui auront le don d'exaspérer Obama, Cameron, Merkel et Hollande.

- Bouteflika a fait part de la volonté d'Algérie de développer ses relations avec l'Iran.

- Visite du Ministre iranien des Affaires étrangères en Russie. (french.trib.ir 13.02)

Où cela ?

- Une ouvrière du textile a reçu 70 paires de chaussettes au lieu d'un 13e mois de salaire.

Réponse : Au Vietnam en plein marasme économique. Madame Tran Thi Hai a dit qu'elle allait "*les vendre dans les rues pour avoir un peu d'argent. C'est mieux que rien*" AFP 13.02

En vidéos.

Au déni de démocratie il faut ajouter le déni de vérité.

J'ai été surpris de constater que de farouches opposants à l'impérialisme américain n'ont pas acquis un esprit critique suffisamment développé pour remettre en cause la version officielle du 11 septembre 2001 ou pour porter un regard objectif ou impartial sur la multitude de preuves qui ont été fournies depuis 11 ans par des sources indépendantes sérieuses et très diverses qui réduisent à néant cette version.

J'en déduis donc qu'ils sont loin d'être les seuls dans ce cas-là. C'est pour cette raison que j'ai entrepris de visionner d'autres témoignages que vous connaissez peut-être, je n'en sais rien, que je porte ici à votre connaissance. Ce n'est pas la seule faiblesse des intellectuels comme on le verra plus loin.

- "*Webster Tarpley n'est plus invité chez Alex Jones depuis plusieurs mois, pourquoi ? Parce qu'il n'aime pas Ron Paul et le fait savoir tout simplement.*" (<http://www.youtube.com/watch?v=FPKIOJO7A2Q>)

Cela dit, il arrive qu'Alex Jones dérape sérieusement... Et sur ce coup-là, il se trouve qu'il a raison.

Un internaute a ajouté le commentaire suivant.

- "*C'est fou comme les gens peuvent se refermer à toute réflexion dès que l'on montre du doigt des choses pas nettes avec leur candidat, qui en plus est pour beaucoup d'entre nous, le nôtre aussi, mais c'est pas une raison pour déconnecter son cerveau...*"

Et bien, il faudra vous faire à l'idée que la plupart des intellectuels qui ont pignon sur rue fonctionnent de la sorte, j'ai eu l'occasion d'en faire l'expérience à plusieurs reprises, cela vaut pour les partis politiques ouvriers qui sont dirigés par des intellectuels.

Aussi longtemps que vous partagez publiquement leurs positions, vous êtes considérés faire partie de leurs relations, de leur clan ou cercle d'initiés, mais si vous vous avisez d'exposer publiquement les désaccords que vous avez avec eux, pire, si vous vous employez à en expliquer la signification et l'origine, vous serez excommunié sur le champ et traité dorénavant comme un paria, ils vous mépriseront.

Il y a ainsi beaucoup d'intellectuels qui se réclament de la démocratie, mais qui en réalité en ont une conception étroite ou étriquée. Ils ne conçoivent d'avoir des rapports avec vous qu'à condition finalement que vous soyez toujours d'accord avec eux, et que lorsque ce n'est pas le cas vous gardiez le silence. Au-delà de la méthode qui est détestable, cela révèle surtout qu'on ne combat pas réellement pour le même objectif et que cela ne doit pas se savoir, il est là leur réel problème.

De mon côté, je continuerai de mettre en ligne des articles et des vidéos de sources diverses sans partager les analyses ou les conclusions de leurs auteurs le plus souvent, tout en me permettant de les critiquer si je l'estime nécessaire, car je conserve en toutes circonstances ma liberté de parole et d'action que cela leur convienne ou non n'y changeant rien, je conseillerai à chacun d'en faire autant.

Vidéos à propos du 11 septembre 2001

Chute libre du WTC7 officiellement admise (1/2) 11 Septembre 2001
<http://www.dailymotion.com/video/xacf98#.URkOEfLcBac>

Chute libre du WTC7 officiellement admise (2/2) 11 Septembre 2001
http://www.dailymotion.com/video/xacfoa_chute-libre-du-wtc7-officiellement_tech?start=6#.URkNj_LcBac

Cette vidéo montre comment les spécialistes du NIST, l'agence gouvernementale chargée de l'enquête sur les effondrements du World Trade Center, ont dû corriger leur rapport final sur l'effondrement du WTC7(1) suite aux remarques et aux questions simples de 2 physiciens.

Il est désormais officiel que le WTC7 s'est effondré en chute libre sur les 2,25 premières secondes de sa chute, une révélation CHOC qui, de fait, invalide la version officielle de l'effondrement de cette tour !

(1) Le WTC7 est une tour de 47 étages qui s'est effondrée sur elle-même 7 heures après les Tours Jumelles en 6,5 secondes et sans même avoir été percutée par un avion.

Il faut rappeler que les deux tours du WTC mesuraient 415 mètres de haut et qu'elles se sont effondrées sur elles-mêmes en moins de 10 secondes, selon le scénario employé par les architectes appelé démolition contrôlée, réalisée à base d'un explosif, la thermite, seule matériau capable de fondre des poutres en acier de 10 centimètres d'épaisseur, dont la puissance peut être augmentée en la mélangeant à d'autres substances, de telle sorte que la fusion de l'acier est pratiquement instantanée, ce qui explique pourquoi ces tours se sont effondrées si rapidement.

C'est la conclusion à laquelle est parvenue une association regroupant plus de 1500 architectes et ingénieurs américains et étrangers qui exigent du congrès américain une nouvelle commission d'enquête indépendante sur ce qui s'est réellement passé le 11 septembre 2001, en vain jusqu'à présent. Pour eux, ils n'existent absolument aucun doute possible que ces trois tours ont fait l'objet d'une démolition contrôlée. Je vous passe les détails sur les prélèvements qui ont été effectués sur place et qui ont démontré la présence de thermite et autres matériaux employés uniquement par le département de la Défense américaine.

Sachez que le kérosène brûle aux alentours de 650 ou 700°C et que la température dans l'incendie du WTC n'a pas dépassé 850° C selon les pompiers, alors qu'il faut une température de 1500°C pour fondre un morceau d'acier de 10 centimètres d'épaisseur. Si la combustion du kérosène s'effectuait à 1500°C les réacteurs des avions fondraient ou encore une simple casserole en aluminium comme en utilise les Indiens sur des réchauds qui fonctionnent au kérosène !

11 Septembre 2001 - Quand la Vérité Éclate en Direct (2009) (France24)
<http://www.youtube.com/watch?v=FjRfc0s-x-Q>

11 septembre l'Amérique découvre laVérité à la TV (2009 (Fox TV)
<http://www.youtube.com/watch?v=LdDIHxvqLY4>

Invité le 28 mai 2009 sur le plateau de la chaîne de télévision américaine KMPH Fox 26 du groupe FOX TV, l'architecte et spécialiste des structures en acier Richard Gage y expose en direct les preuves de démolition contrôlée des tours du WTC le 11 septembre 2001. Saisissant !

Regardez également l'interview édifiante du scientifique Niels Harrit par la chaîne danoise TV2 après la publication le 6 avril 2009 d'une étude internationale démontrant la présence d'explosifs dans les décombres du WTC : <http://www.dailymotion.com/video/x92l...>

La version officielle de l'effondrement du WTC est désormais bel et bien invalidée par la science !

Pour aller plus loin, nous vous conseillons le documentaire "911 Mysteries - Demolitions", le film référence sur les aspects techniques et scientifiques de l'effondrement des tours : <http://www.dailymotion.com/video/xb6sft>

Epouvantails autruches et perroquets "10 ans de journalisme sur le 11 septembre 2001 (2011) (ReOppen911)
<http://www.youtube.com/watch?v=o2DWMd9V3Eg>

La face cachée du 11 septembre 2001 - Eric Laurent (2003)
http://www.youtube.com/watch?v=oLe5vcGtO_M

Eric Laurent a enquêté sur Alqaida,petrole,Iraq,CIA
http://www.youtube.com/watch?v=M_HSpNv1IZ8

L'imposture du 11 Septembre 2001 par Thierry Meyssan (En Intégralité)
<http://www.youtube.com/watch?v=FLfnDaTHrr4>

Sur Obama et son entourage.

Les hommes derrière Obama - 1ère partie FR/ENG -Webster G. Tarpley

<http://www.youtube.com/watch?v=qkpe7sRmggs>

Les hommes derrière Obama - 2ème partie FR/ENG-Webster G. Tarpley

<http://www.youtube.com/watch?v=tfIVsd6M-go&NR=1&feature=endscreen>

Entretien avec Webster Tarpley: « La guerre contre le terrorisme est un mythe » 26 septembre 2006

<http://www.youtube.com/watch?v=vvWze0d4AsI>

Sur l'économie

La face cachée des banques - Eric Laurent

<http://www.youtube.com/watch?feature=endscreen&NR=1&v=dnRkyE9xM30>

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand le représentant de l'oligarchie financière nous fait le coup de l'indépendance politique

Quand Hollande prétend mettre une énième fois la finance au pas, quand Moscovici nous joue le remake du contrôle des banques. Un simple rappel suffira à comprendre qu'ils se foutent ouvertement de nous.

Extrait de l'article *Six révélations-chocs sur le "gouvernement secret" de Wall Street* de Les Leopold, publié par Alternet.org le 30 novembre 2011.

- Nous disposons désormais de preuves concrètes de l'existence d'un gouvernement secret conduit par Wall Street et par Washington, loin de tout processus démocratique. Suite à une requête faite au titre du Freedom of Information Act (FOIA) par Bloomberg News, le public a désormais accès à plus de 29 000 pages de documents fédéraux, et 21 000 autres concernant des transactions fédérales qui ont été soigneusement cachées, et on comprend mieux pourquoi maintenant.

Ces documents mettent en lumière comment de hauts responsables gouvernementaux ont délibérément caché au Congrès et au public la véritable portée des sauvetages financiers de 2008-2009 qui ont permis d'enrichir quelques personnes et d'augmenter les profits des grandes sociétés de Wall Street. Voici ce que nous savons :

Le montant total du sauvetage financier secret de Wall Street est de 7 770 milliards de \$, c'est-à-dire 10 fois plus que celui du Troubled Asset Relief Program (TARP) de 700 milliards qui avait été voté par le Congrès en 2008.

A la suite de cet article, si vous maîtrisez l'anglais je mets deux autres articles en ligne du célèbre magazine économique américain Bloomberg d'où sont issus les données qui figurent dans cet extrait.

- Six révélations-chocs sur le "gouvernement secret" de Wall Street. (Alternet.org) (30.11.11)
- Secret Fed Loans Gave Banks \$13 Billion Undisclosed to Congress. (Bloomberg) (27.11.11)
- How Paulson Gave Hedge Funds Advance Word of Fannie Mae Rescue. (Bloomberg) (29.11.11)

Une victime innocente de plus à mettre au compte du gouvernement

Hollande a déclaré que l'affaire du cheval mélangé à du boeuf était "*très grave*". La suite l'est déjà moins.

Un homme, chômeur en fin de droit d'indemnisation, a mis fin à ses jours mercredi à Nantes en s'immolant par le feu devant l'agence Pôle Emploi de son domicile après s'être aspergé d'essence, a-t-on appris de sources policières.

L'homme serait décédé, selon les pompiers arrivés trop tard sur lieux. L'agence Pôle emploi est fermée depuis. Liberation.fr 13.02

FO persiste et signe

Qu'avons-nous appris dans le dernier éditorial de Jean-Claude Mailly que nous avons reçu hier ? Extraits.

Que son le Comité confédéral national de Force Ouvrière (CCN) s'était réuni le 5 mars

- Rappelons qu'il regroupe les représentants de toutes les unions départementales et territoriales, ceux des fédérations professionnelles, les membres de la Commission exécutive et du Bureau confédéral. C'est en quelque sorte le parlement de Force Ouvrière.

- L'accord national interprofessionnel «*compétitivité - sécurisation*» du 11 janvier 2013 a été une des questions au centre des débats.

Unaniment, le CCN a appuyé la décision du Bureau confédéral de ne pas signer cet accord, dangereux pour les droits sociaux, individuels et collectifs des salariés et plus qu'aléatoire pour les prétendus droits nouveaux.

Il est plus que "*dangereux*", c'est une véritable catastrophe pour les travailleurs, et le Medef ne s'y est pas trompé en affirmant qu'il fallait remonté à 1968 pour trouver un accord d'une telle portée historique, en sa faveur cette fois, il tient sa revanche quoi.

Les bureaucrates syndicaux ne semblent avoir aucune idée ou ils s'en foutent complètement de ce qui se passe en Grèce, qui a servi de laboratoire à ce qui est en train d'arriver pays après pays dans l'UE.

Le patronat licencie en masse, donc fait monter le chômage à un niveau record, c'est la première étape de leur offensive. Derrière, soit le gouvernement légifèrera unilatéralement, soit le patronat et les syndicats se mettront d'accord pour mettre en place des mécaniques permettant de faire baisser le coût du travail, d'augmenter la durée du travail, autoriser arbitrairement la mobilité des salariés, faciliter leur licenciement en cas de besoin, de préférence sans recours possible et à moindre frais, c'est la seconde étape de leur plan. Pour finir, à la troisième étape, quand ils estimeront que leurs victimes seront à point pour accepter n'importe quelles conditions de travail et de rémunération pour survivre parce qu'il faut bien continuer à vivre, miraculeusement les entreprises réembaucheront permettant aux capitalistes d'exploiter les travailleurs devenus taillables et corvéables à merci et d'empocher des profits supérieurs à ceux escomptés précédemment et la boucle sera bouclée. En maintenant toutefois le chômage à un niveau suffisamment élevé pour maintenir la pression à la baisse sur les salaires.

L'économie semblera redémarrer, mais en apparence seulement et dans des conditions nouvelles marquées par l'aggravation du niveau d'exploitation des travailleurs, qui travailleront plus longtemps pour des salaires inférieurs de 20 à 40% à ce qu'ils percevaient 3 ou 4 ans auparavant, ils pourront ainsi à nouveau s'endetter et la machine capitaliste donnera l'impression de fonctionner à nouveau à merveille, mais comme les prix, les taxes et les impôts continueront d'augmenter tandis que leurs salaires stagneront, il arrivera un moment où ils se retrouveront une nouvelle fois pris à la gorge et la crise repartira de plus belle une fois devenus insolvable ou dans l'impossibilité de rembourser leurs prêts ou de payer leurs factures.

Et en quoi consistera la réplique de FO à cette agression sans précédent depuis plus de 40 ans du patronat contre les travailleurs ?

- Informations auprès des salariés, interventions auprès du gouvernement et des parlementaires sont en cours. Mais il faut aussi montrer publiquement notre désaccord, notre opposition à cet accord et à sa transposition en loi. Vous aurez noter au passage le "*auss*" qui témoigne de la combativité de FO, de la volonté de ses dirigeants à combattre cet accord infâme, il s'excuserait auprès du gouvernement et du patronat d'être obligé de s'y opposer (du bout des lèvres) qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, la suite le confirme.

- Ce sera le cas le 5 mars prochain, veille de la présentation du projet de loi en Conseil des ministres. Un appel commun à des rassemblements, manifestations et arrêts de travail, spécifiquement contre cet ANI et sa transposition, a été lancé le 8 février par les deux grandes confédérations non signataires, la CGT et Force Ouvrière.

Le tout au pluriel, le plus éclaté possible pour empêcher toute centralisation des luttes contre le gouvernement. Ils ont écrit "*unaniment*", cela signifie avec l'accord des dirigeants du POI (notamment) qui ont des fonctions importantes dans les instances dirigeantes de FO, les militants de ce parti qui sont de grands révolutionnaires, des trotskistes, apprécieront sans doute.

Mailly n'ayant aucune raison de douter de la servilité des dirigeants du POI peut tranquillement enchaîner :

- En agissant ainsi, nous disons ce que nous faisons et faisons ce que nous disons. Oui à l'action commune quand les revendications et les modalités d'action sont jugées efficaces.

Pas question d'une grève et d'une manifestation nationale à Paris, les dirigeants de FO et de la CGT n'en veulent pas, le Medef et le gouvernement non plus d'ailleurs.

Hollande peut dormir tranquille. Vous savez qu'ils nous lisent au PS. Entre nous, et cela ne me fait pas rire du tout, ils doivent bien se marrer en lisant ces lignes : "*efficaces*" des "*rassemblements, manifestations et arrêts de travail*" éclatés, sans lendemain, depuis quand ? Et quand ils ont dû lire la fin de l'éditorial de Mailly, ils n'avaient plus qu'à faire comme Parisot et Berger et sabrer le champagne.

- Déjà l'avant-projet de loi rectifie quelques points, preuve que cet accord est mauvais et dangereux. Mais il reste beaucoup de points nocifs, dont toute la partie flexibilité qui sécurise les employeurs et fragilise les salariés.

Vous avez lu avant-hier dans ma causerie en quoi avaient consisté ces rectifications : à donner satisfaction au Medef, on peut même affirmer que cet accord est en pire qu'il n'était avant qu'ils le retouchent ! C'est cela monsieur Mailly prenez-nous pour des abrutis, continuez dans la même voie, vous êtes dans la bonne direction.

Un dernier. Faut-il voir dans le fait que la fédération des transports de FO (et la CGT) a appelé la première à la grève le 5 mars, la volonté d'empêcher les travailleurs de se rendre au travail ou d'aller manifester ce jour-là ?

En fonction de l'accueil que recevra parmi les travailleurs, les militants pourront appeler à faire grève et à manifester ce jour-là sur le mot d'ordre du retrait, à bas le gouvernement du Medef.

ACTUALITE EN TITRES

[Propagande. C'est fou ce que la population peut être bien informée !](#)

- 83 % des Français estiment que les collectivités locales doivent réduire leurs dépenses - Atlantico.fr

[Vont-ils tester les commissaires européens ? Inutile.](#)

- Viande de cheval: Bruxelles demande des tests ADN - LePoint.fr

[Ils ont tellement besoin de Hollande !](#)

- Juppé affirme que Sarkozy a envie de se présenter à la présidentielle de 2017 - AFP

[Euphorie, non euphémisme !](#)

- Emploi: les jeunes sceptiques sur l'efficacité du contrat de génération - AFP

[Ils ont trouvé comment recycler Caroline Fourest.](#)

- Des poules pour diminuer la quantité de déchets - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Mark Mazower jouit d'une réputation internationale à la fois comme écrivain de livres très importants sur l'histoire moderne de l'Europe, en particulier dans les Balkans et en tant que professeur à l'Université Columbia à New York (titulaire du siège histoire Ira D.Wallach), où il est également administrateur du Heyman Center for the Humanities. Sa bibliographie comprend par exemple "*la Grèce d'Hitler*" ainsi que le "*continent noir*", "*L'Empire d'Hitler*", "*La Grèce et la crise économique des années trente*". Professeur à l'université Columbia de New York, il a également publié des articles pour le Financial Times, The Guardian et The Independent.

S'exprimant mardi à Athènes lors d'une conférence sur les extrêmes politiques de la Grèce au Collège Américain de Grèce (American College of Greece), Mazower n'a pas hésité à faire le parallèle entre l'extrême droite grecque et le national-socialisme allemand, le parti nazi des années 1930.

Hier, lors de la conférence, Mark Mazower a averti la Grèce de ne pas sous-estimer la menace de l'Aube Dorée et n'a pas hésité à faire le parallèle entre le parti grec ultra nationaliste et le national-socialisme allemand des années 30. "*Il y a une approche commune*", a-t-il dit, des deux partis qui mettent l'accent sur le racisme biologique et les tactiques de rue violentes qui

les distingue des autres mouvements nationalistes européens.

Critique envers la gauche grecque "*qui n'a jamais fait de pause mentale depuis l'image de la révolution.*" il a refusé l'assimilation extrême-droite et extrême gauche en précisant que "*Certains disent que toutes les formes d'anarchie sont également dangereuses. Je suis en désaccord*", puis en ajoutant que "*les manifestations et les violations de la loi de la gauche n'ont pas mis en danger la démocratie grecque*".

En conclusion, Mark Mazower a indiqué qu' "*Au lieu de poursuivre les squats anarchistes à Athènes qui sont d'une importance politique négligeable, la Nouvelle Démocratie devrait plutôt orienter son énergie et son attention sur la plus grande menace, celle de l'Aube Dorée*" en se référant aux dernières descentes de police dans plusieurs bâtiments abandonnés à Athènes(voir ici). Malheureusement, l'Etat grec ne semble pas se rendre compte de l'urgence de la situation". okeanews.fr 13.02

2- Egypte

Les Frères musulmans alliés et gardiens de l'Etat sioniste contre les Palestiniens.

- Les forces armées égyptiennes ont inondé plusieurs tunnels de contrebande rejoignant la bande de Gaza sous contrôle palestinien, dans le but de les fermer, ont déclaré les autorités égyptiennes et palestiniennes.

Le réseau de tunnels est essentiel à la vie de Gaza, permettant l'importation d'environ 30% de tous les biens atteignant la bande de territoire enclavée et soumise à un blocus israélien depuis plus de sept ans.

Des reporters de Reuters ont vu qu'un tunnel servant à faire entrer sur le territoire du gravier et du ciment a subitement été rempli d'eau dimanche, obligeant les travailleurs à l'évacuer à la hâte.

Selon les habitants, deux autres tunnels auraient été inondés de la même manière, par de l'eau délibérément pompée par l'Egypte.

Si le Hamas rechigne à critiquer Mohamed Morsi en public, certains Gazaouis se montrent plus loquaces : "*Les mesures égyptiennes contre les tunnels ont empiré depuis l'élection de Morsi*", affirme le propriétaire d'un tunnel, ne souhaitant être identifié que sous le nom d'Ayed par peur de représailles.

"*Nos frères du Hamas pensaient qu'il allait ouvrir ses portes à Gaza. J'ai l'impression qu'ils se sont trompés. Probablement qu'entre 150 et 200 tunnels ont été fermés depuis l'attaque du Sinai. C'est-à-dire sous Morsi.*"

Les personnes chargées des tunnels craignent que l'eau ne provoque l'effondrement des infrastructures.

"*L'eau peut provoquer des fissures dans le mur et causer l'effondrement du tunnel. Cela peut tuer des gens*", explique Ahmed Al-Shaer, dont le cousin est mort dans un accident de cette nature l'an dernier. Reuters 13.02

3- Tunisie

Le Ministre tunisien de l'Intérieur a fait part de l'arrestation de plusieurs terroristes.

Cité par Alquds Alarabi, le Ministre tunisien de l'Intérieur, Ali Al-Ariz a affirmé qu'avec l'établissement de sérieuses mesures de sécurité, dans le sens de l'identification des auteurs de l'assassinat de Chokri Belaïd, les forces sécuritaires tunisiennes avaient réussi à identifier et à arrêter plusieurs terroristes. Une quantité d'armes et d'explosifs a été découverte et confisquée au cours de ces opérations, a-t-il ajouté. french.irib.ir 13.02

SOCIAL

1- Portugal

Le chômage a atteint un nouveau record au Portugal à 16,9% au quatrième trimestre. Selon l'Institut national des statistiques (INE), le taux de chômage chez les jeunes a atteint 40% au quatrième trimestre.

Le Premier ministre Pedro Passos Coelho s'est déclaré inquiet de cette hausse du chômage. "*Il s'agit de la partie la plus spectaculaire du processus d'ajustement. Ces chiffres sont inquiétants*", a-t-il déclaré aux journalistes.

"*Nous pensons que cette tendance va se maintenir mais qu'elle s'atténuera en 2013*", selon Paula Carvalho économiste à la Banque portugaise d'investissement.

"*Les créations d'emplois reprendront seulement quand l'économie aura une croissance supérieure à 1%*", a-t-elle ajouté.

Selon l'INE, sur l'ensemble de l'année dernière, le taux de chômage moyen s'est établi à 15,7% contre 12,7% en 2011, en ligne avec les prévisions des bailleur de fonds du Portugal - l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Le nombre de personnes sans emploi a atteint 923.000 personnes au quatrième trimestre, contre 870.000 le trimestre précédent sur un total d'environ 5,5 millions de travailleurs. Reuters 13.02

Ah ben si "*les prévisions des bailleur de fonds du Portugal*", tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes !

2- Pays-Bas

ING, qui se prépare à séparer ses opérations de banque de celles d'assurance, a annoncé mercredi qu'il supprimerait 2.400 emplois de plus aux Pays-Bas et en Belgique.

ING avait déjà annoncé environ 2.400 suppressions de poste en novembre, portant le total des emplois perdus à 7.500 en l'espace de 15 mois, soit 9% de ses effectifs à fin décembre.

Il a expliqué que les nouveaux licenciements dans les centres d'appel et la division informatique (IT) étaient nécessaires afin de diminuer ses coûts dans la banque de dépôt aux Pays-Bas et en Belgique. Il compte ainsi économiser un milliard d'euros annuellement d'ici 2015.

ING a publié mercredi un bénéfice net trimestriel de 1,434 milliard d'euros, en hausse de 21% grâce à des cessions, mais inférieur au consensus. Reuters 13.02

ECONOMIE

1- France

Total a de nouveau enregistré d'énormes bénéfices en 2012, le recul de la production d'hydrocarbures du géant pétrolier français ayant été contrebalancé par les prix très élevés du pétrole brut et un rebond temporaire des marges de raffinage en Europe.

Le groupe a dégagé sur l'année un bénéfice (part du groupe) en baisse de 13% à 10,7 milliards d'euros, selon un communiqué publié mercredi. Mais son bénéfice net ajusté - mesure la plus suivie dans le secteur, qui exclut certains effets liés à la variation des cours du brut - a au contraire grimpé de 8% à 12,4 milliards d'euros. Des résultats conformes aux prévisions des analystes financiers. Liberation.fr 13.02

2- Grèce

La Grèce, l'Italie et l'Albanie signeraient aujourd'hui à Athènes un accord intergouvernemental pour la construction d'un projet de pipeline Trans-Adriatique (TAP).

Le gazoduc reliera l'Azerbaïdjan à l'Europe occidentale. Les actionnaires du projet sont la société suisse d'énergie Axpo (42,5%), le norvégien Statoil (42,5%) et l'allemand Ruhrgas (15%).

Le projet TAP est l'un des principaux rivaux de Nabucco puisqu'il devrait transférer du gaz à partir de l'Azerbaïdjan. okeanews.fr 13.02

3- Grande-Bretagne

Le groupe anglo-canadien d'informations spécialisées Thomson Reuters a annoncé mercredi 2.500 suppressions de postes dans sa division d'écrans financiers, qui constitue la plus grosse part de son activité, afin de diminuer davantage ses coûts et maintenir ses marges.

Thomson Reuters employait au total 60.000 personnes fin 2012, dont 22.500 dans cette division qui chapeaute les services

financiers du groupe, notamment ses fameux écrans de marchés où elle est concurrencée entre autres par Bloomberg.

"*Ce ne sont pas des décisions faciles, mais notre structure de coûts doit s'adapter aux besoins de nos clients*", a déclaré le directeur général du groupe, James Smith. Liberation.fr 13.02

[Haut de page ↗](#)

Le 15 février

CAUSERIE

Jeudi 23h55

J'ai mis en ligne l'article *Un dirigeant de gauche arrêté au Mali : le véritable objectif de l'intervention ?* (michelcollon.info) (13.02.13), mais il semblerait que cet oposant ait été libéré aux dernières nouvelles.

Lutte contre l'extrême droite.

Une organisation et des noms à retenir où les déchets dangereux et nauséabonds du vieux monde. La pire réaction néoservatrice et sioniste en France.

Le Cercle de l'Oratoire.

Le Cercle de l'Oratoire est un cercle de réflexion français créé peu après les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center, à New-York. Ce cercle de pensée, qualifié de néoconservateur¹, dispose, depuis 2006, d'une revue intitulée *Le Meilleur des Mondes*, fondée initialement pour défendre le bien-fondé de la guerre en Irak² et s'opposer à la montée de l'antiaméricanisme en France.

Les membres

Ils sont réunis autour du journaliste Michel Taubmann qui dirige le service Info d'Arte-Paris³, et qui dirige également une émission intitulée « Ouvertures » sur la chaîne TFJ et de son épouse Florence (pasteur du Temple de l'oratoire du Louvre et vice-présidente de l'Amitié judéo-chrétienne).

Le cercle est composé d'un groupe d'intellectuels dont font partie les essayistes André Glucksmann et Pascal Bruckner, des réalisateurs comme Romain Goupil, Jacques Tarnero et Raphaël Glucksmann et des historiens comme Stéphane Courtois, Max Lagarrigue et Ilios Yannakakis. Le cercle comprend aussi les écrivains Olivier Rolin et Marc Weitzmann, les journalistes Cécilia Gabizon (spécialiste des questions de l'islam au Figaro), Élisabeth Schemla (fondatrice du site Proche-orient.info), Antoine Vitkine (journaliste et réalisateur pour Arte), des philosophes comme Monique Canto-Sperber, Jean-Luc Mouton (directeur de l'hebdomadaire protestant Réforme), Claire Brière-Blanchet ou l'avocat Michel Laval, la politologue Nicole Bacharan, .

Et des chercheurs comme Thérèse Delpech (directrice des affaires stratégiques au Commissariat à l'énergie atomique), Antoine Basbous (directeur de l'Observatoire des pays arabes), Pierre-André Taguieff (directeur de recherche au CNRS), Bruno Tertrais (chercheur au CERI et ancien directeur de la commission des affaires civiles à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN), Frédéric Encel (géopoliticien, spécialiste du Proche-Orient).

Il rassemble également des dirigeants d'associations tels Mohammed Abdi (secrétaire général de Ni Putes Ni Soumises), Violaine de Marsangy (journaliste indépendante et ancienne responsable logistique pour Action contre la faim en Corée du Nord et en Indonésie) et Jacky Mamou (ex-président de Médecins du monde et président du Collectif urgence Darfour). Des hommes politiques, en particulier Bernard Kouchner, sont régulièrement invités à débattre⁴.

Le Cerle de l'Oratoire s'inscrit dans le courant atlantiste, il est qualifié de néoconservateur par Jean Birnbaum . (Wikipédia)

Zbigniew Brzezinski, Samuel Huntington, Leo Strauss, Allan Bloom , Francis Fukuyama, Norman Podhoretz, William Kristol, Robert Kagan, Devon Gaffney Cross, Bruce P. Jackson et John R. Bolton, GarySchmitt, Dick Cheney (futur Vice président des Etats Unis), Donald Rumsfeld (futur secrétaire d'Etat à la Défense), Paul Wolfowitz (futur sous secrétaire d'Etat à la Défense, Président de la Banque Mondiale), Jeb Bush (Gouverneur de Floride), Richard Perle (Conseiller de G.W. Bush aux Affaires Etrangères)... Terra Nova.

- Les néoconservateurs et leurs complices (anticons.wordpress.com)

Pierre André Taguief, Michel Taubmann, Florence Taubmann, Alexandre Adler.

- Le Cercle de l'Oratoire (anticons.wordpress.com)

BHL Bernard Henri Levy, Phillippe Val, Christine Ockrent, Alain Finkielkraut, Nicole Bacharan, André Glucksman, Bernard Kouchner.

- Les directeurs de conscience (anticons.wordpress.com)

Rudy Reichstadt, Tristan Mendès France, Caroline Fourest, Fiammetta Venner, Mohamed Sifaoui, Antoine Vitkine, Barbara Necek, Guillaume Dasquié, Jean Charles Brisard.

- Les opportunistes (anticons.wordpress.com)

- Le Meilleur des mondes (revue) (Wikipédia)

- Le Meilleur des mondes (Aldous Huxley - 1932) (Wikipédia)

En complément.

Xavier Raufer, François Haut, Alain Bauer, Yves Roucaute, Roland Jacquard, Frédéric Encel

- Le Business sécuritaire (anticons.wordpress.com)

A propos de Terra Nova, proche du PS et terre d'accueil de Chérèque.

Vous ignoriez ce qu'était Terra Nova ? Un think-tank néo conservateur, sioniste cela va de soi. La pourriture de Chérèque y sera comme un coq en pâte... au gouvernement aussi qui lui a confié une mission.

- Terra Nova, l'American Jewish Committee et la guerre contre l'Iran (08.06.12) (blog.mondediplo.net)

- Colloque: Peut-on stopper la prolifération nucléaire en Iran à des fins militaires ? (07.06.12) (American Jewish Committee)

Parmi les articles récents publiés par l'American Jewish Committee (AJC) :

- AJC salue la prise de position de Valérie Hoffenberg en faveur du placement du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes
- Tribune dans le Huffington Post: Le Hezbollah doit être placé sur la liste des organisations terroristes de l'Union Européenne
- Visite d'une délégation de hauts dignitaires de l'AJC en France
- AJC appelle au gouvernement français et à l'Union Européenne d'inscrire le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes

La suite demain en fin de journée, car le matin je dois aller chez le dentiste.

Vendredi après-midi

Le site ne sera que partiellement actualisé, j'ai perdu deux heures en allant chez le dentiste et je suis crevé. On se contentera de 7 nouveaux articles mis en ligne. Réflexion à bâtons rompus

1- Information et démocratie. Pas de démocratie sans information libre, or elle est en grande partie muselée en France (notamment).

On est donc obligé de passer par le canal de journalistes ou intellectuels que j'appellerai plutôt critiques qu'indépendants vis-vis du capitalisme, l'expression n'est peut-être pas la meilleure, c'est celle qui me vient à l'esprit pour les caractériser. On ne peut pas

les caractériser comme des opposants aux régimes en place, puisqu'ils sont incapables d'en concevoir un qui romprait avec le capitalisme, ils sont opposés à une certaine politique seulement, à la manière dont les représentants du capitalisme s'y prennent pour assurer sa survie. Si on ne fait pas cette distinction, on peut se méprendre sur leur niveau de conscience politique et leurs réels objectifs.

2- Partir de la réalité pour changer le monde.

Quand le POI explique que tout serait possible, tout ce qui était possible dans les années d'après-guerre, et quand le M'PEP explique de son côté qu'il faudrait revenir à une sorte de Conseil national de la résistance, un gouvernement d'union nationale il faut le rappeler au passage, ils refusent de prendre en compte l'évolution du capitalisme mondial depuis 67 ans qui rend évidemment l'un et l'autre impensable, impossible.

Si tous les gouvernements étiquetés de droite ou de gauche en Europe en sont arrivés à piétiner ouvertement les aspects les plus élémentaires de la démocratie, ce n'est pas parce qu'ils auraient été animés de meilleures intentions hier qu'aujourd'hui, mais parce que la crise du capitalisme a pris une telle ampleur qu'il leur est devenu impossible d'appliquer leur politique autrement. Ce simple constat suffit à comprendre que prétendre entreprendre des réformes sociales collectives sans remettre en cause les fondements du capitalisme et liquider ses institutions politiques est une pure vue de l'esprit ou une supercherie politique.

En réalité, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la révolution socialiste, la révolution permanente qui démarrera dans un pays, s'étendra à un continent, puis à un autre, et enfin s'achèvera une fois le capitalisme éradiqué de la surface de la terre.

3- A propos du Nouvel ordre mondial.

Ce qui était top secret il y a encore quelques années l'est de moins en moins, je pense au groupe Bilderberg cité dans une émission grand public à la télévision par une journaliste du Figaro qui à ma connaissance n'en a jamais parlé dans le passé.

Au fur et à mesure que leur Nouvel ordre mondial se met en place ou réalise des progrès substantiels, ils cachent de moins leurs véritables intentions d'instaurer un gouvernement mondial. C'est aussi dans ce contexte que je situe le 11 septembre 2001, car malgré tous les efforts qui allaient être déployés pour empêcher que la vérité ne jaillisse, il était entendu dès le départ que la version officielle comporterait tellement de contradictions qu'elle serait immédiatement contestée et rapidement mis à jour l'imposture.

Du coup, pour justifier leur politique à venir qui était le véritable mobile du crime, la soi-disant guerre contre le terrorisme qui en réalité allait être une guerre contre les intérêts géostratégiques de la Russie et de la Chine dans le monde, ils ont été obligés de faire monter au front tous que la société et les médias comportaient de farouches réactionnaires, qui à l'occasion se sont regroupés dans des think-tank spécialement conçus à cet effet tel que L'Oratoire.

Bush et Sarkozy largement discrédités, ils ont pu compter sur Obama et Hollande pour assurer la relève, l'alternance politique au pouvoir entre des chefs d'Etat étiquetés de droite ou de gauche ne posant aucun problème, mieux, présentant l'avantage de pouvoir poursuivre la même politique ultra réactionnaire sous le marque avantageux de la démocratie ou du socialisme, cela étant rendu possible du fait que les partis de l'International socialiste étaient entièrement gagnés aux thèses des néo conservateurs américains, ayant ainsi achevé leur mutation complète entamée un siècle auparavant (1914). L'absence au sein du mouvement ouvrier international d'une nouvelle direction révolutionnaire allait leur faciliter la tâche.

Fort de ces réussites et de ces avancées dans la réalisation de leur plan, ils annoncent qu'ils vont franchir une nouvelle étape en finalisant l'union transatlantique entre les Etats-Unis et l'Union européenne dont le projet remonte à la création de l'UE par les Etats-Unis. Ils se sont donnés deux ans pour y parvenir, c'est-à-dire pour que l'ensemble des politiques d'austérité qu'ils ont mises en oeuvre dans les différents pays de l'EU et les contre-réformes structurelles qu'ils les ont appelés à appliquer au plus vite portent leurs fruits et soient achevés.

Cela signifie que d'ici deux ans en France, en Espagne, en Italie, en Belgique, etc. on devrait connaître sur le plan social une situation comparable à celle de la Grèce, et sur le plan politique une situation similaire aux masses américaines qui ont été spoliées de tout droit politique. Il reste donc peu de temps à nos dirigeants pour modifier radicalement leur orientation politique, s'ils en sont encore capables...

4- Internet et les réseaux antisociaux.

Là aussi c'est une affaire qui marche à merveille. Son fil conducteur ou sa raison d'être est de favoriser le penchant individualiste des gens, aiguïser les particularités de chacun, ce qui les distingue ou les sépare, ce qui les oppose éventuellement en montant certaines couches contre les autres à la manière des démagogues qui ont acquis une solide expérience en la matière, l'ensemble au détriment de tout repère collectif considéré dorénavant comme obsolète, une tare ou réactionnaire, de telle sorte qu'il n'existe plus d'échelles de valeur pour comparer ou évaluer le contenu d'une expérience laissée à l'appréciation

de chacun au nom du principe de la liberté, tandis qu'en réalité ces particularités ou ces distinctions allaient continuées d'exister au-delà de la volonté hypocrite du législateur de les faire disparaître.

Il s'agit en quelque sorte d'une violation des principes qui ont servi ou accompagné jusqu'à présent le développement de la civilisation humaine. Leur objectif est de dissoudre l'ensemble des échelles de valeur qui servaient jusqu'à présent de référence à l'évaluation économique, social ou politique ou encore culturel de l'état de la société. Cependant cette règle comporte une exception : une seule valeur, un seul principe, un seul critère, un seul facteur mérite encore d'être évalué ou d'être retenu, qui doit guider dorénavant notre existence, l'état du marché, de la finance, des banques, la croissance, le profit des entreprises. Notre existence doit impérativement lui être subordonnée et tout ce qui a un contenu social doit passer au second plan ou être abandonné.

Non content de la lecture que l'on pouvait faire de l'état de leur société sur le thermomètre qui servait à l'évaluer et qui pouvait révéler qu'elle était franchement mal en point, ils ont déicié de casser le thermomètre.

Les masses frustrées de ne pas être représentées dans la société utilisent les réseaux antisociaux comme expédient pour s'exprimer, preuve qu'elles ne se reconnaissent dans aucun parti ouvrier, on les comprend. A eux de montrer qu'ils sont à la hauteur de ce défi.

A la page 14 du n°238 d'*Informations ouvrières* paru avant-hier, on pouvait lire ceci :

- Dans le courrier

Après lecture d'*Informations ouvrières*, que j'achète quelquefois, je souhaiterais vous soumettre quelques remarques.

En effet, même si je suis souvent d'accord avec le contenu des articles et les idées qui s'en dégagent, j'ai quelquefois du mal à comprendre la totalité des articles (même après plusieurs lectures). Le vocabulaire employé ainsi que les formules ne sont pas compréhensibles par la majorité. C'est dommage.

En quelque sorte, on a quelquefois l'impression que le journal s'adresse principalement aux militants du POI. Annie, Montpellier (34) Fin.

Je vous rassure, vous n'y êtes pour rien et de nombreux militants du POI arrivent au même constat que vous.

Madame, cela fait plus de 50 ans que cela dure et que leurs dirigeants ne l'ont pas compris. En réalité, car ils savent ce qu'ils font, ils ne veulent pas le comprendre, les travailleurs qui ne sont pas capables de les lire ne les intéressent pas, je vous laisse évaluer à combien de dizaines de millions ils se montent.

Bien entendu parmi les rares lecteurs qui seront capables de lire l'intégralité de leur journal ne figurera aucun ouvrier ou très peu, oui je sais il y a là une contradiction à la base, leur parti s'appelle le parti ouvrier indépendant, il est peut-être indépendant de la classe ouvrière à défaut de l'être de l'Etat. C'est l'incurie politique légendaire de feu Lambert et sa clique qui s'étale ici sous nos yeux. S'ils en arrivent à le reconnaître eux-mêmes, on ne les contredira pas pour une fois.

A l'opposé, je ne me contente pas de balancer des arguments à l'emporte-pièce selon la méthode : qui m'aime me suive, faites-moi confiance, etc. cela ne présente aucun intérêt. Je m'emploie à expliquer patiemment, méticuleusement, pas à pas comment j'en suis arrivé à telle ou telle conclusion ou position, comment je me suis forgé un jugement, une conviction, j'essaie d'éviter au maximum les sous-entendus, les implicites, tout ce qui ne serait pas compréhensible au premier coup d'oeil à un militant sans grande expérience, je décortique chaque fait, situation, on essaie de comprendre ensemble, parfois ce n'est pas facile, on y revient parfois deux, trois, dix fois si nécessaire jusqu'à temps qu'on ait une réponse satisfaisante à une question et surtout suffisamment étayée pour la publier et la partager, sinon à quoi bon, pour se dire : chouette je suis intelligent, c'est minable comme mentalité.

Notre objectif est d'organiser les travailleurs, ce à quoi le POI s'attaque et c'est une bonne chose, mais aussi de favoriser la progression du niveau de conscience des travailleurs et des militants, et là le POI ne sait pas faire, aucun parti ne sait faire hélas ! Pourquoi ? Vaste question à laquelle j'ai déjà répondu ailleurs. Cela concerne leur conception de la lutte de classe, leur compréhension de la société, toutes deux défailtantes ou erronées. Qui explique leur échec à construire le parti, en admettant que cela fut leur objectif, mais j'en doute...

Comme certainement de très nombreux militants, j'ai voulu croire qu'ils pourraient se corriger, puis voyant que ce n'était pas le cas après des décennies et des décennies à reproduire sans cesse les mêmes erreurs, j'en suis arrivé à la conclusion qu'ils en étaient conscients, mais que sciemment ils avaient décidé de ne rien changer, le résultat est sans appel. A eux de nous prouver le contraire, comme dirait l'autre, ils ne pourront pas dire un jour : on ne le savait pas.

5- Deux portails et deux nouveaux articles.

J'ai découvert de nouveaux portails qui devraient vous intéresser. Si vous en connaissez de la même qualité, envoyez-moi un courriel avec leurs adresses.

- La reine Christine Ockrent et le journalisme de haute fréquentation (acrimed.org) (12.02.13)
- Les nouveaux chiens de garde (lesnouveauxchiensdegarde.com) (2011)

Présentation.

Les médias se proclament "contrepouvoir". Pourtant, la grande majorité des journaux, des radios et des chaînes de télévision appartiennent à des groupes industriels ou financiers intimement liés au pouvoir. Au sein d'un périmètre idéologique minuscule se multiplient les informations prémâchées, les intervenants permanents, les notoriétés indues, les affrontements factices et les renvois d'ascenseur.

En 1932, Paul Nizan publiait Les Chiens de garde pour dénoncer les philosophes et les écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en gardiens de l'ordre établi.

Aujourd'hui, les chiens de garde, ce sont ces journalistes, éditorialistes et experts médiatiques devenus évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social.

Sur le mode sardonique, Les Nouveaux chiens de garde dressent l'état des lieux d'une presse volontiers oublieuse des valeurs de pluralisme, d'indépendance et d'objectivité qu'elle prétend incarner. Avec force et précision, le film pointe la menace croissante d'une information pervertie en marchandise.

[Haut de page ↗](#)

Le 16 février

CAUSERIE

Actualité. Je vous rappelle que dans le fichier dénommé *Le Nouvel ordre mondial et ses institutions.*, vous trouverez des articles sur la Fondation Bertelsmann et le Marché transatlantique (Etats-Unis- UE).

Quant aux articles sur le 11 septembre 2001, ils se trouvent dans le fichier International à la section Etats-Unis, il y en a 47 ainsi que des vidéos.

J'ai presque rattrapé mon retard. Il me reste à répondre au courriel que j'ai reçu du M'PEP, l'essentiel est déjà rédigé, je dois encore ajouter deux passages. J'ai deux autres questions à traiter, en fait j'en ai davantage en tête, les différentes conceptions de la lutte de classe, la question posée par les homosexuels dans le cadre du régime en place et non comme une abstraction découplée de tout contexte politique, la première question on pourrait la relier à celle des intellectuels incapables de franchir le pas et de rompre avec le capitalisme, je voudrais revenir encore sur la signification politique de la prétention affichée par le POI et le M'PEP de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers comme si c'était possible, et là encore en faisant abstraction de l'évolution du capitalisme mondial, ce qui revient finalement à avouer qu'ils ont cessé ou n'entendent pas combattre pour le renverser.

Quand on examine attentivement ce qui est en train de se passer sous nos yeux avec l'accord du 11 janvier, la construction de l'UE, les guerres néo coloniales, l'accord transatlantique de marché unique Etats-Unis-UE, les avancées vers le corporatisme et le gouvernement mondial qui va avec, on s'aperçoit que tout cela figurait dans la perspective tracée par l'évolution du capitalisme (avec ses contradictions) dès l'après-guerre ou même avant et que tous les partis les ont superbement ignorés, en cela on peut affirmer qu'ils ont rompu avec le marxisme et par la suite logiquement avec le léninisme...

[Austérité, baisse du coût du travail, chômage de masse et leurs conséquences économiques...](#)

Excédent commercial ou balance commerciale excédentaire dans certains pays (Italie, 11 milliards d'euros en 2012) de la zone euro ou la zone euro (81,8 milliards en 2012), du fait du recul de la consommation (Grande-Bretagne, -0,6% en janvier) et des importations, de la quasi stagnation (Allemagne, France) ou de la contraction du PIB dans plusieurs pays (Grèce, Espagne, Italie) et de la zone euro (-0,9 à +0,3 prévu en 2013). (source : AFP et Reuters 15.02)

En aparté.

Je crois avoir vu passer un article ces derniers jours relevant que le déficit de la France avait diminué en décembre ou janvier, davantage du fait de la baisse des importations dûe à la faiblesse de la consommation intérieure qu'à l'augmentation des exportations. Mais certains commentateurs qui font feu de tout bois ou n'y comprennent rien prennent cela pour une bonne nouvelle. On se rassure comme on peut.

Ce qui est épuisant, c'est qu'il faut vérifier chaque information, surtout chaque interprétation qui en est faite, surtout ne jamais rien prendre pour argent comptant, c'est ingrat comme boulot et on y passe beaucoup de temps, en fait il faut avoir le maximum d'infos en tête pour ne pas se faire manipuler ou se planter soi-même par ignorance d'un fait qui en contredit un autre.

Si par exemple je ne regarde pas les infos sur Internet (entre 800 et 1000 titres par jours) pendant deux ou trois jours, et que je dois soudainement traiter une question qui remonte à cette date-là, cela m'est impossible dans l'immédiat, il va falloir que je trouve des articles qui m'expliquent comment elle a jailli et qu'est-ce qui s'est passé depuis, car c'est souvent dans la trame des événements qu'on a la réponse ou une piste pour comprendre ce qui s'est réellement passé. Je n'exagère rien.

C'est comme ce qui s'est passé à chaud dans les heures qui ont suivi la mascarade du 11 septembre 2001, les journalistes des principales chaînes de télé se sont lâchés, pour une fois réellement ils ont fait leur boulot, relatant ce qu'ils avaient sous les yeux ou ce que des témoins sur place étaient en train de vivre, les multiples explosions dans les trois tours qui allaient s'effondrer presque immédiatement après, les pompiers qui déclarent à propos des incendies dans une des tours du WTC qu'ils pourront être circonscrits avec seulement deux lances à incendie, on connaît la suite, etc. Puis, plus rien, tous ces témoignages spontanés ont disparu de la circulation, l'omerta s'est installée à l'échelle mondiale, tous les médias ont repris en chœur la version officielle. Ces témoignages figurent dans des vidéos que j'ai mises en ligne et d'autres que j'ai téléchargées dans mon disque dur, on y voit et on peut entendre ces journalistes américains sur CBS, CNN, etc. rapporter des faits qui seront niés par la commission d'enquête sur le 11/9 ou qui ne seront même pas évoqués.

Imaginons maintenant quelqu'un qui prend cette affaire en cours de route et qui n'entend que la version officielle répétée en boucle des milliers de fois par tous les médias, chefs d'Etat, etc. Il sera porté à la croire, et si plus tard il entend parler qu'il existe une autre version, il ne sera pas forcément porté à la croire s'il ne tombe pas sur quelques éléments de preuve aussi irréfutables que par exemple, l'inexistence d'un avion ayant percuté le Pentagone pour ne pas en avoir retrouvé le moindre débris et pas la moindre trace des corps des passagers, ou encore l'impossibilité pour des poutres d'acier de 10 centimètres d'épaisseur de fondre avec du kérosène ou encore de pénétrer dans les trois tours hautement sécurisées qui abritaient le second quartier général de la CIA dans le monde et une partie de ses archives secrètes pour y déposer tranquillement des tonnes d'explosifs, même le plus naïf ou crétin de la planète en déduira que Bush a raconté une fable au monde entier. Si notre homme ne tombe pas sur ces éléments, il pourra demeurer sceptique, on peut le concevoir, mais s'il avait prêté attention aux observations données en direct par les journalistes américains et qu'ils les avaient ensuite comparées avec la version officielle, dès le premier instant il se serait dit qu'il y avait quelque chose qui clochait, qu'on ne lui disait pas toute la vérité ou pas du tout.

D'où l'importance de remonter au départ d'une affaire, car souvent par la suite des éléments ou des témoins clés disparaissent, s'évanouissent dans la nature, sans lesquels il est difficile de reconstituer une histoire et de parvenir à une interprétation correcte des faits. Ce sont les agences de presse ou les journalistes des grands médias qui les font disparaître. Un coup de fil et une personne citée dans une dépêche ne l'est plus dans les heures qui suivent, c'est extrêmement rapide comme j'ai pu le constater sur Internet. Parfois dans la même journée, l'AFP ou Reuters sortent trois ou quatre dépêches sur le même événement, ainsi on peut suivre à la trace la manière dont ils travestissent littéralement les faits, eux ils appelleront cela corriger ou préciser une info. (A suivre)

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le talon de fer.](#)

1- La BCE ou la voix de l'oligarchie financière.

1.1- L'homme de paille de Goldman Sachs, Mario Draghi, se vend ou lâche le morceau en refusant de débattre du cours de l'euro par rapport au dollar et au yen pour immédiatement embrayer sur la nécessité d'accélérer la mise en oeuvre de nouvelles réformes structurelles pour "*favoriser la croissance*", autrement dit la privatisation des services publics (organismes sociaux, retraites, etc.) au profit des marchés, et qui serviront autant à engranger de nouveaux profits qu'à spéculer, ou la réduction du nombre de fonctionnaires, le budget de l'Etat ne devant plus servir qu'à régler la dette des banquiers, nourrir l'industrie de l'armement ou répondre aux besoins de ses fonctions régaliennes réduites à son appareil policier.

- Le débat en cours sur les changes est "*inapproprié, stérile et contre-productif*", a déclaré vendredi Mario Draghi, le président de

la Banque centrale européenne (BCE).

S'exprimant à Moscou, où s'ouvre ce vendredi une réunion des ministres des Finances et banquiers centraux du G20, il s'est refusé à exprimer un jugement sur le niveau actuel de l'euro mais il a noté qu'il était proche des moyennes de long terme, en valeur nominale comme en valeur réelle.

Il a parallèlement exprimé sa préférence pour les réformes structurelles comme moyen de favoriser la croissance, en soulignant les risques de l'endettement public.

"Nous ne croyons pas qu'il soit soutenable d'augmenter les déficits publics pour créer de la demande", a-t-il dit lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion avec des responsables de la banque centrale russe. lefigaro.fr et Reuters 15.02

1.2- La France doit continuer d'avoir pour objectif de ramener son déficit sous la barre des 3% de son produit intérieur brut, a déclaré vendredi Jörg Asmussen, membre du directoire de la Banque centrale européenne.

La France et l'Allemagne ont une responsabilité particulière dans le respect des règles budgétaires de l'Union européenne, a-t-il déclaré.

Selon lui, les discussions actuelles sur le niveau des taux de change ne peuvent pas servir à se détourner de la nécessité de se réformer. lefigaro.fr et Reuters 15.02

2- Est-il possible que la productivité augmente sans cesse, sans fin ?

Le patron du groupe industriel allemand Bosch, Volkmar Denner, prévoit des suppressions de postes en Europe, en raison d'une stagnation durable des marchés dans la région, selon un entretien à l'hebdomadaire Manager Magazin paru aujourd'hui.

"Dans certains segments nous n'échapperons pas à des suppressions d'emplois" car "si nos analyses sont justes, les marchés en Europe vont stagner pendant quelques années" et le groupe doit être prêt à ce que l'activité "tourne encore un peu moins bien", a déclaré M. Denner.

Les usines de Bosch devront améliorer leur productivité de 3 à 5% par an, a-t-il ajouté. Dans chaque site du groupe, l'excellence opérationnelle et la qualité vont être passées en revue, tout comme le degré de flexibilité du travail, la fréquence des défauts de fabrication et même de congés maladie, a-t-il prévenu.

Bosch a atteint l'an passé une marge d'exploitation de près de 2% seulement, bien moins que ses rivaux dans l'équipement automobile Continental ou Schaeffler. Il vise à long terme une marge d'exploitation de 8%, rappelle Manager Magazin.

En 2012, son bénéfice d'exploitation (Ebit) s'est élevé à 1,05 milliard d'euros, en très forte baisse par rapport aux 2,6 milliards d'euros réalisés en 2011, et le chiffre d'affaires a progressé de 1,6% sur un an à 52,3 milliards d'euros, alors que le groupe espérait une croissance de 3 à 5%.

Bosch a notamment souffert l'an dernier du ralentissement de la conjoncture mondiale et de la crise de la branche photovoltaïque en Europe. AFP 15.02

La voix de l'oligarchie financière

1- Le FMI juge "**exagérées**" les craintes d'une guerre des monnaies - AFP

Quand l'euro s'apprécie de 20 % et passe de 1,16 à 1,37 pour 1 dollar, c'est un détail, surtout il ne faut pas en chercher l'origine et se demander à qui cela profite. Et quand dans le même discours le FMI exige que les Etats de l'UE accélèrent leurs réformes structurelles, cela n'a évidemment rien à voir, tout rapprochement entre les deux informations relèverait d'un vulgaire amalgame digne de la théorie du complot, on connaît la musique par coeur.

Personne ne doit contester l'hégémonie du dollar sur le marché mondial, même si sa véritable valeur se situe en dessous du prix du papier et de l'encre nécessaire pour le fabriquer.

2- Bruxelles propose une taxe "**Tobin**" à laquelle la City n'échappera pas - AFP

La City, c'est la Fed, la Fed composée des plus grandes banques américaines et qui détiennent la planche à billets, qui a versé secrètement 7, 77 mille milliards de dollars aux grandes banques, non il n'y a pas d'erreur, elles ont fabriqué cet argent

qu'elles se sont distribuées, oui effectivement elles en ont le pouvoir et cela ne date pas d'hier, 1913... Dès lors, que représente cette taxe ? Rien, une goutte d'eau dans un océan gigantesque de dettes dont nul ne connaît précisément le montant.

Front unique des jaunes et des traîtres avec la direction de PSA...

- Feu vert des syndicats de PSA aux transferts d'Aulnay à Poissy - Reuters

Les syndicats de PSA Peugeot Citroën ont approuvé vendredi le déblocage anticipé des départs de salariés de l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où la situation est tendue depuis plusieurs semaines.

"C'est une mesure qui fait l'objet d'un consensus entre la majorité des organisations syndicales et la direction", a déclaré un porte-parole de PSA, après un scrutin organisé lors d'un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire au siège parisien du groupe automobile.

Parmi les six syndicats représentés au CCE, seule la CGT avait voté contre ces transferts anticipés. Reuters

.. et dans la foulée :

- Deux grévistes de l'usine PSA d'Aulnay licenciés pour faute lourde - liberation.fr

Au total, la direction a engagé des procédures disciplinaires contre sept grévistes, dont certains ont un mandat de la CGT. Six d'entre eux avaient été convoqués à un entretien préalable à licenciement, et un à sanction. liberation.fr

Vous vous souvenez du scénario complet mis en oeuvre par les dirigeants syndicaux corrompus : division, démoralisation, démobilisation, provocation, radicalisation, répression...

Selon le ministre de la Guerre, Jean Yves Le Drian, le soutien du Qatar aux djihadistes relèverait du «fantasmes».

Le ministre de la Défense, Jean Yves Le Drian, s'est donc rendu au Qatar le week-end dernier pour convaincre ce pays aussi petit qu'immensément riche du bien-fondé de l'opération au Mali. Doha, un client privilégié de la France dans le domaine de l'armement, avait publiquement émis des doutes sur l'intervention française. «*Beaucoup considèrent qu'en attaquant les groupes terroristes au Mali, la France attaque l'islam*», résume le directeur du quotidien Peninsula. Le malentendu a apparemment été dissipé: «*Nous avons le sentiment d'avoir été compris*», a affirmé Jean-Yves Le Drian.

Officiellement, le ministre n'a pas abordé la délicate question du soutien apporté par le Qatar aux islamistes les plus radicaux de la région. Depuis le début des révolutions arabes, la chaîne télévisée qatarienne Al-Jazeera n'a pas caché sa préférence envers les islamistes. L'émir et ses proches ont par ailleurs été accusés d'avoir soutenu les djihadistes en Syrie et au Mali. Dans l'entourage du ministre français, on considère qu'il s'agit surtout de «*fantasmes*». Mais Harlem Désir, le premier secrétaire du Parti socialiste, a récemment dénoncé «*une forme d'indulgence*» du Qatar «*à l'égard des groupes terroristes qui occupaient le nord Mali*».

Mais dans la région, la préférence du Qatar va clairement aux Frères musulmans. «*Au lieu de vous demander pourquoi nous les soutenons, vous feriez mieux de vous demander pourquoi les Frères musulmans gagnent partout le pouvoir*», commente Abdallah al-Atiya. La volonté de miser sur le cheval gagnant, la certitude que les courants islamistes vont s'emparer du pouvoir dans l'ensemble du monde musulman... Autant de raisons de favoriser, de la Libye à la Syrie, les islamistes contre les opposants laïques ou modérés. Mais ce ne sont pas les seules. «*Si les Qatariens aident les islamistes, c'est aussi parce qu'ils les connaissent, car la plupart d'entre eux ont été en exil politique à Doha pendant de longues années*», explique un expert américain de la Brookings Institution.

Face à l'agacement manifesté par les Américains et les Européens, les dirigeants du Qatar auraient décidé de réviser leur politique d'aide aux courants islamistes dans la région. «*Ils ont réalisé qu'ils étaient allés un peu trop loin. Aujourd'hui, ils reconnaissent leurs limites et veulent les corriger*», commente un diplomate britannique. lefigaro.fr 14.02

On comprend pourquoi Le Drian avait été présenté par Sarkozy comme ministre de la Guerre. Et selon Lepaon (CGT), ce serait "idiot" de dire que droite et gauche c'est la même chose (AFP), un "fantasme" sans doute... Pour le mouvement ce serait plutôt un cauchemar ! On soutient le régime comme on peut.

L'illusionniste Mélenchon pris en flagrant délit.

Tunisie: des députés français reçus par Ennahda, Mélenchon enrage - leexpress.fr

- Jean-Luc Mélenchon est - une fois de plus - en colère. Le co-président du Parti de gauche n'a pas apprécié que des parlementaires français soient reçus ce jeudi à Tunis au siège d'Ennahda par le leader du parti islamiste, Rached Ghannouchi. Et ce quelques jours après le meurtre de Chokri Belaïd et les émeutes qui ont suivi.

"Il va de soi que ces rencontres ne sont en rien un soutien à ces personnalités ou partis politiques, quels qu'ils soient", a réagi le député UMP Jacques Myard, qui faisait partie de la délégation conduite par la présidente de la commission des Affaires étrangères Elisabeth Guigou.

Qualifiant les propos de Jean-Luc Mélenchon de "*sortie de route*", le député socialiste des Français de l'étranger pour le Maghreb rappelle qu'un député du Front de gauche, François Asensi, était également du voyage... [lexpress.fr 15.02](#)

Que le PS et l'UMP apportent au passage leur soutien aux Frères musulmans juste après l'assassinat de l'un de leurs farouches opposants Chokri Belaïd et avoir déposé une gerbe sur sa tombe est normal, l'hypocrisie et le cynisme est sans limite chez ces gens-là. Alors que le PG soit de la virée, en quoi cela devrait-il nous surprendre, puisque le PG soutient le gouvernement français qui soutient le gouvernement contre-révolutionnaire tunisien ?

Corruption. Populisme et ouvriérisme.

Le ministère de l'Agriculture a défendu vendredi la suspension temporaire de l'agrément sanitaire de l'entreprise Spanghero, au coeur du scandale de la viande de cheval, estimant qu'il s'agissait d'"*une mesure juste et proportionnée*".

"Nous comprenons l'anxiété des salariés de Spanghero, victimes de la tromperie, et nous ne voulons pas entrer dans une polémique avec eux, mais la mesure prise hier est proportionnée", a-t-il ajouté.

"Nous avons des éléments factuels précis concernant l'étiquetage des produits", arrivés avec un code douanier correspondant à la viande de cheval et réexpédié avec une étiquette "*Boeuf origine UE*". [AFP 15.02](#)

Le maire de Castelnaudary (Aude), Patrick Maugard (PS), a demandé aujourd'hui la levée le plus vite possible des mesures qui frappent Spanghero en invoquant le choc causé à l'économie locale par la suspension d'activité de la société au coeur du scandale de la viande de cheval.

"C'est un électrochoc pour l'ensemble de la ville et de son bassin de vie, c'est aussi un électrochoc pour les salariés de l'entreprise", a dit le maire socialiste à la presse, "*300 personnes au chômage tout à coup, c'est assez choquant et assez traumatisant*". Spanghero est un "*poids lourd*" de l'économie locale, a-t-il rappelé. [AFP 15.02](#)

Saloperie d'homme !

Une Saint-Valentin pour dire non aux violences faites aux femmes - [20minutes.fr](#)

L'humiliation subit par le salarié, le licenciement que lui impose son patron, l'expulsion dont il est victime de la part de son propriétaire, le chômage que le travailleur subit, l'impossibilité de se loger décemment ou se soigner faute de moyen financier, le racket des banques et des compagnies d'assurance ou de l'Etat, l'agression policière qui voit dans chaque jeune ou immigré un délinquant ou un terroriste potentiel, la guerre faite à des peuples innocents, le terrorisme d'Etat contre des Etats indépendants et souverains, etc, toutes ces violences quotidiennes passent au second plan, à la trappe.

A bas les associations féministes qui ont pour seule vocation de monter les femmes contre les hommes, certaines couches d'exploités contre d'autres !

ACTUALITE EN TITRES

[France. Etat du vieux monde pourri.](#)

- Saint-Ouen : un chômeur en fin de droits tente de s'immoler par le feu - [LePoint.fr](#)

- Savoie: Un homme tente de s'immoler par le feu - [20minutes.fr](#)

- Beaune: un SDF menace de s'immoler par le feu devant un supermarché - [L'Express.fr](#)

- Un collégien qui tentait de s'immoler par le feu empêché par des élèves - AFP

En Inde quand on me demande quel est l'état de la société en France, c'est le genre d'éléments que je mets en avant et qui en dit davantage que de longs discours.

[Affamer les peuples, ce n'est pas un drame social](#)

- Suicide d'un chômeur à Pôle emploi : '*un drame personnel*', juge Hollande - LeMonde.fr

Rien à voir avec sa situation sociale, avec la politique du gouvernement qui poursuit celle de son prédécesseur.

- Contrat de 40 millions d'euros pour Eurocopter en Inde - Reuters

- Le contrat sur le Rafale avec l'Inde serait signé en juillet - Reuters

Au même moment, le gouvernement indien sabre à la hache dans les allocations versées aux plus pauvres qui seront sans doute victime d'"*un drame personnel*"...

[L'idiot utile. Chut! Seul le masque change.](#)

- Lepaon (CGT): dire que droite et gauche c'est la même chose serait "*idiot*" - AFP

Une telle déclaration fournit une idée assez précise du niveau intellectuel de Lepaon.

[Etre ou ne pas être...](#)

- François Hollande va devoir expliquer l'austérité LeFigaro.fr

- Harlem Désir à Berlin : '*Le PS doit être le parti le plus européen de France*' - LeMonde.fr

Le plus réactionnaire, quoi.

[Régime policier. L'américanisation de la justice.](#)

- L'étude sur Free déplaît, l'universitaire est perquisitionné - Liberation.fr

- Essonne: suicide d'une adolescente de 13 ans, soupçons de brimades au collège - Liberation.fr

[Ils sont en guerre, et pas seulement en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, au Malie...](#)

- La "*guerre des monnaies*", intrus encombrant à la réunion du G20 - Reuters

Georges Soros aurait gagné un milliard en misant contre le yen - L'Expansion.com

Selon le Wall Street Journal, le milliardaire américain aurait énormément parié depuis novembre sur la chute du yen.

Le yen a perdu près de 20% contre le dollar de novembre à début février, son recul s'étant accéléré avec le nouveau gouvernement qui presse la Banque du Japon d'assouplir encore plus sa politique monétaire pour sortir le pays de la déflation.

Le Wall Street Journal ajoute que d'autres investisseurs tels que le fonds de David Einhorn Greenlight Capital, Third Point, celui de Daniel Loeb, et Hayman Capital Management, celui de Kyle Bass, ont également réalisé de gros bénéfices en jouant le yen à la baisse. L'Expansion.com

C'est légal, mais voler une pomme sur un étalage parce qu'on a faim ou qu'en en a envie et qu'on n'a pas d'argent pour se la payer, c'est illégal. Cherchez l'erreur.

[La guerre des monnaies en direct.](#)

- La zone euro s'enfonce dans la récession - AFP
- Baisse plus forte que prévu du PIB italien au 4e trimestre - Reuters
- Contraction des économies française et allemande au 4e trimestre - Reuters
- La croissance a été nulle en 2012 en France - 20minutes.fr

Que des bonnes nouvelles qui vont alimenter la lutte de classe...

[Quand les caisses sont vides, Delanoë les remplit.](#)

Un nombre record de PV de stationnement à Paris - LeFigaro.fr

[Concentration du capital.](#)

- Buffett et le propriétaire de Burger King s'offrent Heinz pour 28 milliards - AFP
- Aéronautique: American Airlines et US Airways fusionnent - AFP

[Plus qu'une impression. Je déclare au nom de l'égalité des droits...](#)

- Farines animales: "On n'a jamais vu un poisson manger un cochon" - L'Express.fr
- Farines animales: "L'UE donne le sentiment de privilégier l'économie au détriment du consommateur" - L'Express.fr

Je décrète que le droit des poissons que je représente est inaliénable à pouvoir aussi se nourrir de cochon, tout comme l'homme génétiquement son cousin.

Projet de loi. Toute discrimination portant atteinte à la liberté du poisson de se nourrir de cochon doit être condamnée, car elle porte atteinte à l'égalité des droits entre les espèces animales de choisir librement leur régime alimentaire..

Au nom du respect de la nature que nous revendiquons, non, au diable la nature ! Et que cette règle soit étendue à toute les espèces biologiques vivantes, à la faune et à la flore.

[Confirmation](#)

- 100.000 couples homosexuels en France selon l'Insee - lefigaro.fr

Cela représente 0,6% du total des personnes qui vivent à deux. (Insee)

[Saint-Valentin. On aime ou on n'aime pas !](#)

- Un homme tente de mettre le feu à sa femme - LePoint.fr
- Saint-Valentin: Elle se marie avec le meurtrier de sa soeur jumelle - 20minutes.fr

[Rester con prend manifestement moins de temps dans certains milieux !](#)

- 40 ans pour devenir millionnaire en moyenne : comment devient-on riche en France en partant de rien - Atlantico.fr

[Faites en autant !](#)

- Le directoire de PSA renonce à la part variable de son salaire pour 2012 - Liberation.fr
- Accord chez Renault : Ghosn confirme qu'il met une part de son salaire en jeu - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- G20

Le projet de communiqué final de la réunion du G20 à Moscou ne reprend pas les termes du communiqué du G7 de mardi soulignant que les politiques budgétaires et monétaires ne doivent servir que des objectifs nationaux, a déclaré vendredi un délégué du Groupe.

Le texte ne fera pas mention d'objectifs budgétaires spécifiques, conformément à la volonté des Etats-Unis, et ne reprendra pas l'engagement - affirmé par le G7 en début de semaine - de ne pas établir de "cibles" de taux de change, a précisé le délégué. Reuters 15.02

2- Vatican

L'allemand Ernst von Freyberg, un avocat membre de l'Ordre de Malte, a été nommé aujourd'hui à la tête de l'IOR, la banque du Vatican, privée de président depuis le limogeage d'Ettore Gotti Tedeschi en mai 2012, a annoncé le porte-parole du Saint-Siège.

La décision a été prise par la Commission cardinalice de surveillance de l'Institut pour les affaires religieuses (IOR) à l'issue d'une "profonde évaluation et d'une série d'entretiens qui ont duré plusieurs mois", selon un communiqué. Elle a reçu "l'assentiment du pape", qui vit ses derniers jours à la tête de l'Eglise catholique, avant sa démission historique le 28 février.

Au cours d'une conférence de presse, le père Federico Lombardi a précisé qu'il y avait "40 candidats". L'IOR est un point névralgique des tensions qui agitent le Saint-Siège à propos de sa transparence, notamment financière. Il a été le théâtre au cours de son histoire de plusieurs scandales retentissants, le plus grave impliquant en 1982 la loge maçonnique illégale (P2), la CIA et la mafia.

Son patrimoine est évalué à environ 5 milliards d'euros et ses clients sont les prêtres, religieuses, conférences épiscopales, fondations et ministères répartis dans le monde entier. lefigaro.fr 15.02

3- Tunisie

Le Premier ministre tunisien Hamadi Jebali a annoncé vendredi de nouvelles consultations lundi sur son initiative de former un gouvernement apolitique, reportant sine die la composition du nouveau cabinet et prolongeant la profonde crise politique dans le pays.

"Il y a une évolution et des progrès sur tous les points soulevés (...) C'est pour cela que nous avons décidé de poursuivre les discussions lundi", a-t-il déclaré à la presse à l'issue de pourparlers avec les dirigeants des différents partis.

Il a ainsi annulé sa décision de fixer à samedi la date limite pour l'annonce du gouvernement apolitique, malgré l'hostilité de son parti islamiste Ennahda au pouvoir, et n'a pas évoqué de nouvelle date après cet énième report. AFP 15.02

4- Syrie

4.1- Ebrahim Zaïr, professeur d'université de Damas, confie au journaliste de Fars, son analyse de la situation, qui prévaut, dans son pays.

Pour lui, "après s'être assuré de l'inefficacité des moyens, déjà, employés, en Syrie, pour renverser le pouvoir, les Etats Unis réfléchissent, désormais, à de nouveaux scénarios, qui ne sont pas, forcément, du goût de la Turquie et du Qatar". "Les Etats Unis savent qu'ils ne peuvent plus faire confiance aux moyens, déjà, utilisés et qui ont échoué, à l'épreuve des faits, d'où leur forçant, en direction du Qatar et de la Turquie, dans le sens d'une solution politique". "Les Etats-Unis ont, au bout de deux ans d'efforts, compris qu'une intervention militaire pourrait s'avérer, extrêmement, coûteuse, et de là, ils ont décidé de regarder du côté de la solution politique, ce qui ne plaît, nullement, ni au Qatar, ni à la Turquie, ni à l'Arabie saoudite". "En effet, les pays précités ne peuvent, par définition, s'intéresser à la solution politique, car ils se sont profondément impliqués, dans la guerre contre l'Etat syrien, et ils y ont investi argent, effectifs et prestige, ce qui rend, mortellement, difficile toute marche arrière." "Al-Khatib et son offre de dialogue font écho à ce changement de tactique. La Turquie et le Qatar sont, en réalité, les vrais perdants de cette bataille, surtout qu'aux prochaines négociations, les extrémistes qu'ils ont nourris, Al-Nosra, Lawa al-Tohid, Al-Qaïda n'auront aucune place". french.irib.ir 15.02

4.2- Selon le journal syrien, "Damas", le gouvernement syrien envisage de transformer les locaux de l'ambassade qatarie, en un musée, où seront exposées les photos des crimes commis par les terroristes contre le peuple, l'armée, l'Etat, les biens syriens! Les documents prouvant l'implication directe du Qatar et d'Israël, dans ces crimes, seront, également, présentés au public. La mesure vient de faire suite à la décision de Doha de confier l'ambassade syrienne à la Coalition de l'opposition et à "désigner" Nazar al-Haraki, comme ambassadeur de cette coalition. french.trib.ir 15.02

4.3- Le commandant de l'une des milices en guerre contre l'Etat et l'armée syrien regrette la corruption qui ronge l'ASL et affirme que les opposants à Assad ont été trahis. Abou Mahmoud est à la tête d'une milice dans le nord-ouest de la Syrie à Atma : " L'ASL ne fait que piller et trahir" pour l'AFP qui rapporte cette information " l'histoire de ce déserteur est celle de beaucoup de militaires syriens qui ont quitté l'armée d'Assad et qui au bout de quelque temps ont renoncé à la lutte armée parce que leurs chefs s'entredéchiraient , se haïssaient et se querellaient " " ils nous poussent vers la mort pour pouvoir mieux piller là où ils arrivent et ils sont toujours en arrière décor et n'apparaissent que pour partager le butin" " nos chefs volent tout ce qui est transportables pour les vendre en Turquie , voiture, électroménagers, essence, bijouterie.... " french.trib.ir 15.02

4.4- Le journal israélien "Haaretz" s'est penché, dans son édition de mercredi, sur la crise syrienne :

"Ce qui se passe, en Syrie, reflète les réalités de la société syrienne, ce qui nous conduit à reconnaître que le régime Assad ne partira pas de sitôt". "Selon toute vraisemblance, les parties belligérantes sont arrivées à un certain équilibre, dans les rapports de force, et en dépit d'une montée en puissance des violences, la situation, en Syrie, peut encore évoluer". "Bien que les rapports occidentaux continuent à mettre l'accent sur l'irréversibilité du départ d'Assad du pouvoir, néanmoins, le scénario le plus probable n'est pas son départ, mais la généralisation du chaos, en Syrie". "Tout compte fait, le chaos et le désordre, qui régnent, en ce moment, en Syrie, profitent aux intérêts d'Israël, car ils permettront une relative accalmie, sur les hauteurs du Golan. Deux ans de combats asymétriques ont épuisé l'armée syrienne, et celle-ci ne saura pas se réorganiser, pour faire face à une attaque d'envergure, sur son flanc du Golan. Il faudra longtemps, pour que l'armée syrienne puisse se remettre en ordre de bataille". Certains analystes n'écartent pas, désormais, une attaque israélienne contre le Golan, à l'heure où la Syrie s'enfonce dans la crise. french.trib.ir 14.02

5- Bahreïn

Un manifestant a été tué et d'autres ont été blessés jeudi à Bahreïn lors d'affrontements avec la police dans des villages chiïtes, a indiqué l'opposition au deuxième anniversaire du soulèvement maté dans ce petit pays du Golfe à majorité chiïte dirigé par une dynastie sunnite.

Des centaines de manifestants sont descendus dans la rue tôt dans plusieurs villages chiïtes, selon des témoins, pour protester contre le gouvernement et commémorer le soulèvement animé par la majorité chiïte réclamant des réformes politiques.

Les manifestants répondaient à un appel à la grève générale et à la désobéissance civile jeudi, lancé par le Collectif du 14-Février, un groupe clandestin radical qui orchestre la mobilisation via les réseaux sociaux.

Hussein al-Jaziri est mort après avoir été grièvement blessé, notamment à la poitrine, par des tirs à la chevrotine, lors d'affrontements entre forces anti-émeutes et manifestants dans le village de Daih, a annoncé la principale formation de l'opposition chiïte, Al-Wafaq.

Dans un communiqué, le Wafaq a dénoncé "un recours excessif à la force" de la part des autorités qui répriment les manifestations "sauvagement, faisant usage de toutes sortes d'armes".

"Des dizaines de personnes ont été blessées, "certaines grièvement", ou souffrent de problèmes respiratoires en raison de tirs intenses de gaz lacrymogène dans les quartiers résidentiels", selon le Wafaq. liberation.fr 14.02

Et Hollande de s'exclamer en chœur avec Obama : ce gamin de 14 ans était au moment endroit au mauvais moment, c'est un "drame personnel"...

SOCIAL

1- Allemagne

Le trafic de plusieurs aéroports en Allemagne est perturbé aujourd'hui pour la deuxième journée consécutive par une grève du personnel de sécurité.

Le personnel de sécurité, chargé notamment de contrôler les passagers et les bagages à main avant l'embarquement, est appelé depuis hier à faire grève par le syndicat des services Verdi, dans le cadre de négociations collectives sur les salaires avec les employeurs, représentés par la fédération des sociétés de sécurité (BDSW). Jusqu'à présent, les négociations ont toutefois abouti à une impasse. AFP 15.02

2- Grèce

Les chiffres du chômage en Grèce pour le mois de novembre 2012 viennent de sortir : tous les chiffres s'envolent. Les jeunes de 15 à 34 ans sont les plus touchés. La nouveauté, c'est l'explosion du taux de chômage des seniors(65 à 74 ans), qui sont désormais 10% en recherche d'emploi.

Le nombre de chômeurs a augmenté de 323 808 en comparaison avec le mois de novembre 2011 et de 20 255 personne en comparaison au mois d'octobre 2012 (+1.5%).

La jeunesse grecque est en péril : 61.7% (50.1% en 2011) des moins de 25 ans et 36.2% (28.9% en 2011) des 25-34 ans sont sans emploi.

Le chômage des 24-34 ans, avec un taux de 36.2%, est toujours en très forte augmentation : il était de 28.9% en 2011. Celui des 35-44 ans, comme les autres, a encore augmenté avec 23,3% contre 16,9% en 2011.

Si les jeunes sont les plus touchés par l'explosion du chômage, toutes les classes d'âge sont devenues très vulnérables. Plus inquiétant, le chômage des seniors atteint les 10% alors qu'il n'était que de 4% l'année précédente. Il a plus que doublé en un an et plus que quintuplé en 2 ans. L'augmentation de l'âge de la retraite cumulée à la baisse des pensions pourrait laisser supposer que les seniors reviennent sur le marché du travail à une période où la précarité poursuit son inexorable ascension : plus d'un tiers des grecs sont désormais sous le seuil de pauvreté. Une situation qui inquiète sur le risque de crise humanitaire en Grèce.

Face à l'ampleur de la situation, certains ont proposé des idées "*novatrices*" pour enrayer le chômage, comme le quasi-retour à l'esclavage en forçant les chômeurs à travailler gratuitement pour des projets "*d'utilité publique*". De quoi ravir le propriétaire d'une des plus grosses entreprises en Grèce, qui verrait d'un bon oeil les perspectives d'investissements entre l'Etat grec et le Qatar pour aider les "*PME*" grecques.

La croissance du pays continue son éternelle dégringolade : le PIB accuse une chute de 6% pour l'année 2012.

L'austérité poursuit sa marche funèbre. okeanews. fr 14.02

ECONOMIE

1- Euro

L'euro fort et la nouvelle version de Babel

Après le Mali, le président socialiste français a décidé de partir en guerre contre l'Euro fort. C'est au cours de son discours prononcé devant le Parlement européen que F. Hollande est parti en guerre contre les forces de marché qui poussent l'euro vers des sommets.

Là, la partie sera plus difficile, très difficile. F. Hollande qui a tout de même fréquenté certains cercles atlantistes n'est pas stupide au point d'ignorer les forces qu'il prétend mettre au pas.

Pourquoi donc une telle déclaration sinon un terrible aveu d'impuissance et surtout l'annonce de l'échec de sa politique budgétaire ? En bon social-démocrate, François Hollande n'a pu s'empêcher d'évoquer « *plus de solidarité* ». Mais quelle est la portée de ce mot aujourd'hui, en pleine guerre monétaire, en période de fin du temps des nations ? D'ailleurs, soit dit en passant, F. Hollande n'est-il pas un acteur majeur de cette politique de désintégration des nations ? N'est-il pas un politicien pro-Babel ? Petit problème : lui et ses amis ne parlent pas la même langue.

Ils ne s'entendent plus entre eux !

Les Britanniques veulent une Europe à la carte et les Allemands défendent le scénario d'une "*Europe à deux vitesses*" opposant les "*bons*" et les "*mauvais élèves*".

On souhaite bonne chance aux socialistes idéologues pour trouver des alliés dans de telles circonstances... D'ailleurs, les journalistes allemands signalent à F. Hollande qu'en agissant ainsi contre l'euro fort, il cherche à défendre les intérêts nationaux alors que le projet européen privilégie les intérêts européens. C'est la pagaille pour distribuer le budget européen entre les acteurs étatiques qui doivent affronter la révolte des masses qui demandent... à manger et du travail. Liesi 14.02

2- Allemagne

L'Allemagne abandonne la France et se rapproche de la City

Il y a quelques heures, le cours de l'euro a bondi au motif d'un énième arrangement de dernière minute entre Européens, cette fois sur le budget. Nos lecteurs savent bien sûr que les événements servent de caution à des mouvements programmés sur les changes (ou ailleurs) par des élites qui se jouent des marionnettes paradant devant les caméras des mêmes médias servant les intérêts de l'oligarchie.

Malgré l'accord sur le budget européen et les mines réjouies des politiciens, le constat peut se résumer par « *une contraction des ambitions de l'Europe et un basculement des rapports de force au sein de l'UE* ».

Dans un précédent article, Liesi évoquait F. Hollande partant en guerre contre l'euro fort... sans doute illuminé par le prestige que lui offre (peut-être provisoirement) les militaires au Mali et la visite du vice-président J. Biden à l'Elysée. Désormais, la France est « *sur la défensive* » dans les négociations.

Adieu à l'Europe fédérale version Hollande

On abandonne peut-être provisoirement le programme d'Europe fédérale pour s'engager dans le programme des Young Leaders européens sous la coupe ou formatée par les services US : le libre échange. Les Britanniques sont ravis et la machine exportatrice allemande soutient le projet depuis longtemps face à des politiques français soucieux de solidarité... tant que les autres paient...

En agissant de la sorte, les politiques français nous renvoient automatiquement dans le clan des pays du sud de la zone euro et le verdict se confirme que la France ne sera pas dans le groupe du Nord. Ainsi s'explique l'exigence allemande de récupérer son or de France avant la faillite de ce pays, géré par qui l'on sait et malheureusement soutenu par les adeptes des Livrets rouge, A, etc., à gogo.

François Hollande semble le personnage idéalement choisi par les maîtres de la truie pour aboutir à leur plan de ORDO AB CHAO.. mais aussi dérouler le tapis rouge pour la réalisation des prophéties catholiques (voir les prophéties d'Anne Catherine Emmerich).

Il y a bien eu une cassure. Ce que le cours de l'euro peut exprimer désormais puisque Hollande et ses scribes ont perdu la bataille face à une chancelière Merkel inflexible. Ce tournant s'opère au même moment où le Vatican plie devant Mammon en acceptant la fin de l'ère de la nouvelle Eglise conciliaire (nous ne parlons même plus d'Eglise catholique mais d'Eglise Eclipsée). Désormais, la Perestroïka de l'Occident va s'accélérer et l'ancien agent communiste Merkel joue parfaitement sa partition.

Même le Die Welt conseille au gouvernement allemand d'assouplir son partenariat historique avec la France : « *Avec une rare détermination, l'Allemagne s'est établie comme le poids lourd des équilibres de puissance en Europe qui sait intégrer le plus grand nombre en restant ouvert de tous les côtés. Effectivement, les intérêts allemands coïncident plus souvent avec ceux de Londres qu'avec ceux de Paris* ».

La Bundesbank décide de laisser son or à Londres... Liesi 14.02

3- Grèce

La Grèce est victime de prédateurs sans pitié

Ce que vit la Grèce est un signe évident du drame qui menace cette fois l'Occident. On voit en effet des choses jugées inimaginables il y a quelques années seulement. Les « *assassins financiers* » adoptent les mêmes procédures utilisées avec le FMI pour piller des pays endettés. Ce n'est plus l'Amérique latine ou l'Afrique : c'est à nos portes, en Grèce.

Et c'est le principe de l'usure, des magouilles entretenues entre la haute finance et le politique qui bien sûr sont responsables de cet état de fait. Tout va très bien, la crise est finie... ou presque. M. Draghi avait dit l'automne, il vient d'annoncer la fin de 2013. Soyez patients... En attendant, l'Etat grec a bradé de nouvelles concessions minières dans le Nord du pays. La compagnie

minière Hellas Gold prévoit de s'installer et d'empocher quelques bénéfices copieux. C'est la filiale du groupe canadien Eldorado Gold qui a beaucoup investi pour pomper les richesses du sous-sol grec. On estime pouvoir tirer au moins 12 tonnes par an de la montagne de Skourières. Il y a aussi d'autres minerais comme le cuivre, l'argent, etc. Pour le moment, plus d'un millier de Grecs sont employés et l'on promet de multiplier par cinq les embauches.

Heureusement, la totalité des employés seront Grecs. Mais les négociations entre les politiques grecs et les financiers canadiens ne sont pas claires. D'aucuns signalent qu'Athènes a vendu à perte les droits d'exploitation de cette mine, dans une région, le nord de la Grèce, qui renferme des richesses minières évaluées à 20 milliards d'euros. Pourtant, en 2003, « *Athènes avait repris le contrôle de la mine, en vertu d'un règlement extrajudiciaire conclu avec TVX Hellas, l'ancien propriétaire, qui avait abandonné le projet en raison de l'opposition de la population locale. L'Etat grec a ainsi racheté la mine pour 11 millions d'euros, avant de la revendre, le même jour et au même prix, à Hellas Gold, fondée trois jours plus tôt, à qui il a cédé tous les droits d'exploitation. Peu après, 95 % du capital de Hellas Gold ont été rachetés par la canadienne European Goldfields (EG). Un audit avait estimé la valeur de la société sur le marché à quelque 400 millions d'euros. En 2012, Eldorado Gold a pris le relais d'EG* » (Source : El Pais).

En tout cas, dans trois ans, la Grèce deviendrait le premier producteur d'or de l'Union européenne ! Une médaille d'or pour la Grèce dans une compétition européenne, de quoi rêver...Liesi 12.02

4- Chypre

Chypre : le risque politique est évident pour l'Allemagne et que dire de l'éthique de l'UE ?

Chypre a intégré l'UE en 2004. En 2007, l'euro devenait la monnaie nationale et de nombreuses entreprises européennes se sont implantées à Chypre afin de jouir des avantages fiscaux proposés. En 2012, il y avait deux fois plus d'entreprises qu'avant l'adhésion à l'UE. Et l'OCDE dans tout cela se contente de juger satisfaisante l'action de lutte contre le blanchiment par les autorités chypriotes.

Nous avons évoqué le sujet il y a quelques semaines et le moment des questions comme des solutions est arrivé. Les autorités politiques de Chypre ont besoin d'un plan d'aide de 10 milliards pour ses banques. Comme chacun le sait, les Russes surveillent les manœuvres européennes en ce qui concerne Chypre dans la mesure où de nombreux réseaux mafieux servant de couverture pour les opérations des « services » du bloc de commandement de russe sont impliqués dans ces banques chypriotes. Les Européens, qui sont bien sûr des modèles de vertu, crient au scandale sans se soucier des magouilles de leurs propres banques avec les réseaux afghans ou autres (Euribor,...).

Que fera l'UE avec Chypre, au bord de la faillite – un de plus ?

De par sa position géographique, Chypre est étroitement liée à l'économie grecque. La catastrophe économique qui prévaut en Grèce fait chuter un domino de proximité : Chypre. Et s'agissant des banques chypriotes, rappelons qu'elles se sont gavées de plusieurs milliards d'obligations grecques qui ne valent aujourd'hui quasiment plus rien.

En été 2012, le Kremlin était déjà intervenu pour la bagatelle de 2,5 milliards d'euros. Aujourd'hui, Poutine hésite à apporter 5 milliards de plus car les opérations de prêts risquent de se succéder quand le trou est sans fond.

Et que dire des Allemands qui vont devoir participer avec d'autres pays de la zone euro à contribuer pour un prêt de 10 milliards d'euros pour les banques chypriotes. En réalité, plus de 2 milliards d'euros seront prélevés dans les poches des contribuables allemands.

Actuellement la presse allemande tire à boulet rouge sur cette perspective et cela n'est certainement du goût de la Chancelière Merkel, qui voit les élections d'automne se rapprocher. Le parti social-démocrate allemand (SPD) devrait logiquement faire barrage à la chancelière sur ce dossier.

Si le pouvoir de l'Allemagne se rapproche de la Russie pour de multiples raisons, il est difficile de faire passer la pilule à des citoyens pressés comme du jus de citron au motif que leur argent contribuera à colmater les comptes chypriotes des mafias russes. Certains journalistes allemands ne se gênent pas pour faire quelques références aux rapports du Service allemand de renseignement extérieur (BND) confirmant l'identité des bénéficiaires de ce plan de sauvetage bancaire chypriote.

« D'après les conclusions du Service allemand de renseignement extérieur, 80 oligarques ont ainsi pu s'implanter où bon leur semblait sur le territoire de l'UE. Pour la seule année 2011, quelque 80 milliards de dollars auraient quitté la Russie. Dont une grande partie aurait transité en catimini par Chypre, aux dires du BND. Les Russes auraient déposé des avoirs dans des banques chypriotes pour un montant de 26 milliards de dollars. C'est nettement plus que le PIB annuel du pays ». (Source : Spiegel)

Il semble donc en effet évident que l'aide européenne est la condition nécessaire pour assurer le prolongement du blanchiment d'argent.

Les autorités chypriotes font valoir que les structures nécessaires à la lutte contre cette pratique sont présentes, mais personne ne veut changer un système qui rapporte tant !

Sans quoi les marchés financiers en tireraient des conclusions : « pourquoi les Européens devraient-ils sauver l'Espagne ou l'Italie s'ils ne sont même pas en mesure d'aider un micro-pays tel que Chypre ? » Liesi 14.02

5- Portugal

Pour éviter la banqueroute, Lisbonne privatise à tour de bras son industrie en vendant au plus offrant les "*bijoux de la Couronne*", constate Le Temps. L'Etat portugais s'apprête à céder ses chantiers navals de Viana de Castelo à un groupe Russe, déclenchant l'inquiétude de la population locale, constate le quotidien suisse. lefigaro.fr 15.02

[Haut de page ↗](#)

Le 17 février

CAUSERIE

Le site ne sera que partiellement actualisé.

On est dimanche, on se détend, il est 7h30 et on doit déjà frôler les 30°C ici, je vous ai dégotté une info pour se marrer. Le TGV arrive en Inde, c'est sérieux. Non, pas jusqu'en Inde...

- La SNCF et le ministère indien des Chemins de Fer, Indian Railways, ont signé aujourd'hui un protocole d'accord de coopération qui prévoit notamment la réalisation en commun d'une étude sur la ligne à grande vitesse entre Bombay et Ahmedabad, soit près de 450 km. AFP 15.02

J'imagine déjà le train roulant à plus de 300km/h avec des vaches, des chèvres, des cochons, des chiens et parfois des Indiens sur la voie ferrée, le délire !

Sur la route, en moto ou en bagnole même sur une voie rapide style autoroute atteindre les 100km/h c'est prendre un risque énorme, inconsidéré, c'est faire preuve d'inconscience et pourtant cela nous arrive parfois, on perd de vue qu'on n'a pas une vision à 180° et qu'à cette vitesse là il faut des conditions particulières pour ne prendre aucun risque. Quand il y a du trafic, il est impossible de voir un trou dans la chaussée, s'engouffrer dedans en moto et c'est le gadin assuré, si tu n'es pas mort, ta vie est foutue.

Quand je roule vite, c'est-à-dire entre 80 et 100km/h, cela va faire marrer les potes qui en France ont des 1000 ou 1200 cc et roulent à plus de 200, c'est parce que la route est dégagée et le trafic nul, et la chaussée est en bonne état, au premier il faut lever le pied car il peut y en avoir d'autres plus loin.

Rouler la nuit en voiture en Inde sur des petites routes, c'est hyper dangereux, en moto c'est quasiment de la folie pure, je dis cela et pourtant je ne suis pas le dernier à rouler vite ou à prendre des risques, le jour seulement, alors si cela me fout la trouille, c'est que vraiment il y a de quoi, je ne dépasse jamais les 60km/h dès que la nuit est tombée, surtout que les Indiens roulent systématiquement plein phare. Le jour quand il a plu, c'est ma vitesse maximum.

Les routes ne sont pas entretenues ou si peu, la chaussée est recouverte de terre, de sable ou de graviers et tout ce qu'on peut trouver en Inde y compris des bouses de vache toutes fraîches. En ville, quand il n'a pas plu depuis des mois la chaussée est recouverte de poussières et rendue glissante, et quand il a plu, dans les jours ou les semaines qui suivent sur toutes les routes ici ou là la chaussée s'effondre donnant naissance à des nids de poule qui sont de véritables casse-gueule pour les deux-roues, la chaussée restera ainsi pendant des semaines ou des mois rendant la circulation hyper dangereuse.

Quand tu vis en Inde, tu es obligé d'avoir solidement les pieds sur terre, sinon tu es mort !

Pour revenir à cette info, la SNCF va empocher son fric, le ministre des Transports indien sa grosse commission, et cette ligne censée être à grande vitesse ne sera pas plus rapide que l'histoire ou qu'une autre ligne de chemin de fer en Inde. Hier le char à boeuf cotoyait le vélo et parfois une bagnole poussive digne des années 30 en France, dorénavant il cotoie des BMW ou des VW, alors qu'est-ce qui a changé ? Sur ce plan-là, rien, quand il y a un char à boeuf sur la route, tu peux avoir une bagnole qui ne dépasse pas les 100km/h ou qui peut atteindre 250km/h, tu n'iras pas plus vite, c'est le char à boeuf qui est la référence, l'inertie de l'histoire passe par là, c'est comme dans un parti politique où se cotoient trotskistes, sociaux-libéraux et staliniens repentis,

anarcho-syndicalistes, républicains et démocrates petits bourgeois, syndicalistes trade-unionistes, c'est celui qui est le plus à la traîne qui tire sans cesse le parti en arrière et détermine sa politique finalement.

Pendant que j'écris ces lignes je télécharge deux vidéos de concerts d'AC/DC à River Plate (2011) le son est excellent, et l'autre de Stevie Ray Vaughan à Montreux, encore un guitariste génial digne d'Hendrix. (trois heures plus tard. J'essaie de télécharger d'autres vidéos. La connexion fonctionnait à la vitesse (téléchargement) de 150 ko/seconde à 6h du matin, puis à 50ko à 10h, et seulement entre 4 et 15 à 14h. Chez Reliance ils m'expliquent que c'est moi qui est un problème, mon logiciel, mon ordinateur, mon modem, pourtant je n'en ai pas changé entre 6h du matin et 14h, en réalité le problème vient du fait que le trafic a augmenté sur Internet et que leur réseau est saturé.

Autre chose.

En cliquant hier soir sur des liens fournis par un portail et d'autres que j'avais déjà dans mon disque dur mais que je n'avais pas consulté depuis un moment, je me suis aperçu que certains avaient jeté l'éponge, que dégoûtés par la tournure des choses ils avaient préféré renoncer à tenir un blog ou un portail comme si finalement il ne servait strictement à rien.

C'est la question que je me suis souvent posé et puis je me suis dit qu'en faisant le boulot sérieusement, je faisais oeuvre utile malgré tout. Le pire et le plus ingrat sans doute, c'est qu'il y en a qui ne s'en rendent même pas compte ou qui sont incapables de faire la distinction entre des sites qui finalement ne nous apportent rien car leurs auteurs n'ont pas une profondeur d'analyse suffisante ou alors on y trouve tout et son contraire de telle sorte que cela n'aide pas franchement le lecteur à y voir plus clair.

J'ai essayé d'éviter de tomber dans ces travers. Je vais vous avouer un truc. Dans le paragraphe précédent j'ai évoqué en passant ma façon de concevoir ce boulot, en réalité toute chose ou activité, sérieusement. Je n'ai pas sorti cela pour me vanter, ce serait minable, je ne me suis pas non plus posé en donneur de leçons, ce serait ridicule, non j'ai fait oeuvre de pédagogie, l'air de rien, il y a des choses superflues dans la vie et qui doivent rester ou être traitées à ce niveau-là, et il y a des choses sérieuses qui doivent prises à ce niveau-là et pas un autre.

En fait, même à travers un discours anodin ou à bâtons rompus je m'emploie à attirer l'attention du lecteur sur une valeur, un principe, une notion, un facteur, un rapport qui me semble important, que j'ai envie de partager avec lui, et j'insiste un discours improvisé, sans brouillon ou que je ne retouche pas par la suite pour produire un effet quelconque, non, c'est spontané, naturel ou le produit de mon expérience, mes connaissances et surtout de l'idéal que j'ai adopté et qui me sert de guide.

J'ai de grosses lacunes intellectuelles et je connais mes limites, mes capacités sont limitées et j'en ai parfaitement conscience, j'ai par exemple beaucoup de difficultés à m'exprimer en peu de mots, à faire court, et j'ai une mémoire affreuse. Je pense qu'à la base cela vient d'une carence alimentaire combinée à une déficience affective quand j'étais gosse, donc je ne pourrai jamais combler cette lacune et je devrai faire avec jusqu'à la fin de mes jours. Aussi, j'ai dû recourir à un autre moyen pour progresser malgré tout, ou plutôt ne pouvant pas compter sur ma mémoire j'ai recouru à un autre procédé, inconsciemment et c'est là que cela devient intéressant, car lorsque j'en ai pris conscience je me suis aperçu que je ne conservais que la substance de ce que j'avais appris et qui me servirait pour la suite, du coup, je me suis mis à cultiver cette particularité pour combler en partie mon handicap, en faisant en sorte que cette substance ou ce concentré de connaissances ait toujours une valeur supérieur, disons à ce qui est superflu, superficiel, secondaire, voire médiocre dans l'existence ou peut être perçu comme tel, cela serait utile tant pour moi que pour les personnes que je croiserai.

Beaucoup de gens parlent à tort et à travers ou s'expriment sans vraiment avoir conscience de la signification de leurs paroles ou la manière dont elles seront saisies. Je ne dis pas par là qu'il faudrait absolument réfléchir avant de parler, je prétendrais plutôt le contraire, c'est le signe distinctif des ignorants que généralement on prend pour des gens très intelligents, c'est de cette manière aussi qu'ils abusent les naïfs ou les ignorants. Maintenant il faut se méfier des beaux parleurs professionnels, qui pour tromper leur auditoire débitent leur discours d'un trait, ceux-là, ils sont généralement sclérosés, ils récitent ce qu'ils ont appris un jour et depuis ils n'ont pas évolué. C'est chez eux qu'on trouve la plus forte proportion de donneurs de leçons. En réalité, leur pédagogie est nulle à chier, si je peux me permettre cette vulgarité parce que je les tiens en horreur. Non, c'est dans le langage spontané employé par une personne que l'on peut estimer véritablement son niveau de conscience, sans la juger, sauf si elle adopte un ton hautain ou méprisant envers vous. La question du respect des autres fait partie intégrante de notre idéal, elle en est indissociable sauf à le renier ou cesser d'en être digne.

Je n'ai jamais cédé à aucune mode, donc je n'ai pas adopté celle qui consistait à faire des phrases courtes et je ne le regrette pas. Quand on examine attentivement le contenu des oeuvres de Marx et Engels, tout d'abord on s'aperçoit que leur production est demeurée limitée. Ils n'ont pas écrit des dizaines et des dizaines d'ouvrages sur tout et n'importe quoi. Ils ne se sont pas dispersés. Non, ils se sont concentrés sur quelques questions déterminantes à partir desquelles ils ont abordé ou traité toutes les autres. Chacun de leur ouvrage ne traite que de quelques questions, y compris le Manifeste du parti communiste, et cependant, si l'on prend ce dernier, ils ont réussi à interpréter la société et le monde sous leurs rapports, aspects ou tendances essentiels, d'où sa valeur exceptionnelle et irremplaçable un siècle et demi plus tard. Ils ne m'ont pas seulement influencé politiquement, par leur méthode et au-delà du matérialisme dialectique et historique, ils m'ont aidé à surmonter en partie mon terrible handicap en mettant à ma portée l'essentiel, la substance de leurs connaissances, on dit aussi la conclusion de leurs travaux gigantesques, de leurs réflexions d'une profondeur inégalées à ce jour en dehors de Lénine, moins chez Trotski.

Ce qui suit a été écrit hier soir. Bon dimanche à tous

J'ai travaillé dans plus de 40 boîtes en France, j'ai été victime de licenciements abusif au moins une dizaine de fois. Jamais je ne me suis adressé au prud'hommes, ce fut peut-être une erreur, je n'en sais rien, j'en doute après coup. A quoi bon après avoir retrouvé du boulot dans une autre boîte obtenir ma réintégration dans une boîte où j'étais considéré comme un paria ? A quoi bon attendre des mois ou des années avant d'être confronté à un employeur que je savais de mauvaise foi, ressasser la même histoire aussi longtemps alors que j'avais plutôt hâte de tourner la page et d'oublier cette crapule ?

La question n'est-elle pas pourquoi a-t-il pu agir de la sorte ? Sinon parce que la société et la législation était suffisamment pourrie et laxiste ou favorable à ses intérêts ? Je n'ai jamais eu envie que leur société et leur justice que je hais depuis mon adolescence me rendent justice. M'adresser à mon bourreau pour soulager mes souffrances n'a jamais été mon truc, marcher dans leur combine qui consiste à reconnaître leur tort pour mieux perpétuer l'emprise qu'ils ont sur nous aurait été brader ma dignité et ma ferme résolution de ne jamais me soumettre à leur ordre que j'ai toujours considéré profondément injuste.

Mon père était arriéré et il avait bien des défauts, mais il a toujours refusé de quémander pour assurer la survie de sa petite famille. Nous étions pauvre, très pauvre, il vouait un culte à ses maîtres exploités, mais c'est seulement pas son travail et son courage exceptionnel qu'il s'en est toujours sorti, il considérait même que recevoir des allocations familiales était une insulte car cela faisait de lui un mendiant, sans jamais parvenir à comprendre qu'il aurait été normal qu'il puisse vivre de son travail, ce que son salaire misérable ne permettait pas toujours. Le malheureux, il s'est éteint prématurément usé jusqu'à la corde par la travail et les soucis quotidiens qui l'ont rarement quitté, sans jamais comprendre qu'il avait été victime d'une formidable injustice.

Me tourner vers l'Etat, ses représentants, ses élus pour quémander une amélioration de mon sort me donnent littéralement la nausée pour toutes les raisons que j'ai évoquées plus haut.

Leur société, leur monde n'est pas le mien, il ne l'a jamais été et ne le sera jamais aussi longtemps qu'il existera, jamais je ne pourrais m'y reconnaître Du coup, sur le plan politique concevoir comme Marx, Engels, Lénine et Trotsky qu'il faut rompre avec le capitalisme, ses représentants, l'Etat, ses institutions, est une pure formalité, je n'ai pas besoin de me forcer, j'ai vécu suffisamment longtemps ce que signifiaient en dépendre pour juste survivre, malgré moi, car je n'ai jamais choisi de vivre dans une telle société, que combattre pour les renverser est un juste retour des choses, s'impose sans même avoir besoin d'y réfléchir, adopter un autre comportement serait replonger dans la crasse ignorance qui m'habitait autrefois, les années passent, il y a plus de 40 ans.

Je n'ai pas besoin de me forcer ou de me donner un genre ou encore d'essayer de me distinguer de je ne sais pas qui pour tracer la voie que je me suis fixé, elle s'impose à moi, quelle autre voie pourrais-je emprunter, celle qui conduit à s'adapter au capitalisme, ici en Inde je suis entouré de trop de misère et de désespoir pour y penser un seul instant.

J'ai conscience d'être un privilégié en Inde, du coup ma responsabilité s'en trouve décuplé à mener le combat politique sans relâche et sans rien concéder à l'ennemi ou aux opportunistes. Je pourrais éviter de penser à ma condition, je pourrais me laisser vivre tranquillement. Quand un Indien me fait part de ses malheurs, je pourrais très facilement prendre mes distances avec ce qu'il me raconte, au contraire je me mets dans sa peau et j'en suis profondément meurtri, je partage sa douleur, non pas sur le plan concepteur ou intellectuel, mais vraiment dans ma chair, je pense qu'il y a des religieux sincères qui en font l'expérience et qui en sont très affectés aussi, je mesure à ce moment-là à quel point le monde dans lequel nous vivons est profondément injuste, ignoble, barbare.

Vous vous demandiez peut-être pourquoi je suis aussi radical dans mes positions, vous avez là une partie de l'explication, l'autre partie s'explique par ma fidélité au léninisme. C'est marrant, la combinaison des deux va à merveille, c'est comme si je paliais l'absence de parti vraiment ouvrier guidé par les couches les plus exploitées du prolétariat. En principe, ce sont ces couches présentes au sein d'un parti ouvrier qui tiennent lieu de guide au parti, pour ne pas s'écarter de son objectif, pour éviter qu'il se dénature et devienne un parti petit-bourgeois, un parti centriste ou qu'il bascule dans autre chose, qu'il cesse de combattre pour l'émancipation de la classe du capitalisme. On arrêtera là pour aujourd'hui ce bavardage, je suis fatigué.

Une info indienne.

Ce soir aux infos sur Sun TV j'ai vu des centaines d'élèves d'une école située à Tiruvanamaï au Tamil Nadu saccager entièrement leur établissement, armés de pierres et de manches de pioche et tout ce qui leur tombait sous la main, ils ont pété toutes les vitres, brûlés les locaux, ils ont sorti les bancs et les ont réduit en morceaux avant d'y foutre le feu, j'ai regardé cela effaré, je n'en revenais pas, c'était des collégiens, le reportage a duré quelques minutes, mon épouse n'a pas été capable de me dire pourquoi ils étaient entrés dans une telle furie, la police n'a pas osé intervenir apparemment ou elle est arrivée pour constater les dégâts. Ils s'en donnaient à cœur joie devant les caméras. La situation sociale est très chaude ici aussi, explosive même. Et ils viennent encore d'augmenter le prix de l'essence, et les coupures de courant continuent.

Je ne sais pas si c'est le cas dans toutes les écoles publiques et privées, à la fin de chaque trimestre les élèves sont soumis à

un examen qui se trouve être payant, oui c'est dingue, et apparemment le coût de ces examens ne cesse pas d'augmenter tout comme les frais de scolarité, du coup les manifestations se succèdent, souvent violentes.

Vous n'en avez pas entendu parler, il y a une semaine environ un avocat a été abattu à Trichy, le même scénario que pour Chokri Belaïd en Tunisie, j'en ignore la raison. Un des participants à l'attaque du Parlement à Delhi, qui a eu lieu en 2001 je crois, a été pendu 48h avant l'arrivée de Hollande en Inde, cela a déclenché d'importantes manifestations au Cachemir. Quatre suspects accusés d'avoir participé à la préparation de l'assassinat de Radjiv Gandhi en 1991 devraient être pendus également dans les jours qui viennent. C'est marrant on n'a pas entendu en France les opposants à la peine de mort. Ils doivent être trop occupés à livrer la guerre au terrorisme au côté d'Obama.

[Réponse du M'PEP à mon courriel du 5 février 2013. Suivi de ma réponse.](#)

Bonjour,

Comme vous le soulignez, le M'PEP a reçu en effet, outre le vôtre, de nombreux courriers concernant l'article de Samir Amin .

Avant toute chose, je voudrais préciser quelques points . Quelles que soient vos considérations sur ce que le M'PEP croit ou non devoir faire en bien ou en mal selon vous, vous devez comprendre que le Mouvement est et restera libre de ses choix et de ses orientations dont on peut noter que pour le moins elles ne vous conviennent pas mais qui sont celles de ses adhérents. Libre à vous ensuite de penser ce que vous voulez, même si ce que vous en écrivez ressemble fort à un procès d'intention . On est en droit de supposer par ailleurs que vous ne connaissez pas vraiment le M'PEP sinon vous n'auriez pas manqué de noter que l'article de Samir Amin n'est pas l'expression de la position du M'PEP sur le Mali mais bien celle de son auteur , que cette publication n'est qu'une occasion d'enrichir le débat , et vous en administrez vous même la preuve par votre intervention. Croyez le ou non le débat se poursuit à l'intérieur du Mouvement sans dogmatisme ni présupposés idéologiques et lorsque nous aurons arrêté une position, vous pourrez l'identifier sans équivoque . Pour les raisons évoquées à l'instant vous comprendrez que nous n'entrons pas dans un échange sur le fond .

Vous semblez fort désireux de vous faire entendre de Samir Amin. A ce propos, il va de soi que le M'PEP, respectueux des points de vue de chacun, n'aura pas l'outrecuidance de "conseiller" à celui-ci quelle que position que ce soit pas plus que notre rôle ne peut être de jouer les intermédiaires entre vous et lui .

Votre portail pourrait sans doute vous en donner l'occasion mais , et comme vous l'avez déjà constaté, lisant notre site, Samir Amin a pris le temps de répondre à ces nombreux courriels auxquels vous faites allusion . Il se peut que ses arguments ne vous convainquent pas mais à cela le M'PEP ne peut rien.

Cordialement.

Ma réponse de ce jour

A la différence du M'PEP j'ai mis en ligne quelque 85 articles ou vidéos sur la situation au Mali, dont pas un ou une n'exprime le moindre soutien à l'intervention impérialiste française au Mali.

Au contraire ils démontrent tous qu'il s'agit d'une guerre impérialiste aux relents nauséabonds néo colonialistes qui n'a pour seul objectif que de s'assurer le contrôle des matières premières de ce pays au détriment du concurrent chinois, et bien entendu du peuple malien lui-même qui demeure toujours aussi pauvre dans un pays très riche par la nature des richesses que recèle son sous-sol comme la plupart des pays et des peuples en Afrique. On pourrait ajouter justifier le maintien d'une présence militaire au Mali pour que son ordre règne.

Je n'ai jamais cherché à me "faire entendre de Samir Amin", libre à lui de s'en tenir à la position qu'il a prise en justifiant l'intervention militaire française au Mali sur la base d'arguments à caractère existentialiste qui n'ont aucun rapport avec les besoins ou les intérêts matériels de la population malienne, il est loin d'être le seul dans ce cas-là, y compris au sein du mouvement ouvrier hélas !

Loin de moi également l'idée de dicter dans un sens ou un autre l'orientation ou le comportement que devrait adopter le M'PEP en la matière ou sur toutes autres questions, puisque je n'en suis pas membre.

Pour finir, la question n'est pas d'être convaincu de quoi que ce soit, mais de savoir sur quel terrain on se place pour traiter d'un fait ou une situation quel qu'il soit, sur le plan sentimental ou romantique qui relève d'une appréciation purement subjective et individuelle, qui ne saurait en aucun cas correspondre au degré d'objectivité requis ou indispensable pour interpréter un fait ou une situation, refléter la réalité des rapports qui existent entre les différents protagonistes aux intérêts contradictoires, ou sur le terrain de la lutte des classes qui les prend en compte tout en se situant strictement au côté des exploités et de leurs intérêts historiques, qui en aucun cas ne peuvent correspondre avec ceux de l'impérialisme français, qui soit dit en passant selon

les témoignages recueillis sur place est intervenu militairement au Mali en faisant davantage de victimes parmi la population civile que parmi ceux qui sont devenus leurs ennemis et qu'ils ont armés quand ils étaient en Libye ou encore en Syrie.

Selon Samir Amin, le peuple malien aurait le choix entre un régime rétrograde féodal basé sur la charia prônée par les djihadistes et autres islamistes radicaux fondamentalistes ou une dictature militaire soutenue par l'impérialisme français une fois dotée d'un vernis démocratique qui servirait à camoufler la corruption du régime et le pillage des richesses du Mali auquel se livraient ses multinationales, mais en aucun cas il ne pourrait de se doter d'un régime démocratique ou décider librement de son propre destin. Il faut noter que l'alternative contenue dans son discours n'en est pas une en réalité, car les deux régimes reposeraient sur les mêmes bases économiques sans que le peuple malien ait la possibilité de faire entendre sa voix pour faire valoir ses droits sociaux et politique ou démocratique, à moins qu'il estime que les salafistes ou djihadistes ou l'armée soit représentatif de ces droits, ce qui ne semble pas être le cas puisqu'ils sont au service des puissances impérialisme occidentales, à l'opposé il faudrait que le peuple malien mette en place un régime démocratique qui assure l'indépendance et la souveraineté du Mali, et rompt avec les différents impérialismes qui sont à l'origine de son sous-développement, de la pauvreté et de cette guerre, seule l'autodétermination du peuple malien peut garantir d'atteindre ces objectifs.

Je n'ai jamais prétendu que le M'PEP partageait le point de vue de Samir Amin, je me suis interrogé à haute voix sur l'opportunité et au-delà sur la signification de faire figurer dans son portail un article favorable à l'intervention impérialiste française, ce qui effectivement ne me regarde pas et n'engage que le M'PEP. Je le répète ici, jamais je n'aurais publié un article allant dans ce sens, ni sur la Syrie sur laquelle j'ai mis en ligne plus de 420 articles, j'ai retenu l'expérience de la Libye qui nous a servie de leçon pour n'avoir aucune hésitation, non pas sur les intentions de l'impérialisme français, je n'en avais pas eu davantage quand il avait bombardé la Libye, mais sur les avantages que pourraient en retirer le peuple malien qui doit décider librement de son sort, sans aucune intervention militaire extérieure qui de toutes manières ne changerait rien au rapport entre les classes au Mali, au niveau de développement économique de ce pays que la France s'est employée minutieusement à piller jusqu'à présent donc ne modifierait en rien le niveau juridique de ses institutions qui n'ont rien de démocratiques. Et je précise que lorsque je mets des articles de presse en ligne, c'est uniquement à titre d'information, les lecteurs étant assez intelligents pour comprendre qu'ils n'ont pas d'autre objet.

De mon point de vue au regard justement de cette expérience, j'estime que le débat est clos.

Sauf à vouloir trouver une certaine légitimité à se placer sur le terrain de la guerre préventive ou du droit d'ingérence cher aux très réactionnaires Kouchner ou Blair ou encore Bush, pour justifier toutes les guerres impérialistes menées depuis le 11 septembre 2001 (ou le début des années 90 en Europe centrale) au nom de la démocratie que leurs dirigeants piétinent allégrement dans leurs propres pays, qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de la France, ou de la guerre contre le terrorisme, sachant qu'Al-Qaïda est une pure création de la CIA et que les différentes puissances occidentales financent et arment ces terroristes, salafistes, djihadistes, etc. qui de la Libye à la Syrie servent de mercenaires à ces mêmes impérialistes pour déstabiliser des régimes laïcs jugés un peu trop enclins à servir les intérêts de la Russie et la Chine, afin d'en installer à leurs bottes qui serviront exclusivement les leurs.

La situation politique (ou économiques les deux étant intimement liés) telle que je me la représente, que ce soit au Mali en Syrie ou ailleurs, doit être analysée à l'échelle mondiale en prenant en compte l'ensemble des facteurs et des rapports qui interviennent au niveau international, y compris en se penchant sur le passé et vers le futur. La guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens dit-on, on dit également que la politique est le concentré de l'économie, autrement dit toute décision politique recouvre une question de nature économique. Ce qui signifie que pour interpréter une décision politique il faut avoir à l'esprit le contexte économique dans lequel elle a été prise et se demander dans quel objectif économique précis. Cela n'est possible que si l'on considère l'économie sur le plan dynamique ou diachronique, en replaçant la question qu'on se destine d'étudier dans le cadre du développement historique du capitalisme ou son évolution depuis son avènement jusqu'à nos jours si vous préférez. Cela nécessite de connaître ce qui en est le moteur pour comprendre vers quoi il tend, mieux de l'avoir en permanence présent à l'esprit, et là on doit arriver à l'alternative dont on n'entend plus parler de nos jours, socialisme ou règne de la liberté, émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, ou barbarie toujours plus effroyable, succession de crises finalement sans fin, chaos et guerres incessantes, ce que nous vivons malheureusement aujourd'hui.

Du coup, notre analyse nous porte, soit à tenir compte de l'inégalité qui existe entre les classes qui constitue le fondement du capitalisme sur lequel repose ses lois de fonctionnement interne et son développement à travers celui des forces productives ainsi que la lutte des classes, ce qui nous détermine à mener le combat pour détruire le fondement du capitalisme qui est la source de toutes les difficultés, de toutes les souffrances, de tous les malheurs que peuvent rencontrer ou vivre les masses exploitées, qui les accablent, autrement dit, toute analyse qui en tiendra compte conduira à nous placer systématiquement au côté des travailleurs contre leur ennemi que l'on aura reconnus sous ses différents masques, de l'intérieur comme de l'extérieur du mouvement ouvrier, soit on décide de ne pas en tenir compte ou de s'en écarter, et l'on versera dans l'aventurisme ou l'opportunisme au risque de se tromper de camp ou de défendre des intérêts qui vont à l'encontre de l'objectif qu'on s'est fixé, dans tous les cas de figure on sera impuissant à stopper le bras meurtrier de notre bourreau et notre politique nous conduira invariablement dans une impasse ou pire, à nous accommoder finalement du capitalisme, à capituler devant lui.

Les intellectuels agissant de la sorte n'étant pas forcément malhonnêtes ou hypocrites, pour des raisons diverses ils s'avèrent simplement qu'ils n'ont pas encore compris comment fonctionnent la société et le monde, quels sont les facteurs et

les rapports déterminants dont dépendent tous les autres, disons qu'ils se sont arrêtés en cours de route à des rapports intermédiaires (figés) et qu'ils ne parviennent pas à mener leur analyse jusqu'au bout, je ne veux pas les accabler, mais je ne peux pas non plus m'empêcher de dresser ce constat qui personnellement me saute aux yeux. Tous ceux qui s'acharnent à collaborer avec les capitalistes et ses institutions au lieu de rompre avec eux, qui espèrent que le capitalisme se réformera, démontrent simplement que fondamentalement ils n'ont pas compris la nature de ce régime. Un exemple qui le démontre si c'était nécessaire

Alors qu'on nous rebat les oreilles depuis 2008 avec des réformes du système financiers ou bancaire qui auraient pour vertu de mieux réguler ou moraliser le capitalisme pour faire bref, dans une vidéo que j'ai visionné seulement le 11 février 2013, j'ai entendu le grand reporter Eric Laurent expliqué que les banquiers américains avaient exigé de pouvoir spéculer sur les marchés financiers européens sans limite, en enfreignant absolument toutes les lois ou règles existantes dans l'UE, cela après le crash de Lethman Brothers, menaçant les dirigeants européens qui s'y opposeraient de terribles représailles, et bien ils ont obtempéré comme un seul homme, précipitant la crise sociale et politique qui est en train de ravager tous les pays de l'UE les uns après les autres, ce qui en passant n'est pas pour me déplaire puisque cela va contraindre les masses à descendre dans la rue... Depuis j'en ai eu confirmation en tombant sur un article du magazine économique américain Bloomberg publié fin novembre 2011 qui confirme que la Fed a distribué secrètement aux plus grandes banques américaines 7.7 trillions de dollars (un trillion = mille milliards) à l'insu du congrès américain.

Pour revenir à notre sujet, sur des dizaines et des dizaines de questions que j'ai analysées, j'ai pu faire exactement le même constat concernant ces intellectuels pour arriver à la même conclusion.

On pourrait dire qu'on en est arrivé à une situation, que ce soit au Mali, en Grèce, en Tunisie, en France ou ailleurs où les rapports entre les classes se sont tendus ou sont en train de se tendre à l'extrême sans qu'il n'existe d'issue politique favorable aux travailleurs, c'est l'aspect profondément dramatique de la situation, qui paraît à bien des égards totalement inextricable. Situation que les intellectuels ne comprennent pas, car ils n'ont pas à l'esprit ce dont nous venons de parler, ils ignorent comment fonctionne le capitalisme, sur quelle base il repose et que ces rapports déterminent tous les autres, ils en sont à penser le monde à la manière des métaphysiciens ou des alchimistes comme s'il suffisait de repenser le monde pour qu'ils prennent par miracle ce tournant, alors que ce sont des forces et des rapports matériels qui sont à l'oeuvre et le gouvernement et non des idées comme aurait dit Engels.

Sur le plan politique on aboutit au même constat, à la même ignorance qui se traduit par le refus de prendre en compte à la fois comment sont organisées les classes, comment fonctionne l'Etat et les institutions, c'est-à-dire en et avec des partis politiques, depuis plus d'un siècle, parfois deux, dans aujourd'hui tous les pays du monde, et les enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes, l'expérience du combat du mouvement ouvrier international depuis le milieu du XIXe siècle, le socialisme qui est la seule théorie et la seule alternative au capitalisme, expérience et niveau de conscience que doit incarner et concentrer le parti révolutionnaire qui doit avec les masses exploitées renverser l'Etat des capitalistes et prendre le pouvoir politique, pour une fois parvenu à cet objectif s'attaquer immédiatement au fondement du capitalisme, sans que cette condition soit réunie cela demeurera toujours impossible de changer la société pour vivre dans un monde meilleur et plus juste.

Parce qu'ils rejettent l'interprétation qu'ont fourni Marx et Engels du développement historique du capitalisme qui conduit à la barbarie ou au socialisme, ils rejettent également les conclusions (pratiques) de leurs travaux dont s'était inspiré Lénine pour construire le parti bolchevik et porter le prolétariat russe au pouvoir en 1917. Bien que la théorie élaborée par Marx et Engels aient été mise à l'épreuve avec succès ou aient été vérifiée une multitude de fois jusqu'à nos jours, sans jamais avoir été prise en défaut si on prend la précaution, si on a l'honnêteté de la replacer dans le contexte et les limites dans lesquels elle a été réalisée, la plupart des intellectuels préfèrent l'ignorer pour s'en remettre à des sornettes qui les conduisent invariablement à épouser les thèses de la réaction ou à être manipulés par ses représentants.

Le marxisme est avant tout un guide pour l'action et non une recette magique. Au-delà du fonctionnement du capitalisme qu'il a analysé avec une profondeur sans égal de nos jours encore, il se borne à indiquer une tendance, dans quelle direction le monde peut évoluer selon les rapports qui existent entre les classes et les transformations qu'ils peuvent connaître à un rythme que ni Marx ni personne ne pouvait déterminer à l'avance, c'est ce que ces détracteurs lui reprochent pour justifier le rejet de ses travaux et leurs conclusions pratiques, parfois tout en continuant de se réclamer du marxisme notez bien, dans ce cas-là ils en deviennent les fossoyeurs en chef.

La société et le monde ont connu de telles transformations en un siècle ou davantage, que le marxisme et ses conclusions sont devenus dépassés, obsolètes, c'est ce qu'on entend souvent, mais qu'en est-il en vérité ?

La crise actuelle du capitalisme confirme une nouvelle fois la justesse du marxisme que plus personne ne semble défendre aujourd'hui. Il faut aussi avoir à l'esprit que Lénine ne construisit pas le parti bolchevik en consultant le Capital, il poursuivit (avec d'autres tel Kautsky, etc.) l'oeuvre de Marx et Engels en analysant l'évolution du capitalisme mondial et l'emprise grandissante de la finance sur l'industrie qu'il publia dans L'impérialisme stade suprême du capitalisme, pour finalement parvenir aux mêmes conclusions que les auteurs du Manifeste du parti communiste qu'il mit en pratique.

Depuis cette époque il s'est écoulé près d'un siècle, le pouvoir de l'industrie financière ou spéculative sur l'économie

s'est considérablement accru, certes, sans pour autant que les fondements du capitalisme, les origines de la plus-value n'aient connu le moindre changement, sans que l'existence et les rapports entre les classes n'aient connu la moindre transformation qualitative au point d'en arriver à la conclusion que les classes n'existeraient plus, qu'elles auraient fusionné, qu'une nouvelle classe serait apparue, rien de tout cela ne s'est produit. En réalité, seul le rapport de forces entre les classes a connu en France et en Europe une évolution défavorable pour la classe ouvrière, ce qui a suffi à ses représentants au pire à capituler en rase campagne ou à s'adapter à des degrés divers au capitalisme, au mieux à verser dans une sorte de trade-unionisme teinté de social-patriotisme, dans tous les cas à abandonner le marxisme et le léninisme qui concentre au plus haut degré les enseignements de la lutte de classe de la première partie du XXe siècle.

Face à ce constat, la question se pose de savoir comment faire pour sortir de la situation inextricable dans laquelle nous sommes. Si le prolétariat doit affronter la bourgeoisie désarmé théoriquement et sans parti exprimant consciemment ses intérêts historiques que représentait hier le marxisme, il est voué infailliblement à connaître une terrible défaite qui le renverra un siècle en arrière ou pire encore.

Quelle conclusion en tirer ? On poursuit dans la même voie en fermant les yeux et les oreilles comme si de rien n'était en espérant que tout se passera bien quand même, par miracle ? Ou on en revient aux fondamentaux du marxisme et du léninisme qui ont fait leurs preuves, en les adaptant à notre époque évidemment, mais sans en renier leurs principes ? Qu'est-ce qui est le plus urgent, notre priorité absolue, en intervenant dans la lutte des classes construire le parti révolutionnaire qui nous fait tant défaut et sans lequel nous ne pourrions jamais vaincre, subordonner notre combat à cet objectif qui concentre ou incarne à lui seul aujourd'hui la question du pouvoir et lui apporte une réponse, ou subordonner notre combat à des revendications sociales qui ne posent pas cette question et peuvent encore moins y apporter une réponse, ajoutons, sachant que l'issue à la crise du capitalisme se situe et ne peut se situer que sur le plan politique ?

Qui gouverne ? Pour le compte de qui ? Qui édicte les lois ? Qui les vote ou les adopte ? Qui les applique ensuite ? Le chef de l'Etat, son gouvernement, les députés, bref, les institutions de la Ve République et peu importe que leur politique soit dictée par telle ou telle institution en Europe ou ailleurs dans le monde, elle sert les intérêts de la classe des capitalistes, des banquiers, des rentiers, qu'on retourne la question dans tous les sens, on aboutit une fois de plus à un simple constat.

Donc on ne peut pas prétendre combattre efficacement (construire le parti) cette politique si on refuse d'axer résolument son combat contre le capitalisme et ses institutions politiques dans la perspective de les renverser. Cela implique de rompre tous les rapports avec les capitalistes et leurs représentants, de rompre les relations avec le patronat, le Medef, avec les partis et les appareils des syndicats qui incarnent les intérêts du capital, autrement dit cela implique de se situer strictement ou exclusivement sur le terrain de classe des masses exploitées. Dès lors il sera possible de définir une tactique et une stratégie qui permettra d'avancer vers notre objectif, dans le cas contraire nous serons condamnés à la défaite. A chacun de prendre ses responsabilités.

Complément.

Opposer la démocratie à l'ultra libéralisme ou à la politique néo conservatrice qui est mise en oeuvre par tous les gouvernements, dans les pays dominants ou dominés, c'est ne pas comprendre ou refuser de prendre en compte la crise du capitalisme qui est le facteur dominant de notre époque qui conduit à l'exacerbation des rapports entre les différents impérialistes et les classes et portent en leur sein la guerre et la révolution.

Dans son dernier article consacré à l'Egypte, Samir Amin manifeste dans le capitalisme les mêmes illusions que l'on retrouve chez les intellectuels qui refusent de se situer sur le terrain du marxisme ou qui en sont incapables. Ce constat s'applique à A. Acosta (Équateur : "révolution citoyenne", modèle extractiviste et gauches critiques).

Non, ma réponse n'a pas pour fonction de convaincre Samir Amin ou d'autres intellectuels de cesser de se situer sur le terrain du capitalisme, c'est à eux de procéder à l'analyse du développement du capitalisme et d'en arriver aux mêmes conclusions que Marx et Engels, j'estime que personne d'autres ne peut réaliser cette analyse et parvenir à ces conclusions à leur place.

S'agissant du M'PEP, j'en sais suffisamment pour me prononcer sans ambiguïté sur sa nature et ses intentions réelles, ses objectifs que je ne partage pas.

Parvenir à faire revivre une sorte de Conseil national de la résistance a quelque chose de pathétique, je n'invente rien, il le revendique et chacun peut le vérifier en se connectant sur leur portail, car le CNR n'était rien d'autre qu'un gouvernement d'union nationale entre la SFIO, le PC, les syndicats et le parti de l'ordre incarné par les gaullistes, qui se fixa comme objectif la reconstruction de l'Etat bourgeois et le capitalisme français après-guerre, une fois désarmées les masses et leur mouvement révolutionnaire trahi. Cela signifie qu'en aucun cas la classe ouvrière ne pourrait aspirer au pouvoir et réaliser son émancipation du capital, c'est donc capituler en rase campagne ou la livrer au capital, renoncer au combat pour le socialisme. C'est suffisamment clair pour que je ne perde pas mon temps à continuer cette discussion.

Le M'PEP se situe sur le terrain du social-patriotisme dans le cadre de la préservation du capitalisme. Nous, nous situons sur le

terrain du socialisme en rupture avec le capitalisme dans la perspective de la révolution socialiste internationale, sachant qu'ils savent très bien ce qu'ils font, je n'essaierai pas de les convaincre de se situer sur le même terrain que nous, il en va de même des autres formations politiques. Nous développons notre politique en direction des militants et des travailleurs qui veulent sincèrement et honnêtement combattre pour le socialisme sur la base du marxisme, notre contribution politique n'a pas d'autre objectif que les y aider tout en combattant toutes les formes d'opportunisme.

[La propagande nauséabonde du journal *Le Monde* en titres \(17.02\).](#)

- "*Ennahda est la colonne vertébrale de la Tunisie*", selon son chef.
- Comment Nicolas Sarkozy entretient l'idée de son retour.
- J'aime le rap : je vais redoubler et devenir délinquant, par Pierre Mercklé.

Ils ne peuvent pas camoufler qu'ils haïssent les jeunes, pourriture.

Ma fille, 32 ans, aimait le rap quand elle était plus jeune, elle est devenue instit, mais peut-être que l'Education nationale est aussi un repère de délinquants, un prof, c'est déjà un peu un délinquant, non, certains l'affirment à l'extrême droite ou à l'UMP, c'est pareil. Son compagnon originaire de la Réunion, il aime le rap, c'est un garçon poli, honnête, courageux, une crème de gentillesse ce garçon, je l'adore, il ignore sa véritable nature ! Et peut-être que ma petite-fille Cassie aime aussi le rap, elle me fait penser à Angela Davis, elle a du sang africain dans les veines, quelle horreur, vite, je vais donner son signalement à la police politique du régime, envoyé un courriel au journal *Le Monde*.

J'ai toujours écouté du hard rock et du heavy metal notamment, le genre de musique à faire s'écrouler le vieux monde façon démolition contrôlée, la musique de la révolte par excellence, dans un concert même les mouches (à merde genre Le Monde) sont désintégrées sur place... Et merde, j'ai raté ma vocation de délinquant, de voyou, de gangster; de casseur, de terroriste, d'assassin, de serial killer.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, les tordons infâmes de ce genre nous donneraient bien des envies de meurtres, non, pas vous ? Si non, c'est que vous avez une petite vie bien confortable, pépère, on peut ajouter mémère pour ne pas faire de jaloux, et que vous n'avez pas vraiment envie que les choses changent, pas maintenant, je vous plains sincèrement, les intéressés se reconnaîtront, genre bolchevik devenu renégat par exemple. Je crois que je crèverai en poussant un dernier cri de révolte.

[Pas de bol pour le maire PS de Castelnaudary. \(voir la causerie d'hier\)](#)

Contrairement à ce qu'affirme le président de Spanghero, la société mise en cause dans l'affaire de la viande de cheval, l'entreprise avait connaissance que la viande achetée pour être transformée était d'origine équine et non bovine, affirme ce matin France Info, qui a pu consulter les factures retrouvées par la répression des fraudes (DGCCRF).

Selon France Info, les enquêteurs de la DGCCRF ont récupéré près de 1500 pages de factures ces derniers jours dans l'usine de la société, à Castelnaudary (Languedoc-Roussillon). On y voit le code "0205 0080", utilisé pour la viande de cheval et non celui "0201" ou "0202" utilisé pour le boeuf. Un code dont la société ne pouvait ignorer la signification selon les enquêteurs, qui estiment avoir suffisamment d'éléments pour établir les faits de tromperie. Lefigaro.fr 16.02

[A quoi ressemblera leur marché unique transatlantique ? On en a ici un avant-goût.](#)

- Michel Barnier, le commissaire européen aux services financiers, s'est dit déçu aujourd'hui par la lente mise en oeuvre par les Etats-Unis des normes comptables internationales.

S'exprimant devant un parterre d'entreprises, Michel Barnier a critiqué une proposition récente de la Réserve fédérale destinée à renforcer la surveillance des banques internationales.

Par ailleurs, les régulateurs européens et américains n'ont pu s'entendre sur un accord sur la manière d'appliquer en dehors des Etats-Unis la réglementation des dérivés financiers de ce pays.

"*Etendre l'interprétation de règles locales à des transactions qui sont déjà couvertes par des règles étrangers pareillement solides ne pourra déboucher que sur des conflits judiciaires*", explique Michel Barnier, dans le texte de son discours.

"*Cela créera de l'incertitude, augmentera les coûts et déplacera les échanges commerciaux vers des zones moins bien réglementées; c'est précisément ce que nous voulons éviter*". Reuters 15.02

La véritable nature d'Israël, du sionisme.

1- Israël un Etat terroriste... depuis 1947

Les terroristes d'Al-Nosra et de l'ASL, qui occupent les hauteurs du Golan, ont évacué leurs blessés vers l'hôpital Ziv, en Israël. C'est le journal "Jerusalem Post", qui rapporte cette information.

"Ces blessés sont au nombre de 5 et ils ont été admis à l'hôpital Ziv. Les 5 terroristes blessés avaient été soignés, d'abord, par les soldats sionistes, avant leur évacuation", selon le porte-parole de l'armée. Les affrontements entre les terroristes et l'armée syrienne ont éclaté, à Khan Arnaneh, près de la zone tampon. french.irib.ir 16.02

2- «**À bas les Arabes et les Noirs !**»

Impunité. Mercredi, des membres d'un groupuscule identitaire violent, dénommé la Ligue de défense juive, ont lancé des appels à la haine et sifflé la Marseillaise, en plein cœur de Paris.

Dans la soirée du 13 février, des associations de la communauté juive se sont réunies, pour commémorer la mort d'Ilan Halimi, séquestré et torturé, en 2006, par le «*gang des barbares*» de Youssouf Fofana.

Parmi les centaines de personnes rassemblées, figuraient Patrick Bloche, député-maire socialiste du XI^{ème} arrondissement de Paris, Danièle Hoffman-Rispal, présidente du groupe France-Israël, à l'Assemblée nationale, (déjà, présente, lors de la manifestation de soutien à l'armée israélienne, lors des derniers bombardements de Gaza) et la comédienne Véronique Genest, désormais, réputée pour son islamophobie partagée en famille.

Derrière l'interprète de Julie Lescaut, des drapeaux jaunes flottent au vent : ce sont ceux de la Ligue de défense juive. Depuis plusieurs années, les adhérents et sympathisants de ce mouvement ultra-sioniste ont commis, en toute impunité, des agressions et des intimidations à l'encontre de citoyens ou d'entreprises jugés hostiles à Israël.

Mercredi soir, la LDJ n'a pas manqué le rendez-vous, afin de se faire entendre.

Encouragés, par les organisateurs du rassemblement à entonner La Marseillaise, certains membres de la LDJ ont préféré (à 4'11) la huer et scander, à la place, l'hymne israélien. Plus édifiant, un cadre de la LDJ a pris, sans difficulté, la parole, pour se plaindre du système judiciaire et de la police, comparable à celle de «*1940*», car elle aurait «*merdé dans l'affaire Halimi*». L'homme a également fustigé le «*pseudo-humoriste*» Dieudonné, l'écrivain Alain Soral – qualifié de «*raclure*» – et la «*vermine anti-sémite*» présente, selon lui, chez les «*racailles*». D'après ce militant monté sur l'estrade, «*le Juif n'a plus sa place, en France*».

Comme dans tout rassemblement susceptible d'attirer des extrémistes, il est probable que des policiers en civil, fonctionnaires à la DCRI, aient été présents pour surveiller et repérer les meneurs les plus exaltés. Pourtant, comme lors des débordements de la LDJ, en mars 2012 – survenus en marge du cortège dédié aux victimes du collège juif de Toulouse –, aucune arrestation ne s'est produite à l'encontre de ce groupe qui revendique ses infractions répétées à la loi.

À l'inverse, lorsque des manifestants musulmans ont exprimé leur indignation, devant l'ambassade américaine de Paris, à la suite de la mise en ligne du film anti-Islam, les policiers ont procédé à des interpellations, sous l'œil des caméras. Cette fois-ci, à l'instar du ministre de l'Intérieur, les grands médias n'ont pas rapporté les images de ce rassemblement.

Chose curieuse : quand des Français d'origine maghrébine lancent des «*appels au jihad*» ou sifflent La Marseillaise, hommes politiques et éditorialistes de la presse écrite et audiovisuelle se bousculent au portillon pour commenter ce «*scandaleux*» «*phénomène de société*». Ici, en plein cœur de Paris, des extrémistes juifs ont hué l'hymne national, crié «*Fofana, salaud, les Juifs auront ta peau !*» ou bien (à 0'35) «*À bas les Arabes et les Noirs !*», sans que cela ne suscite de couverture médiatique ou de contrôle policier.

Valls, bouche cousue

Comme l'avait révélé Oumma en septembre 2011, Manuel Valls entretient un rapport particulier à la communauté juive et à l'État d'Israël. Cette affection démesurée pourrait-elle expliquer son silence – de plus en plus bruyant – à l'égard des extrémistes de la communauté en question ? Paradoxalement, c'est le même homme qui souligne et amplifie, encore aujourd'hui dans les colonnes du Parisien, la menace de l'extrémisme musulman, allant jusqu'à reprendre une expression employée par le maréchal Pétain pour désigner le danger : «*l'ennemi de l'intérieur*».

Sollicité à propos de la LDJ, Manuel Valls n'a «*pas pris position*» selon un porte-parole interrogé, l'été dernier, par des journalistes du Nouvel Observateur. Ces derniers concluent leur article par ces mots éloquentes : «*Côté police : le sujet est si "sensible" qu'on*

ne donne "aucun renseignement"».

Reste à espérer que Caroline Fourest révélera, à leur sujet, de nouvelles informations dans son documentaire intitulé «*Les naufragés de Sion*», diffusé mardi prochain sur France 5 et promu par le site du Conseil représentatif des institutions juives de France. Il est permis cependant d'en douter : au vu de sa propension à la désinformation, la prudence s'impose. Son reportage s'annonce néanmoins croustillant. L'une des personnes sollicitées pour critiquer la LDJ n'est autre qu'un partisan inconditionnel d'Israël : le président du CRIF, Richard Prasquier. Pour des questions tactiques, et non idéologiques, celui-ci entretient effectivement des rapports exécrables avec les jeunes miliciens ultra-sionistes.

La LDJ vient d'ailleurs de faire connaître son bonheur de voir Richard Prasquier bientôt quitter son poste pour être éventuellement remplacé par un revenant, Roger Cukierman. Ex-président du CRIF, l'homme, assis au premier rang lors de la dernière convention de l'organisme communautaire, s'était distingué en 2002 par sa remarque consécutive au résultat électoral de Jean-Marie Le Pen : «*Son score est un message aux musulmans leur indiquant de se tenir tranquilles*». Les miliciens de la LDJ ne pouvaient que se réjouir du retour aux affaires d'un tel aimable personnage. french.irib.ir 17.02

Que le député-maire PS du XI^{ème} arrondissement de Paris soit de la partie n'a rien d'étonnant, les principaux ministres et dirigeants du PS sont sionistes.

[La menace se précise sur la Syrie.](#)

«*Le plan d'attaque contre la Syrie est prêt, mais le Président Obama souhaite une approche diplomatique, pour résoudre la crise*», c'est ce qu'a déclaré le chef d'état-major de l'armée américaine, Raymond Odierno. «*Obama croit qu'on peut résoudre la crise de la Syrie, par une voie diplomatique, mais nous avons pris la décision de recourir, si nécessaire, à l'intervention militaire*», a-t-il ajouté. french.irib.ir 16.02

Vont-ils orchestrer un nouveau 11 septembre en accusant la Syrie d'en être le commanditaire pour entrer officiellement en guerre contre ce pays ? Feront-ils de même ensuite avec le Liban et l'Iran ?

[Haut de page ↗](#)

Le 18 février

[CAUSERIE](#)

[Il n'y a pas de sauveur suprême ou de recette miracle pour sauver le capitalisme.](#)

Après le Conseil national de la résistance, Franklin Roosevelt, quel sera le prochain sur la liste ?

Franklin Roosevelt qui a sauvé les banques en réalisant le plus grand hold-up de l'histoire, qui a maquillé Pearl Harbour pour justifier l'entrée en guerre des Etats-Unis, qui a lancé la première bombe atomique sur la population d'un pays, le dernier modèle social en date ! Non, ce n'est pas un mauvais gag.

M'PEP - Le 17 février 2013 - Le droit opposable à l'emploi, de la même manière, instaure un "employeur en dernier ressort". Il désigne l'État qui embauche lorsque le marché ne parvient plus à le faire. C'est ce que Franklin Roosevelt, le président américain, a fait en partie entre 1933 et 1940, pour combattre la Grande Récession ! Alors pourquoi pas en France ?

Les faits.

Une illusion qui fera long feu.

Wikipédia - Il n'y a aucune preuve que le New Deal ait eu une quelconque efficacité dans la lutte contre la crise, qui perdura jusqu'à ce que l'Amérique mobilise son économie pour la Seconde Guerre mondiale.

Les mesures du New Deal posèrent ainsi les bases de la future superpuissance américaine.

Malgré tout, le New Deal n'est pas parvenu à faire revenir la prospérité des années 1920, et en 1941, six millions d'Américains attendaient toujours un emploi. Le plein emploi ne fut pas rétabli avant la guerre.

Le problème de paupérisation agraire s'aggrava encore, comme le montre John Steinbeck dans son roman *Les Raisins de la colère*.

En matière commerciale enfin, les résultats furent nettement inférieurs à ceux enregistrés avant la crise. La situation de la balance des comptes se dégrada progressivement, et la balance commerciale ne put retrouver l'équilibre que grâce à une contraction nette des importations, qui passèrent de 4,4 milliards de dollars en 1929 à 2,1 milliards en 1939. Malgré tout, les États-Unis bénéficièrent de rentrées d'or de telle sorte qu'ils détenaient 70 % du stock d'or mondial en 1939.

Sauver les banques.

- 5 Avril 1933 : Le décret de Roosevelt confisquant l'or des Américains.

Ce décret fait suite à une discussion du 5 Mars 1933 sur la « crise bancaire » et prouve effectivement que Franklin D. Roosevelt mentit aux Américains. Il est intéressant de noter que l'or réquisitionné sera ensuite détenu de manière privée par la Réserve Fédérale. (24hgold.com)

Selon les auteurs de la vidéo américaine *Les Maîtres de la monnaie*, ce seront quelque 20.000 tonnes d'or qui atterriront ainsi dans les coffres de la Fed pour en réalité disparaître, pas tout à fait, au seul profit du cartel des banquiers américains ou américano-britanniques. Je crois me souvenir que c'est la petite-fille de Roosevelt qui demanda dans les années 70 au gouvernement américain où était passé ce gigantesque trésor de guerre sans jamais obtenir de réponse.

Nous, nous nous en tenons au Manifeste du parti communiste de Marx et Engels, à L'impérialisme stade suprême du capitalisme de Lénine, au quatre premier congrès de l'Internationale Communiste, au Programme de transition et à la théorie de la révolution permanente de Trotsky, au programme de la révolution socialiste internationale, nous demeurons fidèle au socialisme scientifique et ses conclusions pratiques.

[Ignoble, indécent et indigeste.](#)

- Repas gargantuesque "tout à l'oie" à Sarlat pour plus de 780 gourmands - AFP

Du "pot au feu d'oie" au traditionnel "confit d'oie et pommes de terre sarladaises", en passant par le "carpaccio d'oie mariné": au total, douze plats cuisinés à base du célèbre palmipède étaient au menu de ce repas-marathon de plus de cinq heures. AFP

Précisons que ce gavage était à 45 euros par personne. A côté fleurissent les ouvrages dans le genre : comment nourrir une famille de quatre personnes pour moins de deux euros par jour. Que les nantis se gavent, mais en silence de préférence. Ils en avaient fait la pub : "On est venu ce week-end de Bruxelles pour participer à Fest'oie et on espère revenir l'an prochain avec des amis", en comptant l'essence, l'autoroute, l'hôtel, mon cher week-end !

Chut, la classe moyenne a le droit de vivre, non mais ! Elle a le droit aussi d'être solidaire de la classe ouvrière, mais là c'est plus difficile apparemment.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Augmentation misérable du smic, blocage et taxation des retraites, des prestations familiales, voire les baisser...](#)

Ils ont encouragé la population à se reproduire sans compter, faites-nous confiance, la société assurera votre bonheur dans le futur, travail, salaire décent, études, logement, santé, culture, etc. on s'occupe de tout...

- Le premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud, a suggéré dimanche 17 février que fiscaliser les prestations familiales pouvait être une piste pour augmenter les recettes de l'Etat.

D'après le "Journal du Dimanche", c'est un des scénarios sur lequel travaille le gouvernement.

"Les prestations familiales, les allocations familiales, le fait qu'elle soient fiscalisées ou pas, c'est un sujet qui peut être mis sur la table", a estimé Didier Migaud sur les ondes de la radio Europe 1. "On peut considérer que c'est une prestation qui rentre dans les revenus et qui peut d'une certaine façon être fiscalisée", a-t-il expliqué lors de l'émission Le Grand Rendez-vous.

Le premier président de la Cour des comptes a également estimé que fiscaliser la majoration des retraites pour les parents de

trois enfants pourrait rapporter 800 millions d'euros à l'Etat. Ces majorations "lorsque vous avez trois enfants elles ne sont pas fiscalisées. Le fait de les fiscaliser, c'est 800 millions d'euros supplémentaires", a-t-il déclaré.

Le "Journal du Dimanche" écrit que le gouvernement pourrait soumettre les allocations familiales à l'impôt ou bien encore les baisser "d'un milliard l'an prochain puis de 1,5 milliard supplémentaire l'année suivante". Dans ce cas, "les allocations seraient plafonnées ou accordées sous conditions de ressources comme cela est déjà le cas pour la prestation d'accueil du jeune enfant (paje) ou les allocations", ajoute l'hebdomadaire.

Autres mesures d'économies, selon le "JDD", le gel des retraites et la réduction des aides aux entreprises.

Le gouvernement chercherait à ce que les pensions du régime général progressent moins vite que l'inflation. "S'agissant du régime général l'objectif de Bercy est d'économiser environ 1 milliard d'euros dès 2014" puis de 6 à 7 milliards à horizon 2020, écrit le journal. Le Nouvel Observateur avec AFP 17.02

S'il s'agissait uniquement de taxer ou de bloquer les retraites au-dessus de 5.000 euros par exemple ou de supprimer les prestations familiales aux nantis, nous n'y verrions évidemment aucun inconvénient. Je me suis toujours demandé pourquoi des salariés percevant des salaires supérieurs à 7 ou 10.000 euros par mois touchaient des allocations familiales, il faudrait poser la question aux syndicats qui cogèrent les organismes sociaux.

Mais il est clair ici que pour réaliser de telles économies, la Cour des comptes et le gouvernement visent une population beaucoup plus large de retraités et de salariés, ce qui est inacceptable.

ACTUALITE EN TITRES

Chantage, menace.

- Loi bancaire: attention à l'emploi, écrivent les banques au gouvernement - Liberation.fr

En réalité, ils se couvrent mutuellement, banquiers et gouvernement.

Une découverte.

- "Les enfants sont capables de se concentrer, il suffit de les intéresser!" - L'Express.fr

La précarité et l'esclavage : une réussite !

- Travail des jeunes: pour une alternance réussie - L'Express.fr

Au secours les mâles se réveillent !

- Un père en haut d'une grue réclame justice, Ayrault réagit - Reuters

Le Premier ministre a demandé à la ministre de la Justice, Christiane Taubira, et à celle déléguée à la Famille, Dominique Bertinotti, de recevoir la semaine prochaine l'association SOS Papa et d'autres associations de défense des droits des pères. Reuters 17.02

Décadence et putréfaction de leur société.

- Viande de cheval : des factures embarrassantes pour Spanghero - LeMonde.fr

- Grave incendie de déchets dangereux dans un site seveso en Seine-et-Marne - AFP

- Nantes: le père retranché dans une grue s'apprête à y passer une troisième nuit - AFP

- Un gymnase municipal occupé pendant quelques heures à Paris par des mal-logés - AFP

- Une jeune automobiliste grièvement blessée par balles en rentrant chez elle à Montrouge - Liberation.fr

- Valls promet une "*protection au quotidien*" de la communauté asiatique - AFP
- Haute-Saône: Une fillette de 10 ans se pend devant sa soeur de 4 ans - 20minutes.fr -
- Didier Migaud propose de taxer les prestations familiales Le Nouvel - Observateur
- "*Il faut enseigner les langues régionales le plus tôt possible à l'école*" - L'Express.fr
- Italie : les scandales affectent les partis politiques - LeFigaro.fr
- L'Égypte arme sa police malgré les bavures - LeFigaro.fr

[Pas Israël...](#)

- La Corée du Nord experte en contournement de sanctions- Reuters

[A qui profite une telle approximation ? Entre 15 000 et 100 000.](#)

- Tunisie: devant 15.000 partisans, les islamistes jurent de rester au pouvoir- AFP
- Des dizaines de milliers d'islamistes manifestent à Tunis - Reuters

Cette fois-ci, le ministère de l'Intérieur a déclaré que plus de 100.000 personnes avaient participé à la manifestation de Tunis. Reuters

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Bangladesh

Plus de 100.000 manifestants, indignés par la mort d'une figure du mouvement de contestation, se sont massés samedi dans le centre de la capitale bangladaise, Dacca, en exigeant la peine de mort pour les coupables de crimes de guerre commis durant la lutte pour l'indépendance en 1971.

Le mouvement de contestation, qui en était samedi à son 12e jour, a commencé avec l'annonce la sentence rendue à l'encontre d'un dirigeant islamiste, Abdul Quader Mollah, numéro deux du Jamaat-e-Islami, qui a été condamné à la réclusion à perpétuité et non à la peine capitale comme l'espéraient certains.

Agé de 64 ans, le secrétaire général adjoint de la plus importante formation islamiste du pays a été reconnu coupable de crimes de guerre et une majorité de Bangladais s'attendaient à ce qu'il soit condamné à mort pour meurtre, viol et torture.

L'architecte Rajib Haider, qui avait été à la pointe des manifestations et tenait un blog consacré aux protestations, a été tué à coups de poignard vendredi soir devant son domicile, alors qu'il rentrait d'une manifestation qui avait attiré 100.000 personnes sur la place Shahbag. Selon sa famille, il a été assassiné pour s'être dressé contre les islamistes et avoir appelé à manifester. La police dit avoir interpellé cinq suspects.

La foule a assisté aux prières de funérailles sur la place Shahbag, où avait été transporté le corps de Rajib Haider. Nombreux étaient ceux qui criaient vengeance.

La chef du gouvernement, cheikh Hasina, s'est rendu dans la journée au domicile du défunt et a assuré à la famille que la justice ferait son travail.

D'importantes manifestations ont paralysé samedi d'autres villes du pays et le déploiement des forces de sécurité était nettement plus important que les jours précédents. Reuters 16.02

2-Equateur

Le président équatorien Rafael Correa a été réélu dimanche dès le premier tour pour un troisième mandat à la tête de l'Etat, selon deux sondages effectués à la sortie des bureaux de vote.

D'après une enquête de l'institut Opinion Public, il recueille 61% des voix et son principal rival, l'ancien banquier Guillermo Lasso, 21% des suffrages, rapporte la télévision publique équatorienne. Reuters 17.02

SOCIAL

1- Espagne

1.1- Médecins et infirmières manifestent.

Des milliers de médecins et infirmières en blouse blanche ont envahi dimanche les rues de Madrid et de 15 autres villes d'Espagne, pour des nouvelles "*marées blanches*", protestant contre les privatisations et les coupes budgétaires qui selon eux mettent en péril la santé publique.

Le gouvernement régional de Madrid, dirigé par la droite, prévoit de privatiser partiellement six des 20 grands hôpitaux de la région ainsi que 27 centres de santé, sur un total de 270.

Alors qu'en Espagne le système de santé repose essentiellement sur le secteur public, ce projet est vivement critiqué par les professionnels qui craignent une baisse de qualité des soins et des réductions d'effectifs.

Depuis le mois de novembre, les syndicats de la santé organisent régulièrement ces "*marées blanches*", qui se sont étendues dimanche à 15 autres villes d'Espagne.

L'une des plus importantes, à Barcelone, a aussi rassemblé des milliers de personnes, 8.000 selon la police, derrière une banderole blanche qui portait les mots: "*Pour défendre la santé publique. Ni privatisation. Ni coupes budgétaires*".

La Catalogne, l'un des poids lourds économiques de l'Espagne avec Madrid, est aussi une des régions où le secteur de la santé a été depuis deux ans le plus durement frappé par les coupes.

Des manifestations plus petites se sont déroulées notamment à Saragosse, Santander, Pampelune ou Murcie. libération.fr 17.02

1.2- Manifestations contre les expulsions.

Des milliers de personnes ont manifesté samedi dans toute l'Espagne pour réclamer qu'une nouvelle loi mette fin à la vague d'expulsions de propriétaires surendettés et ruinés par la crise économique.

Des rassemblements similaires ont eu lieu à Barcelone (nord-est) et dans une cinquantaine d'autres villes.

Les députés espagnols ont accepté mardi d'ouvrir un débat sur une initiative populaire contre les expulsions de propriétaires surendettés. La Plateforme des victimes d'expulsions (PAH) a recueilli plus de 1,4 million de signatures, près du triple des 500.000 nécessaires en Espagne pour présenter un projet de loi devant le Parlement.

C'est la PAH qui avait appelé à manifester de nouveau dans les rues samedi dans toute l'Espagne pour faire pression sur les députés afin qu'ils votent rapidement le projet de loi.

"*Je pense que (le projet de loi) passera, et ce ne sera pas grâce aux hommes politiques, mais grâce à la pression des citoyens, de la rue*", a déclaré Enrique Valdivieso, 27 ans, qui manifestait à Madrid en tenant une des extrémités d'une banderole sur laquelle on pouvait lire "*Gouvernement démission*".

Selon les données de la PAH, des centaines de milliers de personnes ont été expulsées de leurs domiciles en raison de la crise provoquée en 2008 par l'effondrement du marché immobilier espagnol. Liberation.fr 16.02

2- Portugal

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi du sud au nord du Portugal contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement de centre-droit, sous la tutelle de ses créanciers internationaux.

"*Changement de cap, nouvelle politique*", "*Luttons*", "*Le gouvernement dehors*", pouvait-on lire sur de grandes banderoles portées par les manifestants à Lisbonne où quelque 5.000 personnes ont défilé à l'appel de la CGTP, le principal syndicat portugais, promoteur de cette journée de protestation.

"*Nos sacrifices tombent dans les poches des voleurs: les banquiers et les politiciens*", clamaient des pancartes portées par les manifestants qui agitaient les drapeaux rouges de leur syndicat.

Le secrétaire général de la CGTP, Arménio Carlos s'est déclaré convaincu de la participation de "*plusieurs dizaines de milliers de protestataires*" aux défilés et rassemblements qui ont eu lieu dans une vingtaine de villes du pays.

La CGTP a assuré qu'à Porto, la grande ville du nord du pays, plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient manifesté et plusieurs milliers dans le sud notamment à Faro et Portimao.

Le mouvement était destiné notamment à protester contre les hausses d'impôts sans précédent décrétées cette année par le gouvernement tandis que depuis l'année dernière salaires et retraites ont été nettement réduits.

En contrepartie d'un plan de sauvetage de 78 milliards d'euros accordé en mai 2011 par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, le gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho met en oeuvre un vaste programme de réformes et de rigueur.

"*Nous voulons rompre avec les engagements pris en échange du plan d'aide, rompre avec la politique de droite, exiger la démission du gouvernement et de nouvelles élections*", a résumé Arménio Carlos sans exclure un nouveau recours à "*une grève générale au moment adéquat*".

"*A partir d'aujourd'hui et jusqu'à la fin du mois de mars il y aura des grèves et des manifestations dans tout le pays*", a-t-il annoncé lors d'une prise de parole à la fin de la manifestation à Lisbonne.

Les mesures d'austérité que le gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho juge indispensables pour rétablir les finances du pays ont contribué à aggraver la récession. L'économie a reculé l'année dernière de 3,2% et le chômage touche désormais 16,9% de la population active et 40% des jeunes. AFP 16.02

ECONOMIE

Pakistan

L'acquisition du port pakistanais de Gwadar est une nouvelle perle au collier de la Chine qui cherche à sécuriser son approvisionnement pétrolier au Moyen-Orient en contournant son grand rival indien.

Les autorités pakistanaises ont approuvé le 30 janvier dernier le transfert du port de Gwadar, sur la mer d'Arabie dans la province instable du Baloutchistan (sud-ouest).

Gwadar est situé tout près du détroit d'Ormuz, où transite le tiers du trafic maritime pétrolier mondial. La mainmise sur ce port par une puissance économique qui doit importer son pétrole et son gaz naturel principalement du Moyen-Orient et de l'Afrique constitue une décision hautement stratégique, estiment nombre d'analystes.

Le développement d'un corridor entre ce port et l'ouest de la Chine, frontalière du Pakistan, pourrait réduire de milliers de kilomètres le trajet pour transporter une énergie vitale pour l'économie chinoise.

La Chine avait déjà payé les trois-quarts des 250 millions de dollars nécessaires pour la construction de ce port, mais c'est Singapour qui avait obtenu en 2007 le contrat de location des installations.

Un pacte entre Pékin et Islamabad doit encore être finalisé, mais Gwadar serait déjà le port le plus à l'ouest dans la stratégie chinoise du "*collier du perles*" qui vise à louer ou acheter une série de ports dans la région afin d'encercler l'Inde rivale.

Au Népal, Pékin construit actuellement un "*port sec*", un parking de conteneurs à l'intérieur des terres rattaché à un port maritime.

La Chine est aussi l'un des quatre pays intéressés - avec l'Inde, les Etats-Unis et le Japon - à construire un port en eau profonde de cinq milliards de dollars dans l'île de Sonadia, située dans le Golfe du Bengale, au Bangladesh, selon les autorités locales.

Le Sri Lanka a ouvert l'an dernier un nouveau port en eau profonde, à proximité d'une route maritime est-ouest où transitent 300 navires par jour, financé par des capitaux chinois. La Chine n'a pas de part de ce projet, mais elle détient 85% de la compagnie Colombo international Container Terminals, qui construit un nouveau dépôt de conteneurs dans la capitale sri-lankaise. libération.fr 17.02

[Haut de page ↗](#)

Le 19 février

CAUSERIE

Lundi soir 21h10, heure locale.

L'accalmie est bien terminée, la douceur de l'hiver est déjà fini, retour à l'enfer de la chaleur moite et écrasante qui vous casse plus sûrement que n'importe quoi, avec évidemment les coupures de courant qui ont repris de plus belle ! Il fait 33°C dans le bureau.

J'ai mis en ligne les 15 articles suivants.

- Un gréviste de la faim palestinien se rapproche de la mort sous les yeux indifférents du monde (mondialisation.ca) (13.02.13)
- "L'Algérie occupe une position centrale au Sahara." (mondialisation.ca) (13.01.13)
- L'Union européenne et Israël veulent fabriquer des drones de répression. (mondialisation.ca) (14.02.13)
- Danger : la « pauvre province canadienne », l'Alberta à la recherche de fric. (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Le nationalisme : Une maladie mentale ? (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? (Troisième partie) (mondialisation.ca) (14.02.13)
- Mali : refuser la géopolitique du « moindre mal ». (mondialisation.ca) (15.02.13)
- Mali : Ingérence humanitaire ou nouveau sahelistan ? (Quatrième partie) (mondialisation.ca) (15.02.13)
- Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? (Cinquième partie) (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Mali : Des unités spéciales franco-américaines pour traquer les « têtes d'affiche. (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Équateur, un résultat contondant qui ne résout pas les problèmes (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Quatre leçons à tirer des résultats des élections en Équateur (mondialisation.ca) (18.02.13)
- La Tunisie, laboratoire un vitro (mondialisation.ca) (17.02.13)
- L'avocat Alexis Deswaef : « Le gouvernement israélien a mis une autre valeur au-dessus de la démocratie, c'est l'état Juif » (michelcollon.info) (18.02.13)
- France. Le spectre des « casseurs » et des « extrémistes » hante Le Figaro. (acrimed.org) (18.02.13)

Avec le capitalisme et ses institutions qu'il nous faut abattre, c'est bien le combat contre l'ignorance des masses sur laquelle il s'appuie notre priorité. Ignorance qui s'étend à une très large frange du mouvement ouvrier pour ne pas dire davantage si j'en juge finalement par le peu d'audience que rencontre notre portail connu pourtant par des milliers et milliers de militants. Je comprends que des militants désespèrent ou lèvent le pied.

Vous me direz que cela ne prouve rien, d'accord, alors fournissez-moi les adresses des portails semblables qui traitent quotidiennement de toutes les questions d'actualité sans a priori ou tabou et qui vont au bout de leurs analyses sur le terrain de la révolution socialiste, je suis impatient de les découvrir, j'ajouterai, et qui font preuve de la même ouverture d'esprit ou ouvrent leur portail à une multitude d'intellectuels et formations politiques avec lesquels ils ne partagent pas forcément les idées.

Je me torture le cerveau pour essayer de comprendre ce qu'ils ont vraiment dans la tête, car leur comportement va à l'encontre de l'objectif pour lequel ils prétendent combattre. Vous allez peut-être me reprocher de me répéter, mais c'est une obsession, je ne comprends pas cette espèce de mépris, de dogmatisme qui consiste à refuser de réfléchir au-delà à des questions qu'on n'a jamais abordées sous un certain angle comme si cela représentait un danger, mais lequel, qu'ont-ils à y perdre, pourquoi tiennent-ils tant que cela à sauver le capitalisme, car c'est bien de cela qu'il s'agit, leur incapacité de penser le monde au-delà de cet horizon borné, ils ne cessent d'en faire la démonstration.

On aura eu le droit à toutes les vieilles recettes utopiques jusqu'au plus grotesques qui n'ont jamais passé avec succès l'épreuve de la lutte des classes, depuis l'éclatement de cette crise du capitalisme ils nous ont tout ressorti : Front populaire, Conseil national de la résistance, IVe République, 1789, Keynes, l'autogestion, Roosevelt, les élus, les démocrates, les républicains, la Commune le jour des chrysanthèmes car elle s'est soldée par une terrible défaite et j'en passe, mais bizarrement ils ont oublié le principal enseignement de la lutte de classe du prolétariat, son expérience consciente la plus élevée, la révolution russe de février et octobre 1917, de celle-là, ils ne veulent pas en entendre parler, ils la fuient comme la peste, à croire qu'ils haïssent tout ce qu'elle incarne, le marxisme, le socialisme.

Le constat est sans appel, hallucinant, si non ne l'avait pas sous les yeux on aurait du mal à le croire.

J'ai lu un article dont l'orientation était correcte en défense des syndicalistes de chez PSA, Goodyear et ailleurs violemment attaqués par les médias de la réaction, ils sont tout de même passés à côté de l'essentiel. Oui à un moment donné il fallait dire : dehors les actionnaires, nous vous exproprions sans rachat ni indemnité, c'est nous qui prenons le contrôle de l'entreprise, nous exigeons que les banques et le gouvernement se mettent à notre service pour assurer sa survie, nous sommes capables de la faire tourner demain comme hier ou aujourd'hui, elle est le produit de notre travail, les actionnaires n'ont jamais foutu les pieds dans un atelier, nous exigeons qu'ils remboursent les dividendes qui leur ont été octroyées les années précédentes, que leurs avoirs soient saisis par la justice, qu'ils soient jugés pour vol, etc.

Cela aurait eu l'avantage de pouvoir poser les questions suivantes : qui produit les richesses, qui doit exercer le contrôle de la distribution de ces richesses, à qui est l'argent dont disposent les banques, de quel gouvernement avons-nous besoin pour appliquer ce programme social, qui doit détenir le pouvoir politique, de quel Etat devons-nous nous doter pour que dans tout le pays les travailleurs prennent le contrôle des outils de travail, de l'économie, pour produire sur la base de nos besoins afin de pouvoir les satisfaire, éradiquer le chômage, la précarité, la pauvreté, et non plus pour engraisser une infime minorité de rentiers, de parasites, cyniques et avides de profit ?

Avez-vous entendu un seul parti ayant eu le courage de développer cette politique conforme aux intérêts des travailleurs, au socialisme, en rupture avec le capitalisme ?

Je ne prétends pas qu'il aurait été possible d'aller jusqu'au bout chez PSA,, Goodyear, etc., c'était impossible dans les conditions actuelles, mais ne serait-ce qu'ouvrir une telle perspective avec le retentissement qu'elle aurait eu au sein du mouvement ouvrier pour peu qu'on l'alimente par la suite, qu'on organise les travailleurs dans cette perspective aurait totalement modifié la situation politique, pour la première fois aurait été posée concrètement la nécessité d'en finir avec le capitalisme et de s'en donner les moyens...

Oui mais pour cela il fallait aller à l'affrontement direct, violent, avec le patronat et l'Etat. Effectivement, et il se trouve qu'aucun parti n'en a eu le courage ou leurs militants n'y étaient réellement préparés. Il y en a qui pensent qu'on peut garder au chaud au fond d'un tiroir le programme de la révolution socialiste, et que le moment venu il suffira de le ressortir pour qu'on puisse réaliser ses tâches, or les choses ne sont jamais passées de cette manière-là dans le passé, c'est impossible. Ce qui est prouvé également, c'est que ceux qui n'osent pas le sortir en temps ordinaire, ne le sortiront pas davantage le jour où l'heure de l'affrontement entre les classes aura sonné, car ni eux ni leurs troupes n'y seront préparés théoriquement et politiquement, ils seront effrayés à l'idée d'un tel affrontement violent. On en reparlera.

En temps normal, quelqu'un qui se comporte comme un lâche ou un hypocrite, disons gratuitement ou sans que rien ni personne ne l'y oblige, trouvera toujours un bon prétexte quand la situation s'y prêtera pour l'être tout autant ou plus encore.

La suite demain, je suis lessivé.

Mardi après-midi 14h30 heure locale

[Propagande-manipulation. Grand dieu, serait-ce possible ?](#)

Comment procèdent-ils pour tromper la population ? Ils déplacent une question qui mériterait pour être traitée sérieusement qu'on se penche sur le passé ou le présent pour se tourner vers le futur. La manoeuvre consiste à la présenter sous une forme hypothétique, alors qu'elle a déjà franchi le stade du virtuel pour s'installer dans la réalité.

Leur objectif consiste à interdire à la population de saisir la réalité pour l'empêcher d'avoir une emprise sur elle ou de pouvoir en modifier le cours en agissant sur elle une fois qu'elle en aurait pris connaissance. C'est donc du domaine de la désinformation. Un exemple.

Alors qu'elle est déjà solidement installée, ils posent la question au futur :

- La guerre des monnaies aura-t-elle lieu?- Slate.fr

Les preuves qu'elle est déjà engagée :

- Le won coréen s'est apprécié de 30% depuis juillet face au yen,

- Le dollar thaïlandais de 18% (id)

- Le yuan chinois de 20%. (id)
- Toutes les monnaies d'Amérique latine (en dehors du Venezuela et de l'Argentine en déconfiture) ont été aspirées vers le haut de 20% à 30% par rapport au dollar depuis 2009.
- Au Japon, depuis l'arrivée au pouvoir fin décembre de Shinzo Abe, le yen a perdu 13% face au dollar. Il a reculé au total en six mois de 17% par rapport au dollar et de 25% face à l'euro.
- La livre sterling a cédé 3% en janvier 2013.
- Depuis 2002 le dollar a perdu 20%.
- Quant à l'euro, il a atteint 1,37 pour 1 dollar. (source : Slate.fr 18.02)

Et pendant ce temps-là, le représentant du cartel des banquiers de la Fed en Europe tempore :

- Mario Draghi minimise le risque de "*guerre des monnaies*" - Reuters

Alors que la Fed a distribué secrètement 7,77 mille milliards de dollars aux plus grandes banques américaine depuis 2008, en plus des quelque 2 ou 3 mille milliards qui leur ont été accordés officiellement par le gouvernement, sachant cela la question suivante sert à effacer, faire disparaître le passé :

- L'industrie de la finance est-elle devenue totalement incontrôlable ? - Atlantico.fr

Comment l'oligarchie financière annonce pour bientôt la fin de la partie et nous promet le chaos général porteur de guerre :

- Mario Draghi (BCE) souligne les risques d'une longue période de taux bas - AFP

Quand ils décideront de relever les taux d'intérêts, brusquement ou non, cela dépendra de leurs objectifs à court terme, s'ils estiment être suffisamment préparés pour en contrôler les conséquences sociales et politiques, ce qui est du domaine de l'hypothétique en réalité, les Etats qui pour financer leur dette passant par le marché verront celle-ci exploser, ils se trouveront dans l'obligation d'engager une politique d'austérité encore plus drastique et brutale que les précédentes, de supprimer comme en Grèce des centaines de milliers d'emplois de fonctionnaire, de tailler à la hache dans les budgets sociaux.

Que cache le discours sibyllin de l'homme de paille de Goldman Sachs ?

Pourquoi ce titre ? Parce qu'il dira à propos de la guerre des monnaies "*moins on en parle, mieux ce sera*". Il s'exprimait devant la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen à Bruxelles à l'occasion de leur dialogue trimestriel, appelant ses représentants à faire preuve de discipline envers l'oligarchie financière américaine. Au passage, un rappel à l'ordre à peine voilé adressé à Hollande.

- Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a souligné lundi les risques d'une longue période de taux directeurs bas, suggérant ainsi que l'institution ne compte pas les baisser encore davantage.

(Ils gèrent pour vous les "*risques*", donc vous pouvez investir les yeux fermés et dormir tranquille. - Ndlr)

- "*Les faibles taux d'intérêt risquent d'affecter la capacité des épargnants et des investisseurs à générer des rendements*", a reconnu M. Draghi.

(L'amalgame entre épargnants et investisseurs qui ne sont pas de même nature et n'ont pas forcément les mêmes intérêts à long terme n'avait rien d'anodin. - Ndlr)

- Mais d'un autre côté, "*en assurant la stabilité des prix, la politique monétaire a contribué à des conditions financières plus stables. C'est essentiel pour les épargnants et les investisseurs*", a-t-il ajouté.

(Les épargnants sont tributaires des taux en vigueur et éventuellement du rendement de leurs placements, tandis que les investisseurs disposent d'outils financiers pour spéculer et multiplier leurs sources de profit, ils se servent de certains placements réputés sûrs comme garantie ou effet de levier pour réaliser des profits par le biais de la titrisation. - Ndlr)

- Par ailleurs, des taux d'intérêt bas pendant une longue période, couplés à une abondance de liquidités, "*facilitent des prêts de refinancement à coûts très faibles*", ce qui peut conduire les banques à être moins prudentes dans la gestion du crédit et peut encourager la formation de bulles spéculatives, en particulier dans l'immobilier, a poursuivi M. Draghi.

(Comme quoi ils savent parfaitement ce qu'ils font. On a voulu nous faire croire que la crise des subprimes avait été un accident ou le produit d'une malversation de quelques banquiers peu scrupuleux, alors qu'en réalité ils avaient prémédité leur coup et savaient pertinemment comment cela se terminerait, bien pour eux puisque ce sont les contribuables qui seront appelés à renflouer les banques par l'intermédiaire de l'Etat, leur Etat. - Ndlr)

- "*La politique de la BCE reste accommodante*", a-t-il souligné, une expression qui pour les analystes signifie que l'institution n'a pas l'intention de baisser davantage ses taux.

(C'est un euphémisme d'un cynisme dans fond. - Ndlr)

- Par ailleurs M. Draghi a rappelé qu'il trouvait "*très exagéré de parler de guerre des devises*", sur fond de craintes d'une appréciation trop forte de l'euro par rapport au dollar et au yen. L'euro est d'ailleurs "*proche de sa moyenne de long terme*", a-t-il précisé.

(Il a dit "*proche*" en se situant aux alentours de 1,35 euro pour 1 dollar, alors que certains économistes prédisent qu'il pourrait monter jusqu'à 1,45. Le président de la Fed n'aurait pas tenu un autre discours. - Ndlr)

- "*J'invite tout le monde à adopter une stricte discipline verbale (sur les taux de change, ndlr). Moins on en parle, mieux ce sera*" a plaidé M. Draghi.

(Message envoyé aux différents chefs d'Etat : fermez-là sinon on vous fait sauter ! - Ndlr)

- Il a reconnu que les cures de rigueur freinaient la croissance mais a jugé ces politiques "*inévitables*", notamment pour les pays de la région surendettés. "*Revenir sur ces politiques risquerait de faire perdre les bénéfices des sacrifices déjà réalisés*" a-t-il prévenu.

(Pour un peu il s'adresserait ici aux militants du mouvement ouvrier qui s'accommodent du capitalisme pour éviter aux travailleurs de nouveaux sacrifices en les encourageant à ne pas changer de voie. - Ndlr)

- Pour ne pas compromettre les perspectives de reprise économique, il a recommandé une consolidation budgétaire axée sur la réduction des dépenses publiques plutôt que sur des hausses d'impôts, qui se situent "*déjà à des niveaux très élevés*", selon lui.

(Le discours habituel des néo conservateurs américains et européens. - Ndlr) (AFP 18.02)

Vaticanailerie

C'est la décision qui devait laver l'honneur de la banque du Vatican. Ébranlée par une série de scandales et par le renvoi pour incompétence de son ancien président, l'Institut pour les œuvres de religion (IOR) connaît depuis vendredi le nom de son nouveau dirigeant: Ernst von Freyberg, un aristocrate et industriel allemand.

Avocat réputé, financier de haut vol et chevalier de l'Ordre de Malte, Ernst von Freyberg est aussi le président du conseil d'administration des chantiers navals Blohm & Voss Shipyards, qui participent à la construction de bateaux de guerre.

Neuf mois après le renvoi de l'Italien Ettore Gotti Tedeschi pour incompétence, le Vatican voulait faire de la sélection du nouveau président de sa banque le symbole éclatant de sa rigueur. Pour être sûr de ne pas se tromper, le Vatican s'est même fait aider, grande première, par une agence internationale de chasseurs de têtes.

Certes, Blohm & Voss Shipyards doit encore honorer un dernier contrat militaire, de quatre frégates allemandes, mais une fois leur construction terminée l'entreprise se concentrera sur les bateaux civils, les yachts et les bateaux de croisière. L'activité militaire de Blohm & Voss aurait d'ailleurs été transférée à une autre entreprise allemande, ThyssenKrupp Marine Systems.

«*La doctrine Pacem in terris est sauvée. Tout est résolu*», a conclu en souriant le père Frederico Lombardi pendant un point de presse. Il reste maintenant à Ernst von Freyberg, qui n'a pas réagi à la polémique, à faire la preuve de son talent, en renforçant par exemple la politique vaticane de lutte contre le blanchiment d'argent, à laquelle un groupe d'experts européens a accordé un premier bon point il y a six mois. lefigaro.fr 18.02

En lisant la dernière phrase je me suis marré, car ils avouent qu'ils continuent "le blanchiment d'argent".

Commentaire d'internaute

1- *"Un dirigeant qui a financé des bateaux de guerre pour diriger une banque opaque au coeur d'un paradis fiscal construit au sein du siège sacré de l'Eglise catholique romaine et apostolique !*

Les guignols ont raisons : il est interdit de faire lire la bible au Pape, sinon tout s'écroule !"

2- *"S'ils se disputent au lieu de ne se consacrer qu'à l'élection du Pape, c'est que l'IOR ne recèle pas que de petites pièces! On a entendu de tout, la Mafia, l'argent sale, les exécutions, les procès, les Services Secrets US, le Majordome, les scandales. Le conspirationnisme est un euphémisme dans ce contexte!*

On ne va tout de même pas imaginer que le Pape a démissionné pour que les terminaoux du Vatican puissent recommencer leur opération financière, (lesquelles ?) avec la JP Morgan, quand même, où irait-on chercher tout cela? Le trésor du Vatican pour secret qu'il est, fait beaucoup trop de bruit!"

Situation en Tunisie

Les principaux partis politiques tunisiens n'ont pas réussi à s'accorder sur la formation d'un nouveau gouvernement d'experts après la tourmente provoquée par l'assassinat de Chokri Belaïd, a déclaré lundi le Premier ministre Hamadi Jebali.

"L'initiative d'un cabinet de technocrates n'a pas obtenu de consensus politique total (...) mais le travail se poursuit avec tous les partis pour former un gouvernement qui aura l'accord de la plupart des partis politiques", a déclaré Jebali lors d'une conférence de presse, après avoir rencontré les dirigeants des partis laïques et de son parti Ennahda.

Le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a déclaré à Reuters qu'il était essentiel que les islamistes et les partis laïques partagent le pouvoir aujourd'hui et dans le futur. *"Tout gouvernement stable en Tunisie a besoin d'une coalition modérée composée d'islamistes et de laïques"*, a-t-il déclaré.

Il a ajouté qu'Ennahda pourrait accepter un compromis sur le contrôle de portefeuilles comme la Défense, les Affaires étrangères, la Justice et l'Intérieur. *"Nous sommes prêts à discuter de tous les ministères, y compris des ministères régaliens, dans un nouveau gouvernement de coalition."* Reuters 18.02

Les funérailles de Chokri Belaïd qui a mobilisé 1,4 million de Tunisiens selon le ministère de l'Intérieur, tandis qu'Ennahda n'était pas capable de mobiliser plus de 15.000 personnes lors d'une manifestation à Tunis le week-end dernier, montre clairement quel est le rapport de force en Tunisie, contre un Etat dirigé par des islamistes qu'ils soient catalogués modérés ou non, les Tunisiens dans leur immense majorité veulent un Etat démocratique et laïque.

Du coup, Ennahda, un pur produit made in Qatar, est obligé de revoir à la baisse ses prétentions pour ne pas être balayé, écarté du pouvoir...

Un complément.

1- Al Jazeera, Palme d'Or de la falsification journalistique !

Al Jazeera a été prise *"en flagrant délit de falsification d'images et de faits"* et n'a pas hésité à diffuser, entre autres, *"des sons à la gloire d'Ennahda et à la chute du régime de Ben Ali"* couvrant des images de la Cérémonie d'Enterrement de Chokri Belaïd où la foule ne fait, en vérité, que crier des slogans hostiles à Ennahda, à ses dirigeants, à ce même Qatar [par exemple, *"Tounes Tounes Horra Horra, wel Qatar ala barra !"* (Tunisie Tunisie libre et le Qatar dehors !)] ; peut-être que ceci explique cela !],... et appeler à la chute du Régime Islamiste. Quant au nombre de citoyens ayant assisté aux funérailles de Chokri Belaïd, Al Jazeera a tout fait pour le minimiser, soit par ses commentaires, soit par l'augmentation du coefficient d'agrandissement des images présentées qui *"décompactifie"* la foule et diminue le champ initial des images. legrandsoir.info 12.02

2- Nessma brandit un carton rouge au nez d'Al Jazeera et France24 lui dame le pion en Tunisie

Les records d'audience d'Al Jazeera en Tunisie appartiennent désormais au passé et la chaîne de désinformation au service du Qatar commence à battre de l'aile dans plusieurs pays qui découvrent son attitude biaisée et son art de propager l'agenda wahabite dans le monde arabe. De plus, l'arrogance du Qatar commence à générer un ras-le-bol qui se développe un peu partout dans le monde.

Ainsi, en Tunisie, France24 est en train de damer le pion à la chaîne du Qatar et devient le canal de prédilection pour les Tunisiens suivant les news en langue arabe. Un joli coup en train d'être opéré par l'audiovisuel international de l'Hexagone.

De plus, la couverture professionnelle de l'actualité tunisienne et le sérieux des journalistes sont en train de convaincre de plus en plus de Tunisiens, échaudés par le travail de sape effectué par *Al Jazeera* et sa myopie voire son aveuglement lorsque l'actualité ne va pas dans le sens qu'elle cherche à promouvoir. Le fait semble clair : alors que *France24* gagne des parts d'audience, *Al Jazeera* en perd parmi les téléspectateurs tunisiens. Des sondages en cours tendent d'ailleurs à le démontrer.

Sur un autre plan, Nessma vient de brandir un carton rouge à la face d'*Al Jazeera*. Dans un communiqué, la chaîne tunisienne dénonce l'emprunt d'images par le concurrent qatari et aussi l'emploi biaisé dont ces images des funérailles de Chokri Belaïd ont fait l'objet. Voici le texte plutôt vif du communiqué de Nessma :

- " Vendredi 8 février, jour des funérailles du regretté martyr défunt Chokri Belaïd, la chaîne Nessma a déployé des moyens exceptionnels afin d'offrir à ses téléspectateurs de tous bords une couverture médiatique inégalée en Tunisie, dont les images ont été exploitées par les télévisions du monde entier avec l'accord préalable de la chaîne Nessma.

C'est dans cette perspective, que Nessma tient à exprimer sa totale indignation face à l'utilisation de ses images des funérailles par la chaîne satellitaire qatarie " *Aljazeera* " , sans aucune autorisation préalable de sa part, et ce à des fins de manipulation médiatique et de désinformation.

Les images de Nessma ont été tronquées et mixées à des archives d'autres événements dans le but de simuler un direct et manipuler ainsi l'opinion publique.

Nessma déplore fortement qu'une chaîne de télévision comme *Aljazeera*, qui se proclame d'un haut niveau de professionnalisme, fasse preuve de si peu de rigueur et d'éthique, et prendra ainsi les mesures nécessaires afin de protéger ses droits " .

Comme on peut le voir, Nessma ne fait pas dans la dentelle. Les temps sont durs pour la chaîne qatarie dont le jeu trouble et l'identité intégriste ont fini par être dévoilés. Bas les masques, *Al Jazeera* n'est plus qu'un outil entre les mains d'un Etat et de sa propagande. Cela commence à se savoir et c'est tant mieux !

(Source : <http://www.webdo.tn/2013/02/11/nessma-brandit-un-carton-roug>)

3- Qu'y a-t-il de commun entre le Qatar et l'Oncle Sam, concernant Ennahdha ?

La chose dont on est certain, commune à l'Oncle Sam et le Qatar, c'est que les deux furent, à coup sûr (et le sont, probablement, encore), les deux principaux bailleurs de fonds du Parti Islamiste Tunisien Ennahdha au Pouvoir. L'Oncle Sam l'a reconnu, explicitement, dans la bouche de William Taylor, le Chargé de la Transition Démocratique dans les Pays du Printemps Arabe au sein du Département d'Etat Américain (qui, d'ailleurs était en visite, en Tunisie, la semaine dernière), qui a avoué, lors d'une interview parue le 31 janvier 2012 sur le quotidien en langue arabe *Assabah*, " *que Washington versait des sommes d'argent importantes au Parti Tunisien Ennahdha* ", en ajoutant " *que les relations entre l'Administration Américaine et le Parti Ennahdha date de plusieurs années, exactement depuis l'Administration Bush fils* ". legrandsoir.info 12.02

4- Ennahdha paye ses Manifestants !

D'après une Vidéo diffusée le lundi 11 février 2013, par la Chaîne Attounissia tv, le Parti Islamiste Ennahdha a payé des participants à la Manifestation qu'il a organisée, sur l'Avenue Habib Bourguiba à Tunis, le lendemain de l'enterrement de Chokri Belaïd, en soutien au Gouvernement Islamiste qui dirige le pays.

(Source : <http://www.tuniscope.com/index.php/article/21351/actualites/...>)

[Combat contre l'extrême droite version sioniste.](#)

Le lobby sionisme en action en France ou quand la bile haineuse sioniste se déverse à flot. De farouches ennemis de la démocratie, même un journal aussi consensuel que *Le Monde* est trop à gauche à leur goût.

France-Israël, il s'agit d'une organisation ultra réactionnaire et le terme est encore faible, car en consultant en diagonal sa page d'accueil j'ai pu constater qu'elle soutenait systématiquement les causes les plus pourries jusque dans les moindres recoins.

Par exemple en reprochant violemment à Hamon d'avoir "piétiné allègrement (la) présomption d'innocence" du saint patron de Spanghero qui finalement n'aurait commis qu'une malheureuse "négligence" sans importance car cette supercherie sur la nature du produit vendu "n'aura pas mis à mal la sécurité alimentaire proprement dite", mieux encore, il aurait rendu un fier service aux personnes flouées, car "il paraît en effet que le cheval servi en douce à des amateurs de bœuf était excellent".

Le 15 février, le patron de Spanghero, Barthélémy Aguerre, osera déclaré sur Europe 1 *"Je ne sais pas qui c'est, mais ce n'est forcément pas nous. Je suis sidéré. Je pense qu'on va faire la preuve de notre innocence"*. Reuters 15.02

Le 16, donc le lendemain les enquêteurs de la DGCCRF récupéreront près de 1500 pages de factures dans l'usine de la société, à Castelnaudary, facture sur lesquelles figuraient le code "0205 0080", utilisé pour la viande de cheval et non celui "0201" ou "0202" utilisé pour le boeuf. Un code dont la société ne pouvait ignorer la signification selon les enquêteurs, qui estiment avoir suffisamment d'éléments pour établir les faits de tromperie. (source : Lefigaro.fr 16.02)

Les faits sont donc établis, le patron de Spanghero a agit de la sorte délibérément, à moins que Goldnadel suggère qu'il ne saurait pas lire.

Le 18, donc deux jours plus tard, cet individu immonde ose écrire dans son blog de merde à propos de B. Hamon :

"Nul n'aura non plus remarqué les criantes contradictions du représentant de l'exécutif qui dans la première proposition affirme péremptoirement que Spanghero « savait », tandis que dans la seconde évoque des « négligences »."

En fait, B. Hamon vient à votre rescousse et celle de ce patron escroc, il devrait s'en féliciter !

Il s'attaque ensuite à la ministre de la Justice qui aurait commis un crime affreux en envisageant de dépénaliser certaines infractions qui seraient soumises à contraventions au lieu d'être traduites en justice, la ministre précisant en vain que : *« dépénaliser ne veut pas dire autoriser »*.

Suivait : Actualité juive - N° 1244 - Jeudi 14 février 2013

Lettre très ouverte au Président de la République par Gilles William Goldnadel - 14 février 2013.

Gilles William Goldnadel est le président de France-Israël et d'Avocats Sans Frontières . Il s'agit de pousser Hollande à inscrire le Hezbollah parmi les organisations terroristes, pour à terme justifier une attaque similaire à celle commis contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie et le Mali, sans oublier le Soudan et pour terminer l'Iran.

- Les autorités bulgares viennent de confirmer officiellement que le Hezbollah était l'instigateur de l'attentat meurtrier de Burgas dans lequel plusieurs citoyens Israéliens ont trouvé la mort. (...)

(Je vous renvoie à de précédentes causeries dans lesquels nous reproduisons les faits, et qui précisaient notamment que la décision de désigner le Hezbollah avait été prise à la hâte avant qu'une reconstitution ait lieu.

Dans la causerie du 15 figurait d'autres éléments intéressants, Terra Nova et l'American Jewish Committee tenant le même discours que Goldnadel ; dans celle du 6 février : en Bulgarie, le président du parti socialiste (opposition) Serguei Stanichev a reproché aux autorités d'annoncer des faits sans encore disposer de preuves irréfutables. Selon des responsables de l'enquête à Bourgas, une reconstitution de l'attentat aura lieu au printemps prochain en vue d'établir si l'auteur de l'attentat était un kamikaze ou si l'explosif avait été déclenché à distance. - Ndlr)

- La partie saine de son cerveau, incarnée par votre ministre de l'intérieur, a diagnostiqué l'antisionisme radical et l'islamisme violent comme les vecteurs principaux d'un antisémitisme qui n'est même plus nouveau et qui a ensanglanté Toulouse puis Sarcelles. Mais il existe à l'extrême gauche du même organe un lobe gravement atteint qui ne sait plus distinguer le bien du mal, l'interdit du licite. C'est paradoxalement votre ministre de la justice, qui, très récemment, a remis un prix ironiquement appelé *« des droits de l'homme »* à un proche d'une autre organisation, officiellement répertoriée comme terroriste celle-là, j'ai nommé le FPLP.

Ma franchise va devenir brutale, Monsieur le président, mais l'importance de l'événement m'y contraint : je considère que la gauche socialiste à laquelle vous appartenez a fait montre d'une complaisance irresponsable envers une extrême gauche qui a déteint sur une large partie de ses franges.

Mais comme rien n'est simple, votre camp peut s'honorer de compter dans ses rangs non seulement Manuel Valls que j'ai déjà nommé, mais encore Lionel Jospin qui, malgré l'hostilité générale de la droite, avait eu le courage physique et intellectuel, dans une université palestinienne, de désigner déjà le Hezbollah comme l'organisation terroriste qu'elle a toujours été.

Inversement, c'est un premier ministre de Nicolas Sarkozy, François Fillon qui se sera gravement compromis pour avoir rabroué mon amie Jeannette Bougrab lorsque celle-ci avait rappelé cette évidence qu'il n'existait pas d'islamisme modéré.

Vous êtes aujourd'hui au pied du mur : soit vous appelez un chat un chat et un terroriste un terroriste, soit vous capitulez devant l'ennemi actuellement le plus implacable du monde libre et civilisé. (...) Fin

L'islamiste ou plutôt le musulman, voilà l'ennemi déclaré des sionistes, normal il est sémite alors que les sionistes ne le sont pas et sont les pires antisémites.

Puis vient Jean-Luc Mélenchon au CSA à qui il est reproché d'avoir protesté contre le contenu d'un documentaire intitulé "*Robespierre, bourreau de Vendée ?*", par n'importe inséré entre le titre d'un article et son contenu dédié à n sondage "les Français préfèrent le FN", l'amalgame entre Mélenchon et Le Pen étant ici suggéré. Ordurier.

Puis, c'est le tour de Thierry Lepaon (CGT) remis en place par Valls, le seul ministre qui ait grâce aux yeux de cette pourriture.

Puis, citant le portail Atlantico.fr : "*Gauche décomplexée : si Madame Taubira n'existait pas, la droite la plus cynique aurait dû l'inventer...*" (L'extrême droite n'a pas eu à inventer le sionisme, il existait avant lui et s'en est même très largement inspiré, tout comme les nazis pendant la seconde guerre mondiale qui leur rendront un fier service, on pourrait aussi ajouter les monarchies britannique et hollandaise... - Ndlr)

Puis, citant la même source : "*Inquiétudes sur l'islam : les commentateurs n'ont-ils vraiment aucune autre question à poser que celle d'un racisme supposé des Français ?*". (Les racistes étant les étrangers, c'est bien connu, le même discours que Le Pen, quelle étrange coïncidence. Ndlr)

Et encore, même source, il doit trier les titres les plus réactionnaires : "*Le combat contre le totalitarisme islamiste devra d'abord être gagné dans nos têtes.*" (Il doit falloir entendre par là, que toute sympathie envers le combat légitime du peuple palestinien doit être assimilé au totalitarisme et extrait de nos têtes. - Ndlr)

Puis en arrivant au 7 janvier on apprenait que cet individu infrequentable était en réalité chroniqueur pour Atlantico, d'où ces références à répétition dans son blog, plus haut il nous apprendra que dans ses fréquentations figurait "*mon cher Christophe Bourseiller*", un pseudo journaliste en réalité un falsificateur professionnel qui a produit une littérature nauséabonde sur le mouvement ouvrier, notamment FO et P. Lambert.

ACTUALITE EN TITRES

[Inévitable, imparable, la fatalité quoi.](#)

- La facture d'électricité devrait augmenter de 30 % d'ici à 2017 [LeMonde.fr](#)

[Qu'est-ce qu'on ferait pas avec un peu de bonne volonté ?](#)

- Volkswagen : le président limite son salaire à 14 M€ pour 2012 - [LeParisien.fr](#)

Vous voyez, ils sont raisonnables, on peut leur faire confiance, les patrons et les actionnaires sont des gens tout à fait capables de prendre leurs responsabilités... Tout de suite les solutions extrêmes, liquider le capitalisme, vous voyez qu'il est possible de le moraliser, de le réformer... Cela ne change absolument rien à la situation des millions de travailleurs pauvres, chut, il ne faut pas le dire, vous gêchez tout franchement !

- Les salariés de plus en plus touchés par le surendettement - [LePoint.fr](#)

Eux, en comparaison de ces patrons ils sont franchement irresponsables, ils n'ont que ce qu'ils méritent, ils en veulent toujours plus, c'est indécent à la fin...

[Quand l'Eglise oeuvre... à la guerre au nom de la compassion!](#)

- Le banquier du Vatican ne fabriquera plus d'armes Groult - [LeFigaro.fr](#)

Non, il continuera de financer leur fabrication et d'en tirer de juteux profits...

[Quand l'UE oeuvre... à la guerre au nom de la paix !](#)

- L'UE assouplit son embargo sur les armes en Syrie - LeMonde.fr

[Ils n'auront pas été longs à réagir.](#)

- Assad sûr de la victoire, appel à une enquête sur les crimes de guerre - Liberation.fr -

La réponse des Etats criminels de guerre.

- Des responsables syriens soupçonnés de crimes de guerre - Reuters -

- Syrie : le temps de la justice internationale - LeMonde.fr

- Syrie. "Il est temps de céder la place à la justice" - Le Nouvel Observateur

[Le gouvernement français complice des criminels de guerre.](#)

- Au Mali, l'armée française embarrassée par les bavures des militaires maliens - L'Express.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Quand Aube Dorée veut faire le ménage

Les néonazis s'attaquent maintenant aux infirmières et aux patients étrangers.

Plus la Grèce s'enfoncé dans la crise, moins le gouvernement de coalition a des réponses à donner et plus la misère s'étend. Les solutions "simples" commencent donc à s'imposer.

Ainsi, dans la ville de Tripoli, dans le Péloponnèse, les infirmières grecques, en butte, disent-elles, à une concurrence déloyale de la part des infirmières étrangères qui travaillent pour moitié moins cher et sans couverture sociale, ont fait appel à la branche locale d'Aube dorée pour régler le problème. C'est du moins ce qu'affirme le parti néonazi pour justifier l'inspection surprise que plusieurs de ses membres ont menée de nuit à l'hôpital de la ville, le Panarkadiko, la semaine dernière.

Selon plusieurs témoins, des hommes d'Aube dorée, vêtus des blouses noires du parti, ont fait irruption dans les chambres des malades, pour exiger de façon musclée la nationalité des infirmières qui se trouvaient au chevet des patients.

Le système médical en Grèce est tel qu'il faut toujours, en cas d'hospitalisation grave et surtout de nuit, une "apoklistiki" - littéralement, une infirmière exclusive - pour veiller sur le malade. Celles-ci sont affectées à un seul patient qui les paie directement, environ 40 à 70 € la nuit, le double le week-end. Il s'agit d'un marché lucratif que les infirmières des pays voisins ont commencé à occuper ces deux dernières décennies au grand dam de leurs collègues locales.

Ceci expliquant cela, la directrice de l'hôpital Panarkadiko, Eleni Siourouni, a fait front commun avec Aube dorée, expliquant dans une conférence de presse conjointe que, "sur la question des infirmières exclusives étrangères, la direction de l'hôpital a un but commun avec Aube dorée". Giorgos Pastamatakis, chirurgien et membre du conseil d'administration de l'hôpital, a dénoncé, avec le soutien de l'Ordre des médecins, la directrice de l'hôpital, accusée "d'être plus sensible aux revendications des infirmières qu'à la tranquillité des patients".

"Le problème de la concurrence des infirmières étrangères est réel", reconnaît-on, tant au ministère de la Santé qu'au conseil d'administration l'hôpital, "mais ce n'est pas un parti politique qui va le régler, et surtout pas Aube dorée". Vingt-quatre heures plus tard, la directrice de l'hôpital était suspendue par le ministre de la Santé.

Médecins du monde visé également

Qu'à cela ne tienne. Le lendemain, une quarantaine de membres d'Aube dorée ont mené une opération d'intimidation contre le dispensaire de Médecins du monde (MDM) à Pérama, dans la banlieue du Pirée, où sont soignés des migrants, mais surtout des Grecs très pauvres, démunis de tout.

Vêtus de leur éternelle blouse noire au nom du parti, ces activistes de la haine ont scandé des slogans orduriers et racistes contre MDM, accusé de soigner "*en priorité des étrangers et des migrants illégaux*". Selon Nikitas Kanakis, directeur du MDM en Grèce, "*c'est le dispensaire qui a été visé en tant que tel, car nous soignons tout le monde et nous recensons les agressions xénophobes lorsque des gens blessés viennent chez nous*".

Le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks, venu début février en visite officielle en Grèce, avait dénoncé "*la menace spécifique que constitue Aube dorée*". Le secteur médical n'est pas le seul dans lequel les néonazis se proposent de faire le ménage. L'été dernier, des députés du parti avaient procédé à des vérifications violentes d'identité de petits revendeurs, saccageant leurs étals lorsqu'ils n'étaient pas, selon eux, en règle. Enfin, bizarrement, alors que tous les employés des pompes à essence étaient à 90 % étrangers, ils sont désormais, dans leur écrasante majorité, grecs.

Aube dorée ne fait peut-être que 10 à 14 % dans les sondages, et reste fermement le troisième parti du pays, mais, au quotidien, il se comporte en territoire conquis. Samedi dernier, ses sympathisants étaient plus de 10 000 à défiler au flambeau dans les rues d'Athènes.

Article publié sur lalibre.be le 13/02/2013, par Angélique Kourounis, correspondante à Athènes. Partagé sur okeanews avec l'autorisation de lalibre.be. (okeanews.fr 18.02)

2- Israël

L'agent présumé du Mossad mort dans une prison israélienne il y a deux ans avait été arrêté sur ordre de ses supérieurs qui le soupçonnaient d'avoir divulgué des informations sur son travail aux services de renseignement australiens, rapporte lundi l'Australian Broadcasting Corp (ABC).

Selon la chaîne de télévision publique, qui a révélé la semaine dernière sa mystérieuse histoire, Ben Zygier, cet australo-israélien mort à 34 ans, avait rencontré des agents de l'Australian Security Intelligence Organisation (ASIO) auxquels il a parlé de plusieurs missions des renseignements israéliens.

Le Mossad a appris l'existence de ces contacts et craignait qu'il ne divulgue des informations sur une opération majeure en Italie, dit ABC, ajoutant qu'au cours d'un de ses quatre voyages en Australie, il avait formulé une demande de visa italien.

ABC, qui cite des sources non identifiées, ajoute que Ben Zygier faisait partie d'un groupe de trois Australiens ayant changé d'identité et de passeport à plusieurs reprises dans le cadre de missions pour le compte du Mossad au Moyen-Orient et en Europe. Reuters 18.02

3- Afrique du Sud

La militante anti-apartheid Mamphela Ramphela a lancé lundi un nouveau parti politique en Afrique du Sud pour concurrencer l'ANC au pouvoir dont elle estime les dirigeants corrompus.

Invoquant Nelson Mandela et l'état d'esprit qui prévalait lors des premières élections au suffrage universel en 1994, Mamphela Ramphela, médecin et ancienne de la Banque mondiale, a déclaré que le rêve d'une nation "*arc-en-ciel*" était en train de mourir sous le pouvoir du Congrès national africain (ANC).

Le nouveau parti, qui participera aux élections l'an prochain, aura pour nom Agang, qui veut dire "*construisons*" en langue sotho.

Bien que le soutien politique dont bénéficie l'ANC ait reculé 19 ans après la fin de l'apartheid, le parti reste une machine politique très puissante et bénéficie d'une majorité de près des deux tiers au Parlement

Mamphela Ramphela, 65 ans, est très respectée par la majorité noire d'Afrique du Sud. Elle était une amie proche du célèbre militant anti-apartheid Steve Biko mort en prison en 1977. Elle-même a vécu en résidence surveillée pendant sept ans.

Plusieurs personnalités avaient quitté l'ANC en 2008 pour créer le Congrès du peuple (Cope) mais cette formation n'a pas réussi à percer lors des élections l'année suivante. Elle a depuis pratiquement imploré sous l'effet de luttes intestines. Reuters 18.02

4-Etats-Unis

Plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés dimanche à Washington pour exhorter Barack Obama à bloquer le projet d'oléoduc Keystone XL en rappelant au président américain son engagement à lutter contre le changement climatique.

Les organisateurs de l'événement ont estimé la foule à 35.000 personnes, ce qui en fait, selon eux, le plus grand rassemblement jamais organisé aux Etats-Unis sur les questions climatiques. La police n'a fourni aucune estimation du nombre de participants.

Les parlementaires américains exercent de fortes pressions sur Barack Obama pour qu'il approuve la construction de l'oléoduc Keystone, un projet de 5,3 milliards de dollars porté par la compagnie TransCanada Corp et destiné à acheminer du pétrole brut extrait des sables bitumineux de l'Alberta, au Canada, jusqu'aux raffineries et aux ports du Texas.

D'après ses promoteurs, cet oléoduc d'une capacité de 830.000 barils par jour favorisera l'indépendance énergétique de l'Amérique du Nord et permettra la création de milliers d'emplois aux Etats-Unis.

Ses détracteurs soulignent en revanche que le processus d'extraction des sables bitumineux est nettement plus consommateur en dioxyde de carbone et que le pétrole ainsi obtenu est encore plus polluant que le brut traditionnel.

Bill McKibben, l'un des principaux organisateurs de la manifestation de dimanche, a déclaré qu'autoriser ce projet reviendrait à allumer une "bombe à carbone" susceptible de provoquer des dégâts écologiques irréversibles.

"Pendant 25 ans, nos dirigeants ont fondamentalement ignoré la crise climatique et maintenant, les gens se réunissent en masse pour exiger qu'ils se mettent enfin au travail", a-t-il dit.

Le projet Keystone est un casse-tête politique pour Barack Obama, à tel point qu'il avait décidé en 2012 de repousser sa décision à ce sujet après l'élection présidentielle de novembre dernier lui ayant permis d'obtenir un second mandat à la Maison blanche.

La construction de cet oléoduc est approuvée par 69% des Américains interrogés, selon un sondage Harris Interactive, mais aussi par la branche BTP du syndicat AFL-CIO et par certains parlementaires démocrates.

Or, Barack Obama s'est engagé mardi dans son discours sur l'état de l'Union à oeuvrer contre le réchauffement climatique.

Seul élu du Congrès à s'exprimer lors de la manifestation de dimanche, Sheldon Whitehouse, sénateur démocrate de Rhode Island, a déclaré à Reuters que Barack Obama se heurterait à un "déficit de crédibilité" s'il approuvait le projet Keystone. Reuters 18.02

SOCIAL

1- France

1.1- Danone va supprimer 900 emplois.

Le groupe alimentaire a fait état mardi d'un chiffre d'affaires record en 2012, à 20,86 milliards d'euros. Toutefois, Danone a annoncé qu'il voulait supprimer 900 postes de cadres sur le Vieux Continent pour faire des économies.

Pour la première fois de son histoire, Danone a passé la barre des 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2012. Plus précisément, ses ventes se sont élevées à 20,86 milliards d'euros sur l'exercice, a annoncé le groupe mardi. Celles-ci s'affichent en progrès de 5,4% sur un an. Le groupe table sur une hausse similaire de son chiffre d'affaire en 2013, à hauteur de 5%.

L'an dernier, Danone a fait état d'un bénéfice net stable. Il s'élève à 1,81 milliard d'euros. Toutefois, le groupe agroalimentaire a vu sa marge opérationnelle courante baisser de 0,5 points. Et s'attend à un repli de 0,3 à 0,5 points pour 2013. La Tribune 19.02

1.2- Procès d'intention.

Des fidèles du cinéma d'art et d'essai de Montreuil se sont rassemblés, samedi matin, devant les portes closes de l'établissement. Tous se sont ensuite rendus à la conférence animée par l'équipe du Méliès désireuse de répondre point par point aux accusations dont elle fait l'objet.

La mairie de Montreuil, actuelle propriétaire du cinéma Méliès qu'elle subventionne à hauteur de 250.000 euros par an, a déposée plainte contre X, le 6 décembre dernier, par la maire Dominique Voynet (EELV) : détournement de fonds publics. L'élue

aurait été informée de l'existence d'une «*caisse noire*» au sein du cinéma, nourrie par un système de double billetterie lors de séances non commerciales. Le préjudice sur dix ans, selon la mairie, se chiffrerait à 143.000 euros de manque à gagner.

Stéphane Goudet, directeur artistique du Méliès depuis 2002, en conflit depuis plusieurs mois avec la municipalité, est tout particulièrement visé par cette plainte. Suspendu de ses fonctions depuis décembre, il est en cours de licenciement pour, notamment, «*manquement à l'obligation de réserve et non-dénonciation de pratiques comptables irrégulières*». La programmatrice et deux régisseuses, «*mutées dans l'intérêt du service*», sont également sur la sellette. L'équipe en place est donc en grève depuis déjà un mois. Mais garde le soutien de cinéastes réputés (Agnès Jaoui, Bertrand Tavernier, Matthieu Amalric...) et des habitués.

Marie, jeune employée en charge des séances scolaires, enchaîne: «*Sur la somme fantaisiste que le cinéma devrait à la ville, on nous réclame 8000 euros d'abonnements scolaires non encaissés. En fait, les parents ont l'année scolaire pour payer le forfait de 10 euros pour 5 films. Les 8000 euros manquants étaient simplement en attente de règlement.*» Quant au manque à gagner de 77.000 euros sur dix ans, du fait d'encaissement de séances spéciales - souvent des films amateurs, sans visa de distributeurs -, il est calculé sur une moyenne de 91,2 spectateurs par séance. «*Or, on tourne plus souvent autour de 30 spectateurs, surtout quand on projette un documentaire slovène sous-titré*», selon l'équipe en place.

Beaucoup évoquent des arrière-pensées politiques pour expliquer les accusations de la mairie. Un ancien programmeur de cinémas d'art et d'essai en banlieue parisienne suggère plutôt des raisons économiques. Déjà engagée dans le projet d'une future piscine écologique sur les hauts de Montreuil estimé à 15 millions d'euros, la mairie n'a pas forcément les moyens de financer aussi les salaires et l'entretien du tout nouveau cinéma Méliès de six salles qui doit ouvrir fin 2013 en centre-ville. Ce futur plus grand cinéma municipal d'art et d'essai de France pourrait, non pas coûter, mais rapporter une jolie somme à la ville, si l'un des deux groupes sur les rangs pour l' gérer à la place de la municipalité le prenait en concession. lefigaro.fr 18.02

2- Grèce

Grèce : appel à la grève des journalistes pour le 19 février

Une grève générale étant prévue en Grèce ce mercredi 20 février, les syndicats des journalistes des presses écrites et numériques, des photojournalistes, des imprimeurs, des radios et télévisions ont lancé un appel à la grève pour ce mardi. Les grèves des journalistes précèdent celles des autres syndicats afin de permettre aux journalistes de protester tout en étant disponible pour couvrir les événements le lendemain.

Ces appels à la grève sont en général très suivis.

Cela tombe plutôt mal pour le président français venu apporter son "soutien" au pays en proie à la récession. (oceanews.fr 18.02)

Hollande soutient la troïka et le gouvernement grec à sa botte et non les masses exploitées grecques.

3- Espagne

Des heurts entre manifestants et policiers ont éclaté lundi à l'aéroport de Madrid au premier jour d'une grève d'Iberia, très suivie, selon les syndicats, mais dont l'impact était limité par le service minimum.

Plusieurs milliers de salariés de la compagnie aérienne espagnole, qui protestent contre la suppression prévue de 3.800 emplois, ont tenté d'entrer en force, à la mi-journée, dans le terminal T4 de l'aéroport de Barajas, avant d'être repoussés par la police, a rapporté une journaliste de l'AFP.

Après plusieurs charges policières à coups de matraques, les grévistes sont finalement entrés dans le terminal, où ils ont poursuivi leur manifestation.

"*Le mouvement est suivi à près de 100%*", a affirmé José Carrillo, responsable du secteur aérien au syndicat Comisiones Obreras.

Les principaux syndicats d'Iberia ont appelé à trois séries de cinq jours de grève, du 18 au 22 février, du 4 au 8 mars et du 18 au 22 mars, afin de protester contre la suppression de 3.800 emplois, sur un total d'environ 20.000, annoncée par le groupe IAG dans le cadre d'un plan d'économies.

"*Parmi les salariés qui ne sont pas réquisitionnés pour le service minimum, pratiquement aucun ne travaille*", a souligné le syndicaliste, donnant l'exemple de l'aéroport madrilène où, selon lui, seuls trois travailleurs sur "*plusieurs centaines*" ne sont pas grévistes.

"Seuls partent les vols garantis dans le cadre du service minimum", a-t-il ajouté. AFP 18.02

ECONOMIE

1- Situation des pays de l'Europe de l'Est

Au début de l'année 2013, parmi les premiers, c'est l'Institut de Recherche WIIW à Vienne (The Vienna Institute for International Economic Studies) qui s'est penché sur la situation des pays de l'Europe de l'Est et estime qu'ils peuvent sortir de la crise. Il prévoit la baisse de l'activité économique uniquement en Slovaquie en raison de la crise du secteur bancaire. Les analystes autrichiens pensent que dans tous les autres pays de la région, le moteur de la croissance sera la consommation intérieure si les gouvernements atténuent leur politique économique très restrictive. Il souligne que la situation serait probablement identique en Allemagne.

Après la Slovaquie, c'est la Croatie qui devrait faire face à une chute plus importante, 1.8%. En Serbie, la performance de l'économie subirait une chute de 1.5%, en Hongrie, 1.3%, en République Tchèque, 1.2%, au Monténégro, 1%, en Bosnie-Herzégovine, 0.7%, en Macédoine, 0.6%. L'Institut autrichien compte sur une croissance de 2.8% en Slovaquie, 2.3% en Pologne, 1% en Roumanie et 0.7% en Bulgarie. (Source : privatbankar.hu 04/02/13)

A la fin du mois de janvier, indépendamment des analyses de l'Institut de Vienne, le quotidien économique hongrois, Napi Gazdaság, a consacré un article à la Slovaquie qui, il n'y a pas longtemps, était un pays florissant de la région. Le quotidien constate que le pays est au bord du gouffre en raison de la crise politique qui perdure dans le pays. Certes, la crise économique européenne a laissé ses empreintes sur son économie, mais la politique économique non adaptée a également produit son effet néfaste. Il semble que le gouvernement conservateur qui est au pouvoir depuis plus d'un an, n'arrive pas à corriger les erreurs du gouvernement précédent. La situation est aggravée par un combat politique intérieur grave qui rend hésitants les investisseurs. Parmi les pays de UE, la chute du PIB de la Slovaquie est la plus importante après la Grèce et le Portugal, 3.3% pendant le troisième trimestre de l'année dernière. C'est la deuxième grande vague de récession que la Slovaquie traverse. Les entreprises du pays sont parmi les plus endettées en Europe, le système bancaire aurait besoin d'une bouée de sauvetage dans les meilleurs délais. Selon l'avis de la plupart des analystes, le pays ne s'en sortira pas sans aide internationale, même si le chef d'Etat, Borut Pahor, l'a carrément refusé dans une interview accordée au Financial Times.

Les fonctionnaires sont les plus grands perdants des restrictions économiques. Ils expriment leur mécontentement, descendant dans les rues par centaines de milliers et font la grève généralisée. Le gouvernement de coalition doit consacrer son énergie au maintien de la coalition très fragile. Le parti le plus important a déjà annoncé sa sortie puisque le président du gouvernement, Janez Jansa, a oublié de déclarer plus de 200 000 euros. Jansa persiste et ne démissionne pas, même s'il est en minorité. Deux autres partis menacent également de quitter la coalition.

Selon Jansa, bien que la situation économique soit grave, les élections anticipées ne serviraient à rien parce qu'elles interrompraient la suite des réformes, ce qui équivaudrait à la faillite. En plus, elles ne garantiraient pas la formation d'un nouveau gouvernement stable. Dans ce contexte politique difficile, la réforme du système bancaire est sérieusement menacée, ce qui empêcherait l'adoption parlementaire de son plan de sauvetage à hauteur de 4 milliards d'euros.

Les élections anticipées semblent inévitables. Les incertitudes font déjà leurs effets directs : les intérêts des obligations d'Etat sont, pour la première fois, en dessous de 5%, la prime de risque des titres augmente, une nouvelle dégradation des agences de notation est attendue. Cette année, la Slovaquie devrait renouveler le remboursement de dette de 3 milliards euros. Elle est capable de le financer jusqu'au mois de juin, après elle devrait recourir à son plan de sauvetage. (Source : index.hu le 29/01/2013)

Que conclure?

Politique et économie peuvent ne pas faire bon ménage : le politique doit contenter les marchés financiers qui financent les Etats en Europe de l'Est mais il doit aussi satisfaire ses électeurs. La pression fiscale pour pouvoir combler les déficits est inévitable. Malheureusement, sans la confiance des ménages en l'avenir point de salut pour l'économie. On tourne un peu en rond : pas de confiance, pas de consommation, pas de croissance, pas de confiance, flambée des dettes...

En Europe de l'Est, si les politiques et l'économie sont sous pression, il serait temps que les marchés lâche de lest à l'Est. agafi.
fr 14.02

2- Bolivie

La Bolivie va nationaliser une filiale locale du groupe espagnol Abertis qui gère les trois principaux aéroports du pays, a annoncé lundi le président Evo Morales.

"Je veux que le peuple bolivien sache", a déclaré Evo Morales dans une allocution télévisée, accusant l'entreprise Sabsa d'avoir réalisé "un profit exorbitant à partir d'un investissement dérisoire".

"Pour cela et d'autres raisons, nous avons été obligés de prendre cette décision. Nous aurions pu le faire il y a quelques années déjà mais nous avons patienté à cause de nos relations diplomatiques avec certains pays."

"Il est évident que ce genre de décision, une expropriation qui court-circuite les procédures habituelles et ne respecte pas le principe de compensation (...), aura des conséquences au niveau des relations bilatérales", a déclaré le ministre espagnol des Affaires étrangères José Manuel Garcia-Margallo, à des journalistes à Madrid.

Sabsa - acronyme de Services des aéroports boliviens S.A. - avait obtenu en 1997 la concession pour la gestion des trois aéroports. Elle a été acquise en 2004 par Abertis, groupe espagnol spécialisé dans les infrastructures et les services aux collectivités.

Evo Morales a précisé qu'un audit indépendant serait mené pour déterminer le niveau de compensation d'Abertis. Quel qu'il soit, le niveau de l'endettement en sera déduit.

Il a ajouté que le gouvernement avait vainement négocié pendant des mois un nouveau programme d'investissements de Sabsa qui aurait porté sur environ 56 millions de dollars (42 millions d'euros).

Le 6 février, le ministre bolivien des Travaux publics avait indiqué que Sabsa projetait pour 36 millions d'investissements sur neuf ans, un montant qu'il a jugé très insuffisant.

Les responsables de Sabsa ont fait valoir dans les médias que le groupe avait arrêté ses investissements ces cinq dernières années à cause d'un gel des tarifs en vigueur depuis 2001 et du fait des risques de nationalisation du secteur. Reuters 18.02

[Haut de page ↗](#)

Le 20 février

CAUSERIE

Rédigé mardi soir.

Ceci expliquerait-il cela ?

Outre l'engouement pour le mojito, l'étude réalisée par CGA-Nielsen auprès de plus de 2500 établissements et 1000 Français âgés de 18 à 60 ans, note la démocratisation et la pérennisation de la consommation de cocktails en général: 3 Français sur 4 en consomment et notamment les jeunes. Le cocktail est "sorti des hôtels 4-5 étoiles auxquels on avait l'habitude de l'associer un peu trop systématiquement", estime l'étude. "Le dynamisme des ouvertures de bars à cocktails dans les grandes villes a certainement servi d'appel d'air pour le reste de la profession", note M. Kuentz, responsable France de CGA-Nielsen cité dans le communiqué.

Selon l'étude, la barrière à la consommation reste le prix: 8,40 euros en moyenne pour un cocktail avec alcool... Les prix sont toutefois très variables, s'établissant entre 4 et 30 euros selon le type d'établissement, indique Nielsen qui constate une montée en gamme de la qualité des cocktails réalisés. lefigaro 18.02

8,40 euro, c'est plus cher que le litre de vodka Smirnoff, ici en Inde, c'est hyper cher, une ruine. Y aurait-il autant de gens pas vraiment dans le besoin ou qui ont un niveau de vie très confortable en France ? Ce n'est pas la première fois que je pose cette question, qui bizarrement est toujours restée sans réponse. Quelque chose me dit que la situation n'est pas vraiment la même en Grèce ou au Portugal par exemple, non ?

Au fait, ce mardi soir exceptionnellement je suis sorti faire des courses après manger, pas loin, à cinq minutes de chez moi en moto, car je venais d'apprendre aux infos que demain matin débiterait une grève générale de deux jours contre la hausse des prix. Ce n'est pas en France non plus que cela arriverait, n'est-ce pas ?

Décidément on ne vit pas vraiment dans le même monde et je ne suis pas sûr qu'on mène le même combat politique, je m'adresse à ceux qui s'accommodent du capitalisme ou qui ont abandonné le combat pour la révolution socialiste, cela revient au même finalement.

Oui, je sais, c'est plus dur à avaler qu'un cocktail à 8,40 euros, ce n'est pas le genre de scrupules qui embarrassent nos dirigeants, je parle en règle générale, ils se reconnaîtront eux aussi, j'ai l'art consommé de me faire des amis et j'y tiens, c'est un principe non négociable de dire ce qu'on pense, cela plaît ou non, on s'en tape. Vous savez pourquoi, regardez donc autour de vous ce que sont devenus ceux qui ont marchandé leurs idées au fil du temps, ils sont morts politiquement, ce sont des zombies dorénavant incapables de prononcer les mots socialisme ou révolution sans être pris de terribles convulsions.

Ici en Inde, c'est le pinard qui est à ce prix-là, c'est la raison pour laquelle je n'en bois que trois ou quatre fois par an, alors que je pourrais très bien me permettre d'en acheter une bouteille tous les deux jours, j'ai les moyens, mais ce serait indécent, du gaspillage, avec la bouteille de vodka je fais environ 15 cocktails, elle dure la semaine, alors que la bouteille de pinard serait vide au bout de deux jours, et puis la vodka cela me fait penser à la Russie de Lénine, non, là je déconne, dommage qu'il manque le caviar, je déconne encore.

J'en ai goûté un jour et j'ai trouvé cela dégueulasse, des tartines pleines, à gogo, et le meilleur encore, c'était gratos accompagné d'une Smirnoff quasi congelée, autant dire qu'avant d'entamer le premier plat on était tous à moitié déchiré, attention que des gens bien chez Gérard, mon employeur qui tenait un magasin de photo et réalisait parfois des reportages pour des entreprises, Air Lanka je me souviens.

Je n'étais pas cher payé mais j'étais bien nourri, il adorait la bonne bouffe et tous les midis il me payait le resto libanais, japonais, grec, turc, antillais, mexicain, indien, etc. tous les jours il changeait d'adresse, on bouffait à la carte, "*va-y choisis ce que tu veux, je m'occupe du liquide*", le pinard et l'addition. Je l'avais connu en réparant au noir son copieur, à deux pas de la place de la République à Paris. Et puis de mon côté, en amateur j'étais passionné de photo, on avait un point commun, lui c'était le niveau au-dessus. C'était un chic type, j'étais encore jeune et lui il prenait sa retraite, j'ai fait la fermeture de sa boutique, je bossais au noir évidemment. Un bon souvenir quoi.

C'est marrant, depuis des années déjà c'est à croire que les bons souvenirs sont plutôt du domaine du passé et que le futur ne se présente pas vraiment sous un angle avantageux, je dois vieillir il faut croire ; et puis dans mon trou en Inde, si je n'avais pas mon activité politique je serais vite asphyxié. Je n'en tire aucune satisfaction et je n'en attends rien, et ce ne sont pas non plus les nouvelles du vieux monde qui tombent tous les matins qui vont me procurer un peu de bonheur, ce serait plutôt le contraire, si je n'avais pas la conviction qu'on finira tout de même par s'en sortir, du merdier dans lequel on est ou la situation politique en apparence inextricable dans laquelle nous nous trouvons, combiné au capital que je me suis constitué au fil du temps, cet état de conscience ou de lucidité qui telle une flamme au fond de la mine ne s'éteint jamais sauf avec notre dernier souffle, je serais profondément désespéré et malheureux, mais tel n'est pas le cas.

Cela dit, je vais être obligé de réduire mon activité politique, car ma santé décline. Je ne peux plus rester de 6 ou 7h du matin à 23h ou plus assis devant l'écran. Je fume trop, je ne marche pas assez, je tousse comme un malade, j'ai grossi, mes yeux sont très fatigués, j'ai tout sacrifié pour développer le site et le maintenir à un bon niveau, mais là je ne peux plus continuer, surtout que personne n'a voulu me donner un coup de main.

J'ai lu sur un portail qui ne paie pas de mine franchement, dans lequel on trouve cent fois moins de documents et d'analyses que dans le mien, on en a fait le tour en trente secondes c'est pour dire, qu'ils ont lancé une souscription de 40 000 euros et qu'ils en ont déjà récolté 10 000 euros. Je me suis demandé comment c'était possible alors que je n'ai pas été foutu de récolter 10 euros avec le mal de chien que je me donne pour actualiser le site quotidiennement. Mais eux n'ont pas le défaut de parler d'eux-mêmes, de provoquer leurs lecteurs pour les faire réfléchir davantage, on n'a pas la même conception du monde non plus, ni les mêmes exigences, moi je place la barre très haut, là où se situe mon idéal, je combats la médiocrité, je l'empêche de dormir en paix, et cela très peu l'apprécient ou sont capables de le comprendre.

Je vais supprimer plusieurs rubriques à commencer par les infos en bref, on gardera uniquement les actualités en titres et les actualités du jour. Je verrai par la suite si je dois encore réduire la voilure, après tout mon boulot s'avère si ingrat que je n'ai de compte à rendre à personne, je ne dois rien à personne et c'est mieux ainsi. Je dois dormir davantage, marcher, oui marcher, bouger, cela peut vous sembler étrange, mais avec le boulot que je me tape je n'ai le temps à rien d'autre. Là je ne perds pas mon temps, je vous explique pourquoi je vais lever le pied, d'ailleurs il se fait tard et j'arrête là.

Je me dis qu'il ne sert à rien de vouloir forcer le destin, si la situation évolue dans la bonne direction tant mieux, sinon on fera avec aussi en attendant des jours meilleurs voilà tout, je me suis cassé la tête pour apparemment pas grand chose jusqu'à présent, j'en tire les leçons, sans rien changer évidemment. Chokri Belaïd n'est pas mort pour rien. On va essayer de faire mieux autrement.

Mercredi après-midi, je reviens sur ce que j'ai écrit d'un trait hier soir. Au lieu de moins bosser la semaine, je devrais peut-être plutôt l'accorder deux jours de repos pas semaine, le problème c'est que je ne suis pas foutu d'arrêter. Je vais encore y réfléchir.

[Une bonne et une mauvaise nouvelle](#)

La bonne

Les immatriculations de voitures neuves dans l'Union européenne ont connu leur plus mauvais début d'année depuis 1990, en affichant en janvier un nouveau recul de 8,6% sur un an, à 885.159 unités, a annoncé mardi l'Association européenne des constructeurs automobiles (ACEA).

La situation reste toutefois contrastée selon les pays avec, pour les principaux marchés, une forte progression au Royaume Uni (+11,5%), mais un recul en Italie (-17,6%), en France (-15,1%), en Espagne (-9,6%) et en Allemagne (-8,6%). lefigaro. fr 19.02

Sur fond d'austérité et de chômage de masse, la machine capitaliste se grippe, c'est une bonne nouvelle. Nous souhaitons l'effondrement du capitalisme, condition objective indispensable à réunir pour espérer pouvoir le liquider.

La mauvaise

Pour la deuxième année consécutive, le marché de l'électroménager publie des résultats stables. Les ventes s'élèvent à près de 15 millions de gros appareils électroménagers et 42 millions de petits appareils pour un chiffre d'affaires de plus de 7,6 milliards en progression de 0,4 % en 2012. "Ces chiffres sont la preuve d'un secteur solide porté par l'innovation", commente le Groupement interprofessionnel des fabricants d'équipement ménager (Gifam).

Le petit électroménager, de son côté, progresse de 0,8 % en valeur, après une croissance de 2,3 % en 2011 et de 5 % en 2010. A noter que les appareils inspirés du monde professionnel séduisent les Français, que ce soit dans l'univers de la cuisine (robots café, kitchen machines, etc.), du repassage (centrales vapeur, tables actives, etc.) ou de la salle de bains (sèche-cheveux à moteur AC, épilateur à lumière pulsée, etc.). lefigaro. fr 19.02

A croire que la barbarie a pris pied jusque dans chaque pièce de votre habitation : robots café, kitchen machines, centrales vapeur, tables actives, sèche-cheveux à moteur AC, épilateur à lumière pulsée, etc. j'ignore même à quoi se rapportent tous ces trucs inutiles.

J'emploie toujours la machine à café que j'avais achetée lors de mon retour en France en 1992, elle remplit toujours le même office et j'en suis satisfait, je n'ai pas du tout l'intention d'en changer.

C'est là qu'on se rend compte du niveau d'inconscience des masses, que la majorité de la population s'est embourgeoisée, pour paraphraser Engels, à un point tel qu'au lieu de combattre son ignorance, elles s'y complaisent, pour le plus grand malheur des masses les plus déshéritées dont finalement tout le monde se fout. Personnellement, j'aurais honte de vivre de la sorte, plus encore en Inde.

ACTUALITÉ DU JOUR

Faites-vous à cette idée.

Sur RFI, l'ancien ministre UMP Benoist Apparu a estimé qu'il fallait "assumer" une dégradation des "services publics à la française", en raison de la crise.

"Tant que nous n'accepterons pas d'avoir un moins bon service tout simplement parce que nous n'avons pas les moyens de le payer, on ne pourra pas s'en sortir", selon l'élU UMP. AFP 19.02

L'art de quoi ?

- La politique n'est elle que l'art de faire grandir le désir? - L'Express.fr

Ayons en mémoire, qu'au-delà de la production de la plus-value la machine capitaliste repose sur la consommation (sans laquelle le cycle du procès de production demeure inachevé), sur la création de nouveaux produits devant correspondre à de nouveaux besoins qu'elle crée elle-même si nécessaire, car ne correspondant pas forcément à un réel besoin exprimé par la population.

La publicité a pour vocation de faire naître un désir ou un besoin chez le consommateur potentiel pour lui forcer la main ou le pousser à acquérir un produit dont il pourrait très bien se passer par ailleurs ou superflu.

Ainsi de nos jours, la politique doit être assimilée à une opération de marketing réalisée pour le compte des multinationales, pour

un peu c'est à cela qu'elle se réduirait. C'est dans cette catégorie que je classerai le titre de l'Express.

Autrement, la politique, les partis institutionnels composés d'affairistes ou de philistins corrompus ou sans scrupule, ceux qui à l'extérieur vouent un culte à la légalité et en sont leurs complices, en donnent une image détestable pour en détourner les travailleurs.

Ainsi, la politique au lieu d'être un outil pour aider les masses à comprendre comment fonctionne la société pour lutter pour leur émancipation, serait plutôt l'art de rabaisser le citoyen à un être vil et individualiste, vulgairement matérialiste, inconscient, aveugle ou ignorant, il l'est déjà et il doit le rester.

La politique est plus accessible que l'économie, elle devrait servir d'apprentissage ou d'expérience pour aborder par la suite plus aisément l'économie à laquelle ramène la plupart des décisions politiques. Vaut mieux que les masses demeurent dans leur ignorance, et que la classe ou les couches moyennes continuent de prendre leurs désirs pour la réalité...

PS. Numéro d'illusionnistes. Les racleurs qui roulent pour le régime.

Alors que le fossé ne cesse de se creuser entre François Hollande, qui assume une ligne sociale-libérale, et les classes populaires, les socialistes de la Gauche populaire accélèrent leur offensive. Créé à l'automne dernier, ce mouvement coordonné par deux députés, Laurent Baumel et Philippe Doucet, et le conseiller régional d'Ile-de-France François Kalfon présente mercredi son manifeste, de même que la liste des signataires. D'abord composé d'une poignée d'élus et de chercheurs, il compterait désormais une vingtaine de parlementaires. *«C'est chez les classes populaires et les classes moyennes en décrochage que la perte de popularité de l'exécutif a été la plus forte depuis mai, note François Kalfon. Nous voulons inciter le pouvoir à infléchir sa politique pour satisfaire notre base sociale et électorale.»*

Ils écrivent dans leur *«Manifeste pour une gauche populaire»* : *«Il faut à la fois faire les réformes structurelles et douloureuses, des économies, et donner des preuves à notre électorat sur l'emploi et le pouvoir d'achat. Les ouvriers et les employés ont déjà le sentiment d'un taux d'effort important, à la limite du soutenable.»*

Pour ces trois élus, la gauche doit se débarrasser de ses *«totems»* de ses *«conforts intellectuels»*. *«Trop souvent, le PS oublie d'où il vient et pour qui il travaille. Au fond, gauche populaire, c'est un pléonasme. Mais on est obligés de le rappeler»*, poursuit Kalfon.

Les tenants d'une réconciliation du PS avec les classes populaires s'opposent au think-tank Terra Nova, auteur d'une note publiée en mai 2011 intitulée *«Gauche: quelle majorité électorale pour 2012?»*. Ce texte concluait à une mutation de l'électorat de gauche et au déclin de la *«coalition historique de la gauche, centrée sur la classe ouvrière»*. Il préconisait de cibler d'autres catégories, censées être acquises à la gauche, pour gagner la présidentielle: les diplômés et les *«bobos»* urbains, les jeunes, les minorités, les femmes.

«Non seulement on ne gagnera pas avec cette coalition mais ça ne correspond pas à l'identité de la gauche», analyse Philippe Doucet. Les trois socialistes estiment au contraire que les élections nationales se jouent sur le *«corps central de la société»*, soit ces *«couches péri-urbaines, qui ne se font pas remarquer»* sensibles à la valeur travail, à l'autorité républicaine et au redressement productif. lefigaro.fr 19.02

"Trop souvent, le PS oublie d'où il vient et pour qui il travaille", une escroquerie puisqu'il est totalement étranger à la classe ouvrière, il fait partie de ses ennemis pour en avoir fait la démonstration pendant près d'un siècle. D'ailleurs il en fait une nouvelle fois la démonstration ici, car il sait très bien *"pour qui il travaille"*, pour quelle classe, vous aurez deviné immédiatement laquelle, par celle qui devra supporter des *"réformes structurelles et douloureuses, des économies"*, la nôtre, pas celle que représente le PS puisque c'est lui qui met en oeuvre cette politique antisociale tournée contre les travailleurs au profit des capitalistes.

Ils se torturent l'esprit dans la perspective des prochaines *"élections nationales"*, en 2014, il n'y a que cela qui les intéresse, on retrouve cet argument systématiquement dans chacun de leur discours. Qu'ils s'accommodent du think-tank ultra réactionnaire et sioniste Terra Nova (voir les causeries des jours précédents), en dit long sur les véritables intentions de cette vermine dite de gauche. Passons, nous perdons notre temps.

Pour 300 euros d'économie "par voiture produite en France"... mais pas seulement.

Renault a bouclé mardi la *"réunion de la dernière chance"* pour convaincre sur son projet d'accord de compétitivité, la parole revenant désormais aux syndicats qui se prononceront dans les prochaines semaines.

Ce projet d'accord, potassé de longue date par la direction et discuté avec les syndicats depuis l'automne, *"permettra de doter Renault d'un socle solide et durable pour ses activités industrielles, ingénieries et tertiaires en France"*, a assuré Gérard Leclercq, direction des opérations France, en échange d'efforts consentis par les salariés.

"Si nous arrivons à un accord, la mise en oeuvre des mesures proposées nous fera gagner environ 300 euros par voiture produite en France", dit-il.

Alors que le texte du projet doit être remis mercredi aux syndicats, avant une signature éventuelle dans les prochaines semaines, la direction a réitéré mardi ses engagements en cas de réussite de l'accord: aucune fermeture d'usines en France, 8.260 suppressions de postes d'ici 2016 (7.500 suppressions d'emplois nettes) sans recourir à un plan social ni à un plan de départs volontaires, attribution à des usines françaises de 80.000 véhicules supplémentaires venant de partenaires (qui pourraient être Nissan et Daimler), maintien des activités coeur de métier (ingénierie et tertiaires) en France.

La direction s'est engagée, en cas d'accord, à "assurer un niveau de production minimum de 710.000 véhicules par an à l'horizon 2016, dont 110.000 à l'usine de Flins, qui bénéficierait de la localisation de versions de Clio IV à forte valeur ajoutée".

Le projet d'accord complet sera présenté mercredi aux syndicats. Le texte devrait ensuite être présenté pour consultation au comité central d'entreprise et dans les comités d'entreprise des filiales concernées (à la mi-mars, selon une source syndicale), "préalable à la signature entre les organisations syndicales et le président du groupe Renault, Carlos Ghosn", a indiqué la direction, selon qui "cette signature pourrait intervenir dans les prochaines semaines".

Sous la pression de syndicats qui exigeaient des engagements écrits sur les volumes de production, la direction avait indiqué que des productions de versions conduite à droite de Clio IV actuellement assurées par le site de Bursa (Turquie) seraient rapatriées et qu'une partie de la production assurée par le site de Caccia au Portugal, serait transférée à Cléon.

Après avoir également accepté que le déplacement de salariés d'un site à un autre se fasse uniquement sur la base du volontariat, la direction est revenue mardi sur certains points de la politique salariale. Elle a ainsi renvoyé aux négociations annuelles la question des augmentations salariales pour 2014 et 2015.

La semaine dernière, alors que les négociations peinaient à trouver une issue favorable, le PDG de Renault, Carlos Ghosn, avait proposé de différer à fin 2016 le paiement de 30% de la part variable de sa rémunération de l'an passé, en cas d'accord (en 2011, la part variable de son salaire était de 1,59 million d'euros et la part fixe de 1,23 million). "Il ne s'est pas engagé sur plusieurs années, alors on ne voit pas pourquoi les salariés devraient en faire autant", a relevé Dominique Chauvin, délégué central CFE-CGC.

Comme FO, le syndicat de cadre (majoritaire dans le groupe) ne s'est pas engagé mardi, voulant sonder les équipes, et faire étudier le texte de projet d'accord par des juristes avant de se prononcer.

La CGT a appelé les salariés à "exprimer leur point de vue". Dans un communiqué, la centrale dénonce cet accord, qu'elle qualifie de "nouvelle régression sociale", ainsi que "la délocalisation et externalisation des métiers déclarés non coeur de métier à l'ingénierie avec 2.500 suppressions dans l'ingénierie de Renault. Il n'existe donc aucune contrepartie aux reculs sociaux imposés par cet accord", estime la CGT.

La CFDT a jugé de son côté dans un communiqué le projet d'accord "globalement équilibré", le syndicat précisant qu'il arrêterait sa position sur la signature "après consultation de ses équipes".

Pour être validé, l'accord doit être signé par au moins deux syndicats représentant 30% des salariés. La CFE-CGC dispose de 29,7% des voix des salariés devant la CGT (25,2%), la CFDT (19,1%) et FO (15,6%). AFP 19.02

Soyons lucide. Pour que la CFE-CGC soit le premier syndicat chez Renault avec 29,7% des voix des salariés et que la CFDT en obtiennent 19,1%, soit à eux deux 49, 88% cela confirme que nous sommes bien en présence de l'aristocratie ouvrière. Bénéficiaire de rémunérations et d'avantages sociaux (conventions collectives, CE, etc.) largement supérieurs à ceux de la classe ouvrière et qui leur permettent d'avoir un niveau de vie relativement confortable, comme dans toutes les grandes entreprises, n'étant pas menacés par des licenciements, ils ne sont pas vraiment poussés à devenir de farouches révolutionnaires.

S'ils se mobilisaient contre cet accord, on les soutiendrait.

[Si c'est pour faire des économies pour le compte des actionnaires...](#)

Tout va bien...

Pour la première fois de l'histoire du groupe, les ventes ont dépassé l'an dernier la barre des 20 milliards d'euros (20,86 milliards EUR), en hausse de 5,4% sur un an. Le groupe a réalisé un bénéfice net 2012 quasi stable à 1,8 milliard d'euros, mais sa marge opérationnelle courante s'est inscrite en baisse de 0,5 point et devrait continuer à reculer en 2013.

... la preuve...

Le titre Danone gagnait près de 5% ce matin à la Bourse de Paris.

... si l'on veut.

Le groupe agroalimentaire a annoncé mardi son intention de supprimer "environ 900 postes managériaux et administratifs", soit 10% de ses effectifs cadres en Europe, dans le cadre de son plan d'économies de 200 millions d'euros sur deux ans dévoilé en décembre.

Ce plan, qui vise à faire face à la baisse de consommation sur le Vieux continent, sera présenté aux organisations syndicales à compter de ce mardi. Il privilégiera "*la mobilité interne et des départs volontaires*", précise Danone dans un communiqué. AFP 19.02

ACTUALITE EN TITRES

[Si ce sont eux qui disent que Hollande est pire Sarkozy...](#)

- Adhésion à l'UE: la Turquie satisfaite du "*début de changement*" de la France - L'Express.fr

[Non, sans blague, en voilà une découverte !](#)

- Pesticides: dangers pour les ouvriers viticoles et pour les riverains - L'Express.fr

[Individualisme exacerbé. Une histoire de grues. Que dire des mères-grues !](#)

- Divorce: furieuses, les féministes s'insurgent contre les "*pères-grues*" - AFP

- Derrière le droit des pères, le masculinisme - Slate.fr

- Droits des pères: "*Serge Charnay me donne la nausée*" - L'Express.fr

Le Grand Robert. Grue : prostituée, putain. Du régime !

Leur société engendre une multitude de drames familiaux dont les pères, les mères et les enfants sont finalement les victimes innocentes. Au lieu de faire preuve d'un minimum de discernement pour en atténuer les conséquences ou mieux pour les éviter, certains s'emploient à en manipuler les différents acteurs pour mieux les dresser les uns contre les autres au détriment de leurs intérêts respectifs et ceux de leurs enfants.

Je suis passé par un divorce (forcé) et la séparation de ma fille que j'adore toujours, comme sa mère d'ailleurs, Ce fut très douloureux, ce fut un déchirement, je ne m'en suis jamais vraiment remis. Mais bon, j'ai mis cela sur le compte de cette société pourrie et non sur le dos de mon ex-compagne. D'ailleurs c'est bien simple, elles font partie de mes lectrices et elles vont sans doute lire ces lignes, elles savent aussi combien elles me manquent. C'était il y a 23 ans et je pense à elles tous les jours depuis, comme quoi je ne suis pas rancunier ou un sale con. Mon bonheur c'est de les savoir heureuses, le reste passe au second plan.

On vit dans une société où l'immense majorité de la population vit dans une profonde ignorance, a été maintenue volontairement dans cet état-là pour mieux la soumettre, donc exigez d'elle qu'elle fasse la part des choses, c'est indécent, c'est exigez l'impossible pour finalement s'attaquer aveuglément et injustement à l'une ou l'autre de ces couches qui partagent au moins une chose, le même malheur ou les mêmes souffrances, pendant ce temps-là les tenants du régime comptent les points et se frottent les mains, au moins ils sont épargnés.

[Ne serait-ce pas contraire à la réglementation des affameurs de l'UE ?](#)

- Les associations d'aide alimentaire prêtes à récupérer les plats à la viande de cheval - Liberation.fr

[Il n'y a pas de petits profits !](#)

- Les pizzas rétrécissent avec la crise - LeFigaro.fr

[La grenouille qui voulait se faire aussi grosse qu'un boeuf.](#)

- Une grenouille nichée dans une salade Buffalo Grill - Le Nouvel Observateur

[Le populisme antichambre de l'extrême droite](#)

- Beppe Grillo électrise 30.000 supporters à Milan - Reuters

En France, les "*humoristes*", dont le niveau ne dépasse pas le caniveau, font du fric en ridiculisant les fonctionnaires, ce n'est pas nouveau non plus, les masses ignorantes n'y voient que du feu, tandis que cela entretient la division de la classe ouvrière, cela vaut bien des rémunérations faramineuses au cinéma. Tout cela se passe inconsciemment, pas toujours, il faut bien un bouc émissaire histoire de rigoler.

Là, ce bouffon vulgaire s'en prend régulièrement au mouvement ouvrier qui le mérite certe tellement il est pitoyable, certes, non pas pour qu'il s'améliore et qu'il fasse correctement son boulot, mais pour le compte de la réaction... et le sien... en banque. Sans cette distinction on sera victime d'une terrible confusion ou amalgame. En passant, c'est le drame des ouvriéristes à l'esprit étroit ou borné.

[On n'a jamais vu des boeufs dans un cirque.](#)

- Remède de cheval contre les fraudeurs - 20minutes.fr

[Criminels "*sans précautions*" inutiles.](#)

- Elevage: la FNSEA hostile au retour des farines animales sans précautions - AFP

[De de Gaulle à Hollande la monarchie n'a jamais perdu espoir.](#)

- Rebâtir Saint-Cloud, une idée pas si folle - LeParisien.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

Le Premier ministre tunisien, l'islamiste modéré Hamadi Jebali, a démissionné mardi après l'échec de son projet de formation d'un gouvernement de techniciens visant à mettre fin à la crise politique qui secoue le pays.

Hamadi Jebali est le secrétaire général du parti islamiste modéré Ennahda "*Mouvement de la renaissance*". Il avait été nommé Premier ministre il y a 15 mois après la victoire d'Ennahda aux premières élections libres à se tenir en Tunisie après la révolution qui avait lancé le mouvement des printemps arabes et conduit au renversement du président Zine El Abidine Ben Ali.

L'assassinat de Chokri Belaïd, qui n'a pas été revendiqué, a accru les doutes des partisans d'une société qui accusent le gouvernement de ne pas avoir montré une attitude suffisamment ferme avec les extrémistes religieux. Sa famille avait toutefois montré du doigt Ennahda, qui a nié toute implication.

Pour sortir de l'impasse créée par la mort de Chokri Belaïd, Hamadi Jebali avait proposé de former un gouvernement d'experts sans appartenance politique revendiquée avant l'organisation de nouvelles élections. Mais il avait annoncé cette initiative sans consulter son propre parti, Ennahda, ni les deux petits partis de gauche partenaires de la coalitions au pouvoir.

Il avait menacé de démissionner en cas d'échec. Or Ennahda a rejeté l'idée d'un gouvernement de techniciens.

Selon les spécialistes, le président Moncef Marzouki nommera un nouveau Premier ministre chargé de constituer un gouvernement, vraisemblablement un membre d'Ennahda, dans deux semaines.

En attendant, le gouvernement Hamadi Jebali expédiera les affaires courantes.

Le parti du président Marzouki, le Congrès pour la République (CPR, gauche laïque), a quitté le gouvernement le 10 février. Il comptait trois ministres.

L'autre parti soutenant le gouvernement, Ettakatol, dispose de trois portefeuilles dans le gouvernement sortant.

Le président d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a indiqué que le parti souhaitait voir à nouveau Hamadi Jebali à la tête d'un nouveau gouvernement de coalition.

En annonçant sa démission, Hamadi Jebali a déclaré qu'il ne dirigerait pas un autre gouvernement sans obtenir des garanties sur les nouvelles élections et la nouvelle constitution. Reuters 19.02

2- Israël

Ces derniers jours le régime sioniste a livré des appareils et équipements électroniques sensibles pour 200 milliards de dollars à la Turquie pour leur utilisation par l'armée dans des avions de reconnaissances militaires.

Ces équipements augmentent le niveau de la capacité tactique et de combat des forces armées de ce pays. Cette démarche sera un commencement pour l'amélioration des relations bilatérales des deux pays, a estimé le Porte-parole du ministre de la guerre du régime sioniste, en confirmant cette information. french.trib.ir 19.02

3- Liban

Une caricature géante du roi Abdallah d'Arabie saoudite, suspendue quelques heures durant à un pont à Jal el-Dib, au nord de Beyrouth, a suscité mardi la curiosité des automobilistes et des passants, ainsi que des embouteillages.

La caricature représente le souverain wahhabite sur une carte de jeu, en lieu et place du roi de pique, portant une épée maculée de sang. Aucun détail n'a pu être obtenu dans l'immédiat sur l'origine de ce dessin. french.trib.ir 19.02

4- Venezuela

Les organisations sionistes du Venezuela ont, vertement, critiqué le gouvernement, pour avoir décidé de surveiller leurs activités.

Les organisations en question agissent, depuis longtemps, sous couverture d'institutions juives, et, souvent, dans le sens des intérêts d'Israël, ce qui suscite la méfiance de nombreux gouvernements, dont celui du Venezuela. La situation stratégique de ce grand pays producteur de pétrole en fait une proie favorite, pour le Sionisme international. Les services de sécurité et de renseignement vénézuéliens ont pu obtenir des informations concernant les activités suspectes de ces organisations et leur possible implication, dans les troubles, qui surgissent, de temps à autre, à travers le pays. *"Nous regrettons, profondément, le fait que le gouvernement de Caracas ait placé sous surveillance les institutions juives ou toute entreprise ayant des relations avec Israël"*, affirme Abraham Faxman, Chef de l'Association anti-diffamation, l'une de ces instances de lobbying pro-sioniste.

Foxman a menacé Chavez et son gouvernement de représailles et s'est lancé dans une diatribe anti-Chavez, sans précédent : *"Cela fait dix ans que Chavez persécute les Juifs et répand la haine anti-sémite, à travers son pays. Il est temps qu'il cesse ses actions, sinon il pourra s'attendre à des représailles"*. french.trib.ir 19.02

Il en va de même de la plupart des ONG, toutes s'agitant des plus importantes.

Elles font le même boulot immonde en sous-main que les missionnaires autrefois ou certains explorateurs, qui de retour au bercail renseignaient monarques ou puissants seigneurs de guerre, riches commerçants, les premiers bourgeois, sur les richesses qu'ils avaient découvertes puis répertoriées dans les contrées qu'ils avaient traversées et le niveau de développement de la population indigène, pour ensuite organiser de nouvelles expéditions afin de les piller et soumettre cette population sans défense, détruire leur culture...

Aujourd'hui les ONG servent de couvertures aux activités illégales des services de renseignement infiltrés dans des pays comme le Venezuela, la Bolivie, Equateur, etc. quand ils n'ont pas directement infiltrées ces ONG. Elles servent aussi de bases arrière à des militants du mouvement ouvrier qu'ils manipulent et qui luttent contre le gouvernement en place, quand il n'est pas favorable aux intérêts de leur pays d'origine.

SOCIAL

France

1.1- Le Groupe Express-Roularta va supprimer 80 postes.

L'éditeur de presse magazine Groupe Express-Roularta a présenté ce matin un «projet stratégique» comprenant une série de mesures visant à «s'adapter à la mutation du secteur» et à réduire ses coûts.

La filiale du belge Roularta Media group, qui édite notamment en France les magazines L'Express, L'Expansion, Lire, Maison Côté sud ou encore Maison Française, a annoncé à l'issue d'un comité d'entreprise extraordinaire «un plan de sauvegarde de l'emploi» (PSE) qui «pourrait conduire à la réduction de moins de 80 postes», soit 10% de la masse salariale du groupe qui emploie quelque 750 personnes à Paris.

Express-Roularta va engager avec les partenaires sociaux une procédure d'information-consultation qui devrait démarrer le 26 février, a-t-il précisé dans un communiqué. lefigaro. fr 19.02

1.2- Mobilisation des inspecteurs du travail.

Les agents de l'inspection du travail se sont mobilisés lundi, à l'appel de la CGT, de la FSU et de SUD, contre un plan de réorganisation qui va, disent-ils, "fragiliser l'inspection du travail", ce que récuse le ministère. Selon SUD, une centaine d'agents ont manifesté à Lyon et Toulouse et environ 250 devant les locaux de l'administration centrale du travail (Dagemo), dans le XVIe à Paris. Au niveau national, le ministère du Travail a indiqué que la grève avait été suivie par 15,5% des agents en moyenne.

Les syndicats protestent contre une "restructuration ubuesque du ministère" qui vise à requalifier les postes de 540 contrôleurs en postes d'inspecteurs du travail (grade plus élevé) d'ici à 2015. Ils réclament que l'ensemble des 3.200 contrôleurs bénéficient d'une revalorisation, dénonçant une disparition programmée de ce corps. Un proche du ministre du Travail Michel Sapin a affirmé de son côté à l'AFP que le plan de requalification "ne supprime aucun poste".

La mesure ouvrant la voie à la requalification des postes de contrôleurs a été introduite sous la forme d'un amendement au texte sur les contrats de génération adopté au Parlement jeudi dernier. Mais l'UMP a déposé un recours au Conseil constitutionnel sur ce point qu'elle estime sans rapport avec l'objet du texte.

Les syndicats à l'origine de l'appel à la grève craignent que ce plan s'accompagne d'une réforme plus globale de l'inspection du travail avec notamment une spécialisation des agents sur des domaines comme l'amiante ou le travail dissimulé, là où les inspecteurs sont aujourd'hui compétents sur un territoire. Selon le proche du ministre, une telle idée relève du "fantasme". Dans un courrier interne aux services du Travail en région vendredi, le ministère a "démenti" l'existence d'un "plan Sapin secret". "La concertation se poursuivra jusqu'en mai. A l'été, le ministre prendra des décisions", a précisé la source en affirmant que Michel Sapin suivait une "démarche de remotivation" des agents alors qu'à son arrivée "le malaise était profond".

Selon les dernières données disponibles, la France compte environ 2.200 agents dans les sections d'inspection du travail, dont 700 inspecteurs et 1.500 contrôleurs. D'autres agents de contrôle exercent des missions liées notamment au renseignement aux usagers ou à la politique publique de l'emploi. AFP 18.02

Pour un peu les inspecteurs du travail engagés dans cette bataille verseraient dans la théorie du complot, Sapin ferait bien d'arrêter de regarder France 5 et les documentaires nauséabonds de C. Fourest ! Cela vaut aussi pour Le Drian.

Décidément, à court d'arguments le gouvernement social-libéral accusent pour un oui ou non les opposants à sa politique d'être sous l'emprise de "fantasmes". Quelques jours auparavant c'était le ministre de la Guerre qui avait affirmé que prétendre que le Qatar soutenait les djihadistes relèverait de «fantasmes». (causerie du 16 février)

Bref, les inspecteurs du travail et les multiples témoins sur le terrain dans différents pays (Syrie, Libye, Egypte, Tunisie, Malie, etc.) où agissent ces mercenaires barbares pour le compte des impérialismes occidentaux recrutés et financés par le Qatar notamment, y compris à l'ONU, seraient victimes de leur imagination débordante.

Quel discours tiennent ceux qui défendent les théories officielles et qui ne tiennent pas à ce que la vérité parvienne jusqu'aux masses, tout en qualifiant leurs auteurs de complotistes ou conspirationnistes, d'ennemis de la démocratie, etc. ? Le même.

2- Suède

Le taux de chômage suédois a augmenté en janvier, s'établissant à 8,4% contre un taux révisé de 7,6% en décembre, selon les chiffres publiés mardi par le bureau de statistiques.

Corrigé des variations saisonnières, ce taux est inchangé à 8,0%. Lefigaro.fr et Reuters 19.02

Ah ben alors, et le "*modèle social*" à la sauce scandinave : ce n'était pas du boeuf mais de l'âne !

3- Grande-Bretagne

Des journalistes de la BBC ont observé lundi une grève de 24 heures pour protester contre des licenciements, un mouvement qui a provoqué l'annulation de plusieurs programmes, dont deux émissions phares de radio et télé consacrées aux informations matinales.

Les grévistes répondaient à l'appel du Syndicat national des journalistes (National Union of Journalists, NUJ) après l'échec de négociations pour le redéploiement de 30 salariés qui risquent d'être licenciés. Des emplois sont menacés à BBC Scotland, Radio Five Live, Asian Network et au World Service.

En raison de la grève, plusieurs émissions de Radio 4 - dont la matinale Today et le programme de mi-journée World at One - ainsi que BBC Breakfast à la télévision ont été annulées et remplacées par des programmes pré-enregistrés. La BBC, plus grand groupe audiovisuel public du monde, est soumise à une cure d'austérité qui l'oblige à faire 20% d'économies d'ici 2017 et qui se traduit par la perte d'environ 2.000 emplois d'ici 2017. AFP 18.02

4- Grèce

Près de 1.900 fonctionnaires grecs inscrits l'an dernier dans un programme de "*flexibilité de l'emploi*", dans le cadre d'un accord avec les créanciers internationaux d'Athènes, resteront finalement dans la fonction publique, a annoncé lundi le gouvernement grec.

Lundi soir, le ministère grec de la Réforme administrative a annoncé avoir trouvé pour eux environ 2.400 emplois potentiels, surtout dans les hôpitaux, les tribunaux, les prisons et les services administratifs de la police. Pour obtenir l'aide internationale, la Grèce au bord de la faillite s'est engagée à réduire fortement les effectifs de la fonction publique. Reuters 18.02

5- Bulgarie

En Bulgarie, des milliers de manifestants ont jeté des œufs et des tomates vers les bâtiments publics pour protester contre la hausse des prix de l'électricité et du chauffage. Les manifestants ont crié les mots « *mafia* » et « *démission* ».

A Sofia, les manifestants ont également brûlé publiquement leurs factures d'électricité. Les manifestants ont exigé des autorités de rompre les contrat avec les principaux fournisseurs d'électricité sur le marché bulgare, ce sont les sociétés tchèques CEZ et Energo-Pro, ainsi que la compagnie autrichienne EVN.

Les manifestants ont déchiré les portraits de leur Premier ministre, Boïko Borissov. french.trib.ir 19.02

Peut-être que les sionistes alliés de ce régime mafieux vont déclaré que c'est encore un coup du Hezbollah, qui sait ? On plaisante... à peine.

ECONOMIE

1- Zone OCDE

Le produit intérieur brut (PIB) de la zone OCDE s'est contracté de 0,2% sur les trois derniers mois de 2012, sa première baisse depuis près de quatre ans, en raison principalement du recul de l'activité en Europe, montre l'estimation publiée mardi par l'organisation. Le PIB de la zone OCDE avait progressé de 0,3% au troisième trimestre.

Il faut remonter au premier trimestre 2009 pour retrouver une contraction de l'économie des 34 pays composant l'OCDE. Le PIB avait alors chuté de 2,3% par rapport aux trois mois précédents, sous le coup de l'éclatement de la crise financière. Lefigaro.fr et Reuters 19.02

2- Tunisie

L'agence de notation Standard and Poor's a abaissé d'un cran la note souveraine de la Tunisie à "BB-" contre "BB", assortie d'une perspective négative en raison de la crise politique qui secoue le pays. "*Nous estimons que les tensions politiques ont fortement augmenté, augmentant les risques pour la transition démocratique en Tunisie*", explique l'agence dans un communiqué aujourd'hui. AFP 19.02

[Haut de page ↗](#)

Le 21 février

CAUSERIE

On fera un point sur la situation sociale et politique dans quelques jours. Quelques réflexions en vrac.

- En Grèce la situation est révolutionnaire... sans révolution, cela méritera une explication.

- Ceux qui dirigent le monde savent dans quel état lamentable se trouve le mouvement ouvrier... et ils en profitent, l'air de rien ils progressent, lire l'article sur l'UE mis en ligne aujourd'hui.

- Les masses peuvent se mobiliser, dix fois, cent fois, mille fois, il y a déjà eu plus de 5.000 manifestations en Grèce qui est un petit pays, sans que cela ne change quoi que ce soit, à croire que les bonnes questions n'ont jamais été posées. Question : pourquoi ?

Avez-vous remarqué qu'aucun parti ne défend plus le socialisme ? Mais où sont passés les révolutionnaire ?

La réaction passe à l'offensive sur tous les fronts, il va donc falloir s'attendre à de nouvelles guerres.

Au fait, si vous appréciez le site, n'hésitez pas à m'envoyer un courriel de soutien. Et faites-le connaître autour de vous ou auprès des portails sur lesquels vous vous connectez, les idées du socialisme doivent circuler, le combat continue...

J'arrête là, je vais aller voir ce qui se passe en ville, c'est le deuxième jour de la grève générale ici en Inde. Je mettrai ce soir mes causeries corrigées des 11 derniers jours au format pdf.

Le saviez-vous ?

1- Des chercheurs de l'Université d'Harvard ont trouvé que le fluorure, substance trouvée dans l'eau, pouvait faire baisser le QI. Ils expliquent ainsi dans le journal *Environmental Health Perspectives* : "*Nos résultats ont démontré la possibilité qu'une exposition au fluorure soit néfaste au neurodéveloppement des enfants. Nous avons trouvé une relation significative entre le niveau de fluorure dans l'eau et le QI des enfants.*" (123news.fr 20.02)

D'autres chercheurs ont déjà publié des études et qui étaient parvenues aux mêmes conclusions.

2- Une découverte significative de l'Université de l'État de Washington montre que l'ail est 100 fois plus efficace que deux antibiotiques populaires pour combattre des maladies causées par des bactéries responsables de toxi-infections alimentaires.

Leur travail a été publié récemment dans le *Journal de Chimiothérapie Antimicrobienne*, une suite des précédentes recherches de l'auteur dans *Microbiologie Appliquée à l'Environnement* qui a démontré de manière concluante qu'un concentré d'ail était efficace pour inhiber la croissance de la bactérie *Campylobacter jejuni*.

L'une des découvertes les plus intéressantes est que l'ail augmente le niveau global d'antioxydants dans le corps. Scientifiquement connu sous le nom d'*Allium sativa*, l'ail est célèbre dans l'histoire pour sa capacité à combattre les virus et les bactéries. Louis Pasteur a remarqué en 1858 que les bactéries mourraient quand elles étaient arrosées d'ail. Depuis le Moyen-Âge, l'ail a été utilisé pour guérir les blessures, broyé ou en tranches et appliqué directement sur les blessures pour inhiber la propagation de l'infection. Les russes nomment l'ail, la pénicilline russe.

Xiaonan Lu, un chercheur docteur en sciences et auteur principal de l'article, et ses collègues, ont observé la capacité du disulfure de diallyle à tuer les bactéries quand elles sont protégées par un biofilm visqueux (sécrété par la bactérie, NdT), ce qui les rend 1000 fois plus résistantes aux antibiotiques que les cellules bactériennes flottant librement. Ils ont découvert que le composé peut facilement pénétrer le biofilm protecteur et tuer les cellules bactériennes en se combinant avec un enzyme contenant du soufre, et de ce fait changer la fonction de l'enzyme et bloquer efficacement le métabolisme de la cellule.

Les chercheurs ont découvert que le disulfure de diallyle était aussi 100 fois plus efficace que les antibiotiques appelés érythromycine et ciprofloxacine et qu'il agit souvent en un temps record.

Deux travaux précédents publiés l'an dernier par Lu et ses collègues de l'université en Microbiologie Environnementale et Appliquées et en Chimie Analytique ont montré que le disulfure de diallyle et d'autres composés organo-sulfurés tuaient efficacement des pathogènes d'origine alimentaire tels que le *Listéria Monocytogènes* et *Escherichia Coli O157 : H7*.

La substance naturelle peut aussi être obtenue sans l'introduction artificielle de produits chimiques dangereux qui perturberaient ses capacités de réduction des maladies.

Ironiquement, beaucoup de chercheurs pensent que les antibiotiques peuvent être l'un des nombreux facteurs qui contribuent à obstruer les intestins des jeunes enfants. (wikistrike.com 06.02.13, source : wakingtimes.com)

[Des « Jours heureux »... en régime capitaliste. Pour qui ?](#)

Le M'PEP associé au PRCF a cru bon de sortir un article intitulé *Pour que reviennent des « Jours heureux »!*, non ce n'est pas un canular, apparemment on ne vit pas dans le même monde.

J'ai 57 ans, à part 1975, l'année de mes 20 ans qui marqua l'apogée de mon insouciance d'adolescent déjà bourré de problèmes, sans oser imaginer mon avenir qui me faisait cauchemarder, c'est d'ailleurs sans doute la principale raison pour laquelle je me suis laissé tenter par la drogue, pour l'oublier, pour refuser de penser que je serais voué à connaître le même destin que mes parents chez lesquels je vivrais encore quelques mois.

J'ai passé de bons moments, j'ai vécu des instants de bonheur, j'ai conservé quelques bons souvenirs, mais des « *Jours heureux* » comme s'ils avaient duré une éternité, je ne m'en rappelle pas, j'ai dû passer à côté de quelque chose sans doute, je n'avais pas dû naître au bon moment dans le bon endroit ou je dois faire partie de ces gosses de familles pauvres qui à chaque époque sont sacrifiés et dont personne ne parle comme s'ils n'avaient jamais existé.

Vous m'excuserez de ne pas être nostalgique d'un passé que je n'ai jamais connu.

Dans le milieu ouvrier pauvre où j'ai grandi, les moments de bonheur étaient rares, les difficultés pour survivre innombrables, c'est d'autant plus cruel quand on est gosse qu'on ne comprend pas pourquoi, c'est quelque chose qui vous marque à vie.

Je vais même vous dire un truc à vous qui ignorez apparemment tout de la vie des ouvriers, c'est que les petits plaisirs, pas chers de préférence, on n'a pas le choix, on se les offre presque en se forçant pour garder le moral, c'est une compensation qu'on s'octroie et qui nous coûte, on ne pense pas au prix sur le coup, mais après, du coup je n'irais pas jusqu'à dire que cela en gâche la saveur mais presque immédiatement on a un goût amer dans la bouche, je ne sais pas si vous saisissez l'impression générale qui s'en dégage, tout ce que je peux vous assurer c'est qu'on est très loin de couler des « *Jours heureux* ».

Je repensais au dimanche matin, quand je descendais à pied les six étages pour aller acheter une baguette toute chaude à la boulangerie rue de Provence, tandis que mon père était encore couché ; il était si crevé de sa semaine de boulot, il bossait même le samedi, qu'il faisait la grâce matinée tous les dimanches matins, à l'époque je devais avoir 10 ans, lui moins de la quarantaine et déjà sur la pente descendante. Il prenait son petit-déjeuner au lit, un grand bol de café noir et ma mère préparait les tartines recouvertes d'une fine couche de beurre. Voilà en quoi consistait nos « *Jours heureux* ». Le reste du temps, c'était à pleurer, je préfère passer. On habitait sous les toits de Paris dans deux minuscules chambres de bonne au fond d'un couloir interminable et lugubre, sans confort évidemment.

Si j'en suis redevable à André Breton, c'est d'avoir décrit simplement comment on pouvait trouver son bonheur à travers une expérience en apparence insignifiante, exercice auquel l'ouvrier se livre pour ne pas sombrer totalement dans la déprime tant sa condition est insupportable et injuste. Je voudrais ajouter un dernier mot, car le slogan du M'PEP me reste coincé en travers de la gorge.

Les moments de bonheur que l'ouvrier peut vivre, c'est lui qui se les procure et non cette société détestable qui lui offrirait, de la même manière que c'est lui qui crée les richesses, il ne lui doit rien, c'est elle qui lui doit tout, or il ne reçoit que des miettes ou des coups. On voudrait nous faire croire qu'il en aurait été autrement autrefois, c'est une imposture ou c'est fort maladroit.

Le programme du M'PEP est nationaliste, social-patriote, collaborationniste avec l'ennemi de classe, teinté de stalinisme et de corporatisme. Toute la panoplie y passe.

Pour le réaliser il faudrait sans distinction de classe que "*les citoyens et les résidents de toutes origines et de toutes sensibilités*" se rassemblent dans un sursaut national pour sauver la patrie, le pays, la "*nation française*" qui devrait se "*réconcilier*" avec "*sa devise révolutionnaire* : « *liberté, égalité, fraternité* » " comme si l'évolution du capitalisme pouvait encore s'en accommoder

puisqu'il n'est nullement question de le liquider, "unir" dans une même ferveur patriotique "le drapeau tricolore au drapeau des luttes sociales" en guise de lutte de classe, cela s'appelle la collaboration de classes ou le corporatisme, mêlant "les résistances sociales, civiques et patriotiques, pour une République sociale, souveraine et fraternelle", répétons-le, comme s'il était possible de changer le cours de l'économie alors qu'elle est placée sous le joug de l'oligarchie financière internationale et sans rompre avec elle, sans que le prolétariat renverse le régime en place et prenne le pouvoir politique, sans révolution sociale et politique, un programme étranger au marxisme et au socialisme qui leur tourne résolument le dos.

A cheval sur les principes que cela vous plaisent ou non

Qu'ont en commun le maire PS de Castelnaudary, le secrétaire départemental de la CFDT, et Lucien Gauthier dirigeant du POI (IO n°239 page 16) ? Falsifier les faits pour défendre chacun leur petite boutique.

Commençons par les faits, extrait du dernier article en date de l'AFP, hier 20 février :

- Selon la répression des fraudes, Spanghero a triché sur l'étiquetage de la viande et a sciemment revendu du cheval pour du boeuf à des sociétés comme Comigel, fabricant de lasagnes pour Findus. AFP 20.02

En effet, les enquêteurs en se penchant rapidement sur la comptabilité de Spanghero sont trouvés sur des factures comportant le code "0205 0080" utilisé pour la viande de cheval et non celui "0201" ou "0202" utilisés pour le boeuf. (voire causerie du 17 février)

Cela n'a pas empêché hier Jean-Luc Fraisse, secrétaire départemental de la CFDT, d'affirmer à la presse qu'il s'était "défendu de vouloir mettre en accusation les dirigeants de Spanghero" pris la main dans le sac, l'union sacrée avec le patronat ne doit pas souffrir d'exception, on comprend.

Quant à Lucien Gauthier, sans surprise il a tenu un discours similaire consistant à noyer le poisson en détournant la responsabilité avérée de cette fraude sur... l'Union européenne, en endossant pour l'occasion la casquette de l'ouvriériste de service :

- "Bref, pour des lasagnes, cinq intervenants à l'échelle européenne (Roumanie, Chypre, Hollande, France, Luxembourg). L'Union européenne a estimé en l'état ne pas devoir changer la réglementation sur ses produits. Certes, on va trouver un coupable ici, un fraudeur là, on a désigné l'entreprise Spanghero (et qui va payer les 300 travailleurs sur le carreau ?)."

Je suggère le POI et la CFDT pour payer les salaires aux employés de l'entreprise Spanghero, puisqu'ils prennent la défense de son patron et s'en font donc le complice après coup.

Pourquoi les salariés ne prendraient-ils pas le contrôle de l'entreprise en expropriant son patron, sans indemnité cela va de soi ? A vouloir à tout prix respecter la légalité, la légitimité du capitalisme qui n'en a aucune à l'exception de celle qu'il s'accorde lui-même, on en vient à être incapable de le combattre, pire, à en prendre la défense. CQFD.

Ce sont les faits, rien que les faits.

Lucien Gauthier est un trotskiste, ne rigolez pas, c'est vrai, à sa manière, comme Thorez était communiste ou Blum socialiste. Il est rédacteur en chef d'*Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du POI. Mais là il ne fait manifestement pas dans l'information mais dans la désinformation en tentant une nouvelle fois de détourner travailleurs et militants des véritables responsables de cette arnaque, car Spanghero a remplacé les étiquettes comportant le code "0205" correspondant à du cheval par des étiquettes comportant le code "0201" ou "0202" correspondant à du boeuf, il n'y a donc pas photo à l'arrivée comme on dit.

Le problème des dirigeants du POI, comme ceux des autres partis d'ailleurs, c'est qu'ils sont tellement obnubilés par la nécessité de justifier leur politique qu'ils sont prêts à faire feu de tout bois pour parvenir à cet objectif. Peu importe pour eux les faits ou la vérité, ils doivent se plier à cette exigence quitte à les maquiller ou les occulter. Ils en arrivent à brader tous leurs principes pour finalement ne pas valoir mieux que les autres dirigeants du mouvement ouvrier.

La question qui était posée ici n'était pas la dérèglement européenne ou le circuit invraisemblable que peut emprunter un produit avant d'atterrir dans l'assiette du consommateur ou le panier de la ménagère (cela va faire bondir les féministes qu'on emmerde), mais le fait de savoir si la direction de l'entreprise Spanghero était ou non coupable de malversation.

Non, ce n'est pas la troïka, Bruxelles, Berlin, Washington qui est responsable de la situation sociale dans laquelle se trouvent les travailleurs grecs, portugais, espagnols, italiens, belges, français, etc. c'est le capitalisme et leurs représentants dans leur pays respectifs, l'Etat, les institutions politiques au service du capital. Nous ne sommes pas dupes monsieur Gauthier, votre parti veut nous balader ici ou là on ne marche pas, on a les pieds trop sensibles, cela doit être dû à la fatigue, un état que vous ne devez pas connaître, l'ennemi est plus proche de nous, à notre porte, dans notre propre pays et c'est là qu'il faut le combattre, le harceler, le terrasser, le vaincre.

Voilà ce qui constitue l'axe politique de notre combat et notre objectif, en cela nous demeurons fidèles au marxisme et au socialisme, et n'attendez pas de nous des concessions à ces malheureux patrons escrocs, nous en sommes incapables.

Renault, la direction n'a cédé sur rien.

Renault a cédé en partie mardi sur le quasi-gel des salaires qu'il réclamait dans le cadre des négociations sur sa compétitivité en France, et donné aux syndicats jusqu'à début mars pour signer l'accord.

Le groupe au losange voulait geler les salaires dans l'Hexagone en 2013 et limiter les hausses à 0,5% et 0,75% respectivement en 2014 et 2015.

"Le gel est maintenu cette année, mais les limites fixées pour 2014 et 2015 ont sauté", a déclaré au téléphone Fred Dijoux, représentant CFDT chez Renault. "L'accord parle désormais de modération pour ces deux années-là, mais les augmentations générales dépendront aussi de la conjoncture et de la performance du groupe."

En 2013, le blocage des salaires est maintenu, c'est écrit noir sur blanc, et quant à 2014 et 2015 les hausses "dépendront aussi de la conjoncture et de la performance du groupe", donc si elle s'avère mauvaise, les hausses prévues seront appliquées à moins que le blocage des salaires continue, autrement dit Renault a "cédé" sur rien du tout !

Ce qui est maintenu également : "il va allonger la durée du travail et réduire de 8.200 personnes son effectif français via des départs à la retraite ou les démissions."

Le seul recul concerne la mobilité interne qui ne sera plus imposée mais vivement encouragée : "Le groupe a en revanche fait marche arrière sur les mobilités inter-sites, en restant sur la base du volontariat."

La CGT, qui a déjà fait part de son intention de ne pas signer l'accord, a dénoncé jeudi soir dans un tract "une nouvelle régression sociale". (source : Reuters 20.02)

ACTUALITE EN TITRES

Il n'a jamais cessé d'y penser.

- Le FMI doit encore faire les preuves de son impartialité - L'Expansion.com

A Washington aussi.

- Merkel juge "normal" un euro entre 1,30 et 1,40 dollar - AFP

Même discours.

- Rajoy veut concilier en Espagne croissance et rigueur budgétaire - Reuters

- L'exécutif veut réduire les déficits et soutenir la croissance - AFP

- Vallaud-Belkacem : «Le cap budgétaire sera tenu» - Liberation.fr

Intox

- François Hollande : "Nous ne voulons pas tomber dans l'austérité" - LePoint.fr

Non, on la subit déjà !

- La confiance des ménages s'améliore un peu dans la zone euro - Reuters

Les ménages riches ou nantis !

- Espagne: face à la crise et au malaise, Rajoy affirme que le "*nauffrage*" a été évité - Liberation.fr

Les Grecs ont entendu cela 100 fois !

- Antisémitisme: Une année de violences sans précédent contre les Juifs de France - 20minutes.fr

Contre les musulmans, non, contre les travailleurs en général, non !

- La crise a-t-elle rendu les Français durablement plus pauvres ? (les Anglais, oui) - Atlantico.fr

Ceux que le seront de leur naissance à leur mort ne se posent pas la question ! Cette question ne les concernaient pas puisque tout le monde s'en fout dans ce pays.

[Prédateurs. Nouveau coup d'Etat du Qatar.](#)

- Borletti, aidé de Qataris, tente de mettre la main sur tout le Printemps - Liberation.fr

[Quand cellule de dégrisement ne rime pas vraiment avec matière grise.](#)

- Les syndicats de police s'insurgent contre un projet de contrôles d'alcoolémie - Liberation.fr

[Pire : le coffre-fort, la cassette !](#)

- Le XVIe, «*garde-manger*» des voleurs en période de crise - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

Le Premier ministre bulgare Boïko Borissov a remis sa démission mercredi au Parlement après dix jours de manifestations parfois violentes contre la pauvreté en Bulgarie, ouvrant la voie à des élections législatives au printemps.

"*Nous avons de la dignité et de l'honneur. C'est le peuple qui nous a confié le pouvoir, aujourd'hui nous le lui rendons*", a déclaré Boïko Borissov.

Les élections législatives étaient normalement prévues pour juillet, mais, avec la démission du gouvernement - qui selon toutes les attentes devrait être entérinée jeudi par le Parlement-, elles vont sans doute se dérouler au printemps.

Les factures d'électricité de janvier, dont le montant avait doublé par rapport au mois précédent, avaient mis le feu aux poudres, provoquant une vague de manifestations en Bulgarie contre l'austérité et la pauvreté.

M. Borissov, 53 ans, un ancien garde du corps, avait tenté d'apaiser les tensions en limogeant ministre des Finances impopulaire et en promettant d'abaisser les prix de l'électricité de 8%.

Les manifestations ont fait à Sofia 28 blessés dont cinq policiers lundi et mardi. Deux hommes, dont l'un est décédé et l'autre dans un état grave, se sont immolés par le feu en province mardi et mercredi.

De nouveaux rassemblements, sans incident, ont eu lieu mercredi en soirée à Sofia et dans d'autres villes. Dans la capitale, un millier de personnes ont défilé près du parlement, scandant "*tous dehors!*" et "*Mafia!*".

Une grande manifestation "*contre toute la classe politique*" est prévue dimanche.

Selon un sondage mercredi de l'institut Alpha Research dans les grandes villes, 50% des habitants approuvent la démission du gouvernement et 47%, pour la plupart sympathisants de GERB, la désapprouvent.

La présidente de cet institut, Boriana Dimitrova, a cependant souligné que "*les manifestants avaient plutôt des motifs économiques et la démission du gouvernement risquait de ne pas les satisfaire*".

Le politologue de Gallup Andrey Raytchev juge de son côté que "*le prochain gouvernement risque de ne pas tenir plus de deux ans*", car il devra mettre en place des réformes indispensables, mais hautement impopulaires, que GERB a, selon lui, évité d'aborder.

Parmi ces mesures figurent une réduction du nombre des hôpitaux et des universités et un nouvel allongement de l'âge du départ à la retraite.

L'analyste Tsvetozar Tomov, de l'institut de sociologie Scala, souligne que malgré sa stabilité macroéconomique, la Bulgarie a épuisé toutes ses réserves financières. "*Les caisses sont vides, il n'est plus possible d'éviter un emprunt*", a-t-il dit.

Le ministère des Finances a d'ailleurs émis mercredi des titres d'une valeur 800 millions de leva (409 millions d'euros) devant compenser les subventions de 841,6 millions de leva (430 millions d'euros) versées lundi aux producteurs de céréales, qui menaçaient d'assiéger la capitale à l'aide de machines agricoles.

La Bulgarie, qui applique depuis une grave crise en 1997 un régime d'austérité, présentait un déficit public de seulement 1,4% du produit intérieur brut (PIB) en 2012, et un ratio d'endettement de 17%.

Cependant, la dette des entreprises, qui a atteint 227% du PIB en 2011, constitue un frein au développement économique de ce pays.

Le taux de chômage a atteint 11,9% en janvier et touche particulièrement les jeunes.

"*Le problème de la pauvreté de ceux qui travaillent est un des principaux facteurs de mécontentement*", le salaire moyen mensuel n'atteignant que 400 euros, a déclaré le politologue de Gallup Jivko Gueorguiev.

La Bulgarie est le pays le plus pauvre de l'Union européenne, qu'elle a rejointe en 2007. AFP 20.02

2- Grèce

2.1- Une interview de Naomi Klein dans le cadre d'un documentaire en cours de réalisation par Okeanews : "*Catastroïka*".

- "Ce qui se passe actuellement en Grèce, ressemble en quelque sorte à ce qui s'est passé en Corée du sud durant la crise asiatique, dans le sens où il y a eut cette guerre évidente avec la démocratie. La Corée du sud était en pleine période électorale quand le FMI a obligé tous les candidats à la présidence à signer l'accord passé avec le FMI. En réalité le FMI a annulé le sens même des élections. Et peu importe le résultat des élections, l'accord reste inchangé parce qu'ils redoutaient que celui qui négocie avec le FMI, n'aura pas une grande influence politique pour imposer l'accord et perdra les élections.

C'est le moment où le masque tombe complètement et où le système des marchés est en guerre avec la démocratie. Les projets du néolibéralisme sont de discréditer la démocratie et de faire en sorte que les élections deviennent une course au candidat le plus populaire. Les marchés veulent de la sécurité. La sécurité que les élections n'amènent aucun changement au statu quo des affaires. Et il y a beaucoup de mécanismes pour assurer ce statu quo. La soit-disant indépendance de la banque centrale est un de ces mécanismes avec lequel ils disent : "*les hommes politiques ne peuvent pas toucher à nos jouets*".

Dans "*la Stratégie du Choc*" je raconte que c'est ce qui s'est passé au Chili durant la période transitoire vers la démocratie. La fin de la dictature de Pinochet est survenue comme le régime Pinochet l'a voulue. C'était une transition contrôlée. Les "*Chicago boys*" (groupe d'économistes qui ont travaillé avec Pinochet) disaient ouvertement qu'ils allaient réinventer le sens, la définition de la démocratie, vers une démocratie technocratique.

Dans la réalité il s'agit d'une démocratie où l'économie est hors d'atteinte des politiques. Ils ont utilisé des mécanismes constitutionnels, de sorte que tout changement des règles du jeu économique devienne impossible ou illégal. Les programmes de restructuration sont une des manières d'atteindre leurs buts. Les accords du libre échange en est une autre.

Il y a plusieurs manières de raconter l'histoire du néolibéralisme, comme l'histoire du "*comment lier les mains de la démocratie*", de sorte qu'elle ne puisse pas inciter le pouvoir à changer l'économie.

La Grèce est considérée comme une nation peuplée d'enfants à qui il faut retirer des mains les clés de la voiture."

Nous y sommes. La stratégie est bien en place en Grèce depuis quelques années. Le dernier article de Panagiotis Grigoriou, qui revient sur 2 années de choc total, montre bien la ligne de conduite utilisée.

Briser le mécontentement. Assurer qu'"il n'y a pas d'autre solution" quitte à s'asseoir sur la constitution grecque. Laisser la population dans l'incertitude en changeant les règles chaque semaine. Le match d'hier semble terminé. A moins que...

Fin de partie ? Okeanews.fr 20.02

2.2- France 2 et "La Grande Braderie de la Grèce": réaction à l'émission "Envoyé Spécial" du 20 Décembre 2012

Hier soir, Mardi 19 Février, dans son journal télévisé de 20 heures, France 2 a diffusé un reportage intitulé « *Grèce, la grande braderie de l'Etat* ». Décidément, ce thème plaît beaucoup à la chaîne! En effet, le 20 Décembre 2012, Envoyé Spécial, le magazine de la rédaction, diffusait un reportage intitulé « *Grèce, la grande braderie* » réalisé par Alexia Kefalas et produit par Upside Television.

Un mois après, le 21 janvier 2013, ce reportage a provoqué la mise en ligne d'un article intitulé « *Grèce, la grande braderie, le grand bluff d'Alexia Kefalas pour Envoyé Spécial* » par le site OkeaNews. Cette contre-enquête a pour objectif de montrer comment « *ce reportage est truffé d'inexactitudes et d'omissions* » et donne « *une image totalement faussée des privatisations en cours en Grèce* ».

La société Upside a demandé la publication d'un droit de réponse et menacé d'engager des poursuites contre le site. Le médiateur de France 2, que nous avons contacté, nous a envoyé le texte de ce droit de réponse.

Après relecture de l'article d'OkeaNews, de la réponse d'Upside, nous avons visionné les images. Le reportage d'Envoyé Spécial comporte effectivement des erreurs et pose un problème déontologique concernant l'utilisation du commentaire.

La promesse est très forte au début du sujet : « *Alors il faut vendre et vite : la compagnie des chemins a déjà trouvé preneur, reste à saisir un aéroport, un ancien palais royal, le port d'Athènes, et même des mines d'or* ». Mais tout au long de ce 26 minutes, aucune preuve de vente de ce qui est annoncé n'est apportée, y compris pour la compagnie des chemins de fer.

L'OFFICIEL ET L'OFFICIEUX

L'objectif selon la société Upside n'est pas de montrer ce qui est officiel mais de révéler ce qui se passe derrière, grâce à un travail d'enquête.

Comme le mentionne OkeaNews, les privatisations des biens de l'Etat sont gérées par le TAIPED. Une liste officielle des privatisations est disponible sur son site. Mais comment le téléspectateur peut-il distinguer l'officiel de l'officieux quand on ne l'informe pas de l'existence de la liste officielle du TAIPED ?

Au sujet d'un agent immobilier apparaissant à l'image, Upside, dans son droit de réponse, écrit : Nikos Lagonikos confirme que « *les ventes et les locations d'îles ne sont pas officielles mais qu'elles existent* ». La société contredit ainsi le commentaire de son propre reportage qui affirme : « *l'Etat l'a mandaté OFFICIELLEMENT pour vendre ses îles* ».

LES ILES A VENDRE

Le commentaire dit : « *il n'y a pas une seule mais 47 îles à CEDER* ». Dans son interview, Nikos Lagonikos montre le catalogue des îles « *que l'Etat a décidé de LOUER pour 49 ans* ». Le commentaire affirme « *tous les jours de nouveaux biens sont MIS EN VENTE* ». Mais l'instant suivant, il cite « *l'appel du maire qui voudrait LOUER* ».

Le commentaire dit « *VENDRE* » quand les personnes interviewées disent « *LOUER* ». Ce procédé de jeux sur les mots leurre le téléspectateur. Quand une parole donne le change ou leurre, cela s'appelle un « *bluff* ».

Pour en revenir aux faits, le reportage n'apporte aucune preuve de vente d'une île, mais montre un maire qui souhaite louer les installations touristiques présentes sur son île, « *l'île des Rêves* ».

LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

Quand Upside écrit « *notre reportage n'affirme pas que la compagnie grecque des chemins de fer a déjà trouvé preneur* », encore une fois c'est comme si cette société n'avait pas écouté son propre reportage car le commentaire affirme au début du reportage: « *la compagnie générale des chemins de fer a déjà trouvé preneur, reste à saisir...* ».

Quand Upside précise dans son courrier « *la société Cosco est intéressée par le réseau ferroviaire chemins de fer grecs* », elle modère le commentaire du reportage qui dit : « *un nouveau gros contrat* ». Dans l'interview, le représentant de Cosco ne parle

pas d'acheter le réseau mais de relier le port à la voie ferrée. Encore une fois, aucune preuve de vente.

Okeanews indique que sur le site du TAIPED, la compagnie grecque des chemins de fer fait partie des privatisations qui auront lieu à long terme. C'est exact.

Le commentaire dit « *reste à saisir un aéroport, un ancien palais royal, le port d'Athènes, et même des mines d'or.* »

Le reportage développe ensuite trois exemples.

LE PORT D'ATHENES

Le commentaire dit « *Il y a MAINTENANT ce petit morceau de Chine* ». La concession d'une partie du port du Pirée a été accordée en 2008 donc « ce petit morceau de Chine » a déjà quatre ans d'ancienneté. Ces mots comme « *maintenant* » et « *aujourd'hui* » créent la confusion et amènent le téléspectateur à penser que la privatisation est récente.

LA MINE D'OR et de CUIVRE DE CHALCIDIQUE

C'est encore une fois l'absence de date qui entraîne la confusion dans la privatisation de cette mine, qui a eu lieu en 2003.

Upside répond que le reportage ne dit en aucun cas que l'achat de la mine d'or est une privatisation mais parle très clairement de la privatisation de la FORET qui entoure la mine d'or. Mais alors cette promesse en début de reportage « *...et même des mines d'or* » ? Où sont donc ces fameuses mines d'or ?

LA BRADERIE DU PATRIMOINE HISTORIQUE

Même principe, un commentaire très affirmatif : « *les trésors de l'Antiquité comme l'Acropole ne sont pas à vendre, mais il y a des dizaines d'autres vestiges moins connus des touristes.* » Concrètement, aucune preuve de vente d'un seul vestige sur « *ces dizaines d'autres vestiges à vendre* ». Le téléspectateur voit un ancien palais royal à l'abandon. La polémique sur le détournement des fonds européens destinés à sa restauration est intéressante mais hors sujet.

Nous avons communiqué ces éléments au médiateur de France 2 le 14 Février dernier mais n'avons pas reçu de réponse à ce jour. Okeanews.fr 20.02

SOCIAL

1- France

1.1- Un PDG qui dit tout haut ce que tous les PDG pensent tout bas

Le PDG de Titan International critique vivement les "*soi-disant ouvriers*" de l'usine de pneus Goodyear d'Amiens-Nord menacée de fermeture, dans une lettre adressée au ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

"*J'ai visité cette usine plusieurs fois*", écrit Maurice M. Taylor Junior dans une lettre en anglais datée du 8 février, dont des extraits en français sont publiés par Les Echos et Le Canard Enchaîné mercredi.

"*Les salariés français touchent des salaires élevés mais ne travaillent que trois heures. Ils ont une heure pour leurs pauses et leur déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures.*"

"*Je l'ai dit en face aux syndicalistes français. Ils m'ont répondu que c'était comme ça en France*", ajoute-t-il.

Dans sa lettre, le PDG de Titan fait référence à un courrier envoyé par Arnaud Montebourg le 31 janvier dans lequel le ministre lui aurait demandé d'entamer de nouvelles discussions.

"*Monsieur, votre lettre fait état du fait que vous voulez que Titan démarre une discussion*", écrit-il. "*Vous pensez que nous sommes si stupides que ça ? Titan a l'argent et le savoir-faire pour produire des pneus. Qu'a le syndicat fou ? Il a le gouvernement français.*"

"*Titan va acheter un fabricant de pneus chinois ou indien, payer moins d'un euro l'heure de salaire et exporter tous les pneus dont*

la France a besoin", ajoute-t-il. "Vous pouvez garder les soi-disant ouvriers. Titan n'est pas intéressé par l'usine d'Amiens-Nord."

Le PDG de Titan international s'en prend en outre au gouvernement américain, qui à ses yeux "ne vaut pas beaucoup mieux que le gouvernement Français".

Invité sur Europe 1, le délégué CGT de Goodyear à Amiens-Nord, Mickaël Wamen, a dénoncé une "lettre insultante".

"Elle nous conforte dans le fait que nous avons eu raison d'agir ainsi", a-t-il estimé. "M. Taylor fait aujourd'hui état d'une usine qu'il vantait dans des entretiens il y a quelques semaines."

"Titan a du mal à percer en Europe. Ce n'est pas avec des propos comme il a tenus aujourd'hui qu'il pourra percer en Europe", a-t-il ajouté.

Le prochain comité central d'entreprise se tiendra le 7 mars au siège du groupe, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). La CGT a appelé les salariés du groupe à manifester ce jour-là. Reuters 20.02

1.2- Mouvement social chez les animateur

La réforme des rythmes scolaires concerne aussi les animateurs qui prennent en charge les élèves pendant les activités périscolaires -midi, soir, mercredi et vacances scolaires- et ils tiennent à le faire savoir. S'ils ne sont pas contre la réforme, ils désirent être concertés sur sa mise en place.

Ce mercredi, 80% des 360 centres de loisir parisiens étaient fermés. Et 300 animateurs se sont réunis sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville.

Jean Pierre Lubek, secrétaire général du principal syndicat UNSA-Animation, précise même que, dans la plupart des arrondissements, 90% des établissements étaient fermés. «La mobilisation a été un peu moins forte dans les 7e, 15e, 16e et 17e arrondissements. Mais c'est une des plus forte grèves qu'on ait connues.» 20minutes.fr 20.02

2- Grèce

Au moins 50.000 manifestants sont descendus dans la rue mercredi en Grèce dans le cadre d'une grève générale perturbant notamment les transports, pour protester contre l'austérité dont les créanciers internationaux s'apprêtent à vérifier la mise en oeuvre.

A Athènes, la police, largement déployée, a estimé les manifestants à quelque 35.000, et à quelque 15.000 à Salonique, deuxième ville de Grèce, dans le nord.

Des incidents limités ont été signalés: dans la capitale, des policiers ont tiré des gaz lacrymogènes pour repousser des manifestants qui leur lançaient des pierres, tandis qu'à Salonique et Héraklion (Crète), le véhicule d'une télévision et une voiture de patrouille ont été incendiés, et des vitrines de prêteurs sur gages endommagées.

La mobilisation visait, selon les centrales syndicales GSEE du privé et Adedy du public, à "répondre aux politiques anti-croissance qui ont paupérisé la société et enfoncent l'économie dans la crise". Elle était au niveau de celle de la dernière journée de protestation sociale en novembre.

"Stop, nous n'en pouvons plus", proclamait la banderole centrale du cortège syndical, grossi par les troupes du principal parti d'opposition, le Syriza, de gauche radicale, dont les tracts appelaient à "faire tomber le plus vite possible" le gouvernement.

Dans la foule, Panayotis Kolovos, jeune avocat de 25 ans "se considère comme chanceux avec au moins un emploi, même s'il n'est payé que 600 euros". "Nous ne survivons qu'à grand peine", lance-t-il à l'AFP.

"Tout le monde autour de moi est sans emploi", affirme Alexandra Papadatou, 28 ans, diplômée d'économie au chômage. Le chômage frappe 27% des actifs, plus de 60% chez les jeunes.

Comme de coutume, le Front syndical communiste Pame a manifesté à part, sous le slogan "Non aux bagnes modernes", pour dénoncer la dérégulation en cours du marché du travail qui fait baisser les salaires en cascade.

Quelques tracteurs figuraient dans son cortège, signal de la colère des agriculteurs, mobilisés dans le centre rural contre un durcissement de leur régime fiscal et le manque de crédit.

Comme en Espagne ou au Portugal, les contestataires grecs ne voient plus d'issue à une politique de rigueur et de réformes initiée en 2010, qui se traduit dans l'immédiat par plus d'asphyxie économique et met à bas la santé, l'éducation et la protection sociale.

Selon une étude, plus de la moitié des foyers est menacé d'insolvabilité. "*Toutes ces mesures ont apporté la misère*", s'emporte Dimitris Balayannis, un technicien de presse de 51 ans, fraîchement licencié.

L'exécutif lui-même renâcle parfois: pour éviter de licencier des fonctionnaires, il tente de convaincre ses créiteurs que les départs en retraite suffiront à tenir l'objectif de 25.000 postes en moins dans le public pour 2013.

Mais le Premier ministre conservateur Antonis Samaras a aussi recouru à la manière forte -- intervention policière et réquisition -- pour casser deux récentes grèves des marins et des employés du métro d'Athènes.

Dans un pays à l'activité déjà passablement ralentie par six ans de récession, la grève générale, la première de l'année, a perturbé les dessertes aériennes domestiques, ferroviaires et urbaines, et maintenu à quai les bateaux desservant les îles, tandis qu'hôpitaux, écoles et administrations ont tourné au ralenti. AFP 20.02

3- Suède

Le constructeur suédois Volvo, contrôlé par le chinois Geely, a annoncé mercredi qu'il comptait supprimer environ 1.000 emplois dans le cadre d'un plan d'économies de 1,5 milliard de couronnes (178 millions d'euros).

Un porte-parole de Volvo a précisé que 750 suppressions concerneraient des postes de consultants et que le reste devrait s'accomplir par des départs volontaires, comme des retraites anticipées, au sein des effectifs permanents. Reuters 20.02

4- Inde

Des véhicules ont été détruits mercredi et des usines endommagées près de New Delhi au début d'une grève de 48 heures contre la hausse des prix.

A coups de pierres, environ 400 grévistes s'en sont pris à des sites de production de Noida, ville industrielle située 16 km à l'est de la capitale, pour les contraindre à cesser de fonctionner, a constaté un correspondant de Reuters.

La police a riposté à coup de bâtons. Sept voitures et un camion de pompier ont été incendiés et une douzaine d'autres véhicules ont été endommagés.

Des violences ont également éclaté dans d'autres secteurs où les grévistes, qui protestent notamment contre le prix des carburants, ont tenté de bloquer la circulation. Un militant syndical a été tué à Ambala, dans le nord du pays, rapportent les médias.

Un grand nombre d'usines et d'entreprises sont restées fermées mercredi et les transports publics étaient perturbés, mais New Delhi et Bombay, le grand centre financier du pays, étaient dans l'ensemble peu touchés. Les marchés financiers sont restés ouverts.

Ce mouvement social survient alors que le gouvernement s'apprête à présenter un budget d'austérité au parlement. Les députés doivent entamer jeudi une session pour débattre du budget de l'année fiscale 2013/2014. Le gouvernement entend réduire les dépenses publiques de 10% afin d'éviter une dégradation de la note souveraine, ont déclaré à Reuters plusieurs responsables indiens.

Le Premier ministre indien Manmohan Singh, confronté au plus sérieux ralentissement de l'activité économique depuis dix ans, avait demandé aux syndicats de renoncer à leur mot d'ordre de grève, mais ceux-ci avaient refusé. Reuters 20.02

ECONOMIE

Fed

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a révélé mercredi qu'un nombre important de ses dirigeants s'inquiétaient du cap actuel de sa politique monétaire, ce qui pourrait la contraindre à diminuer plus tôt que prévu son soutien énorme à la reprise économique du pays.

La Fed avait décidé le 30 janvier de maintenir le cap de sa politique monétaire ultra-accommodante, et en particulier de continuer de racheter sur les marchés des obligations d'Etat américaines et des titres adossés à des créances immobilières pour un montant total de 85 milliards de dollars par mois tant que *"la perspective du marché du travail ne s'améliore pas nettement"*.

Cependant, révèlent les minutes, *"un certain nombre"* de dirigeants de la Fed indiquent désormais *"que l'évaluation, en cours, de l'efficacité et des coûts des rachats d'actifs (...) pourrait bien conduire le Comité à les diminuer ou à y mettre fin avant qu'il soit d'avis qu'une nette amélioration de la perspective du marché du travail s'est concrétisée"*.

Par sa politique de rachats d'actifs, la Fed crée chaque mois 85 milliards de dollars, en sus des près de 2.500 milliards qu'elle a créés en injectant des liquidités dans l'économie depuis 2008. A ce rythme, chaque mois qui passe risque de compliquer la mise en oeuvre de la politique de sortie de crise de la Fed, lorsqu'il s'agira de retirer ces sommes du système.

Toutes ces mesures ont pour but de maintenir une pression maximale sur l'ensemble des taux d'intérêt, du plus court au plus long terme, afin de favoriser l'investissement, la consommation et le marché du logement et, in fine, de hâter la reprise du marché de l'emploi --le taux de chômage officiel est encore de 7,9% aux Etats-Unis. AFP 20.02

[Haut de page ↗](#)

Le 22 février

CAUSERIE

Ce soir je mettrai en ligne quelques articles.

Comment se fait-il que des intellectuels critiques envers le capitalisme, l'impérialisme américain et Israël en particuliers, sont invités sur des plateaux de télévisions, alors que le néo conservatisme ou la mise en oeuvre de la politique dictée par l'oligarchie financière est incompatible avec l'exercice de la démocratie, à l'heure où sévit la plus gigantesque crise de l'histoire du capitalisme ?

C'est une question que se posent bien des militants.

En réalité, ces intellectuels les critiquent jusqu'à une certaine limite seulement, au-delà de laquelle ils sont incapables de penser la société où le monde témoignant ainsi leur subordination au capital. Ils en sont inconscients pour les plus honnêtes d'entre eux.

Ceux qui les invitent le savent pertinemment et s'en régaleront, ils sont dans le rôle des provocateurs, sachant qu'à un moment donné leurs interlocuteurs se retrouveront coincés ou dans une impasse ou pire s'emporteront. Souvent le ton monte, les différents protagonistes de cette farce s'invectivent, le présentateur les rappelle à l'ordre et l'émission se poursuit.

Comme les gauchistes, ils sont en quelque sorte les idiots utiles du régime, ils lui servent de cautions démocratiques, dans l'impossibilité de proposer une alternative sérieuse, cohérente et crédible au capitalisme, ils demeurent fréquentables aussi longtemps qu'ils ne le remettent pas en cause. Il en va de même de bien d'autres acteurs, tels les représentants des associations en tous genres que le régime finance ou des portails d'information sur Internet.

Ce genre d'émissions n'a pas pour objet de permettre aux téléspectateurs de pouvoir se prononcer de manière définitive sur une question, mais plutôt de faire en sorte que les idées dominantes qui sont celles de la classe dominante le demeure. Quand on les questionne à l'issue d'un "débat", ils répondent qu'il leur est difficile de trancher entre l'une ou l'autre des positions exposées, ou encore que chacun des protagonistes en présence ont avancé des arguments valables ou l'opposé, bref, que le départager est impossible, ce qui est parfaitement normal puisqu'ils évoluent dans le même cadre.

En politique, et cela concerne tous les acteurs, il y a ceux qui prennent ouvertement position pour le capitalisme, il y a ceux qui veulent le réformer et qui s'en accommodent, et il y a ceux qui le rejettent et combattent pour le liquider. Toutes les émissions ou "débats" auxquels on peut assister à la télévision se déroulent exclusivement entre les deux premières catégories exposées plus haut. Y aurait-il un farouche opposant au capitalisme invité, quelqu'un de sérieux et qui maîtrise son sujet, qu'il serait seul contre la totalité des autres invités qui lui tomberaient dessus, il disposerait d'un temps de parole ridicule, mieux, il serait sans cesse coupé de manière à ne jamais pouvoir exposer clairement ses idées. A l'arrivée par sa présence il aura cautionné ce genre d'émissions et il se sera ridiculisé.

Et quand ils invitent Besancenot, Poutou ou Arthaud par exemple, c'est parce qu'ils savent que leurs discours sont tellement stéréotypés qu'ils perdent d'emblée toute crédibilité, quoi qu'ils puissent dire de très juste par ailleurs, ils passeront pour des guignols pour l'immense majorité des téléspectateurs, or c'est ce que visent les organisateurs et non l'infime minorité qui serait sensible à leurs discours ou qui leur est déjà acquise, au-delà, ces pantins tenant parfaitement le rôle qui leur a été

imparti servent à décrédibiliser toute opposition au régime ou à ses idées et la boucle est bouclée.

ACTUALITE EN TITRES

Le suggérer suffira...

- Goodyear: Et si le patron de Titan avait (en partie) raison? - 20minutes.fr

Voyons, il y a des choses qui doivent rester entre nous.

- Goodyear : Parisot juge "*choquante*" et "*inacceptable*" la lettre du patron de Titan - LePoint.fr

Chacun son tour... comme c'était annoncé.

- Zone euro : la France en première ligne LePoint.fr -

- Industrie: plus fort recul de l'activité du privé en France depuis près de 4 ans - AFP

- Batho juge une hausse des taxes sur le diesel incontournable - Reuters

- Automobile: la production française de Renault et PSA s'effondre - L'Expansion.com

- Maurice Taylor : la France «*va finir comme la Grèce*» - Liberation.fr

Intox. Un banal accident de voiture

- Policiers tués : "*profonde émotion*" de François Hollande - LePoint.fr

- Policiers tués dans une course-poursuite: "*Emotion*" et "*soutien*" de Valls - Liberation.fr

- Les forces de l'ordre de plus en plus prises pour cibles - LeFigaro.fr

- Paris: Deux policiers tués dans une course-poursuite par un chauffard ivre - 20minutes.fr

- Policiers tués à Paris: le conducteur du 4x4 était en état d'ébriété - L'Express.fr

La palme de la réaction.

- Policiers tués sur le périphérique : le 4X4 roulait à une vitesse "*hallucinante*" - Atlantico.fr

- Les policiers sont "*sous le choc*", a déclaré le secrétaire général d'Alliance à l'AFP - Atlantico.fr

Les deux policiers tués, âgés de 32 et 40 ans, étaient mariés et pères, respectivement d'un et de deux enfants - Atlantico.fr

Atlantico donne deux noms : Malamine Traoré, Mehdi Bensassou...

Un Internaute réagit :

- "*C'est quoi le but de donner les noms... Sans attendre la fin de l'enquête et le jugement... Juste pour voir encore les commentaires racistes ? Bah c'est pas malin...ou plutôt c'est fait sciemment mais c'est ILLEGAL....*"

L'Express : Deux personnes se trouvaient à bord du véhicule lors de la course-poursuite: le conducteur, âgé de 22 ans, et un passager de 21 ans. (...) L'homme est bien connu des services de police: il a condamné à cinq reprises pour conduite sans permis et une fois pour conduite en état d'ivresse.

Un autre internaute réagit :

- "*Le Nouvel Obs n'hésite pas à divulguer le nom du conducteur multirécidiviste.*"

Quand ce n'est pas Le Nouvel Obs, c'est Le Monde, Le Point, L'Express, Libération, Le Figaro...

Au bout du compte, il s'agissait de malfrats ou de voyous qui sous l'emprise de l'alcool ont provoqué un accident. Le chauffeur n'a pas dû réaliser que la bagnole de flic lui barrait la route et qu'il allait se la payer à toute vitesse. Il a dû penser que les flics ne seraient pas assez cons pour risquer leurs peaux et qu'ils s'écarteraient au dernier moment, sauf qu'ils ne l'ont pas faits.

[Vite, vite, une loi liberticide ou pendons les coupables !](#)

Il faut instaurer la prohibition sur l'alcool

- L'alcool, première cause de mortalité sur la route - [LeFigaro.fr](#)

Il faut interdire les camions en ville

- Neuilly: Un enfant de 12 ans meurt après avoir été renversé par un camion - [20minutes.fr](#)

[Précision inutile](#)

- Ayrault se défend de tout assistanat envers les jeunes - [Reuters](#)

[Calotteries](#)

- Matignon soigne ses relations avec l'Église - [LeFigaro.fr](#) -

- Le Conseil constitutionnel valide le financement public des cultes en Alsace-Moselle - [AFP](#)

- Le concordat est le témoin d'un patrimoine historique - [LeFigaro.fr](#)

- Les hosties plus chères à cause du prix du blé - [LeFigaro.fr](#)

- L'Église américaine à nouveau sur la sellette - [LeFigaro.fr](#)

[Toujours plus réac !](#)

- Cohn-Bendit veut en finir avec les partis politiques - [Le Nouvel Observateur](#)

[Si c'est leur constat, la vérité sera 2 sur 3 ou plus.](#)

- USA: un poisson sur 3 porte une étiquette fausse - [Slate.fr](#)

[Enfin des bonnes nouvelles !](#)

- Zone euro: la contraction de l'activité s'accélère en février - [AFP](#)

- Les PMI douchent l'espoir d'une reprise rapide en zone euro - [Reuters](#)

[Appel à délation](#)

- Grande-Bretagne: le fisc publie pour la première fois les noms de fraudeurs - [AFP](#)

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

Pourquoi il nous faut contruire le parti.

Avec la complicité de tous les partis institutionnels, les institutions de l'Union européenne se sont octroyées un pouvoir grandissant sur les Etats qui la composent au point que la représentation politique des différents Etats, leurs institutions nationales, particulièrement leurs parlements sont dépossédés de tout pouvoir, autrement dit, ce sont les droits politiques des travailleurs qui sont ainsi spoliés.

Les travailleurs ne disposent plus d'aucun moyen politique de s'opposer à la politique réactionnaire qui leur est imposée, sauf à se mobiliser contre l'Etat qui est présent au sein des instances dirigeantes de l'UE et qui se porte garant des traités signés avec l'UE et leur application.

Quand on dit tous les partis institutionnels sont complices de l'UE, il faut avoir en mémoire qu'absolument tous les partis ont participé aux élections des députés au Parlement européen, sans aucune exception, tous ont ainsi légitimé l'Union européenne.

Il nous reste comme seul moyen pour nous opposer à l'UE et parvenir à rompre avec elle, le combat contre les institutions de la Ve République où siègent des représentants de différents partis politiques, les élus de l'ensemble des institutions étant issus de partis politiques, ce sont en réalité ces partis qui assurent le bon fonctionnement et la pérennité des institutions, de l'ordre établi. Pour combattre des partis et des institutions qui ne fonctionnent que grâce à ces partis, seul un parti révolutionnaire rassemblant l'avant-garde la plus consciente des masses exploitées en est capable. Or ce parti n'existe pas.

Certains prétendent le construire, mais comme on vient de le signaler, ceux-ci aussi s'emploient à légitimer l'UE qu'ils prétendent par ailleurs combattre. Ce constat étant posé, nous continuons le combat dans la perspective de construire ce parti sans lequel nous ne pourrions jamais vaincre notre ennemi, jamais, aucune illusion n'est permise sur cette question déterminante.

Maintenant parmi les réactionnaires qui se prétendent de gauche, il s'en trouve pour affirmer que les partis doivent disparaître ou qu'ils seraient devenus inutiles, alors que l'on vient de voir qu'aucune institution ne fonctionnerait aussi bien au niveau national, européen ou international sans les partis, car tous leurs membres sont affiliés à un parti politique, à part peut-être Rockefeller et Cie qui sont affiliés au parti des banquiers !

On a vu hier que la Commission européenne et le Parlement européen s'étaient mis d'accord pour que dorénavant les budgets des 27 Etats de l'UE soient soumis à un contrôle permanent, afin que tous les gouvernements se plient au diktat de la politique de l'oligarchie financière qu'incarne la BCE et l'UE.

C'est dans ce contexte qu'intervient la nouvelle offensive lancée contre les partis par Cohn-Bendit, sachant que les partis représentants les intérêts des capitalistes ne se dissoudront pas, cette charge était tournée contre les partis ouvriers ou censés représenter les intérêts des travailleurs, car la politique ultra réactionnaire qu'ils sont en train d'appliquer et dont nous avons eu pour le moment qu'un avant-goût nécessite pour être mise en oeuvre que tous les droits politiques de la classe ouvrière qu'incarnent ses partis soient réduits à néant, qu'il soit impossible aux masses exploitées de s'opposer à l'application de cette politique, donc de s'organiser dans des partis qui pour bien faire devraient disparaître tout bonnement, toute forme d'expression démocratique même étroite ou limitée étant incompatible avec la politique prônée par l'oligarchie financière.

Cela peut paraître exagéré ou incompréhensible, pourquoi pour résoudre cette crise économique devraient-ils absolument en passer par là, cela ne s'est jamais vu dans le passé. On peut répondre à cela que cette crise n'a rien avoir avec les précédentes. Certes, elle a les mêmes fondements, les inégalités entre les classes combinées à l'explosion démographique mondiale et les besoins sociaux qui vont avec impossibles à satisfaire, la baisse du taux de profit (moyen) qui accompagne l'évolution du capitalisme ou la baisse constante du capital variable (force de travail à la base de la plus-value produite), l'endettement des Etats, des entreprises et des particuliers, leur taux d'insolvabilité grandissant sur fond de récession et de chômage de masse, etc. tout cela est exact mais insuffisant pour comprendre la nature ou plutôt l'ampleur de cette crise, il faut y ajouter un facteur qui à lui seul interdit toute sortie de crise demain ou dans dix ans ou plus, ce sont les gigantesques sommes d'argent qu'ils ont créées de toutes pièces et dont on ignore le montant exact, assurément plus de 10.000 milliards de dollars, mais aussi les montages financiers qu'ils ont développés et qui là dépassent tout ce qu'on peut imaginer, qui se montent à des centaines de milliers de milliards de dollars, l'ensemble ayant servi à pomper une grande partie de la plus-value dégagée par l'économie productive, le secteur industriel ou marchand, pire, au-delà, la plus-value à venir dans des proportions qu'on ignore, de telle sorte qu'ils ont hypothéqué le capitalisme et l'avenir de la société tels qu'on les connaissait jusqu'à présent...

Pourquoi ont-ils procédé de la sorte ? Parce que le gâteau n'était plus assez conséquent pour éteindre leur soif de profit, la plus-value produite n'était pas suffisante, alors ils ont tapé dans celle à venir. En quoi consiste-t-elle ? Je ne suis pas économiste, mais je dirais qu'elle doit correspondre à la somme de l'endettement mondial des Etats, des entreprises et des particuliers, soit plusieurs fois le PIB mondial (60.000 milliards de dollars). Sinon, il aurait dû recourir à une guerre mondiale afin de tout détruire pour tout reconstruire, pour être bref. On aura compris au passage pourquoi ils ne peuvent pas se passer de la dette, c'est dorénavant ce qui les fait vivre !

Pour le moment ils ont opté pour un autre scénario qui consiste à mettre en oeuvre de violentes politiques d'austérité. Mais elles ne peuvent pas produire les mêmes effets qu'une guerre dévastatrice où toutes les infrastructures, tous moyens de production et tous bâtiments, des pays entiers sont détruits. Ils peuvent tout juste parvenir à faire baisser le coût du travail, les salaires et les retraites, le niveau de vie des masses laborieuses. Cela produit d'autres conséquences similaires aux conditions qui existent avant-guerre, récession, pauvreté et chômage de masse, on peut l'observer en Grèce. Il s'agit-là d'une spirale infernale qui ne peut aboutir qu'à la même situation que dans les années 30 en Europe et aux Etats-Unis sans d'autre issue possible.

Ainsi, soit ils sont en train de préparer les conditions sociales et politiques de la prochaine guerre, soit ils ont un autre plan en tête qui correspond à l'établissement d'un gouvernement mondial ou un Nouvel ordre mondial, sauf que les conditions économiques et politiques qui existent aujourd'hui ne permettent pas d'avancer davantage dans cette voie, la Chine et la Russie (notamment) ne sont pas prêtes.

Ils peuvent essayer de gagner du temps en réalisant leur marché unique transatlantique, en concentrant le pouvoir économique au sein de l'UE, mais sur le plan politique ils se heurtent à un obstacle de taille, le prolétariat organisé en syndicats et partis dans toute l'Europe, les institutions politiques qui demeurent en place dans chaque pays. Apparemment, ils ne sont pas prêts ou ils ont renoncé provisoirement à liquider tout bonnement les différents Etats, leurs institutions, ils se contentent de les affaiblir en les endettant un maximum et leur faisant prendre en charge la politique dévastatrice de l'UE. Cela nous permet de faire le lien avec la charge de Cohn-Bendit contre les partis qu'il est plus facile d'attaquer que les institutions.

- Pour Daniel Cohn-Bendit les partis doivent changer, car *"aujourd'hui l'intervention la plus efficace dans la vie publique ne part pas de là. Un parti, c'est un système refermé sur lui-même, hermétique à ce qui se passe dans la société. Quand on voit le duel Copé-Fillon à l'UMP, où le choc titanesque Aubry-Royal au PS, on se dit qu'il faut être totalement 'hors sol' pour offrir un tel spectacle."* Le Nouvel Observateur 21.02

Si ce ne sont plus des partis qui définissent les politiques qui seront appliquées, qui le fera à leur place, des technocrates qui eux ne sont pas *"hermétique"* aux besoins de l'oligarchie financière et l'élite intellectuelle qui sert ses intérêts, comme en Grèce, en Italie, à Bruxelles, etc.

Le problème avec les partis, c'est qu'ils sont censés représenter des classes sociales au sein du système de production capitaliste, alors que l'oligarchie financière ou les rentiers en constituent une à part en quelque sorte où elle revendique ce statut, supérieur ou au-dessus de toutes les autres, ce qu'incarne Monti ou Draghi par exemple. Or, aujourd'hui, la classe ou la couche des classes dominantes qui concentre le pouvoir est étranger au mode de production, en soi il ne l'intéresse pas, seul le profit qu'elle peut en retirer l'intéresse, peut importe dans quelle condition il sera produit et dans quelles conditions vivront les exploités.

On entre dans une nouvelle ère, plus calculatrice et cynique que jamais, une dictature impitoyable à l'échelle mondiale qui pour exister doit faire table rase de tout ce qui incarne l'histoire passée des peuples et des nations dans lesquelles ils se sont développés, tout ce qui incarne une résistance à un tel bouleversement de la civilisation humaine doit être rabaisé, décrié pour enfin être liquidé. C'est dans cette perspective que se situe la liquidation des partis politiques. Vous me direz qu'à l'allure où l'on va, ils n'auront pas trop d'efforts à faire pour y parvenir puisque nos dirigeants s'y emploient minutieusement de leur côté, et c'est bien là qu'est notre drame.

Titan et tyran.

Le PDG de Titan International *"pointe des anomalies qui ont peut-être existé dans l'entreprise, je ne le sais pas"*, estime Laurence Parisot.

"Par cette façon très provocante de dire des choses, il met en avant des anomalies et des dysfonctionnements qu'il faut que nous corrigions", a-t-elle dit. Reuters 21.02

Extrait de la dernière lettre que le PDG du fabricant américain de pneus Titan International, Maurice Taylor, a envoyé à Montebourg. :

- *«Nous avons juste dit que si on voulait être payé pour sept heures de travail, il fallait en travailler au moins six»*, affirme M. Taylor. AFP 21.02

On ne lui demandera pas combien d'heures de travail il devrait effectuer au tarif horaire d'un ouvrier pour justifier son salaire...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

1.1- Le ministre tunisien de l'Intérieur, Ali Larayedh, a annoncé jeudi l'arrestation de suspects dans l'assassinat le 6 février de l'opposant de gauche Chokri Belaïd, qui a plongé le pays dans la tourmente. "*L'enquête a bien progressé au point d'arriver à l'arrestation de suspects*", a déclaré à la presse M. Larayedh, sans préciser le nombre ou l'identité des personnes arrêtées.

"*L'enquête n'a pas abouti encore à l'identification du tueur, de ceux qui sont derrière cet assassinat et de ses mobiles*", a ajouté M. Larayedh, se refusant de donner plus de détails en invoquant le secret de l'instruction. M. Larayedh, qui s'est adressé à la presse en présence du chef du gouvernement démissionnaire Hamadi Jebali, a précisé que ce dernier avait rencontré les cadres du ministère de l'Intérieur pour les exhorter à "*continuer de travailler jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement*".

La famille de Chokri Belaïd avait accusé le parti Ennahda, dont sont issus MM. Jebali et Larayedh et qui dément toute implication dans cet assassinat qui a provoqué des émeutes en Tunisie. Lepoint.fr 21.02

1.2- Le Premier ministre tunisien, Hamadi Jebali, qui a présenté mardi sa démission, refuse de prendre à nouveau la tête du gouvernement, a déclaré jeudi sa formation, Ennahda.

Le parti islamiste au pouvoir annonce dans un communiqué qu'il va choisir un autre candidat au poste de Premier ministre.

Dans la soirée, Hamadi Jebali a présenté dans une allocution télévisée des excuses au peuple tunisien et lui a demandé de rester uni afin que le pays surmonte la crise politique actuelle.

"*Les Tunisiens devront faire preuve de patience dans les mois qui viennent. Les revendications et les sit-in doivent cesser jusqu'à ce que la révolution l'emporte*", a-t-il déclaré.

Un haut responsable d'Ennahda a déclaré à Reuters que le prochain Premier ministre viendrait de l'aile dure du mouvement islamiste qui refuse d'accorder le moindre rôle aux responsables liés à l'ancien régime du président Zine Ben Ali, renversé le 14 janvier 2011.

Ce responsable a nommé cinq candidats potentiels, tous membres du gouvernement sortant : Nourredine Bouheiri (Justice), Abdellatif Mekki (Santé), Mohamed Ben Salem (Agriculture), Ali Laarayedh (Intérieur) et Abdelkarim Harouni (Transports).

"*Ennahda tiendra une réunion ce soir pour choisir un candidat. Le prochain Premier ministre sera un des noms sur la liste*", a ajouté le responsable.

Une fois formellement désigné par le président de la République, le futur Premier ministre aura deux semaines pour former un gouvernement.

Ennahda, vainqueur des législatives d'octobre 2011, contrôle 42% des sièges à l'Assemblée nationale constituante - 89 sièges sur 217 - chargée d'élaborer une nouvelle Constitution.

Le Congrès pour la République (CPR) du chef de l'Etat, qui a 29 sièges à l'assemblée, a annoncé qu'il était prêt à rejoindre le nouveau gouvernement. "*Notre parti participera au nouveau gouvernement et aura un rôle actif à jouer*", a déclaré Hedi Ben Abbas, porte-parole du CPR, après un entretien avec Marzouki.

A eux deux, Ennahda et le CPR s'assureraient une majorité à l'assemblée avec 118 élus. On ignore si d'autres partis laïques sont prêts à rejoindre la coalition.

Mais un nouveau Premier ministre issu de l'aile la plus conservatrice du mouvement pourrait avoir des difficultés à trouver des alliés laïques dans le climat extrêmement tendu créé par l'assassinat de Belaïd.

La crise politique a également mis en lumière les divergences internes à Ennahda, entre Ghannouchi, revenu d'exil après la chute de Ben Ali, et Jebali, emprisonné sous l'ancien président pour son rôle d'opposant.

Pour le politologue Salem Labyed, la Tunisie, berceau du "*printemps arabe*", est à nouveau à la croisée des chemins.

"*Si Ennahda désigne un de ses faucons, il y aura un conflit avec les partis laïques. A ce moment-là, le climat pourrait devenir très tendu et déborder dans la rue*", dit-il. Reuters 21.02

2- Etats-Unis

Les coupes budgétaires automatiques prévues pour le 1er mars sont la conséquence d'un mécanisme voté en 2011 par le Congrès, avec l'aval de Barack Obama, pour surmonter l'impasse politique à Washington et, enfin, contrôler le déficit public.

Au départ, les coupes automatiques devaient simplement servir de menace pour inciter les deux partis à forger un compromis alternatif.

Mais, comme dans un mauvais film à suspense, ce qui devait arriver arriva: en pleine campagne électorale, ni les démocrates ni les républicains n'ont cédé sur leurs propres exigences. Aucun plan de remplacement n'a vu le jour, et le budget de l'Etat fédéral sera donc coupé "*automatiquement*".

Au menu: une réduction des dépenses de 85 milliards de dollars entre le 1er mars et le 30 septembre, fin de l'exercice fiscal 2013. Et 109 milliards pour chacune des neuf années suivantes, au terme desquelles le déficit serait réduit à 3,6% du produit intérieur brut, contre 5,3% cette année.

La somme, 85 milliards, peut sembler faible sur un budget total de quelque 3.500 milliards. Mais l'impact est localisé sur certains programmes.

La défense sera la plus durement frappée, avec un budget raboté d'environ 8% en 2013. Les militaires sont immunisés, mais les 800.000 civils du Pentagone passeront au chômage partiel un jour par semaine à partir de fin avril --une réduction de salaire de 20%.

La Marine réduira le nombre de jours en mer de ses navires de 30 à 35%. Le déploiement d'un second porte-avions dans le Golfe a été annulé. Et la maintenance des bases et équipements militaires est déjà différée, forçant les sous-traitants de la défense à licencier.

Le reste du budget subira une réduction d'environ 5% cette année, puis d'environ 6 à 7% chacune des neuf années suivantes, selon les calculs du centre de réflexion CBPP à Washington.

Les grands programmes sociaux sont exemptés: la retraite, la santé pour les plus démunis, les bons alimentaires. Mais ailleurs, de l'agriculture à l'éducation et la justice, chaque ligne budgétaire sera touchée.

La Maison Blanche a fait ses calculs: sont menacés 10.000 emplois de professeurs, des centaines de procureurs fédéraux, ou encore les services d'inspection alimentaire. AFP 21.02

3- Syrie

3.1- Les informations contradictoires se succèdent :

Alors que des images vidéos mettent en scène le crash sur les frontières syro-libanaise d'un avion qui selon les sources militaires officieuses est israélien, Time of Israel parle d'un drone abattu par la DCA syrienne! Un missile sol-air, selon les témoins, aurait intercepté l'appareil qui s'est écrasé dans les forêts Al Rachadya. L'agence de presse libanaise avait annoncé la violation de l'espace aérien libanais par plusieurs avions sionistes. french.irib.ir 21.02

Le conseiller du gouvernement américain a fait part de la vaste guerre cybernétique lancée par la Maison Blanche contre la RII, la Chine et la Russie.

Scott Borg, chef exécutif du département des conséquences cybernétiques (US cyber consequences unit) et conseiller du gouvernement US, l'a annoncé, mercredi, sur l'antenne de NBC, ajoutant qu'une course est en cours entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie, pour créer les plus puissants virus, vers, rojan chevaux et d'autres outils de la guerre cybernétique, pour lutter les uns contre les autres, ainsi que contre les pays moins développés. Le conseiller du gouvernement américain a affirmé que la RII est, sérieusement, en train de développer ses capacités, dans son armée cybernétique, pour faire face aux attaques cybernétiques. french.irib.ir 21.02

3.2- Selon des sources militaires syriennes, un chasseur israélien aurait été abattu, mercredi, près des frontières syro-libanaise.

Selon la télévision Al-Jadeeda, "*les rebelles, croyant qu'il s'agissait d'un avion syrien, ont filmé la scène et manifesté leur joie, en criant Allah Akbar*". Or, ajoute la source militaire syrienne, "*c'est un chasseur israélien, qui a été abattu, avec un missile Sam 7 de l'armée syrienne*", et qui "*s'est écrasé, dans les faubourgs boisés de Rashadiya*". L'IRIB n'est pas en mesure de confirmer

cette information. Il y a un mois, l'aviation sioniste a mené un raid contre un centre de recherche de l'armée syrienne, en tuant 7 personnes. La Syrie a promis de riposter, à sa manière. french.tribune.org 21.02

SOCIAL

1- Inde

Les banques publiques et les usines étaient paralysées jeudi en Inde au second jour d'une grève nationale lancée par les syndicats pour protester contre une politique gouvernementale "*anti-travail*", un mouvement qui sonne comme un avertissement à un an des élections générales.

Cette grève lancée par onze organisations syndicales vise à dénoncer une série de mesures ouvrant des pans entiers de l'économie aux investisseurs étrangers pour relancer la croissance et réduire le déficit public.

Les grévistes entendent aussi protester contre un taux d'inflation élevé et une hausse des prix du carburant, annoncée à l'automne dernier.

Selon les observateurs, cette grève souligne le mécontentement au sein de la classe ouvrière qui se sent exclue du développement économique du pays au cours des dix dernières années.

Des responsables de deux partis de gauche ont annoncé qu'ils boycottaient l'ouverture de la nouvelle session parlementaire jeudi en signe de solidarité avec les grévistes.

"*La grève reflète la colère contre le gouvernement et ses politiques*", a déclaré Gurudas Dasgupta, le secrétaire général du Congrès indien des syndicats (AITUC), une organisation orientée à gauche.

En début de semaine, le Premier ministre du gouvernement de centre-gauche, Manmohan Singh, a appelé les syndicats à lever leur appel à la grève en mettant en garde contre le risque de pertes pour l'économie, dans un contexte de sévère ralentissement de la croissance.

Pour éviter une éruption de violence dans ses usines, le constructeur automobile Maruti a donné leur journée au personnel, selon l'agence Press Trust of India. En juillet dernier, une violente émeute avait fait un mort et près d'une centaine de blessés parmi les cadres.

Mercredi, des manifestations ont dégénéré dans une ville satellite de New Delhi lorsqu'une foule a lancé des pierres, vandalisé des usines et mis le feu à plusieurs véhicules. AFP 21.02

2- Belgique

Entre 30.000 (selon la police) et 40.000 (selon les organisateurs) personnes ont manifesté jeudi dans le centre de Bruxelles, à l'appel des trois grands syndicats belges, pour dénoncer les politiques d'austérité qui se traduisent notamment par un gel des salaires.

Une importante délégation de travailleurs des sites liégeois d'ArcelorMittal, frappés par une restructuration, et de l'usine Ford de Genk, qui fermera fin 2014, ouvrait le cortège qui a défilé entre les gares du Nord et du Midi.

"*Des pensionnés, des chômeurs, des malades n'ont pas le petit minimum qui leur permet d'ajuster un peu leurs revenus*", a déclaré Claude Rolin, secrétaire général de la CSC, un des syndicats appelant à cette manifestation.

Les syndicats dénoncent le gel des salaires, l'absence d'augmentation des allocations sociales ou du salaire minimum.

Les syndicats n'ont pas appelé à une grève générale, néanmoins les transports publics ont été perturbés jeudi matin dans la capitale belge, en Wallonie (sud) et en Flandre (nord). En revanche, les trains roulaient pratiquement normalement et les aéroports n'étaient pas perturbés.

La mobilisation a également eu des conséquences dans certaines grandes entreprises, notamment à la Fabrique Nationale (FN) d'armement, en région liégeoise (sud-est), où la grève était totale, ou encore à la Sonaca (construction aéronautique et aérospatiale), dans la région de Charleroi (sud-ouest).

Les syndicats entendaient mettre la pression sur le gouvernement dirigé par le socialiste Elio Di Rupo --mais qui compte également des libéraux et des démocrates chrétiens-- qui a imposé un gel des salaires pour réduire les déficits et renforcer la compétitivité des entreprises.

Les représentants des travailleurs sont également engagés dans un bras de fer avec le patronat, avec lequel il ne parviennent pas à conclure un accord permettant malgré les balises mises par le gouvernement d'améliorer les conditions de travail.

La Fédération des Employeurs de Belgique (FEB), qui plaide pour la modération salariale et des allègement de charges, a sans surprise condamné jeudi la manifestation. "*Il est grand temps d'arrêter de mener des actions et d'opter résolument pour des solutions opérationnelles*", a déclaré son directeur, Pieter Timmermans. AFP 21.02

Haut de page ↗

Le 23 février

CAUSERIE

J'ai laissé de côté quelques sujets d'actualité faute de temps. Demain et lundi ce sera service minimum pour cause de santé.

Je n'ai eu ni le temps ni le courage de corriger mes causeries et de les formater en pdf. Je dois faire face à de nouveaux problèmes personnels très graves, dont je ne vous parlerai pas pour une fois.

J'ai mis en ligne une dizaine d'articles de sources diverses. Nouvel avertissement. Ne prenez surtout pas les analyses ou les conclusions qu'ils contiennent pour argent comptant !

Relevé rapidement dans deux articles parcourus en diagonale, je crois qu'il va falloir que je lise tous les articles avant de les mettre en ligne, en réalité, j'en lis un sur dix par manque de temps, car certains posent vraiment problèmes, ils sont à la limite de la falsification, le second ici le prouve.

Titre : Les grands absents du Lincoln de Spielberg : 4 millions d'esclaves.

Et dans cet article : les raisons de l'assassinat de Lincoln passent aussi à la trappe, les mêmes que JFK ou un certain Kadhafi, ce nom doit vous dire quelque chose...

Titre : Fourest et les complotistes : posons les bonnes questions sur la manipulation de l'info.

On peut y lire : "*Affirmer que la guerre en Libye était prévue depuis 10 ans (...) a été suscité par la CIA est stupide*"...

On dispose du témoignage vidéo du Général Wesley Clark qui dément cette affirmation frauduleuse : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2vWe0cVdYRI

Le Général Wesley Clark précisait même que la Libye faisait partie d'une liste de 7 pays (Afghanistan, Irak, Soudan, Libye, Syrie, Liban et Iran), si vous n'avez jamais visionné cette vidéo, écoutez attentivement ce qu'il dit, il relate une discussion qui a eu lieu 10 jours après le 11 septembre 2001 dans son bureau au Pentagone. Si vous n'avez pas encore regardé cette vidéo, faites-le sans tarder, elle dure 2 minutes et 18 secondes, vous ne perdrez pas votre temps.

Une grande partie de cet article est du même tonneau. Je le mets en ligne pour info uniquement, pour prouver ce que j'avance ici et ci-dessous. Il est le fait de journalistes qui soutiennent la version du 11 septembre 2001 de G.W. Bush, en réalité Rumsfeld, contre ceux qui la dénoncent (les "*complotistes*" ou "*conspirationnistes*", aujourd'hui entre 30 et 50% des Américains soit dit en passant, à croire qu'ils seront les derniers à soutenir l'administration américaine, le Pentagone et la CIA !), ce qui fait d'eux des complices ou des agents inconsciemment ou malgré eux de la politique guerrière (pour lutter contre le terrorisme) mise en oeuvre par l'impérialisme américain à la suite du 11 septembre 2001 et qu'ils prétendent combattre par ailleurs, partant de là, autant dire que les arguments qu'ils avancent sont totalement inoffensifs ou confinent à l'impuissance.

Il est à noter, que cet article mis en ligne par le portail de Michel Collon, a été publié à l'origine dans un blog du Nouvel Observateur, un magazine atlantiste ou bien connu pour son accointance avec les néo conservateurs américains.

Cet article devrait finalement satisfaire C. Fourest et le club de l'Oratoire, Le Siècle, etc., la même famille que le Nouvel Observateur.

Avant j'avais rédigé ces quelques lignes, je crois qu'il n'y a rien à retrancher.

Les intellectuels (écrivains, journalistes, philosophes, historiens, etc) en général sont vraiment minables, ils ont un état d'esprit épouvantable. Je ne devrais peut-être pas le dire de cette manière-là, mais je m'en tape complètement, je n'ai aucun lien avec eux et je ne tiens pas à en avoir dans ces conditions-là, car finalement ils ont un esprit étroit et borné au possible, non pas parce qu'ils ne partageraient pas mes idées, ce serait prétentieux de ma part, absurde ou grotesque, mais tout simplement parce qu'ils se refusent à réfléchir honnêtement aux questions qu'on leur soumet, pire, ils occultent ou falsifient les faits quand ils les dérangent, du coup toute discussion avec eux est rendue impossible.

Ils sont comme les philosophes enfermés dans le système qu'ils ont créé et ils sont incapables d'en sortir, ils sont tout juste bon à passer leur temps à le justifier, c'est le fond de commerce qui les fait vivre, exactement comme nos dirigeants avec la politique de leurs partis et leurs appareils. On ne pourra pas me reprocher d'attaquer aveuglément les partis, je suis le premier à dire : le parti, encore le parti, toujours le parti, vous en êtes témoins.

Quelques constats.

La brutale politique d'austérité que mettent en oeuvre tous les gouvernements de l'UE, les guerres impérialistes ou néo coloniales auxquelles ils se livrent, l'endettement sans précédent des Etats, des entreprises et des particuliers dans tous les pays sur tous les continents, les mécanismes financiers plus ou moins occultes dont dispose l'oligarchie financière pour piller légalement les richesses produites à travers le monde, la remise en cause des principes les plus élémentaires de la démocratie ou des droits politiques des travailleurs, la surexploitation du travail en Chine et les pays similaires, la misère dans laquelle ils maintiennent une grande partie de la population, notamment en Afrique, en Asie et en Amérique latine, la mise en coupe réglée des ressources de la planète et la destruction de notre environnement, l'ensemble (combiné) de ces méfaits est dicté uniquement par la crise du capitalisme, qui au-delà de ses fondements a commencé à en saper les bases, qui, s'il s'avérait que le prolétariat mondial était incapable de le stopper dans sa marche destructrice sonnerait le déclin ou la fin de la civilisation humaine telle qu'elle s'est développée jusqu'à nos jours.

Je n'invente rien, je crois me souvenir que Lénine et Trostky étaient parvenus à la même conclusion. Je ne fais que livrer un constat, il n'y a rien d'idéologique ou de doctrinaire dans mon discours. Tous ceux qui seraient tentés de voir un sursaut salutaire à l'occasion de telle ou telle manifestation des masses, qui seraient animés par un optimisme béat suite à tel ou tel événement se mettent le doigt dans l'oeil pour ne pas voir la réalité en face, et quelque part ne craignons pas d'affirmer qu'elle est dramatique pour l'humanité entière. Pourquoi ? Un rappel pour comprendre comment j'en suis arrivé à ce second constat.

En 1917, grâce au parti bolchevik de Lénine et Trotsky et à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat des villes et des campagnes pour la première fois voyait le jour un véritable Etat ouvrier censé rompre avec la spirale sans fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, avec à terme le règne de la nécessité... Mais voilà, il se trouva qu'au même moment dans les pays les plus industrialisés le prolétariat n'était pas prêt à franchir ce pas et à avancer sur la voie du socialisme. Du coup, c'est la contre-révolution qui l'emporta, réduisant au passage à néant les acquis de la révolution russe de 1917 sans pour autant pouvoir lui infliger un démenti.

A partir du milieu des années 20 au XXe siècle toutes les révolutions prolétariennes furent étouffées dans l'oeuf, échouèrent ou furent confisquées par une caste parasitaire de bureaucrates (Chine, Cuba, etc.) bâtie sur le modèle du stalinisme qui était l'antithèse du bolchevisme, du socialisme ou du communisme, le meilleur allié du capitalisme. Ces contre-révolutionnaires ne s'employèrent pas seulement à faire échouer toutes les révolutions prolétariennes, ils se firent systématiquement les fossoyeurs du socialisme en en donnant une image épouvantable, de telle sorte que les travailleurs qui à travers le monde avaient été conduits à épouser l'idéal du socialisme s'en détournèrent ou finirent par identifier le socialisme à sa contrefaçon immonde le stalinisme.

De leur côté, les capitalistes ne furent pas en reste, ils profitèrent du nouveau cycle du capitalisme ouvert après la Seconde guerre mondiale pour finir de corrompre (et de diviser) le mouvement ouvrier et ses dirigeants, y compris ceux de son avant-garde, de telle sorte qu'au moment de l'effondrement de l'URSS et ses satellites, de la restauration du capitalisme en Chine par la suite, le capitalisme demeura le seul système économique ou le seul modèle de société à l'horizon, le prolétariat et la quasi totalité du mouvement ouvrier y étant désormais plus solidement enchaînés que jamais.

Et si j'ai laissé de côté la lutte de classe jusqu'à présent, c'est volontairement, parce qu'elle a été totalement pervertie pendant cette période par ceux, qui au lieu de la considérer comme autant d'expériences ou d'étapes vers l'émancipation du capital ou dans la perspective de l'effondrement du capitalisme, qui a bien des égards aurait pu être précipité ou avoir lieu depuis très longtemps, si les dirigeants du mouvement ouvrier ne s'étaient pas employés à troquer la mobilisation des masses pour obtenir satisfaction à leurs revendications, la négociation ou l'ancêtre de ce qu'on appelle aujourd'hui le dialogue social, au bout du compte la lutte de classe à force d'être subordonnée au capitalisme ou de se situer sur le terrain du capitalisme a fini par être incapable de nos jours de se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, au point que les idées du socialisme sont devenues totalement étrangères à la classe ouvrière ou aux masses exploitées. Je n'invente rien, on peut en faire le constat quotidiennement, hélas !

Tout cela pour en arriver à un autre constat tout aussi affligeant ou dramatique, je ne noircis par le tableau par plaisir, mais parce que c'est malheureusement la couleur qu'il convient d'employer pour demeurer fidèle à la réalité. Je sais, se la prendre en pleine figure, cela peut faire mal, ne m'en voulez pas, je m'en tiens aux faits et je n'ai pas du tout envie de vous raconter des histoires ou de vous tromper.

Pourquoi j'ai fait ce rappel plus haut, parce que même si dans un pays il existait un parti du type de celui de Lénine et qu'une révolution était victorieuse, il y aurait fort à craindre que par la suite la tournure des événements emprunte celle à laquelle nous avons assisté à partir de la moitié des années 20. Même s'il existait une Internationale ouvrière digne de ce nom faudrait-il encore que ses sections soient aussi puissantes ou développées que le parti bolchevik, or aujourd'hui on ne voit pas trop par quel miracle cela pourrait se produire, c'est impossible et nous préférons regarder lucidement la réalité en face. Nous sommes donc dans une impasse totale, voilà ma conclusion et ce sera mon dernier constat.

Est-ce que nos dirigeants, les cadres et les militants de l'avant-garde qui combattent pour le socialisme en ont vraiment conscience ? Rien n'est moins sûr. Aucun élément ne permet de l'affirmer. C'est le côté profondément tragique de la situation, car on a été incapable de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire et de faire en sorte que le niveau de conscience politique des masses progresse.

Je ne veux accuser personne car l'heure est beaucoup trop grave pour cela. Je ne parviens pas à comprendre quel est l'obstacle qui empêche travailleurs, militants, cadres et dirigeants de renouer avec le marxisme, avec le léninisme, le socialisme, de se rassembler dans le même parti sur cet objectif. Je vous ai toujours dit qu'il fallait être modeste ou humble dans la vie, je crois vraiment que c'est le moment où jamais.

Un dernier mot que je rajoute rapidement samedi matin.

Je serais sur le terrain en France ou je militerais que cela ne changerait absolument rien aux constats que j'ai dressés.

Les intellectuels pourraient en profiter pour dire : voyez, vous dites vous-même qu'il n'y a pas d'issue... Faux, je dis qu'aucun parti se situe (pour le moment) sur le plan du socialisme qui demeure la seule alternative au capitalisme, mais cette alternative existe bel et bien, l'humanité n'a aucun avenir si le capitalisme devait demeurer en place, ce serait le chaos, la barbarie qui s'étendrait sur toute la surface de la terre, ce n'est pas la même chose. Rien ne justifie de se situer sur le terrain du capitalisme, à part l'ignorance ou des intérêts individuels que l'on cherche à préserver au détriment du sort du reste de l'humanité...

En fait, ce qui se passe et qui explique pourquoi les conditions subjectives ne sont pas mûres, provient du fait que les conditions objectives ne le sont pas non plus. On ne socialise pas la misère dit-on... Sauf que c'est bien au siècle de la misère humaine que le marxisme vit le jour, que la Commune de Paris eut lieu, que les syndicats et les partis ouvriers furent créés, que se développa la plus intense lutte de classes de l'histoire de l'humanité, on pourrait même ajouter la révolution russe de 1905 et 1917 quand les masses russes étaient en proie à une dictature implacable et une misère effroyable, donc tout cela est incompréhension ou baratin de capitulards ou de renégats, de lieutenants des capitalistes.

Attendons de voir ce qui se passera quand la situation en France, en Espagne et Italie serait similaire à celle qui existe en Grèce et on en reparlera. La majorité des masses en France continue de vivre comme avant, comme s'il n'y avait pas de crise du capitalisme, elle a encore les moyens d'en supporter les conséquences sans remettre radicalement en cause son mode de vie, son niveau de vie n'en est que guère affecté jusqu'à présent. Il faudra sans doute attendre qu'il soit divisé par deux ou par trois pour que l'issue dont nous avons parlé prenne forme, si toutefois un parti la reprend à son compte, sinon aucun changement qualitatif ne se produira, comme c'est malheureusement le cas en Grèce.

L'issue politique à la crise du capitalisme est la combinaison de conditions objectives favorables, quand les masses ne peuvent plus vivre comme avant, et du parti qui incarne consciemment l'évolution de la situation jusqu'à poser les bases d'une nouvelle société sur les cendres de l'ancienne, de l'ancien régime. Qu'un des deux éléments fasse défaut et aucune alternative politique ne peut voir le jour, elle demeurera à l'état théorique si l'on veut, mais elle ne pourra se concrétiser dans la pratique, même avec les meilleures intentions du monde. Il est là le côté dramatique de la situation et non dans les coups très durs que les capitalistes assènent aux masses, car nous savons que malheureusement il faut en passer par là pour que les masses se soulèvent, pour que leur niveau de conscience politique mûrisse, les choses sont ainsi, on peut le regretter ou pleurer à chaudes larmes sur les sacrifices que nous devons consentir que cela n'y changera rien. Apprenons avant tout à regarder la réalité en face au lieu de prendre sans cesse nos désirs pour la réalité, c'est le meilleur moyen pour être vraiment utile à notre classe, à notre cause, à notre idéal (A suivre)

[Collaboration de classes. Droit de l'homme ou lutte de classe ?](#)

- Pour un droit à une information pluraliste par le M'PEP - Le 22 février 2013.

- Le contenu du programme du Conseil national de la Résistance n'a pas pris une ride quand il se fixe pour objectif, entre autre, « la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères

». En effet la presse, avant la guerre, notamment au moment du Front populaire, puis pendant l'Occupation, était totalement corrompue par des décennies de compromissions. Elle avait fait la démonstration de la servilité de ses propriétaires et d'une grande partie des journalistes. Certains titres de presse étaient devenus les organes de propagande de l'Allemagne nazie et du régime de Vichy. Aujourd'hui, sous des formes différentes, la presse est tout aussi servile, dans des proportions gigantesques, vis-à-vis des classes dirigeantes dont elle est l'agent. D'ailleurs il vaut mieux utiliser l'expression « *les médias* », c'est-à-dire un ensemble de moyens de communication infiniment plus vaste que la seule presse écrite – qui en fait partie – et dans lequel se placent principalement les télévisions, les radios et Internet. Les grands médias sont un instrument d'asservissement au néolibéralisme, chargé de mener la guerre idéologique. C'est pourquoi le droit à une information pluraliste et à la diversité culturelle devient un droit de l'Homme au sens plein du terme.

Rappelons que le programme du Conseil national de la Résistance n'est rien d'autre que l'achèvement du programme du Front populaire ne remettant pas en cause le capitalisme et ses institutions, son Etat, le tout sous couvert d'union nationale entre le PS (SFIO), le PCF, les syndicats et le parti de l'ordre, ce qui n'a absolument rien avoir avec l'objectif du combat du mouvement ouvrier et le socialisme.

Compatible avec le plan Marshall concocté par l'impérialisme américain pour reconstruire l'Etat bourgeois et refaire démarrer la machine capitaliste après la Seconde Guerre mondiale, il en sera le pendant social marchandé en échange du désarmement des masses en armes à la fin de la guerre, afin de d'endiguer, de trahir la mobilisation révolutionnaire qui s'était développée à cette époque... La nature du programme du Conseil national de la Résistance était contre-révolutionnaire, voilà le constat que l'on peut établir en le replaçant dans son contexte. Il l'est évidemment tout autant aujourd'hui, si ce n'est plus puisque depuis la crise du capitalisme a pris une ampleur inégalée dans le passé.

Lénine expliquait que reprendre à son compte le mot d'ordre de la liberté d'expression consistait à entretenir des illusions dans la régime, qui consisterait à faire croire que toute les classes pourraient en bénéficier à égalité de droit, alors que c'est impossible sous un régime capitaliste puisque les moyens financiers ou matériels dont disposent les différentes classes sont sans commune mesure pour lui permettre d'exister, au profit de la classe dominante et au détriment de la classe sominée. Autrement dit, que cet argument était démagogique et relevait davantage de la propagande officielle pour revêtir le régime d'un vernis démocratique trompeur à destination des masses exploitées.

Lénine se plaçait sur un autre terrain que celui de la bourgeoisie, et donc celui du M'PEP.

Il estimait que la liberté d'expression dont disposait la classe ouvrière devait être inséparable de son combat contre le régime en place, qu'il était partie prenante de son combat quotidien pour son émancipation du capital, que son combat politique en était l'expression, que seule la classe ouvrière et les partis qui la représentent devaient décider du contenu et de la forme, des moyens mis en oeuvre pour mener leur combat, qu'elle ne pouvait conquérir cette liberté qu'à travers sa mobilisation et sa prise de conscience politique des rapports qui existaient entre les classes, et qu'en aucun cas elle ne devait demander au régime en place d'en être le garant, ce qui aurait consisté à en être l'otage ou pire, le complice sachant qu'elle serait toujours limitée et bafouée tant que le régime n'aurait pas été renversé.

Pour Lénine et conformément au marxisme, que ce soit sur le plan économique, social ou politique, la classe ouvrière ne doit arracher des concessions de la classe des capitalistes dans la perspective de son émancipation du capital uniquement pas sa mobilisation ou son combat politique, car c'est seulement par cette expérience si elle est orientée correctement que le prolétariat peut prendre conscience des rapports qui existent entre les classes et en tirer des leçons pour la suite de son combat, condition pour que le fil qui le relie à son idéal ne soit jamais rompu, en l'occurrence cela fait belle lurette qu'il l'a été, ce qui explique pourquoi nous sommes dans une telle situation. Sinon, s'il s'en remet au régime pour améliorer sa condition, il ne parviendra jamais à en comprendre la nature, donc il sera toujours incapable de le combattre efficacement, l'efficacité de son combat se mesurant en terme de construction du parti révolutionnaire et la progression de son niveau de compréhension de la société dans laquelle il vit.

Nos droits dans tous les domaines, on doit les conquérir par la lutte de classe et non en quémandant au régime des concessions ou des faveurs, tel est l'un des enseignements déterminant du marxisme.

Quand on lit que "*la presse est tout aussi servile*" aujourd'hui qu'hier ou avant-hier, on sourit spontanément, on se dit quelle naïveté, on se demande où les auteurs de ces lignes veulent en venir. Sont-ils frustrés à ce point-là, que le régime ne leur fasse pas une place suffisante dans ses médias ou ne leur accorde un espace suffisant pour s'émanciper "*librement*" ?

C'est aussi manifester de leur part qu'ils ne comprennent pas la nature de la crise actuelle du capitalisme, avancer le programme du CNR le prouvait déjà. Il semblerait que face à cette crise les différents gouvernements pour mettre en oeuvre leur politique de régression sociale sans précédent depuis plus d'un demi-siècle, n'ait pas d'autre alternative que piétiner toute forme d'expression de la démocratie, que museler les droits politiques des masses, au point que réclamer "*le droit à une information pluraliste et à la diversité culturelle*" en devient grotesque.

ACTUALITÉ DU JOUR

Chacun son tour, suite.

- Dérapage budgétaire de la France: ce que cache la clémence de Bruxelles - lexpansion.com

Le gouvernement prépare déjà la rigueur pour 2014.

Ce délai accordé par Bruxelles pour réduire le déficit n'est pas pour autant un blanc-seing. La France reste dans l'oeil du cyclone. L'exécutif européen exhorte clairement Paris à poursuivre ses efforts budgétaires. Si aucune réforme n'était faite, le déficit public de la France continuerait d'augmenter en 2014, à 3,9%, en dépit d'une croissance attendue à 1,2, selon la Commission. *"Etant donné les risques liés à une dette publique qui a déjà grimpé au-dessus de 90% et le défi de compétitivité très important auquel fait face l'économie française, il faut que la France poursuive les efforts budgétaires et les réformes structurelles pour la croissance et l'emploi"*, a souligné Olli Rehn. Bruxelles attend notamment de Paris un profond examen des dépenses publiques.

Message reçu à Bercy et à Matignon. Pierre Moscovici a promis ce vendredi que la France poursuivrait ses "efforts" pour rétablir les finances publiques. Il a énuméré les chantiers du gouvernement pour faire des économies de 60 milliards d'euros sur les dépenses publiques en cinq ans: réformes des retraites, de la politique familiale, des aides aux entreprises, etc. Des principes de discipline en matière de dépense des ministères ont été édictés mi-janvier par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault dans une circulaire. Enfin, le gouvernement a avancé de trois mois l'envoi des lettres de cadrage pour l'élaboration du budget pour 2014. Tous les ministères seront mis à la diète. lexpansion.com 22.02

Diable, un vrai bordel !

La rumeur s'emballe, plus folle que jamais. Un vrai "casino", comme disent les Italiens. C'est en effet le "bazar" à Rome depuis la parution hier dans le quotidien de gauche italien La Repubblica d'un article faisant état d'un prétendu réseau homosexuel au Vatican impliquant prélats, séminaristes et prestataires de service tarifés. Telle serait la bombe du fameux scandale du Vatileaks - en sus des finances opaques de la Banque du Vatican. Une bombe dont le pape aurait eu connaissance dès le mois de décembre dernier, et qui aurait fortement contribué à son renoncement. Quelques heures plus tard, on apprenait que le pape allait rencontrer - vraisemblablement lundi prochain 25 février - les trois cardinaux qu'il avait missionnés pour enquêter sur l'affaire au nom de l'Eglise. De là à imaginer que le contenu de leur rapport est aussi explosif que le laisse entendre la presse italienne...

"C'est une montée en puissance du dénigrement dont est victime l'Eglise depuis plusieurs années, répond à l'Express un responsable de la curie. En ce moment, toutes sortes de choses sortent. Le cardinal canadien Ouellet (ndlr: l'un des papabili les plus sérieux) était lui-même visé ces derniers jours par la presse, qui rappelait que son frère avait eu des ennuis avec la justice, et pas pour des babioles!"

L'homosexualité au sein du Vatican est l'une de ces évidences dont tout le monde parle à Rome, mais que nul ne s'aventure jamais à détailler publiquement, de crainte des répercussions. C'est d'ailleurs pour cela que le vaticaniste Marco Politi ne croit pas à la thèse de ses collègues de la Repubblica. *"Dans tous les courants de la curie - conservateur ou réformateurs - on trouve des gens aux moeurs homosexuelles. On ne peut absolument pas envisager un lobby gay qui ferait pression sur le pape, puisque cette pression nuirait à beaucoup trop de personnes! Sans compter que l'article ne comporte aucune citation directe du rapport établi par les cardinaux chargés de l'enquête interne sur Vatileaks. Il faut donc prendre tout cela avec beaucoup de pincettes"*.

Ce nouvel épisode s'ajoute à d'autres informations récentes - certifiées, celles-là- fortement embarrassantes pour le Vatican, telle que l'audition du cardinal américain Timothy Dolan - autre papabile. Le prélat vient d'être entendu dans une enquête sur des abus sexuels commis par des prêtres de son ancien diocèse de Milwaukee alors qu'il était archevêque, entre 2002 et 2009. La polémique enfle autour de la participation au conclave de cardinaux qui auraient pêché par négligence dans les affaires de pédophilie de leur diocèse, tel le primat d'Irlande, Sean O'Brady. Si le pontificat de Benoît XVI fut tout sauf tranquille, son épilogue promet d'être au moins aussi agité. lexpansion.com 22.02

Ne dites surtout pas que la curie est dégénérée, l'homosexualité est à la mode, pour un peu les Grecs s'y adonnant dans l'Antiquité, elle serait même à l'origine de la démocratie, au même titre que l'esclavage qui en était le pendant et dont certains sont nostalgiques, où cela ? mais en Grèce voyons, informez-vous...

Ce qui autrefois constituait un signe évident de la dégénérescence ou de la décadence d'une société est devenu le symbole de sa prospérité... Si, si, puisqu'on vous le martèle sous tous les angles, c'est que la classe dominante y a forcément un intérêt quelque part... Mais non, mais non, qu'allez-vous chercher, dans la société les rapports entre les hommes et les femmes, entre les classes, à l'intérieur des classes ne se sont jamais aussi bien portés que de nos jours... Comment cela, vous ne vous êtes pas rendus compte, c'est que vous avez dû passer à côté de quelque chose.

On reviendra plus tard sur la crise qui secoue ce paradis fiscal où les anges batifolent joyeusement. Cela aurait un rapport avec l'oligarchie financière et ses projets politiques criminels à l'échelle de la planète. Je dispose bien d'un ensemble de données qui le prouvent, reste à en connaître les aboutissants, or ils se trouvent que ceux qui détiennent ces informations sont des catholiques orthodoxes, donc on ne peut se fier à leurs analyses forcément partisans.

En aparté.

Je suis tombé par hasard sur un article qui affirme que Barroso serait à la tête d'une organisation néo nazi spécialisée dans les enlèvements d'enfants pour le compte d'un réseau pédophile européen très huppé.

Sur le coup j'ai cru à un canular ou une histoire totalement inventée ou sortie de la tête de complotistes, l'article était très long et je ne l'ai pas lu en entier, sauf qu'à la fin il était question d'une enquête de police, donc quelque chose de consistant et vérifiable, dans laquelle il était fait mention d'un témoin qui aurait été menacé de mort s'il prononçait à nouveau le nom du président de la Commission européenne, or s'il s'agissait d'une simple fabulation d'un témoin écervelé il aurait suffi au parquet de le menacer de poursuite pour diffamation par l'intéressé lui-même. Sauf qu'une telle démarche n'a pas eu lieu, car sans doute elle aurait pu alerter les médias qui auraient pu chercher à en savoir plus, chez ces gens-là il y a toujours d'incorrigibles fouilles merde qui sans le vouloir auraient pu soulevé un lièvre plutôt encombrant pour l'UE. De toutes manières cette personne ne pourra plus témoigner si nécessaire, bizarrement elle est morte depuis, ils ont dû le liquider.

Je vous mets deux extraits de cet article (<http://www.wikistrike.com>) à prendre avec réserves.

- " C'est un journaliste anglais, Christopher Story, qui a sorti l'info: la petite Madeleine McCann aurait été enlevée pour le compte du président de la commission européenne, José Manuel Barroso. Comme avec l'affaire Joris Demmink aux Pays-Bas, on se rapproche furieusement des réseaux d'extrême droite installés après-guerre, mais par l'Allemagne cette fois.

Je vous donne ici un peu les infos brutes sur le sujet, qui restent bien sur sujettes à caution. Toutefois, les mécanismes qui sont dévoilés existent bel et bien, notamment en France. Reprenons.

Maddie a été enlevée à l'Ocean Club Resort de Praia da Luz, au Portugal, le 3 mai 2007. D'après Christopher Story, c'est un groupe néo nazi lié à la Défense allemande et basé à Dachau, appelé le Deutsche Verteidigungs Dienst (DVD), qui a fait le coup. Ceci, à l'instigation de Barroso, le président de la commission européenne, cet instrument de gouvernance fasciste, depuis 2004. Barroso a aussi été premier ministre du Portugal en 2002, franchement atlantiste, et a jeté les bases de la crise économique catastrophique que connaît son pays. D'ailleurs, il a fait exactement la même chose avec l'Europe, à croire que son seul but est de nous ruiner. (...)

Un certain Robert Argiz qui se présente comme un simple citoyen, a écrit en novembre 2009 à Barroso pour le mettre face à ses responsabilités et lui demander de rendre Maddie.

Entre deux petits fours, peut-être qu'il a eu le temps de la lire. Argiz écrit que c'est donc lui, Barroso, qui a ordonné son enlèvement. Il écrit que d'après le rapport du Global Analysis International Intelligence Agency de Christopher Story, « vous avez ordonné l'enlèvement de Madeleine McCann, après avoir vu les photos d'elle qui vous ont été montrée trois jours avant qu'elle soit enlevée, le 3 mai 2007, et elle est aujourd'hui retenue en captivité sous vos ordres. Le rapport d'analyse nous informe aussi que le 7 août 2007, le détective John Shore de la London Metropolitan Police intelligence unit a confirmé que Madeleine McCann a été kidnappée sous les ordres d'un haut membre de la Commission Européenne, via des personnes travaillant pour une organisation pédophile en Belgique, présente également au Portugal, après avoir reçu ses photos en pièce jointe dans un e-mail envoyé depuis Praia de Luz ». Story a expliqué qu'il avait publié le nom de Barroso suite à des menaces de mort qu'il a reçues par un inconnu lui demandant de ne pas citer Barroso. Mais, justement pour se protéger, Story n'a pas eu le choix et a tout balancé. Finalement, Story est mort en juillet 2010, et certains disent qu'il a été empoisonné lors d'une visite aux USA en mars 2010.

De son côté The Telegraph avait publié un mail envoyé par un agent de la police métropolitaine de Londres à la police de Leicestershire (où vit la famille McCann) en mars 2008, dans lequel l'agent explique que Maddie a été choisie sur photo et enlevée par un réseau pédophile basé en Belgique. Il ajoute que la petite a été prise en photo trois jours avant d'être enlevée.

De fait, toutes les pistes sauf celle du réseau pédophile d'élite ont été explorées, y compris la théorie d'un meurtre commis par les parents, qui ont été largement accablés par la presse. Si la piste Barroso est la bonne, on comprend pourquoi il est impératif de détourner l'attention vers les parents."

On dirait que leur monde est encore mille fois plus pourri que ce qu'on savait déjà, non ? Chut, on va peut-être pouvoir le réformer, demandons-lui la permission !

Goodyear : le tyran voulait conserver 500 emplois sur 1200, cela ne faisait pas le compte.

Sur Europe 1, le PDG de Titan se demande pourquoi Arnaud Montebourg l'"embête" sur le dossier Goodyear.

"Je veux dire: comment peut-il être aussi stupide?", demande-t-il en expliquant avoir négocié en vain pendant un an avec la CGT pour sauver 500 emplois "bien payés". Reuters 22.02

Avant il avait déclaré que les ouvriers devraient travailler six heures pour être payés sept. En passant de 1200 à 500 emplois pour abattre le même boulot, c'est 16 heures payés 7 qu'ils auraient dû travailler, à moins que le PDG de Titan International eut une autre idée en tête, par exemple liquider l'usine en deux fois avec la complicité de Goodyear ce qui aurait été plus simple ou avantageux pour eux...

On ne compte plus les usines qui ont fait l'objet de 3, 4, 5 dégraissages avant de fermer définitivement leurs portes, ils doivent appeler cela la méthode douce. Pour eux, bien sûr.

ACTUALITE EN TITRES

Jean qui rit

- Wall Street finit en hausse, reconsidérant le message de la Fed - AFP
- Les Bourses européennes terminent en hausse - Reuters
- Nouvelle amélioration du climat des affaires en Allemagne - Reuters
- L'Allemagne ne veut pas imposer de diktat à l'Europe, dit Gauck - Reuters
- Les banques remboursent moins que prévu à la BCE, craintes sur l'Italie - Liberation.fr
- L'ex-patron de Novartis s'excuse du niveau de sa rémunération - L'Expansion.com
- Bruxelles limite les bonus des banquiers : impact nul sur leur rémunération globale - Atlantico.fr
- Volkswagen explose encore les compteurs avec 22 milliards de bénéfices - L'Expansion.com -
- Porsche prévoit d'embaucher 3 000 personnes en cinq ans - L'Expansion.com

Jean qui pleure

- Le gouvernement réduira le déficit à 3% en 2014, dit Moscovici - Reuters
- Le non-cumul des mandats sans doute pas en vigueur avant 2017 - Reuters
- La zone euro en récession en 2013, l'économie française dérape - AFP
- Guetté par la récession, le Royaume-Uni privé de son triple A par Moody's - Liberation.fr
- Plus fort recul des ventes au détail en 18 ans en Italie en 2012 - Reuters

Quand la menace se précise

- Dérapage budgétaire de la France: ce que cache la clémence de Bruxelles - L'Expansion.com
- L'Europe annonce une nouvelle année d'effort pour la France en 2014 - LeMonde.fr
- La France doit prendre des mesures concrètes, dit Asmussen - Reuters

Que vont dire les militaires ?

- Pas d'économies dans le budget des Sports, promet Hollande - Reuters

Place au spectacle, priorité à l'opium du peuple !

Les réacs

- Et les fonctionnaires obtinrent la suppression de la journée de carence... L'emprise de la fonction publique sur la société française est-elle devenue insoutenable ? - Atlantico.fr

- Moins d'Etat, une idée qui fait son chemin - Atlantico.fr

- Pour le patron de Titan «l'extrémiste», c'est le gouvernement - 20minutes.fr

- Les dérives du régime chômage des intermittents du spectacle - LeParisien.fr -

- Chômeur, en vacances au Maroc, il remercie Pôle emploi - Le Nouvel Observateur

Moi, j'ai fait plus fort, pendant deux ans j'ai touché les allocations chômages alors que je me prélassais en Inde, c'était lors de mon premier voyage, à l'époque je passais mes journées à la plage. Voilà au moins une expérience que je ne regrette pas.

Plus fort encore, j'ai bossé environ 20 ans, à 60 ans donc dans 2 ans je vais pouvoir faire valoir mes droits à la retraite, selon l'assistante sociale du consulat de France je devrais toucher une retraite d'environ 300 euros par mois, pour commencer en attendant la complémentaire à 65 ans. C'est royal, cela équivaut à 21.000 roupies, hors loyer j'en dépense la moitié ou à peine plus. Voilà, ma fin de vie est assurée, bien joué, non ?

Surtout que je me suis installé en Inde grâce en partie aux ASSEDIC et pour avoir travaillé au noir, on s'est privé et on a économisé sur tout aussi, pendant 3 ans seulement, pour se passer d'un patron le restant de ses jours ce n'est pas un gros sacrifice. Camarades, je ne suis peut-être pas à la hauteur dans tous les domaines, mais question organisation et budget prévisionnel, je suis imbattable !

Intox

- Un chômeur touche en moyenne 980 euros - Le Nouvel Observateur -

- "*Peut-on combattre sa susceptibilité au travail?*" - L'Express.fr

Moi, j'ai renoncé à combattre celle des militants ou des travailleurs qui se connectent sur le site, je n'y prête même plus attention.

C'est peu dire !

- 60% des Français sont pessimistes pour l'avenir de la France - Reuters

- 3 Français sur 4 jugent injuste la politique fiscale du gouvernement - L'Express.fr

Verser des allocations familiales, des retraites exorbitantes à des parasites, c'est scandaleux, effectivement, un gouvernement ouvrier leur couperait les vivres, pas un euro, vendez les biens qu'on ne vous pas a pas encore confisqués pour survivre ou disparaissez !

Le jour où 60% des Français seront pessimistes pour leur propre avenir on en reparlera...

La négociation à coup de canons

- Les armes en Syrie, un moyen de pression pour négocier- LeFigaro.fr

- Une centaine de mort dans l'attentat de Damas- Liberation.fr -

- Des tirs de roquettes font 29 morts à Alep, selon l'OSDH- Reuters

Un jour j'espère qu'on pourra employer les mêmes moyens avec Le Figaro et ses semblables, sans sommations cela va s'en dire, le but n'étant pas de les épargner, voyez ces innocentes victimes en Syrie, merci messieurs Hollande et Fabius pour cette boucherie, on ne vous oubliera pas non plus....

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie a accusé vendredi les Etats-Unis de pratiquer une politique de "deux poids-deux mesures" à propos de la Syrie en reprochant à Washington d'avoir bloqué une déclaration du Conseil de sécurité de l'Onu condamnant un attentat à la bombe à Damas.

Cinquante-trois personnes ont été tuées lors de cet attentat commis jeudi dans la capitale syrienne non loin de l'ambassade de Russie et du siège du parti Baas au pouvoir. Reuters 22.02

2- Tunisie

Le président tunisien, Moncef Marzouki, a chargé vendredi le ministre de l'Intérieur sortant, Ali Larayedh, membre de l'aile dure du parti islamiste Ennahda, de former dans les deux semaines à venir le prochain gouvernement.

Le parti de gauche laïque de Moncef Marzouki, le Congrès pour la république (CPR), deuxième groupe à l'Assemblée avec 29 sièges, a dit son souhait de rejoindre une coalition dirigée par Ennahda, comme c'était le cas dans le gouvernement Jebali.

Le choix d'Ali Larayedh est en revanche critiqué par le reste de l'opposition laïque, qui lui reproche de ne pas avoir mis fin aux violences des mouvements salafistes, même s'il a agi avec fermeté contre les militants liés à Al Qaïda.

"Ce choix aggrave la crise car Larayedh a dirigé le ministère responsable du meurtre de (l'opposant Chokri) Belaïd et de la violence qui s'est étendue dans le pays", accuse Zied Lakhdar, un des dirigeants du Front populaire, dont Chokri Belaïd, tué le 6 février, était secrétaire-général.

Mahmoud Baroudi, dirigeant de l'Alliance démocratique, estime de son côté que la nomination de Larayedh va provoquer une nouvelle vague de contestation populaire. "Il est responsable de l'indulgence envers la violence islamiste contre les militants des droits de l'homme", affirme-t-il. Reuters 22.02

SOCIAL

France

1- Sacfom liquidée

Hier, le tribunal de commerce de Bobigny a placé en liquidation judiciaire Sacfom, la centrale d'achat du distributeur de fournitures de bureau Buro + basée à Rosny-sous-Bois. L'activité devrait cesser dès la semaine prochaine pour ses 109 salariés.

Installée sur 20000 m2 dans la ZAC de la Garenne, la coopérative de la Sacfom (Société des achats en commun des papetiers de France et d'outre-mer), avait été créée en 1948 par des fournisseurs du syndicat des papetiers afin de grouper leurs achats.

Selon les salariés, pour la plupart des agents chargés de la logistique mais aussi des cadres administratifs, chefs de produit et marketing, ce sont les conséquences de la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008 qui ont précipité la chute de la centrale d'achat. « Nous fonctionnons avec des marges plutôt faibles au regard des autres entreprises et les banques ont refusé depuis trois ans de nous prêter l'argent dont nous avons besoin pour la trésorerie », expliquait fin janvier l'un des salariés de l'entreprise. Le maire de Rosny-sous-Bois a annoncé qu'il allait rencontrer la semaine prochaine une délégation de salariés.

Si l'avenir de la Sacfom semble scellé, le sort des autres filiales du groupe Buro + (300 emplois en tout, 486 M€ de chiffre d'affaires) devrait être connu la semaine prochaine. Les situations d'Hyperburo (7 salariés) et Hyperburo Développement (46 salariés), également basés à Rosny et qui regroupent les hypermarchés de détail, doit être examiné mercredi prochain par le tribunal de commerce de Bobigny. Quant à Buro + Développement, qui emploie 123 personnes et dispose de plusieurs dépôts dont un à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne) et un autre dans la région toulousaine, plusieurs offres de reprise ont été déposées. Leparisien.fr 22.02

2- Retraités.

13,2 millions. C'est le nombre de retraités que comptait la France fin 2012, selon les chiffres que la Cnav (Caisse nationale d'assurance vieillesse) a dévoilés jeudi.

La Cnav a ainsi recensé 605 545 nouveaux retraités en 2012, un nombre en baisse de 4% par rapport à 2011. L'âge moyen des retraités est de 73,3 ans.

Hors retraites complémentaires et avant prélèvements sociaux, le montant moyen brut des pensions est de 665 euros pour les retraités de droit direct (hors pensions de réversion, etc.).

Ce montant s'élève à 289 euros pour les retraités de droits dérivés (pensions de réversion par exemple).

Le montant moyen d'une pension au régime général, pour une carrière complète, s'élève en 2012 à 1 040 euros (contre 1 015 euros en 2011 et 993 euros en 2010).

Pour rappel : le maximum que verse le régime général correspond à la moitié du plafond de la sécurité sociale, soit, au 1er janvier 2013, 1 543 euros. Atlantico.fr 22.02

3- Chômeurs.

Les demandeurs d'emploi indemnisés au titre du chômage percevaient en moyenne 980 euros bruts d'allocation par mois en septembre 2011, et près du tiers n'avaient pas eu de droits au chômage ni à une allocation de solidarité dans les dix ans antérieurs, selon une étude du ministère du Travail publiée vendredi 22 février.

Ce montant était de 6 euros supérieur à celui perçu un an auparavant. Indemnisées en moyenne 7 mois, 42% des personnes n'avaient pas entièrement consommé leurs droits quand, pour diverses raisons (reprise d'emploi, fin de droits, retraite, etc.), elles sont sorties du régime d'indemnisation.

Les chômeurs "indemnisables", pouvant prétendre à une allocation s'ils ont travaillé au moins 4 mois dans les 28 mois précédant (36 mois pour les plus de 50 ans), étaient au nombre de 2,7 millions à fin septembre 2011.

Temps partiel

La moitié sont restés avec des droits ouverts plus de 231 jours continus, le plus haut niveau atteint depuis 2011, souligne la Direction statistique du ministère (Dares).

En moyenne, les nouveaux entrants dans le régime d'assurance chômage sont arrivés avec des droits (durée maximale d'indemnisation) moins longs (528 jours contre 541 jours en 2010). Mais un quart des "indemnisables" ne percevaient pas d'allocation, la plupart du temps (80%) parce qu'ils avaient trop travaillé à temps réduit pour pouvoir cumuler revenu et complément d'allocation.

Près de 4 chômeurs "indemnisables" sur 10 travaillaient à temps réduit (39% contre 38% un an avant). Ces chômeurs en activité réduite ont déclaré, en moyenne, 71 heures au cours du mois pour un revenu mensuel d'activité de 893 euros bruts, complété par une allocation de 677 euros.

2,4 millions chômeurs sans indemnité

Mais la Dares s'intéresse aussi, dans une deuxième étude publiée vendredi, aux personnes "non indemnisables" par l'Assurance chômage, 2,4 millions de personnes fin septembre 2011.

Parmi elles, 80% n'avaient droit à aucune allocation de solidarité, dont une grande part (40%) de jeunes de moins de 30 ans. Ainsi seulement 16,7% avaient droit à l'ASS (Allocation de solidarité spécifique), 1,6% à l'Allocation équivalent retraite et 2,3%

une autre allocation. Les trois quarts des personnes ayant ouverts des droits à l'ASS en 2011 (+9% de nouvelles entrées sur un an) avaient épuisé leurs droits au chômage.

Près d'une personne sur trois (29%) sortie du régime d'indemnisation chômage était en "fin de droits" en 2011 et parmi ces personnes arrivées au terme de leur indemnisation, 19% ont basculé directement vers une allocation de solidarité. nouvelobs.com 22.02

ECONOMIE

Zone euro

La Commission européenne a dressé vendredi un sombre tableau de l'économie de la zone euro, qui restera en récession en 2013 avec des pays multipliant les dérapages budgétaires, à commencer par la France, et une explosion du chômage.

Conséquence de ce ralentissement de l'économie, le chômage va s'aggraver et devrait dépasser les 12% de la population active en 2013, soit près de 20 millions de personnes sans emploi. Avec des records pour l'Espagne et la Grèce, autour de 27%.

La dette publique dépassera les 95%, avec des pics à près de 130% en Italie et plus de 175% en Grèce.

"Le retour de la croissance viendra d'abord de la demande extérieure. L'investissement et la consommation devraient repartir plus tard dans l'année et en 2014, la demande intérieure devrait être le principal vecteur de la croissance", a estimé la Commission.

"Nous devons maintenir le cap des réformes", a estimé M. Rehn, au risque selon lui de *"saper le retour de la confiance et de retarder la nécessaire reprise de la croissance et de la création d'emplois"*. AFP 22.02

[Haut de page ↗](#)

Le 24 février

CAUSERIE

Je mettrai ce soir en ligne une trentaine de nouveaux documents. Et puis ce qui n'a pas été fait le sera plus tard.

Les derniers éléments fournis par Thierry Meyssan (voir l'article dans cette page) sont d'une qualité exceptionnelle et corroborent les derniers développements au Moyen et Proche-Orient. On comprend qu'il fasse des jaloux parmi les journalistes qui finalement ne tiennent pas trop à se mouiller. Dernièrement, avant même leur nomination, il avait donné les noms de trois nouveaux dirigeants de l'administration américaine...

Nous n'avons aucun lien avec le Réseau Voltaire et nous ne sommes pas en concurrence puisque nous ne faisons pas le même travail, il nous est donc aisé de demeurer objectif ou impartial. Nous reconnaissons le talent ou la qualité du travail de certains journalistes sur épreuve comme l'on dirait à propos de photographes.

Son analyse qu'il développe depuis déjà plusieurs mois sur un rapprochement entre les Etats-Unis et la Russie et qu'il confirme ici est d'autant plus intéressante que le Réseau Voltaire avait plutôt de la sympathie pour la Russie de Poutine, ce qui n'est évidemment pas notre cas, et que cette association si elle a dénoncé le 11 septembre 2001 comme une imposture commise par Rumsfeld et Cie., elle ne reprend pas à son compte la théorie de la conspiration dont le cartel des banquiers de la Fed serait les auteurs et ne réalise pas le lien entre les deux, du coup, c'est indépendamment de ce plan consistant à instaurer un gouvernement mondial ou un Nouvel ordre mondial que Meyssan s'exprime, et qui sans le vouloir confirme que les développements qu'il annonce dans les relations entre l'impérialisme américain et russe pourraient contribuer à faire sauter un obstacle de taille pour réaliser un pas décisif vers l'objectif poursuivi par l'oligarchie financière internationale, ce qui est évidemment une très mauvaise nouvelle pour nous.

En Europe, le terrain est pour ainsi dire déblayé, la voie est libre puisqu'il n'existe pas réellement de forces organisées capables de s'opposer à leur dictature, encore moins de revendiquer le pouvoir, d'ailleurs aucun parti ouvrier ne combat dans cette perspective, ils ont tous abdiqué.

Il ne leur resterait plus qu'à joindre leurs forces pour faire sauter le dernier verrou : la Chine. Ainsi, ce qui apparaissait objectivement impensables serait en passe de se réaliser, les oligarques américains, européens, russes et chinois uniraient

leurs forces pour faire régner une dictature implacable sur le monde en se jouant de la lutte des classes et des contradictions du capitalisme une fois celle-ci annihilées ou réduites au silence, le prolétariat étant dépossédé de tout droit politique pour s'y opposer.

A partir de ce moment-là la civilisation humaine connaîtrait une période de décadence sans fin jusqu'à son extinction finale, confirmant le diagnostic qui avait prévalu autrefois lorsque de brillantes civilisations avait disparu du fait de leur incapacité à passer à un mode de production supérieur, là le même scénario se reproduirait mais à l'échelle de l'humanité toute entière, hypothèse qui n'a rien d'in vraisemblable hélas, sauf à nier le processus dialectique qui avait conduit à la disparition de ces civilisations et qui chaque fois s'était reproduit de la même manière, à moins de prêter à cette oligarchie toute puissante de réaliser les objectifs du socialisme, mais là il faudrait être sérieusement atteint du cerveau pour imaginer une chose pareille.

Il nous reste donc peu de temps pour mettre de l'ordre dans nos idées et savoir ce que l'on veut vraiment, cela s'adresse à nos dirigeants, aux intellectuels qui ne font pas ou pas encore partie de l'élite intellectuelle au service de l'oligarchie financière, qui doivent impérativement s'unir au-delà de leurs désaccords pour mobiliser les masses et vaincre ce redoutable ennemi. Après il sera trop tard, chacun doit en prendre conscience le plus rapidement possible. Si nous attendons que la gangrène nous ait dévoré et affaibli au point de ne plus pouvoir nous dresser pour mener ce combat, autant nous avouer vaincu tout de suite.

En observant l'attitude des dirigeants de tous les partis, on a l'impression qu'ils ont déjà déposé les armes. La plupart ont déjà un âge avancé, certains sont mêmes des vieillards, d'autres sont vieux avant l'âge parce qu'ils n'ont pas à se soucier pour leur avenir, c'est donc aux plus jeunes de prendre la relève et de se rassembler dans le même parti même s'ils manquent d'expérience ou d'assurance, peu importe on ne leur en voudra pas, on les aidera à surmonter tous les obstacles, surtout à ne pas reproduire les erreurs des vieux dirigeants complètement sclérosés ou usés davantage par leur compromission avec l'ennemi que par leur détermination à le combat.

Personnellement on se moque des théories qui entourent le 11 septembre 2001, on se moque de ce prétendu Nouvel ordre mondial, on se moque de savoir s'il existe ou non des institutions opaques ou secrètes où se réunissent les puissants du vieux monde, par contre on sait pertinemment et très précisément ce qui s'est passé ce jour-là, on sait aussi que ce projet de gouvernement mondial existe bel et bien, on sait aussi que ces institutions ont directement un rapport avec l'un et l'autre, on en a suffisamment de preuves matérielles.

On sait aussi que le capitalisme mondial traverse une crise qu'il est cette fois-ci incapable de surmonter par les moyens classiques mis en oeuvre autrefois, une guerre mondiale tournerait au désastre avec l'arsenal nucléaire, chimique, bactériologique, les armes sophistiquées dont disposent les Etats, je ne peux pas l'affirmer avec certitude mais je pense que c'est la raison pour laquelle ils n'osent pas recourir à ce moyen là, quelque part ils sont pris à leur propre piège, il leur faut donc passer par un autre scénario, or il n'en existe pas cinquante, en dehors de celui imaginé par les banquiers sionistes au départ et auquel sont en train de se rallier l'ensemble des oligarques de la planète, ce à quoi correspond l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, la Commission Trilatérale, l'UE, l'ASEAN, le NAFTA, le marché unique transatlantique, etc. et maintenant le rapprochement entre la Russie et les Etats-Unis...

Souvenez-vous, il y a un ou deux mois, les transactions qui ont eu lieu entre des compagnies pétrolières russe (Rosneft) et britannique (BP), des échanges de bons procédés en quelque sorte au point que je me suis dit : c'est étrange on dirait qu'ils s'entendent comme larrons en foire, alors qu'on les disait à couteaux tirés, il est en train de se passer quelque chose dans notre dos dont on ignore tout encore une fois, puis en repensant à un article de Meyssan sur la Syrie, j'ai réalisé que je n'avais pas rêvé et qu'ils étaient bien en train de s'entendre (temporairement ?) pour se partager le pouvoir au lieu de se faire la guerre, l'impérialisme américain n'en ayant pas vraiment les moyens non plus.

L'exploitation à grande échelle du gaz de schiste aux Etats-Unis n'arrive pas à n'importe quel moment, quand l'exploitation pétrolière en Arabie Saoudite coûte aussi chère ou davantage, tandis que ses réserves ont fondu des trois quart ou plus, stratégiquement si la région demeure déterminante pour l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux, sur le plan énergétique elle ne le sera plus dans l'avenir, ce qui lui permettra effectivement de se concentrer sur une autre partie du monde à soumettre à sa botte ou à rallier à son projet politique. Son prochain objectif sera le rétablissement du capitalisme en Chine.

La stratégie de la tension et des provocations va jouer à fond dans cette direction. En s'appuyant sur le Japon, en déstabilisant un peu plus le Pakistan, en multipliant les incidents avec l'Inde, en manipulant les communautés qui aspirent à leur indépendance en Chine même, etc.

Nulle part !

Espagne hier, dans la manifestation à Madrid.

Les commentateurs ont parlé de dizaines de milliers de manifestants, sans doute des centaines de milliers en vérité, ils n'osent plus avancer de chiffres avant que le ministère de l'ordre établi avance les siens.

- *"Dans n'importe quel pays, cela servirait à quelque chose, mais ici, cela ne sert à rien. Le gouvernement ne nous écoute*

pas", affirmait un médecin AFP 23.02

Détrompez-vous, cela ne sert à rien nulle part, voyez les Grecs qui ont déjà manifesté plus de 5200 fois, qui ont fait une bonne douzaine de grèves générales pour finalement rien.

Plus que rien même, en dehors toutefois du fait qu'ils sont toujours plus nombreux à descendre dans la rue, mais cela s'explique davantage parce qu'ils sont rattrapés à leur tour par les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement et les députés que par une prise de conscience ou une élévation de celle-ci, qui en réalité n'a pas progressé, ce qui explique pourquoi le capital peut tranquillement poursuivre son offensive et l'étendre à d'autres pays au fur et à mesure, tous y passeront

Tant que vous ne tournerez pas votre combat contre les institutions, tant que l'Etat des capitalistes ne se sentira pas menacé vos manifestations ne serviront à rien ou presque. Cela dit vous avez raison de continuer à descendre dans la rue, avec un peu de chance il arrivera peut-être un moment où vous trouverez la bonne voie, celle qui conduira à votre émancipation, à condition évidemment que vous vous organisiez dans cette perspective et qu'un parti vous serve de guide pour atteindre cet objectif. Oui, je sais, la chance c'est plutôt aléatoire et cela fait beaucoup de conditions à réunir, certes, mais les expériences et les enseignements du passé nous ont prouvé qu'il fallait en passer par là, sinon point de salut et la défaite est assurée, à vous de choisir votre destin.

A méditer là haut, leur cauchemar.

Peu avant 3 heures du matin dans la nuit de vendredi à samedi, un cortège de 12 tracteurs s'est dirigé vers la maison de M. Le Foll, à Berrien, dans le centre du Finistère. A 150 mètres de la maison, protégée par les gendarmes, ils ont déversé de la terre et plusieurs dizaines de chariots de supermarché.

Dans la soirée et dans la nuit, des manifestants, "*très virulents mais agissant hors des organisations syndicales*", selon Jean-Jacques Brot, préfet du Finistère, ont manifesté dans plusieurs grandes surfaces du département, à Morlaix et Châteaulin notamment, déversant des débris, de la terre, ou endommageant les abris où sont rangés les chariots. Les manifestants ont dénoncé l'attitude de la grande distribution à l'égard des producteurs de lait notamment. "*Même si je comprends le désarroi des producteurs, il s'agit d'actes imbéciles et contre-productifs*", a déclaré le préfet. AFP 23.02

Et si à un moment donné les masses se soulevaient et emportaient tout sur leur passage y compris les organisations syndicales et les partis vendus au capital...

Toujours la même méthode qui a fait des merveilles.

Pour les retraites, "*il y aura une commission présidée par Mme Yannick Moreau qui livrera ses conclusions à l'été. Ensuite il y aura une discussion, une concertation avec les partenaires sociaux pour une application en 2014*", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une conférence de presse tenue en marge du salon de l'Agriculture. lefigaro.fr 23.02

- 1- La représentante du capital livre ses conclusions ;
- 2- Discussion sur la base de ses conclusions ;
- 3- Concertation sur la base de ses conclusions ;
- 4- Application de ses conclusions.

Les syndicats participant à cette mascarade qu'ils légitimeront par leur seule présence ainsi que ses conclusions, ils se partageront les rôles comme d'habitude, entre ceux qui hausseront le ton et refuseront de signer cet accord patronal, et ceux qui le revendiqueront et en rajouteront même une louche et le signeront la main sur le coeur.

Fermetures programmées et orchestrées à défaut de s'y opposer par la force si nécessaire, légitime.

Goodyear. Journée d'action bidon.

- A moins de considérer le capitalisme légitime, dans ce cas-là on accompagnera les décisions que ses représentants seront amenés à prendre, c'est l'un ou l'autre.

La CGT de Goodyear appelle à une nouvelle "*journée de lutte*" mardi à Amiens-Nord pour protester contre le projet de fermeture du site et va attaquer le PDG de Titan International en diffamation, a indiqué vendredi à l'AFP le représentant du syndicat, Mickaël Wamen.

La CGT, syndicat majoritaire, invite les salariés à des débrayages de quatre heures par équipe pour prendre part à cette "journée de lutte" : barbecue sur le parvis de la mairie d'Amiens, suivi d'une manifestation dans les rues de la ville. Pour clôturer la journée, "1.173 kilos de pneus usagés" doivent être brûlés, symbolisant les 1.173 salariés menacés par la fermeture de l'usine. AFP 22.02

ArcelorMittal de Florange. Le jaune ne savait pas, non, il ne savait pas lire.

Edouard Martin, le leader CFDT de l'usine ArcelorMittal de Florange (Moselle), a dénoncé vendredi "le sabotage organisé par la direction" des hauts fourneaux, après que la direction a confirmé l'arrêt de deux tours de chauffe sur les trois du haut-fourneau P3, pour des raisons de sécurité.

Le syndicaliste rappelle que l'accord de Matignon, signé par ArcelorMittal et Jean-Marc Ayrault en novembre dernier, disposait que les outils devaient être maintenus en état jusqu'à l'issue de la procédure d'information. AFP 22.02

Il faut lire : jusqu'à la procédure de ... fermeture.

ACTUALITE EN TITRES

Hollande et son gouvernement au garde-à-vous ou les zélés serviteurs des banquiers.

- Schäuble : "Paris poursuit ses réformes et va respecter les règles européennes" - LePoint.fr

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, s'est dit "confiant" du "respect" par la France "des règles européennes" et de la poursuite de réformes structurelles par celle-ci, dans un entretien paru aujourd'hui. AFP 23.02

- Hollande réaffirme l'objectif d'un équilibre des finances publiques en 2017 - AFP

- "La Commission relève que nous avons fait un effort considérable", a-t-il fait valoir. AFP 23.02

- Prévisions/PIB: Moscovici prend acte - lefigaro.fr

- Le ministre des Finances Pierre Moscovici affirme qu'il "prend acte" de la révision à la baisse des prévisions de croissance de Bruxelles pour la France en 2013. "Nous en prenons acte" et le gouvernement veut en "tirer les leçons", a déclaré devant la presse le ministre

"Pour tenir l'objectif de 3% en 2014 nous avons déjà décidé un certain nombre de mesures d'économies", explique le ministre.

"Les réformes indispensables ont été repoussées. (...) Notre pays a trop longtemps pratiqué la stratégie de la fuite en avant. Nous devons aujourd'hui prendre nos responsabilités"

"Derrière le Président, le Gouvernement est à la tâche pour redresser nos comptes publics et renouer avec la croissance", a affirmé le ministre. "Je note avec satisfaction que notre effort d'ajustement structurel est reconnu par la Commission", a-t-il ajouté. lefigaro.fr 22.02

Intox

- Carrefour et Intermarché: 100% de viande française dans leurs plats préparés - L'Expansion.com

Les actionnaires du groupe de presse auquel appartient L'Expansion doivent avoir des parts dans Carrefour et Intermarché !

- Comment la France est devenue paresseuse - Slate.fr

A Slate.fr ils parlent pour eux, ils comptent parmi leurs contributeurs Attali et Copé notamment !

- Il y a en fait deux gauches: la «forte» et la «populaire» - Slate.fr

Comme il existe les deux mains d'un même corps, une sur le coeur et l'autre sur le portefeuille, les deux faisant preuve de la même hypocrisie et du même cynisme en se nourrissant de l'ignorance des masses.

Epiphénomène

- Le Royaume-Uni perd son triple A chez Moody's - L'Expansion.com
- Royaume-Uni: la perte du triple A, une sanction aux effets limités - Liberation.fr

Les agences de notation, c'est le cartel des banquiers de la Fed, et la Banque d'Angleterre est une création des mêmes banquiers, ils sont donc juge et partie...

A quoi rime cette mascarade alors ? Mais à justifier de nouvelles mesures d'austérité contre les travailleurs voyons...

Le vent tourne...

- L'opposition syrienne se retire des réunions internationales - AFP
- L'opposition syrienne rompt le dialogue avec ses alliés - Le Nouvel Observateur

... sauf pour la voix de la Ve République

- Pourquoi il faut armer les rebelles syriens - LeMonde.fr

L'autre guerre

- Chine-États-Unis : la cyberguerre est déclarée - LePoint.fr
- Turquie-UE : Merkel favorable à l'ouverture d'un nouveau chapitre de négociation - LePoint.fr

Tout fout le camp, le vieux monde craque de partout, suite.

- L'Italie menacée d'instabilité politique Philippe Ridet - LeMonde.fr
- Le scrutin égyptien avancé, ElBaradei appelle au boycottage - Reuters -
- Le parti néonazi allemand privé de subventions - Libération.fr

Parce qu'il en percevait jusqu'à présent, c'est toujours bon à savoir... C'est quoi le régime au juste en Allemagne ?

- L'opposition conteste la victoire du parti au pouvoir à Djibouti - Reuters
- Un gendre du roi d'Espagne comparait pour fraude fiscale - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

L'idiot utile du PS remet le couvert. La comédie continue.

(Les sous-titres en caractère gras sont du courant politique La voix de l'Opposition de gauche)

A croire que la politique menée par Hollande ne s'inscrirait pas dans le prolongement de celle de ses prédécesseurs.

La «comédie» de François Hollande sur «l'amnistie sociale», Jean-Luc Mélenchon en a soupé... «Il faut le dialogue, on l'a eu. On a compris qu'il avait compris et qu'il ne voulait pas comprendre». Ce vendredi matin, au fond d'un café parisien près de la gare

de l'Est, l'ex-candidat Front de gauche à la présidentielle s'agace. Assis aux côtés de Martine Billard, sa coprésidente du Parti de gauche (PG), il a convoqué la presse pour présenter la campagne de sa formation pour soutenir la proposition de loi des communistes examinée mercredi au Sénat. Le texte vise à «*amnistier*» syndicalistes et militants associatifs pour «*des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux*» sous les présidences Chirac et Sarkozy. Mélenchon prévient: «*Ceux qui ne votent pas la loi d'amnistie sociale ne sont pas de gauche.*»

Quand la "**gauche sociale-libérale**" ne serait pas vraiment ce qu'elle est... mais ne peut pas être autre chose finalement.

S'il en veut au chef de l'Etat, c'est parce que, par deux fois, il est ressorti de l'Elysée avec la conviction que Hollande se prêterait à cette «*tradition*» d'amnistie à chaque changement de majorité et qui «*pour le coup (...) ne coûtait pas un euro*». «*Nous avons cru un temps [à une] marque de reconnaissance du nouveau gouvernement et de cette gauche sociale-libérale, regrette Mélenchon. Maintenant nous savons qu'ils ne veulent pas.*»

Quand Mélenchon semble ignorer la véritable nature de Hollande et du PS, normal il y est resté près de 30 ans.

Devant les journalistes, l'ancien socialiste raconte comment Hollande l'a fait «*lanterner pendant des mois*». Première visite: le 5 juin 2012. Alors qu'il est en pleine campagne législative dans le Pas-de-Calais, il est reçu à l'Elysée. «*Je peux en parler aux journalistes?*» demande-t-il à Hollande. «*Oui, oui, ça aidera*», lui aurait répondu le Président. Deuxième entrevue: le 29 novembre. Après avoir causé des préconisations de Lionel Jospin pour réformer la Constitution, Mélenchon se permet un «*piqûre de rappel*» sur l'amnistie sociale. «*Il prend la tête que vous lui connaissez, détaille-t-il. L'air très embêté: "Tu comprends, le problème c'est que je n'ai pas été saisi"*», dit Hollande à son ex-camarade. «*Moi je t'ai saisi, lui répond-t-il. Nous on t'a saisi.*»

A jouer les crétins, plus d'un doit dorénavant penser que Mélenchon l'est vraiment, je me demande si cela lui est venu un instant à l'esprit, pas sûr il est trop imbu de lui-même. Question incongrue. Hollande peut-il être le ministre du Medef, des patrons, et se positionner au côté de la classe ouvrière quand il est pouvoir ?

«*Pourquoi ne fait-il rien? Il a quand même été onze ans premier secrétaire du PS!*», reprend Mélenchon. Pourquoi? Parce que «*le même homme envoie onze de ses ministres à l'université d'été du Medef*», poursuit-il. Et Martine Billard d'abonder: «*On est dans un contexte de répression qui nous fait mieux comprendre pourquoi il n'y a pas l'amnistie, soit pour les militants syndicalistes ou pour les militants qui ont arraché les OGM* »

On va rien voir du tout, une confirmation tout au plus.

«*C'est le Comité des forges qui parle*», attaque Mélenchon. Pour lui, Valls est «*plus à droite que Jules Moch*». Un parallèle avec le ministre SFIO lors de la grande grève des mineurs de 1947 - sévèrement réprimée - déjà fait sur son blog. «*L'amnistie sociale, nous devons l'arracher. Elle ne sera pas concédée*», insiste le député européen pour qui le vote de mercredi au Sénat est un «*test*» pour la gauche. «*On va voir quel est le degré d'indépendance des parlementaires socialistes et d'Europe Ecologie-Les Verts, menace Mélenchon, l'index constamment pointé vers l'avant. Ceux qui ne voteront pas avec nous, on ne les lâchera pas (...). On les pourchassera jusque dans le dernier village de France.*»

C'est généralement la dernière salve avant de s'aplatir.

Pour l'instant, la proposition de loi a été rejeté en commission. Les socialistes et les radicaux de gauche pourraient-ils faire adopter le texte en séance plénière mercredi ? Mélenchon et Billard redoutent leurs amendements. «*C'est leur manière d'humilier*», s'agace l'ancien sénateur de l'Essonne, qui dénonce la «*sale besogne*» des «*cyniques*» et «*roués*» que son, pour lui, ses anciens camarades. «*Ils vont dans la même fosse où se trouvent le Pasok et le parti socialiste espagnol*», s'emporte-t-il avant de faire confiance aux sénateurs PCF, dont leur numéro un Pierre Laurent, pour ne pas se faire piéger: «*C'est pas un alevin, lance Mélenchon. Ils ne vont pas se foutre de lui*».

Mercredi, les partis du Front de gauche accompagnés de plusieurs syndicalistes ont prévu de manifester devant le Sénat pour soutenir cette proposition de loi. Mélenchon y sera: «*Nous sommes dans un monde de luttes de classes, rappelle-t-il. A bon entendeur, salut à M. Cahuzac*». libération.fr 23.02

Pour Mélenchon (notamment) la lutte de classes consiste non pas à mobiliser les masses exploitées contre les institutions, mais à s'adresser en permanence aux institutions pour qu'elles veuillent bien prendre en compte les besoins des travailleurs, de la même manière qu'il substitue au soulèvement révolutionnaire pour renverser le régime, la révolution par les urnes ou citoyennes qui conduit infailliblement... au maintien du régime en place. C'est le véritable objectif politique du Front de gauche.

Dès lors que les institutions pourraient satisfaire les besoins des travailleurs, à quoi bon se mobiliser, dès lors que les élus

pourraient se substituer aux travailleurs pour qu'un changement politique se réalise, à quoi bon construire un parti dans la perspective de renverser le régime, laissons-nous vivre, laissons-les décider à notre place, plaçons un bulletin de vote dans l'urne et attendons patiemment la suite... qui ne viendra jamais évidemment, c'est le but du jeu pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris.

Demandez le programme ou la "voie de la vertu"...

Les Français doivent supprimer les 35 heures et repousser l'âge de la retraite, a affirmé vendredi un responsable du parti conservateur de la chancelière allemande, Angela Merkel, dans une interview où il a qualifié la France "d'enfant à problèmes" de la zone euro. "Les Français doivent faire des économies pour gagner des marges de manœuvre. Ils doivent aussi naturellement faire des réformes économiques", a déclaré à la radio publique Deutschlandfunk Michael Fuchs, vice-président du groupe de la CDU (Union chrétienne-démocrate) au Bundestag (chambre basse du Parlement).

Les Français "doivent modifier le temps de travail. Vous savez que les Français ont encore les 35 heures. Cela ne peut pas fonctionner quand on travaille 42 heures en Suisse et 40 heures en Allemagne", a-t-il dit. "En matière de retraites, les Français ont tout faux. On ne peut pas partir à la retraite à 60 ans. Cela ne fonctionne pas. Les Français doivent y réfléchir", a-t-il ajouté.

"Malheureusement, la France est un enfant à problèmes dans l'euro, car d'autres pays ont rempli leurs obligations de façon beaucoup plus intensive, comme l'Espagne et aussi l'Italie sous Monti", a lancé M. Fuchs. "Les Français ont cru qu'ils pouvaient y échapper. Cela ne fonctionnera pas". "Il est nécessaire que les Français empruntent à nouveau la voie de la vertu. Tout ce que nous avons accompli avec l'agenda 2010 --les réformes du système social et du marché du travail mises en oeuvre entre 2003 et 2005 par le chancelier Gerhard Schröder, ndr-- , les Français doivent le mettre en oeuvre. J'espère que Hollande a compris cela", a-t-il ajouté. AFP 22.02

Et à quoi a-t-il mené en Allemagne ?

Un aveu. La palme du cynisme. Ils ne pourront pas dire : on ne savait pas.

Le ministre allemand du Développement, Dirk Niebel, a plaidé pour redistribuer aux pauvres les produits à base de cheval retirés de la vente après avoir été faussement estampillés boeuf, dans un entretien au quotidien allemand Bild paru aujourd'hui.

"Plus de 800 millions de personnes meurent de faim dans le monde. Et malheureusement en Allemagne, il y a aussi des gens pour qui c'est difficile financièrement, même pour la nourriture (...) Je trouve que l'on ne peut pas, ici en Allemagne, jeter de la bonne nourriture", a dit M. Niebel.

C'est la première fois qu'un ministre allemand s'exprime de la sorte. Il emboîte ainsi le pas à un député conservateur, Hartwig Fischer, qui, pour convaincre les nécessiteux, s'est fait photographier en une du journal le plus lu d'Allemagne en train de déguster un plat de lasagne au cheval. "C'est bon ! (...) Je ne peux pas voir de différence avec d'autres lasagnes", a-t-il expliqué au quotidien qui compte dix millions de lecteurs. AFP 23.02

Non, parce que voyez-vous les miséreux feraient la fine bouche par dessus le marché, ils feraient les difficiles, pour un peu ayant le ventre vide ils rejetteraient la nourriture qu'on leur propose gratuitement sous prétexte qu'elle ne correspondrait pas à leur standard alimentaire. Bref, les pauvres méritent même pas l'attention qu'on veut bien leur porter, ils sont vraiment méprisables. Dirk Niebel et ses semblables sont une insulte à l'espèce humaine, que dis-je à l'espèce animale, ils ne méritent pas d'exister.

Je ne sais pas mais quand j'en vois faire les poubelles en Inde pour bouffer, dans un pays tropical et hyper dégueulasse je vous laisse imaginer l'odeur pestilentielle des poubelles, je n'ai pas l'impression qu'ils se demandent si ce qu'ils sont en train de bouffer comporte ou non de la viande, du boeuf ou je ne sais quoi encore.

En quoi des lasagnes au cheval seraient plus mauvaises qu'au boeuf, je ne comprends pas, elles seraient même meilleures si j'en juge par le goût de la viande de cheval, je dis cela de mémoire, ici en Inde cela n'existe pas, je parle du cheval.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem a défendu aujourd'hui à La Réunion la politique de l'emploi, devant des maires qui l'interpellaient sur la révolte des jeunes chômeurs.

"Le gouvernement conduit une politique qui doit permettre une stabilisation du chômage, et qui prévoit, pour La Réunion, 9.000 contrats aidés en 2013, et 5.000 emplois d'avenir pour les trois prochaines années", a fait valoir la porte-parole. "Ces dispositifs supposent que les collectivités locales fassent un effort financier pour les mettre en oeuvre".

L'association des maires de La Réunion avait indiqué jeudi que la participation des communes au financement de ces emplois précaires représentait une charge trop lourde pour leurs collectivités. AFP 23.02

2- Tunisie

Quelque 3.000 Tunisiens hostiles à la nomination au poste de Premier ministre désigné d'Ali Larayedh, figure historique du parti islamiste Ennahda, ont manifesté samedi dans la capitale.

Ali Larayedh, ministre de l'Intérieur sortant, est contesté par l'opposition laïque qui accuse le ministère de l'Intérieur d'avoir échoué à réprimer les violences islamistes.

Les manifestants ont défilé sur l'avenue Habib Bourguiba en brandissant des banderoles hostiles à Ennahda et au successeur désigné de Hamadi Jebali. "*Larayedh dehors!*" et "*Le peuple veut la chute du régime!*", scandait la foule. Reuters 23.02

SOCIAL

1- France

Pôle emploi a organisé en janvier une cérémonie de voeux au Palais des Congrès de Montreuil (Seine-Saint-Denis) conviant 900 de ses cadres et dépensant 75.000 euros, selon des informations du site Médiapart vendredi. Interrogé par l'AFP, Pôle emploi n'a pas souhaité commenter cette information, sans la démentir. AFP 22.02

2- Espagne,

Des dizaines de milliers d'Espagnols ont défilé samedi dans les grandes villes du pays pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement, la privatisation du secteur public et la corruption.

Sous la bannière unifiée de la "*Marea Ciudadana*" (Marée citoyenne), étudiants, médecins, syndicalistes, jeunes familles et retraités ont manifesté dans une Espagne traversant depuis près de cinq ans une crise économique qui ne semble pas avoir de fin.

Les manifestations sont devenues monnaie courante en Espagne, où les plans d'austérité se succèdent pour réduire l'un des plus importants déficits budgétaires de la zone euro.

A Madrid, par une journée ensoleillée et froide d'hiver, les manifestants partis de quatre endroits différents ont convergé vers la place Neptune, haut lieu de la contestation, situé près du parlement sous haute surveillance, de l'hôtel Ritz et de la Bourse.

Les défilés coïncidaient avec le 32e anniversaire du coup d'Etat manqué par des gardes civils qui avaient fait irruption dans le parlement, pris en otages des députés et menacé l'existence de la démocratie, naissante en Espagne après près de quarante années de franquisme. Reuters 23.02

Dont la plupart des institutions sont toujours en place... comme la monarchie qu'il faut balayer...

3- Allemagne,

Commerzbank, numéro deux de la banque en Allemagne, a annoncé vendredi la suppression de 1.800 emplois dans sa branche de détail d'ici fin 2015, première étape d'un vaste plan de restructuration, et n'exclut pas de réduire encore la voilure au cours des prochaines années.

Commerzbank entend supprimer "*1.800 postes dans ses filiales de banque de détail d'ici le 31 décembre 2015 au plus tard*", a annoncé la société dans un communiqué, ajoutant vouloir éviter les "*licenciements secs*" et procéder à des départs "*à l'amiable*". Par ailleurs, la banque s'est donnée jusqu'à fin 2014 pour étudier avec les représentants du personnel l'opportunité de procéder

à d'autres réductions de personnel. AFP 22.02

ECONOMIE

Automobile.

Volkswagen a annoncé aujourd'hui un bénéfice d'exploitation annuel sans précédent, des ventes record ayant largement compensé les coûts d'innovations technologiques.

Le bénéfice d'exploitation du groupe a augmenté de 2,1% à 11,5 milliards d'euros, étant exactement conforme au consensus d'analystes de Reuters.

Le bénéfice net annuel a bondi de 86,7% à 6,38 milliards d'euros, tandis que le chiffre d'affaires a progressé de 20,9% à 192,68 milliards d'euros. lefigaro.fr avec Reuters 22.02

[Haut de page ↗](#)

Le 25 février

CAUSERIE

J'ai mis 30 nouveaux articles en ligne.

Depuis trois jours j'ai levé le pied. Je m'octroie une promenade à pied avec mon chien de 30 minutes le matin après déjeuner et en fin de soirée avant d'aller me coucher deux ou trois heures plus tôt que durant les mois ou les années passées, du coup je fume à moitié moins et je m'en porte immédiatement beaucoup mieux.

A partir de demain je mettrai à votre disposition un questionnaire sous word à me retourner rempli à partir d'une adresse que j'ai créée, joachimrodriguez2013@yahoo.fr, donc vous ne serez pas obligé d'utiliser la vôtre ce qui vous garantira l'anonymat. A la place de votre adresse vous utiliserez celle-ci et vous mettrez comme adresse de destinataire la mienne : milarepa13@yahoo.fr. Si je ne recevais aucune réponse ou en nombre dérisoire, je fermerais le site aussitôt pour me consacrer à une autre activité politique beaucoup moins contraignante.

Bonne semaine à vous tous.

Pour une fois Lutte ouvrière a sorti le 18 février un article que je trouve approprié en direction des masses : *La viande de cheval ne tue pas, mais le capitalisme, si !*

[Vous avez dit mimétisme ?](#)

En France

Peillon : "L'année scolaire s'étale en France sur 35 semaines seulement, alors que dans d'autres pays comme l'Allemagne c'est 40". Voilà une anomalie qu'il faut corriger au plus vite et elle n'est pas la seule.

dans d'autres pays on travaille au-delà de 40 heures par semaine, alors qu'en France on se trimballe les 35 heures, de quoi passer pour des fainéants, my *Taylor is riche* ne vient-il pas de nous rappeler à l'ordre ? (Taylor, le patron américain de Titan)

Dans de nombreux pays la retraite a été repoussée à 65, 67, 68 ans, alors qu'en France on est à la traîne à 62 ans, et dire qu'il y a des Américains, de Japonais, des Indiens, etc. qui travaillent au-delà de 70 ans, c'est une honte d'être Français !

En Italie

L'homologue de Hollande en Italie, M. Bersani, a déclaré au quotidien l'Unità (ex-communiste) : "Les fameux marchés exigent que quelqu'un réussisse à mettre le pays sur une voie sûre" (AFP 25.02), et il se fait fort d'être leur homme pour poursuivre le sale boulot entamé par Monti déjà usé avant l'heure. On n'en a jamais douté.

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi ne sont-ils pas normaux ? Un mystère ? Non, ce sont des hominidés plus proches du singe que de l'homme.

- Pourquoi les journalistes parlent bizarrement... - 20minutes.fr

Qui ne s'est pas déjà énérvé en écoutant France Info ou Europe 1, TF1 ou M6 contre les intonations artificielles des journalistes?

Mais pourquoi certains journalistes télé et radio s'expriment-ils avec ces intonations trop marquées, ce phrasé peu naturel, ces respirations et reprises de souffle artificielles?

«*Ce n'est pas nous!*», s'exclame Eric Schings, responsable de la spécialité TV du Cuej (Centre universitaire d'enseignement du journalisme).

Son homologue au CFJ (Centre de formation des journalistes), Olivier Siou, confirme.

Marlene Anconina-Mazaud, la consultante voix et expression orale de l'ESJ (Ecole supérieure de journalisme), confirme.

C'est la médiocratie ou leur ambition dévorante de "réussir" en imitant ce qui "marche" qui en fait des zombis, des produits interchangeable, impersonnels, dématérialisés, anesthésiés, soporifiques, lobotomisés. Ils ont une idée tellement médiocre de la prestation qu'on attend d'eux et des médias, inconsciemment évidemment, sinon ils choisiraient sans doute un autre métier, qu'ils s'emploient à l'être, ce serait la condition pour assurer leur carrière professionnelle. Ils n'ont pas tort quelque part, car leurs chefs reconnaîtront en eux des êtres soumis, vils, zélés et facilement manipulables, généralement et si j'ai bonne mémoire les patrons en raffolent.

- Marlene Anconina-Mazaud : «*J'ai donné des cours dans beaucoup d'endroits, un jour je me suis retrouvée devant des journalistes de M6. Je les écoute et je leur dis: s'il-vous-plaît ne faites pas cela, c'est ridicule, personne ne parle comme cela. Ils me disent "mais c'est les producteurs qui nous le demandent". Comme je savais que le producteur était dans le coin, je suis allée le chercher, et il leur a dit: "mais jamais de la vie, c'est eux qui croient qu'il faut faire ainsi car ce sont des espèces de modulations historiques!"*»

"*Je pense qu'il y a une question de mimétisme, assure Olivier Siou. C'est une espèce de retour du refoulé, lorsqu'ils arrivent dans les rédactions, les étudiants pensent que pour faire pro, il faut faire ce qu'ils estiment être comme tout le monde.*"

Difficile donc de comprendre comment on arrive à des résultats parfois si comiques. Mais Cécile Varin tient à ce qu'on ne se moque pas trop vite. «*Le travail sur la voix est quelque chose de très compliqué. Le naturel demande beaucoup de travail. Le naturel finalement c'est de la convention, c'est du théâtre mais un vrai faux naturel, mais c'est très fragile, cela peut basculer. En dehors des vraies caricatures de grosses voix qui font du suspens artificiel, souvent lorsque le ton énerve, c'est juste que l'exercice est raté!*» 20minutes.fr 24.02

Il y a le mimétisme du singe qui ne dépasse pas le stade de la reproduction de certains gestes ou actes produits par la nature ou ses semblables, il ne sert qu'à satisfaire un besoin immédiat, et il y a celui de l'homme qui lui sert à agir sur son environnement, pour le transformer, donc inconsciemment pour satisfaire des besoins en devenir.

Et dans la mesure où les deux agissent inconsciemment, ils demeurent sous l'emprise du règne de la nécessité, qui peut prendre parfois une tournure ridicule ou grotesque.

En famille. Ce sera à celui qui sera le plus hypocrite.

François Hollande «bat des records d'hypocrisie», le silence de Jean-Marc Ayrault sur les attaques du PDG américain de Titan est «consternant» et le Parti socialiste français est «arrogant et sectaire», déclare Jean-Luc Mélenchon dans Le Parisien Dimanche.

«*Hollande bat des records d'hypocrisie en faisant des discours sur la relance alors qu'il organise l'austérité*», accuse notamment Jean-Luc Mélenchon. Il estime que la politique du chef de l'Etat et de son gouvernement, qui s'efforcent notamment de réduire les déficits publics français, est un «contresens». «*Ayrault et Hollande ont sauté à pieds joints dans les sables mouvants de l'austérité ! Maintenant, plus ils vont se débattre, plus ils vont s'enfoncer !*» déclare-t-il.

Quant au PS, il est «*arrogant et sectaire*», poursuit le dirigeant du Front de gauche, lui-même issu des rangs du Parti socialiste.

«*Cela ne rend que plus odieuse sa politique dure pour les faibles et faible pour les puissants.*» Jean-Luc Mélenchon accuse notamment Jean-Marc Ayrault de complaisance à l'égard des grands patrons et des dirigeants de la finance internationale.

Il qualifie de «*rustre arrogant*» le PDG de Titan International, Maurice Taylor, qui a notamment accusé les salariés français de ne travailler que «*trois heures par jour*», dans un échange acerbe de missives avec le ministre français du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

Jean-Luc Mélenchon impute au Premier ministre la responsabilité d'une telle «insolence». Maurice Taylor «*a vu comment Jean-Marc Ayrault a baissé les yeux devant Lakshmi Mittal*» (PDG d'ArcelorMittal «*Ayrault a donné un signal aux patrons et à la finance mondiale : en France, ils sont les rois !*») déclare le dirigeant du Front de Gauche. «*A ce niveau de gravité, c'est au Premier ministre de monter en ligne. Son silence est consternant.*» Il accuse enfin François Hollande de s'être entouré de «*vautours*» lors de sa récente visite officielle dans une Grèce selon lui «*livrée au pillage*» - «*Un homme de gauche guidant des dépeceurs !*» s'offusque-t-il.

20 minutes.fr et Reuters 24.02

En quoi le discours de Mélenchon est-il hypocrite et ne tient pas ?

Parce qu'il sait pertinemment qu'il est impossible de faire une autre politique sans s'attaquer aux privilèges de l'oligarchie financière et des capitalistes, aux institutions, et qu'une telle politique déclencherait un déchaînement de la réaction devant laquelle lui-même reculerait, car il n'appellerait pas les masses à se soulever pour l'affronter et imposer cette politique, il reculerait jusqu'au moment où de concession en concession, acculé, il jetterait l'éponge et la réaction reprendrait les rênes du pouvoir.

Depuis les années 30, on ne compte plus les situations de ce genre qui ont toutes connues le même dénouement et Mélenchon n'est pas sans l'ignorer.

Mais alors pourquoi tient-il ce discours ? Mais parce qu'il est incapable de rompre avec le capitalisme et ses institutions, au-delà avec l'UE et l'ONU, il en est un représentant voilà tout, au même titre que l'ensemble des dirigeants syndicaux et des différents partis qui refusent d'engager le combat sur cet axe politique.

Mélenchon fait de la politique parce que c'est son gagne-pain et rien d'autres, c'est une façon d'exister comme une autre, son horizon s'arrête-là en vérité. Il n'a ni conviction ni idéal ni scrupule d'ailleurs, cela peut paraître exagéré de l'affirmer ou incroyable, mais quand on sait ce qu'il sait, vous avez une autre explication cohérente pour expliquer son comportement ?

Dimanche, à propos du PDG de Titan international, Maurice Taylor.

«*C'est une espèce de caricature de "yankee", insultant, grossier, vulgaire, comme la plupart des dirigeants nord-américains le sont en général avec leurs colonies. Ils parlent comme ça aux Latino-américains d'habitude (...)*», a lancé Mélenchon lors de l'émission Dimanche +. «*Pourquoi ce type qui est quand même un primate ignorant se croit autorisé à parler comme cela à la France?*», a-t-il ajouté.

«*Ce type se croit capable de nous insulter. Pourquoi? Jean-Marc Ayrault récolte le fruit de sa pleutrerie. S'il avait traité Lakshmi Mittal comme il fallait, personne n'aurait osé moufter après dans le monde*», a-t-il dit.

«*Maintenant tout le monde sait qu'on peut se foutre des Français et se moquer de leurs dirigeants parce qu'ils baissent les yeux*», a-t-il poursuivi. libération.fr 24.02

Ce que dit Mélenchon est exact, mais ne le savait-il pas avant mai et juin 2012, alors qu'il a roulé pour Hollande puis les candidats du PS ? On peut lui renvoyer les compliments qu'il adresse à Hollande, Ayrault et Taylor, il a eu le même comportement avec le PS en pratiquant systématiquement un double langage.

ACTUALITE EN TITRES

77 % d'ignorants et ce n'est qu'une estimation.

- 77 % des consommateurs font confiance aux agriculteurs - LePoint.fr

Masochisme. Réversibilité.

- Pourquoi les automobilistes détestent les cyclistes - Slate.fr

Et quand les mêmes automobilistes deviennent des cyclistes, ils détestent les automobilistes. Comme les vieux qui n'aiment pas les jeunes qu'ils ont été un jour...

[Réaction. Parole de sclérosés.](#)

- Le remède pour la France nécrosée : donner leur chance aux individus - Atlantico.fr

Si l'individualisme forcené était le remède à tous nos maux, on se demande pourquoi le patronat est si puissamment organisé en lobbies, partis, syndicats, etc.

[La palme de la question débile](#)

- Education: "Réussir pour être motivé, ou l'inverse?" - L'Express.fr

[Elle y est laisse son âme, ainsi soit-il.](#)

- L'Italie perd sa jeunesse dans les urnes - LeFigaro.

[Médiastases](#)

- Elections italiennes: le rôle démesuré de la télévision - Slate.fr

[Message de Washington](#)

- Ultime Angelus de Benoît XVI: "Dieu m'a demandé de me dédier à la prière" - AFP

[Bientôt l'âge de départ à la retraite](#)

- Xavier Bertrand prône la retraite à 65 ans à partir de 2025 - AFP

... et en 2040

- A 101 ans, ultime tour de piste pour le «plus vieux» marathonien du monde - 20minutes.fr

Comme quoi on est parfaitement encore en état de bosser à cet âge !

[Euphémisme angélique](#)

- Le chef de l'Eglise catholique d'Ecosse accusé d'"actes inappropriés" - L'EXPRESS.fr,

Les quatre plaignants du diocèse de St Andrews et Edimbourg, en Ecosse, ont affirmé au nonce apostolique en Grande-Bretagne, l'archevêque Antonio Mennini, que Mgr O'Brien avait commis des "actes inappropriés" il y a 33 ans, précise le journal britannique.

L'un des prêtres se plaint d'avoir été la victime d'attentions non désirées de la part du cardinal à l'issue d'une soirée très arrosée. Un autre prétend que Mgr O'Brien profitait de prières nocturnes pour avoir des contacts inappropriés. [lexpress.fr 24.02](#)

Commentaire avisé d'un internaute.

- "L'accusation vient de l'Observer/Guardian, quotidien de gauche qui, comme toute la grosse presse britannique, n'a jamais évoqué de son vivant les viols commis sur des dizaines d'enfants par l'immonde pédophile Savile, coqueluche de la BBC et des média, dont le décès récent a permis de révéler les complicités actives ou passives dont cet individu avait bénéficié. Tout doit inciter à la prudence dans cette attaque médiatique contre le cardinal O'Brien: le moment choisi pour révéler les "faits" (33 ans après! ... et juste avant l'élection d'un nouveau pape), et la personnalité du cardinal (bête noire du gros média pour sa fermeté doctrinale)."

Il semblerait que les maîtres du monde ait besoin d'un autre pape pour mener plus efficacement leur croisade contre tous les

peuples et leur imposer une religion unique, qui sera le pendant du marché comme seule valeur universelle encore en lice... Ils ont pour objectif de détruire toutes les religions, ils vont désormais s'employer à les dénaturer, ils considèrent qu'elles reflètent encore trop les rapports entre les classes, les riches et les pauvres, à l'heure où leur projet consiste à empêcher par tous les moyens que cette opposition puisse s'exprimer, même de manière déformée.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Afghanistan

Lors d'une conférence de presse à Kaboul, le porte-parole de Hamid Karzaï, Aimal Faizi, a fait état de plaintes formulées par des villageois de la province de Wardak à propos d'opérations menées par les forces spéciales américaines et un groupe d'Afghans travaillant avec elles.

"Le ministère de la Défense a reçu pour mission de s'assurer du retrait de la totalité des forces spéciales américaines de cette province d'ici 15 jours", a-t-il dit.

"A l'issue d'une discussion approfondie (au sein du Conseil national de sécurité présidé par le chef de l'Etat, NDLR), il est devenu clair que des individus armés désignés comme appartenant aux forces spéciales américaines stationnées dans la province de Wardak se livrent à des actes de harcèlement, de torture, voire de meurtre de personnes innocentes".

Il y a quelques jours, Hamid Karzaï avait pris un décret interdisant à l'ensemble des forces de sécurité afghanes de demander des frappes aériennes de l'Otan dans les zones habitées de manière à limiter les pertes civiles. Reuters 24.02

2- Israël

Israël a demandé dimanche à l'Autorité palestinienne d'enrayer la recrudescence des manifestations anti-israéliennes avant la visite officielle du président américain Barack Obama, prévue le mois prochain.

Un haut conseiller du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas n'a pas indiqué si l'Autorité, dont la marge de manoeuvre est limitée en Cisjordanie occupée, lancerait un appel au calme, rejetant la responsabilité de la flambée des émeutes sur Israël.

La mort d'un détenu palestinien dans une prison israélienne samedi et la grève de la faim de quatre autres détenus ont alimenté les tensions en Cisjordanie, où des manifestants ont de nouveau affronté dimanche des soldats israéliens en leur jetant des pierres.

Selon le ministre palestinien des Prisonniers, Issa Qaraqäë, citant le médecin-légiste palestinien qui a participé à l'autopsie dimanche, le jeune homme est mort de *"tortures"*.

Les résultats préliminaires de l'autopsie *"prouvent qu'Israël l'a assassiné"*, a déclaré M. Qaraqäë. Le ministre a divulgué des détails de l'expertise, mentionnant des blessures et des contusions sur le dos et à la poitrine, des traces de torture sur le haut de l'épaule gauche ainsi que deux côtes cassées.

De son côté, le ministère israélien de la Santé a estimé que les premières constatations n'étaient *"pas suffisantes"* pour déterminer la cause de la mort.

Arafat Jaradat, un activiste du parti nationaliste Fatah, avait été arrêté le 18 février pour être interrogé par le Shin Beth à la suite de heurts près de la colonie de Kiryat Arba, à proximité d'Hébron (sud de la Cisjordanie), au cours desquels un Israélien avait été blessé le 18 novembre 2012.

Il doit être inhumé lundi matin dans son village natal de Sa'ir, à côté d'Hébron, des funérailles qui pourraient donner lieu à de nouveaux affrontements.

Près de 3.000 prisonniers ont jeûné dimanche après la mort du prisonnier, provoquée par une attaque cardiaque selon Israël. Une version que contestent les responsables palestiniens.

"Israël a transmis à l'Autorité palestinienne une demande sans équivoque pour restaurer le calme sur le territoire", a déclaré

un responsable du gouvernement, ajoutant que le message avait été délivré par l'un des hauts conseillers du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Des heurts ont éclaté vendredi en Cisjordanie occupée et à Jérusalem entre l'armée israélienne et des centaines de manifestants palestiniens. Les manifestants ont lancé des pierres sur les policiers qui ont répliqué en lançant des grenades à percussion et des gaz lacrymogènes.

Selon des sources médicales, trois Palestiniens ont été blessés par balles lors d'une manifestation aux alentours de la prison militaire d'Ofer, près de Ramallah, et l'un d'eux, touché à la poitrine, se trouvait dans un état grave.

Des correspondants de l'AFP ont fait état de heurts également dans les secteurs d'Hébron, Naplouse et Jénine.

Des marches de solidarité ont également eu lieu dans la bande de Gaza.

Le président américain Barack Obama se rendra en Israël et dans les Territoires palestiniens dans le courant du mois de mars. Ce sera sa première visite dans la région depuis qu'il est devenu président des Etats-Unis en janvier 2009. Reuters et AFP 25.02

SOCIAL

Bulgarie

Le Mossad et Obama ou encore Fabius, n'ont pas osé déclarer que c'était un coup monté du Hezbollah !

- Des dizaines de milliers de Bulgares ont défilé dimanche dans une trentaine de villes du pays pour protester contre la pauvreté et exprimer leur colère contre les élites politiques, une mobilisation d'une ampleur sans précédent organisée par des groupes de la société civile.

"Ras-le-bol des factures élevées, des revenus bas, de la corruption partout, ras-le-bol des promesses des hommes politiques", s'empare Mariana Rachkova, 50 ans, à Sofia.

"Notre dernière facture d'électricité est de 400 leva (200 EUR), alors que je suis au chômage et que mon mari touche 700 leva (350 EUR). Nous aidons en plus ma mère handicapée qui a une pension de 160 leva (80 EUR)", se plaint-elle.

Un peu plus de 10.000 personnes sont descendues dans la rue à Sofia, selon une estimation de l'AFP, brandissant le drapeau national et scandant *"Les partis dehors!"* ou encore *"Nous sommes nombreux, nous sommes forts!"*.

Sur leur banderoles, on pouvait lire *"Unité contre le pillage"* ou encore *"Stop à la mafia"*.

Le président Rossen Plevneliev, apparu devant les manifestants, a été accueilli par un concert de sifflets, alors qu'il les remerciait de *"leur position civile active"*.

Il a invité des représentants des manifestants, avec ceux des syndicats et des employeurs, à *"discuter des problèmes importants devant le pays"* dès la semaine prochaine à la présidence.

M. Plevneliev doit former un cabinet d'experts chargé d'organiser des élections anticipées au printemps.

La foule était pour le moins hétéroclite et les revendications disparates: des écologistes réclamant une préservation des parcs naturels, aux étudiants indignés de la hausse de leurs frais de scolarité, en passant par les personnes mécontentes des banques ou de l'état des hôpitaux ou encore les mères dénonçant la faiblesse de leurs allocations familiales.

Mais tous s'accordaient à rendre responsables de leurs maux une classe politique jugée plus que jamais corrompue.

"La corruption n'a jamais cessé de gouverner, pendant ces 23 ans depuis la fin du communisme. J'ai été licenciée pour avoir essayé d'exercer un contrôle sur des entreprises appartenant aux oligarques", affirme à l'AFP Nikolina Koleva, ancienne employée du fisc.

"Il faut un changement total du système, mais les hommes politiques ne se laisseront pas faire", estime-t-elle, redoutant "une guerre civile".

Des manifestations se sont également tenues, toujours dans le calme, dans une trentaine de villes de province. La plus importante s'est déroulée à Varna (est), avec la participation de plusieurs dizaines de milliers de manifestants, selon les médias locaux.

Il s'agit des plus grands rassemblements en Bulgarie sans la participation des partis politiques, les manifestants s'organisant sur les réseaux sociaux.

Dans la deuxième ville du pays, Plovdiv (sud), qui a vu défiler environ 10.000 manifestants, un texte de la constitution a été brûlé.

Les manifestants ont de nouveau réclamé une nouvelle constitution garantissant "*une participation plus active de la société civile dans les institutions de l'Etat*".

La trentaine de groupes de la société civile bulgare, à l'origine de la mobilisation populaire entamée il y a quinze jours, s'était réunie samedi à Sofia et à Sliven (est) pour essayer d'unifier leurs revendications.

Ils veulent pèle-mêle une représentation civile de 50% au parlement et la possibilité de faire perdre aux députés leur immunité et leur siège avant la fin de leur mandat.

Ils exigent aussi un moratoire sur le paiement des factures d'électricité, une suppression de la TVA sur l'énergie électrique, ainsi que l'ouverture d'enquêtes sur la privatisation d'entreprises bulgares et sur l'utilisation des fonds européens. AFP 25.02

[Haut de page ↗](#)

Le 26 février

CAUSERIE

J'ai mis en ligne hier soir le questionnaire au format word que je vous demande de remplir et de me renvoyer selon la procédure indiquée qui garantit votre anonymat, d'ici fin mars. Vous comprendrez que la disproportion qui existe entre le travail de forçat que je produis quotidiennement et le traitement dont je fais l'objet ne pouvait pas durer indéfiniment, j'ai besoin de savoir si ce sacrifice sert ou non à quelque chose. C'est très ingrat de travailler sans savoir pour qui et surtout pour quoi. Si vous n'êtes pas capables de le comprendre tant pis.

Environ 1.000 militants ou travailleurs différents se connectent sur le site chaque mois, c'est une estimation basse qui cependant peut varier d'un mois à l'autre, peut-être plus. Personnellement, je peux très bien me passer de ce portail. Si je ne recevais que quelques dizaines de réponses je ferais autre chose, la suite ne vous regardant pas à partir de ce moment-là.

Quand j'observe la manière dont se comportent les dirigeants des différents partis et ceux qui gravitent autour, j'ai l'impression d'être dans une cour de récréation d'une école maternelle ou dans un asile d'aliénés, je sais, je ne devrais pas le dire même si je le pense, mais je m'en fous, je n'ai rien à perdre ou à gagner, c'est un truc qu'apparemment vous n'avez pas encore saisi ou très peu d'entre vous, ce questionnaire va me permettre de le savoir avec précision, partant de là, je n'ai absolument aucune raison d'entretenir la moindre illusion sur ce qui nous attend à court terme.

Je vis en Inde et je n'ai pas l'intention d'en bouger au regard de la tournure des choses. Ma situation est stable, je me suis arrangé pour assurer mes arrières, au prix de sacrifices certes, mais je ne le regrette pas, c'est payant à l'arrivée, j'ai fait les bons choix, j'ai de quoi vivre confortablement, mes besoins sont inférieurs à mes revenus, de toute évidence je suis confronté à beaucoup moins de problèmes que mes semblables en France ou si j'étais reparti en France, je serais sans doute dans une merde noire, j'ai eu l'intelligence jusqu'à présent de m'éviter le pire, même si la vie en Inde n'est pas particulièrement une partie de plaisir, je me contente de peu comme en toutes choses, je n'ai pas les moyens de prétendre à mieux donc je n'y pense même pas, je n'ai jamais vécu à crédit ou sur le dos des autres...

J'ai voulu mettre à profit la liberté (et le temps, etc.) dont je bénéficiais pour me mettre au service de notre cause, apparemment en vain. J'en prends acte. Il arrive un moment où il ne sert à rien d'insister dans une voie qui ne mène nulle part, c'est à vous qu'il revient d'en juger maintenant.

Ce sera mon dernier mot, dorénavant je me bornerai au service minimum, à l'actualisation des rubriques du site.

Le questionnaire figure dans la partie *Documents disponibles dans cette page*.

Suivez le guide.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry est en tournée. La liste des pays où il fera escale pour délivrer la bonne parole, les besoins de l'impérialisme américain, suffit à établir celle de ses principaux alliés.

- Après Londres, son agence européenne, M. Kerry se rendra ensuite à Berlin puis, successivement et jusqu'au 6 mars, à Paris, Rome, Ankara, Le Caire, Ryad, Abou Dhabi et Doha. Liberation.fr 25.02

ACTUALITÉ DU JOUR

Ne serait-il pas plus simple d'exproprier les actionnaires et de prendre la direction cette entreprise ?

Besancenot sur les traces de Mélenchon. A-t-il dit annulation du plan social ? Lisez, cherchez. En quoi la démission de Montebourg changerait quelque chose ? En rien, un Montebourg en cache un autre et ainsi de suite. Parce le petit notable de province Montebourg serait plus efficace dans un autre gouvernement ? Dirigé par le NPA, quel aveu !

- Olivier Besancenot (Nouveau Parti anticapitaliste) a appelé lundi à boycotter le lait Candia dont des salariés luttent contre une menace de fermeture d'usine dans la Sarthe. Sur France 2, l'ex-candidat trotskiste à l'Elysée a brandi une brique de lait de cette marque, en évoquant les employés de l'usine du Lude, près du Mans, *«qui m'ont demandé d'appeler au boycott»*.

«Ceux qui s'apprêtent à boire du lait, vous pouvez faire un geste tout simple, militant à sa façon, arrêter de boire du Candia en ce moment parce qu'ils sont 190 à voir leur usine fermer, à lutter contre leur plan social», a fait valoir le responsable d'extrême gauche. *«Chacun peut le faire, et chacun peut être un peu plus efficace que le gouvernement en la matière»*, selon Olivier Besancenot.

Selon Jean-Baptiste Froville, porte-parole de Candia, *«la restructuration de l'entreprise est liée à des difficultés et le groupe joue sa survie, ce qui nécessite un plan de restructuration»*.

L'usine du Lude est, avec celles de Villefranche-sur-Saône (Rhône) et Saint-Yorre (Allier), l'un des trois sites que le groupe coopératif Sodiaal - maison-mère de Candia - compte fermer dans le cadre de sa restructuration.

Olivier Besancenot avait auparavant estimé que le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, *«s'il croit à ce qu'il raconte, il faut qu'il assume qu'il n'a pas les moyens d'agir dans ce gouvernement et qu'il parte»*. Interrogé sur l'échange épistolaire entre Arnaud Montebourg et le PDG américain de Titan, il a jugé la lettre de ce dernier *«grotesque, ordurière, mais la réponse de Montebourg c'est "on joue à savoir qui pisse le plus loin", qui est le plus compétitif»*.

«Sauf que la possibilité d'un repreneur Titan» pour l'usine Goodyear d'Amiens, *«c'est le gouvernement qui l'a mise sur la table, les travailleurs n'y ont jamais cru»*, a fait valoir Olivier Besancenot. libération.fr 25.02

Un aristocrate à la direction du Medef ?

- Geoffroy Roux de Bézieux se lance à la conquête du Medef - Liberation.fr

Au Medef s'expriment de violents désaccords, à l'UMP s'expriment des lignes politiques divergentes, mais quand vient le moment d'affronter la classe ouvrière, leurs intérêts collectifs de classe l'emportent sur tout le reste, ils se rassemblent et ils forment un front unique pour que leur politique soit appliquée.

De notre côté, nous connaissons de profonds désaccords, nous développons des lignes politiques opposées, et quand vient le moment de nous rassembler pour affronter le patronat et son gouvernement, au lieu de placer les intérêts collectifs de notre classe au-dessus de tout, et bien on continue de se déchirer pour qu'ils puissent tranquillement appliquer leur politique. On peut le constater quotidiennement depuis des lustres.

C'est la marque de fabrique de nos dirigeants et de leurs partis ou syndicats. Ils défendent d'autres intérêts que ceux de notre classe, les leurs, ceux des couches qu'ils représentent et dont ils sont issus le plus souvent, ou ceux de leurs appareils.

Question : Pourquoi sont-ils incapables de réaliser l'unité contre l'accord du 11 janvier, contre les licenciements, contre la remise en cause des retraites, contre le TSCG, contre l'intervention de l'impérialisme français en Syrie, au Mali, etc ? Quand l'un propose

une action, il s'arrange pour la présenter de telle manière que les autres la rejettent et c'est ce qui se passe à chaque fois.

Cependant et c'est ce qui permet en partie de comprendre pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, ils ont tous un point en commun : aucun refuse de rompre avec le PS et accessoirement avec le PCF, c'est le loup qui figure dans la bergerie et qu'ils n'ont jamais voulu chasser. Quand on dit rompre avec le PS, c'est-à-dire avec un parti qui incarne les institutions, le régime en place, et son idéologie que partage le parti de l'ordre, l'UMP. C'est par ce biais notamment qu'ils ont un fil à la patte qui les relie au régime.

Pour faille cailler du lait il suffit d'introduire une seule goutte de citron, et bien là c'est la même chose. Il suffit de maintenir le citron à l'écart du lait et vous pourrez préserver votre lait ou le consommer comme tel, sinon il se transformera en autre chose et ne sera jamais plus du lait, même si vous lui donnez ce nom ou que vous voulez le faire passer pour du lait. C'est ce qui est arrivé au mouvement ouvrier. Il a caillé, il a filé un mauvais coton, il est gangrené et ne peut donc plus servir à combattre pour notre objectif. Il doit être refonder sur de nouvelles bases renouant avec sa tradition révolutionnaire, socialiste et internationaliste.

ACTUALITE EN TITRES

[La guerre du Mali aurait-elle été inutile ?](#)

- La Finlande enfonce l'EPR d'Areva - Liberation.fr
- Un régulateur tchèque valide la décision de CEZ d'écarter Areva - Reuters

Il y en dans nos rangs qui ont déjà sorti leurs mouchoirs...

[Un champignon hautement contagieux](#)

- Aide à Chypre: FMI et Europe veulent éviter un scénario à la grecque - AFP

[Double confirmation](#)

Je l'annonçais hier...

- Grande-Bretagne: Osborne maintient le cap, la Bourse ignore la perte du triple A - AFP

... ce qui n'a pas empêché le laquais de service de faire du zèle...

- Moscovici "*console*" Londres après la perte de son triple A - L'Expansion.com

On a ainsi (si nécessaire) une idée assez précise de la médiocrité et de la mentalité misérable de ce philistin. Ils sont tous à vomir au PS. Vous pouvez vous dire qu'une personne qui n'a pas davantage de dignité que cela, qui n'en a pas du tout en vérité, fera feu de tout bois. Les dirigeants du PS sont ainsi.

[A combien se monte la contrefaçon politique ?](#)

- 49 milliards de dollars : la valeur du marché de la contrefaçon alimentaire - Atlantico.fr

La valeur de la contrefaçon politique s'évalue en centaines de millions de morts, en dix fois plus de malheureux dont ils ont pourri l'existence et celle de leurs familles...

La contrefaçon politique s'appliquant principalement aux partis qui prétendent représenter les intérêts des travailleurs ou le socialisme, et qui en réalité ne sont que des supplétifs du parti de l'ordre et les combattent.

[Une épidémie, une pandémie ? Le vieux monde, tout simplement.](#)

- Enquêtes sur des fraudes dans la production d'oeufs en Allemagne - Reuters

Trois régions d'Allemagne ont ouvert des enquêtes visant quelque 200 exploitations agricoles soupçonnées de fraudes à

grande échelle aux règles de commercialisation d'oeufs portant le label de l'agriculture biologique. Reuters 25.02

- Médicament détourné: Le cytotec va-t-il créer un nouveau scandale? - 20minutes.fr

Il s'agit d'un médicament normalement prescrit pour les ulcères et maladies de l'estomac est aussi utilisé par certaines maternités pour déclencher les accouchements. 20minutes.fr 25.02

Qui est en cause ? Des médecins de l'hôpital de Poissy (Yvelines) et Necker (Paris).

Résultat : des nouveaux-nés souffrant de malformations, un au moins sera handicapée à vie, des femmes mutilées, utérus déchirés, traumatisés, etc.

Pourquoi ces médecins ne sont-ils pas radiés à vie immédiatement ?

[En guise de désespoir...](#)

- PSA : Le syndicat Sud demande en justice la suspension du plan social - L'Expansion.com

On leur signalera au passage que le pape est toujours en fonction...

[Il faudra bien y venir, non ?](#)

- Hollande prépare l'opinion à une marche arrière sur ses grands objectifs - AFP

- Déficit, chômage, impôts: comment Hollande s'est libéré de ses promesses - L'Expansion.com

- Face à la conjoncture, François Hollande prépare la marche arrière - LePoint.fr

[La voix de son maître](#)

- Au pied du mur : mais qu'attend donc l'Espagne pour demander de l'aide à la BCE ? - Atlantico.fr

- Bartolone (PS): "*la priorité va à la réduction des dépenses*" - AFP

- Moscovici: le budget 2014 sera "*construit*" avec l'objectif des 3% - AFP

[Attention, la surpopulation carcérale pourrait brutalement augmenter.](#)

- Le contrôleur des prisons s'intéresse aux EHPAD - LeFigaro.fr

Jean-Marie Delarue souhaiterait visiter les maisons de retraite. La ministre déléguée aux Personnes âgées et à l'Autonomie appelle à la prudence.

EHPAD : Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

[Vos études, votre vie, votre idéal : une vulgaire marchandise, un simple produit commercial.](#)

- Un diplômé sur quatre veut mettre les voiles - LePoint.fr

En recherche d'emploi depuis 4 mois, en moyenne 38% des diplômés n'ont décroché aucun entretien. Un chiffre en hausse de 7 points. LePoint.fr 25.02

[Un aveu.](#)

- Michèle Delaunay: '*Les aides publiques seront davantage orientées vers ceux qui en ont le plus besoin*' - LeMonde.fr

Pourquoi, parce que ce n'était pas le cas jusqu'à présent ? Mais alors qui en profitait, les copains, leur électorat ?

La spirale infernale

- Le Portugal, éprouvé par l'austérité, à nouveau sous la loupe de ses créanciers - AFP

- Grèce: la reprise dépend "*de la poursuite*" du plan de rigueur - AFP

L'Oscar à la propagande de guerre : Hollywood !

- L'Oscar du meilleur film étranger attribué à "*Amour*" - Reuters

Les médias iraniens ont qualifié lundi de "*politique*" l'attribution de l'Oscar du meilleur film à "*Argo*", le long-métrage de Ben Affleck qui porte sur la crise des otages américains de 1979, critiquant l'apparition pour l'annoncer de la Première dame Michelle Obama.

La 85eme cérémonie des Oscars de dimanche soir était "*la plus politique de tous les temps*", a estimé la télévision publique iranienne en évoquant l'Oscar d'"*Argo*".

"*Argo*" a récolté une moisson de récompenses à travers le monde.

Surprise de taille lors de la cérémonie des Oscars, c'est l'épouse du président américain, Michelle Obama, qui a ouvert l'enveloppe et annoncé, en duplex vidéo depuis la Maison Blanche, le film vainqueur.

Pour la télévision iranienne, cette intervention "*renforce les doutes que la récompense du film avait des motifs politiques*". AFP 25.02

Obama : pire que Bush père et fils et Reagan réunis. Non, on ne vous n'avait pas dit ? Nous, si, sur Hollande aussi...

- Israël a réussi un test de défense antimissile - Reuters

- Affaire Merah : les juges en appellent à Israël, au Pakistan et à l'Égypte - LePoint.fr

Trois Etats au-dessus de tout soupçon !

Pas vue pas pris : trop petit!

- Sarkozy sur la blague de Hollande : "*C'était tout petit !*" - LePoint.fr

Les "*amis*" de Hollande-Fabius-Le Drian sont de grands démocrates, si, si, la preuve.

- Un universitaire refoulé des Émirats pour avoir critiqué le régime de Bahreïn - LePoint.fr

- Qatar: 15 ans de prison en appel pour un poète critique du régime - AFP

Et viva Italia ! Revue de presse.

- Le scénario d'un Parlement bloqué se dessine en Italie - Reuters Italie : sous l'effet de la vague Grillo, risque d'ingouvernabilité - AFP

- Une «*situation très délicate*» en Italie - Liberation.fr

- Instabilité en vue après les élections en Italie - LeFigaro.fr

- Sans majorité au Sénat, l'Italie risque d'être ingouvernable - LeMonde.fr

- Qui pour gouverner l'Italie ? - Le Nouvel Observateur

- Fumée noire sur l'Italie - LePoint.fr

- Italie: le désarroi de la gauche face au casse-tête du résultat des élections législatives - L'Express.fr

Et la vérité sur la soi-disant gauche...

- Les premiers sondages sur le scrutin dopent les marchés italiens - Reuters
- Les marchés saluent la victoire de la gauche en Italie - L'Expansion.com
- La Bourse de Paris en forte hausse, la gauche donnée en tête en Italie - Liberation.fr

... et la douche froide aussitôt après :

- L'incertitude politique en Italie gâche la joie des marchés - L'Expansion.com

La guigne !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

La puissance du vote protestataire aux élections de dimanche et lundi en Italie, après une année de politique d'austérité, menace le pays d'une impasse politique, aucune alliance ne semblant assez forte pour former un gouvernement stable.

Après dépouillement de plus des deux tiers des bulletins de vote, les projections donnent le centre gauche de Pier Luigi Bersani légèrement en tête à la Chambre des députés, devant le centre droit de Silvio Berlusconi qui fait un retour en force inattendu.

Mais aucun des deux blocs ne semble en mesure d'avoir une majorité au Sénat, la chambre haute du Parlement, dont le rôle en Italie est aussi important que celui de la Chambre des députés.

Ce vote de protestation est aussi un camouflet pour le président du Conseil sortant, l'ancien commissaire européen Mario Monti, dont l'alliance centriste n'arrive qu'en quatrième position, loin derrière le Mouvement 5 Etoiles du populiste Beppe Grillo, qui a axé sa campagne sur la dénonciation des "*élites*" pro-européennes et d'une classe politique "*corrompue*".

Selon des résultats encore partiels, il obtiendrait entre 24 et 25% dans chacune des deux chambres, devenant le deuxième parti politique italien, derrière le Parti démocrate, la première force de gauche.

Ce scrutin marque aussi une forte déconvenue pour Pier Luigi Bersani, qui était donné grand favori à la fin de l'an dernier, avec à l'époque une avance de plus de dix points sur Silvio Berlusconi.

Le "*Cavaliere*", à 76 ans, fait un étonnant retour, alors que ses adversaires l'avaient pratiquement enterré fin 2011, quand le technocrate Mario Monti l'avait remplacé au palais Chigi.

Son alliance de centre droit, qui réunit le Peuple de la liberté (PDL), son parti, et les fédéralistes de la Ligue du Nord, est donnée en tête au Sénat, mais pas suffisamment pour avoir une majorité.

A la Chambre des députés, le centre gauche de Bersani devancerait les amis de Berlusconi d'environ un point de pourcentage. Une maigre avance mais suffisante pour y avoir la majorité car la formation ou l'alliance arrivée en tête au palais de Montecitorio se voit automatiquement attribuer une majorité de 340 des 630 sièges de députés.

Au Sénat, les choses sont différentes. Les projections de la RAI, la télévision publique, donnent au centre droit de Berlusconi 112 sénateurs, et 105 au centre gauche. Les amis de Beppe Grillo rafleraient 64 sièges et ceux de Monti, après une campagne décevante, seulement vingt. La majorité au Sénat est de 158 sièges.

Au Sénat, la loi électorale en vigueur depuis 2005 prévoit également une prime au parti arrivé en tête, mais sur une base différente, régionale et non nationale. Les 315 sièges sont attribués région par région en fonction du poids démographique.

Les projections montrent que plus de la moitié des électeurs se sont ralliés aux plates-formes anti-européennes de Berlusconi et de Grillo.

La gauche et le centre ont souligné qu'un tel résultat risquait de rendre le pays ingouvernable - avec à la clé de nouvelles élections dans un avenir proche.

"*Ces projections laissent à penser que nous nous dirigeons vers une situation ingérable, un pays ingouvernable*", a dit Mario Secchi, l'un des candidats de l'alliance centriste de Mario Monti.

Pour Stefano Fassina, économiste du centre gauche, même constat: "*Il ne pourra pas y avoir de gouvernement stable et nous devons revoter*", a-t-il dit.

"*C'est sûr que s'il y a une majorité à la Chambre et une autre au Sénat, il n'y a pas de gouvernement*", a constaté avec dépit Stefano Fassina, l'économiste du Parti démocrate.

Et les modestes 17/20 sénateurs prévus pour le camp Monti ne suffisent pas pour former une alliance majoritaire.

"*Un pays ingouvernable, politiquement mais aussi techniquement avec peu d'issues fondées sur des alliances presque impraticables et numériquement insuffisantes*", a commenté Massimo Razzi dans La Repubblica.

Pour lui, la seule solution sera de retourner voter, soit pour tout le Parlement soit seulement au Sénat.

Mais le numéro deux du Parti démocrate, Enrico Letta, a rejeté cette idée. Pour lui, la formation arrivée en tête à la Chambre des députés doit tenter de former un gouvernement. "*Quel que soit le vainqueur, celui-ci a la responsabilité de faire les premières propositions au chef de l'Etat*" Giorgio Napolitano, a-t-il dit. "*Un retour aux urnes se semble pas aujourd'hui la meilleure option à suivre*", a-t-il ajouté.

Si les prévisions se confirment, le seul moyen de sortir de l'impasse serait peut-être une "*grande coalition*" entre la gauche et la droite, comme celle que Mario Monti a menée pendant un an, sous l'étiquette d'un gouvernement de "*techniciens*", mais qui a finalement cédé sous les coups de boutoir des amis de Berlusconi qui accusaient le "*Professore*" d'être au service de la chancelière allemande Angela Merkel et de sa politique de rigueur.

Un tel scénario de "*grande coalition*" a toutefois été écarté pendant la campagne par les intéressés. Reuters 25.02

2- Etats-Unis

Alors que le secrétaire d'Etat John Kerry commence une tournée internationale,....

... axée sur la situation en Syrie, la Russie multiplie ses critiques de l'attitude ambiguë et de la politique des deux poids deux mesures des Etats-Unis. Pourtant, Washington avait lancé des signaux sur un changement de politique, essentiellement illustrée par la décision du président Barack Obama de remplacer le trio belliciste composé de Hillary Clinton, Leon Panetta et David Petraeus.

Sur le plan diplomatique, les Américains multiplient les déclarations sur la nécessité de trouver une solution à la crise syrienne sur la base de l'accord de Genève, qu'ils tentent de vider de son sens en interprétant arbitrairement certaines de ses clauses. Ils multiplient les mises en garde sur le danger que constitue le Front qaïdiste al-Nosra, mais dans le même temps ils continuent de diriger la guerre en Syrie et d'appuyer les groupes terroristes, comme si rien n'avait changé dans cette crise, d'où ils essaient de s'extirper.

Toutes les données sur le terrain prouvent que les Etats-Unis poursuivent leur guerre contre la Syrie en collaboration avec leurs partenaires occidentaux, la Turquie et leurs auxiliaires arabes. Les Turcs et les qataris continuent d'apporter soutien matériel, logistique, financier, médiatique et politique aux terroristes, avec l'appui actif de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis et de Bahreïn.

La seule solution réaliste au problème syrien reste le plan de sortie de crise proposé le 6 janvier par le président Bachar al-Assad. Mais ce plan est conditionné par la mise en place de mécanismes d'arrêt de la violence qui passent, impérativement, par l'assèchement des sources de financement des terroristes, l'arrêt des livraisons d'armes et de munitions et la fermeture des camps d'entraînement installés en Turquie. De même qu'il est nécessaire de démanteler les filières de recrutement et d'acheminement des terroristes du monde entier en Syrie.

Malgré leurs agissements ambigus, les Américains ont émis des signaux qui constituent un aveu de l'échec de leur objectif initial qui consistait à renverser le régime du président Assad. Ils ont concédé avec résignation que le dialogue avec le chef de l'Etat syrien est l'unique voie susceptible d'aboutir à une solution de la crise. Cela ne les empêche pas de manœuvrer dans l'espoir d'améliorer les conditions des négociations. Et c'est dans ce cadre que s'inscrit la "*décision*" de l'opposition syrienne qui

a annoncé samedi qu'elle suspendait sa participation à plusieurs rencontres à l'étranger pour dénoncer le "*silence international sur les crimes*" commis par le régime. Dans le même temps, la Coalition de l'opposition a annoncé la prochaine création d'un gouvernement en zone occupées en Syrie.

La colère exprimée par la Russie face à toutes ces tergiversations montre une fois de plus que seule les développements sur le terrain seront capables de débloquer la situation. C'est donc l'Armée arabe syrienne qui aura le dernier mot. french.irib.ir 25.02

3- Tunisie

Un homme soupçonné d'avoir tué l'opposant Chokri Belaïd et son complice présumé ont été arrêtés lundi, selon des sources policières qui ont affirmé que les suspects de ce crime ayant plongé la Tunisie dans une profonde crise politique appartenaient à la mouvance salafiste.

Le tueur présumé est un artisan de 31 ans spécialisé dans les meubles en aluminium et été arrêté à Carthage, dans la banlieue de Tunis, selon deux sources policières interrogées par l'AFP.

Le deuxième homme est soupçonné d'être le motard qui a permis la fuite du tireur le matin du 6 février après que Chokri Belaïd, opposant virulent aux islamistes d'Ennahda au pouvoir, a été abattu à bout portant en bas de son domicile à Tunis.

Les deux sources interrogées ont indiqué que les deux suspects appartenaient à la mouvance radicale salafiste et que leur arrestation avait été facilitée par le témoignage d'une femme qui a été placée sous protection policière.

L'un de ces sources a précisé que le tueur était actif dans la Ligue de protection de la révolution (LPR), une milice brutale pro-islamiste, du Kram, une banlieue populaire de Tunis voisine de Carthage.

Plusieurs médias tunisiens ont aussi indiqué que deux militants salafistes présumés avaient été arrêtés pour le meurtre de l'opposant, citant aussi des sources sous couvert de l'anonymat.

Selon la radio Mosaïque FM, le tueur "*a déjà avoué son implication dans le meurtre de Chokri Belaïd et a confié qu'il a exécuté une fatwa qui appelait au meurtre*" de cet opposant qui dirigeait un petit parti appartenant à une alliance de plusieurs mouvements de gauche et nationalistes, le Front populaire.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur n'a pas répondu aux multiples tentatives de l'AFP de le joindre. AFP 25.02

C'est à croire que le nouveau Premier ministre connaissait le nom des assassins de Chokri Belaïd... Il les balancerait pour tenter d'enrayer la crise politique qui secoue la Tunisie et se donner une certaine légitimité, gagner du temps tout au plus...

4- Syrie

Huit terroristes ont été tués, et quelques autres, blessés, en pleins travaux de préparation d'un missile, avant même son lancement, dans la région d'Al-Bachiriya, à Rif/Idleb.

Selon Farsnews, les forces syriennes ont attaqué une ambulance immatriculée en Turquie, et qui transportait des rebelles blessés, près des régions de Hich et Maarat al-Neman, tuant les personnes à bord. A Idleb, nombre d'ambulances que l'on voit, dans les rues, sont immatriculées, en Turquie. Elles transportent les rebelles blessés aux hôpitaux de fortune, installés, sur la frontière turque, avant de les re-transférer, une fois reçus les traitements nécessaires, à différentes régions de la Syrie, et de les réintégrer, dans la lutte, contre le gouvernement syrien. french.irib.ir 25.02

SOCIAL

France

1.1- Crédit agricole va supprimer 1.400 postes.

Les caisses régionales du groupe Crédit agricole prévoient plus de 1.400 suppressions de postes à la faveur du non remplacement de tous les départs au sein de la banque, rapporte lundi le journal Les Echos.

Selon le quotidien, qui dit s'être procuré un document interne de la Fédération nationale du Crédit agricole (FNCA), le Crédit

agricole prévoit pour cette année le départ de 4.125 salariés et n'entend recruter que 2.707 personnes, "un mouvement qui se traduirait donc par la suppression de 1.418 postes."

"Au total, les effectifs des 39 caisses régionales et de Crédit agricole Titres passeraient ainsi sous la barre des 65.000", poursuit le journal. Reuters 25.02

1.2- Pixmania va supprimer 150 emplois

Le site d'e-commerce Pixmania a fermé ses 10 magasins en France et se retire de douze des 26 pays européens a-t-il annoncé lundi. Le site, contrôlé à 99% par le britannique Dixons, a procédé à ces fermetures depuis samedi.

Pixmania a vu en 2012 son chiffre d'affaires reculer de 10% à 843 millions d'euros, enregistrant une perte de 25 millions d'euros. Un plan social est engagé pour les 150 personnes que Pixmania employait dans ses magasins français. Le distributeur emploie près de 1000 salariés dans le monde. L'Expansion.com 25.02

Comme le prétendent Hollande, Ayrault et Sapin, amorcer une baisse du chômage d'ici la fin 2013, c'est possible : la preuve... du contraire !

2- Espagne

La première banque en Espagne par les actifs, CaixaBank, a annoncé lundi un plan social qui prévoit la suppression de "quelque 3.000 emplois", soit environ 10% des effectifs actuels, dans un contexte de restructuration du secteur en crise.

Fin 2012, CaixaBank comptait 32.625 employés, soit 5.632 de plus qu'un an auparavant, et 6.342 succursales (environ un millier de plus que fin 2011) en raison des acquisitions de la banque.

Comme prévu par la loi espagnole, la direction de la banque a donc entamé "une période de dialogue et de négociation avec les syndicats, qui pourrait se poursuivre jusqu'à fin avril", précise Caixabank dans son communiqué.

Sur le plan social, le secteur bancaire, jugé surdimensionné par rapport à la taille du pays, a perdu plus de 28.000 emplois entre 2008 et 2011, passant de 270.855 à 243.041 salariés, selon la Banque d'Espagne. Le nombre d'agences bancaires est passé de 45.662 à 39.843.

Selon les syndicats, 20.000 emplois devraient être supprimés dans le secteur sur les cinq prochaines années, dont 4.500 chez Bankia. La quasi-faillite de la banque issue de l'union de grandes caisses d'épargne a précipité une aide européenne au secteur bancaire espagnol de plus de 40 milliards d'euros. AFP 25.02

[Haut de page ↗](#)

Le 27 février

CAUSERIE

J'ai ajouté un article en ligne dans la rubrique politique : *Russie-USA : Vers une révision du rapport de force ?* (french.irib.ir) (27.02.13)

Quand l'opportunisme se fait populiste.

Il y en a qui vont encore faire leur choux gras de cette femme qui est morte en se rendant aux urgences, parce que voyez-vous même les habitants de villages ou de maisons isolées au fin fond du Jura, des Vosges, des Alpes de Hautes Provence, des Pyrénées, de la Creuse, de la Bretagne, de l'Ariège, etc. devraient disposer d'un hôpital à moins de 15 minutes de chez eux, si, si, un bureau de poste, une mairie, une école, la totalité des services publics, en cas de cyclône, en moins d'une heure l'électricité devrait être rétabli jusqu'au chalet isolé situé en haute montagne, en cas de forte chutes de neige, la moindre route départementale ou le moindre chemin vicinal devrait être dégagé aussi rapidement, imaginez un peu qu'une personne soit victime d'un malaise à ce moment-là et que la route soit impraticable pour l'emmener aux urgences et qu'elle décède.

En fait, il faudrait décréter que les décès accidentels pouvant avoir un rapport même très éloigné avec autrui sont désormais prohibés et seront requalifiés en crimes, leurs auteurs ou complices dénoncés, poursuivis et condamnés. Bref, nos procureurs généraux ou dictateurs en herbe ne risquent pas de se retrouver demain au chômage...

Au populisme se mêle désormais le cynisme le plus sordide, c'est à la mode, tout le monde doit donner dedans, c'est le niveau de conscience où se situe la majorité de la population, donc celui des militants qui se traînent à sa suite, c'est le seul plan sur lequel on leur reconnaîtra qu'ils ne sont pas coupés des masses, pour le pire et non pour le meilleur hélas !

A moins qu'ils n'embraient sur la crise politique en Italie qui n'est qu'une mauvaise farce à laquelle est lié un humoriste médiocre. Le dénommé Beppe Grillo s'en prend en effet pêle-mêle à tout ce qui bouge, il est sur la même ligne politique que le très réactionnaire Cohn Bendit pour lequel il faudrait en finir avec les partis politiques, et dans sa diatribe vénimeuse cet ex-comique en rajoute une couche en s'attaquant systématiquement aux syndicats, nous aussi mais pas vraiment dans la même perspective, lui c'est parce qu'il estime qu'ils sont inutiles, nous parce que nous estimons qu'il faudrait en créer un autre sur les bases du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, donc notre critique se situe aux antipodes de cet idiot utile du régime qui fait le jeu de la réaction à l'arrivée.

En France, il ne faut pas critiquer les syndicats vendus au capital. Pourquoi ? Parce que tous s'en accommodent finalement. Nos syndicalistes ne sont pas des révolutionnaires mais des corporatistes, dans le sens où ils ne luttent que pour défendre leurs propres intérêts, du même coup ils favorisent ou laissent le champ libre à une autre forme de corporatiste qui en est le prolongement, et qui conduit au fil du temps à transformer les syndicats en institutions associées à la gestion du capitalisme pour le compte des capitalistes. Si vous leur demandez ce qu'ils pensent de cette analyse qui somme toute n'est qu'un constat, ils se mettront à hurler à la calomnie, c'est pratique pour mettre fin à toute discussion avant même qu'elle eut commencé, c'est leur conception de la démocratie, laissons-leur.

En Italie au cours des 50 dernières années il a dû y avoir plus de 40 changements de gouvernement ou de majorité, donc autant de crises politiques sans que cela ne change quoi que ce soit à l'arrivée. Prenez l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal, la Grande-Bretagne, la Grèce ou la France, depuis l'après-guerre tous ces pays ont connu une multitude de changements de majorité au Parlement, des gouvernements dits de droite, de gauche, de technocrates, sans que cela ne change quoi que ce soit.

Un autre élément commun à tous ces pays mais aussi à tous ceux de l'UE que je n'ai pas nommé ici, dans aucun pays n'a émergé un nouveau parti ouvrier ou un nouveau syndicat digne de ce nom, dans aucun, tout du moins au point de s'ancrer profondément dans les masses et de devenir incontournable. Pourquoi insister sur ce dernier point ?

La liste de ce triste comique en Italie a réuni 25,5% des suffrages exprimés. Imaginez maintenant qu'un véritable parti communiste soit parvenu à ce résultat, ce serait un formidable levier pour renforcer ou développer ce parti, intervenir dans la lutte des classes de telle sorte qu'il pourrait modifier le cours des choses, la situation, dans la perspective de la prise du pouvoir qui demeure notre objectif politique, non pas par les urnes mais par la mobilisation révolutionnaire des masses, son succès électoral ne servant qu'à renforcer son implantation dans tout le pays, il pourrait revendiquer la direction du mouvement ouvrier, se lancer à sa conquête et balayer la bureaucratie pourrie des syndicats ou créer immédiatement un nouveau syndicat ruinant l'existence des syndicats corrompus.

Voilà ce que nos dirigeants ignares, bornés, sclérosés, dogmatiques et j'en passe n'ont pas été foutu de faire en plus d'un demi-siècle, et ce n'est pas demain la veille qu'ils y parviendront, tout simplement parce que ce n'est pas leur objectif ou qu'ils sont incapables de comprendre la situation et les rapports entre les classes, ils ignorent la psychologie des masses, comment elles fonctionnent, ils en ignorent tout ou presque. Et ne comptez pas sur le Front de gauche, tout comme en Grèce les travailleurs n'ont rien à attendre de Syriza qui vient de faire allégeance au FMI et à l'impérialisme américain.

Il nous manque un dirigeant de la trempe de Lénine, qui ait ses capacités et son charisme, qui comprenne comment il faut s'adresser aux masses pour les gagner, sans rien renier de nos principes ou notre programme cela va de soi.

La crise politique en Italie pose une seule et unique question qui est également valable en Grèce et dans tous les autres pays, celle de la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire en rupture avec le capital et ses institutions, les partis qui les composent et les appareils corrompus des syndicats, l'UE et l'ONU...

C'est le seul enseignement à tirer de cette crise politique qui s'inscrit dans le prolongement de la crise du capitalisme qui demeure sans issue, qui en est la traduction sur le plan politique. Maintenant que vous avez lu ces lignes, voyez quel parti va reprendre ou plutôt partager cette analyse, à mon avis aucun, on prend les paris ? C'est la clé de la situation, qui seule pourrait permettre de la dénouer favorablement, passer à côté, c'est faussée l'analyse qu'on en donne puisqu'on oublie ou occulte un de ses éléments essentiels...

Ils construisent tous des partis pour mettre du beurre dans les épinards, alors qu'il nous faut construire un parti pour prendre le pouvoir et changer la société, vous aurez tout de suite compris pourquoi cela ne fonctionne pas et ne fonctionnera jamais sur ce modèle-là, ils ne sont pas à la hauteur de la tâche que nous avons à accomplir, leurs dirigeants ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités tout court.

En complément la réaction d'un internaute.

- "" *Le vote protestataire plonge l'Italie dans l'impasse..* " Ah bon ? *la démocratie ça pose un problème alors ? Le réveil des peuples ça fait peur visiblement ...* "

Effectivement, l'expression la plus élémentaire, étroite ou déformée de la démocratie est incompatible avec la crise du capitalisme dont la politique d'austérité des différents gouvernements constitue la seule réponse possible, disons dans l'immédiat, le pire restant à venir...

La crise du capitalisme, s'il est relativement facile d'expliquer en quoi elle consiste, il n'est pas certain que les travailleurs et la plupart des militants en saisissent vraiment l'ampleur et la portée. Elle n'a rien de comparable avec les crises antérieures de par son ampleur. On se répère, on ne fait que cela à la longue, en vain.

Pour employer une métaphore et un langage populaire, ils ne se sont pas contentés de bouffer la dernière récolte jusqu'à la dernière graine, de faire les greniers et de vider les derniers silos, de réduire les stocks à zéro, ils ont été jusqu'à dévorer en grande partie les semis nécessaires à la prochaine récolte, mieux encore, ils l'ont hypothéquée sur une base haute impossible à réaliser dans de telles conditions.

Il ne reste donc pratiquement plus rien à distribuer aux producteurs qui devront dans l'avenir se satisfaire du minimum vital pour survivre, renouveler leur force de travail, tout ce qui se situait au-delà doit être systématiquement raboté, éliminé, il faut l'oublier, ils le considèrent comme superflu, inutile, nuisible même, de façon à ce que la part qui leur revient ne tombe pas en dessous du seuil au-delà duquel leur propre existence serait à leur tour menacée, c'est toutefois ce qui leur pend au nez, pas seulement à eux, à l'humanité entière puisque c'est leur terrain de jeu.

Ils peuvent cependant encore espérer s'en tirer, car si leur politique a conduit à l'épuisement des sols ils peuvent escompter qu'il se remettra à produire davantage dans quelques années, mais rien n'est moins sûr, à quel prix, et puis ils ne se sont pas contentés de l'épuiser, ils l'ont fortement pollué et là c'est plus grave, irréversible parfois, alors que les besoins de la population ne cessent de croître. Maintenant il est vrai qu'un esclave présente l'avantage d'avoir des besoins réduits au minimum, s'ils parvenaient à réduire la population mondiale en esclavage la production pourrait alors être suffisante pour satisfaire leurs besoins (des nantis) sans même avoir à se faire violence pour les réduire.

Voilà leur (prochain) objectif, faire en sorte que d'ici là il n'existe aucune alternative au capitalisme et pour y parvenir que les masses ne disposent plus d'aucun droit politique, c'est en bonne voie avec l'UE, cela pourrait aussi leur éviter de recourir à une troisième guerre mondiale.

C'est dans ce contexte et dans cette perspective qu'il faut analyser le résultat des élections en Italie, sachant que pour combattre un ennemi organisé en partis, les capitalistes, l'Etat et les institutions fonctionnant sur la base de partis politiques, on a absolument besoin d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire, Beppe Grillo s'inscrivant en opposition à tout parti politique vient finalement en aide à notre ennemi, à la réaction, il est à la fois le produit et la caricature du mouvement ouvrier et de sa décomposition.

ACTUALITE EN TITRES

[On se soutient et soulage comme on peut.](#)

- Etats-Unis: pour Bernanke, la Fed doit encore soutenir la reprise à plein régime - AFP
- JPMorgan Chase va supprimer entre 16 000 et 19 000 emplois d'ici 2014 - Liberation.fr
- Wall Street rebondit avec les propos de Bernanke - Reuters
- Journée noire sur les marchés européens, angoissés par le sort de l'Italie - AFP

[Les caisses sont vides :](#)

- Mali. L'opération française coûte déjà "*plus de 100 millions d'euros*" - Le Nouvel Observateur

[Toujours plus haut, toujours plus bas, bravo !](#)

- Chômage : La France proche d'un triste record ! - LePoint.fr

- Logements neufs: la France continue de s'enfoncer dans la crise - AFP

Intox

- Paris veut un gouvernement italien "*stable*" et minimise l'effet des élections sur la zone euro - LePoint.fr

- Montebourg s'en prend à Merkel après le vote italien - Reuters

- Montebourg: les Italiens ont rejeté "*la politique imposée par les marchés*" - AFP

- Barroso appelle les Européens à ne pas céder au populisme - Reuters

- Les pompiers de Bruxelles veulent éteindre l'incendie italien - LePoint.fr

Il y a sa place : à la niche !

- Montebourg : '*Les peuples ne sont pas prêts à passer sous la table*' - LeMonde.fr

... les multinationales non plus, la preuve :

- Coca-Cola, un nouvel allié pour Arnaud Montebourg - Slate.fr

Pas de bol !

- Bruxelles contredit Moscovici et exige un déficit "*nettement sous les 3%*" en 2014 - L'Expansion.com

Réaction. Sionisme, xénophobie et néo conservatisme.

Atlantico.fr : La menace.

- Ces menaces insidieuses qui rognent la liberté de penser en France - Atlantico.fr

Parole de sioniste :

- Pourquoi cela n'a pas de sens de parler d'une troisième intifada - Atlantico.fr

Le bouc émissaire, l'étranger :

- L'Europe et ses systèmes de santé déstabilisés par l'émigration des jeunes des pays en crise vers les pays "*sains*" - Atlantico.fr

Les consommateurs évidemment :

- Industriels, consommateurs, régulateurs : qui sont les vrais responsables des dérives de l'industrie agroalimentaire ? - Atlantico.fr

Le péril jaune :

- Voilà comment la Chine profite de la crise pour acheter à bas prix nos connaissances technologiques - Atlantico.fr

Confirmation

- Syrie: Kerry et Lavrov tentent un rapprochement - AFP

- Nucléaire : les 5+1 proposeraient à l'Iran un allègement des sanctions - LeMonde.fr -

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

L'Italie se trouvait mardi dans une impasse politique inquiétante pour le reste de l'Europe, sans vainqueur clair aux législatives, comme l'a reconnu le chef du centre gauche Pier Luigi Bersani qui a entrouvert la porte au mouvement protestataire de l'ex-comique Beppe Grillo.

Dans l'après-midi, le candidat de la gauche au poste de Premier ministre s'est exprimé pour la première fois depuis l'annonce des résultats et a amorcé un geste d'ouverture envers le Mouvement 5 Etoiles, qui s'est adjugé à la surprise générale un quart des suffrages au parlement.

M. Bersani a évoqué des thèmes chers à cette formation, comme la réforme des institutions, les coupes dans les coûts de la politique, la moralité et la défense des plus défavorisés, appelant Beppe Grillo à dire "*ce qu'il veut pour le pays*".

La gauche soumettra ses propositions au Parlement, "*où chacun devra assumer ses propres responsabilités*", a averti M. Bersani.

Pour l'instant, le Mouvement 5 Etoiles ne souhaite s'allier avec aucune autre formation mais envisagera au cas par cas de voter des réformes, a fait savoir de son côté Beppe Grillo.

"*Nous allons voir, réforme par réforme, loi par loi. S'il y a des propositions qui sont compatibles avec notre programme, nous allons les évaluer*", a-t-il dit en ajoutant: "*maintenant ce n'est pas le moment de parler d'alliances*".

Ces diverses déclarations laissent penser à un possible soutien au vote de lois présentées par un gouvernement de gauche, sans un accord formel de coalition avec le centre gauche, qui dispose d'une solide majorité à la Chambre. Additionnés à ceux de la gauche, les 54 sénateurs de Beppe Grillo permettraient d'avoir une majorité au Sénat.

L'expert politique Stefano Folli a cependant jugé "*extrêmement vague*" la proposition de Bersani, qui risquerait d'aboutir "*à un gouvernement minoritaire exposé à tous les vents au parlement et aux mains de Beppe Grillo*".

Un véritable casse-tête donc. "*Nous sommes conscients du caractère dramatique de la situation et des risques encourus par le pays*", a reconnu M. Bersani.

Les marchés financiers ont réagi très négativement à cette impasse sur le futur gouvernement de la troisième économie de la zone euro: la Bourse de Milan a connu une journée noire, s'effondrant de près de 5% à la clôture.

L'Europe était aussi dans les affres: la Commission européenne a assuré avoir entendu le "*message d'inquiétude*" envoyé par les citoyens italiens, tout en demandant à Rome d'"*honorer ses engagements*" budgétaires et de réformes.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a souhaité mardi soir que l'Italie se dote d'un "*gouvernement stable*", tout en se disant "*pas franchement réjou*" par le résultat des élections. Auparavant, la chancelière Angela Merkel s'était voulue plus rassurante: "*L'Italie trouvera sa voie*", avait-elle confié à son entourage.

Pour le directeur de la revue politique Micromega, Paolo Flores d'Arcais, la gauche a "*la possibilité de faire un accord avec Grillo en lui donnant la présidence d'une des chambres et de proposer un gouvernement avec beaucoup de techniciens*" qui appliquerait un programme "*commun aux aspirations traditionnelles de la gauche*".

Mauro Calabresi, directeur du quotidien La Stampa, ne voit pas d'autre solution que de "*trouver des convergences entre les partis traditionnels et les nouveaux parlementaires Cinq Etoiles. Ils doivent être traités comme une ressource, pas comme des ennemis*".

Le sort politique de l'Italie est en fait entre les mains du président Giorgio Napolitano qui pourrait juger une telle situation trop instable et lui préférer la mise en place d'un nouveau gouvernement technique de transition avant de nouvelles élections. AFP 26.02

2- Tunisie

2.1 - La veuve de Chokri Belaïd, l'opposant tunisien tué par balles à Tunis le 6 février, a déclaré qu'elle voulait savoir qui avait commandité l'assassinat de son mari, en réagissant mardi pour la première fois à l'annonce de l'arrestation du tueur

présumé lundi à Tunis.

"C'est beau de savoir qui a exécuté mais pour moi c'est très important de savoir qui a commandé, comme cela a été fait, car c'est un crime très organisé", a déclaré Basma Belaïd sur Europe 1.

"On demande un procès et on demande de pousser l'enquête et de tout savoir", a-t-elle affirmé.

Le tueur présumé serait actif dans la Ligue de protection de la révolution (LPR) une milice brutale pro-islamiste, au Kram, une banlieue populaire de Tunis voisine de Carthage.

La LPR a été accusée à de nombreuses reprises par l'opposition d'orchestrer des attaques contre des opposants ou des associations pour les intimider.

Ces ligues sont "protégées par le système", a accusé la veuve de Chokri Belaïd qui a demandé "immédiatement" leur dissolution. "Toute la société tunisienne n'a pas arrêté de demander depuis des mois la dissolution de ces ligues", a-t-elle souligné.

"La responsabilité politique d'Ennahda est impliquée", a répété Mme Belaïd, qui a accusé à plusieurs reprises le parti islamiste au pouvoir d'être responsable de l'assassinat de son mari.

"La moindre des choses est d'assurer la sécurité des citoyens. Ennahda est le parti au pouvoir (...), c'est à elle de protéger les citoyens", a-t-elle déclaré, alors que le parti islamiste est régulièrement accusé de faire preuve de laxisme vis-à-vis de sa frange radicale et de la mouvance salafiste. AFP 26.02

2.2- L'opposant tunisien Chokri Belaïd a été tué par un groupe de la mouvance salafiste, ont annoncé mardi les autorités, précisant que le meurtrier présumé a été identifié mais est en fuite et que quatre complices sont sous les verrous.

"Le tueur a été identifié et il est pourchassé", a déclaré le ministre de l'Intérieur, Ali Larayedh, lors d'une conférence de presse.

"Les quatre autres suspects ont été arrêtés. Ils appartiennent à un courant religieux radical, (...) ils sont de nationalité tunisienne", a ajouté M. Larayedh, en évoquant "la mouvance salafiste".

Selon le ministre, qui est appelé à former le prochain gouvernement tunisien, les complices ont effectué le repérage en vue de ce crime, qui a plongé la Tunisie dans une profonde crise politique, et l'un d'entre eux "a avoué avoir accompagné le tueur" le 6 février, jour du meurtre.

M. Larayedh n'a pas révélé les identités des personnes arrêtées et a refusé de se prononcer sur l'éventuel commanditaire ou sur un groupe salafiste en particulier. AFP 26.02

3- Egypte

Un tribunal du Caire a jugé mardi que les autorités égyptiennes devaient détruire la totalité des tunnels reliant la péninsule du Sinaï à la bande de Gaza, qui alimentent en armes et en denrées de première nécessité l'enclave palestinienne victime du blocus israélien.

On estime que 30% des biens importés par la population gazaouite (1,7 million d'habitants) le sont via ces tunnels qui permettent de contourner un blocus mis en place par l'Etat hébreu il y a plus de sept ans.

Les Frères musulmans désormais au pouvoir au Caire sont idéologiquement proches des islamistes du Hamas au pouvoir à Gaza mais de nombreux Egyptiens craignent que l'enclave ne présente un risque pour la sécurité du plus grand Etat arabe, notamment pour le Sinaï.

Au début du mois, les forces de sécurité égyptiennes avaient entrepris de noyer une partie de ce labyrinthe que l'armée israélienne bombarde sporadiquement. Reuters 26.02

4- Israël

Le PM sioniste se heurte, désormais, à l'une des crises les plus aiguës de son mandat :

la révolte incontrôlable, dans les territoires palestiniens, déclenchée, suite à la mort du prisonnier palestinien, Arafat Jeradat. Netanyahu a convoqué une réunion d'urgence de son cabinet sécuritaire, pour savoir comment faire face aux manifestations et à la grève de la faim de 3.000 prisonniers palestiniens. Il a même contacté Tony Blair, au sein du Quartette sur

le Proche-Orient. Il a évoqué le test du missile "Arrow", lundi, n'écartant pas l'hypothèse d'en faire usage, pour assurer la sécurité d'Israël! french.trib.ir 26.02

SOCIAL

France

1.1- La "**croissance**"... du chômage.

Le nombre de demandeurs d'emploi en France métropolitaine a bondi en janvier à son plus haut niveau depuis juillet 1997, sous l'impact d'une modification du système de radiation des chômeurs qui a pour effet d'accroître sensiblement leur nombre.

La forte baisse des sorties enregistrées par Pôle emploi a néanmoins contribué pour moitié à la hausse de 1,4% sur le mois, soit +43.900 personnes, du nombre des chômeurs inscrits en catégorie A (ceux qui n'ont pas travaillé) en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

A 3.169.300, ce dernier atteint son plus haut niveau depuis plus de 15 ans et demi et frôle le record enregistré en janvier 1997 (3.195.500 selon la nouvelle méthode de comptabilité).

Sur un an, sa hausse est de 10,7% et janvier a été le 21^e mois consécutif de progression du nombre de chômeurs en catégorie A.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 1,3% le mois dernier, soit 60.800 personnes, pour atteindre 4.680.200, soit une augmentation de 9,8% sur un an. En incluant l'Outre-mer, il atteint 4.967.500.

Dans un communiqué, le ministre du Travail Michel Sapin a estimé que les dernières prévisions de la Commission européenne anticipant pour 2013 une hausse du chômage (taux de 10,7% contre 10,3% fin 2012), qui se poursuivraient en 2014 (11,0%), n'invalidaient pas l'objectif du gouvernement d'inverser la courbe du chômage "*d'ici la fin de l'année*".

Le ministre a relevé que la progression de janvier, corrigée des effets de la réforme, était inférieure à l'évolution moyenne constatée sur le second semestre 2012 et tenait "avant tout" au recul de l'activité sur la fin de l'an passé.

Les entrées à Pôle emploi sont restées stables en janvier, celles consécutives à des licenciements économiques diminuant même de 2,3%.

Mais dans le même temps, le nombre de sorties de Pôle emploi a reculé de 10,0% en France métropolitaine sous l'impact d'une baisse de 11,5% des entrées en stage et d'une chute des radiations administratives (-58,1%), dont le nombre avait fortement augmenté en décembre.

Les demandeurs d'emplois de moins de 25 ans (+0,5% en catégorie A et +0,7% en A, B et C) ont été les moins affectés par la hausse de janvier, alors que les 50 ans et plus ont été une nouvelle fois à la peine (+1,8% en catégorie A, +1,4% en A, B et C).

Les demandeurs d'emploi de plus d'un an (+1,9% en janvier et 13,9% sur 12 mois) ont progressé eux aussi plus vite que la moyenne, leur part dans les inscriptions à pôle emploi atteignant 39,5%, soit 0,2 point de plus qu'en décembre et 1,4 point de plus qu'en janvier 2012.

Les offres d'emplois collectées par Pôle emploi ont enfin reculé de 10,6% en janvier, leur baisse sur un an atteignant 19,7%. Reuters 26.02

1.2- Mouvement social chez Express-Roularta

A l'appel des organisations syndicales CGT-CFDT-Sud-SNJ-FO, une journée de grève a été décidée pour ce mardi 26 février 2013 au sein du groupe Express-Roularta en réponse au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) annoncé la semaine passée par la direction du groupe. Ce plan prévoit la suppression d'environ 80 postes sur quelque 780 emplois. Selon la direction, "*priorité sera donnée à un plan de départs volontaires*". En outre, le magazine L'Entreprise pourrait passer exclusivement sur support numérique et les mensuels Maison française et Maison magazine pourraient fusionner en un seul titre. L'Expansion.com 26.02

1.3- Motorola Mobility ferme son site de Toulouse : 180 emplois supprimés

Motorola Mobility va fermer fin mai son site de Toulouse, qui emploie environ 180 personnes, a déclaré mardi une porte-parole du fabricant de combinés mobiles, filiale de Google, qui a engagé un processus de réduction de ses effectifs dans le monde.

Motorola était installé à Toulouse depuis la fin des années 1960. Reuters 26.02

1.4- Il cumule 287 CDD et personne n'avait rien vu !

La Sotrema, société chargée du ramassage des ordures sur la région mantaise, est attaquée par ses éboueurs pour avoir abusé des CDD. L'un comptabilise 287 CDD (contrat à durée déterminée) en cinq ans. Un autre a multiplié les contrats d'un jour ou deux. Un troisième avait été embauché pour remplacer le remplaçant d'un salarié en CDI...

Quatre salariés ont déjà déposé un dossier.

Mais, selon Michel Forestier, responsable local du syndicat, ils seraient encore plus nombreux. « *Nous en avons compté une dizaine. Ensemble, ils totaliseraient au bas mot près d'un millier de contrats courts. C'est du jamais-vu* », témoigne le représentant.

Si le procédé est, dans certains cas, illégal, il flirte souvent avec les règles du Code du travail et perturbe le quotidien des éboueurs. « *Certes, on a du travail, témoigne l'un d'eux. Mais ces contrats ne nous offrent aucune visibilité. Je galère pour trouver un appartement.* »

Des discussions sont en cours entre les représentants du personnel et la direction afin de régulariser la situation d'au moins trois éboueurs. L'inspection du travail suit l'affaire de près.

Société d'économie mixte, détenue en partie par la communauté d'agglomération de Mantes en Yvelines, la Sotrema aurait l'habitude de compter sur de nombreux CDD.

« *C'est une façon de travailler, assure Philippe Geslan, son président, également vice-président de la Camy. Nous faisons appel à eux en cas de surcroît d'activité. On a toujours essayé d'embaucher quand nous pouvions le faire. Mais, si c'est pour embaucher maintenant et licencier demain, c'est dommage.* » LeParisien.fr 26.02

Evidemment cela durait depuis des années et absolument personne n'était au courant... Au fait, ils servent à quoi les représentants du personnel dans une entreprise ?

ECONOMIE

Banque

La prochaine crise bancaire viendra du système bancaire parallèle, qui n'est pas soumis aux mêmes règles que le système bancaire classique, a estimé mardi le président du directoire de la Banque Postale, Philippe Wahl.

"*Il y aura une nouvelle crise bancaire, nous le savons*", a affirmé M. Wahl lors d'une conférence organisée par le magazine The Economist.

"*Et nous savons d'où elle viendra*", a-t-il ajouté, mentionnant le secteur bancaire parallèle, qui regroupe l'ensemble des acteurs non bancaires qui offrent des services de nature bancaire, le plus souvent des solutions de financement.

Ce secteur aux contours flous comprend notamment les fonds monétaires, les assureurs et les fonds alternatifs (hedge funds).

"*Il est moins régulé, moins taxé, il croît et, selon moi, il représente la prochaine crise*", a martelé le dirigeant de la Banque Postale.

"*Nous devrions essayer de préparer l'avenir et voir comment nous pouvons empêcher cette nouvelle crise financière*", a-t-il ajouté, qualifiant le secteur bancaire parallèle de "*terra incognita*".

Lors de son intervention, plus tôt, le commissaire européen aux Services financiers, Michel Barnier, avait également insisté sur le caractère "*essentiel*" du renforcement de la régulation du secteur bancaire parallèle.

Il avait rappelé l'estimation du Conseil de stabilité financière (FSB), qui évalue les actifs gérés par le secteur bancaire parallèle

à 50.000 milliards de dollars. AFP 26.02

En voilà encore un qui aurait mieux fait de se taire! Car Philippe Wahl en avouant que pour lui le secteur bancaire parallèle était "*terra incognita*", il signifiait pas là qu'il n'avait rien à en dire. En fait, ce qui est inconnu, c'est le niveau auquel se montent les manipulations et malversations de ces gangsters de la finance et contrairement à ce que laisse entendre leur larbin de service, Barnier, qui sont connues et qui agissent en toute impunité, toute nouvelle mesure étant contournée avant même qu'elle entre en application, ce sont les intéressés eux-mêmes qui le clament sur tous les toits.

Quand je dis que Philippe Wahl aurait mieux fait de se taire, dans son propre camp on a déjà dû lui rappeler, car au passage il a avoué qu'ils savaient pertinemment que l'aristocratie financière bénéficiait de privilèges extraordinaires dont elle usait et abusait en toute légalité, tranquillement, puisque droite et gauche sont gagnées à l'ultra libéralisme, leur seul ennemi étant le prolétariat dans son immense majorité inorganisé et donc réduit à l'impuissance.

Là où son discours leur est utile cependant, c'est quand il parle de la prochaine crise, comme si celle-ci devait se terminer un jour, vous aurez remarqué au passage que c'est le discours de tous les gouvernements, de la BCE, etc. bon, cela dépend des jours, alors que tout démontre le contraire : comment des actifs échappant à tout contrôle équivalents au PIB mondial (60.000 milliards de dollars, il ne nous a donné qu'un chiffre officiel) et servant à la spéculation mondiale à une échelle qui se situe là à des centaines de milliers de milliards de dollars (le marché des produits dérivés) n'alimenteraient-ils pas en permanence la crise actuelle ?

A quoi sert alors ce discours ? Ils demandent aux travailleurs de faire de nouveaux sacrifices en prévision de la fin de la crise en leur annonçant des jours meilleurs qui viendront par la suite et qu'en réalité ils ne verront jamais, elle est là l'astuce, un peu grotesque, mais cela marche à merveille, la plupart y croient à défaut de conscience ou de perspective politique, c'est l'essentiel et ainsi de suite. Qui pousse l'analyse jusque là et leur dit la vérité, quel parti ? Aucun.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 février

CAUSERIE

Rectificatif.

Pour renvoyer le questionnaire que je vous ai demandé de remplir, vous avez aussi besoin du mot de passe :
adresse : joachimrodriguez2013@yahoo.fr ; mot de passe : 4ghdr89s1z5.

Vous devez donc vous connectez sur Yahoo.

Quand on vous demandera si vous avez déjà un compte vous répondrez oui et ensuite vous taperez l'adresse et le mot de passe. A l'étape suivante, vous cliquerez sur écrire, dans sujet vous écrivez questionnaire, vous joignez le fichier sous word rempli et vous cliquez sur envoyer à mon adresse : milarepa13@yahho.fr. Ce sera joachimrodriguez2013@yahoo.fr qui aura envoyé ce fichier, donc votre anonymat sera préservé.

Dans l'immédiat, à partir du 1er mars le site ne fonctionnera plus que comme une banque de données, la causerie et les infos en bref ne seront plus actualisées en attendant de voir si vraiment le site sert à quelque chose, le 15 mars et non le 31 mars je prendrai la décision de continuer ou de fermer le site. Je préfère ne rien ajouter.

[Accord du 11 janvier, retraites, loi d'amnistie sociale, élections en Italie, etc. les grandes manoeuvres ou l'enfumage général continue.](#)

Comment camoufler le plus longtemps possible ses réelles intentions, inavouables, indéfiniment est impossible évidemment, car il arrive toujours un moment où l'on est rattrapé par la réalité, lorsqu'il faut passer aux actes ou lorsque l'heure des décisions a sonné, quand les faits s'étalent sous nos yeux et que plus personne ne peut en nier l'existence...

Gagner du temps, laisser s'écouler un certain temps histoire que l'embrouille joue à plein, laisser le doute s'installer ou creuser son sillon dans les têtes, c'est tout un art !

Le sachant, dès lors on a le choix entre : attendre ce moment-là pour dénoncer un fait ou une décision et les combattre, quand il sera trop et qu'il n'y aura plus rien à faire pour s'y opposer généralement, cela présente l'avantage qu'on aura à en parler le moins longtemps possible, de faire oublier quel rôle précis on a tenu ou que personne ne s'y attarde, comptant comme un allié sur

la mémoire courte, déficiente ou très sélective des travailleurs et des militants, leur difficulté à faire le lien entre cause et effet, ou alors informer immédiatement de ce qui se cache derrière ces manoeuvres pour que les uns et les autres puissent se poser des questions, s'en saisir, s'organiser, etc.

L'accord du 11 janvier ils ont eu plus de trois mois pour le préparer en coulisse, la loi d'amnistie sociale elle a été évoquée depuis plus de quatre mois, le résultat des élections en Italie ne faisait aucun doute, tous les gouvernements en Europe qui ont mis en oeuvre une politique d'austérité ont été sanctionnés, balayés depuis quatre ans, sans que cela résolve quoi que ce soit, dans tous ces pays le pouvoir des partis dits de droite ou de gauche sont contestés, bref, tout ce qui s'est passé était prévu depuis le départ, les uns et les autres savaient pertinemment à quoi s'attendre, on peut ajouter l'élection de Hollande et celle des députés en juin 2012, le vote du TSCG, de la "règle d'or", du budget d'austérité de 2013, etc. pour parfaire le tableau on peut encore ajouter la prochaine contre-réforme des retraites et du financement de la protection sociale qui sera le résultat d'un processus identique avec un résultat semblable, c'est-à-dire défavorable aux travailleurs...

Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'en n'est plus en présence que de partis uniquement capables de se comporter en commentateur de commentaires après coup et qui osent se poser en avant-garde, oui, c'est plus que grotesque mais ils en sont là, dans son dernier éditorial paru hier D. Gluckstein n'a pas eu à se donner beaucoup de peine pour le confirmer.

Il démarre très fort : "*Que les élections italiennes marquent un rejet de l'Union européenne symbolisées par la défaite cinglante de Monti, tous les commentateurs en conviennent*", quelle chance dites-donc ! le reste est dans le même registre. Puis il cite "*un dirigeant du Parti démocrate*", puis c'est au tour de "*France Info, ce mardi matin, ce commentaire*", il y revient plus loin "*et la radio publique ne s'interroge même pas*", quelle horreur, elle manque à tous ses devoirs, pour ne pas être en reste, voilà le tour des appareils derrière lesquels il se range "*l'appel des confédérations CGT et CGT-F/O*", envolées leur nature et leurs réelles intentions, leur responsabilité dans l'accord du 11 janvier, le POI n'a eu de cesse de l'occulter pour préserver les appareils pourris de ces syndicats, la culture des illusions c'est le fond commun de tous les opportunistes et traîtres, ce qui lui fait dire plus haut que "*l'Italie sort ingouvernable de ces élections*", ce qui est totalement faux, une falsification des faits comme vous pourrez le lire plus loin, il n'aura pas fallu 24h pour confronter Gluckstein, c'est terrible, c'est cruel mais c'est ainsi.

Je rajoute ici un extrait de l'article sur la situation en Italie que vous pourrez lire plus loin, car je tiens à confronter Gluckstein sur le champ, je ne voudrais pas que vous manquiez cela si vous ne lisez pas la suite.

- Avant le message de Beppe Grillo, un des élus du M5S en Lombardie avait affirmé que le mouvement envisageait un premier vote de confiance, puis des décisions au cas par cas.

"*L'orientation est de voter la confiance. Après quoi nous verrons les lois les unes après les autres en espérant que le nouveau gouvernement ne fasse pas comme le précédent qui demandait la confiance sur tous ses projets*", a déclaré Ferdinando Alberti.

Les voix du M5S au Sénat sont indispensables à un gouvernement de gauche pour obtenir la confiance. La seule autre option serait que la gauche s'appuie sur la droite de Silvio Berlusconi. Une solution hautement improbable que M. Bersani a écartée dès mardi.

De nombreux membres du M5S ont critiqué sur la Toile la décision de Beppe Grillo. "*J'ai voté pour toi, pas pour que tu détruises tout*", "*je n'ai pas voté en faveur de ces actes irresponsables*", ont-ils écrit.

Pour parler comme lui, l'idiot du régime Beppe Grillo ouvre sa grande gueule pour ne pas perdre la face, mais il va être très vite rattrapé par la réalité et ses colistiers qui ont maintenant envie d'en croquer. Etait-ce si difficile à concevoir que Gluckstein serait passé à côté, à qui veut-il faire croire cela ? Pourquoi pas après tout, on en a vu d'autres dans le passé avec Lambert.

Dès lors, que faut-il penser de l'analyse de la situation et de la politique proposée par Gluckstein ou le POI, reposent-elles sur des éléments aussi foireux, des manipulations inavouables de la réalité ou pire encore ? On vient de le prendre une nouvelle fois en flagrant délit, on est quand même en droit de se poser cette question, non ? Qui est-ce qui outrepassa ses droits ici, qui se fout du monde, moi ou lui, je vous pose la question ? Il y en a plus que marre ! Un minimum d'honnêteté intellectuelle ne les étoufferait pas !

Poursuivons.

Les dirigeants de la CGT et de FO auront tout fait pour que l'accord du 11 janvier passe, notamment en participant aux pseudo négociations dont il est sorti, et voilà qu'un coup de baguette magique, totalement blanchis ils se transformeraient en opposants zélés du gouvernement et du Medef pour interdire sa transcription dans la loi, ils devraient prendre la direction de la mobilisation contre le gouvernement et le Medef, contre le gouvernement c'est moi qui l'ai ajouté, car eux ils continuent de l'épargner... Très très fort décidément, et il y a des militants pour gober cela, c'est tellement monstrueux qu'on en vient à se demander ce qu'ils ont dans la tête, pour quoi combattent-ils vraiment ?

Quant à la loi d'amnistie sociale concoctée par le Front de gauche, elle consiste finalement à reconnaître la légitimité du régime et des institutions que des militants auraient enfreints presque malgré eux, et pour lesquels ils demandent aux législateurs de faire preuve de clémence ou de leur pardonner ce moment d'égarement malheureux, d'inconscience, promis juré, ils ne recommenceront plus. Pourquoi ? Parce que les syndicats et les partis ouvriers refuseraient d'en prendre en charge les conséquences (financières ou matérielles), c'est vrai que la solidarité a ses limites et que ce n'est pas vraiment leur fort, leurs conceptions de la lutte de classe et du mouvement ouvrier sont tellement déformées qu'ils en sont incapables, ils ne peuvent pas être solidaires du régime et de leurs militants, encore moins quand ce ne sont pas les leurs.

Opportunisme ou socialisme ?

Pour le POI, c'est "*Dehors l'Union européenne ! Dehors la troïka !*", pour nous ce sera : dehors le gouvernement, la Constitution et les institutions de la Ve République.

Je ne vais pas perdre mon temps à me répéter, je retranscris la causerie du 27 janvier qui suffira amplement à répondre à toutes les questions politiques que la situation pose.

On pourrait rajouter la Constitution que j'avais omise dans le cadre de laquelle toutes ces décisions ont été prises ou ces votes ont eu lieu, conformément à l'esprit de la Constitution fondée par des représentants (de Gaulle - Debré) du capital pour les besoins du capital parmi lesquels figurent le TCSG, d la "*règle d'or*", le budget 2013, l'accord du 11 janvier, l'accord à venir sur les retraites, etc.

Notre ennemi est dans notre propre pays.

Notre ennemi est dans notre propre pays, c'est le gouvernement qui représente les intérêts du capital, les institutions, l'Etat, le capitalisme et ses représentants et non l'UE, la BCE ou le FMI, la troïka.

Question : Qui est-ce qui a adopté le TCSG ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui a adopté la "*règle d'or*" ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui a adopté le budget d'austérité de 2013 ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui va retranscrire sous forme de loi l'accord patronal du 11 janvier 2013 ?

Réponse : Le gouvernement.

Question : Qui est-ce qui sera éventuellement appelé à l'adopter ?

Réponse : Les députés.

Dans tous les cas de figure, il est établi :

- Que ce n'est ni Bruxelles ni Washington qui mettent en oeuvre cette politique antisociale, mais bien les institutions de la Ve République.

- Qu'ils agissent pour le compte du capitalisme : c'est évident.

- Que cette politique soit conforme aux recommandations de la troïka, Bruxelles ou Washington ou encore des marchés : c'est évident.

Dès lors, il est parfaitement clair que toute propagande ou campagne consistant à orienter les travailleurs dans une autre direction que contre le gouvernement et les institutions, consistera à les mener systématiquement dans une impasse et profitera au régime en place.

Question : Qui a décidé d'entrer en guerre contre le peuple malien et d'attenter à sa souveraineté ?

Réponse : Hollande et son gouvernement.

Question : Qui a décidé de soutenir cette guerre qui a déjà coûté 30 millions d'euros en 13 jours

Réponse : L'ensemble des députés.

Donc une nouvelle fois : les institutions de la Ve République et non Bruxelles ou Washington.

Les fait, encore les faits, toujours les faits, rien que les faits.

A bas le gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

A bas l'Assemblée nationale, les institutions de la Ve République !

A bas l'Etat impérialiste et néocolonial ! Fin

J'ajouterai que le même constat et la même ligne politique sont valables pour les travailleurs dans tous les pays de l'UE.

De plus l'appel du bureau national du POI s'emploie sciemment à entretenir des illusions dans le gouvernement quand ils écrivent : "*Force est de constater que pour l'heure, le gouvernement Hollande-Ayrault est engagé sur la voie de la soumission totale*", vous avez noté, "*pour l'heure*", car demain il pourrait peut-être en être autrement c'est inclus implicitement, alors qu'il n'y a aucun doute à avoir sur ses réelles intentions, ce qui signifie qu'ils ont un fil à la patte qui les relie au régime et qu'ils sont incapables de le couper, d'où leur incapacité à axer résolument leur combat contre les institutions de la Ve République avec lesquelles finalement le POI s'accommodent.

Pas très futés et toujours très pressés !

Plus de 90% des mots de passe utilisés par accéder à différents services comme un compte en banque, des mails ou encore les réseaux sociaux via un ordinateur, une tablette ou un téléphone, sont vulnérables en raison de leur répétition, assure une étude de l'entreprise Deloitte. Publié mardi au Panama, le rapport assure qu'avec les 1.000 mots de passe les plus communs pour les utilisateurs (parmi les six millions observés pour l'étude), il est possible d'accéder à 91% des services théoriquement protégés.

"*Le problème le plus grave des mots de passe est leur réutilisation. L'être humain, pour une question de mémoire, retient cinq, six, sept mots de passe, et naturellement, on les utilise pour tout, ce qui les rends très fragiles*", a expliqué à l'AFP Francisco Martin, responsable de Deloitte au Panama. "*Cela ne serait pas si grave si au moins on prenait le temps de mettre des mots de passe qui ne soient pas si aisément déchiffrables*", a-t-il ajouté. Selon cette étude, 9,8% des usagers utilisent la combinaison "*password 123456 ou 12345678*", 8,5% "*password ou 123456*" et un 4,7% "*password*".

Le rapport signale également que les mots de passe créés sur des terminaux mobiles ont tendance à être moins sûrs que ceux créés sur ordinateur, en raison de la différence d'accessibilité aux caractères spéciaux. En outre, il faut 4 à 5 seconde pour taper un mot de passe sûr sur un ordinateur de bureau, contre 7 à 30 secondes sur un écran tactile. L'étude portait sur les principales tendances dans l'univers de nouvelles technologies dans 15 pays d'Europe et d'Amérique, en plus de l'Afrique du Sud. L'Expansion.com avec AFP 27.02

'est vrai que passer quelques secondes de plus pour taper un mot de passe plus sûr, en voilà un exercice insurmontable. On se demande dans quel monde on vit et ce que les gens ont dans la tête, si j'en juge par les nombreuses réponses que j'ai reçues à mon questionnaire, le constat est effrayant !

La "*juridiction internationale*", l'OIT, n'a aucun pouvoir coercitif !

Lors d'une rencontre organisée par l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis), le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a prévenu mercredi que son syndicat «traduira» la France devant les juridictions internationales si le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, en «infraction aux normes internationales du travail» selon lui, n'était pas revu.

Selon la CGT, les dispositions sur les licenciements contreviennent à la convention 158 de l'Organisation internationale du travail (OIT) et celles sur la mobilité des salariés à la charte des droits sociaux fondamentaux. libération.fr 27.02

L'OIT est composé en majorité de représentants des Etats et du patronat, je vous invite à lire ou relire ses statuts qui figurent dans le site pour le vérifier. Vous ne croyez tout de même pas qu'ils allaient se tirer une balle dans le pied en s'imposant des mesures contraires à leurs intérêts, il faut être un crétin ou un abruti pour le croire un instant, ce doit être ce que pensent des

militants et des travailleurs Thibault et tous ceux qui en appellent à l'OIT, eh oui, vous nous excuserez de dire les choses crûment mais c'est ainsi !

A force de le croire, on finira par l'oublier : impossible !

Le ministre du Travail Michel Sapin a affirmé mercredi sur Canal+ que le chômage "sera vaincu tout au long de l'année" et réaffirmé l'objectif présidentiel d'inverser la courbe avant fin 2013. AFP 27.02

Ils en sont là !

On ne peut pas parler raisonnablement d'un syndicat ouvrier.

Question au-delà de laquelle toutes les autres sont superflues, inutiles, tellement les choses sont parfaitement claires : Un syndicat ouvrier s'adresserait-il au parti de l'ordre (UMP-UDI) pour lui demander de rejeter un accord scélérat concocté par le syndicat des patrons, le Medef, conformément à leurs besoins ?

L'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 27 février 2013. Extraits.

- Nous poursuivons nos rencontres avec les groupes parlementaires concernant l'ANI du 11 janvier et sa transposition législative. Nous avons ainsi développé nos positions devant les groupes PS, UMP et UDI de l'Assemblée nationale, RDSE du Sénat, et nous le ferons prochainement devant les groupes PS et EELV de cette dernière assemblée.

Autant il appartient aux élus de la nation de voter les lois –ce n'est pas du ressort des interlocuteurs sociaux–, autant il est indispensable qu'ils le fassent en toute connaissance de cause, c'est-à-dire en ayant entendu toutes les positions des uns et des autres.

Nous allons donc continuer sur notre ligne «non à l'accord et à sa transposition». Les manifestations du 5 mars, veille de la présentation du projet de loi en Conseil des ministres, contribueront à accroître la pression.

La vérité, c'est qu'ils s'en foutent totalement. Inutile d'ajouter un commentaire, les dirigeants, cadres et militants de partis ouvriers qui collaborent avec l'appareil de FO sont des traîtres à la classe ouvrière.

ACTUALITÉ DU JOUR

Sa "capacité d'indignation" était limitée par... sa soumission au capital.

Stéphane Hessel, l'auteur en 2010 du manifeste "*Indignez-vous*", dont l'immense succès mondial a inspiré les jeunes "*indignés*" occidentaux en rupture avec le système établi, est mort dans la nuit de mardi à mercredi à l'âge de 95 ans.

Cet ancien résistant et diplomate, engagé à gauche, avait soutenu François Hollande lors de la dernière campagne présidentielle.

"*Sa capacité d'indignation était sans limite, sauf celle de sa propre vie. Au moment où celle-ci s'achève, il nous laisse une leçon, celle de ne se résigner à aucune injustice*", écrit François Hollande dans un communiqué.

Dans son opuscule de 32 pages, vendu 3 euros, l'auteur appelait à une "*insurrection pacifique*" qui, en ces temps de crise, a provoqué une déferlante mondiale et mêmes des élites du printemps arabe se sont référées à l'ouvrage.

Cet ancien résistant et diplomate, engagé à gauche, avait soutenu François Hollande lors de la dernière campagne présidentielle.

"*Sa capacité d'indignation était sans limite, sauf celle de sa propre vie. Au moment où celle-ci s'achève, il nous laisse une leçon, celle de ne se résigner à aucune injustice*", écrit François Hollande dans un communiqué.

Dans son opuscule de 32 pages, vendu 3 euros, l'auteur appelait à une "*insurrection pacifique*" qui, en ces temps de crise, a provoqué une déferlante mondiale et mêmes des élites du printemps arabe se sont référées à l'ouvrage.

Il dénonçait notamment l'écart croissant entre les très riches et les très pauvres, le traitement fait aux sans-papiers et aux immigrés, ainsi que la dictature des marchés financiers.

Ses prises de position pro-palestiniennes lui ont valu des critiques acerbes d'une partie de la communauté juive. Plusieurs organisations ont eu mercredi des mots très durs à l'annonce de sa mort, lui reprochant d'être antisémite.

"Son grand âge, son sourire, son apparente ingénuité, son indignation focalisée et ses poèmes surannés évoquaient un monde angélique, mais pavaient la route, certainement sans qu'il le voulût lui-même, aux véritables criminels tapis derrière l'enfer des bonnes intentions", écrit Richard Prasquier, président du Conseil représentatif des institutions juives de France". (La haine des sionistes est sans borne. -Ndlr)

"Ne jugeons pas Hollande sur les trois premiers mois. Il a dit des choses justes, il fait déjà un certain nombre de choses essentielles, utiles, qui vont dans le sens de ses engagements. Laissons-lui le temps", disait-il. Reuters 27.02

Il ne pourra plus le dire à ceux qui vivent dans le dénuement absolu, la misère noire, l'angoisse permanente du lendemain...

L'indignation ne mène à rien en soi, il le savait lui qui n'est parvenu à rien, sinon à vivre juqu'à 95 ans, c'était quelque part faire preuve d'un manque cruelde dignité.

ACTUALITE EN TITRES

Une épidémie qui ressemble à un épiphénomène

- Wolfgang Schäuble craint la contagion après le scrutin italien Reuters -

Die Linke, Syriza, le Front de gauche, les Indignés et maintenant M5S de Beppe Grillo en Italie, effectivement une "*contagion*" de mouvements ou formations qui ont toutes pour objectif d'empêcher la classe ouvrière et la classe moyenne de se rassembler dans un parti ouvrier révolutionnaire pour affronter le régime en place.

Profession : affairistes, laquais.

- Paris "*favorable*" à un accord de libre-échange transatlantique Reuters

Crise oblige !

- Vivendi et SFR: parachute doré de 3,9 millions pour les présidents Lévy et Esser - A FP

- Volkswagen va verser une prime de 7.200 euros à 100.000 salariés allemands - AFP

- EADS voit ses profits bondir de 19% en 2012 - L'Expansion.com

Le cri de l'impuissance !

- L'indignation comme impératif - Liberation.fr

Qui sont les "*casseurs*", les "*terroristes*", qui "*menace* qui ?

- La loi d'amnistie sociale est un "*appel au cassage*", dit Parisot - Reuters

- Les Occidentaux débattent de l'opportunité d'armer la rébellion syrienne - LeMonde.fr

- La réunion sur le nucléaire iranien s'achève sans accord - Reuters

- Israël appelle à menacer militairement l'Iran - L'Express.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Le Mouvement protestataire de l'ex-humoriste Beppe Grillo a semblé refuser mercredi toute entente avec la gauche de Pier Luigi Bersani, accroissant l'incertitude en Italie, qui a cependant réussi un premier test post-électoral sur le marché obligataire.

"*Le M5S ne votera pas la confiance au Parti démocrate (PD, gauche), ni à d'autres*", a tranché Beppe Grillo, le chef du M5S, dont les élus (un quart des parlementaires) sont très courtisés en l'absence de majorité claire au Sénat. En revanche, il répète que son mouvement "*votera les lois qui reflètent son programme, quel que soit celui qui les propose*".

Ces déclarations sont intervenues à un moment où l'une des hypothèses avancées pour sortir l'Italie de l'impasse politique serait un gouvernement de gauche majoritaire à la Chambre et minoritaire au Sénat qui bénéficierait d'un soutien au coup par coup des élus estampillés 5 Etoiles.

Le chef du PD Pier Luigi "*Bersani nous harcèle politiquement. Depuis des jours, il importune le M5S avec des propositions indécentes au lieu de se démettre, comme le ferait n'importe qui à sa place*", a écrit Beppe Grillo sur son blog, en réaction à un geste d'ouverture la veille de M. Bersani.

Ce dernier avait évoqué un programme commun a minima qui aurait contenu des réformes chères au M5S comme tailler dans les coûts de la politique (nombre des élus, financements accordés aux partis) et des mesures pour les chômeurs et les travailleurs en situation précaire.

Piqué au vif, M. Bersani a répliqué par communiqué à l'attaque en règle du chef du M5S : "*Ce que Grillo a à me dire, y compris les insultes, je veux l'entendre au Parlement. C'est là que chacun assumera ses propres responsabilités*".

Les déclarations de Beppe Grillo ont accru l'incertitude en raison de leur virulence, mais aussi de leur imprécision.

En parlant de vote de confiance, le dirigeant du M5S n'a pas dit s'il s'agirait du premier vote de confiance au Parlement, permettant l'entrée dans ses fonctions du gouvernement, ou s'il pense aux questions de confiance qu'un gouvernement peut poser sur les lois pour en accélérer l'adoption.

Avant le message de Beppe Grillo, un des élus du M5S en Lombardie avait affirmé que le mouvement envisageait un premier vote de confiance, puis des décisions au cas par cas.

"*L'orientation est de voter la confiance. Après quoi nous verrons les lois les unes après les autres en espérant que le nouveau gouvernement ne fasse pas comme le précédent qui demandait la confiance sur tous ses projets*", a déclaré Ferdinando Alberti.

Les voix du M5S au Sénat sont indispensables à un gouvernement de gauche pour obtenir la confiance. La seule autre option serait que la gauche s'appuie sur la droite de Silvio Berlusconi. Une solution hautement improbable que M. Bersani a écartée dès mardi.

De nombreux membres du M5S ont critiqué sur la Toile la décision de Beppe Grillo. "*J'ai voté pour toi, pas pour que tu détruises tout*", "*je n'ai pas voté en faveur de ces actes irresponsables*", ont-ils écrit.

L'impasse politique n'a pas empêché ce pays de passer avec succès un test de confiance sur les marchés en réussissant une émission obligataire.

Le Trésor italien a levé 6,5 milliards d'euros à moyen et long termes, le maximum prévu, à des taux plus élevés que la précédente opération similaire mais en-deçà des craintes des analystes.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, s'est, pour sa part, dit "*confiant*" mercredi soir dans la "*stabilité politique*" de l'Italie "dans l'intérêt de l'Italie et de l'Europe". AFP 27.02

2- Guinée

Les forces de l'ordre guinéennes ont tiré des grenades lacrymogènes contre des milliers de manifestants d'opposition mercredi à Conakry, au cours d'affrontements qui ont fait une cinquantaine de blessés, rapportent des témoins.

Cette flambée de violence résulte des tensions dans le pays à l'approche des élections législatives de mai, que l'opposition estime truquées par le gouvernement du président Alpha Condé et qu'elle a décidé de boycotter.

"On ne sait pas d'où c'est parti mais les forces de sécurité ont chargé la foule et lancé des gaz lacrymogènes", a dit Ousmane Camara, un habitant de Conakry présent sur place.

L'opposition a lancé un appel à la poursuite des manifestations dans la capitale.

Les élections prévues le 12 mai devraient marquer la dernière étape de la transition vers un régime civil. Une junte militaire a dirigé le pays pendant deux ans après la mort du président Lansana Conté en 2008. Reuters 27.02

3- Syrie

3.1- C'est à juste titre que le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a exprimé sa vive émotion après la mort du photo-journaliste français Olivier Voisin, à Idlib, au cours de combats opposant l'Armée arabe syrienne à Al-Qaïda.

Le ministre a tenu à rappeler qu'« *il revient aux États d'assurer la protection des journalistes, y compris dans les conflits armés* ». Selon son habitude, il entendait de cette manière faire porter la responsabilité du drame au gouvernement syrien.

Cependant, Olivier Voisin était entré illégalement en Syrie. Il travaillait pour le compte de Reporters sans frontières, une association française financée par la NED —vitrine légale de la CIA—, et il était « *embedded* » dans une unité d'Al-Qaïda. Réseau Voltaire 26.02

3.2- Les Etats-Unis vont accroître leur aide à l'opposition syrienne afin d'accélérer le départ du pouvoir du président Bachar al Assad, a annoncé mercredi la Maison blanche.

"*Nous réexaminons en permanence la nature de l'aide que nous fournissons à la fois au peuple syrien, sous la forme d'une aide humanitaire, et à l'opposition syrienne sous la forme d'une aide non létale*", a dit Jay Carney, porte-parole du président Barack Obama.

"*Nous allons continuer à fournir une aide au peuple syrien, à l'opposition syrienne, nous allons continuer à accroître notre aide dans le cadre des efforts pour permettre l'avènement d'une Syrie post-Assad*", a-t-il ajouté.

A la veille d'une réunion des "*Amis de la Syrie*" jeudi à Rome, un dirigeant de l'opposition syrienne, Riad Seïf, a déclaré que les rebelles allaient demander à la communauté internationale "*un soutien politique et humanitaire*" ainsi qu'"un appui militaire qualitatif".

"*Nous demandons à nos amis de nous apporter tout leur soutien pour que nous parachevions nos avancées sur le terrain et pour nous aider à parvenir à une solution politique en position de force, non de faiblesse*", a dit à Reuters ce responsable de la Coalition nationale syrienne (CNS).

Le Washington Post a rapporté mardi que les Etats-Unis, qui refusent jusqu'à présent d'armer les rebelles cherchant depuis deux ans à renverser Bachar al Assad, pourraient revoir leur position et fournir des gilets pare-balles, des véhicules équipés d'armes et des formations militaires aux insurgés.

En visite à Paris, le nouveau secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a déclaré mercredi que Bachar al Assad "*doit savoir qu'il ne peut pas s'en sortir par les armes, donc nous devons l'en convaincre et je pense que l'opposition a besoin de plus d'aide afin d'y parvenir*".

Il n'a pas précisé la nature de cette aide.

Lundi à Londres, il avait dit que Barack Obama réfléchissait à de nouvelles mesures pour répondre aux "*obligations (des Etats-Unis) à l'égard du peuple innocent*".

John Kerry rencontrera les représentants de l'opposition syrienne jeudi à Rome à l'occasion de la conférence des "*Amis de la Syrie*". Reuters 27.02

4- Slovénie

Le pouvoir a changé de mains mercredi soir en Slovénie, le centre gauche ayant évincé le Premier ministre conservateur,

Janez Jansa, personnellement mis en cause pour corruption, avec le vote au Parlement d'une motion de défiance.

Ce changement de cap politique permet aussi pour la première fois de l'histoire de la Slovénie à une femme de devenir Premier ministre, Alenka Bratusek, âgée de 42 ans, du parti de centre gauche Slovénie Positive.

La motion de défiance, soutenue par deux anciens partenaires de la coalition gouvernementale de centre droit, a recueilli 55 voix sur 89 des 90 députés présents, 33 ayant voté contre et un s'étant abstenu.

C'est Alenka Bratusek, mère de deux enfants, plutôt novice en politique mais spécialiste des questions budgétaires en tant qu'ancien haut-fonctionnaire au ministère des Finances, qui a la délicate tâche de former un gouvernement susceptible d'être investi au Parlement et cela d'ici au 14 mars.

Aussitôt après avoir prêté serment et avoir été félicitée par Janez Jansa, Alenka Bratusek a dit sa volonté de "*rassembler et a tendu la main à tous*", affirmant que "*telle est la volonté des citoyens*".

Dans le débat au Parlement, Alenka Bratusek a annoncé qu'il fallait "*stimuler le développement économique et revenir à la croissance*". "*Nous stabiliserons les finances publiques et nous nous mettrons d'accord avec les partenaires sociaux pour les nécessaires baisses de salaires et la hausse très provisoire de certains impôts*", a-t-elle indiqué.

Elle a également précisé que son gouvernement ratifierait l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne.

Pour le politologue Vlado Miheljak, professeur à l'Université de Ljubljana, interrogé par l'AFP, "*il sera difficile pour Alenka Bratusek de former un gouvernement compte tenu des réticences de la Liste civile et du Parti populaire slovène*", mais "*c'est la seule voie pour sortir de la crise*" et "*peut-être que nombre de députés de ces deux partis n'ont pas envie d'affronter le verdict des urnes*".

La crise politique en cours intervient à un moment délicat pour ce petit pays de deux millions d'habitants, membre de la zone euro depuis 2007, très dépendant des exportations, et qui devrait rester en récession en 2013 cependant que son secteur bancaire, lourdement endetté, est au bord de l'implosion. Cette situation fait de la Slovénie un candidat potentiel à une aide financière d'urgence de l'Union européenne, après l'Irlande, la Grèce, le Portugal et l'Espagne.

Et le futur gouvernement devra aussi compter avec un mouvement civique de grande ampleur, mobilisant dans la rue des dizaines de milliers de personnes, protestant tant contre l'impopulaire politique d'austérité de Janez Jansa que contre "*la corruption de la classe politique*" en général. AFP 27.02

SOCIAL

1- Birmanie

Un policier birman a été tué et 42 personnes blessées mercredi au cours d'une manifestation de paysans contre l'expropriation foncière dont ils disent avoir été victimes il y a dix ans au profit d'une entreprise agricole privée.

Vingt-sept membres de forces de l'ordre font partie des blessés au sixième jour de manifestation dans le village de Maletto, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Rangoun, dans le delta de l'Irrawaddy.

Le couvre-feu imposé depuis mardi n'est pas respecté, a dit à Reuters un policier. Les paysans réclament que leurs terres leur soient immédiatement rendues.

Les manifestations sont un phénomène nouveau en Birmanie depuis la relative ouverture démocratique concédée par le pouvoir issu de l'ancienne junte militaire, qui a encouragé les Birmans à faire valoir leurs droits.

Les autorités avaient brutalement réprimé l'an dernier des manifestants qui dénonçaient un projet d'extension d'une mine de cuivre du nord-ouest du pays, via la confiscation "*illéegale*" de plus de 3.000 hectares de terres. Reuters 27.02

2- Allemagne

Ils soignent l'aristocratie ouvrière.

Après avoir enregistré un bénéfice net record de presque 22 milliards d'euros en 2012, le constructeur automobile

allemand Volkswagen a annoncé mercredi qu'il allait verser une prime de résultat de 7.200 euros par personne à environ 100.000 salariés allemands.

L'an dernier, la prime avait atteint un niveau record de 7.500 euros.

M. Winterkorn touchera 14,5 millions d'euros pour 2012, et devrait donc rester le patron le mieux payé du Dax. AFP 27.02

ECONOMIE

Etats-Unis

Le gouvernement du cartel des banquiers de la Fed.

Le Sénat américain a approuvé mercredi la nomination de Jack Lew pour diriger le département du Trésor, malgré ses liens avec Wall Street durant la crise financière.

Comme secrétaire d'Etat, Jack Lew jouera un rôle majeur dans la mise en place des nouvelles lois de régulation financières visant à éviter une nouvelle crise.

A l'été 2011, Jack Lew a joué un rôle clé dans les négociations avec le Congrès, lors desquelles ces coupes ont été imaginées comme un remède forcé pour réduire le déficit. Les finances publiques sont le fil rouge de sa carrière. Ex-bras droit du président à la Maison Blanche et expert du budget, il a piloté le retour des Etats-Unis aux excédents budgétaires à la fin des années 1990 sous la présidence de Bill Clinton. A l'arrivée du républicain George W. Bush au pouvoir, en 2001, il part dans le privé, à la direction de l'université de New York (NYU) puis au sein de la banque américaine Citigroup en 2006.

Il perçoit à son départ de Citigroup un bonus de près d'un million de dollars, juste avant de rejoindre l'administration de Barack Obama en janvier 2009, un fait révélé pendant l'examen de sa candidature par le Sénat. Pour les élus républicains, dont Jeff Sessions, le bonus est incompréhensible au vu des pertes abyssales de la banque pendant la crise, et ne s'explique que par la volonté du groupe bancaire de s'acheter les faveurs d'un homme influent à Washington.

Mais les allers-retours entre le gouvernement et le monde financier sont monnaie courante. Beaucoup de ses prédécesseurs ont, comme lui, travaillé à Wall Street avant de prendre leurs fonctions au Trésor. Henry Paulson, en poste de 2006 et 2009 pendant le second mandat de George W. Bush, avait officié 32 ans dans la banque d'affaires américaine Goldman Sachs.

Avant d'être secrétaire au Trésor sous Bill Clinton (1995-1999), Robert Rubin avait, lui, passé 26 ans dans cette même banque et avait rejoint Citigroup après avoir quitté l'administration. libération.fr 27.06

[Haut de page ↗](#)